

Szegedi Tudományegyetem
Történelemtudományi Doktori Iskola
Jelenkortörténeti és Összehasonlító
Történettudományi Doktori Program

Université Paris I Panthéon-Sorbonne
École doctorale d'histoire – ED113
UMR SIRICE

Doktori (PhD) értekezés
Thèse de doctorat

L'image de la Transylvanie en Hongrie et en Roumanie par le prisme de l'éducation : de la fin de la Seconde Guerre mondiale au changement de régime (1945-1990)

Jérémy Floutier

Témavezetők:
Thèse codirigée par :

Ágnes Deák, professeur des universités – Université de Szeged

Catherine Horel, directrice de recherche au CNRS (CETOBAC) – Paris I
Panthéon-Sorbonne

Szeged – Paris
2023

« Noi, ca specialiști, știm că în științele sociale nu există un singur adevăr, că adevărul este, de fapt, o sumă de adevăruri subiective, sinteza cea mai bogată a unor adevăruri parțiale »

[Nous, en tant que spécialistes, savons que dans les sciences sociales, il n'existe pas une seule vérité, que la vérité est, en fait, une somme de vérités subjectives, synthèse plus riche de vérités partielles],

Ioan Mihăilescu

Plágium nyilatkozat

Alulírott Jérémie Floutier jelen nyilatkozat aláírásával kijelentem, hogy a « L'image de la Transylvanie en Hongrie et en Roumanie par le prisme de l'éducation de la fin de la Seconde Guerre mondiale au changement de régime (1945-1990) » című doktori értekezés önálló munkám, a dolgozat készítése során betartottam a szerzői jogról szóló törvény szabályait, valamint az egyetem által előírt, a dolgozat készítésére vonatkozó szabályokat. Munkám során csak olyan forrásokat használtam fel, amelyekre az Irodalomjegyzékben hivatkoztam, illetve, amelyeket a hivatkozott szöveg, táblázat mellett feltüntettem. Kijelentem továbbá, hogy a dolgozat készítése során az önálló munkavégzés követelményét betartottam, a témavezetőket ezzel kapcsolatban nem tévesztettem meg.

Remerciements

Que serait un doctorant sans soutiens lorsqu'il entreprend la difficile tâche de rédiger une thèse ? Il va sans dire que sans la précieuse aide de nombreuses personnes, cette thèse n'aurait jamais pu arriver à son terme.

En tout premier lieu, sa réalisation tient au soutien sans faille, aux encouragements et à la bienveillance de Catherine Horel et Ágnes Deák, deux directrices de thèse dévouées et dont l'expertise n'est plus à démontrer. Sans leur disponibilité, leur compréhension et leurs précieux éclairages, cette thèse n'aurait jamais dépassé le stade de projet. J'ai conscience de ma dette envers elles et leur manifeste à cette occasion ma profonde gratitude.

Je me dois également de réservier une mention spéciale à l'attention des professeurs Patrick Louvier de l'Université Montpellier III et Sándor Csernus de l'Université de Szeged sans qui le lancement, puis le prolongement de cette (très heureuse) expérience hongroise n'aurait jamais pu se réaliser. Leur considération à mon égard fut un honneur et une source intarissable de motivation.

De nombreux historiens de l'Université de Szeged m'accompagnèrent et me fournirent une aide substantielle, tels que Nándor Bárdi, Melinda Kalmár, Péter Bencsik, Miklós Nagy ou encore Tibor Szabó. Il m'est impossible d'oublier Sergiu Mișcoiu de l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca pour les nombreuses – et passionnantes – conversations sur la Transylvanie, ainsi que son aide pour mener à bien mes recherches. Ils furent – et sont toujours – une réelle source d'inspiration et des modèles à suivre. Pour tout cela, je leur adresse mes plus sincères remerciements, ainsi qu'à Kriszta Juhász, bibliothécaire du Musée des manuels scolaires de l'Université de Szeged pour sa précieuse aide, sa bonne volonté et sa rigueur qui facilitèrent mes recherches.

Je ne saurais omettre ma famille, mes amis français, hongrois et du reste du monde qui surent se montrer compréhensifs et m'apportèrent un support moral inconditionnel : Ádám, Adela, Ágota, Ákos, Alexandra, Alexandre, Álvaro, Amandine, Anton, Bálint, Julia, Julien, Manon, Maxime, Patrik, Róbert et Tamás, ainsi que les familles Kápronczay et Kovács.

Un grand merci à Izabella et Orsolya pour leur incommensurable patience et leur aide constante dans l'apprentissage de la langue roumaine et qui de toutes deux ne furent pas de trop durant ce travail de longue haleine.

Last but not least, comme le consacre l'adage anglais, j'ai également une pensée pour mes élèves, étudiants et collègues des lycées Mihály Horváth et Áron Szilády, de l'Alliance

française de Szeged, du Centre méditerranéen d'études françaises, ainsi que de l'Université catholique de l'Ouest pour les innombrables expériences vécues à leur côté, l'enrichissement culturel et linguistique, ainsi que leur imagination débordante qui rendirent possible le bon déroulement de mon travail d'enseignant et participèrent grandement à mon épanouissement personnel.

Table des matières

Remerciements	2
Table des matières	5
Introduction	8
I. Qu'est-ce que la Transylvanie ?	9
1) Délimitation géographique et aperçu démographique.....	9
2) Un sanctuaire au cœur de plusieurs constructions nationales.....	12
II. Cadre théorique	14
1) L'identité nationale, formation de la nation et l'Europe centrale et orientale	14
2) Mémoire collective	19
3) Le livre scolaire	21
III. Objectifs de la thèse.....	24
1) Approches méthodologiques et sources	24
2) Limites de la thèse	28
3) Problématique et plan	29
Première partie : politique, éducation, historiographie et la Transylvanie.....	30
I. La Hongrie et la Roumanie de 1945 à 1990 : de la convergence vers la divergence....	32
1) Les trois visages de la période 1945-1990.....	32
2) Ruptures, continuités et changements des mentalités.....	40
3) Hongrois et Roumains : frères, voisins ou ennemis ?.....	46
II. L'éducation en Hongrie et en Roumanie.....	54
1) L'héritage des politiques éducatives en Transylvanie avant 1945	54
2) Systèmes scolaires de la Hongrie et de la Roumanie entre 1945 et 1990.....	63
3) Rédaction, publication et utilisation des manuels scolaires en Hongrie et Roumanie ..	75
III. L'histoire de la Transylvanie : entre science et intérêt politique.....	88
1) L'État et l'historiographie nationale.....	88
2) L'influence de l'historiographie sur les manuels scolaires	103
3) L'endoctrinement en dehors du manuel scolaire – contrepoids	108
Deuxième partie : la Transylvanie des origines à la révolution de 1848	116
IV. Des mythes des origines à la fondation du royaume de Hongrie	119
1) Continuité daco-roumaine et ethnogenèse du peuple roumain.....	121
2) Les origines des Hongrois et la Transylvanie.....	133

3) La Transylvanie de l'arrivée des Hongrois à l'intégration dans le royaume de Hongrie	139
V. La vision de la Transylvanie médiévale	148
1) Le royaume de Hongrie, la Transylvanie et les principautés roumaines	148
2) L'interprétation des conflits sociaux de la Transylvanie médiévale	159
3) La nation contre la menace ottomane	177
VI. De l'établissement de la principauté de Transylvanie à la Paix de Szatmár	187
1) La continuité de l'État...	187
2) ... Contre la vision d'un territoire roumain	196
3) L'importance de la principauté dans les deux cultures.....	205
VII. Deux siècles sous domination habsbourgeoise.....	213
1) Les changements démographiques et les Habsbourg	214
2) L'émergence de deux constructions nationales concurrentes.....	222
3) La révolte paysanne de 1784	235
4) L'ère des révolutions	241
Troisième partie : du retour dans le royaume de Hongrie au changement de régime	260
VIII. Du retour de la Grande Hongrie à son démantèlement	262
1) Le dualisme.....	262
2) La Première Guerre mondiale et la République des conseils	275
3) L'Assemblée nationale d'Alba-Iulia et le traité de Trianon	286
IX. De la Grande Roumanie à l'instauration du communisme.....	297
1) La Transylvanie de l'entre-deux-guerres dans la Grande Roumanie	297
2) Du Second arbitrage de Vienne à la "Libération"	306
3) Le sort de la Transylvanie après la guerre	316
X. Vivre le territoire	324
1) L'établissement du communisme : la résolution de la question nationale ?	324
2) La frontière et le territoire dans les manuels de géographie	330
3) Les manuels de géographie et la Transylvanie	337
XI. L'image de la population transylvaine	344
1) Les Hongrois et les Sicules.....	344
2) Les Roumains	351
3) Les Allemands de Roumanie	353
Conclusion.....	357
Toponymie	366

Liste des abréviations	368
Bibliographie	369
Index	406
Table des annexes.....	411

Introduction

I. Qu'est-ce que la Transylvanie ?

1) Délimitation géographique et aperçu démographique

La Transylvanie est une entité géographique appartenant depuis la fin de la Première Guerre mondiale à la Roumanie¹. Ce territoire, *Ardeal* (roumain), *Erdély* (hongrois), *Siebenbürgen* (allemand), possède la particularité de matérialiser un espace central dans l'imaginaire national des deux principaux groupes nationaux y résidant, roumain et hongrois².

Cette multiculturalité est le résultat d'une histoire politique mouvementée, à l'image de l'Europe centrale, espace dont elle se trouve à la marge. Partie intégrante de la Dacie durant la période antique, elle est conquise par l'Empire romain en 106 et demeure sous domination romaine jusqu'au retrait aurélien de la Dacie en 271. Durant près de 1 000 ans, elle voit passer de nombreux peuples aux origines diverses jusqu'à la conquête hongroise, s'effectuant dans la région entre les X^e et XII^e siècles. Le début de la présence roumaine ou encore la date du contrôle effectif hongrois de la région sont sources d'intenses débats entre les historiens roumains et hongrois. Il est cependant possible d'avancer que la région abrite les trois groupes linguistiques cités ci-dessus depuis le XIII^e siècle. Intégrée au royaume de Hongrie dans le cadre d'une voïvodie jusqu'à sa division dans la première moitié du XVI^e siècle, elle devient par la suite une principauté autonome, dirigée par des princes hongrois majoritairement protestants, mais vassale de l'Empire ottoman. L'éviction des Turcs du bassin des Carpates à la fin du XVII^e siècle permet aux Habsbourg d'étendre leur pouvoir sur la Transylvanie et de la contrôler jusqu'à la révolution de 1848-1849, où elle est temporairement intégrée au royaume de Hongrie. Après l'échec des insurgés hongrois, elle est à nouveau administrée par Vienne, avant de revenir entre 1867 et 1918 dans le giron hongrois dans le cadre du dualisme austro-hongrois.

Le 1^{er} décembre 1918, l'Assemblée roumaine d'Alba Iulia (Gyulafehérvár – Karlsburg) décrète l'union avec la Roumanie, confirmée par le traité de Trianon le 4 juin 1920. Partie intégrante du royaume de Roumanie au cours de l'entre-deux-guerres, la Hongrie profite de la situation géopolitique afin de récupérer la moitié nord de la Transylvanie à l'occasion du Second arbitrage de Vienne signé le 30 août 1940, soit 43 492 km². En août 1944, les armées soviéto-roumaines reprennent la Transylvanie du Nord et après quelques tractations, Staline opte pour

¹ Il est à noter qu'entre 1940 et 1944 la moitié septentrionale de la région revient à la Hongrie.

² Le présent travail énumère la toponymie dans les trois principales langues parlées par la population transylvaine que sont le roumain, le hongrois et l'allemand. Puisque la Transylvanie se situe en Roumanie au cours de la période d'étude, la toponymie est utilisée en premier lieu dans cette langue. Lors de la première mention du lieu, les équivalents hongrois, puis allemand sont également précisés. Le lecteur trouvera un récapitulatif en pages 366 et 367. Pour les lieux se trouvant en Hongrie, le hongrois est utilisé avec une éventuelle mention des équivalents dans les autres langues.

un rétablissement des frontières de 1920 et l'ensemble de la région redevient roumaine, décision plus tard entérinée par le traité de Paris du 10 février 1947. Entre 1918 et 1947 le territoire change donc quatre fois de mains et incarne ainsi l'épicentre des tensions hungaro-roumaines.

Dans son acceptation actuelle le terme de Transylvanie renvoie à l'ensemble des territoires rattachés à la Roumanie en 1920, soit 103 000 km². La Transylvanie dite historique, ou physique, soit le plateau transylvain bordé à l'est et au sud par l'arc des Carpates n'en forme qu'une partie avec 57 000 km². Au-delà de la Transylvanie, le Banat roumain (Bánság – Banat), le *Partium* et le Maramureş (Máramaros – Maramuresch) viennent s'ajouter. Le territoire du Banat fait référence à un quadrilatère se trouvant dans le nord-ouest de la Roumanie actuelle, dont la plus grande ville est Timișoara (Temesvár – Temeschburg). Géographiquement, il est délimité à l'ouest par la frontière avec la Yougoslavie et la rivière Tisza (Tisa – Theiß), le Danube au sud, la rivière Mureş (Maros – Mieresch) au nord et les premiers contreforts du plateau transylvain à l'est. Le *Partium* représente pour sa part une bande de territoire située entre la Transylvanie historique et la frontière hongroise actuelle, appartenant géographiquement à la Grande plaine hongroise (*Alföld*). Ce territoire possède la particularité d'avoir été par intermittence sous domination de la principauté de Transylvanie entre la fin du XVI^e et le début du XVIII^e siècles et abrite également les trois communautés nationales présentes dans la Transylvanie historique et le Banat. Il est à noter que la représentation de la Transylvanie est tout à fait caractéristique d'une vision simplifiée de la réalité. Cette confusion entre ces trois territoires historiquement et géographiquement distincts naît avec la signature du traité de Trianon, rattachant à la Roumanie ces territoires. À des fins de clarté, il est choisi d'adopter cet abus de langage, c'est ainsi qu'une référence à la Transylvanie renvoie à l'ensemble des territoires transférés de la Hongrie vers la Roumanie au lendemain de la Grande Guerre, sauf mention contraire. Les manuels hongrois marquent la différence entre les trois entités, tandis que du côté roumain une certaine ambiguïté est maintenue sur le sujet, ce qui conduit à opter souvent pour le terme plus générique de Transylvanie lorsque les territoires habités par les Roumains sont évoqués.

Au cours de la période d'étude, entre 1945 et 1990, le groupe national majoritaire est indiscutablement celui des Roumains. Selon les recensements de 1948 et 1977, ils sont respectivement au nombre de 3 752 269, puis de 5 203 846 personnes, soit 65,5 %, puis 69,4 % de la population totale. Numériquement, le second groupe linguistique le plus conséquent est celui des Hongrois avec une population de 1 481 903 personnes en 1948 et 1 691 048 en 1977, soit 25,7 %, puis 22,6 %. Enfin, la troisième communauté distinguable est celle des Allemands, composée de 332 066 individus en 1948, puis de 347 860 en 1977, composant 5,8 % et 4,6 %

de la population³. Au total la population transylvaine s'élève à 5 761 217 personnes, puis 7 500 229 toujours d'après les mêmes recensements⁴. Il est à noter que lors du recensement de 1910 – le plus favorable aux Hongrois – 55 % des habitants de la Transylvanie historique se déclarent Roumains, contre 34 % Hongrois et 8,7 % Allemands⁵. De manière plus générale, la population des deux États étudiés suit une courbe similaire, bien que l'accroissement démographique en Roumanie soit bien plus spectaculaire. C'est ainsi que le nombre d'habitants en Hongrie passe de 9 204 799 en 1949 à 10 709 463 en 1980⁶. La Roumanie, Transylvanie comprise, voit quant à elle sa population augmenter de 15 872 624 en 1948 à 21 559 910 personnes en 1977⁷.

La distribution spatiale de ces trois groupes nationaux dans l'espace transylvain n'est pas uniforme au sein des seize *județe* (*vármegyék/megyék* – *Komiteate*), unité administrative équivalente au département français⁸. Au cours de la période d'étude, six *județe* connaissent une majorité absolue roumaine (supérieure à 75 %) : Alba (Fehér – Weißenburg), Arad, Bistrița-Năsăud (Beszterce-Naszód – Bistritz-Nassod), Caraș-Severin (Krassó-Szörény), Sibiu (Szében – Hermannstadt) et Timiș (Temes – Temesch). Deux *județe* situés dans le sud-est de la région, Covasna (Kovászna – Kovasna) et Harghita (Hargita) présentent l'originalité de disposer d'une majorité de population hongroise, également supérieure à 75 %. Les huit autres, Bihor (Bihar – Bihar), Brașov (Brassó – Kronstadt), Cluj (Kolozs), Maramureș, Mureș, Sălaj (Szilágy – Waldland) et Satu Mare (Szatmár – Sathmar), abritent une population mixte, mais tous possèdent au moins une majorité roumaine relative. Les groupes germanophones se trouvent quant à eux principalement dans le nord-ouest du Banat, ainsi que dans le sud de la Transylvanie dans deux *județe* bordés par la ligne de crête des Carpates.

En termes d'appartenance confessionnelle, les Roumains se répartissent entre l'Église orthodoxe et l'Église gréco-catholique, bien que cette dernière ait été interdite entre 1948 et 1989. De leur côté, les Hongrois sont catholiques, protestants (principalement calvinistes ou

³ Varga E. Árpád. *Hungarian Population of Transylvania between 1870 and 1995*, Institute for Central European Studies, Budapest, 1999. p. 53.

⁴ *Ibid.* p. 7.

⁵ Köpeczi Béla (dir.). *Histoire de la Transylvanie*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1992. p. 533.

⁶ Romsics Ignác. *Magyarország története a XX. században*, 4^e éd., Osiris, Budapest, 2010. p. 322. Afin de faciliter la lecture, la traduction des sources primaires et secondaires autres qu'en langues française, anglaise, italienne ou allemande est fournie dans la bibliographie.

⁷ Muresan Cornelia. « L'évolution démographique en Roumanie : tendances passées (1948-1994) et perspectives d'avenir (1995-2030) », *Population*, vol. 51, n°4-5, 1996. p. 816.

⁸ Nombre de *județe* à la suite de la réforme administrative de 1968. À ce sujet se référer à : Novák Csaba Zoltán. « A megyésítés előkészítése és a nemzetiségi kérdés Romániában (1968) », Bárdi Nándor, Simon Attila (dir.). *Integrációs stratégiák a magyar kisebbség történetében*, Fórum Kisebbségkutató Intézet, Šamorín, 2005. p. 405-420.

unitariens) et la communauté juive de Transylvanie est très majoritairement magyarophone. Les Allemands appartiennent à l’Église luthérienne dans le cas des Saxons, tandis que les Souabes du Banat sont catholiques. Ainsi, la langue maternelle traduit bien souvent l’appartenance confessionnelle. La langue roumaine est latine, rapprochant le peuple roumain avec l’Occident, alors que le hongrois n’est pas une langue indo-européenne et appartient au groupe des langues finno-ougriennes, rattachant ainsi les Hongrois à leurs racines orientales. Les germanophones lient la région à l’Europe centrale. À l’image de l’ensemble des peuples d’Europe centrale et orientale, Roumains comme Hongrois font de leur langue un véritable fer de lance identitaire⁹. L’originalité repose dans le croisement entre d’un côté une appartenance à des confessions occidentales et orientales et de l’autre une appartenance à des familles de langues « occidentales » et « orientale ». Les constructions identitaires empruntent ainsi des éléments à cette double appartenance et créent une véritable dualité identitaire, commune aux deux peuples.

2) Un sanctuaire au cœur de plusieurs constructions nationales

Des cinq territoires rattachés à d’autres États par le traité de Trianon, la Transylvanie est celui qui exerce la plus grande fascination et nostalgie auprès des Hongrois de Hongrie¹⁰. En premier lieu ce territoire est le plus vaste de tous et abrite le plus grand nombre de Hongrois d’outre-frontières. Dans le roman national, au cours du Moyen Âge deux des souverains hongrois bénéficiant de la plus grande aura sont Transylvains, alors que la région est en première ligne dans les combats face à l’Empire ottoman, véritable ciment du patriotisme hongrois. Elle incarne également la continuité de l’État hongrois et le centre hongrois de la réforme protestante par l’intermédiaire de la principauté de Transylvanie (1570-1711), à la suite de la partition du reste du royaume hongrois médiéval entre la dynastie des Habsbourg et l’Empire ottoman. La région joue un rôle considérable dans le développement de la culture nationale et constitue également l’un des foyers de la révolution de 1848-1849. Cette idée de sanctuaire de la nation est perpétuée par les caractéristiques des Hongrois de Transylvanie, qui manifestent un attrait bien plus fort pour les traditions et leur conservation. Cet aspect s’exprime tout particulièrement au sein de la communauté sicule (*secui – székely – Szekler*), groupe magyarophone aux origines disputées et vivant en masse compacte dans le sud-est de la

⁹ À ce propos voir : Sédiot Patrick (dir.). *Langue et nation en Europe centrale et orientale du XVIII^e siècle à nos jours*, Presses Centrales de Lausanne, Lausanne, 1996. 360 p.

¹⁰ D’ouest en est : le Burgenland (*Őrvidék*) transféré à l’Autriche, la Slovaquie (*Felvidék*) formant alors la Tchécoslovaquie, avec la Ruthénie subcarpatique (*Kárpátalja*), territoire rattaché à l’Ukraine soviétique après 1945. La Transylvanie élargie revient quant à elle à la Roumanie, alors que la Voïvodine (*Vajdaság*), la Pomurie (*Muravidék*), le comitat de Medimurje (*Muraköz*), ainsi qu’une partie du comitat de Baranya, transférés au royaume des Serbes, Croates et Slovènes, future Yougoslavie à partir de 1929.

Transylvanie. Les trésors naturels offerts par les Carpates, de même que la préservation d'un caractère médiéval de la région fournissent une source importante de contes et légendes, procurant à la Transylvanie une place sans égale dans l'imaginaire collectif. Tous ces aspects façonnent le fort attachement des Hongrois à l'espace transylvain et leur identification avec ce territoire¹¹.

Pour les Roumains, c'est en Transylvanie que se trouve la capitale du royaume dace antique, Sarmizegetusa, vecteur sans équivalent de l'identité roumaine. Ce même territoire joue un rôle considérable dans la naissance, puis l'épanouissement de la culture roumaine et en langue roumaine, profitant notamment de la proximité avec la Réforme et la Contre-Réforme¹². La région constitue également une porte d'entrée vers l'Occident se trouvant aux marges de l'Europe centrale. L'importance de certaines microrégions dans la culture populaire roumaine, comme le Maramureş pour ses églises en bois et son art populaire ou encore le Pays des Moți (Țara Moților – Mócvidék – Motzenland) en raison de son patrimoine ethnographique, de l'importance de ses traditions, ainsi que de l'esprit de révolte et de combativité attribués à ses habitants, s'avèrent être particulièrement importants dans la conscience collective roumaine¹³. Le niveau de développement plus avancé de la région en comparaison des autres régions roumanophones et le fait que la majorité de la population soit roumaine au moins depuis plusieurs siècles participent également au sentiment d'appropriation de la Transylvanie comme partie intégrante de la nation roumaine.

En ce qui concerne la communauté germanophone, l'identification avec la région est bien différente. En raison du faible poids démographique de la communauté et de son éloignement, la Transylvanie ne forme pas un territoire à part entière de l'espace germanique dans l'imaginaire collectif allemand. De plus, le territoire ne joue pas de rôle prépondérant dans le développement de la culture allemande. La communauté germanophone se divise en deux sous-groupes distincts, entre Souabes du Banat et du *Partium* arrivés au début du XVIII^e siècle et Saxons transylvains, vivant depuis le XII^e siècle dans le sud de la région. Pour les Saxons, leurs particularités et leur longue présence facilitent la création d'une pleine identification avec l'espace transylvain et forge une très forte identité collective¹⁴. Les Saxons cultivent leurs

¹¹ Kurti László. *The Remote Borderland: Transylvanian in the Hungarian Imagination*, State University of New York Press, Albany, 2001. p. 77-106.

¹² Radosav Doru. « Cultura românească din Transilvania în secolul al XVII-lea », *Istoria Transilvaniei*, vol. 2, 2005. p. 311-328.

¹³ Pour une comparaison de l'importance des Sicules et des Moți dans les imaginaires collectifs hongrois et roumains, voir : Egry Gábor. « A Mókok útján Székelyföldre? Elmaradottság, fejlesztéspolitika és regionalizmus a 20. század első felében », Orbán Zsolt (dir.). *Székelyföld és a Nagy Háború: tanulmánykötet az első világháború centenáriuma alkalmából*, Csíkszereda Kiadóhivatal, Miercurea-Ciuc, 2018. p. 486-504.

¹⁴ Pour une compréhension du rapport des minorités allemandes avec la Transylvanie et le Banat, consulter les

particularismes et s'opposent farouchement à toute ingérence extérieure. Au cours du XIX^e siècle, les Souabes d'abord plus enclins à s'assimiler y sont de plus en plus réfractaires en réaction à la magyarisation forcée de Budapest, renforçant ainsi l'affirmation d'une identité allemande. Ceci introduit la distinction à établir entre la magyarisation volontaire (*magyarosodás*), fruit de l'acculturation et de l'intégration naturelle dans le bloc hongrois et l'assimilation forcée, orchestrée par le pouvoir politique (*magyarosítás*).

La période d'étude couvre donc l'image de la Transylvanie élargie telle que présentée dans les manuels scolaires de Hongrie et de Roumanie publiés entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la fin du socialisme d'État en 1989/1990. Cet intervalle correspond donc à l'établissement d'un régime se réclamant d'une idéologie communiste (1947-1948) et une domination soviétique sur les deux pays, intégrés dans sa sphère d'influence.

II. Cadre théorique

1) L'identité nationale, formation de la nation et l'Europe centrale et orientale

La perception de la nation joue un grand rôle dans cette étude, il est donc indispensable de fournir une mise au point théorique du mécanisme de formation de l'identité nationale dans la perspective d'une compréhension approfondie du rapport à la Transylvanie. De nombreuses interprétations de la nation existent et la thématique est source d'une littérature singulièrement riche. En dépit de l'absence de consensus, il semble possible de caractériser celle-ci comme une entité rassemblant l'ensemble des individus disposant d'un sentiment commun d'appartenance, pouvant se manifester sous des traits culturels, linguistiques, ethniques ou encore par la conscience d'un passé commun. Mais que sont l'identité nationale et la nation ? Les différentes interprétations sont traditionnellement classées selon deux grands courants de pensée, primordialiste et moderniste¹⁵. Malgré le fait que la nation soit particulièrement difficile à cerner, son existence est avérée par tous.

Au cours du XIX^e siècle et jusqu'à la seconde moitié du XX^e siècle, le courant dominant parmi les chercheurs est celui du primordialisme. Les primordialistes exposent les nations

études suivantes : Cercel Cristian. « Transylvanian Saxon Symbolic Geographies », *Civilisations*, vol. 60, n°2, 2012. p. 83-101. ; De Tregomain Pierre. « Le syndrome du peuple élu : les Saxons de Transylvanie et la destruction des confins », Bechtel Delphine, Galmiche Xavier (dir.). *La destruction des confins*, Centre Interdisciplinaire de Recherches Centre-Européennes, Paris, 2005. p. 151-167. ; Docea Vasile. « The Historical Monographs of Banat Germans as Identity Discourse », Docea Vasile (dir.). *Paths to Belonging. Constructing Local Identity in Banat by Means of Monuments, Cultural Heritage and Historiography*, Nomos, Baden-Baden, 2016. p. 189-200.

¹⁵ Pour un tour d'horizon de ces différentes écoles de pensée, voir : Mișcoiu Sergiu. *Formarea națiunii. O teorie socio-constructivistă*, Efes, Cluj-Napoca, 2006. p. 4-37. ; Lajtai L. László. « Trendek és elméletek a nemzet- és nacionalizmuskutatásban: vázlatos kutatástörténeti áttekintés », *Prominoritate*, vol. 24, n°3, 2015. p. 115-147.

modernes comme une résurgence de nations organiques existantes, tout au moins de façon embryonnaire, depuis l'aube des temps. Ils partent également du postulat qu'une forte corrélation existe entre ethnies et nation et insistent sur la centralité de la culture commune (mœurs, coutumes, langue, religion) dans l'établissement d'une communauté¹⁶. Les historiens européens bâtisseurs de nations s'approprient pleinement cette perception, en ayant par exemple recours aux mythes fondateurs pour légitimer leur existence, comme Jules Michelet ou Ernest Lavisse en France. Cette interprétation se rattache également à la perception allemande de la nation ethnoculturelle, comme chez le philosophe Johann Gottfried Herder. L'unification tardive de l'Allemagne est loin d'être étrangère à la vivacité du phénomène dans l'espace germanique. En cela, ce dernier se distingue de la situation française, puisque si l'unité politique du pays est une réalité, les Français sont encore à former. La dimension civique de la nation est ainsi mise en exergue par les chercheurs français tel qu'Ernest Renan, évoqué dans les paragraphes à venir.

Depuis les années 1980, l'école de pensée ethnosymbolique s'inscrit dans cette continuité et s'attache à dépasser les limites accusées par le primordialisme, dont Anthony D. Smith représente la figure de proue. Il admet le nationalisme comme un phénomène moderne, tout comme l'apparition des nations modernes, en tant que résultat d'une triple révolution : naissance du capitalisme, centralisation de l'administration et accès à l'éducation pour les masses. Il attache toutefois une forte importance à l'héritage ethnoculturel dans leur processus de formation et estime que des nations prémodernes et un protonationalisme existent avant le XVII^e siècle. Smith voit donc dans l'ethnie la source de la nation, soulignant notamment l'importance du mythe d'une origine commune dans le processus de formation de la conscience nationale, permettant ainsi de marquer sa spécificité¹⁷. L'élite intellectuelle reconstruit donc la nation, mais ne l'invente pas.

Les tenants du modernisme – école de pensée dominante depuis 1945 – se rejoignent sur le fait que la nation est un produit de la modernité s'amorçant à partir de la fin du XVII^e siècle. Ils attribuent à la Révolution française et ses idéaux un rôle prépondérant dans le développement du sentiment national. Ils proposent une approche constructiviste de la nation, en opposition à celle essentialiste des penseurs se rattachant au primordialisme. Le parallèle entre renforcement étatique et développement du sentiment national est toujours souligné, alors

¹⁶ Lees Paul. « Autour des fondamentaux théoriques sur le concept de "nation" », *E-crini*, n°7, 2014. https://crini.univnantes.fr/medias/fichier/paul_lees_1417018539726.pdf?ID_FICHE=728656&INLINE=F_ALSE [consulté le 20/08/2022]

¹⁷ Smith D. Anthony. *The Nation in History. Historiographical Debates about Ethnicity and Nationalism*, Polity Press, Cambridge, 2009. p. 56-90.

qu'ils distinguent ethnies et nation. Au-delà de ces caractéristiques communes, les divergences au sein du courant s'articulent autour de l'importance à accorder aux facteurs économiques, politiques et socio-culturels dans le développement de la nation.

Pour Ernest Renan, la nation n'est fondée ni sur la notion de race, ni sur la langue, ni sur la religion. Elle naît d'un rassemblement volontaire, « un plébiscite de tous les jours », comme il le consacre dans sa célèbre conférence de 1882¹⁸. Cette différence d'appréciation franco-allemande précédemment évoquée traduit des intérêts politiques divergents. Pour décrire l'école de pensée française, le qualificatif de nationalisme assimilationniste est régulièrement utilisé. La France serait une nation civique, dans un contexte de francisation du territoire. Après 1870, l'annexion de l'Alsace-Moselle par l'Allemagne ne fait que renforcer ce clivage académique franco-allemand jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. L'un insistant sur la germanité des habitants de la région, l'autre sur leur sentiment d'appartenance à la nation française.

L'un des pères de la sociologie qu'est Max Weber adopte des positions le rapprochant du courant primordialiste, bien qu'il soit toujours classé parmi les modernistes. Il accorde une grande importance au caractère social de la nation et juge que la culture commune, ainsi que la conscience d'intérêts partagés permettent la naissance d'une organisation socio-politique, enclenchant par la suite le processus de formation d'une nation, où le seul élément ethnique n'est pas suffisant¹⁹.

Pour Anne-Marie Thiesse, la naissance de la nation est le fait d'une élite qui entreprend via l'identification d'ancêtres, de héros nationaux, d'un folklore ou encore l'uniformisation d'une langue, de mettre en exergue les spécificités nationales et la singularité de la nation, avant de les transmettre vers les masses. À ce propos, elle affirme que « La véritable naissance de la nation, c'est le moment où une poignée d'individus déclare qu'elle existe et entreprend de le prouver »²⁰. Le contenu de cet ensemble peut varier dans le temps, mais l'utilisation de ce modèle accompagne la formation des nations européennes depuis le XVIII^e siècle. C'est durant cette même période que nombre de communautés nationales se dotent de traités de grammaire, de dictionnaires, de théâtres et opéras nationaux, de musées nationaux, de sociétés nationales, d'une peinture nationale, d'une architecture rurale traditionnelle, d'un folklore national ou encore d'un roman national, tout cela visant à exalter le génie national. Au cours du processus

¹⁸ Renan Ernest. *Qu'est-ce qu'une nation ?* Calman Lévy, Paris, 1882. 27 p.

¹⁹ Norkus Zenonas. « Max Weber on Nations and Nationalism: Political Economy before Political Sociology », *The Canadian Journal of Sociology*, vol. 29, n°3, 2004. p. 389-418.

²⁰ Thiesse Anne-Marie. *La création des identités nationales : Europe XVIII^e-XIX^e siècles*, Seuil, Paris, 2^e éd., 2001. p. 11.

d'intériorisation de l'identité nationale, l'école joue un rôle prépondérant²¹. Dans le même esprit, Eric Hobsbawm met pour sa part l'accent sur le fait que la nation est composée d'un ensemble de traditions inventées, comme les symboles nationaux et les mythes : la nation est donc construite²².

Benedict Anderson interprète la nation comme une communauté imaginée (*imagined communities*), dont les membres éprouvent un sentiment de solidarité sans se connaître. La nation est donc un imaginaire collectif, dont l'émergence est favorisée par la Réforme protestante, l'apparition de l'imprimerie et l'intensification des communications. Ces éléments permettent la multiplication des interactions, puis l'affirmation et la stabilisation des langues vernaculaires, au contraire des sociétés prémodernes, où l'accès à l'écrit et la langue étaient revêtues d'un aspect sacré dans des langues classiques. Anderson se distingue des autres penseurs modernistes, car il ne considère pas que le rôle des élites et des institutions soit l'élément le plus important dans l'apparition des nations modernes²³.

Dans la pensée d'Ernest Gellner, outre l'importance accordée à la naissance des sociétés industrielles, l'auteur confère à l'État, concept juridique et politique, un rôle déterminant dans l'affirmation de la nation²⁴. Il propose une approche inversée de la nation et du nationalisme, puisque selon lui c'est le nationalisme qui est à l'origine de la nation et non le contraire. Ce même nationalisme est engendré par l'État moderne, grâce au développement de l'éducation de masse et la prise de contrôle étatique sur cette dernière. Il lui attribue donc un rôle prépondérant²⁵.

L'interprétation marxiste de la nation se rattache au courant moderniste, dans la mesure où elle est considérée comme une création du capitalisme moderne. Dans son cadre d'État-nation, celle-ci garantit alors à la bourgeoisie la libre circulation des biens et des capitaux. En outre, les théoriciens du communisme, tels que Karl Marx et Friedrich Engels, insistent sur la primauté de la classe sur la nation comme unique communauté de solidarité. Si les pères du communisme prennent leurs distances avec la nation, puisque la classe laborieuse ne dispose que d'une solidarité horizontale, dès les années 1930 Staline reconnaît l'existence du fait national²⁶. Après 1948, dans l'Europe centrale et orientale tombée sous l'influence de Moscou,

²¹ *Ibid.* p. 240-242.

²² Hobsbawm Eric. *Nations et nationalismes depuis 1780: programmes, mythe et réalité*, Gallimard, 1992. 371 p.

²³ Benedict Anderson. *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, 2^e éd., Londres, Verso, 2006. p. 9-112.

²⁴ Pour une interprétation de la théorie de Gellner, voir : Cabanel Patrick. *La question nationale au XIX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2015. p. 44-56.

²⁵ Gellner Ernest. *Nations et nationalismes*, Payot, Lausanne, 1989. p. 39-85.

²⁶ Staline Joseph. *Le marxisme et la question nationale*, Éditions Sociales, Paris, 1950. p. 3-41.

le modèle soviétique est importé, toutefois ces nouveaux régimes se distinguent jusqu'à la fin des années 1950 en appliquant fidèlement l'internationalisme dicté par Moscou, tout en adaptant l'histoire nationale au canon marxiste. Par la suite, des chemins divergents sont empruntés par les différents régimes. La Roumanie effectue un virage national et orne le marxisme d'une parure nationaliste, tandis que jusqu'en 1989 le régime hongrois se montre réticent à utiliser le nationalisme, comme va s'attacher à le démontrer le chapitre initial.

En Europe centrale et orientale, dans des sociétés où le patriotisme s'exprime vigoureusement et où l'histoire politique ne forme pas un long fleuve tranquille, l'anachronisme dans le rapport au passé et à la mémoire est récurrent. Au Moyen Âge, la foi, l'origine sociale et le système de vassalité définissent très largement le sentiment d'appartenance, avant que la situation n'évolue à partir du XVIII^e siècle avec l'arrivée de la langue maternelle comme ciment reliant les individus pour les raisons évoquées ci-dessus²⁷. Les États européens manifestent ainsi un intérêt décuplé pour la langue parlée par le peuple. À l'inverse de l'Europe de l'Ouest, la présence de grands empires en Europe centrale et orientale et la mobilité des frontières ne permettent à aucun groupe national d'imposer sa langue aux autres.

L'animosité, souvent qualifiée d'historique, va grandissante entre les différents peuples d'Europe centrale et orientale jusqu'à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale. L'esprit de revanche, couplé au sentiment d'une nation en perpétuel danger caractérisent la vision du monde pour de larges pans des peuples vivant dans l'espace centre-européen. La force et l'imprégnation de mythes et constructions mémoriales sont telles qu'il est bien difficile pour les sciences historiques de disposer d'une profonde assise dans la formation du savoir historique. En parallèle, ces querelles débordent amplement sur le champ historiographique et mobilisent les historiens. Dans le cas des États roumain et hongrois, le rôle des historiens se voit alors bien souvent cantonné à démontrer la légitimité sur le territoire en question²⁸. En conséquence de la montée en puissance du sentiment national, le socle offert par les États et les empires multinationaux, connaissant un entrelacement de populations de langues et cultures différentes, complique la cohabitation et fournit un cadre qui devient dès lors peu approprié aux nouvelles aspirations.

Si l'État-nation symbolise la volonté des élites politiques de disposer d'un État au sein duquel l'ensemble des membres d'un groupe national y réside, un tracé des frontières qui

²⁷ Szűcs Jenő. *A magyar nemzeti tudat kialakulása*, Osiris, Budapest, 1997. p. 334-339.

²⁸ Blomqvist Anders. « Competing Stories about Transylvania's Past – National Stories in an International Context », Rindzevičiūtė Eglė (dir.). *Re-approaching East Central Europe: Old Region, New Institutions?*, Södertörns högskola, Stockholm, 2006. p. 274-280.

respecterait les limites ethnolinguistiques est illusoire en Europe centrale, et tout particulièrement dans le cas de la Transylvanie. Dans le processus d'affirmation des nations, la territorialité et la définition d'un espace national deviennent deux éléments fondamentaux de l'identité nationale. Dès l'aube de l'éveil des nations modernes, la région se trouve au centre d'une intense concurrence entre les mouvements nationaux émergeants roumain et hongrois. Les deux constructions nationales la place comme une entité incontournable de leur nation respective, provoquant dès lors de profondes oppositions concernant son appartenance, l'interprétation de son histoire, ainsi que le sort à réservé aux minorités. Cet aspect fait écho à la formule consacrée par l'historienne Anne-Marie Thiesse, arguant que « Rien n'est plus international que la création des identités nationales », tant la similarité des ambitions est criante²⁹.

2) Mémoire collective

À l'instar de la nation, la mémoire collective semble difficilement définissable. Il s'agit d'une construction regroupant – de manière consciente ou non – les souvenirs et la perception du passé d'un groupe donné, dans le cas présent celui d'un État et de sa population. Elle se construit via une sélection dans le passé et constitue un fondement de l'identité collective qui s'intériorise le plus souvent de manière implicite. Elle exprime une attribution d'un système de valeurs et comporte donc une dimension morale. Pierre Nora considère la mémoire collective comme la gestion du passé par un groupe donné, puisqu'elle puise dans celui-ci afin de servir le présent et l'avenir³⁰. La mémoire collective est dans le présent travail considérée dans sa dimension officielle, en tant que représentation et commémoration du passé par l'État, dont le manuel scolaire forme un espace d'expression. La mémoire est fondamentalement plurielle, l'appréciation du temps change, alors que l'historien demeure le produit d'une société donnée, ce qui oriente ses sensibilités et sa perception du passé. La mémoire collective exprime donc différentes formes de passé et structure la relation des sociétés au temps.

Depuis l'avènement de la modernité dans les sociétés européennes, la mémoire compose l'un des ciments permettant la cohésion et revêt une importance singulière aux yeux de tout pouvoir politique. À partir de la fin du XVIII^e siècle, le souvenir national prend diverses formes en Europe, comme l'illustre le fleurissement des plaques commémoratives, des monuments, des plaques de rue, des musées nationaux, des archives nationales ou encore des célébrations. Par le biais de l'institution scolaire, il s'agit également de commémorer un certain passé, dont

²⁹ Thiesse Anne-Marie. *La création des identités nationales*, Op. cit. p. 11.

³⁰ Nora Pierre. *Los lugares de la memoria*, Trilce, Montevideo, 2008. p. 39-44.

la pierre angulaire ne repose pas sur les célébrations collectives, mais sur l'apprentissage d'un héritage commun. Au travers de l'exemple de la Troisième république française, Pierre Nora démontre l'importance du manuel scolaire et le décrit comme un lieu de mémoire, puisqu'ayant forgé la conscience historique de millions d'enfants³¹. La propension de l'imaginaire collectif à simplifier et polariser l'histoire est ici considérée afin d'identifier le rapport mutuel de deux groupes nationaux autour de la perception d'un territoire. Selon Jacques Le Goff, l'histoire scolaire remplit un rôle bien plus important que la simple action pédagogique³². En réalité, dans bien des cas celle-ci se rapproche plus d'une mission politique et matérialise un pilier de la mémoire collective, ce à quoi ni la Hongrie, ni la Roumanie, n'échappent.

Tout pouvoir politique sélectionne et mobilise des grands personnages afin de les mettre au service du régime et de son discours mémoriel. Pierre Nora, dans son célèbre ouvrage sur les lieux de mémoire, perçoit la commémoration des héros nationaux comme une transmission du passé vers le futur et témoigne des choix mémoriels effectués. Les héros nationaux sont des constructions se créant à postériori au travers d'une lecture identitaire de l'histoire, naviguant entre histoire et mémoire. Le passé devient alors une source d'exemples, un modèle à suivre ou à retrouver. Il résulte de choix éminemment politiques et ce panthéon des héros évolue au fil du temps et demeure porté par un discours. Ces héros incarnent au travers de leurs vertus l'essence des valeurs à propager et inculquer au cours d'une époque donnée et offrent la possibilité de dépeindre le passé comme un âge d'or, idyllique, dénué de problèmes³³. *A contrario*, la mobilisation de la mémoire collective peut également se manifester par une victimisation d'un groupe et la construction d'une image noire autour de certains personnages, incarnant des antihéros, ou de périodes données, notamment dans le cadre d'une application littérale d'une lutte des classes plurimillénaire. En effet, la conception marxiste de l'histoire est celle d'une fin de l'histoire, où le socialisme permet l'avènement d'un monde parfait³⁴. Une blague russe des années 1990 fournit un excellent éclairage du monopole mémoriel exercé par les partis communistes au pouvoir entre 1947/1948 et 1989, ainsi que des nombreux virages empruntés selon la volonté politique :

- Qu'est-ce que tu penses, quel futur aurons-nous dans cinq ans ?
- Je n'en ai aucune idée ! Dans notre pays, on ne sait même pas quel passé nous aurons dans cinq ans !³⁵

³¹ *Ibid.* p. 34-36.

³² Le Goff Jacques. *Storia e memoria*, Cainaudi, Turin, 1986. p. 165-166.

³³ Tourret Marc. « Qu'est-ce qu'un héros ? », *Inflections*, vol. 16, n°1, 2011. p. 95-103.

³⁴ Le Goff Jacques. *Storia e memoria*, *Op. cit.* p. 210-214.

³⁵ Blague moscovite du début des années 1990, reprise par : Ferretti Maria. « La mémoire refoulée. La Russie

Pierre Nora et Jacques Le Goff établissent une stricte différence entre histoire et mémoire. Cette dernière est mouvante, évolue et est étroitement liée au présent, tandis que l'histoire matérialise la reconstruction imparfaite d'un passé qui n'existe déjà plus par l'application d'un discours critique et analytique³⁶. Ils opposent ainsi l'exactitude que présente l'histoire au relativisme de la mémoire, l'approche émotionnelle de la mémoire à celle rationnelle de l'histoire. La mémoire se souvient, tandis que l'histoire analyse, explique. Pour autant, selon Jacques Le Goff, l'histoire reste une narration. En ce sens, elle se distingue des autres sciences et fait dialoguer le présent et le passé, témoignage de la conscience du temps des hommes et rappelle l'objectivité toute relative de l'historiographie. L'histoire est une discipline déchainant les passions, se distinguant des autres sciences par l'intérêt manifesté à son endroit par le politique et les masses³⁷.

Lors de la période d'étude, la Roumanie et la Hongrie possèdent la particularité d'être deux États voisins opposés par une question territoriale, mais unis de force depuis 1945 par une idéologie commune en tant que membres du camp socialiste. Le paradoxe est ainsi de taille, l'animosité avec "l'autre" qui incarne pour beaucoup "l'ennemi historique" ne peut être extériorisée, la position officielle étant la coopération et la bonne entente entre les peuples socialistes frères. Sous le contrôle soviétique, la première partie de la période étudiée est marquée par un net rejet du discours nationaliste et conduit à une tentative de profond remaniement des deux mémoires collectives. À partir du début des années 1960 des trajectoires divergentes sont empruntées par les deux pays, bien qu'ils continuent de partager une idéologie officielle commune. C'est en considération de ce contexte que le choix de procéder à une analyse de l'image de la Transylvanie et de ses habitants par le prisme scolaire a été entrepris. La position unique de la Transylvanie dans l'imaginaire collectif de plusieurs peuples motive la décision de se concentrer exclusivement sur une étude de la perception de ce territoire. Les interférences entre sciences historiques et intérêts politiques dans la perception de la Transylvanie élargie et de son histoire par le prisme de l'institution scolaire et de toutes les composantes qui s'y rattachent sont placées au cœur de la réflexion menée.

3) Le livre scolaire

Dans un contexte européen où l'État renforce son emprise sur l'instruction depuis le XIX^e siècle, l'éducation symbolise l'interface privilégiée de communication de l'État envers sa

devant le passé stalinien », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 50, n°6, 1995. p. 1237.

³⁶ Nora Pierre. *Los lugares de la memoria*, Op. cit. p. 20-24.

³⁷ Le Goff Jacques. *Storia e memoria*, Op. cit. p. 90-111.

population au cours du processus de transmission du savoir. L'école incarne l'institution par laquelle la jeunesse intègre la plus grande partie de ses connaissances en histoire et géographie. Cet aspect est d'autant plus évident que dans les régimes communistes du XX^e siècle, il est possible d'assister à un contrôle idéologique et une convergence de l'ensemble des sources d'informations, sans disposer d'un accès à des technologies modernes telle. Le cadre scolaire matérialise ainsi le médiateur entre jeunesse et culture nationale. L'école est l'institution centrale au travers de laquelle se fixent les marqueurs identitaires, éléments structurant l'imaginaire national³⁸.

Le manuel scolaire (*manualul școlar – tankönyv*) incarne cette transmission mémorielle officielle en qualité d'agent de socialisation, étant placé au cœur de la construction identitaire³⁹. C'est une source mesurable, proposant des faits concrets et indéniables sur lesquels il est possible de fonder une analyse critique. Il résulte d'un programme scolaire, pouvant être placé au centre d'un triangle constitué par la volonté politique, les résultats de l'historiographie, ainsi que les pratiques pédagogiques et didactiques. Puisqu'il doit être adapté aux capacités cognitives des élèves, son intérêt scientifique est renforcé par la nécessité de synthétiser le contenu afin de le rendre compréhensible et utilisable. « *Study the historian before you begin to study the facts* » écrivait Edward Hallett Carr comme pour rappeler que tout historien ou auteur de manuel scolaire reste le produit d'une époque et d'une société⁴⁰. La direction donnée à ces simplifications n'est jamais le fruit du hasard, elle témoigne toujours des orientations mémorielles et idéologiques d'un gouvernement et porte toujours la marque de son temps. En effet, le manuel est le produit d'une sélection et donc d'une construction qui résulte de choix, d'amplifications et d'omissions⁴¹. La montée en puissance étatique permet de tendre vers l'uniformisation des manuels scolaires, chaque membre de la nation devant intérioriser son appartenance au corps de la nation et recevoir le système de valeurs souhaité par le pouvoir. L'analyse de la relation historico-mémorielle à un territoire et à un autre peuple par le prisme du manuel scolaire traduit ainsi la vision que veut inculquer le pouvoir politique. Celle-ci permet ainsi de décortiquer l'évolution de la perception du territoire en tant que lieu de mémoire, ainsi que celle de ses habitants.

³⁸ Cabanel Patrick. « École et nation : l'exemple des livres de lecture scolaires (XIX^e et première moitié du XX^e siècles) », *Histoire de l'éducation*, n°126, 2010. p. 33-54.

³⁹ Pour un tour d'horizon sémantique du manuel scolaire et l'uniformisation du terme au cours du XIX^e siècle, voir : Choppin Alain. « Le manuel scolaire, une fausse évidence historique », *Histoire de l'éducation*, n°117, 2008. p. 9-18.

⁴⁰ Carr Edward Hallett. *What is History?*, Penguin books, Londres, 1987. p. 23.

⁴¹ Choppin Alain. « L'édition scolaire française et ses contraintes : une perspective historique », Bruillard Éric (dir.). *Manuels scolaires, regards croisés*, CRDP Basse Normandie, Caen, 2005. p. 39-40.

Si de tout temps le manuel constitue un enjeu majeur pour le pouvoir politique, c'est en raison de la puissance des effets qu'il peut produire en tant qu'instrument de légitimation. Depuis le XIX^e siècle, la tâche dévolue au manuel scolaire est d'aider à bâtir la nation, puis de la faire vivre. Ce rapport à la nation évolue considérablement après 1945, toutefois le caractère national transcende les époques et les idéologies et demeure intrinsèque à la mission du manuel scolaire. L'étude de l'histoire nationale se maintient dans les deux systèmes scolaires, bien qu'elle soit après 1947/1948 présentée au travers du prisme matérialiste dialectique.

Bien que connaissant ses balbutiements au cours du XIX^e siècle, la recherche dans le domaine du livre scolaire prend de l'ampleur tout d'abord à la suite de la Première Guerre mondiale, avant de prendre un nouvel essor après 1945. Les travaux menés par des historiens français et allemands sont précurseurs en la matière dans le cadre de la réconciliation franco-allemande⁴². Depuis les années 1970, l'analyse des manuels scolaires apparaît comme une thématique particulièrement prisée par les historiens. Entre les différents segments du champ de recherche offerts par le livre scolaire, l'analyse des manuels d'histoire – et dans une moindre mesure de géographie – figurent parmi les plus thèmes suscitant le plus de publications scientifiques⁴³.

Cependant, nombreux de pièges se dressent sur la route du chercheur se lançant dans l'étude des manuels scolaires. Le plus grand danger repose sur la tendance à rechercher des éléments étayant l'hypothèse de base, tout en négligeant les aspects venant contredire celle-ci, soit à opérer une sélection biaisée des manuels. Ce phénomène est d'autant plus fréquent que l'abondance des sources permet aisément d'opérer à une sélection dans les textes. De plus, le chercheur peut être tenté de se limiter à une présentation ou une citation d'extraits tirés des manuels, sans en dresser une analyse rigoureuse ou sans y apporter un éclairage historique. Dans le même temps, si une bonne connaissance du contexte dans lequel est rédigé l'ouvrage est indispensable, c'est aussi vrai pour le sujet abordé dans le manuel. Ceci permet de mettre au jour les exagérations, les prises de distance avec les résultats de l'historiographie ou encore tout ce qui est passé sous silence par l'auteur⁴⁴.

⁴² Le Marec Yannick. « L'analyse du contenu des manuels d'histoire. De la critique idéologique à l'exigence épistémologique », Bruillard Éric (dir.). *Manuels scolaires, regards croisés*, Op. cit. p. 128-130.

⁴³ Voir par exemple le cas hongrois : Karlovitz János Tibor. « Tankönyvkutatási perspektívák », *Publicationes Universitatis Miskolciensis*, vol. 12, n°1, 2007. p. 50-51.

⁴⁴ Dévényi Anna, Gőzsy Zoltán. « Szempontok a történelemtankönyvek dekódolásához », Csóka-Jaksa Helga, Schmelczer-Pohánka Éva, Szeberényi Gábor (dir.). *Ünnepi tanulmányok F. Dárdai Ágnes tiszteletére*, PTE Egyetemi Könyvtár és Tudásközpont, Pécs, 2014. p. 145-166.

III. Objectifs de la thèse

1) Approches méthodologiques et sources

Le fondement de cette thèse repose sur les manuels utilisés dans les écoles secondaires générales de Hongrie et de Roumanie entre 1945 et 1989/1990. Les livres scolaires destinés aux écoles primaires et à l'enseignement secondaire technique ne sont pas donc pris en compte. Ils sont analysés dans l'objectif d'une compréhension de la perception de ce territoire et de son histoire des deux côtés de la frontière. Ce travail s'inscrit principalement dans le cadre d'une histoire des représentations, se rattachant donc à l'histoire sociale et culturelle. En effet, il s'agit de discerner le reflet de l'identité nationale telle que souhaitée par le Parti via l'image de la Transylvanie et par conséquent de mettre au jour le modèle mémoriel proposé. Outre l'histoire des représentations, la thèse empiète largement sur l'histoire politique. En effet, le manuel scolaire peut être considéré comme une expression du politique et la perception de la Transylvanie est également conditionnée par la nature des relations entre Budapest et Bucarest.

La méthode comparative sert de fil conducteur à ce travail, permettant de rendre compréhensible le rapport à ce territoire disputé. Il est à noter que cette approche bénéficie ces dernières décennies d'un intérêt accru auprès des chercheurs en sciences sociales⁴⁵. Par la confrontation des manuels des deux pays, les constructions mémoriales autour de la Transylvanie peuvent ainsi être mieux déchiffrées et mises en perspective, ce que ne pourrait proposer l'analyse d'un seul cas d'étude. Elle permet également de concevoir et de modéliser les mécanismes d'identification à la Transylvanie, d'en comprendre les similarités et les différences, puis de les expliquer⁴⁶. La comparaison permet également de maintenir une certaine distance avec le sujet, évitant de tomber dans le piège de l'ethnocentrisme, particulièrement aisément dans le cas d'une étude portant sur l'histoire de la Transylvanie. Marc Bloch écrivait « Cessons, si vous le voulez bien, de causer éternellement, d'histoire nationale à histoire nationale, sans nous comprendre », c'est précisément dans cet esprit qu'a été entrepris la rédaction de cette thèse, appréhender la relation des deux protagonistes à un territoire disputé, tout en œuvrant à maintenir la plus grande neutralité possible⁴⁷. Toutefois, l'application de cette méthode comporte elle aussi son lot de difficultés. Tout d'abord, l'objet d'étude doit être bien

⁴⁵ Tomka Béla. « Az összehasonlító módszer a történetírásban – eredmények és kihasználatlan lehetőségek », *Aetas*, vol. 20, n°1-2, 2005. p. 243-258. ; Julien Élise. « Le comparatisme en histoire : rappels historiographiques et approches méthodologiques », *Hypothèses*, vol. 8, n°1, 2005. p. 191-201.

⁴⁶ L'ouvrage collectif suivant sert de base de réflexion à la méthode comparative telle qu'utilisée dans ce travail : Cohen Deborah, O'Connor Maura (dir.). *Comparison and History: Europe in Cross-National Perspective*, Routledge, New York, Londres, 2004. p. 23-70 ; 103-114.

⁴⁷ Bloch Marc. « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de synthèse historique*, n°46, 1928. p. 48.

délimité afin de ne pas être submergé par les sources. Un piège récurrent consiste à ne pas se livrer à une comparaison méthodique, mais à seulement présenter dos-à-dos deux cas d'étude. Enfin, le choix d'une comparaison transnationale implique un agrandissement du champ d'étude et requiert donc d'être au fait de plusieurs historiographies, et souvent, nécessite de maîtriser plusieurs langues.

Cette thèse ne dépasse pas le cadre étatique, puisque c'est précisément l'identification officielle avec un territoire sanctuaire qu'elle vise à examiner. Cette comparaison de la place de la Transylvanie dans l'histoire nationale se fait au travers de plusieurs angles : l'examen des mythes fondateurs, des révoltes, des guerres, de l'identification du territoire avec les héros nationaux, du développement culturel et économique de la région, de son importance politique ou encore de l'image véhiculée de ses habitants. Cette comparaison ne doit être prise pour figée, puisque l'étude de son évolution au sein des deux pays entre 1945 et 1990 est placée au cœur de ce travail. À cet effet, les manuels antérieurs à 1945 sont parfois sollicités lorsqu'ils permettent de donner du sens aux résultats et de les éclairer. Un troisième volet comparatif consiste quant à lui à mettre au jour l'image d'un événement ou d'un phénomène se rattachant à l'histoire de l'autre nation.

La démarche analytique des manuels scolaires se base sur le concept développé par Jörg Doll, Keno Frank, Detlef Fickermann et Knut Schwippert et repris par les historiens de l'éducation hongrois Anna Dévényi et Zoltán Gőzsy. Les trois niveaux d'étude – macro, méso et micro – sont pris en considération. La macro se réfère à tout ce qui a attrait à l'extérieur du manuel tels que les auteurs, l'éditeur, le programme scolaire, le contexte socio-politique ou encore les pratiques pédagogiques. Autant d'aspects traités dans la première partie du présent travail. Les paliers méso et micro sont ici confondus et intégrés aux deux autres grandes parties de la thèse. Le premier concerne l'examen quantitatif des thématiques traitées et la structure des chapitres, alors que le second s'articule autour de l'étude qualitative de l'ensemble ou de certains chapitres, prenant en considération les thèmes, les personnages, les événements, les données, les points de vue et les liens de causes à effets fournies par les auteurs⁴⁸.

Les livres scolaires d'histoire, de géographie et de chant publiés en Hongrie et en Roumanie entre 1945 et 1990 ont été consultés et analysés au sein du Musée des manuels scolaires de la Faculté de formation des enseignants Gyula Juhász (*Juhász Gyula Pedagógusképző Kar Tankönyvmúzeuma*) de l'Université de Szeged, de la Bibliothèque et

⁴⁸ Dévényi Anna, Gőzsy Zoltán. « Szempontok a történelemtankönyvek dekódolásához », *Op. cit.* p. 152-155. Oeuvre originale : Doll Jörg, Frank Keno, Fickermann Detlef, Schwippert Knut. *Schulbücher im Fokus. Nutzungen, Wirkungen und Evaluation*, Waxmann Verlag GmbH, Münster, 2012. 220 p.

musée national de pédagogie (*Országos Pedagógiai Könyvtár és Múzeum*) à Budapest et enfin de la bibliothèque universitaire centrale Lucian Blaga (*Biblioteca Centrală Universitară Lucian Blaga*) de l'Université Babeș-Bolyai à Cluj-Napoca. Outre les manuels, l'étude de la correspondance entre les différents acteurs du système éducatif, comme le ministère de l'Éducation, les inspecteurs académiques, les directeurs d'établissements, ou encore le personnel enseignant, fait également partie des éléments analysés. Enfin, dans l'objectif de fournir un autre élément de comparaison, la thèse s'appuie sur les grandes synthèses publiées dans les deux pays au cours de la période d'étude. Elles sont citées, tout en évitant une analyse exhaustive, dans le simple objectif d'une mise en perspective du contenu des manuels avec les positions adoptées par les principaux travaux publiés par les historiens bénéficiant de la plus grande aura dans le pays.

L'analyse comparée de la perception de la Transylvanie dans les manuels scolaires hongrois et roumains n'a – à notre connaissance – jamais été menée. Néanmoins, de nombreux travaux prenant pour objet les livres scolaires roumains ou hongrois ont vu le jour ces dernières années. Sans pouvoir en dresser une liste exhaustive, compte tenu de leur nombre trop élevé, ils ont été intégrés au présent travail et lui fournissent un important point d'appui. En Hongrie, des spécialistes tels qu'Anna Dévényi, Albert B. Gábor, Attila Herber, András Katona, Emőke Kovács, Attila Nóbik ou Lajos Olasz se sont intéressés de près au contenu des manuels scolaires hongrois publiés entre 1945 et 1990. Plusieurs d'entre eux travaillent au sein de l'Université de Pécs, qui forme le centre de la recherche sur les livres scolaires en Hongrie. De plus, plusieurs publications abordant l'image des Hongrois dans les manuels scolaires des pays voisins ont vu le jour ces dernières années. Elles ont été prises en considération lors du développement de la thèse et ont généralement conforté les résultats obtenus tout au long des recherches menées⁴⁹. Pour le cas roumain, des chercheurs tels qu'Adriana Catinca Stan, Otilia Calindere, Emilian Colceru, Gabriel Marin, Mirela-Luminița Murgescu, Casian C. Popa, Mihai Stelian Rusu ou encore Cristian Vasile se sont également plongés dans les manuels de la période communiste publiés dans le pays. Leurs travaux ont été consultés et ont largement facilité la rédaction de la

⁴⁹ Hajdú András. « Magyarországi és szlovákiai középiskolai történelem tankönyvek tartalmi-szerkezeti különbségei », Szoták Szilvia (dir.). *Határhelyzetek Szttereotípiák, választások, túlélési stratégiák kisebbségi léthelyzetekben*, Balassi Intézet, Budapest, 2013. p. 103-125. ; Hornyák Árpád, Vitári Zsolt (dir.). *Kutatási füzetek 14. : A magyarságkép a közép-európai tankönyvekben a 20. században*, Pécsi Tudományegyetem, Pécs, 2009. 527 p. ; Simon Attila. « Közös múlt, egymással feleselő történelem! », *Történelemtanítás*, vol. 46, n°3, 2009. <http://www.folyoirat.tortenelemtanitas.hu/2011/10/simon-attila-kozos-mult-egymassal-feleselo-tortenelem-02-03-02/> [Consulté le 02-08-2022] ; Gózsy Zoltán. « A magyarságkép a közép-európai tankönyvekben a 20. században », *Történelemtanítás*, vol. 46, n°3, 2009. <http://www.folyoirat.tortenelemtanitas.hu/2011/10/gozsy-zoltan-a-magyarsagkep-a-kozep-europai-tankonyvekben-a-20-szazadban-02-03-08/> [Consulté le 02-08-2022] ; Csik Tibor. *A külföldi tankönyvek magyarságképe*, Oktatáskutató és Fejlesztő Intézet, Budapest, 2016. 167 p. ; Szabolcs Ottó. *Külföldi tankönyvek magyarságképe*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1990. 261 p.

thèse.

Pour ce qui est des autres sources secondaires, elles peuvent être divisées en six catégories. La première concerne l'ensemble des travaux théoriques consultés et qui marquent le fil directeur de la thèse, en la guidant et lui fournissant son ossature. Les études sur les deux régimes en place en Hongrie et Roumanie entre 1945 et 1990 et plus généralement sur le système communiste permettent quant à elles de préciser la situation politique des deux pays. Outre ces aspects, elles offrent également un grand nombre d'éclairages sur la nature du rapport entre Bucarest et Budapest. Comme évoqué ci-dessus, les travaux traitant des manuels scolaires permettent d'infirmer ou de confirmer les conclusions dressées au cours de l'analyse des manuels. Puisque les manuels d'histoire couvrent une période s'étalant des temps les plus reculés à la fin de la période communiste, un grand nombre d'études portant sur l'histoire de la Transylvanie a été mobilisé. Elles offrent un socle permettant de mieux saisir les positions adoptées par les manuels scolaires. L'historiographie de la période 1945-1990 n'est pas délaissée, puisque les principaux travaux portant sur la production historique hongroise et roumaine ont également servi la construction de la thèse. Ils exposent ainsi les tendances générales et permettent de considérer la production historiographique dans son ensemble. Enfin, plusieurs dizaines d'études relatives aux deux systèmes scolaires ont été consultées, afin de disposer d'une meilleure compréhension de la situation scolaire des deux pays.

Au-delà du simple mythe de Dracula, la Transylvanie synthétise nombre d'exotismes qui éveillent la curiosité du lecteur français, ou plus généralement celle de l'observateur occidental. La multiculturalité et les appartenances plurielles, caractéristiques de l'espace centre-européen, sont autant d'éléments attractifs et fascinants suscitant un intérêt scientifique. La perception de ce territoire tout au long des quatre grandes périodes historiques est prise pour objet dans cette thèse. Le présent travail n'a pas pour ambition de fournir la "véritable" histoire de la Transylvanie depuis l'Antiquité jusqu'à la chute des régimes communistes. Il s'agit plutôt de comprendre comment évolue dans le temps et l'espace le rapport à ce territoire. Outre la comparaison de l'exposé fait des événements, des héros appartenant à l'histoire de la Hongrie, de la Roumanie ou de la Transylvanie, le travail n'omet pas les interprétations relatives à certains phénomènes tels que le rapport entre les différentes communautés nationales, le développement du sentiment national ou encore la frontière telle qu'elle est conçue dans les manuels des deux pays. L'intérêt ne réside pas dans l'éventualité d'établir la vérité sur l'histoire de la Transylvanie, mais plutôt de discerner la sélection, afin de pouvoir interpréter et appréhender la vision respective de l'histoire de la Transylvanie et de ses habitants. Au travers de cette étude, l'objectif est également de révéler les différences d'appréciation entre les deux

historiographies et la perception officielle du territoire au cours de la période communiste, avec ses changements dans le temps et l'espace. Bien que principalement qualitative, l'approche quantitative n'est pas délaissée, faisant régulièrement mention du volume assigné à un sujet donné. L'un des différences majeures entre les deux cas d'étude repose sur le fait que l'un ne dispose plus de ce territoire, tandis que l'autre le possède entièrement avec ses minorités. Cet aspect est à conserver à l'esprit puisqu'il oriente indéniablement sa perception, tout particulièrement lors de l'examen des stéréotypes véhiculés dans les manuels.

2) Limites de la thèse

Il a été mentionné que ce travail se limite à une prospection de l'image officielle de la Transylvanie dans les manuels scolaires roumains et hongrois utilisés entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le changement de régime de 1989-1990. Ainsi, la réception et l'intériorisation du contenu des manuels par les élèves – et donc la population – de Hongrie et de Roumanie ne sont qu'à de très rares exceptions abordées. Les perceptions locales de ce territoire ne sont pas traitées dans ce travail, puisque seuls les manuels scolaires édités en Hongrie et pour l'ensemble de la Roumanie sont concernés en raison de la centralisation des systèmes scolaires.

Un des défis majeurs fut de traiter des quatre grandes périodes historiques dans deux histoires nationales, tandis que les spécificités de la période socialiste marquent par bien des aspects une rupture avec les canons de l'historiographie antérieure à 1945. Se saisir des particularités de l'approche marxiste de l'histoire, nécessite dès lors une bonne connaissance des positions adoptées par les deux historiographies avant l'établissement des régimes communistes. En parallèle, cette étude couvrant une chronologie particulièrement vaste, un défi de taille est apparu tout au long de sa rédaction. Il convint de trouver l'équilibre entre les explications à apporter à la lumière des derniers résultats de l'historiographie et un cantonnement aux orientations prises dans les manuels, sans sombrer dans une entreprise de narration de la "véracité historique".

Par manque de temps, les archives des deux pays n'ont pu être consultées comme elles auraient dû l'être. Ainsi, peu d'informations sont mises à la disposition du lecteur quant aux tractations entre les auteurs de manuels et les autorités. Les modifications à apporter sont autant de signes traduisant les visées mémorielles du politique, mais qui ne purent être intégrés de manière exhaustive au présent travail.

La composition didactique des manuels n'est pas placée au centre de l'analyse. Mis à part quelques remarques servant la compréhension des récits, aucune recherche systématique

de la didactique des manuels hongrois et roumains n'a été menée.

3) Problématique et plan

En quoi l'établissement des régimes communistes régit une image particulière de la Transylvanie ? Comment s'exprime l'identification à ce territoire disputé entre deux régimes devenus frères dans le cadre imposé de la fraternité socialiste ? Autant de problématiques qui accompagnent la réflexion menée tout au long de cette thèse et en tissent le fil rouge.

La première partie se concentre exclusivement sur le niveau macro, à savoir l'histoire politique et sociétale de la Hongrie et de la Roumanie de 1945 à 1989/1990, les systèmes scolaires, le processus de rédaction et de sélection des manuels, ainsi qu'une analyse du profil des auteurs. Enfin, l'historiographie des deux pays et son influence sur l'enseignement sont traités dans cette même partie. Par la suite, les champs méso et micro sont placés au centre de l'étude, avec une analyse quantitative et qualitative du contenu des ouvrages scolaires. Ceci concerne les thèmes, les événements, les personnages, les contextes, les relations de causes à effets ou encore les positions adoptées dans les manuels des deux pays. La distinction entre les deuxième et troisième parties est chronologique. La deuxième partie se limite à l'image de la Transylvanie dans les manuels traitant de l'histoire des temps les plus reculés jusqu'à la signature du Compromis austro-hongrois en 1867. La troisième partie aborde quant à elle l'histoire contemporaine de la Transylvanie jusqu'au temps de rédaction des manuels. L'image contemporaine des différentes communautés nationales vivant dans l'espace transylvain et de la région est également intégrée à cette partie au travers des manuels de géographie.

Première partie : politique, éducation, historiographie et la Transylvanie

Si la Transylvanie constitue un territoire charnière dans les deux romans nationaux, sa perception officielle évolue dans le temps. La reconsideration de l'histoire politique et sociale des deux pays, à la lumière de l'historiographie actuelle, permet de cerner le contexte de rédaction des livres scolaires. En prolongement, un exposé de la nature des relations bilatérales entre Budapest et Bucarest est nécessaire, puisqu'elle détermine en bonne partie la vision de la Transylvanie et de ses habitants.

Au-delà de ces deux aspects, les caractéristiques des deux historiographies sont présentées en détail, tout comme la compréhension du rapport entre celle-ci et le Parti. Les différents courants historiographiques exercent une influence indirecte – mais tangible – sur les manuels scolaires, il est donc nécessaire d'en dresser le portrait. L'analyse des manuels scolaires et de leur contenu permet de mettre au jour les pans de l'historiographie acceptés et repris dans la politique éducative et mémorielle. Dans la même perspective, l'étude des systèmes scolaires, des méthodes pédagogiques et de l'environnement dans lequel se déroule la rédaction des manuels offre la possibilité d'une compréhension de fond de leur contenu. Il en va de même pour ce qui concerne le contour de la rédaction et publication du manuel scolaire, en mobilisant notamment les fonds d'archives des deux pays relatifs à la question scolaire. Pour une meilleure compréhension de l'univers mental de la jeunesse, certains concurrents à la toute-puissance du livre scolaire sont analysés. Il s'agit ici principalement d'institutions traditionnelles comme les Églises et de façon plus générale du poids des traditions qui représentent des contre-poids de la vision uniforme du Parti. D'autre part, l'éducation dans le cercle privé, tout autant que les réactions sociétales sont succinctement abordées.

Si les manuels ne sont pas ici placés au centre de l'étude, cette digression est indispensable, afin de comprendre les mécanismes influant sur le contenu du livre scolaire. Comme énoncé dans la partie introductive, il s'agit de l'approche méso de l'analyse du livre scolaire. En outre, cette mise en perspective de l'environnement – tant à l'échelle sociétale que scolaire – permet d'exposer les décisions prises en amont et en aval de la rédaction des manuels, mais aussi, et surtout, de mettre au jour les aspects influençant le contenu des manuels.

I. La Hongrie et la Roumanie de 1945 à 1990 : de la convergence vers la divergence

Si la fin de la Seconde Guerre mondiale marque une fracture chronologique indiscutable, la période couverte ne forme pas une suite linéaire ou uniforme, mais se présente davantage sous la forme d'un triangle oscillant entre constance, évolution et rupture. Cette recontextualisation ne peut être omise avant d'appréhender l'interprétation de la Transylvanie et de son histoire dans le champ scolaire, puisque l'influence politique – nationale et internationale – est déterminante dans la représentation de la Transylvanie.

Bien que le présent travail n'ait pas vocation à être une profonde étude politique ou idéologique des régimes en place dans les deux pays, une mise en perspective sert la compréhension de la perception officielle de la Transylvanie. Le constat de départ place le manuel scolaire « comme une fausse évidence historique », dans lequel les changements constatés se rattachent bien plus souvent à des choix politiques, plutôt qu'à des découvertes de sources historiques bouleversant les connaissances des historiens⁵⁰. En considération du fait que le cœur de la relation entre les deux nations s'effectue au travers de la Transylvanie, il est à cet égard nécessaire de traiter des relations bilatérales et du rapport à "l'autre". Une fois de plus, cet éclairage fait office de support à l'étude des manuels scolaires et facilite leur interprétation ultérieure.

1) Les trois visages de la période 1945-1990

La partie introductive a déjà annoncé les grandes lignes de la période socialiste en Hongrie et en Roumanie. Il convient à présent de développer l'analyse de ces régimes, en mettant en exergue l'ambivalence entre continuité et changement, tant au sein de la période d'étude qu'au regard de l'entre-deux-guerres. Au cours des trois premières années suivant la fin de la Seconde Guerre mondiale, les deux pays présentent des tendances très similaires. Ils partagent les traits communs de deux régimes semi-démocratiques, connaissant une monopolisation progressive de tous les segments de la vie politique par le Parti communiste. Dans le même temps – et à l'image de toutes les démocraties populaires – la prise de pouvoir communiste est en très grande partie imposée de l'extérieur par l'Union soviétique.

À la différence de la Roumanie, la Hongrie figure dans le camp des "perdants" de la Seconde Guerre mondiale, soit un ennemi de l'Union soviétique, malgré le fait que la Roumanie se range jusqu'en août 1944 du côté de l'Axe. En conséquence, le pays est piloté par une

⁵⁰ Le concept est développé dans l'étude suivante : Choppin Alain. « Le manuel scolaire, une fausse évidence historique », *Op. cit.* p. 7-56.

commission interalliée jusqu'en 1947. Cette dernière, dominée par les Soviétiques en la personne du maréchal Kliment Voroshilov, agit comme un second gouvernement, favorisant, puis imposant au pouvoir les communistes hongrois⁵¹.

Toutefois, comme le démontre Stefano Bottoni, la Hongrie et la Tchécoslovaquie constituent les deux États avec le plus grand pluralisme politique au cours de la période dite de transition⁵². Or, le Parti communiste hongrois (*Magyar Kommunista Párt – MKP*) renforce son emprise sur le pays, malgré des élections libres en novembre 1945 au cours desquelles il n'obtient que 16,9 % des suffrages. Cette accaparation du pouvoir se traduit par l'élimination progressive des concurrents politiques, méthode dénommée "tactique du salami" (*szalámi taktika*) par Mátyás Rákosi (1892-1971), premier secrétaire du *MKP*. C'est dans ce contexte que le premier gouvernement exclusivement communiste voit le jour en décembre 1948, tandis que le Parti est renommé en Parti des travailleurs hongrois (*Magyar Dolgozók Pártja – MDP*).

En Roumanie, le coup d'État du 23 août 1944, mené par les partis traditionnels et le roi Michel I^{er} (*Mihai*), renverse le régime pronazi du maréchal Ion Antonescu⁵³. Le nouveau gouvernement retourne alors ses armes contre son allié allemand. *De facto*, la Roumanie tombe elle aussi dans la sphère d'influence soviétique dès le mois d'août 1944, dont l'armée tient le pays, tandis que la Transylvanie du Nord passe sous administration militaire soviétique dès novembre 1944 jusqu'en mars 1945⁵⁴. Au cours du même mois, le gouvernement de Petru Groza (1884-1958), fondateur du Front des laboureurs (*Frontul Plugarilor*) et sympathisant communiste, est imposé avec le soutien du Parti communiste roumain (*Partidul Comunist Român – PCR*) et des Soviétiques. L'abdication de Michel I^{er} le 30 décembre 1947 vient confirmer le caractère hégémonique pris par le *PCR*. Pourtant, interdit depuis 1924, il était particulièrement faible au cours de l'entre-deux-guerres et demeure l'un des partis les moins ancrés (le moins ?) de toute la nouvelle zone d'influence soviétique⁵⁵. C'est dans cette mesure que l'assistance soviétique revêt une importance capitale dans l'installation au pouvoir des communistes. À la suite de l'élimination des autres partis du jeu politique, le Parti communiste roumain devient à partir de 1948 le Parti ouvrier roumain (*Partidul Muncitoresc Român - PMR*)

⁵¹ Papp Julien. *La Hongrie libérée : État, pouvoirs et société après la défaite du nazisme (septembre 1944-septembre 1947)*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2006. p. 51-85.

⁵² Bottoni Stefano. *Long awaited West: Eastern Europe since 1944*, Indiana University Press, Bloomington, 2017. p. 43-49.

⁵³ Giurescu Dinu. « La Roumanie dans la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) », Fischer Galati Stephen, Giurescu Dinu, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Une histoire des Roumains*, Vaillant, Nice, 2013. p. 330-336.

⁵⁴ Nagy Mihály Zoltán, Vincze Gábor (dir.). *Autonomiști și centraliști : enigmele unor decizii istorice Transilvania de Nord din septembrie 1944 până în martie 1945*, Centrul de Reșurse pentru Diversitate Etnoculturală, Cluj-Napoca, 2008. p. 11-98.

⁵⁵ Ojoga Ecaterina. *L'aura mondiale d'un parti insignifiant. La "solidarité internationale" dans la défense et la promotion du premier communisme roumain (1917-1940)*, Thèse de doctorat, CETOBAC/EHESS.

jusqu'en 1965, date après laquelle l'appellation officielle redevient celle de Parti communiste roumain.

La prise de pouvoir communiste marque dans les deux pays le début de la période dite stalinienne qui peut être qualifiée de totalitaire, bien que la notion suscite de nombreux débats entre les spécialistes⁵⁶. Toutefois, en se basant sur l'acceptation définissant un totalitarisme, comme un régime monopolisant la production d'un discours unique et uniformisé par l'utilisation de la terreur et la réduction au silence de toute forme d'opposition, la Hongrie et la Roumanie stalinienques présentent toutes deux les caractéristiques d'une forme de totalitarisme⁵⁷. Dans la plus grande tradition stalinienne, les hautes-sphères du pouvoir se caractérisent par des luttes intestines pour une domination sans partage, dont la conséquence directe est la récurrence des purges politiques.

Dans le cas roumain, les conflits pour le pouvoir prennent une plus grande proportion, notamment au travers de la construction d'un duel entre communistes "locaux/nationaux" et "moscovites/internationaux". Comme dans le cas de la Hongrie, l'Armée rouge apporte dans ses bagages les communistes exilés, tels que Vasile Luca (1898-1963) ou Ana Pauker (1893-1960), qui dirigent ladite faction moscovite⁵⁸. Pour le groupe dit des "locaux", son chef incontesté est Gheorghe Gheorghiu-Dej (1901-1965), ancien cheminot roumain ayant passé plusieurs années en prison avant 1944⁵⁹. Or, la frontière entre les deux clans se révèle très poreuse et résulte bien plus d'un jeu politique, plutôt que d'une confrontation ouverte. Ceci s'illustre parfaitement au travers du parcours de Teohari Georgescu, purgé en 1952 pour déviationnisme de droite. Pourtant, il est également un communiste "local", libéré de prison lors de l'arrivée de l'Armée rouge. Il commet l'erreur de prendre le parti de Pauker et Luca, ce qui lui coûte alors sa place au sein du Parti. Le groupe dirigé par Gheorghiu-Dej insiste sur sa roumanité, face au "cosmopolitisme" des Moscovites, puisque Vasile Luca est Hongrois, alors qu'Ana Pauker est d'origine juive. La qualification de moscovite comporte dès lors une connotation négative, et ce groupe est éliminé politiquement, voire physiquement, avec

⁵⁶ Les travaux d'Hannah Arendt ou de Juan Linz sont des bases incontournables pour une compréhension de l'idéologie totalitariste, ainsi que pour une catégorisation des régimes : Arendt Hannah. *The Origins of Totalitarianism*, Schocken Books, New York, 1951. 704 p. ; Linz Juan. *Régimes autoritaires et totalitaires*, Armand Colin, Paris, 1975. 408 p.

Pour une mise en perspective historiographique de la caractérisation du régime soviétique voir : Lipset Seymour Martin, Bence György. *Szovjetológia a szovjetrendszer alkonyán*, Századvég Kiadó, Budapest, 1994. p. 34-47.

⁵⁷ Papp Julien. *La Hongrie libérée : État, pouvoirs et société après la défaite du nazisme*, Op. cit. p. 290-302.

⁵⁸ Levy Robert. *Ana Pauker: the Rise and Fall of a Jewish Communist*, University of California Press, Los Angeles, 2001. p. 68-89.

⁵⁹ Gridan Irina. « La Roumanie de Gheorghiu-Dej, satellite récalcitrant de l'URSS : acteurs, vecteurs et enjeux d'une politique extérieure sous influence, 1944-1965 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°39, 2014. p. 152-153.

l'approbation de Staline⁶⁰. L'élimination des Moscovites en 1952 permet à Gheorghiu-Dej de devenir le maître absolu à bord du navire communiste roumain.

Dans une perspective économique, les deux pays montrent une fois de plus des caractéristiques similaires. Leur politique économique est basée sur les plans quinquennaux, avec une priorité absolue donnée à l'industrialisation lourde. Ceci provoque une importante baisse du niveau de vie, comme l'illustre en Hongrie la chute du salaire moyen réel qui en 1952 atteint seulement 68 % du niveau de 1938⁶¹. En Roumanie, dès juin 1948, les grandes entreprises du pays sont nationalisées et le régime adopte les codes et la rhétorique du grand frère soviétique. Le pays subit – à l'instar de la Hongrie – le contrecoup de la collectivisation agricole, de l'industrialisation forcée et de l'hypercentralisation de l'économie. Ces phénomènes engendrent une baisse significative de la productivité agricole et des biens de consommation aux dépens des populations⁶².

En dépit de la mort de Joseph Staline en mars 1953, Gheorghiu-Dej se montre farouchement opposé à toute forme de libéralisation. Malgré ce manque d'entrain pour les réformes, il comprend toutefois la nécessité de montrer un changement de façade, qui s'effectue par un retour du national, jusqu'ici largement délaissé au profit de l'internationalisme. Cette option est notamment activée dans la quête d'un plus grand soutien populaire, tout en contrôlant d'une main de fer le pays⁶³. En parallèle, l'Union soviétique se montre plus conciliante et tolère – dans une certaine mesure – des orientations divergentes, ce qui rend possible la réorientation politique de Bucarest⁶⁴. Ce même contexte international fournit l'élément déclencheur amenant au recentrage vers le national. Dès 1962, Nikita Kroutchev, dirigeant de l'Union soviétique, souhaite mettre en place la spécialisation des productions entre chaque État membre du Conseil d'assistance économique mutuelle (CEAM). Dans cette optique, il attribue une fonction principalement agricole à la Roumanie, bien que cette décision entre en contradiction avec la volonté roumaine de privilégier l'industrie lourde. C'est ainsi qu'avec la déclaration de 1964, le désaccord entre Bucarest et Moscou éclate au grand jour et fait entrer la Roumanie dans une nouvelle période ; elle devient alors le "satellite récalcitrant" de l'URSS, avec un retour en grâce des valeurs nationales⁶⁵.

⁶⁰ Constantiniu Florin. « La Roumanie de 1944 à 1989 », Fischer Galati Stephen, Giurescu Dinu, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Une histoire des Roumains*, Op. cit. p. 364-365.

⁶¹ Valuch Tibor. *Magyar hétköznapok: fejezetek a minden nap élet történetéből a második világháborútól az ezredfordulóig*, Napvilág, Budapest, 2013. p. 31-33.

⁶² Bottone Stefano. *Long awaited West*, Op. cit. p. 67-72.

⁶³ Gridan Irina. « La Roumanie de Gheorghiu-Dej, satellite récalcitrant de l'URSS », Op. cit. p. 147-154.

⁶⁴ Kalmár Melinda, Békés Csaba. « A szovjet-kelet-európai viszony átalakulása a korai Hruscsov korszakban », *Acta Scientiarum Socialium*, n°46, 2016. p. 17-33.

⁶⁵ Pour une étude relative à cette transition voir : Gridan Irina. « Du communisme national au national-

Les premières années de l'ère Ceaușescu, débutant en 1965, témoignent d'un certain degré d'ouverture vers l'Ouest, tout en perpétuant l'antisoviétisme relatif. Ce dernier aspect lui permet ainsi de bénéficier d'une image favorable à l'Ouest, tout en disposant d'une grande popularité intérieure. Or, le dirigeant roumain cesse rapidement d'être l'interlocuteur favori de l'Ouest et le "génie des Carpates" (*geniul Carpaților*) témoigne d'une propension de plus en plus forte au culte de la personnalité, ainsi qu'à un nationalisme tous azimuts. En ce sens, une continuité certaine apparaît entre la Roumanie de Gheorghiu-Dej et celle de Ceaușescu, puisque ce dernier ne fait que suivre le chemin tracé par son prédécesseur. Ce passage de témoin s'incarne en la personne de Ion Gheorghe Maurer (1902-2000), très influent Président du conseil des ministres de la Roumanie entre 1961 et 1974⁶⁶.

L'origine du national-communisme roumain repose d'après les travaux de Katherine Verdery sur des causes multiples. En premier lieu, il résulte du manque de popularité du PCR qui doit être corrigé par un retour des thèmes relatifs à la nation et permet ainsi de capitaliser sur la force fédératrice du nationalisme⁶⁷. En raison du peu d'entrain de la population et des intellectuels pour le marxisme, son enrobage dans une parure nationaliste en renforce l'acceptation. Par ce recentrage du discours, Ceaușescu continue à manifester son opposition à l'hégémonie de l'Union soviétique, sans toutefois entrer dans une confrontation trop directe. Pour autant, la traditionnelle russophobie des Roumains est largement galvanisée par la rhétorique de leur dirigeant⁶⁸. En ce sens, ce choix politique s'inscrit dans la lignée de la promotion de la nation, phénomène tangible au sein de l'intelligentsia roumaine depuis le XIX^e siècle, en raison de la lutte – perçue ou réelle – pour la souveraineté des Roumains face à une puissance étrangère.

La défiance vis-à-vis du grand frère soviétique se traduit par exemple par le célèbre refus de participer à l'invasion de la Tchécoslovaquie lors du Printemps de Prague en 1968 ou encore par la proximité affichée avec la Chine en dépit du conflit sino-soviétique. D'autre part, le parallèle avec le mouvement chinois se remarque par la révolution culturelle lancée à partir de 1971, en référence aux deux discours du dirigeant roumain de juillet 1971, également appelés les Thèses de juillet (*Tezele din iulie*)⁶⁹. Il insiste sur le retour au premier plan de l'idéologie et

communisme. Réactions à la soviétisation dans la Roumanie des années 1960 », *Vingtième Siècle*, n°109, 2011. p. 116-121.

⁶⁶ Dobre Florica (dir.). *Membrii C.C. al P.C.R.*, Op. cit. p. 385.

⁶⁷ Voir à ce propos : Martin Mevius. « Reappraising Communism and Nationalism », *The Journal of Nationalism and Ethnicity*, vol. 37, n°4, 2009. p. 377-400.

⁶⁸ Verdery Katherine. *National Ideology Under Socialism: Identity and Cultural Politics in Ceaușescu's Romania*, University of California Press, Berkeley, 1991. p. 119-123.

⁶⁹ Pour davantage d'informations sur le contexte et les répercussions des Thèses de juillet, se référer à : Pavelescu Tudor Alina. *Le Conducător, le Parti et le Peuple : le discours nationaliste comme discours de légitimation dans*

du Parti, tout en poursuivant le virage nationaliste amorcé par Gheorghiu-Dej. Dans le même temps, la longévité du couple Ceaușescu s'explique également par la très faible opposition, ce qui permet à l'élite du PCR de disposer d'un contrôle presque total sur le pays⁷⁰.

La falsification de la réalité s'impose en vue de contenter le peuple, tandis que la situation économique du pays se dégrade très rapidement. La propagande et le culte du chef atteignent des proportions incommensurables, comme l'illustrent les deux heures de programme de télévision portant quasi-exclusivement sur le couple Ceaușescu. En parallèle, le quotidien de la population au cours des années 1980 se résume à des files d'attentes interminables pour accéder aux denrées alimentaires⁷¹.

En Hongrie, si dans les années de la transition semi-démocratique, Moscou montre une relative flexibilité dans la soviétisation du pays, dès 1949, la version staliniste devient l'unique voie vers le socialisme pour la Hongrie⁷². Les années stalinien évoquent inévitablement Mátyás Rákosi, Premier secrétaire du Parti entre 1945 et 1956, s'autoproclamant "meilleur élève de Staline" (*Sztálin legjobb tanítványa*). Le pays se caractérise par une industrialisation forcée, une collectivisation de l'agriculture, ainsi que l'utilisation de la terreur par l'intermédiaire de l'Autorité de protection de l'État (*Államvédelmi Hatóság* – AVH), afin de mener à bien la soviétisation du pays. Dans la perspective d'un conflit avec l'Ouest et la Yougoslavie, entre 1950 et 1952 Budapest consacre environ 25 % de son budget aux dépenses militaires au détriment de la population, dont le niveau de vie baisse significativement⁷³.

Outre ce contrôle total, le Parti communiste hongrois connaît également sur le modèle stalinien son lot de purges et autres luttes internes. Le procès de László Rajk (1909-1949), haut-dirigeant communiste hongrois et potentiel rival de Rákosi, en témoigne parfaitement. Ce procès décidé en dernier lieu à Moscou se veut également comme un message rappelant l'impossibilité d'une alternative au stalinisme⁷⁴.

En considération du manque de soutien de la population, de la faiblesse des résultats

⁷⁰ *la Roumanie de Ceaușescu (1965-1989)*, Thèse de doctorat, Institut d'Études Politiques de Paris – Université de Bucarest, 2009. p. 185-190.

⁷¹ Durandin Catherine. *L'engagement des intellectuels à l'Est – Mémoires et analyses de Roumanie et de Hongrie*, L'Harmattan, Paris, 1995. 160 p.

⁷² L'étude suivante retrace la vie quotidienne dans la Roumanie de Ceaușescu, voir : Jill Massino. « From Black Caviar to Blackouts: Gender, Consumption, and Lifestyle in Ceaușescu's Romania », Bren Paulina, Neuburger Mary. *Communism Unwrapped: Consumption in Cold War Eastern Europe*, Oxford University Press, New-York, 2012. p. 237-245.

⁷³ Kalmár Melinda. *Történelmi galaxisok vonzásában: Magyarország és a szovjetrendszer, 1945-1990*, Osiris, Budapest, 2014. p. 53-57.

⁷⁴ Pour un résumé des résultats économiques de la Hongrie et de la vie quotidienne de la population entre 1948 et 1953, voir également : Romsics Ignác. *Magyarország története a XX. században*, Op. cit. p. 226-242.

⁷⁵ Fejtő François. « L'affaire Rajk quarante ans plus tard », *Vingtième Siècle*, n°25, 1990. p. 75-83.

économiques du pays et de la rigidité de Rákosi, Moscou opte alors pour un remplacement de ce dernier dans la continuité de la mort de Staline en mars 1953. L'ancien ministre de l'Agriculture Imre Nagy (1896-1958) obtient alors le siège de Premier ministre entre juillet 1953 et avril 1955, bien que Rákosi conserve sa place de Premier secrétaire du Parti. Le choix de Nagy réside dans ses connaissances en économie agraire, mais aussi – et surtout – en raison de son opposition latente à Rákosi et sa politique⁷⁵. Malgré l'amélioration de la situation économique du pays et de la vie quotidienne de la population, les luttes internes et le contexte international tournent en défaveur d'Imre Nagy. La faction stalinienne menée par Rákosi reprend alors le pouvoir jusqu'à l'éclatement de la révolution en octobre 1956. Outre l'environnement local, ce soulèvement populaire prend forme en raison des tensions dans les démocraties populaires, émergeant à la suite du XX^e congrès du Parti communiste soviétique de février 1956, au cours duquel Nikita Khrouchtchev (1894-1971) dénonce les crimes et abus du stalinisme⁷⁶. À cela viennent s'ajouter le retrait des troupes soviétiques d'Autriche et la révolte en Pologne menée par les ouvriers de Poznań en juin 1956. Si au prix d'une sanglante intervention militaire Moscou maintient son influence sur la Hongrie, la révolution de 1956 change durablement la perception du pouvoir hongrois vis-à-vis de sa population, où la formule de « victoire d'une défaite » de Miklós Molnár prend tout son sens⁷⁷. Il est à noter que la posture adoptée par la Roumanie pendant et après la révolution – craignant une contagion de la révolution – fait augmenter son capital de sympathie auprès de Moscou, notamment en raison de l'internement d'Imre Nagy dans le pays au lendemain de la révolution⁷⁸.

Le Parti des travailleurs hongrois est rebaptisé Parti socialiste ouvrier hongrois (*Magyar Szocialista Munkáspárt – MSZMP*) le 31 octobre 1956, attestant du désir de manifester un changement dans la continuité. Les années comprises entre 1956 et 1962-1963, apparaissent comme celles de la consolidation du pouvoir de János Kádár (1912-1989), communiste "local", lui-même emprisonné entre décembre 1952 et juillet 1954. Ce dernier tend à rétablir la mainmise du *MSZMP* sur le pays par 229 condamnations à mort et l'emprisonnement de 20 000 personnes⁷⁹. La transition entre les deux dernières sous-périodes semble plus difficile à situer dans le temps, puisque cet adoucissement partiel du régime s'effectue graduellement et ne forme pas un trajet linéaire.

⁷⁵ Rainer M. János. *Imre Nagy: a Biography*, Tawris, Londres, 2009. p. 60-64.

⁷⁶ Kalmár Melinda. *Történelmi galaxisok vonzásában*, *Op. cit.* p. 81-84.

⁷⁷ Molnár Miklós. *Victoire d'une défaite*, Budapest 1956, Fayard, Paris, 1996. 368 p.

⁷⁸ Granville Johanna. « Forewarned is Forearmed: How the Hungarian Crisis of 1956 Helped the Romanian Leadership », *Europe-Asia Studies*, vol. 62, n°4, 2010. p. 615-645.

⁷⁹ Rainer M. János. *Bevezetés a kádárizmusba*, 1956-os Intézet – L'Harmattan, Budapest, 2011. p. 155-159.

Cette transition se remarque au travers de différentes mesures adoptées, du discours et des symboles utilisés par le pouvoir hongrois. Une illustration de la période se retrouve avec la formule prononcée en 1961 par János Kádár « qui n'est pas contre nous est avec nous » (*aki nincs ellenünk, az velünk van*), en opposition au slogan rákosiste des années 1950 clamant que « qui n'est pas avec nous est contre nous » (*aki nincs velünk, az ellenünk van*)⁸⁰. Un pas de plus est franchi avec l'amnistie prononcée en mars 1963 envers les condamnés des "événements de 1956", mesure une fois de plus hautement symbolique⁸¹. La mise en pratique de la politique culturelle hongroise des "trois T" (*tiltott, türt, támogatott*), soit « interdit, toléré, soutenu », rendue célèbre par le ministre de la Culture György Aczél (1917-1991), offre de plus en plus de libertés aux intellectuels du pays à partir de la fin des années 1960. Cette tolérance toute relative permet dès lors à l'opposition de s'exprimer principalement dans le domaine culturel⁸².

Le Parti développe une dualité en ce qui concerne la politisation des masses, puisque d'un côté, la mise en exergue du socialisme reste en vigueur. D'un autre côté, par la création d'une stabilité politique et d'une relative prospérité économique, le régime tend à contenter le peuple afin d'éviter sa trop grande immixtion dans les affaires politiques du pays⁸³. János M. Rainer définit dès lors le kádárisme comme le fruit d'un triple compromis. Le premier est conclu de façon implicite avec la population hongroise, qui en échange de plus de libertés et d'un meilleur accès aux produits de consommation renonce à toute révolte politique. Le second, beaucoup plus explicite, est passé avec Moscou, à qui Budapest garantit une loyauté absolue et la stabilité à l'intérieur du pays contre le soutien et la tolérance des politiques réformatrices. Le troisième concerne la relation du dirigeant hongrois au Parti, où en échange de sa fidélité, Kádár assure la stabilité politique et le maintien au pouvoir du Parti⁸⁴.

Le Nouveau mécanisme économique (*Új gazdasági mechanizmus*) lancé en 1968, introduit le "socialisme de marché"⁸⁵. Si cette importante réforme est limitée par le MSZMP à

⁸⁰ Bottoni Stefano. *Long awaited West*, Op. cit. p. 100-101.

⁸¹ Horel Catherine. « János Kádár, le bâtisseur de la "baraque la plus gaie du camp" », Fabreguet Michel, Henky Danièle (dir.). *Les "héros du retrait" dans les mémoires et les représentations de l'Europe contemporaine. Histoire et fictions*, L'Harmattan, Paris, 2020. p. 79-94.

⁸² Voir l'exemple de la musique hongroise dans les années 1970-1980 : Klaniczay Gábor. « L'underground politique, artistique, rock (1970-1980) », *Ethnologie française*, vol. 36, n°2, 2006. p. 283-297 ; ou celui des écrivains hongrois : Krause Anthony. « Les écrivains hongrois face à la normalisation kádárienne. Le cas Tibor Déry », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 2, n°49, 2002. p. 203-223.

Par ailleurs, un chapitre est consacré au rapport entre le régime et les historiens dans les deux pays, se reporter aux pages 88 à 102.

⁸³ Afin de disposer d'un autre angle de vue sur la dualité de la société hongroise sous Kádár, voir : Magnus Enzensberger Hans. « L'imbroglio hongrois », *Le Débat*, n°39, 1986. p. 123-151.

⁸⁴ Rainer M. János. *Bevezetés a kádárizmusba*, Op. cit. p. 96-98.

⁸⁵ Pour une analyse et une recontextualisation de la politique économique de la Hongrie kádárienne, voir : *Ibid.* p. 170-184.

partir de 1973, en raison des réactions de Moscou, elle est par la suite relancée et appliquée dans les années 1980. De façon générale, la mise sur pied du "communisme du Goulash" (*Gulyás kommunizmus*) et de l'achat de la paix sociale se fait par la contraction de nombreux crédits. En conséquence, lors du changement de régime la Hongrie est le pays le plus endetté des pays socialistes⁸⁶. La Roumanie est en 1990 le seul ancien État socialiste sans dette publique, puisque dans le cadre du national-communisme, un point d'honneur est mis à développer le socialisme par ses propres moyens, sans faire appel aux capitaux étrangers⁸⁷. Le contraste avec la Hongrie est une fois de plus notable, puisqu'en 1988 le commerce extérieur des deux pays atteste de l'ouverture bien plus importante de la Hongrie vers l'Ouest en comparaison de la Roumanie. Si les exportations roumaines et hongroises présentent une répartition similaire entre les pays de l'OCDE et du CAEM, la situation est tout autre dans le cas des importations. En effet, les importations hongroises proviennent à 43,6 % des pays de l'OCDE contre 43,7 % des pays du CAEM (dont 25 % de l'URSS)⁸⁸. Pour la Roumanie, 11,6 % des importations sont issues des pays de l'OCDE contre 52,2 % des pays membres du CAEM (dont 30,9 % pour l'URSS)⁸⁹.

2) Ruptures, continuités et changements des mentalités

L'instauration de régimes se réclamant de l'idéologie marxiste se traduit par le désir de montrer une rupture totale avec l'ancien monde, auquel un discours de diabolisation est accolé. Ceci se remarque de façon tangible par la lecture des manuels scolaires édités dans les deux États, puisque traditionnellement, le qualificatif de "fasciste" est accolé à la Hongrie horthyste, ainsi qu'à la Roumanie de Carol II et d'Antonescu.

Cette opposition se montre particulièrement vénémente pendant l'ère stalinienne pour trois raisons principales. Tout d'abord, les Partis communistes hongrois et roumains agissent dans l'illégalité, après 1919 en Hongrie et 1924 en Roumanie, dans cette mesure l'animosité envers la classe politique de l'entre-deux-guerres est patente. Le profond antibolchevisme des gouvernements en place dans les deux pays ne fait que renforcer l'antipathie envers ces derniers. Dans la quête de légitimité – inhérente aux deux Partis – le dénigrement offre une possibilité de renforcement du soutien populaire, notamment en insistant sur la responsabilité

⁸⁶ À ce sujet voir : Cazes Sandrine. « Hongrie », *Revue de l'OFCE : Observations et diagnostics économiques*, n°34, 1990. p. 110-111.

⁸⁷ Voir à ce propos : Betea Lavinia. « Les stratégies de Ceaușescu dans la gestion et le remboursement des crédits extérieurs », *Transylvanian Review*, vol. 26, n°1, 2017. p. 249-260.

⁸⁸ *Ibid.* p. 108.

⁸⁹ Le Cacheux Jacques, Babikian Bénédicte. « Roumanie », *Revue de l'OFCE : Observations et diagnostics économiques*, n°34, 1990. p. 121-122.

des régimes de l'entre-deux-guerres dans la guerre et ses conséquences. Enfin, les mesures économiques et sociales radicales prises par les partis communistes sont justifiées par la volonté de création d'un monde nouveau, épuré de ses élites traditionnelles, responsables selon le discours communiste des abus et limites des anciennes sociétés.

Au fil du temps, si cette hostilité subsiste, elle diminue toutefois en intensité. D'une part, le retour des valeurs nationales atténue l'animosité envers ces régimes conservateurs et nationalistes. En Hongrie, la prise de distance avec la période stalinienne nuance et tempère l'héritage de la Hongrie horthyste, notamment en marquant une différence entre le mandat d'István Bethlen comme Premier ministre (1921-1931) et les années 1930. En Roumanie, le développement du national-communisme s'accompagne d'une réinterprétation de l'entre-deux-guerres, voire de la période Antonescu, ce qui se remarque parfaitement à la lumière des manuels scolaires. La réinterprétation de l'antagonisme théorique avec les anciens régimes est d'autant plus importante qu'elle entre dès lors en contradiction avec l'internationalisme communiste. Dans la perspective des relations roumano-hongroises, ce phénomène atteste de la complexité de la réalité, avec d'un côté des Hongrois qui ne peuvent totalement omettre l'héritage transylvain, et d'un autre côté, un pouvoir central roumain acceptant avec de plus en plus de difficultés la multiculturalité de la région.

L'éphémérité de l'internationalisme est également à mettre en parallèle avec une première phase, où les partis communistes attestent d'un certain libéralisme dans les mesures sociales. Outre les profonds changements dans la vie économique de ces pays, ces transformations s'inscrivent tout autant dans la volonté de marquer la rupture nette avec les régimes conservateurs de l'entre-deux-guerres que de consacrer l'avènement d'une nouvelle ère. Il s'agit par exemple des politiques égalitaires entre hommes et femmes, pareillement adoptées des deux côtés de la frontière, tandis que les deux pays légalisent l'avortement⁹⁰. Or, ces mesures libérales seront de courte durée et le retour vers des valeurs sociétales plus traditionnelles se manifeste rapidement. En conséquence de la politique nataliste roumaine, l'avortement est brutalement interdit en Roumanie en 1966⁹¹. En Hongrie, l'avortement est d'abord autorisé en 1956, avant que son accès soit restreint à partir de 1973.

Dans le domaine de l'égalité homme-femme, certains progrès se font sentir en Hongrie, où l'émancipation des femmes s'avère bien plus poussé dans les villes que dans les campagnes, dans lesquelles le profond enracinement des valeurs traditionnelles s'oppose à l'égalité forcée

⁹⁰ Tomka Béla. *Európa társadalomtörténete a 20. században*, Osiris, Budapest, 2009. p. 53-54.

⁹¹ Muresan Cornelia. « L'évolution démographique en Roumanie », *Op. cit.* p. 813.

du socialisme⁹². Pour la Roumanie les résultats sont plus contrastés, puisque sa société est plus rurale, plus paysanne, et donc plus encline à conserver le modèle patriarcal traditionnel et comme le décrit Lucian Boia, la femme roumaine est « émancipée et opprimee »⁹³. Néanmoins, Ana Pauker devient la première femme du monde à exercer la fonction de ministre des Affaires étrangères. À l'image de l'Europe de l'Ouest, l'accès pour les filles aux études secondaires se généralise très largement, et comme le démontre Luciana-Mărioara Jinga, en Roumanie ces dernières deviennent même majoritaires dans les premières années d'études supérieures⁹⁴.

Dans une considération théorique, l'avènement du socialisme met fin aux complexes nationaux d'infériorité et de supériorité existant entre les différents peuples du bloc soviétique dans une grande union face à l'Ouest impérialiste. En réalité, Melinda Kalmár démontre que ce même complexe d'infériorité face à l'Ouest, économiquement plus développé, est une constante des régimes du bloc de l'Est⁹⁵. En dépit des apparences, l'enracinement de ces perceptions et des valeurs traditionnelles démontrent toute la difficulté à imposer un nouveau modèle. Tout ceci explique le retour progressif du "national" au premier plan, phénomène faisant également évoluer le traitement des minorités nationales et provoque avec lui un regain des tensions entre les partis communistes.

En ce qui concerne la Hongrie, l'historien Nándor Bárdi constate qu'entre 1945 et 1990, le rapport de Budapest avec les communautés hongroises d'outre-frontières évolue en quatre étapes⁹⁶. Au lendemain du second conflit mondial, la classe politique hongroise se montre très prudente avec le traitement de tout ce qui a attiré aux Hongrois d'outre-frontières (*határontúli magyarság*). Le nouveau régime "progressiste et démocratique" laisse peu d'espace à l'utilisation politique du révisionnisme pour deux raisons principales. Tout d'abord, ce phénomène s'inscrit dans une volonté de coopération bien plus forte avec les États voisins de la Hongrie et tout particulièrement par les communistes dans le cadre de la fraternité de classe contre les anciennes élites⁹⁷. Deuxièmement, il s'agit d'accentuer la rupture avec la Hongrie

⁹² Valuch Tibor. *Magyarország társadalomtörténete a XX. század második felében*, Osiris, Budapest, 2005. p. 266-267.

⁹³ « ememcipată și asuprită », Boia Lucian. *Strania istorie a comunismului românesc (și nefericitele ei consecințe)*, Humanitas, Bucarest, 2016. p. 121-128.

⁹⁴ Jinga Luciana-Mărioara. *Les femmes dans le Parti communiste roumain (1944-1989)*, Thèse de doctorat, Université d'Angers – Université Al. I. Cuza Iași, 2011. p. 205-210.

⁹⁵ Kalmár Melinda. *Történelmi galaxisok vonzásában*, Op. cit. p. 25-47 ; ou encore : Scherrer Jutta. « To Catch up and Overtake the West: Soviet Discourse on Socialist Competition », Miklóssy Katalin, Ilic Melanie (dir.). *Competition in Socialist Society*, Routledge, Abingdon, 2014. p. 10-22.

⁹⁶ Bárdi Nándor. « The History of Relations between Hungarian Governments and Ethnic Hungarians Living Beyond the Borders of Hungary », Kántor Zoltán (dir.). *The Hungarian Status Law: Nation Building and/or Minority Protection*, Hokkaido University, Sapporo, 2004. p. 58-66.

⁹⁷ Mevius Martin. *Agents of Moscow: the Hungarian Communist Party and the Origins of Socialist Patriotism (1941-1953)*, Oxford University Press, Norfolk, 2005. p. 111-112.

horthyste, ayant poussé à son paroxysme l'irrédentisme⁹⁸.

La seconde phase, entre 1948 et 1966-68, est celle de l'apogée du dogme internationaliste, tandis qu'officiellement le sort des minorités est exposé comme une question relevant exclusivement du ressort de l'État dans lequel elles se trouvent⁹⁹. Pourtant, – et paradoxalement – quatre des principales figures de la période stalinienne sont nées dans des localités perdues à la suite du traité de Trianon. En effet, Mátyás Rákosi est originaire d'Ada en Voïvodine (Yougoslavie), András Gerő est quant à lui né à Trebušovce (Terbegec) en Haute-Hongrie (Tchécoslovaquie), alors que Mihály Farkas a grandi à Košice (Kassa – Kaschau) avant de devenir membre du Parti communiste tchécoslovaque. Enfin, László Rajk voit le jour à Odorheiu Secuiesc (Székelyudvarhely – Oderhellen) en Transylvanie dans une famille hongroise aux origines saxonnes. Malgré leur relation directe avec les territoires perdus, les dirigeants hongrois ne montrent que peu d'entrain à utiliser les minorités hongroises comme instrument politique. Au contraire, le *MDP* peut être considéré comme le moins nationaliste de tous les partis communistes du bloc de l'Est¹⁰⁰. Or, l'intérêt de la population pour les minorités hongroises ne disparaît pas, puisque la majorité des familles possèdent des liens familiaux proches dans les anciens territoires, tandis que l'éducation irrédentiste de l'entre-deux-guerres ne disparaît pas des consciences. Comme le révèle Pierre Kende, l'abandon du discours identitaire est une des causes provoquant la rupture entre l'élite politique et la population¹⁰¹.

La troisième phase est celle qui marque le retour des minorités hongroises dans le discours public. Ainsi, jusqu'à la fin des années 1970, le discours dominant prône le rôle clé joué par les minorités en tant que "passerelle" entre deux États pour la construction du socialisme. Ceci s'accompagne de l'idée selon laquelle les minorités possèdent une double appartenance (*kettős kötődés*) et introduit dès lors un changement de taille dans la définition de la communauté nationale¹⁰². En Hongrie, cette notion est par ailleurs particulièrement visible dans les manuels de géographie, lesquels sont analysés dans la troisième partie du présent travail.

Enfin, le début de la quatrième sous-période est bien plus délicat à situer dans le temps, puisqu'il n'existe pas de tournant pouvant se rattacher à un événement particulier. En s'appuyant une fois de plus sur les travaux de Nándor Bárdi, ces années correspondent à

⁹⁸ Voir à ce sujet : Zeidler Miklós. *A magyar irredenta kultusz a két világháború között*, Regio, Budapest, 2002. 137 p.

⁹⁹ Bárdi Nándor. « The History of Relations between Hungarian Governments », *Op. cit.* p. 63.

¹⁰⁰ Bencsik Péter. « Hidegháborúk a kelet-közép-európai kommunista államok között », *Múltunk*, vol. 62, n°3, 2017. p. 157-158.

¹⁰¹ Kende Pierre. « Hongrie : de la réforme à la transformation », *Politique étrangère*, n°1, 1990. p. 38-39.

¹⁰² Krizmanits Réka. *Fruitful Inconsistencies: Historical Knowledge Production*, *Op. cit.* p. 102-103.

l'institutionnalisation du traitement des minorités hongroises. C'est ainsi qu'en 1974, un comité spécialement dédié à l'étude des minorités nationales hongroises est créé au sein de l'Académie hongroise des sciences (*Magyar Tudományos Akadémia – MTA*) ou encore en 1985, lorsque l'Institut d'hungarologie (*Hungarológia Intézet*) voit le jour¹⁰³. Ce retour des minorités hongroises dans le discours public est également favorisé par la plus grande souplesse montrée par le régime kádárien, malgré la première décennie au cours de laquelle la ligne de conduite rákosiste est poursuivie dans le rapport avec les Hongrois d'outre-frontières. Ceci amène un retour progressif – et relatif – du sort des minorités hongroises dans l'espace public, bien que jusque dans les années 1980 le régime se montre réticent à soulever officiellement la question des Hongrois d'outre-frontières, tout en étant parfaitement au courant du traitement de la minorité hongroise par Bucarest dans le cas de la communauté magyare de Roumanie¹⁰⁴.

Après 1945, la Hongrie devient un État quasi homogène du point de vue de l'appartenance nationale, notamment à la suite du transfert forcé des populations slovaque et allemande¹⁰⁵. La disparition des juifs ne bouleverse pas l'équilibre linguistique du pays, alors que la communauté juive d'après-guerre, constituée d'environ 100 000 personnes, est entièrement magyarophone. En conséquence, la Hongrie ne connaît que des minorités résiduelles, celles-ci présentent par ailleurs de fortes tendances à l'acculturation, comme le démontre le nombre très élevé de mariages mixtes, sans que l'État hongrois se livre à une politique assimilatrice agressive. Malgré le transfert des Souabes au lendemain de la guerre, ils continuent de former la plus importante minorité nationale du pays, avec 60 000 personnes se déclarant comme Allemandes lors du recensement de 1960¹⁰⁶. À la même occasion, 30 000 personnes indiquent appartenir à la minorité slovaque, contre 33 000 dans le cas des Croates et enfin 16 000 pour les Roumains¹⁰⁷. Toutefois, le plus grand groupe ethnique minoritaire du pays est constitué par les Roms, dont la grande majorité est de langue maternelle hongroise¹⁰⁸.

La Roumanie demeure, quant à elle, largement multinationale, et dans cette mesure, les deux pays se trouvent dans des situations intérieures bien différentes. Avant d'examiner le

¹⁰³ Bárdi Nándor. « The History of Relations between Hungarian Governments », *Op. cit.* p. 65.

¹⁰⁴ Földes György. *Magyarország, Románia és a nemzeti kérdés: 1956-1989*, Napvilág, Budapest, 2007. p. 145-160.

¹⁰⁵ Martin Mevius présente ces expulsions comme le fruit d'un anti-germanisme latent, auquel s'ajoute la possibilité de redistribution des terres libérées pour les paysans hongrois, permettant ainsi de renforcer la sympathie à l'égard des communistes hongrois. Pour autant, il convient de conserver à l'esprit que ce phénomène s'inscrit dans un contexte plus large d'épuration des minorités allemandes d'Europe centrale, touchant principalement la Pologne et la Tchécoslovaquie. Mevius Martin. *Agents of Moscow*, *Op. cit.* p. 116-130.

¹⁰⁶ Muller Jean-Léon. *L'expulsion des Allemands de Hongrie, 1944-1948 : politique internationale et destin méconnu d'une minorité*, L'Harmattan, Paris, 2001. 236 p.

¹⁰⁷ Valuch Tibor. *Magyarország társadalomtörténete*, *Op. cit.* p. 78-80.

¹⁰⁸ *Ibid.* p. 83-86.

rapport de Bucarest avec sa minorité hongroise et Budapest, il s'agit ici d'examiner les politiques menées à l'endroit des minorités du pays. Comme cela a déjà été montré, la minorité hongroise reste la plus importante du pays et concentre l'attention des dirigeants roumains, alors que le contre-exemple est incarné par le manque d'intérêt à l'égard des Roms et l'absence de politique spécifique pour cette communauté qui est sédentarisée de force¹⁰⁹.

En ce qui concerne les communautés germanophones des pays d'Europe centrale et orientale, ces dernières sont, au nom de la culpabilité collective, déclarées responsables de la Seconde Guerre mondiale. Si en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Hongrie, les autorités optent pour une expulsion de masse, la Roumanie fait figure d'exception. Malgré l'envoi d'environ 75 000 personnes en Union soviétique, la communauté germanophone de Roumanie n'est pas annihilée¹¹⁰. Si elle ne représente pas une force numérique mettant en péril l'intégrité de la Roumanie, comme peut l'être perçue la minorité hongroise, les Saxons et les Souabes incarnent traditionnellement une élite économique et culturelle de ces territoires. En ce sens, la communauté allemande forme l'archétype de l'ennemi de classe et subit donc de plein fouet la mise en pratique de la lutte des classes, à laquelle s'ajoute la discrimination ethnolinguistique.

Pour autant, à partir des années 1960, les Allemands de Roumanie connaissent un sort similaire aux communautés germanophones d'Europe centrale et orientale. À partir de 1962, la "vente" des Allemands du pays permet de franchir une étape de plus vers la création d'un État national roumain homogène. En accord avec la République fédérale d'Allemagne, le prix de base est fixé à 1 700 marks pour une personne, 5 000 pour un étudiant de l'enseignement supérieur et 10 000 pour une personne possédant un diplôme universitaire. Ce programme de "réinstallation" des Allemands touche environ un tiers de la communauté, soit environ 130 000 personnes, tandis qu'entre le changement de régime et 1993, 223 000 Allemands quittent la Roumanie¹¹¹. Ces mouvements de population viennent alors mettre un terme presque définitif à l'histoire pluriséculaire des Saxons de Transylvanie et des Souabes du Banat.

La communauté juive du pays connaît une destinée similaire, avec un départ de masse à la suite de la création de l'État d'Israël en 1948, avant d'être à son tour échangée contre des millions de dollars dans les années 1960¹¹². Toutefois, la plus grande partie des Juifs de

¹⁰⁹ Achim Viorel. *Cigányok a román történelemben*, Osiris, Budapest, 2001. p. 219-230.

¹¹⁰ À ce sujet se référer à : Baier Hannelore. *Deportarea etnicilor germani din România în Uniunea sovietică 1945*, Forumul Democrat al Germanilor din România, Sibiu, 1994. 128 p.

¹¹¹ Bottino Stefano. *Long awaited West*, *Op. cit.* p. 150.

¹¹² Le lecteur est renvoyé vers deux études de référence sur le sujet : Ioanid Radu. *The Ransom of the Jews: the Story of the Extraordinary Secret Bargain between Romania and Israel*, Ivan R. Dee, Chicago, 2005. 244 p. ; Vago Raphael. « The Unexpected Cosmopolitans – Romania's Jewry facing the Communist System », *European Review of History*, vol. 17, n°3, 2010. p. 491-504.

Roumanie se trouvent à l'extérieur de l'arc des Carpates et principalement en Moldavie roumaine, du fait de la macabre réussite de la Shoah en Transylvanie du Nord¹¹³. En effet, plus de 125 000 Juifs sur les 165 000 vivant en Transylvanie du Nord en 1941 périssent lors de l'Holocauste¹¹⁴.

Pour les Hongrois de Roumanie, la possibilité d'une déportation est évoquée tant au cours du second conflit mondial que dans les premières années d'après-guerre, exprimant en ce sens une réelle continuité entre les deux régimes roumains. Si la mesure trouve un certain écho parmi les dirigeants communistes, de nombreuses zones d'ombres subsistent concernant son degré de popularité au sein du *PCR*. L'absence de soutien de Moscou ne permet en aucun cas la réalisation de ce plan au contraire de "l'échange" entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie¹¹⁵. L'union de force dans le camp socialiste empêche dès lors toute déportation de masse, bien que la minorité hongroise représente aux yeux de Bucarest un danger constant. De plus, celle-ci concentre désormais encore plus l'attention du pouvoir en raison de l'affaiblissement démographique des autres minorités du pays, auquel s'ajoute le traumatisme roumain du Second arbitrage de Vienne d'août 1940 consacrant le transfert de la moitié septentrionale de la Transylvanie élargie à la Hongrie jusqu'en octobre 1944.

3) Hongrois et Roumains : frères, voisins ou ennemis ?

Depuis le XVIII^e siècle, le sentiment national émerge en Europe comme une force catalysatrice, à l'initiative d'une partie des élites d'un grand nombre de communautés linguistiques européennes. Dans la lignée des mouvements nationaux européens, une grande partie des élites hongroise et roumaine n'échappe pas au phénomène et souhaite également tendre vers la création d'un État-nation, garant de la modernité et du progrès, tout en regroupant l'ensemble de ses membres dans un seul et même État. Comme le démontre Anne-Marie Thiesse, en Europe, le processus de création et développement du sentiment national se manifeste par de profondes similitudes, tout comme de nombreuses influences réciproques¹¹⁶. Or, ces deux projets nationaux se heurtent à la multiethnicité de l'Europe centrale et orientale, alors que depuis le XIX^e siècle la Transylvanie constitue la pomme de discorde, puisque les

¹¹³ Pour plus d'informations : Horváth Sz. Franz. « Ethnic Policies, Social Compensation, and Economic Reparations : the Holocaust in Northern Transylvania », *East central Europe – L'Europe du centre-est*, vol. 39, n°1, 2012. p. 119-127.

¹¹⁴ Tibori Szabó Zoltán. « The Holocaust in Transylvania », Braham L. Randolph, Kovács András (dir.). *The Holocaust in Hungary: Seventy Years Later*, Central European University Press, New York-Budapest, 2016. p. 160-171.

¹¹⁵ Balogh L. Béni, Olti Ágoston. « A román-magyar lakosságcsere kérdése 1940-1947 között », *Kisebbségkutatás*, n°4, 2006. p. 612-620.

¹¹⁶ Thiesse Anne-Marie. *La création des identités nationales*, Op. cit. p. 13-14.

deux parties la placent au centre de leur construction nationale respective. L'antagonisme entre les deux peuples qui en découle s'avère être profondément ancré dans les mentalités¹¹⁷.

À la lumière de cet héritage, peu de doutes subsistent quant au maintien d'une certaine animosité après 1945. En dépit de l'internationalisme marxiste, la Transylvanie demeure centrale pour les communistes hongrois et roumains. En ce sens, l'attitude des bolcheviks hongrois en 1919, ainsi que des communistes roumains et hongrois en 1945 en témoigne parfaitement. Les deux partis communistes connaissent le poids émotionnel de la région et le gage de légitimité qu'elle confère à celui qui rattache ce membre au corps de la mère patrie.

Pour la diplomatie hongroise, l'enjeu réside dans la conservation d'une partie de la Transylvanie du Nord, contre le rétablissement des frontières du traité de Trianon pour la Roumanie. L'importance de cette question s'inscrit également dans le contexte d'après-guerre, où les partis communistes sont loin de bénéficier d'un réel appui des masses. Dans ces conditions, la Transylvanie offre une possibilité exceptionnelle de renforcement du potentiel d'adhésion pour chaque Parti. Toutefois, après quelques hésitations et avoir fait miroiter une issue positive aux deux parties, le Kremlin – et Staline en personne – opte pour un retour total des territoires perdus par la Roumanie lors du Second arbitrage de Vienne avec la signature du traité de Paris le 10 février 1947. Outre l'ambition de pérenniser l'assise du *PCR*, cette décision est également motivée par la volonté de récompenser l'aide fournie par la Roumanie dans la lutte contre les forces de l'Axe, au contraire de la Hongrie. Enfin, elle permet de faire accepter à la population l'annexion de la Bessarabie par l'URSS aux dépens de la Roumanie qui reçoit en compensation l'intégralité de la Transylvanie du Nord¹¹⁸.

Du côté hongrois, ces tractations se déroulent sans une utilisation politique massive du levier nationaliste, bien que le Département de l'agitation et de la propagande (*Agitációs és Propaganda Osztály*) ne ménage pas sa peine pour exalter le *MKP*. À la suite de la signature du traité de Paris le 10 février 1947, Budapest renonce au révisionnisme et se plie à l'internationalisme dicté par Moscou¹¹⁹. À ce sujet, il a été précédemment montré que dans un premier temps, les États européens se trouvant dans la sphère d'influence soviétique adoptent tous la position selon laquelle la question nationale est désormais résolue dans les pays

¹¹⁷ Mitu Sorin. « Hungarians and Romanians: how were two Images of Hostility Born ? », Trencsényi Balázs, Iordachi Constantin, Blomqvist Anders (dir). *Hungary and Romania Beyond National Narratives: Comparisons and Entanglements*, Peter Lang, Oxford, 2013. p. 35-92.

¹¹⁸ Romsics Ignác. « La politique des grandes puissances et la Hongrie : pendant et après la Deuxième Guerre mondiale », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°200, 2001. p. 86. ; Petrescu Cristina. « Who was the First in Transylvania? On the Origins of the Romanian-Hungarian Controversy over Minority Rights », *Studia Politica*, vol. 3, n°4, 2003. p. 1124-1125.

¹¹⁹ Mevius Martin. *Agents of Moscow*, Op. cit. p. 249-253.

socialistes. La *pax sovietica* impose une chape de plomb sur la question des frontières et des minorités, avec une large mise en exergue de l'internationalisme¹²⁰.

En conséquence, les trois premières décennies de la période d'étude sont synonymes d'un apaisement notable des relations entre Bucarest et Budapest¹²¹. La meilleure illustration s'incarne probablement au travers du Président du conseil des ministres roumain Petru Groza (1884-1958), Transylvain et parfait magyarophone, qui s'emploie à nouer des relations amicales avec la Hongrie, ainsi qu'avec la minorité hongroise de Roumanie. Cette volonté de donner un nouvel élan aux relations entre les trois parties s'illustre parfaitement lors de l'affaire Lucrețiu Pătrășcanu (1900-1954), tout en révélant dans le même temps toute la sensibilité de la question transylvaine. Ce cadre du *PCR* occupe entre mars 1945 et février 1948 le poste de ministre de la Justice et exprime la volonté de création d'un communisme national, en limitant le pouvoir d'ingérence de Moscou¹²². Les deux discours qu'il prononce en juin 1945 et 1946 dans la ville de Cluj forment une rupture avec la rhétorique internationaliste alors utilisée par le *PCR*¹²³. En effet, Lucrețiu Pătrășcanu formule des attaques directes contre la communauté hongroise et ses velléités révisionnistes, tout en qualifiant de fasciste et horthyste le gouvernement hongrois en raison de ses revendications territoriales envers la Roumanie¹²⁴. En raison de son nationalisme ostentatoire et de son antisoviétisme, Staline soutient son arrestation, alors que dans le même temps, Lucrețiu Pătrășcanu incarne un opposant potentiel à Gheorghiu-Dej. Après son arrestation en 1948, il est exécuté en 1954, avant d'être réhabilité par Ceaușescu en 1968¹²⁵.

L'amélioration formelle des relations bilatérales est facilitée par l'attitude relativement conciliante de Bucarest envers sa minorité hongroise. Outre le maintien de l'université de langue hongroise Bolyai de Cluj jusqu'en 1959, le Pays sicule, peuplé en masse compacte par des Hongrois, se voit attribuer une autonomie dans la République populaire de Roumanie. De la fin de la guerre à 1952, le Pays sicule est divisé entre les régions du Mureș et de Brașov, puis reçoit une autonomie administrative sur le modèle existant en Union soviétique. Cette création révèle tout d'abord la reconnaissance de l'existence du fait national, tout en servant la

¹²⁰ Petrescu Cristina. « Who was the First in Transylvania? », *Op. cit.* p. 1120-1121.

¹²¹ Mevius Martin. *Agents of Moscow*, *Op. cit.* p. 232-236.

¹²² Dobre Florica (dir.). *Membrii C.C. al P.C.R.*, *Op. cit.* p. 456-457.

¹²³ Les recensements montrent qu'en 1948, la ville est composée à 57,7 % de Hongrois. Lors du recensement de 1966, la ville devient majoritairement roumaine, la population hongroise formant alors 42,3 % des habitants de la capitale officieuse et hautement symbolique de Transylvanie. Varga E. Árpád. *Erdély etnikai és felekezeti statisztikája. IV. Fehér, Beszterce-Naszód és Kolozs megye. Népszámlálási adatok 1850-1992 között*, Pro-Print, Miercurea-Ciuc, 2001. p. 1.

¹²⁴ Faur Antonio. « Considerații cu privire la discursurile rostite la Cluj în iunie 1945 și 1946 de către Lucrețiu Pătrășcanu, ministru de justiție », *Analele banatului*, n°16, 2008. p. 333-338.

¹²⁵ Ibid. p. 340-341. Pour un ouvrage sur le procès Pătrășcanu, consulter : Betea Lavinia. *Lucrețiu Pătrășcanu : moartea unui lider comunist : studiu de caz*, Humanitas, Bucarest, 2001. 428 p.

propagande communiste d'une résolution de la question nationale. L'influence soviétique est particulièrement présente, puisque comme le révèle Stefano Bottoni, lors de l'envoi de la nouvelle constitution roumaine à Moscou, Staline et Molotov y ajoutent la Région autonome hongroise (*Regiunea Autonomă Maghiară – Magyar Autonóm Tartomány – RAM*) avant de fournir leur approbation. Cette ouverture du *PMR* doit donc être quelque peu nuancée, puisque la partie la plus débattue de la nouvelle constitution roumaine est précisément le paragraphe relatif à la *RAM*¹²⁶. Toutefois, la *RAM* représente l'unique exemple d'attribution de droits collectifs à une minorité nationale parmi les démocraties populaires¹²⁷.

Le cadre fixé par cette entité offre à environ un tiers de la minorité hongroise de Roumanie une autonomie culturelle et administrative, dont le chef-lieu Târgu Mureş (Marosvásárhely – Neumarkt am Mieresch) forme le centre d'un "petit monde hongrois" (*kis magyar világ*), avec une population d'environ 700 000 personnes, à plus de 75 % hongroise. L'ouvrage de Stefano Bottoni relate l'apparition de nombreuses confusions quant au statut de la *RAM* et l'espérance d'une révision des frontières, ou encore dans certains cas, des rébellions contre l'État roumain. En contrepartie, l'attitude du *PMR* vis-à-vis de la *RAM* consiste à développer une identité hungaro-sicule, tout en œuvrant à la limitation des relations culturelles et politiques avec Budapest, laquelle représente une force centrifuge. Ceci se traduit par la création de différents journaux de langue hongroise et d'autre part par le filtrage des journaux et livres en provenance de Hongrie¹²⁸. Le glas sonne en 1960 pour la *RAM*, avec une nouvelle réforme administrative, ayant pour but de faire diminuer la proportion de Hongrois dans la province en modifiant ses délimitations. L'entité administrative prend alors la dénomination de Région autonome hongroise – Mureş (*Regiunea Mureş-Autonomă Maghiară – Maros-Magyar Autonóm Tartomány*).

Le Hongrois Lajos Csupor, premier secrétaire régional du Parti est remplacé en août 1961 par le Roumain Iosif Banc, lequel refuse notamment d'utiliser le hongrois en public, bien que parfait magyarophone¹²⁹. L'évènement déclencheur de la suppression de la *RAM* réside en premier lieu dans la révolution hongroise de 1956. Cette dernière offre un excellent prétexte pour prendre des mesures répressives à l'encontre des intellectuels hongrois de Roumanie, suspectés de révisionnisme et de velléités réformatrices. Dans le contexte de la déstalinisation,

¹²⁶ Bottoni Stefano. *Stalin's Legacy in Romania: The Hungarian Autonomous Region, 1952-1960*, Lexington Books, Lanham, 2018. p. 82.

¹²⁷ Bottoni Stefano. « The creation of the Hungarian Autonomous Region in Romania (1952): Premises and Consequences », *Regio*, vol. 6, n°1, 2003. p. 71.

¹²⁸ Bottoni Stefano. *Stalin's Legacy in Romania*, Op. cit. p. 158-168.

¹²⁹ Ibid. p. 332-336.

le bureau central du *PMR* exprime une profonde inquiétude relative à la possible propagation de la révolution à la Roumanie par l'intermédiaire de sa minorité hongroise¹³⁰. En outre, ces modifications interviennent dans le cadre de la rhétorique nationale développée par l'exécutif roumain et marquent le retour progressif vers un modèle prônant l'État-nation homogène. En 1968, l'autonomie du Pays sicule est définitivement abandonnée avec la suppression des grandes régions se basant sur le modèle soviétique de l'*oblast* au profit d'un retour du *județ*¹³¹.

Selon l'historien Csaba Zoltán Novák, la politique de Ceaușescu envers la minorité hongroise peut être divisée en deux périodes distinctes. La phase initiale correspond à la première décennie de l'ère Ceaușescu. Au cours de celle-ci, le dirigeant roumain poursuit le chemin tracé par son prédécesseur Gheorghiu-Dej vers le retour d'une rhétorique nationale, il montre dans le même temps un certain degré d'ouverture envers la minorité hongroise. En raison de la fronde menée sur le plan international, le Premier secrétaire roumain se doit d'obtenir le soutien de l'ensemble de la société roumaine, et tout particulièrement des intellectuels hongrois¹³². Afin de "reconquérir" la confiance des élites hongroises, certains membres issus de la minorité sont ainsi placés à des postes élevés au sein de l'appareil du Parti. En parallèle, la maison d'édition de langue hongroise Kriterion voit le jour à Bucarest en 1970, tout comme une émission de télévision bihebdomadaire en langue hongroise à partir de 1969¹³³. En dépit de ces avancées, les minorités nationales ne bénéficient d'aucun droit collectif, bien que leur existence soit reconnue.

En conséquence de la radicalisation idéologique et nationaliste du régime à partir du début des années 1970, la situation de la communauté hongroise se dégrade sensiblement. Le nombre de membres d'origine hongroise remplissant de hautes fonctions diminue drastiquement au fil des années, puisque le *PCR* perçoit de plus en plus cette minorité comme un danger pour la sécurité de l'État roumain et un obstacle à la création de l'État-nation¹³⁴. Pour autant, la propagande vante les mérites de l'ouverture et de la tolérance naturelle des Roumains envers les compatriotes de langue hongroise ou allemande, bien que dans les faits, les minorités subissent des discriminations dans les différentes sphères de leur vie quotidienne. L'usage de la langue hongroise dans le domaine public est réduit au strict minimum, tandis que l'éducation

¹³⁰ Pour plus d'informations consulter : Bottini Stefano. « De la répression politique à la purge ethnique ? L'impact de la révolution de 1956 sur le modèle communiste roumain », Cătănuș Dan, Buga Vasile (dir.). *Lagărul comunist sub impactul destalinizării 1956*, Institutul Național pentru Studiul Totalitarismului, Bucarest, 2006. p. 362-399.

¹³¹ Novák Csaba Zoltán. « A megyésítés előkészítése és a nemzetiségi kérdés », *Op. cit.* p. 405-420.

¹³² Novák Csaba Zoltán. *Aranykorszak ? A Ceaușescu-rendszer magyarságpolitikája I. 1965-1974*, Pro-Print, Miercurea-Ciuc, 2011. p. 45-47.

¹³³ *Ibid.* p. 55-57.

¹³⁴ Novák Csaba Zoltán. *Holvágányon. A Ceaușescu-rendszer magyarságpolitikája II. 1974-1989*, Pro-Print, Miercurea-Ciuc, 2017. p. 74-78.

pour les minorités linguistiques continue de représenter le point le plus sensible des relations entre le *PCR* et les élites des minorités. Dès 1974, il est par exemple interdit de loger des citoyens d'un autre pays, si ces derniers ne font pas partie de la famille proche. Cette mesure s'inscrit dans le processus de limitation des relations entre la communauté hongroise de Roumanie et la Hongrie, qui de son côté connaît une libéralisation progressive.

La tendance à l'ouverture sur les questions inhérentes à la minorité hongroise par le Ceaușescu des premières années provoque de nombreux espoirs chez les dirigeants du *MSZMP*. Cette sympathie à l'égard du Premier secrétaire roumain est renforcée par la rupture – de façade – avec la position adoptée par le *PCR* après 1956¹³⁵. À partir des années 1970, l'adoucissement du contrôle du *MSZMP* sur la société a comme conséquence la résurgence du sort des minorités hongroises dans l'espace public, et en premier lieu celui des Hongrois de Roumanie. La réapparition du thème dans l'espace public se heurte alors au nationalisme forcené de la Roumanie de Ceaușescu, qui prend rapidement le pas sur l'ouverture des premières années. Ces deux phénomènes discordants cristallisent les relations entre les deux États, déjà fragilisées depuis les années 1970 par les désaccords relatifs au nationalisme, aux réformes économiques et sociales, ainsi que l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Union soviétique. Outre le national-communisme de Ceaușescu, la politique de réformes menée par le *MSZMP* ne trouve aucun écho auprès du dirigeant roumain qui craint une éventuelle diffusion de la conception kádáriste du socialisme. Les orientations prises par les deux régimes tendent à confirmer l'idée selon laquelle la Hongrie et la Roumanie montrent la plus forte dissemblance politique à l'intérieur du bloc soviétique.

En parallèle, la libération relative de la parole des intellectuels hongrois fait augmenter les demandes d'une intervention du *MSZMP* auprès du *PCR* afin d'améliorer la situation des Hongrois de Roumanie¹³⁶. En raison de la discrimination généralisée des Hongrois, de nombreux intellectuels hongrois de Roumanie se tournent vers Budapest pour une amélioration de leur situation, notamment au travers de l'ambassade hongroise de Bucarest qui étend et approfondit ses relations avec la minorité hongroise. Dans le même temps, peu d'intellectuels ou d'anciens membres haut placés du Parti entrent en conflit direct avec Ceaușescu, à l'exception notable de Károly Király¹³⁷. C'est dans ce contexte que Kádár soulève le problème des Hongrois de Roumanie directement auprès de son homologue roumain, notamment lors de

¹³⁵ Novák Csaba Zoltán. *Holtvágányon*, *Op. cit.* p. 61-63.

¹³⁶ Bárdi Nándor. *Tény és való: a budapesti kormányzatok és a határon túli magyarság kapcsolattörténete*, Kalligram, Bratislava, 2004, p. 93-94.

¹³⁷ Novák Csaba Zoltán. *Holtvágányon*, *Op. cit.* p. 96-100. Pour une autobiographie de Károly Király, voir : Király Károly. *Nyílt kártyákkal. I. Önéletrárs és naplójegyzetek*, Sétatér Alapítvány, Pécs, 2013. 545 p.

la rencontre bilatérale de 1977¹³⁸.

La sensibilisation de l'opinion internationale, tant par les intellectuels de Hongrie que de Transylvanie, participe à la diabolisation du régime roumain de l'autre côté du rideau de fer. En témoigne la publication en français d'un mémorandum sur les discriminations subies par les minorités de Transylvanie¹³⁹. Ce court ouvrage fournit une histoire résumée de la Transylvanie rédigée sous la plume de Kálmán Benda, historien de premier plan de Hongrie et membre de l'Académie hongroise des sciences, par ailleurs auteur de manuels scolaires. Sa contribution atteste du retour au premier plan du sort des minorités hongroises en Hongrie, tout comme du laissez-faire des autorités.

En outre, la centralité de la Transylvanie se remarque par la manifestation du 27 juin 1988 en soutien à la communauté hongroise de Roumanie se déroulant devant l'ambassade de Roumanie et sur la place des Héros (*Hősök tere*) à Budapest. Cette démonstration de force de l'opposition hongroise – tolérée par le régime – est favorisée par l'arrivée de plus en plus importante de réfugiés ayant franchi au péril de leur vie la frontière roumano-hongroise. Cette manifestation rassemble plus de cent mille personnes et représente la plus importante mobilisation populaire depuis la révolution de 1956 jusqu'au changement de régime¹⁴⁰.

Au-delà de l'opposition entre Budapest et Bucarest sur la question transylvaine, l'histoire singulière de cette région se révèle être un terreau fertile au développement d'un particularisme local. Celui-ci se traduit entre autres par le mouvement appelé transylvanisme (*transilvanism – transzilvanizmus*). En premier lieu, il est l'œuvre d'intellectuels et d'artistes se rattachant plutôt à une orientation politique libérale, prenant le parti dès le XIX^e siècle de mettre l'accent sur les éléments communs aux trois grandes communautés nationales habitant ce territoire¹⁴¹. Le transylvanisme se nourrit de la tradition d'autonomie politique, mais aussi des différences existantes entre les Transylvains et les autres groupes de Hongrois et Roumains¹⁴². *A contrario*, l'altérité des Transylvains n'est que peu reprise par les deux mouvements nationaux, tandis que les points communs entre les groupes nationaux sont largement omis¹⁴³. Depuis le XIX^e siècle, Budapest et Bucarest placent tous deux la

¹³⁸ *Ibid.* p. 88-92.

¹³⁹ SOS Transylvanie – comité de Genève. *Violation des droits de l'homme, des minorités en Transylvanie*, Genève, 1989. 28 p.

¹⁴⁰ Székér Nóra. « Átkelés a Rubiconon: az Erdély-tüntetés 1988-ban », *Retörki*, vol. 3, n°2, 2018. p. 4-13.

¹⁴¹ Károly Kós avant et après 1918 incarne une figure de proue du mouvement transylvaniste, à l'instar de Sándor Reményik au cours de l'entre-deux-guerres. Lengyel K. Zsolt. *A kompromisszum keresése: tanulmányok a 20. századi transzsílvánizmus korai történetéhez*, Pro-print, Miercurea-Ciuc, 2007. p. 33-72.

¹⁴² Kürti László. *The Remote Borderland*, *Op. cit.* p. 28.

¹⁴³ Pour une étude traitant du transylvanisme hongrois au cours de l'entre-deux-guerres, voir : Balogh Piroska. « Transylvanianism: Revision or Regionalism? », Romsics Ignác, Király K. Béla (dir.). *Geopolitics in the Danube Region. Hungarian Reconciliation Efforts, 1848-1998*, Central European University Press, Budapest,

Transylvanie au centre de leur construction nationale, dès lors l'unité de la nation est privilégiée au détriment d'une mise en exergue du particularisme transylvain¹⁴⁴.

Hongrois et Roumains sont dans cette mesure deux peuples voisins, se considérant comme des ennemis héréditaires, mais unis de force dans le camp des peuples socialistes frères.

1999. p. 243-262.

¹⁴⁴ Sata Koretta Kinga. « The Idea of the "Nation" in Transylvanian », Trencsényi Balázs, Petrescu Dragoș, Petrescu Cristina (dir.). *Nation-building and Contested Identities: Romanian and Hungarian Case Studies*, Regio – Editura Polirom, Budapest – Iași, 2001. p. 42-60.

II. L'éducation en Hongrie et en Roumanie

Les régimes autoritaires ont pour point commun d'orienter – voire de diriger – la production historique et l'enseignement scolaire¹⁴⁵. Dans la partie introductory, il a déjà été montré que l'instruction publique est une institution incontournable dans la formation de la jeunesse, tout comme dans la transmission d'une identité collective. Pour cela, l'enseignement est capital aux yeux des élites des deux pays. À ce titre, la thématique scolaire continue de concentrer les tensions et tout particulièrement à partir de la seconde moitié de la période d'étude. Ceci s'illustre parfaitement à travers le document émis par l'association SOS Transylvanie en février 1989, dans lequel les entorses aux droits des minorités dans le domaine scolaire sont largement dénoncées¹⁴⁶.

Afin de démontrer la complexité et la globalité du sujet, l'historique des politiques éducatives à l'égard des minorités de Transylvanie est traité depuis la scolarisation de masse qui prend forme au temps de l'Autriche-Hongrie. En considération de ce passé, les caractéristiques et les évolutions des deux systèmes scolaires sont décrites, de même que la situation scolaire des minorités de Roumanie. Par la suite, le processus de rédaction et de publication des livres scolaires dans les deux pays est analysé afin d'apprécier le rôle et l'utilisation des manuels scolaires dans les deux pays. Leur utilisation et les motifs menant à la distribution de nouveaux manuels sont passés au crible. Enfin, les tendances générales se retrouvant dans le profil des auteurs sont également développées et une attention toute particulière est réservée au rapport entre l'État et ces derniers.

1) L'héritage des politiques éducatives en Transylvanie avant 1945

Depuis le XIX^e siècle, les élites européennes des différents groupes linguistiques accordent une place prépondérante à l'éducation de la jeunesse dans la langue de la communauté. Dans une Transylvanie multiculturelle, cette question scolaire envenime les relations entre Roumains, Hongrois et Allemands. Elle se révèle être une des meilleures expressions du conflit latent opposant les minorités transylvaines et l'État, puisque perçu comme une force centralisatrice et assimilatrice. C'est dans cette mesure qu'il est utile de résumer ces antécédents, afin de comprendre toute la profondeur de cette question et de pouvoir mettre en perspective les choix éducatifs opérés après 1945, ainsi que l'héritage des relations roumano-hongroises¹⁴⁷.

¹⁴⁵ Gyáni Gábor. *Nemzeti vagy transznacionális történelem*, Kalligram, Bratislava, 2018. p. 90-98.

¹⁴⁶ SOS Transylvanie – comité de Genève. *Violation des droits de l'homme*, Op. cit. p. 5-12.

¹⁴⁷ Cette partie se base principalement sur deux mémoires de Master rédigés par l'auteur de la présente thèse à

Si la période dualiste incarne un âge d’or culturel et économique aux yeux des Hongrois, la politique menée par Budapest entre 1867 et 1918 à l’égard des minorités nationales du pays concentre le courroux de leurs représentants. Pour autant, la Hongrie dualiste peut s’enorgueillir d’un véritable succès dans le développement de l’accès à l’éducation. L’analphabétisme recule considérablement grâce à une généralisation de la scolarisation, ainsi en 1913, 85 % de la génération 6-12 ans fréquente régulièrement un établissement scolaire¹⁴⁸. Malgré ces résultats, l’attitude à adopter à l’égard des nationalités (*nemzetiségek*) constitue un des principaux enjeux pour les différents gouvernements en place, puisque celles-ci représentent environ 50 % de la population du pays¹⁴⁹. D’autre part, sur les plans linguistique et confessionnel, la Transylvanie historique forme l’une des régions les plus diversifiées du royaume.

Tout d’abord, la Transylvanie présente tout au long de la période un retard vis-à-vis du reste de la Hongrie dans le processus de généralisation de la scolarisation, alors que de profondes différences apparaissent dans l’accès à l’éducation selon les groupes nationaux et confessionnels¹⁵⁰. À l’intérieur même de communautés linguistiques comme celles des Hongrois ou des Roumains, une certaine hiérarchie est perceptible dans les résultats scolaires et l’accès à l’éducation. Ainsi, les Juifs – très majoritairement magyarophones en Transylvanie – bénéficient du meilleur accès à l’éducation, tandis que chez les Roumains, les uniates possèdent un avantage notable sur les orthodoxes en raison d’un réseau d’écoles bien plus important depuis le XVIII^e siècle du fait de leur proximité avec l’Église catholique. Les germanophones du Banat et de Transylvanie accusent une surreprésentation dans le nombre d’établissements scolaires possédés et plus généralement dans la scolarisation primaire, mais surtout secondaire, grâce là encore à leur réseau d’établissements bien plus développé, ainsi qu’à leur rôle d’élite sociale. Ceci explique le contraste de cette région qui dispose d’une moyenne d’établissements secondaires supérieure à la moyenne nationale, en dépit du plus fort taux d’analphabétisme que connaît la région.

A contrario, les Roumains connaissent une nette sous-représentation dans le domaine

l’Université de Montpellier III en 2016 et 2017 sous la codirection de Christian Amavi et Carol Iancu. Pour le premier, la thématique de recherche portait sur l’image de la Transylvanie au temps de la monarchie austro-hongroise, tandis que le second fut consacré à une comparaison de la perception de la Transylvanie dans les manuels scolaires hongrois et roumains de l’entre-deux-guerres.

¹⁴⁸ Romsics Ignác. *Magyarország története a XX. században*, Op. cit. p. 21.

¹⁴⁹ Un peu moins dans la première moitié de la double monarchie, un peu plus dans la seconde. Se référer au recensement de 1910, notamment disponible en langue française : Office central de la statistique du royaume de Hongrie. « Recensement général de la population des Pays de la Sainte Couronne hongroise en 1910 », *Publications statistiques hongroises*, vol. 42, Athaeneum, Budapest, 1913. p. 17-18.

¹⁵⁰ Karády Viktor, Nagy Péter Tibor. *Educational Inequalities and Denominations, 1910: Database for Transylvania*, vol. 3, John Wesley, Budapest, 2012. p. 12.

scolaire¹⁵¹. En effet, 30 % des Roumains suivent ou ont suivi une scolarité en 1868, puis 60 % après 1879, malgré cette progression notable, ils demeurent le groupe linguistique accusant la plus faible scolarisation¹⁵². Cet aspect est à mettre en parallèle avec les profondes différences économiques existantes entre les trois grandes communautés linguistiques de Transylvanie élargie depuis le Moyen Âge¹⁵³.

La Hongrie dualiste dispose d'un système scolaire particulièrement hétérogène et dont la colonne vertébrale est formée par l'école primaire, puisque seulement une minorité de la population accède à l'enseignement secondaire. Dans l'esprit de la loi de 1868 promulguée par le ministre des Cultes et de l'Instruction publique (*Vallás és közoktatásügyi miniszter*) József Eötvös (1813-1871), l'État hongrois base le système scolaire sur l'organisation calviniste et s'appuie largement sur le réseau existant d'écoles confessionnelles¹⁵⁴. Ces dernières disposent d'un poids certains, puisqu'en 1869, elles forment 95,4 % des écoles primaires de la Transleithanie. Par la suite, il y a un accroissement des écoles publiques gérées par l'État, mais ces dernières ne représentent toujours que 20 % du total du parc scolaire en 1913, contre 67 % d'établissements confessionnels¹⁵⁵. Ceux-ci offrent la possibilité d'une scolarisation dans une des langues des minorités, et comme le rappelle Joachim von Puttkamer, leur ancrage se révèle encore plus profond en Transylvanie, région comptant par ailleurs la plus grande diversité confessionnelle du royaume. Pourtant, selon la loi de 1868, une école publique communale doit être ouverte lorsque les familles d'au moins trente élèves en font la demande et l'enseignement doit être dispensé dans la langue de leur choix¹⁵⁶. Outre sa politique scolaire, l'orientation libérale du ministre hongrois se remarque au travers de la loi des minorités de 1868, laquelle garantit l'usage des langues des nationalités à l'échelle locale¹⁵⁷.

Dans le champ éducatif, le rapport de Budapest avec ses minorités oscille entre la concession de larges droits, comme l'illustre la loi des minorités de 1868 et une tendance

¹⁵¹ Karády Viktor. « Les inégalités ethniques et confessionnelles dans les performances scolaires des bacheliers en Hongrie 1851-1918 », *Histoires et mesures*, vol. 29, 2014. p. 176-189.

¹⁵² Il convient de nuancer ce retard avec la situation dans le royaume de Roumanie, où environ 80 % de la population est illétrée au tournant du siècle. Durandin Catherine. *Histoire des Roumains*, Fayard, Paris, 1995. p. 192-204.

¹⁵³ Afin de comprendre l'ampleur des différences dans l'accès à l'éducation selon l'appartenance confessionnelle, les travaux de Péter Tibor Nagy et Viktor Karády se révèlent être d'une aide précieuse : Karády Viktor, Nagy Péter Tibor. *Educational Inequalities and Denominations*, *Op. cit.* p. 9-81.

¹⁵⁴ Puttkamer Joachim von. « Framework of Modernization: Government Legislation and Regulation on Schooling in Transylvania 1780-1914 », Karády Viktor, Török Borbála Zsuzsanna (dir.). *Cultural Dimensions of Elite Formation in Transylvania (1770-1950)*, Ethnocultural Diversity Resource Center, Cluj-Napoca, 2008. p. 21-22.

¹⁵⁵ Bödy Paul. « József Eötvös and the Modernization of Hungary 1840-1870 », *Transactions of the American Philosophical Society*, vol. 62, n°2, 1972. p. 104. Pour une étude sur la relation entre l'État et l'Église dans le domaine scolaire se référer à : Nagy Péter Tibor. « Állam, egyház, oktatás », *Educatio*, vol. 4, n°1, 1992. p. 35-40.

¹⁵⁶ Puttkamer Joachim von. « Framework of Modernization », *Op. cit.* p. 17-18.

¹⁵⁷ 1868. évi XLIV. törvénycikk a nemzetiségi egyenjogúság tárgyában.

assimilatrice et centralisatrice qui s'intensifie progressivement. Les velléités d'autonomie des minorités se heurtent à la volonté de modernisation hongroise de plus en plus pressante, soit la création d'un État unifié et centralisé sur le modèle français. C'est dans ce contexte que l'éducation cristallise les tensions entre Budapest et les élites des minorités, en raison de la propension à magyariser le système scolaire. En ce sens, il est pertinent de rappeler que lors de l'adoption de la loi de 1868, certains représentants des minorités jugent cette dernière largement insuffisante, alors que dans les décennies suivantes, de nombreuses voix réclament une application de la loi de 1868. Dans l'élan de modernité que connaît la Hongrie, l'acquisition de la langue hongroise apparaît comme de plus en plus indispensable aux yeux de Budapest en vue de favoriser le développement économique, mais aussi afin de renforcer la loyauté de la population envers la couronne hongroise.

Cette série de mesures débute en 1879 avec l'obligation pour les enseignants du pays de maîtriser la langue hongroise, sous peine d'un potentiel renvoi. Le cycle ministériel d'Ágoston Trefort (1818-1888) représente un réel virage dans le rapport avec les nationalités, puisque le ministre des Cultes et de l'Instruction publique en poste de 1872 à 1888 rend par exemple obligatoire l'apprentissage de la langue hongroise à hauteur de six heures par semaine dans toutes les écoles primaires du pays, avant d'étendre cette mesure au secondaire en 1883¹⁵⁸.

La loi concentrant le mécontentement des minorités est sans aucun doute celle de 1907, communément appelée loi Apponyi. Albert Apponyi (1846-1933), ministre des Cultes et de l'Instruction publique entre 1906 et 1910, se fait l'apôtre de la magyarisation et personnifie le changement d'orientation pris par Budapest. Par cette réforme, les enseignants obtiennent tous le statut de fonctionnaire, dont le salaire correspond aux grilles de rémunération de l'État hongrois¹⁵⁹. Si l'institution en charge de l'établissement ne peut subvenir à ses besoins, l'aide de l'État n'est accordée que si le personnel prouve sa connaissance du hongrois, ainsi que sa capacité à l'enseigner. Par conséquent, lorsque dans une école, 20 % des élèves souhaitent étudier en langue hongroise et que la commune ne dispose pas d'une autre école, le hongrois devient automatiquement la langue d'enseignement, sans possibilité de pouvoir en changer ultérieurement. Dans le cas transylvain, si l'Église luthérienne dispose des ressources nécessaires, les Églises orthodoxe et gréco-catholique doivent faire appel aux subventions de l'État et donc tendre un peu plus vers la magyarisation. D'autre part, un an plus tard en 1908, l'éducation élémentaire est rendue gratuite, ce qui handicape profondément l'autonomie

¹⁵⁸ Nagy Péter Tibor. « Nemzetiségi és oktatási dualizmus a Magyarországon », *Educatio*, n°2, 1993. p. 255.

¹⁵⁹ Berecz Ágoston. *The Politics of Early Language Teaching: Hungarian in the Primary Schools of the late Dual Monarchy*, Central European University, Budapest, 2013. p. 125-132.

financière des Églises et les rend toujours plus dépendantes de Budapest¹⁶⁰.

D'autre part, comme le dispose le paragraphe 17 de l'article de loi 27 : 1907, chaque enseignant se doit de développer le sentiment d'appartenance à la nation hongroise, tandis que toute remise en cause de son intégrité peut conduire à des sanctions¹⁶¹. Dans le cas des écoles recevant une aide étatique, le programme scolaire, ainsi que les manuels scolaires utilisés pour la géographie, l'histoire, la langue hongroise, l'arithmétique et l'éducation civique sont imposés par l'État. Pour autant – et malgré les craintes manifestées par les élites des nationalités – ceci ne signifie pas nécessairement l'enseignement de ces matières en hongrois¹⁶².

La situation des écoles secondaires montre un paradoxe de taille, dans la mesure où l'extrême majorité des écoles secondaires du pays sont de langue hongroise, bien que les Hongrois ne forment qu'environ 50 % de la population. En 1910, le pays compte deux cent trente-deux établissements secondaires hongrois, huit de langue allemande détenus par l'Église luthérienne des Saxons, cinq roumains et un serbe¹⁶³. Si cette politique d'assimilation porte ses fruits chez les Allemands et les Slovaques vivant en milieu urbain, à l'exception notable des villes saxonnes de Transylvanie, et les Juifs, elle n'obtient qu'un succès très limité chez les Roumains, les Saxons ou les Serbes, trois communautés ethniques s'appuyant notamment sur une forte autonomie de leur Église respective. Elle renforce le sentiment d'animosité chez les élites des minorités, qui pour une partie aspirent à la création d'États-nations aux dépens de la Hongrie, à l'exception des Allemands désirant pour leur part plus d'autonomie dans un éventuel cadre fédéral. La Première Guerre mondiale et le bouleversement qui en découle rendent alors possible la réalisation du "rêve national" d'une partie de l'élite roumaine. Il se concrétise par le rattachement de la Transylvanie historique, du *Partium* et de la moitié ouest du Banat au royaume de Roumanie.

Selon les conditions des traités de paix – et notamment la signature le 9 décembre 1919 du traité des minorités de Paris – la Roumanie consent à la liberté confessionnelle, à l'égalité des droits, tout en garantissant aux minorités nationales la possibilité d'étudier dans leur langue maternelle¹⁶⁴. Si la classe politique roumaine adopte un discours d'ouverture, et en tout premier lieu en direction de la minorité hongroise, elle montre dans les faits une toute autre attitude

¹⁶⁰ 1908. évi XLVI. Törvénycikk az elemi népiskolai oktatás ingyenességéről.

¹⁶¹ 1907. évi XXVII. törvénycikk a nem állami elemi népiskolák jogviszonyairól és a közszégi és hitfelekezeti néptanítók járandóságairól.

¹⁶² Bellér Béla. « A nemzetiségi iskolapolitika története Magyarországon 1918-ig », *Magyar pedagógia*, vol. 74, n°1, 1974. p. 59-62.

¹⁶³ Karády Viktor. « Les inégalités ethniques et confessionnelles », *Op. cit.* p. 174.

¹⁶⁴ Société des Nations. *Recueil des traités*, vol. 5, n°140, 1921. p. 336-342.

envers les minorités¹⁶⁵. À l'image de la Hongrie dualiste, une grande partie de l'élite roumaine aspire à la création d'un État-nation, alors que les minorités sont de plus en plus perçues comme un danger pour l'intégrité territoriale du pays¹⁶⁶.

Dans le champ éducatif, la principale problématique se concentre autour des profondes inégalités dans l'accès à l'éducation entre les différents groupes linguistiques. Le rééquilibrage se fait au prix de mesures discriminatoires à l'encontre des minorités hongroise et allemandes et affectant dès lors leur adhésion à l'État roumain. Les différences de développement existant entre les anciens territoires de Hongrie et le Vieux royaume de Roumanie sont criantes. Outre les différences économiques, le taux d'alphabétisation diffère ostensiblement entre les différentes régions, puisqu'en Transylvanie élargie en 1930, 67,4 % de la population de plus de six ans sait lire et écrire, contre 65,7 % pour la Bucovine, 56,1 % dans le Vieux royaume ou encore 38,2 % en Bessarabie¹⁶⁷. Si dans la Roumanie d'avant 1918 la durée de scolarisation obligatoire est de quatre années, celle-ci est portée à sept en 1924, alors que le programme scolaire est unifié pour le pays.

En dépit des sévères critiques réservées à l'égard de la Hongrie dualiste, la tentation du nationalisme ne permet pas de réel progrès dans la situation scolaire des minorités de la Roumanie d'entre-deux-guerres. Pour autant, la construction d'un État national prend racine dès le XIX^e siècle, dans un royaume de Roumanie comprenant d'importantes minorités ethniques, dont l'accès à une éducation dans leur langue maternelle représente déjà une question sensible pour les autorités roumaines¹⁶⁸. Après 1918, les établissements appartenant à l'État hongrois deviennent propriétés de l'État roumain, où le roumain est la langue d'enseignement dans l'extrême majorité des cas. Comme le révèle Nándor Bárdi, avec le transfert de souveraineté, environ trois quarts des établissements scolaires de langue hongroise disparaissent ou sont transformés en établissements de langue roumaine, alors qu'au cours des années 1920, le nombre d'établissements confessionnels diminue d'environ un tiers en Transylvanie. La ressemblance avec la situation de la Hongrie dualiste est frappante, dans la

¹⁶⁵ Pour une étude résumant le transfert d'autorité en Transylvanie en 1918-1919 voir : Balogh L. Béni. *Románia és az erdélyi kérdés 1918-1920-ban – dokumentumok*, Bölcseztudományi Kutatóközpont Történettudományi Intézet, Budapest, 2020. 260 p. ; Sur l'attitude des dirigeants hongrois face aux minorités du pays dans les derniers mois de la double-monarchie voir : Romsics Ignác. « La Hongrie et la question nationale en 1918-1919 », *Les cahiers Irice*, n°13, 2015. p. 91-104.

¹⁶⁶ Egry Gábor. « Phantom Menaces? Ethnic Categorization, Loyalty and State Security in Interwar Romania », *The Hungarian Historical Review*, vol. 3, n°3, 2014. p. 650-682.

¹⁶⁷ Gidó Attila. *School Market and the Educational Institutions in Transylvania, Partium and Banat between 1919 and 1948*, Institutul Pentru Studierea Problemelor Minorităților Naționale, Cluj-Napoca, 2011. p. 8-9.

¹⁶⁸ Makkai Béla. *Magyarok temetője, Ó-România. A regáti magyarság a dualizmus kori nemzetpolitikában*, Magyarságkutató Intézet, Budapest, 2021. p. 29-35. ; Murgescu Mirela Luminita. « L'enseignement de l'histoire dans les écoles roumaines, 1831-1944 », *Histoire de l'éducation*, n°86, 2000. p. 120-135.

mesure où l’Église (catholique, calviniste, luthérienne et unitarienne) permet la scolarisation en hongrois ou en allemand.

Sur ce point, les travaux d’Attila Gidó démontrent la surreprésentation des élèves roumains dans les écoles publiques : formant 73,8 % de la population scolaire, ils constituent 59,4 % des élèves transylvains en 1925. La répercussion logique est une sous-représentation des élèves hongrois avec 17,4 %, bien que composant 25 % du nombre total d’élèves et surtout allemands, puisque 4,2 % des enfants allemands en âge d’être scolarisés le sont dans une école publique, alors qu’ils représentent 9,4 % du nombre total des écoliers transylvains¹⁶⁹. Dans la Hongrie d’entre-deux-guerres – à la différence de la Hongrie dualiste – la position de l’Église se renforce dans le domaine scolaire, où les différentes confessions possèdent 81 % des établissements en 1937-1938¹⁷⁰. *A contrario*, il est possible d’assister à une étatisation progressive du système scolaire en Roumanie, puisqu’en 1936-1937, 79,5 % des écoles sont gérées par l’État contre 32,7 % en 1920-1921¹⁷¹.

D’un point de vue législatif, la principale réforme de l’école primaire en 1924 définit la politique éducative de la Grande Roumanie pour toute la période, tandis que le traitement des minorités du pays rappelle à plus d’un titre les mesures prises par Budapest avant 1918. La loi sur l’enseignement privé (*lege asupra învățământului particular*) est adoptée en 1925 en complément de la loi de 1924. C’est ainsi que l’apprentissage de la langue roumaine pour les élèves scolarisés dans les établissements des minorités nationales est obligatoire tout au long de la période¹⁷². À l’image des mesures prises en Hongrie, les enseignants doivent s’acquitter d’un examen de langue roumaine et attester de leur niveau de connaissance en histoire, en géographie et sur la constitution roumaine afin d’être autorisés à enseigner. De ce fait, la géographie, l’histoire et l’enseignement de la constitution roumaine doivent être enseignées en roumain, puisque considérées comme des « matières nationales ».

La nouveauté apportée par la loi de 1924 se situe dans la discrimination relative à l’accès aux écoles des minorités. Ainsi, « Les citoyens d’origine roumaine qui ont perdu leur langue maternelle sont obligés d’instruire leurs enfants uniquement dans les écoles publiques ou privées ayant comme langue d’enseignement le roumain »¹⁷³. En conséquence, les élèves

¹⁶⁹ Gidó Attila. *School Market and the Educational Institutions*, Op. cit. p. 30.

¹⁷⁰ Romsics Ignác. *Magyarország története a XX. században*, Op. cit. p. 121.

¹⁷¹ Gidó Attila. *School Market and the Educational Institutions*, Op. cit. p. 33.

¹⁷² *Lege pentru învățământul primar al statului și învățământul normal-primar din 26 Iulie 1924*, repris dans : Bunescu Gheorghe (dir.). *Antologia legilor învățământului din România*, Institutul de științe ale Educației, Bucarest, 2004. p. 187.

¹⁷³ « Cetătenii de origine română, care și-au pierdut limba maternă sunt datori să-și instruiască copiii numai la școalele publice sau particulare cu limba română de predare », *Ibid.* p. 187.

possédants d'éventuelles origines roumaines, mais disposant d'une autre langue maternelle, devront être obligatoirement scolarisés dans une école de langue roumaine. Cette pratique mène à de nombreux abus en vue de favoriser la scolarisation dans des écoles de langue roumaine, en se basant sur les noms de famille ou l'arbre généalogique des familles. La scolarisation ne revient alors pas aux familles, en dépit d'une éventuelle indifférence nationale ou du choix de scolariser un enfant dans un établissement des minorités par pragmatisme. Par ailleurs, l'État roumain refuse les élèves disposant d'une autre origine que celle du groupe bénéficiant d'une instruction dans sa langue. Cette mesure touche particulièrement les Juifs de Transylvanie, considérés comme une minorité ethnique distincte, bien qu'étant très majoritairement magyarophones et de culture hongroise, mais dont la jeunesse doit être scolarisée dans des écoles de langue roumaine ou yiddish¹⁷⁴.

En parallèle, le gouvernement roumain met en place des zones culturelles dans lesquelles l'objectif officiel est l'instruction des populations. Cependant, la mesure concerne les régions frontalières du pays où vivent d'importantes minorités, ainsi que le Pays sicule qui présentent pourtant des taux d'alphabétisation et de scolarisation bien supérieurs à la moyenne nationale. Les enseignants originaires d'autres *județe* y sont nommés, tout en percevant une augmentation salariale de 50 %, à laquelle s'ajoutent dix hectares de terres. Cette initiative donne dès lors la possibilité de sécuriser les territoires les plus exposés à l'irrédentisme, tout en accélérant la roumanisation des minorités. De plus, l'envoi d'instituteurs issus du Vieux royaume vers la Transylvanie dans les écoles des minorités offre la possibilité de renforcer démographiquement l'élément roumain¹⁷⁵.

Les tendances observées dans l'enseignement primaire se vérifient également dans le secondaire. En effet, pour l'année scolaire 1928-1929, la composition ethnique de la population des écoles secondaires inférieures de garçons d'État (gymnase) est favorable aux Roumains, puisque ces derniers forment 61,6 % du total des élèves, contre respectivement 19 % pour les Hongrois, 11,4 % pour les Allemands et 5,4 % pour les Juifs. Les statistiques relatives aux établissements confessionnels du secondaire confirment le rôle de garde-fou joué par ces derniers dans l'instruction en hongrois et en allemand. C'est ainsi que pour l'année 1928-1929,

¹⁷⁴ Sur la question scolaire des Juifs de Transylvanie au cours de l'entre-deux-guerres voir : Gidó Attila. « L'enseignement préscolaire et pré-universitaire juif de Cluj à l'époque de l'entre-deux-guerres », *Revue de Transylvanie*, vol. 18, n°2, 2009. p. 106-123. ; Ce phénomène se retrouve également chez les Souabes magyarisés du *județ* de Satu Mare (Szatmár – Sathmar) qui ne peuvent fréquenter les écoles hongroises, bien qu'étant de langue maternelle hongroise. À ce sujet voir : Baumgartner Bernadette. « Német származás, magyar iskola, román iskolapolitika : a szatmári sváb eredetű falvak katolikus iskolái 1918-1940 között », *Prominoritate*, n°1, 2012. p. 173-193.

¹⁷⁵ Balogh Júlia. *Az erdélyi hatalomváltás és a magyar közoktatás 1918-1928*, Püski, Budapest, 1996. p. 80-81.

39,7 % des élèves fréquentant un gymnase de garçons confessionnel sont Hongrois, 37,4 % Allemands et 22,6 % Juifs. Dans le même temps, un total de 3 977 élèves fréquentent un gymnase public en 1928-1929, contre seulement 820 enfants dans le cas des gymnases confessionnels¹⁷⁶.

En outre, les mesures à visée assimilatrice sont également appliquées dans l'enseignement supérieur, puisque le cursus universitaire se déroule en langue roumaine, alors que l'inscription ne peut se faire qu'en cas de possession d'un baccalauréat, uniquement de langue roumaine, par ailleurs adopté en 1925 sur le modèle français. En contrepartie, au cours de l'entre-deux-guerres, l'État roumain reconnaît les diplômes émis par une université de Hongrie qu'après le passage d'un diplôme de langue roumaine et l'acquittement d'une somme de 5 000 lei¹⁷⁷.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'accès à l'éducation pour les minorités se dégrade considérablement, tant en Transylvanie du Nord que du Sud. À la suite du Second arbitrage de Vienne, l'État hongrois qui récupère la partie septentrionale de la région, retrouve en établissements de langue hongroise les écoles secondaires roumaines ayant été elles-mêmes roumanisées au cours de l'entre-deux-guerres. La population roumaine – constituant 40 % de la population selon le recensement de 1941 – ne dispose qu'en tout et pour tout de onze écoles secondaires en Transylvanie du Nord¹⁷⁸. Il est à noter que l'enseignement de la langue roumaine est maintenu à hauteur de deux heures par semaine dans les lycées hongrois, tandis que six heures d'apprentissage du hongrois deviennent obligatoires dans les écoles roumaines¹⁷⁹. Ce choix peut s'expliquer par la volonté de favoriser la loyauté de l'élite roumaine envers la couronne hongroise, en opposition à la politique éducative hongroise de la seconde moitié du dualisme, mettant ainsi en avant la cohabitation entre les différents peuples de Transylvanie sous la couronne de Saint Étienne.

En Transylvanie du Sud, les quelque 360 000 Hongrois subissent de plein fouet la conséquence du traumatisme que représente la perte de la Transylvanie du Nord, ainsi que l'apréte du régime dirigé par le maréchal Ion Antonescu (1882-1946)¹⁸⁰. L'attrait des membres de la Garde de fer (*Garda de fier*) et du dictateur roumain pour l'eugénisme ne favorise pas le respect des droits des minorités de Roumanie¹⁸¹. D'autre part, de chaque côté de la frontière

¹⁷⁶ Gidó Attila. *School Market and the Educational Institutions*, Op. cit. p. 39-49.

¹⁷⁷ Bárdi Nándor. *Otthon és hazá*, Op. cit. p. 283-284.

¹⁷⁸ Szlueska János. "Piinkösd királyság": az észak-erdélyi oktatásügy története, 1940-1944, Gondolat, Budapest, 2009. p. 226-227.

¹⁷⁹ Ibid. p. 316-318.

¹⁸⁰ Varga E. Árpád. « Erdély magyar népessége 1870-1995 között », *Magyar Kisebbség*, n°3-4, 1998. p. 350-351.

¹⁸¹ Egry Gábor. « Az Antonescu-korszak nemzetiségpolitikája Romániában », *Limes*, vol. 24, n°2, 2011. p. 11-28.

environ 200 000 réfugiés fuient, tandis que les populations civiles sont victimes d'exactions, tant en Transylvanie du Nord que du Sud¹⁸².

2) Systèmes scolaires de la Hongrie et de la Roumanie entre 1945 et 1990

La fin du second conflit mondial fait souffler un vent nouveau sur les deux États et leur perception de l'éducation. Une volonté similaire de rupture avec l'ancien modèle se manifeste, tout en exprimant un fort désir de modernisation de l'instruction¹⁸³. De façon plus générale, après 1945, de profondes réformes scolaires sont adoptées dans les pays se trouvant dans l'aire d'influence soviétique¹⁸⁴. Les partis communistes et gouvernements de coalition font de la disparition de l'analphabétisme et de la généralisation de la scolarisation leurs priorités, ce qui se traduit par une augmentation considérable des budgets alloués au ministère de l'Éducation et des résultats en apparence reluisants.

En Hongrie, Béla Pukánszky et András Németh démontrent que cette aspiration à un profond remodelage du système scolaire fait consensus entre les différentes forces politiques du pays¹⁸⁵. Ce changement doit passer par une généralisation de l'éducation primaire, ainsi que par la garantie d'un accès privilégié à l'éducation pour les classes populaires. Or, cette augmentation soudaine des effectifs n'est pas sans affecter la qualité de l'enseignement dispensé, phénomène accentué par les nombreuses purges lancées au sein du corps enseignant¹⁸⁶. Il est à ce titre intéressant de noter que pour l'année scolaire 1945-1946, les écoles primaires du pays comptent en moyenne un instituteur pour quarante-quatre élèves, tandis qu'à partir de 1955-56, ce ratio diminue à hauteur d'un enseignant pour vingt-six élèves¹⁸⁷. Dans les années 1980, plus de 95 % d'une génération termine les huit classes de l'école primaire, notamment grâce à la réforme de 1961 qui rend obligatoire la fréquentation d'un établissement scolaire jusqu'à l'âge de seize ans.

¹⁸² Pour un résumé des relations entre les deux pays, ainsi qu'une analyse de la situation de la Transylvanie pendant la guerre voir : Trașcă Ottmar. « Relațiile româno-ungare și problema Transilvaniei, 1940-1944 (I-II) », *Anuarul Institutului de Istorie "A. D. Xenopol"*, n°41-42, 2004-2005. p. 311-349 ; 377-408.

¹⁸³ Pour ce faire, il suffit de mentionner l'étude de B. Lévy-Bruhl, dans laquelle l'auteur brosse un portrait élogieux de la réforme scolaire en Hongrie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il est bien entendu nécessaire de conserver à l'esprit qu'il s'agit probablement, au vu de son discours, d'un sympathisant communiste, ce qui oriente tangiblement son propos. Voir : Lévy-Bruhl B. « Réforme de l'enseignement en Hongrie », *Enfance*, tome 2, n°1, 1949. p. 82-88.

¹⁸⁴ Sáska Géza. « Az általános iskola és az emlékezetpolitika. A szovjet forgatókönyv és a nemzetnevelők », *Educatio*, vol. 24, n°4, 2015. p. 18-19.

¹⁸⁵ Pukánszky Béla, Németh András (dir.). *Neveléstörténet*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1996. p. 647-656.

¹⁸⁶ L'ouvrage de József Kardos permet de disposer de plus amples informations sur les purges touchant le corps enseignant, ainsi que sur les formations dispensées en 1945 aux enseignants des sciences sociales par le Conseil national de l'éducation publique (*Országos Köznevelési Tanács*) : Kardos József. *Iskola a politika sodrásában: 1945-1993*, Gondolat, Budapest, 2007. p. 21-22.

¹⁸⁷ Romsics Ignác. *Magyarország története*, Op. cit. p. 217.

Outre l'instruction élémentaire, le nombre d'établissements secondaires généraux augmente de 372 en 1947-1948 à 435 en 1958-1959, comprenant 72 059 élèves en 1947-1948, 177 738 en 1958-1959, puis plus de 350 000 en 1980¹⁸⁸. D'autre part, si dans les années 1950 le ratio professeur / élèves dans le secondaire est de 1 pour 35-40, il diminue dans les années 1980 à un enseignant pour 28-32 lycéens¹⁸⁹. Dans les années 1960, environ 70 % des enfants scolarisés dans le primaire poursuivent leurs études, alors que ce taux augmente à plus de 90 % après 1975. Dans les années 1960, 29 % des écoliers optent pour les lycées généraux (*gimnázium*), 32 % se dirigent vers le technique (*szakiskola*), tandis que la filière technologique (*technikum*, puis *szakközépiskola* à partir de 1969) n'attire que 14 % des élèves. Cette répartition change sensiblement à partir de la fin des années 1970, puisque seulement 20 % des élèves suivent une formation dans un lycée général, alors que 43 % se dirigent vers le technique et 25 % vers le technologique, dans le sillage de la volonté de "politechnisation" des travailleurs du pays¹⁹⁰.

En Roumanie, un processus similaire se met en place, le nombre d'établissements croît par exemple de 15 879 en 1938-1939 à 29 766 en 1980-1981, alors que le nombre total d'élèves augmente de 1 664 014 à 4 456 341 sur le même laps de temps¹⁹¹. D'autre part, la suppression de l'analphabétisme est élevée au rang de priorité nationale par les autorités, puisque celui-ci touche encore environ un quart de la population au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec d'importantes différences régionales. La scolarisation de 92,1 % de la jeunesse en 1948-1949 atteste de ces progrès qui créent pour la première fois en Roumanie une situation de quasi pleine scolarisation¹⁹². Toutefois, avec la grande réforme de 1948, la Roumanie se distingue en abaissant le nombre d'années scolaires obligatoires de sept à quatre ans. Au contraire de la fréquentation d'une école primaire, l'instruction secondaire ne devient donc pas obligatoire et c'est seulement à partir de 1968 que la scolarisation obligatoire est allongée à dix classes¹⁹³. Pour autant, l'accès à l'éducation secondaire – et notamment pour les filières professionnelles – se développe à l'image des autres démocraties populaires, avant de subir une nouvelle baisse dans les années 1980, en raison de la profonde crise économique que traverse le pays. À titre d'illustration, en 1951 6,84 % du budget de l'État est alloué à l'enseignement, avant de baisser

¹⁸⁸ *Ibid.* p. 243-245.

¹⁸⁹ *Ibid.* p. 315-316.

¹⁹⁰ *Ibid.* p. 317.

¹⁹¹ Rădulescu Dan Constantin. « Învățământul românesc 1948-1989 – între derivă și recuperare instituțional funcțională », *Calitatea vieții*, vol. 17, n°3-4, 2006. p. 315.

¹⁹² Tănase Loredana. « Anul 1948 și învățământul românesc », *Memorial 1989. Buletin științific și de informare*, n°14, 2014. p. 109.

¹⁹³ Apostu Otilia, Fartușnic Ciprian. « L'enseignement obligatoire en Roumanie : une panoplie de réformes », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, n°73, 2016. p. 107-109.

graduellement tout au long de la dernière décennie du régime et de ne représenter plus que 4,78 % des dépenses en 1989¹⁹⁴.

La Hongrie et la Roumanie connaissent toutes deux une véritable convergence de leur système scolaire respectif, où le modèle soviétique s'impose. L'apprentissage de la langue russe devient obligatoire au détriment des langues traditionnelles de culture comme l'allemand et le latin en Hongrie ou le français en Roumanie¹⁹⁵.

En Hongrie, ce phénomène se matérialise par la disparition de l'école civile (*polgári iskola*), sorte d'école primaire supérieure créée en 1868, qui laisse place dès 1945 à une école primaire unifiée obligatoire et gratuite de huit classes et à un lycée unique de quatre classes¹⁹⁶. Après différentes expériences, deux branches de spécialisation se maintiennent au fil du temps dans les lycées généraux à partir de 1949, avec les filières humanités (*humán*) et sciences (*reál*).

En Roumanie, dès mars 1945, une école primaire et un lycée unifié de quatre classes chacun voient le jour. La mainmise communiste conduit à une réforme scolaire en 1948, suivie par une étatisation des établissements scolaires en août de la même année¹⁹⁷. Toujours en 1948, l'école primaire est divisée en sept classes, contre quatre non obligatoires pour l'enseignement secondaire dans un lycée unifié, puis se basant sur le modèle soviétique, cette durée est abaissée à trois ans en 1951¹⁹⁸. Par la suite, en 1960, la durée de l'enseignement primaire est allongée d'un an, soit huit classes. Avec la réforme de 1968, l'enseignement primaire reste composé de huit classes, divisé entre une section inférieure et supérieure, puis un lycée comprenant quatre classes, dont les deux dernières années ne sont pas obligatoires et un retour des sections humanités (*umană*) et sciences (*reală*).

Dans l'immédiat d'après-guerre, le combat principal mené par les autorités des deux pays se concentre autour de l'éviction des Églises de la vie sociale, ce qui s'exprime tout particulièrement dans le cadre scolaire, avec l'objectif de détourner les enfants de toute

¹⁹⁴ Anghelache Constantin, Petrescu Iordan, Anghel Mădălina Gabriela, Gogu Emilia. *Evoluția centenară a învățământului în România*, Editura Economică, Bucarest, 2018. p. 163-164.

¹⁹⁵ À ce sujet, l'étude de la correspondance entre l'Inspection d'académie (*tankerületi igazgatóság*) de Szeged et ses écoles de secteur révèle que dans les premières années, il est bien difficile de trouver des enseignants de russe. Plusieurs exemples montrent que des Hongrois de Voïvodine, disposant probablement d'une connaissance plus ou moins bonne du serbe, sont employés en tant que professeurs de russe dans les écoles primaires. Voir par exemple : *Az algyői állami általános iskola iratai: általános iratok 1950*, VIII., 1.52 fm. f. 479. Magyar Nemzeti Levéltár Csongrád Megyei Levéltár (MNL CsML).

¹⁹⁶ Sáska Géza. « Az egységes és általános iskola megteremtése. A szovjet hatalmi politika és a magyar nemzetnevelők », *Iskolakultúra*, vol. 26, n°6, 2016. p. 44-66.

¹⁹⁷ Stan Catinca Adriana. « La réforme scolaire au service du pouvoir politique : le cas des manuels scolaires roumains », *Initio*, n°3, 2013. p. 89-90.

¹⁹⁸ Rădulescu Dan Constantin. « Învățământul românesc 1948-1989 », *Op. cit.* p. 309. ; « Ministerul învățământului public decret n°175 pentru reforma învățământului : decretul n°1383 din 2 August 1948, Monitorul oficial n°177 din 3 August 1948 », repris dans : Bunescu Gheorghe (dir.). *Antologia legilor*, *Op. cit.* p. 342-343.

éducation religieuse. En Hongrie, la correspondance entre le ministère de Cultes et de l'instruction publique, les écoles primaires et les instances religieuses illustre parfaitement ce phénomène. En effet, en s'appuyant sur les directives envoyées par le ministère ou encore par le recteur d'académie, la lutte contre l'enseignement religieux apparaît comme une mission confiée à l'ensemble du corps éducatif à partir de 1947¹⁹⁹. Outre l'incompatibilité avec le matérialisme dialectique prôné par le marxisme, l'Église catholique hongroise incarne une force centrifuge capable de fédérer et créer un discours discordant, notamment emmenée par son primat, le cardinal József Mindszenty, farouchement anticomuniste²⁰⁰. L'opposition entre l'État et les autres confessions importantes du pays se révèle être moins exacerbée, avec une certaine forme de complaisance mutuelle.

En raison de l'intolérance viscérale à toute forme de contre-pouvoir pouvant entraver la toute-puissance du Parti, le gouvernement hongrois se livre à la liquidation progressive de la place de l'Église dans le domaine scolaire²⁰¹. L'Église catholique hongroise tente de s'organiser, en créant l'Association des parents d'élèves catholiques (*Katolikus Szülők Vallásos Szövetsége*) en mai 1945²⁰², mais malgré les succès provisoires de l'association, les écoles confessionnelles sont nationalisées au début de l'année 1948. Ce combat face à l'Église est tout d'abord menée par Gyula Ortutay (1910-1978), ministre des Cultes et de l'instruction publique entre 1947 et 1950 et membre du Parti civique des petits propriétaires et des travailleurs agraires indépendants (*Független Kisgazda, Földmunkás és Polgári Párt*), bien qu'il soit traditionnellement considéré comme un crypto-communiste²⁰³. S'il est vrai que dans ce cas la connexion directe avec la Transylvanie est difficile à envisager, cette prise de contrôle permet toutefois de comprendre – une fois de plus – la volonté de rupture avec le monde ancien, dans lequel l'Église occupait une place prépondérante. Les différentes Églises de Hongrie possèdent en 1945 plus de deux tiers des écoles primaires et secondaires, soit environ 6 500 établissements. La situation évolue rapidement à partir de 1947, puisqu'elle représente un concurrent dans la formation de la jeunesse qu'il convient d'éliminer afin de disposer d'un

¹⁹⁹ L'étude des archives de Szeged portant sur les directives données aux écoles primaires par l'Inspection d'académie le démontre parfaitement, à l'image des archives de l'école primaire de Deszk, voir : *A Deszki Állami Általános Iskola iratai 1947-1966*, XXVI. intézetek, intézmények, 113/0.52 fm. MNL CsML.

²⁰⁰ Boisdrón Matthieu. « Le cardinal Mindszenty », *Le Courrier d'Europe centrale*, 2019. 38 p.

²⁰¹ À ce sujet voir : Dancs Istvánné (dir.). *Dokumentumok a magyar közoktatás reformjáról 1945-1948*, *Források a magyar népi demokrácia történetéhez* 3., Kossuth, Budapest, 1979. p. 563-597.

²⁰² Gianone András. « L'Association de défense de l'enseignement catholique en Hongrie entre 1945 et 1948 », *Hungarian Studies*, vol. 32, n°1, 2018. p. 101-111.

²⁰³ Pour une histoire des relations entre l'Église et le pouvoir hongrois se référer à : Bauquet Nicolas. *Pouvoir, Église et société en Hongrie communiste, 1944-1964 : histoire intérieure d'une domination*, Thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 2013. p. 289-364.

monopole éducatif²⁰⁴. D'autre part, la nationalisation des grands domaines de l'Église rend difficile pour cette dernière l'entretien de ses établissements scolaires.

De l'autre côté de la frontière, la similarité avec la situation en Hongrie est frappante, puisqu'en 1948 tout enseignement religieux y est interdit, à l'exception des établissements de formation du clergé, tandis que les écoles confessionnelles sont étatisées au cours de la même année²⁰⁵. L'Église grecque-catholique roumaine est unifiée de force à l'Église orthodoxe, tandis que cette dernière parvient à sauvegarder certaines de ses prérogatives au prix d'une inflexion et d'une collaboration totales avec le pouvoir politique²⁰⁶. Il est à noter que l'attitude du *PMR* vis-à-vis de l'Église catholique est à replacer dans le contexte global de dénigrement du Saint Siège en tant qu'agent de l'Occident et force réactionnaire par les différents partis communistes²⁰⁷.

Dès le court intermède de transition, l'influence du *PCR* sur le ministère de l'Éducation nationale (*Ministerul Educației Naționale*) s'avère déterminante. Le ministre Ștefan Voitec (1900-1984), social-démocrate en poste entre 1944 et 1947, collabore étroitement avec le *PCR*, avant d'en devenir un cadre majeur de 1948 jusqu'à sa mort en 1984²⁰⁸. La grande réforme de 1948 change radicalement l'instruction et matérialise la soviétisation du pays. L'article n°1 de la loi de 1948 expose l'enseignement dans les termes suivants : « Il est organisé exclusivement par l'État sur la base de l'unité structurelle et repose sur les bases démocratiques, populaires et du réalisme scientifique »²⁰⁹. À l'image de la situation rencontrée en Hongrie, le Parti dispose d'un contrôle total du système éducatif, où il se confond avec l'appareil d'État.

En conséquence de cette prise de pouvoir graduelle, le tournant de 1948-1949 consacre la suprématie de l'idéologie marxiste dans les écoles hongroises et roumaines. L'orientation nationale est remplacée par l'internationalisme marxiste, alors que cette idéologisation à outrance de l'éducation se remarque nettement à la lecture des différents programmes scolaires.

²⁰⁴ Kéri Katalin, Varga Attila. « A pártideológia tükrözódése az 1950-1953 között kiadott alsó tagozatos tankönyvekben », *Acta paedagogica*, vol. 4, n°1-2, 2004. p. 23-24.

²⁰⁵ Boia Lucian. *Strania istorie a comunismului românesc*, *Op. cit.* p. 172-173. ; *Ministerul învățământului public decret n°175 pentru reforma învățământului*, repris dans : Bunescu Gheorghe (dir.). *Antologia legilor*; *Op. cit.* p. 342.

²⁰⁶ Vasile Cristian. *Biserica Ortodoxă Română în primul deceniu comunist (1945-1959)*, Curtea Veche, Bucarest, 2005. p. 212-216 ; 262-267.

²⁰⁷ Pour plus d'informations sur la relation entre l'Église catholique et les pouvoirs communistes pendant les années stalinniennes, voir : Chenaux Philippe. *L'ultima eresia : la Chiesa cattolica e il comunismo in Europa da Lenin a Giovanni Paolo II*, Carocci, Rome, 2011. p. 159-178. ; Vasile Cristian. « A magyar katolikus veszedelem és a görögkatolikus egyház elleni kommunista offenzíva a háború utáni Romániában », *Rubicon*, n°334, 2019. p. 64-67.

²⁰⁸ Dobre Florica (dir.). *Membrii C.C. al P.C.R.*, *Op. cit.* p. 626-627.

²⁰⁹ « El este organizat exclusiv de Stat pe temeiul unității de structură și este așezat pe baze democratice, populare și realist-științifice », *Ministerul învățământului public decret n°175 pentru reforma învățământului*, repris dans : Bunescu Gheorghe (dir.). *Antologia legilor*; *Op. cit.* p. 342.

En Hongrie, la mise en place d'un nouveau programme en 1950 place l'idéologie marxiste-léniniste à la base de l'éducation. En outre, dès 1950, l'utilisation de décrets formulés par le Parti régit l'organisation de la vie éducative, tandis que l'autonomie décisionnelle du ministère de l'Éducation est réduite à son strict minimum²¹⁰.

Les changements d'orientation politique opérés dans les deux pays, ainsi que les nouvelles méthodes pédagogiques, entraînent la mise en place de réformes scolaires et l'adoption de nouveaux programmes²¹¹. À cet égard, l'intermède représenté par l'arrivée au pouvoir d'Imre Nagy entre juillet 1953 et avril 1955 n'apporte que des changements provisoires dans le domaine éducatif. L'évolution notable concerne, sur décret du *MDP*, le raccourcissement du programme, ainsi qu'un certain retour de l'histoire nationale au détriment de l'histoire universelle²¹². Le bouillonnement caractérisant la société hongroise à la suite du retour des dirigeants staliniens témoigne de ce désir de changement. Il se matérialise par les débats initiés par le Cercle Petőfi (*Petőfi Kör*) en 1956 qui touchent également le domaine éducatif, comme en témoigne la conférence des enseignants de Balatonfüred tenue en septembre 1956²¹³.

L'avènement du kádárisme introduit certains changements et exprime la volonté de rupture avec le canon stalinien, comme le démontre un rapport de la maison d'édition du livre scolaire du 15 mars 1957, dans lequel il est affirmé qu'il est nécessaire de remplacer « Les manuels scolaires dogmatiques, maximalistes et excessivement politisés des dernières années qui étaient également contaminés par le culte de la personnalité »²¹⁴. C'est dans ce contexte que voit le jour une nouvelle réforme du système scolaire hongrois en 1961. D'autre part, cette réforme vise à développer l'enseignement technique, comme en témoignent les chiffres précédemment cités et la suppression provisoire des sections humanités et sciences. Dans le

²¹⁰ Kéri Katalin, Varga Attila. « A pártideológia tükrözödése », *Op. cit.* p. 24.

²¹¹ Pour une étude sur le changement du rapport à la pédagogie dans les années de transition, consulter : Golnhofer Erzsébet. *Hazai pedagógiai nézetek: 1945-1949*, Iskolakultúra, Pécs, 2004. p. 46-125.

²¹² Katona András. « Képek és arcképek a magyarországi történelemtanítás múltjából VI. A rövid demokratikus átmenet és az "ötvenes évek" történelemtanítása (1945-1956) », *Történelem: tanári kincstár*, vol. 8, n°27, 2007. p. 16. ; La consultation des propositions émises en octobre 1953 par la Division agitation et propagande du comité central du *MDP* révèle que les préoccupations principales concernent l'allégement du programme scolaire, l'adoption d'un nouveau programme scolaire, ainsi que l'abandon de la schématisation à outrance : *Az MDP Központi Vezetősége Agitációs és Propaganda Osztályának javaslata az általános iskola következetes megvalósítására és a középfokú oktatással kapcsolatos feladatokra*, 10 octobre 1953, Kardos József, Kornidesz Mihály (dir.). *Dokumentumok a magyar oktatáspolitika történetéből II: 1954-1972*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1990. p. 7-11.

²¹³ Kardos József. « Fordulat a magyar iskolák életében : a Rákosi-időszak oktatáspolitikája », *Iskolakultúra*, vol. 13, n°6-7, 2003. p. 79.

²¹⁴ « Az elmúlt évek dogmatista, maximalista, túlpolitizált tankönyveit, amelyek a személyi kultusszal is fertőzöttek voltak », a *Tankönyvkiadó közleménye*, 15 mars 1957, Mészáros István. *A magyar nevelés és iskolatörténet kronológiája 996-1996*, Nemzeti tankönyvkiadó, Budapest, 1996. p. 148.

même temps, le *MSZMP* met fin en 1962 à la discrimination sociale dans l'accès à l'éducation secondaire et supérieure, laquelle se base entre 1948 et 1962 sur l'appartenance socio-professionnelle des familles en 1938²¹⁵.

En raison des difficultés rencontrées par la réforme de 1961 et sa correction de 1965, la délibération du *MSZMP* de 1972 conduit à l'élaboration d'une nouvelle réforme scolaire et d'un nouveau programme en 1978, sous la conduite du ministre de l'Éducation Károly Polinszky (1922-1988) en poste entre 1974 et 1980²¹⁶. Outre le programme obligatoire, des parties facultatives sont ajoutées, ce qui permet entre autres une réduction du programme scolaire. La réforme pédagogique est également de taille, puisque l'hégémonie soviétique dans les techniques pédagogiques prend fin. Les spécialistes hongrois de l'éducation s'appuient également sur les réformes à l'œuvre en Europe de l'Ouest. Le véritable changement est à voir dans la conception de la réforme, au cours de laquelle une étroite coopération entre chercheurs et les différents organismes responsables de la politique éducative s'organise, en lieu et place d'une copie pure et simple des méthodes en vigueur en Union soviétique²¹⁷. Ce programme introduit de nouvelles méthodes s'appuyant sur d'autres outils comme le cahier d'exercices, dont l'utilisation se généralise à côté du manuel scolaire.

Enfin, l'adoption d'une nouvelle réforme de l'éducation en 1985, conduite sous l'égide du ministre de l'Éducation et historien transylvain Béla Köpeczi (1921-2010), marque dans le sillage des réformes précédentes, la direction prise vers la libéralisation²¹⁸. Les réformes précédentes se réclament du marxisme-léninisme, celle-ci fait plutôt référence au socialisme et à l'humanisme et c'est ainsi que József Kardos évoque un changement de régime avant l'heure dans l'éducation²¹⁹.

Les changements s'opérant dans l'éducation roumaine suivent dans les grandes lignes les évolutions politiques traversées par le pays et sont caractérisées par une forte ambivalence. Elles sont motivées par une considération pédagogique, mais reflètent également les orientations politiques de Bucarest²²⁰. C'est ainsi que l'arrivée au pouvoir de Ceaușescu se traduit par une ample réforme, adoptée en 1968. Comme le démontrent nombre de spécialistes

²¹⁵ Pour de plus amples informations sur les débats entourant cette mesure à l'intérieur du *MSZMP*, se référer à : Kardos József. *Iskola a politika sodrásában*, *Op. cit.* p. 103-108. Par ailleurs, la consultation des livrets des élèves d'après 1948 dans les écoles relevant de l'inspection d'académie de Szeged, révèle la mention de l'origine sociale des parents sur la première page du livret.

²¹⁶ Pour accéder au compte-rendu : Comité central du *MSZMP*. *Az állami oktatás helyzete és fejlesztésének feladatai*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1973. 414 p.

²¹⁷ Mészáros István. *A tankönyvkiadás*, *Op. cit.* p. 148-149.

²¹⁸ Báthory Zoltán. « A maratoni reform », *Iskolakultúra*, n°11, 2000. p. 3-26.

²¹⁹ Kardos József. *Iskola a politika sodrásában*, *Op. cit.* p. 145-148.

²²⁰ Mihalache Cătălina. « Reforma școlară din 1948, un succes al propagandei communiste », *Anuarul Institutului de Istorie A.D. Xenopol*, n°45, 2008. p. 365-388.

roumains de l'éducation, cette réforme se révèle être en premier lieu le fruit d'une volonté politique, plutôt que le résultat d'un débat entre spécialistes, même si ces derniers participent à son élaboration. Le dirigeant roumain souhaite en effet rendre tangible la rupture avec son prédécesseur Gheorghiu-Dej, tout en polissant son image de réformateur²²¹. Cette profonde révision de la loi de 1948 amorce le retour vers les traditions nationales et montre l'ambition d'un abandon partiel du modèle soviétique, bien que comme le démontre Cătălina Mihalache, cette réforme s'inspire largement des mesures prises dans les autres pays socialistes²²².

Reflet des ambitions économiques exprimées par le *PCR* et son dirigeant, l'école doit fournir un enseignement plus pratique et moins théorique, favorisant dès lors l'enseignement technique afin de soutenir la politique d'industrialisation du pays. De plus, cette réforme permet également un retour des sections humaine et scientifique dans les lycées généraux, ainsi que des langues de circulation internationale avec principalement le français, mais également l'anglais ou l'allemand.

Une décennie plus tard, la réforme de 1978 représente une étape déterminant dans l'intégration du nationalisme au cursus scolaire. Elle renforce largement le contrôle du Parti, tout en replaçant au centre l'idéologie marxiste, afin de garantir une loyauté sans faille au *PCR*²²³. Elle confirme la primauté de l'enseignement technique sur le lycée général, phénomène qui est également perceptible dans le système scolaire de Hongrie. La réforme de 1978 fait suite à un congrès du Parti de 1974, au cours duquel les nouvelles orientations idéologiques sont fixées, avec un remplacement du modèle soviétique par des références nationales, tout en conservant une lecture marxiste simplifiée. L'illustration de cette tendance se retrouve parfaitement dans l'introduction de la loi de 1978 : « L'enseignement a pour mission de [...] les former dans l'esprit de la conception matérialiste dialectique, historique et politique du Parti communiste roumain, dans les principes de l'éthique et de l'équité socialistes, de cultiver dans leurs rangs l'amour pour la patrie, le Parti et le peuple, vers les idéaux de paix et de progrès social »²²⁴. Le contenu du programme fait – à l'instar de la Hongrie – la part belle aux faits nationaux et délaisse largement les interactions avec les peuples voisins ou les influences

²²¹ Vasile Cristian. « Towards a New Law on Education: some Reflections Regarding the Communist Educational Policies under the Ceaușescu Regime », *Revista istorică*, vol. 25, n°5-6, 2014. p. 495-500.

²²² Mihalache Cătălina. « Antireformă și reformă în școală, la căderea regimului comunist », *Romanian Political Science Review*, vol. 8, n°4, 2008. p. 854-857.

²²³ Vasile Cristian. « Towards a New Law on Education », *Op. cit.* p. 501-502.

²²⁴ « Învățământul are misiunea de a [...] formarea lor în spiritul concepției materialist-dialectice și istorice și politicii Partidului Comunist Român, al principiilor eticei și echității socialiste, cultivarea în rândurile acestora a dragostei față de patrie, partid și popor, față de idealurile de pace și progres social », *Legea educației și învățământului n°28 din 21 decembrie 1978*, repris dans : Bunescu Gheorghe (dir.). *Antologia legilor*; *Op. cit.* p. 369.

internationales. Dans les années 1980, le dirigeant roumain refuse catégoriquement de mener des réformes éducatives libérales, telles qu'elles peuvent exister dans les autres pays socialistes. La chape de plomb entourant la société roumaine de cette décennie ne permet pas de créer un environnement favorable aux débats, ce qui renforce toujours plus l'irréformabilité du système jusqu'à sa chute.

Au-delà des réformes scolaires menées dans les deux pays, tout au long de la période, de nombreuses revues pédagogiques sont publiées avec l'objectif d'accompagner le corps enseignant dans son travail. Outre cet aspect, il est évident que ces périodiques doivent également fournir un discours idéologique et politique correspondant aux attentes du pouvoir et de transmettre ses attentes vers le personnel pédagogique. Dans le cadre de ce travail, elles permettent de disposer d'un instrument de mesure des changements politiques, bien qu'elles ne soient pas exhaustivement analysées.

En Hongrie, toutes ces publications sont sans exception rédigées et publiées sous la coupe du ministère de l'Éducation. En premier lieu, la revue *Köznevelés* (Éducation publique), fondée en 1945, fait office de périodique officiel du gouvernement pour les thématiques scolaires au cours de l'ensemble de la période avec un tirage d'environ 30 000 exemplaires par semaine²²⁵. Dès le début, son comité de rédaction compte certains des hommes politiques les plus influents dans le domaine de l'éducation, tel que Gyula Ortutay. *Magyar Paedagogia* (Pédagogie hongroise), plus ancienne revue pédagogique du pays fondée en 1892, disparaît en 1947 en raison de son caractère "bourgeois". Elle ne revoit le jour qu'en 1961 en tant que revue de pédagogie de l'Académie hongroise des sciences qui se destine plutôt à être une surface d'expression et de débats entre les spécialistes de l'éducation²²⁶. Par ailleurs, il est intéressant de constater qu'au cours des années 1950 les revues pédagogiques sont très majoritairement composées de traductions des spécialistes soviétiques de l'éducation²²⁷. Au fil du temps, le phénomène passe au second plan et les spécialistes hongrois publient des études adaptées aux réalités hongroises, avec un retour progressif des travaux publiés de l'autre côté du Rideau de fer. La "dictature molle" caractérisant le régime kádárien à partir de la seconde moitié des années 1960 tolère une certaine diversité des approches pédagogiques, permettant une évolution tangible dans les méthodes et le contenu des enseignements²²⁸.

²²⁵ Jáki László. « Mozaikok a magyar pedagógiai folyóiratok kiadása történetéből », *Könyv és nevelés*, n°4, 2008.

²²⁶ Mészáros István. « Magyar Paedagogia – Magyar Pedagógia: 1892-1992 », *Magyar Pedagógia*, vol. 92, n°1, 1992. p. 15-20.

²²⁷ Golnhofer Erzsébet, Szabolcs Éva. « Pedagógia a tankönyvekben az ötvenes évek első felében », *Könyv és nevelés*, vol. 16, n°1, 2014. p. 90-94.

²²⁸ Katona András. « Képek és arcképek a magyarországi történelemtanítás múltjából VII. kitekintés a Kádár-korszak történelemtanítására (1957-1989) », *Történelem: tanári kincstár*, vol. 8, n°28, 2007. p. 12-13.

En Roumanie, les revues pédagogiques accompagnant le travail des enseignant sont principalement la *Revista de pedagogie* (Revue de pédagogie) et la *Gazeta invățământului* (Gazette de l'enseignement), publiées directement par le ministère de l'Éducation. La première fait son apparition en 1952 et, à l'image de la Hongrie, elle traduit principalement des articles de langue russe²²⁹. Elle reste jusqu'en 1983 la revue pédagogique de référence en Roumanie, mais au cours de cette année, l'Institut des sciences de l'éducation (*Institutul de Științe ale Educației*) ferme ses portes sur décision ministérielle, ce qui réduit considérablement l'activité de la revue durant les dernières années du régime. En ce qui concerne la *Gazeta învățământului*, elle voit le jour en 1949 et devient en 1971 *Tribuna școlii* (La Tribune de l'école), où les discours des grands dirigeants communistes sont repris, ainsi qu'une forte propagande au profit du Parti. La rubrique débat fait quant à elle l'éloge des réformes menées par le pouvoir, sans mettre en avant de véritables débats²³⁰.

Un bref détour vers la situation de la scolarisation des minorités nationales de Hongrie permet d'appréhender le rapport du Parti avec ces dernières. Les communautés slovaque et roumaine jouissent d'un nombre d'établissements conséquent, avec notamment un lycée roumain ouvert à Gyula en 1949. La petite minorité serbo-croate paie le prix fort des tensions avec la Yougoslavie, tandis que le Parti exprime au cours des années 1950 une réelle réserve à l'endroit des Allemands, plus grande minorité linguistique du pays²³¹.

Le cas de l'éducation hongroise en Roumanie entre 1945 et 1990 suit les tendances déjà évoquées au sujet du traitement des minorités du pays par Bucarest. L'accès à un enseignement dans les langues des nationalités connaît ainsi de nombreux changements au cours de la période. Bien que secondaire dans le cadre de ce travail, cette question permet de disposer d'une vision plus exhaustive du rapport entre Bucarest et ses minorités entre 1945 et 1990, et par extension de son rapport à la Transylvanie et à la Hongrie. Il a déjà été montré que le domaine de l'éducation attise le feu de la tension entre Hongrois et Roumains depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. Au lendemain du second conflit mondial, la Roumanie hérite d'un lourd fardeau en ce qui concerne l'attribution de droits aux minorités nationales et tout particulièrement dans l'éducation. Dès le retour de l'ensemble de la Transylvanie sous giron roumain, les partis traditionnels aspirent à poursuivre la politique éducative de l'entre-deux-guerres. Néanmoins,

²²⁹ Vasile Cristian. « Sistemul de învățământ românesc în epoca stalinistă (1947-1953). Considerații », *Revista istorică*, vol. 20, n°1-2, 2009. p. 122-123.

²³⁰ Voir par exemple : *Tribuna Școlii*, vol. 1, n°2, 14-05-1971. p. 1-12.

²³¹ Pour une analyse de la position du Parti sur la scolarisation des minorités nationales dans leur langue maternelle et ses conséquences voir : Tóth Ágnes. « Nemzetiségi oktatás Magyarországon az 1950-es évek második felében », *Századok*, n°148, n°6, 2014. p. 1385-1423.

le rapport aux minorités nationales évolue considérablement avec l'arrivée au pouvoir de Petru Groza en mars 1945. Ce dernier tend à mettre en exergue le respect des droits des minorités, notamment de façon à montrer la meilleure image possible de la Roumanie auprès des grandes puissances, dans le cadre de la compétition avec la Hongrie pour la Transylvanie.

C'est ainsi qu'en juillet 1945 est créée la Section hongroise de l'inspection d'académie, située à Cluj, avant qu'en septembre de la même année une autre section voie le jour à Brașov. En 1945-1946, l'instruction des matières nationales est dispensée en roumain, le gouvernement accède par la suite à la requête des représentants de la minorité hongroise, et en conséquence, à la rentrée 1946 leur enseignement peut également s'effectuer dans les langues des minorités. Les résultats de cette ouverture pour la minorité hongroise sont considérables, puisque la très grande majorité des élèves magyarophones dispose de la possibilité d'étudier dans sa langue maternelle²³².

L'installation totale au pouvoir du Parti communiste roumain a pour conséquence directe l'établissement des écoles confessionnelles du pays. Or, depuis l'entre-deux-guerres ces dernières jouent le rôle de sauvegarde de l'éducation dans les langues des minorités. En parallèle, les inspections d'académie hongroises autonomes sont supprimées et le personnel enseignant subit de nombreuses purges, ce qui conduit à une forte baisse du niveau, remplacé par de nouveaux enseignants politiquement loyaux, mais ne possédant pas la formation requise. L'enseignement du roumain est rendu obligatoire, bien que les textes des différentes réformes scolaires garantissent toujours l'accès à l'éducation dans la langue maternelle des minorités officiellement reconnues. Si la situation de l'éducation en langue hongroise reste stable pour les écoles primaires, nombre d'écoles secondaires doivent fermer leurs portes ou être transformées en établissements de langue roumaine. L'exception notable concerne la *RAM*, puisque ses habitants magyarophones jouissent d'un accès total à des écoles de langue hongroise. Ainsi, pour l'année scolaire 1952-1953, dans 80 % des 250 écoles primaires et 75 % des douze écoles secondaires de la région, la langue d'enseignement est le hongrois²³³.

Le virage nationaliste orchestré par Gheorghiu-Dej marque un véritable tournant dans l'accès à l'éducation dans les langues des minorités nationales du pays. Ceci se traduit par une limitation de l'accès aux écoles, puis leur suppression en évoquant la nécessité de faire disparaître l'irrédentisme hongrois de Roumanie. C'est dans ce contexte qu'à partir de 1959, la

²³² Vincze Gábor. « A romániai magyar kisebbség oktatásügye 1944 és 1989 között. I. rész. (1944-1948) », *Magyar Kisebbség*, n°1-2, 1997. p. 393-414.

²³³ Vincze Gábor. « A romániai magyar kisebbség oktatásügye 1944 és 1989 között. II. rész. (1948-1965) », *Magyar Kisebbség*, n°3-4, 1997. p. 375-403.

langue d'enseignement des matières dites nationales que sont l'histoire et la géographie redevient le roumain. En parallèle, au cours de la même année, le nombre d'heures d'apprentissage de la langue roumaine passe de deux à six heures par semaine dans les écoles des minorités²³⁴.

Les premières années de l'ère Ceaușescu font miroiter une amélioration, en raison de certains gestes du dirigeant roumain envers la minorité hongroise. Ainsi, le passage des examens en roumain pour les matières étudiées dans les langues minoritaires est supprimé en 1969. Pour autant, au cours de cette même année, une autre loi rend obligatoire la connaissance du roumain pour le personnel enseignant, sous peine de renvoi²³⁵. L'un des problèmes de taille reste l'enseignement technique dans les langues des minorités nationales, pourtant placé au centre de la réforme roumaine de 1968. Des sections hongroises ouvrent dans les établissements techniques à partir de l'année scolaire 1972-1973, mais cette mesure est de courte durée, puisque l'année 1973 marque un tournant dans l'attitude du dirigeant roumain concernant l'éducation des minorités dans leur langue maternelle²³⁶. Ainsi, selon les données récoltées par Gábor Vincze, pour l'année scolaire 1974-1975, 6,5 % des élèves du primaire de Roumanie étudient en hongrois, alors que ce pourcentage s'abaisse à 5,7 % dans les filières générales du secondaire et à seulement 1,3 % dans les lycées techniques²³⁷.

Le glissement nationaliste du pouvoir roumain se fait au détriment de l'accès à l'éducation dans les langues des minorités et cette limitation suit un processus bien rodé. Dans le cadre de la fraternité socialiste, les établissements de langue roumaine et hongroise sont unifiés de force. En conséquence, le hongrois disparaît comme langue administrative de l'établissement au profit du roumain. Au fil du temps, la section hongroise est fondu dans son pendant roumain, en justifiant la nécessité de mener des restrictions budgétaires ou en raison d'un manque d'effectifs. Enfin, le second procédé consiste à ouvrir une classe dans une langue minoritaire seulement lorsque 25 familles en font la demande pour une école primaire et respectivement 36 dans le secondaire. Ce système pénalise principalement les minorités disséminées dans des régions à forte majorité roumaine, telles que le Banat ou la Transylvanie du sud-ouest dans le cas des Hongrois²³⁸.

Dans les régions habitées majoritairement par des Hongrois, une autre méthode

²³⁴ Oanță Katalin. « Situația învățământului în limba maghiară sub regimul lui Gheorghe Gheorghiu-Dej », *Anuarul Institutului de Istorie George Barițiu*, n°54, 2015. p. 228-230.

²³⁵ Demeter Csanád. « A székelyföldi oktatás az 1960-1980-as években », *Prominoritate*, n°1, 2012. p. 94-95.

²³⁶ *Ibid.* p. 99.

²³⁷ Vincze Gábor. « A romániai magyar kisebbség oktatásügye 1944 és 1989 között. III. rész. (1965-1989) », *Magyar Kisebbség*, n°1, 1998. p. 289-317.

²³⁸ Demeter Csanád. « A székelyföldi oktatás », *Op. cit.* p. 100.

s'applique, avec la création de sections roumaines dans les établissements hongrois sans seuil minimum. Dans les années 1980, cette méthode permet d'ouvrir des classes de langue roumaine avec quelques élèves roumanophones et une majorité de magyarophones²³⁹. La conséquence directe de ces politiques de réduction de l'accès aux écoles des minorités nationales est que dans les cinq dernières années du régime, l'enseignement en hongrois diminue de 30 % et cette baisse touche même le Pays sicule.

De leur côté, les enseignants de langue maternelle hongroise sont envoyés en Moldavie ou en Valachie, alors qu'en contrepartie des Roumains sont nommés dans les zones à majorité hongroise. À titre d'exemple, Csanád Demeter démontre qu'en 1985 dans le *județ* de Harghita, parmi les 223 enseignants nommés, seulement huit sont Hongrois, tandis que cette pratique se double par la nomination exclusive de directeurs roumains dans les établissements magyarophones²⁴⁰. Cette attitude à l'encontre de la minorité hongroise ne fait qu'attiser les tensions au sein du pays, déjà renforcées par le nationalisme débridé du régime et la profonde crise économique.

3) Rédaction, publication et utilisation des manuels scolaires en Hongrie et Roumanie

En Hongrie, dès la mise en place du Gouvernement provisoire de Debrecen (*Debreceni ideiglenes kormány*) en décembre 1944, des comités de révision des manuels scolaires sont créés afin de mener à bien leur correction. La dimension politique de ce changement est tout à fait perceptible, puisque cette vérification ne touche que les sciences humaines, comme le démontre un document ministériel d'avril 1945 : « La révision doit être en premier lieu étendue aux manuels d'histoire, de littérature, de géographie, de connaissances économiques et sociales, ainsi qu'aux manuels d'économie »²⁴¹. Ceci vient conforter l'idée selon laquelle le livre scolaire représente une interface directe de transmission d'un discours de l'État vers sa population, alors qu'il reste le plus utilisé des outils scolaires.

Dans les premiers mois les autorités en place n'ont pas la capacité de distribuer de nouveaux manuels et optent pour une sélection des manuels existants. Cette décision est – entre autres – motivée par l'absence de manuels pouvant remplacer les livres scolaires alors utilisés, mais aussi par le manque de papier et d'imprimeries en état de marche, comme le révèle à de

²³⁹ *Ibid.* p. 107.

²⁴⁰ *Ibid.* p. 109.

²⁴¹ « A felülvizsgálatnak elsősorban a történeti, az irodalmi, a földrajzi, a gazdasági és társadalmi ismereti, valamint a közgazdaságtani tankönyvekre kell kiterjednie », *Minisztertanácsi előterjesztése az iskolában használt tankönyvek felülvizsgálatáról*, 19 avril 1945, Budapest, repris dans : Dancs Istvánne (dir). *Op. cit.* p. 186.

maintes reprises la correspondance entre le ministère des Cultes et de l'instruction publique et les différents acteurs scolaires. C'est ainsi que Sándor Sík (1889-1963), l'un des fondateurs du mouvement scout en Hongrie et président du Comité du livre scolaire (*Tankönyvi Bizottság*) du Conseil national de l'instruction publique, envoie dès le 1^{er} juillet 1945 la directive suivante aux comités locaux des manuels scolaires : « Si le manuel ne doit subir que de légères modifications, elles doivent s'effectuer par la suppression des pages contenant les parties concernées, puis par le remplacement d'autres pages, de telle façon que la correction ne soit pas perceptible »²⁴². Dès l'année scolaire 1945-1946, seuls les manuels disposant de l'autorisation ministérielle peuvent être utilisés, tandis que lors de la rentrée 1946 sur les 1 034 livres existant, 607 sont retirés, 38 doivent être soumis à une réécriture et 386 sont acceptés avec de légères modifications²⁴³. Toutefois, les manuels publiés avant 1945 ne sont pas pris en compte dans cette étude²⁴⁴.

Dans le cas roumain, au cours des années de transition, les manuels de l'entre-deux-guerres restent les seuls disponibles pour les enseignants du pays, alors que l'ouvrage de Dumitru D. Pătrășcanu et Virgil Hilt (1937) à destination de la quatrième classe des écoles secondaires est réédité en 1946. Une exception notable est représentée par le manuel conjointement rédigé par Aurel Iordănescu, Virgiliu Arbore et Gheorghe Lazăr en 1945, tous trois enseignants bucarestois dans le secondaire. Ces derniers sont déjà les auteurs de manuels rédigés au cours de l'entre-deux-guerres. À l'instar de la Hongrie, les dégâts occasionnées par la guerre, ainsi que la situation économique du pays font que l'absence de manuels est une réalité dans nombre d'établissements²⁴⁵. Le même phénomène de suppression des parties non-désirées sur injonction du ministère de l'Éducation se retrouve. La méthode d'arrachement des pages existe également et concerne des thèmes donnant un rôle positif à l'Église, ou encore après l'abdication du roi en 1947, à tout ce qui fait directement référence à la famille royale²⁴⁶.

En Hongrie, après l'utilisation temporaire des anciens manuels, très rapidement de nouveaux livres scolaires sont mis sur le marché. La série intitulée "manuels provisoires"

²⁴² « Ha a tankönyv csekély átdolgozásra szorul, akkor ez kizárolag az illető részleteket tartalmazó lapok eltávolításával és új lapok beiktatásával hajtható végre, tehát olyan módon, hogy a javítás a könyvön nem vehető észre », *Az Országos Köznevelési Tanács Tankönyvi Bizottságának jelentése A Vallás- és Közoktatástügyi Miniszteriumhoz a tankönyvek központi felülvizsgálatáról*, 1^{er} juillet 1945, Budapest, repris dans : Dancs Istvánné (dir.). *Op. cit.* p. 190.

²⁴³ Romsics Ignác. *Magyarország története*, *Op. cit.* p. 216.

²⁴⁴ Albert B. Gábor. « Az "első órák" történelemtankönyvei a második világháború hullámverésében (Korirányok, geopolitikai irányváltások 1938 és 1945 között a jelenkor-történeti részek tárgyalásakor) », *Neveléstudomány: oktatás - kutatás - innováció*, vol. 7, n°3-4, 2019. p. 45-53.

²⁴⁵ Mihalache Cătălina. « Reforma școlară din 1948 », *Op. cit.* p. 368-369.

²⁴⁶ L'auteure de l'article s'attarde sur la situation du livre scolaire entre 1945 et 1948, voir : Mihalache Cătălina. « Reforma școlară din 1948 », *Op. cit.* p. 373-383.

(*ideiglenes tankönyvek*) ne rompt pas complètement avec les traditions d'avant-guerre et n'adopte pas non plus le marxisme comme base idéologique. Elle est éditée à Budapest en 1945 par la maison d'édition Szikra, imprimerie du Parti communiste hongrois qui devient après 1948 la maison d'édition Kossuth²⁴⁷. Par ailleurs, le premier programme scolaire de la période voit le jour en 1946 grâce au travail du Conseil national de l'instruction publique, présidé entre 1945 et 1947 par le célèbre scientifique et prix Nobel Albert Szent-Györgyi qui émigre aux États-Unis en 1947. Cette volonté de changement se remarque à la lecture du programme des écoles primaires de 1946, dans lequel il est stipulé que « Le manuel scolaire ne peut rien contenir qui pourrait être offensant à l'encontre de quelques opinions, classes, nationalités, nations, religions, valeurs ou confessions »²⁴⁸. Cette phrase introductory du programme contraste considérablement avec les décennies suivantes et vient confirmer la particularité des quatre années de transition semi-démocratique.

Pour les manuels d'histoire, la série principale est ainsi composée de six manuels, rédigée par des historiens de renoms tels qu'Endre Ferenczy (1912-1990), universitaire antiquisant de l'entre-deux-guerres qui perd son poste entre 1951 et 1972 ou encore Kálmán Benda (1913-1994) qui est quant à lui un grand spécialiste de la période moderne hongroise²⁴⁹. Parmi ces historiens, Domokos Kosáry (1913-2007) est probablement celui qui possède la plus grande aura tant en Hongrie qu'à l'international. La prise de contrôle du MDP le fait disparaître du monde universitaire, tandis qu'en raison de sa participation à la révolution de 1956, il est emprisonné entre 1958 et 1960²⁵⁰. Par la suite, il remplit la fonction de président de l'Académie hongroise des sciences entre 1990 et 1996, puis de président de la Société historique hongroise (*Magyar Történelmi Társulat*) de 1999 à sa mort²⁵¹. De façon générale, les auteurs se démarquent par leur jeune âge au moment de la rédaction des manuels, limitant donc leurs activités de recherche au cours de l'entre-deux-guerres et par conséquent leur éventuelle compromission politique.

Une autre série – partielle – paraît quant à elle à Debrecen dans la maison d'édition Városi nyomda. Elle est menée par deux auteurs relativement peu connus que sont Zoltán Varga

²⁴⁷ Pataki N. Márta, Timkó György. *A Kossuth Nyomda története: 1945-1994*, vol. 2, Kossuth kiadó, Budapest, 1994. p. 33-34.

²⁴⁸ « A tankönyv nem tartalmazhat semmit, ami sértő lehetne egyes világnézetekre, osztályokra, nemzetiségekre, nemzetre, vallásra, erkölcsre vagy felekezetre », *Tanterv az általános iskola számára*, Országos Köznevelési Tanács, Budapest, 1946. p. 3.

²⁴⁹ Kenyeres Agnes (dir.). *Magyar életrajzi lexikon 1978-1991*, Akadémiai kiadó, Budapest, 1994. p. 259-260.

²⁵⁰ Glatz Ferenc. « Kosáry Domokos, a történész életútja », *Magyar Tudomány*, vol. 174, n°12, 2013. p. 1414-1436.

²⁵¹ Romsics Ignác. *Clio bűvöletében. Magyar történetírás a 19-20. században – nemzetközi kitekintéssel*, Osiris, Budapest, 2011. p. 587-588.

et Jenő Nádor. Ces trois manuels sont destinés aux établissements réformés du pays, Debrecen étant surnommée "la Rome calviniste". D'autre part, János Iván et Albin Balogh (1887-1958) rédigent de leur côté un manuel scolaire édité par la maison d'édition catholique Szent István Társulat à la destination des établissements catholiques qui sort de l'imprimerie en 1947²⁵². En ce qui concerne les auteurs des manuels destinés aux établissements confessionnels, une continuité se remarque avec l'entre-deux-guerres, puisqu'Albin Balogh est entre autres l'auteur de plusieurs livres scolaires avant 1945²⁵³.

Toutefois, l'utilisation de ces manuels est relativement limitée. Tout d'abord, car dès 1948, seuls les manuels publiés par la maison d'édition d'État du livre scolaire (*Tankönyvkiadó*) peuvent être utilisés. Dans le même temps, la correspondance entre les différents acteurs démontre que le manque de manuels scolaires est récurrent. Enfin, au cours de cette période de transition de nombreux manuels de l'entre-deux-guerres épurés restent utilisés par les écoles, bien que le ministère des Cultes et de l'instruction publique rappelle à plusieurs reprises que l'utilisation de ces anciens manuels n'est tolérée que dans la mesure où l'établissement en question ne dispose pas des nouveaux manuels²⁵⁴. Malgré la diffusion et l'utilisation restreintes de ces manuels, leur intérêt réside dans leur contenu, traduisant un contexte particulier contrastant fortement avec ceux de la période stalinienne. La disparité de la période de transition se remarque également dans le processus de sélection des auteurs. À partir de 1946, ces derniers sont choisis en suivant une procédure d'appel d'offre sur la base de modalités pédagogiques et politiques, à la suite duquel le comité du manuel scolaire présente ses décisions²⁵⁵. En outre, le ministre des Cultes et de l'instruction publique Dezső Keresztfury (1904-1996) entre novembre 1945 et mars 1947, membre du Parti national paysan (*Nemzeti Paraszt párt*), qui ne peut être qualifié de communiste, illustre parfaitement l'écart avec la situation existant à partir de 1948-1949.

Si durant l'entre-deux-guerres de nombreux manuels sont disponibles, les régimes socialistes possèdent la particularité commune de ne proposer qu'un seul manuel scolaire unique par matière et par classe. L'installation d'un pouvoir de type stalinien a comme

²⁵² Cette maison d'édition, l'une des plus anciennes du pays, joue un rôle prépondérant dans le domaine de la publication de l'avant 1945.

²⁵³ Kenyeres Ágnes (dir.). *Magyar eletrajzi lexikon 1000-1990*, Arcanum, Budapest, 2022. <https://www.arcanum.com/hu/online-kiadvanyok/Lexikonok-magyar-eletrajzi-lexikon-7428D/b-74700/balogh-albin-lajos-74817/?list=eyJmaWx0ZXJzIjogeyJNVI6IFsiTkZPX0xFWF9MZXhpa29ub2tfNzQyOEQiXX0sICJxdWVyeSI6ICJiYWxvZ2ggYWxiaW4ifQ> [Consulté le 07-09-2022]

²⁵⁴ A VKM 20793/1945. számú rendelete a tankönyvek központi felülvizsgálatáról, repris dans : Dancs Istvánné (dir.). *Op. cit.* p. 188.

²⁵⁵ Mészáros István. *A tankönyvkiadás története Magyarországon*, Dabas tankönyvkiadó, Budapest, 1989. p. 129-130.

conséquence directe la volonté de contrôle de tous les segments de la vie culturelle, sociale et économique du pays. L'étatisation complète de l'éducation est justifiée dès 1948 par des nécessités économiques, mais également par la volonté d'unification du système scolaire. Après 1948, un véritable phénomène d'uniformisation et de contrôle de la rédaction et de la publication des manuels par le Parti s'observe. Avec la prise de pouvoir totale par le Parti communiste, de profonds changements voient le jour dans le contenu des manuels scolaires.

En Hongrie, la nouvelle organisation se traduit par la création de l'Institut national des sciences de l'éducation (*Országos Neveléstudományi Intézet – ONI*) en octobre 1948, en remplacement du Conseil national de l'éducation publique et qui dépend également du désormais ministère de l'Éducation. Son directeur n'est autre que Ferenc Mérei (1909-1986), communiste de longue date et spécialiste reconnu de l'éducation, qui obtient par ailleurs le prix Kossuth en 1949²⁵⁶. Les changements politiques exercent une influence directe sur le processus de rédaction et d'approbation du manuel scolaire, puisque les auteurs des manuels sont dès lors directement désignés par la division du livre scolaire (*tankönyvosztály*) du ministère de l'Éducation et de l'*ONI*, tout en exerçant un strict contrôle du contenu des manuels et apportant les corrections au manuel lorsque cela s'avère nécessaire²⁵⁷. Les rédacteurs se doivent de suivre à la lettre les prescriptions du ministère en la matière, avec un programme scolaire qui est érigé en vérité universelle²⁵⁸. Le Parti décide de fermer l'*ONI* en mars 1950, alors que dans le même temps Ferenc Mérei et le vice-président de l'Institut, le Transylvain Árpád Kiss (1907-1979), tombent en disgrâce aux yeux du Parti. Tous deux connaissent l'incarcération, entre 1951 et 1953 pour Árpád Kiss pour "déviationnisme de droite" et entre 1958 et 1963 pour Ferenc Mérei en raison de sa participation à la révolution de 1956. Avec la suppression de l'*ONI*, la maison d'édition du livre scolaire devient responsable de la correction des manuels et de la vérification de leur contenu politique²⁵⁹.

Dès février 1948, le nouveau ministre Gyula Ortutay réclame la rédaction de nouveaux manuels lors d'une réunion du Conseil national de l'instruction publique, en raison de l'incompatibilité des manuels avec le dogme officiel²⁶⁰. Une fois de plus, la dénomination

²⁵⁶ Tóth-Barbalics István. « Mérei Ferenc életrajza », 2008. 14 p.

https://web.archive.org/web/20160819010455/http://www.fovpi.hu/data/cms81489/Merei_elete_Barbalics_Istvan_osszeallitas.pdf [Consulté le 09-07-2022]

Le prix Kossuth est créé en 1948, à l'occasion du centenaire de la révolution de 1848 et récompense les meilleurs résultats obtenus par des citoyens hongrois dans le domaine des sciences, de la littérature, de l'art et compte jusqu'en 1963 une catégorie relative à la construction du socialisme.

²⁵⁷ Kéri Katalin, Varga Attila. « A pártideológia tükrözödése », *Op. cit.* p. 26.

²⁵⁸ Karlovitz János. « A tankönyvkiadás modelljei és alternatívái », *Iskolakultúra*, vol. 2, n°17-18, 1992. p. 8-9.

²⁵⁹ Karlovitz János Tibor. « A tankönyvjóhagyás története Magyarországon », Torgyik Judit (dir.). *Válogatott tanulmányok a társadalomtudományok köréből*, International Research Institute, Komárno, 2017. p. 351-362.

²⁶⁰ Mészáros István. *A tankönyvkiadás*, *Op. cit.* p. 136.

temporaire est accolée à la série, tandis que dès 1953 une nouvelle est éditée. Le travail d'écriture des différents manuels est confié à des historiens comme Péter Hanák (1921-1997), spécialiste de la révolution de 1848-1849 et de la période dualiste avec Gusztáv Heckenast (1922-1999), tous deux fervents communistes, bien que le premier prenne ensuite part à la révolution de 1956²⁶¹. Gusztáv Heckenast reçoit par ailleurs la médaille d'argent du prix Kossuth de 1949 pour un manuel scolaire destiné aux écoles primaires, ce qui atteste de la centralité de la question scolaire dans l'esprit des dirigeants communistes. À l'image des auteurs de la période de transition, ceux des années 1950 se caractérisent par leur jeunesse, puisqu'ils sont tous nés dans les premières années suivant la fin de la Grande Guerre et débutent donc leur carrière, avant d'embrasser pour la plupart d'entre eux une prestigieuse carrière universitaire. Cet aspect matérialise la volonté de renouvellement des historiens soutenus par le *MDP*, mais également l'enrôlement d'auteurs de manuels scolaires s'alignant sur le nouveau canon idéologique, par conviction, opportunisme ou obligation. Le rapport de M^{me} Imre Bólyai rédigé en 1951 traduit la mainmise du Parti sur le processus de rédaction du manuel scolaire, ainsi que le climat régnant dans le pays :

« La décision de la Direction centrale de notre parti le 29 mars 1950 montra également une direction à suivre dans le domaine de la rédaction des manuels. Les professeurs d'histoire sont particulièrement reconnaissants du fait qu'à la suite de cette décision, la publication des manuels ait mis fin à l'approche "démocratique" déroutante de l'histoire qui était promue dans les premiers manuels d'après la libération. Malgré leurs défauts, les nouveaux manuels fournissent une base idéologique solide pour l'enseignement de l'histoire »²⁶²

La suite du rapport fait état de nombreuses critiques constructives émises à l'égard du manuel, alors que chaque jugement ne convenant pas aux autorités est mis sur le compte des réminiscences nationalistes et bourgeoises au sein du corps enseignant, puisque « certains de nos professeurs ne se sont pas encore habitués à disposer librement de leur droit à la critique constructive »²⁶³. L'auteure de ce même article s'appuie sur les décisions prises en URSS afin d'orienter les modifications futures à apporter aux manuels d'histoire.

En outre, le cas des manuels scolaires utilisés dans le seul lycée roumain de Hongrie confirme l'importance et la sensibilité de cette question. L'établissement fondé en 1949 à Gyula adresse en 1950 un compte-rendu relatif à la situation des établissements scolaires des nationalités en Hongrie. Celui-ci rapporte que pour les sciences naturelles, des livres sont

²⁶¹ Romsics Ignác. *Clio bűvöletében*, *Op. cit.* p. 582.

²⁶² « Pártunk Központi Vezetőségének 1950. március 29-i határozata irányt mutatott a tankönyvívás torén is. Különösen a történelemtanárok hálásak azért, hogy a határozat nyomán készült tankönyvek megjelenése véget vetett annak a zavaros "demokratikus" mezbe öltözöttetett történelemszemléletnek, melyet a felszabadulás utáni első tankönyvek hirdettek. Az új tankönyvek – hibáik mellett is – szilárd ideológiai alapot biztosítanak a történelem tanításának », Bólyai Imréne. « Történelmi tankönyvbírálat », *Köznevelés*, n°12, 1951. p. 541.

²⁶³ « Tanáraink egy része még nem szokta meg, hogyan szabadon élhet az építő kritika jogával », *Ibid.* p. 541.

importés de Roumanie, alors que pour les sciences humaines, les élèves ne disposent d'aucun manuel scolaire. En raison du très faible effectif du lycée, il faut attendre plusieurs années avant que les manuels scolaires hongrois d'histoire ou de géographie soient traduits vers le roumain, puis distribués dans le lycée de Gyula. Ceci témoigne de l'importance accordée aux manuels scolaires de sciences sociales, puisqu'en dépit de l'atmosphère internationaliste des années 1950, les manuels de Roumanie ne peuvent être utilisés en Hongrie²⁶⁴.

L'adoption d'un nouveau programme scolaire pour les lycées en 1957-1958 entraîne la rédaction, puis la parution de nouveaux manuels scolaires entre 1957 et 1960. Ils se distinguent par l'introduction de la critique de source, alors que le nombre de citations de grands auteurs marxistes et d'hommes politiques diminue considérablement²⁶⁵. Cette première série éditée au cours de la période kádárienne est la conséquence directe de la réorientation politique s'opérant au lendemain de la révolution de 1956. Pour autant, ces manuels ne comportent aucun résumé, très peu d'illustrations et se caractérisent par leur tendance à la surcharge, tout comme leur incompatibilité avec la réalité des écoles secondaires. Cette tendance à proposer une quantité excessive d'informations en vertu d'une histoire événementielle et schématique est une caractéristique inhérente aux manuels des deux pays, tout du moins jusqu'à la fin des années 1970 pour la Hongrie²⁶⁶. Les auteurs se révèlent être pour la plupart des historiens universitaires déjà confirmés lors de la publication des manuels, à l'image de László Makkai (1914-1989), médiéviste d'origine transylvaine, spécialiste de sa région natale et président de la Société historique hongroise entre 1982 et 1985. La contribution d'historiens tels que György Ránki (1930-1988), spécialiste de l'histoire économique, ou de l'antiquisant István Hahn (1913-1984) est également à souligner.

En 1959, le système d'appel d'offre pour la rédaction des manuels scolaires est rétabli, avec un comité constitué de représentants de la maison d'édition Tankönyvkiadó et du ministère de l'Éducation. L'Institut national de pédagogie (*Országos Pedagógiai Intézet – OPI*), qui voit le jour en 1962, occupe dès lors un rôle important dans l'approbation des manuels scolaires, puisqu'il envoie également des représentants au comité de sélection²⁶⁷. Le personnel de l'*OPI* est chargé de corriger les nouveaux manuels sur la forme et le fond, en collaboration avec la maison d'édition du livre scolaire. Dans un second temps, le ministère délivre son acceptation

²⁶⁴ *Nemzetiségi oktatás továbbfejlesztése*, 1^{er} août 1950, Kardos József, Kornidesz Mihály (dir.). *Dokumentumok a magyar oktatáspolitika*, *Op. cit.* p. 158-159.

²⁶⁵ Kovács Emőke. « A gimnáziumi történelemtankönyvek tartalmi és szemléleti változásai 1945 és 1962 között », *Educacio*, vol. 15, n°3, 2006. p. 642-644.

²⁶⁶ Mészáros István. *A tankönyvkiadás*, *Op. cit.* p. 138.

²⁶⁷ Szebenyi Péter. « A történelemtankönyvekre ható tényezők történeti változásai », *Iskolakultúra*, vol. 2, n°9, 2001. p. 18-19.

formelle et autorise sa publication, alors qu'en pratique le Parti ne s'y oppose que dans de très rares cas. Le président du comité de décision ministériel est également le directeur de l'*OPI*, mais à partir de 1976, l'acceptation finale doit être donnée par le directeur de la maison d'édition du livre scolaire, avec un comité responsable de chaque matière pour tous les types d'établissements scolaires²⁶⁸. C'est également à cette période que l'utilisation des cahiers d'exercice ou de pratique se généralise dans le paysage scolaire hongrois, alors que d'autres manuels deviennent disponibles pour les quelques écoles expérimentales/alternatives (*kísérleti/alternatív iskola*) que comptent le pays, où les nouveaux programmes scolaires sont appliqués avant une adoption à l'échelle nationale.

La réforme du système scolaire de 1961 rend nécessaire la création de nouveaux manuels scolaires, mais ce processus se révèle être particulièrement long, puisque le remplacement des manuels d'histoire s'effectue entre 1965 et 1968, notamment après l'entrée en vigueur du nouveau programme en 1962²⁶⁹. L'évolution est également de taille en ce qui concerne les auteurs, puisque si jusque dans les années 1960, les historiens universitaires sont privilégiés, la majorité des auteurs sont désormais des enseignants du secondaire²⁷⁰. Le professeur d'histoire Gábor Gyapay (1924-2009) qui enseigne tout au long de sa carrière dans les lycées les plus prestigieux du pays en témoigne parfaitement. Géza Eperjessy (1926-1998) exerce quant à lui principalement dans le secondaire, bien qu'il embrasse également une carrière universitaire et représente par ailleurs l'un des spécialistes les plus reconnus de la formation d'enseignants en Hongrie²⁷¹. Certains historiens confirmés, à l'image de Mátyás Unger (1921-1985), dont le manuel est utilisé déjà depuis 1957, ou de l'antiquisant Zsigmond Ritoók (1929-), participent également à la rédaction des manuels. D'autre part, la participation de scientifiques membres de la *MTA* s'accroît, à l'instar des débats existant en amont de l'adoption de la réforme²⁷².

Le décret du *MSZMP* de 1972 relatif à l'éducation met en exergue la nécessité de corriger certains manuels scolaires, tandis que le nouveau programme de 1978 implique la création de nouveaux livres scolaires. Les orientations pédagogiques et idéologiques prises par

²⁶⁸ Herber Attila. « A történelmi tudat formálásának eszköztára a rendszerváltás előtti tankönyvekben », *Történelemtanítás*, vol. 1, n°4, 2010. p. 6-7.

²⁶⁹ Katona András. « Képek és arcképek a magyarországi történelemtanítás múltjából VII. kitekintés a Kádár-korszak történelemtanítására (1957-1989) », *Op. cit.* p. 4-5.

²⁷⁰ Herber Attila. *A történelmi kánon paradigmarendszerének alakulása és változatai a magyar középfokú oktatásban, a hatvanas-hetvenes években*, Thèse de doctorat, Université Loránd Eötvös, Budapest, 2014. p. 175-176.

²⁷¹ Katona András. « Egy példamutató életpálya. Eperjessy Géza Tanár Úr, a tanszékalapító », *Pedagógusképzés*, vol. 34, n°3, 2007. p. 65-73.

²⁷² Les documents présentés dans l'ouvrage suivant illustrent parfaitement cette affirmation : Kardos József, Kornidesz Mihály (dir.). *Dokumentumok a magyar oktatáspolitika*, *Op. cit.* p. 401-504.

le Parti nécessitent un remplacement partiel du corpus de livres scolaires, lesquels font leur apparition au début des années 1980. Le manuel n'est alors plus composé de leçons devant être apprises par l'élève, mais il intègre désormais des exercices d'analyse de source afin de développer les capacités de réflexion personnelle des élèves. En parallèle, l'utilisation des atlas historiques se développe considérablement, en complément du livre scolaire²⁷³. À ce titre, l'introduction du manuel de Mária Walter, publié en 1984 et dont une version en français paraît en 1989 à destination d'un lycée bilingue, illustre parfaitement ce changement, en rappelant que « La critique des sources est indispensable » ou encore qu' « Il nous faut peser la personne de l'auteur, ce qu'il relate et ce qu'il tait, ce qu'il interprète tendancieusement »²⁷⁴. À partir des années 1970 apparaît la mention suivante en deuxième de couverture : « Le manuscrit a été discuté par les professeurs des départements d'histoire de la Faculté des lettres de l'Université Lóránd Eötvös et la communauté de travail des professeurs d'histoire de Budapest »²⁷⁵. Son apparition reflète les changements s'opérant dans la conception du manuel scolaire et en l'espèce le retour du débat scientifique après une période où l'unique considération idéologique prévalait.

Enfin, en ce qui concerne le contenu, un véritable changement est observable, avec des manuels prétendant à une forme d'objectivité, à l'exception de la période horthyste et de la révolution de 1956²⁷⁶. Le manque d'informations sur les pays et peuples voisins de la Hongrie est également corrigé, et leur histoire occupe désormais une place plus importante dans les manuels, conformément aux directives du programme scolaire²⁷⁷. Dans les pas de l'ultime réforme scolaire de la période de 1985, quelques manuels voient le jour, à l'image de celui à destination de la deuxième classe du lycée. Dans le même temps, en 1986 le ministère de l'Éducation crée le Conseil national du programme scolaire et du développement du livre scolaire (*Tanterv és Tankönyvfejlesztés Országos Tanácsa*) en vue de mettre fin au monopole de l'*OPI* et d'accroître les débats entre spécialistes de l'éducation²⁷⁸. Nonobstant l'évolution didactique des manuels, le marxisme reste présent, comme en témoigne l'ensemble des programmes scolaires de la période, dont la partie introductory reste identique.

²⁷³ Herber Attila. « A történelmi tudat formálásának eszköztára », *Op. cit.* p. 5.

²⁷⁴ Walter Mária. *Histoire II*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1989. p. 4.

²⁷⁵ « A kéziratot megvitatták az Eötvös Lóránd Tudományegyetem Bölcsészettudományi Kara történész párt szervezetének rendezésében a történelemtantársok oktatói, továbbá a budapesti történelemtanárok munkaközössége », se référer par exemple au manuel suivant : Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III. osztálya számára*, 9^e ed., Tankönyvkiadó, Budapest, 1975. p. 1.

²⁷⁶ Nagy Péter Tibor. « The Historical and Political Context of the Teaching of History before and after the Fall of Communism », *International Society for History Didactics*, n°1, 1999. p. 78-86.

²⁷⁷ Katona András. « Képek és arképek a magyarországi történelemtanítás múltjából », *Op. cit.* p. 6.

²⁷⁸ Báthory Zoltán. « A maratoni reform », *Op. cit.* p. 7-8.

En Roumanie, le processus de rédaction et de distribution des manuels scolaires connaît le même sort, avec la création des Éditions didactique et pédagogique (*Editura Didactică și Pedagogică*) qui devient la maison d'édition du livre scolaire dans le pays entre 1948 et 1990. Si au cours des années de transition les manuels de l'entre-deux-guerres corrigés restent utilisés, le tournant politique nécessite également l'écriture de nouveaux ouvrages. L'élaboration de ces derniers est confiée à la Section agitation et propagande (*Secția Agitație și Propagandă – SAP*) du *PMR*, ce qui démontre toute l'attention que concentre la thématique scolaire dans le développement de l'homme nouveau.

À partir de 1957, la rédaction des manuels revient au ministère de l'Éducation, à l'intérieur duquel est constitué le Service des manuels scolaires (*Serviciul Manualelor Scolare*), composé de chercheurs, d'universitaires et d'enseignants du secondaire. Ce service est chargé d'évaluer les futurs manuels, alors que dans un second temps, la Section écoles (*Secția Școli*) du *PMR* se charge du contrôle idéologique des ouvrages et délivre l'approbation finale²⁷⁹. Du reste, la consultation des textes de lois afférents aux réformes scolaires révèle que la série de décrets pris en 1968 précise que « Les manuels sont rédigés sur la base du programme scolaire, et doivent correspondre aux niveaux scientifique et pédagogique contemporains »²⁸⁰. Par ailleurs, la réforme de 1978 n'apporte aucun changement dans ce domaine.

L'influence soviétique se fait particulièrement sentir dans le domaine du livre scolaire, puisque comme le révèle le spécialiste de l'éducation roumaine Cristian Vasile, 80 % des manuels publiés en 1948-1949 sont des traductions de livres soviétiques, phénomène qui touche principalement les manuels de sciences²⁸¹. Ainsi, plusieurs manuels d'histoire universelle intégrés au corpus sont des traductions d'ouvrages soviétiques des années 1950.

Parmi les auteurs roumains, Mihail Roller (1908-1958), directeur de la Commission d'enseignement (*Comisia de învățământ*) de la Section agitation et propagande du *PMR* de 1949 jusqu'en 1955, joue un rôle prépondérant dans la rédaction des manuels d'après-guerre. Ce stalinien convaincu, formé à Moscou, est régulièrement qualifié de "propriétaire de l'histoire" (*proprietarul istoriei*) ou de petit dictateur de l'historiographie roumaine (*micul dictator al istoriografiei românești*), en raison de sa centralité au sein de cette dernière jusque dans la seconde moitié des années 1950²⁸². Le premier manuel d'histoire rédigé sous la direction de

²⁷⁹ Căpiță Laura. « Post-War-History and Unification of Europe in Textbooks: the Romanian Experience », Actes de la conference *Post-War-History and Unification of Europe in Textbooks. Prospects after the end of the Cold War*, Berlin, juin 1992. p. 5-8.

²⁸⁰ « Manualele se întocmesc pe baza programelor școlare și trebuie să corespundă nivelului științific și pedagogic contemporan », *Antologia legilor*, *Op. cit.* p. 350.

²⁸¹ Vasile Cristian. « Sistemul de învățământ românesc », *Op. cit.* p. 121.

²⁸² L'influence de Mihai Roller sur l'historiographie roumaine va être développée dans le chapitre suivant. Pleşa

Mihail Roller – plus de 850 pages – est publié en 1947 à destination de la huitième classe des écoles secondaires, soit la onzième et dernière classe après la réforme de 1948. Un an plus tard, l'ouvrage subit de légères corrections et reste utilisé par la onzième classe jusqu'en 1952²⁸³. Par la suite, le manuel – une fois de plus légèrement corrigé – est distribué à l'ensemble des classes du secondaire et devient le seul autorisé pour l'enseignement de l'histoire jusqu'en 1960²⁸⁴. Il est à noter que la portée de ce livre dépasse le seul cadre scolaire, puisqu'il incarne une œuvre de base de la Roumanie des années 1950. À ce titre, la mention, tout comme l'analyse, du "livre de Roller" est un véritable *topos* dans les travaux des historiens spécialistes de la période communiste. Les deux autres versions destinées aux classes inférieures disposent de la même table des matières – traitant donc chacun des quatre grandes périodes – et ne sont que des variantes condensées du manuel réservé à la XI^e classe.

À la différence du cas hongrois, relativement peu de nouveaux manuels sont publiés en Roumanie pour les classes du secondaire. Outre des raisons économiques, ce phénomène est également à replacer dans le cadre restreint des réformes menées par le ministère de l'Éducation. Toutefois, les changements d'orientations politiques manifestés par le PMR et l'évolution du rapport au grand frère soviétique nécessitent la publication de nouveaux livres scolaires.

Si aucune information ne semble disponible sur l'existence d'un manuel rédigé pour la neuvième classe, un ouvrage d'histoire nationale destiné à la onzième classe voit le jour en 1960. Il est rédigé par trois historiens exerçant dans les meilleures universités du pays, en l'occurrence, Dumitru Almaș (1908-1995) , Gheorghe Georgescu-Buzău (1909-?) et Aron Petric (1915-1981) et demeure utilisé jusqu'en 1969. Gheorghe Georgescu-Buzău saisit l'opportunité offerte par la disgrâce de Mihail Roller pour débuter sa carrière universitaire. Au-delà des similitudes, Aron Petric se distingue en occupant le poste de doyen de la faculté d'histoire et de philosophie de l'Université de Bucarest. Dumitru Almaș débute sa carrière universitaire en 1949 à Bucarest en qualité de spécialiste du XIX^e siècle. Outre son domaine de recherche, ses ouvrages intitulés *Povestiri istorice* (Contes historiques) remportent un énorme succès et exercent une influence certaine auprès de générations de jeunes enfants roumains²⁸⁵. Ses contes nationaux narrent et exaltent le passé roumain depuis le mythe fondateur jusqu'au

Livu. « Mihail Roller și "stalinizarea" istoriografiei românești », *Annales Universitatis Apulensis*, vol. 10, n°1, 2006. p. 165-168.

²⁸³ Rusu Mihai Stelian. *Memoria națională românească. Facerea și prefacerile discursive ale trecutului național*, Institutul European, Iași, 2015. p. 272-273.

²⁸⁴ Colceru Emilian. « De la istorie națională la istorie europeană în școlile românești », *Polis*, vol. 4, n°11, 2016. p. 87-88.

²⁸⁵ Scurtu Ioan. « Dumitru Almaș – Omul și Opera », *Studii și Comunicări*, vol. 1, 2008. p. 159-172.

guide Nicolae Ceaușescu, alors que ses manuels scolaires continuent d'être réédités tout au long des années 1990²⁸⁶. Dumitru Almaș corédige également avec Alexandru Vianu un manuel d'histoire universelle pour la onzième classe voyant le jour lui aussi en 1960, mais réédité à de nombreuses reprises et restant sur le marché jusqu'en 1988. Alexandru Vianu (1916-2007) est quant à lui un spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Union soviétique, formé à Moscou et qui témoigne une forte animosité à l'encontre de Mihail Roller. Après la chute de ce dernier, Vianu profite de la situation pour s'installer dans le domaine universitaire²⁸⁷.

En 1967, un ouvrage d'histoire médiévale universelle pour la dixième classe est publié sous la plume de Francisc Pall (1911-1992) et Camil Mureșan (1927-2015), deux médiévistes spécialistes de la Transylvanie, faisant leur carrière à l'Université de Cluj. Le premier se singularise par sa rare continuité, puisqu'il enseigne de 1934 jusqu'à la fin de sa carrière, sans être évincé en dépit des nombreuses purges frappant les intellectuels du pays. Le second occupe le poste de doyen de la faculté d'histoire entre 1968 et 1975.

En 1968, un manuel d'histoire nationale à destination de la douzième classe paraît, rédigé par Ștefan Pascu (1914-1998), Hadrian Daicoviciu (1932-1984), Constantin Daicoviciu (1898-1973) et Miron Constantinescu (1917-1974) et reste utilisé jusqu'au changement de régime. Ștefan Pascu est un historien médiéviste de premier plan de l'ère Ceaușescu. Au cours de sa carrière, il dirige notamment l'Institut d'histoire et d'archéologie de l'Université de Cluj et préside la section historique de l'Académie roumaine des sciences de 1974 jusqu'en 1990. Il remplit par ailleurs la fonction de recteur de l'Université de Cluj entre 1968 et 1976²⁸⁸. Hadrian Daicoviciu est un universitaire, directeur de musée et spécialiste de l'histoire dace, à l'image de son père Constantin, historien universitaire et homme politique communiste. Constantin Daicoviciu est également le prédécesseur de Ștefan Pascu comme recteur de l'Université Babeș-Bolyai, poste qu'il occupe entre 1956 et 1968. Miron Constantinescu est quant à lui un historien et homme politique membre du comité central du PCR, par ailleurs sous-secrétaire d'État au ministère de l'Éducation entre 1947 et 1948, puis ministre de l'Éducation entre 1969 et 1970²⁸⁹.

Le manuel d'histoire moderne destiné à la neuvième classe, rédigé par Elisabeta Hurezeanu, Gheorghe Smarandache et Maria Totu est utilisé depuis sa première parution en 1977 jusqu'au changement de régime. Maria Totu a la particularité d'être l'épouse de

²⁸⁶ Voir par exemple : Almaș Dumitru. *Povestiri istorice pentru copii și școlari : șoimi ai patriei și pionieri. Partea a III-a*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1984. 79 p.

²⁸⁷ Velimirovici Felician. *Istorie și istorici în România comunistă (1948-1989)*, Mega, Cluj-Napoca, 2015. p. 52-55.

²⁸⁸ Pecican Ovidiu. « Stefan Pascu and the Historiography of Ceausescu's Dictatorship », *Anuarul Institutului de Cercetări Socio-Umane "Gheorghe Șincai"*, n°15, 2012. p. 69-72.

²⁸⁹ Dobre Florica (dir.). *Membrii C.C. al P.C.R.*, Op. cit. p. 175-177.

l'économiste et haut-dignitaire communiste Ioan Totu, exerçant notamment la fonction de ministre des Affaires étrangères entre 1986 et 1989. Les historiens chargés de la rédaction du manuel de la dixième classe paru en 1978 sont Aron Petric et Gheorghe I. Ioniță (1937-2004), ce dernier est chercheur à l'Institut d'histoire du Parti à partir de 1960, tout en étant membre de la Section enseignement et sport (*Secția Învățămînt și Sport*) au comité central du PCR²⁹⁰.

Par ailleurs, un ouvrage d'histoire universelle fait son apparition en 1977 à l'intention de la onzième classe. Il est dû à la plume de Ștefan Pascu, András Bodor (1915-1999) et Victoriana Boșcăneanu. András Bodor se distingue en tant qu'universitaire antiquisant appartenant à la communauté hongroise, doyen de la faculté d'histoire ancienne de l'Université hongroise Bolyai de Cluj entre 1951 et 1958. Par conviction, obligation ou opportunisme, il ne s'oppose en rien à l'interprétation officielle de l'histoire, comme l'illustrent ses articles soutenant la modification du nom de la ville de Cluj en Cluj-Napoca en 1974²⁹¹. Enfin, le livre d'histoire universelle moderne et contemporaine, destiné à la douzième classe, sort des imprimeries en 1978. Ses coauteurs sont Camil Mureșanu et Vasile Vesa (1939-), contemporanéiste effectuant la majeure partie de sa carrière à l'Université de Cluj.

La consultation du profil des auteurs permet de relever la prééminence d'historiens nés en Transylvanie ou y travaillant pendant des décennies, puisqu'elle concerne presque la moitié des auteurs de manuels scolaires roumains d'histoire. Si l'élaboration du livre scolaire est une entreprise dans laquelle l'initiative individuelle est réduite à son minimum, cette surreprésentation est une constatation à conserver à l'esprit dans la perspective d'une analyse de l'image de ce territoire.

²⁹⁰ À ce sujet, voir le chapitre consacré aux historiens Titu Georgescu et Gheorghe I. Ioniță : Scurtu Ioan. *Politică și viață cotidiană în România : în secolul al XX-lea și începutul celui de-al XXI-lea*, Mica Valahie, Bucarest, 2012. p. 450-470.

²⁹¹ Napoca est le nom du camp romain se trouvant à proximité du centre-ville de l'actuelle Cluj, abandonné dans la seconde moitié du III^e siècle ap. J.C par l'administration romaine. L'ajout du nom romain permet de contrebalancer la prééminence de la minorité hongroise dans la ville et dans le même temps de servir le nationalisme du régime Ceaușescu, par le prisme de l'antériorité des Roumains sur les Hongrois. Pour une biographie d'András Bodor, voir : Szabó Csaba. « Bodor András (1915-1999) », *A kolozsvári Magyar Történeti Intézet Évkönyve*, n°1, 2016. p. 219-227. À propos du conflit mémoire entourant la ville de Cluj-Napoca, voir : Botea Bianca. « Mémoires et patrimonialisation dans un territoire-frontière : la Transylvanie », *Journal des anthropologues*, n°108-109, 2007. p. 383-396.

III. L'histoire de la Transylvanie : entre science et intérêt politique

Dans une conception théorique, l'historien se porte garant d'une "véracité historique", plurielle à bien des égards, mais accessible à travers l'utilisation d'une méthode scientifique de recherche et d'analyse. Grâce à son expertise du passé, il se fait "destructeur de mythes" et de fausses croyances permettant de prévenir toute manipulation de la mémoire collective. En réalité, chaque historien reste un "produit" de son temps et de son environnement, deux facteurs rendant illusoire la production d'une histoire neutre et dénuée de considérations politiques²⁹². L'équilibre se situe entre le relativisme post-moderniste tel que conceptualisé par Jean-François Lyotard et le mythe de l'objectivité²⁹³.

Dans le cas des dictatures communistes, la concentration des pouvoirs et l'encadrement des intellectuels empêchent une étude du passé s'affranchissant du poids de l'intérêt politique. C'est ainsi que la corrélation entre les évolutions politiques et le canon des deux historiographies est tout à fait saillante. À la lumière des explications précédemment fournies sur l'histoire politique et sociale des deux pays, l'analyse des historiographies hongroise et roumaine offre la possibilité de comprendre le mécanisme, mais aussi le degré de subordination des sciences historiques au politique. La mise au jour de la relation entre le contenu des manuels scolaires et les courants historiographiques permet de rendre compte de l'influence de ces derniers sur les connaissances historiques de la population.

Si la puissance scolaire est certaine dans la modulation du savoir historique ou encore dans la formation de la culture générale, elle peut également être concurrencée par des forces proposant un discours divergeant. C'est dans cette perspective que l'analyse succincte de ces contrepoids offre la possibilité de délimiter les contours des connaissances historiques et mémorielles des citoyens hongrois et roumains entre 1945 et 1990.

1) L'État et l'historiographie nationale

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les deux pays subissent de plein fouet les changements politiques, avec de véritables purges qui touchent tant dans le secondaire que dans l'enseignement supérieur principalement les sciences humaines.

En Hongrie, les historiens montrant une affinité avec l'extrême-droite ou adoptant une position pro-allemande disparaissent du champ de la recherche historique ou du monde universitaire, à l'exception notable d'Elemér Mályusz (1898-1989), toléré par le régime en

²⁹² Carr Edward Hallett. *What is History?*, Op. cit. p. 7-51.

²⁹³ Lyotard Jean-François. *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1979. p. 12-15.

raison de son aura académique. Les historiens plus modérés parviennent à conserver leurs positions durant les années de transition, comme en témoignent les auteurs des manuels publiés entre 1945 et 1948. D'autre part, certains historiens hongrois communistes reviennent d'Union soviétique, à l'image de József Révai ou encore d'Erzsébet Andics (1902-1986), auxquels viennent se joindre les jeunes communistes locaux tels que Péter Hanák, György Spira (1925-2007) ou Pál Zsigmond Pach (1919-2001)²⁹⁴. Par la suite, l'accaparement graduel du pouvoir par les communistes conduit à une éviction de l'élite intellectuelle traditionnelle. Ceci se matérialise par l'exclusion de la plus grande partie des membres de l'Académie hongroise des sciences, incarnation de l'avant 1945 et garant de la légitimité scientifique, suivant des motivations d'ordre politique, puisque si à la fin de l'année 1948 la *MTA* comporte 260 membres, un an plus tard elle n'en compte plus que 128²⁹⁵.

En Roumanie, dans les premières années les historiens de l'entre-deux-guerres continuent à exercer dans les universités et instituts de recherche, bien que la situation se dégrade à partir de 1947²⁹⁶. Ce processus se traduit notamment par l'emprisonnement en 1950, puis le décès dans la prison de Sighetu Marmației (Máramarosziget – Marmaroschsiget) de Gheorghe I. Brătianu (1898-1953), homme politique membre du Parti national libéral (*Partidul Național Liberal*) et éminent historien de la Roumanie d'entre-deux-guerres. À l'instar de Brătianu, les principaux historiens du pays, tels que Silviu Dragomir (1888-1962) ou Constantin C. Giurescu (1901-1977), sont évincés à partir de 1948 jusqu'à la fin des années 1950²⁹⁷. De même qu'en Hongrie, les membres de l'Académie roumaine des sciences subissent également de plein fouet la prise de pouvoir communiste. Ainsi, le 9 juin 1948, la grande majorité des membres de l'Académie roumaine des sciences perd son poste. L'appartenance aux partis historiques traditionnels, voire une prise de position critique à l'encontre du Parti communiste suffisent au renvoi²⁹⁸.

L'historien Francesco Zavatti distingue quatre étapes dans l'évolution de l'historiographie des pays communistes d'Europe centrale et orientale. Il décrit tout d'abord le temps de l'uniformité de cette dernière entre 1948 et 1953, à laquelle succède jusqu'en 1956 l'ère de la fracture, en conséquence du différent degré de déstalinisation selon les pays. La

²⁹⁴ Romsics Ignác. *Clio bűvöletében*, *Op. cit.* p. 357-358. Pour une analyse de l'évolution des positions de Pál Zsigmond Pach voir : Kovér György. « Kanyarodás keletre, nyitás nyugatra: Pach Zsigmond Pál pályafordulása », *Századok*, vol. 154, n°6, 2020. p. 1255-1291.

²⁹⁵ Romsics Ignác. *Clio bűvöletében*, *Op. cit.* p. 374.

²⁹⁶ Boia Lucian. *Capcanele istoriei : elita intelectuală românească între 1930 și 1950*, Humanitas, Bucarest, 2012. p. 257-258.

²⁹⁷ Velimirovici Felician. *Istorie și istorici*, *Op. cit.* p. 33-35.

²⁹⁸ *Ibid.* p. 36.

troisième étape est celle de la rupture entre 1956 et 1968, concrétisée par une réutilisation progressive des thèmes nationaux. Enfin, il choisit le terme de diversité pour définir l'historiographie de la période 1968-1989, en faisant référence aux différentes orientations politiques prises par les partis communistes, reflétées dans les travaux des historiens des deux pays²⁹⁹.

Au lendemain du second conflit mondial, le basculement dans la sphère d'influence soviétique s'accompagne d'un véritable transfert civilisationnel, depuis l'Union soviétique vers ses satellites. Dans le champ historique, ce changement de modèle marque une rupture avec les orientations traditionnelles des deux historiographies. Le contexte de la Guerre froide provoque un rejet général de l'Ouest, qui se concrétise par un arrêt presque total des interactions avec les historiographies d'Europe de l'Ouest. Cette séparation forcée se double d'une prise de distance entre les canons des deux historiographies, bien qu'en 1945, le courant marxiste soit particulièrement faible dans les deux historiographies, voire quasi inexistant dans le cas de la Roumanie³⁰⁰. Dans les deux pays, les purges engendrent l'arrivée de personnes non qualifiées aux postes clés des universités et des instituts de recherche ou encore très jeunes et inexpérimentées.

Si les interprétations et perceptions peuvent être plurielles, les sociétés communistes – et tout particulièrement au cours de la période stalinienne – manifestent une étrange uniformité dans le discours historique. En effet, la Hongrie et la Roumanie connaissent une situation tout à fait semblable, dans laquelle l'État jouit d'un monopole dans la production historique et mémorielle. À l'instar de chaque pays du bloc soviétique, l'État devient le subsidiaire de la culture. Dans le cas de la recherche historique, la conséquence directe est la création d'instituts d'histoire du Parti. La mise en place de ces instituts témoigne de la politisation de l'histoire, ainsi que son appropriation par les partis communistes. Outre la tâche de publication de l'histoire officielle, ces instituts remplissent dans la première décennie des régimes communistes la fonction d'intermédiaire avec l'historiographie soviétique par la traduction de ses principaux travaux.

En Hongrie, si l'influence de l'Institut d'histoire du Parti (*Párttörténeti Intézet*), fondé en 1948, est tangible dans les années 1950, elle ne cesse de baisser à partir des années 1960³⁰¹.

²⁹⁹ Zavatti Francesco. *Writing History in a Propaganda Institute: Political Power and Network Dynamics in Communist Romania*, Elanders, Stockholm, 2016. p. 38-44.

³⁰⁰ Boia Lucian. *Strania istorie a comunismului românesc*, Op. cit. p. 13-25.

³⁰¹ Pour le cas hongrois voir : Kádár B. Zsuzsanna. « Centrum és periféria a történetírásban, avagy hol helyezkedett el a Párttörténeti Intézet folyóirata », *Educatio*, vol. 27, n°1, 2018. p. 75-81. Pour plus d'informations sur le rapport entre le Parti et les historiens de l'Institut d'histoire du Parti dans les années 1980, se rapporter à l'étude suivante : Kende Tamás. « Párttörténet: kritika és program », Dénes Iván Zoltán (dir). *A magyar történetírás kánonjai*, Ráció,

En Roumanie, l’Institut d’histoire du Parti (*Institutul de Istorie a Partidului*), ouvert en 1951, connaît quant à lui un sort différent : renommé en 1966 Institut d’études historiques et socio-politiques (*Institutul de Studii Istorice și Social-Politice – ISISP*), il demeure l’un des centres de la production historiographique du pays³⁰².

L’historiographie hongroise, de 1948-1949 jusqu’à la fin des années 1950, se caractérise par un asservissement presque total à la propagande du *MKP*, ainsi que par une pluralité quasi inexisteante³⁰³. À l’image de la politique économique, des plans quinquennaux sont appliqués à la production historique, lesquels se concentrent quasi-exclusivement sur les thématiques inhérentes à un schéma matérialiste dialectique³⁰⁴. *A contrario*, les historiens tels que Domokos Kosáry ou Kálmán Benda ne désirant pas directement s’aligner sur la ligne du Parti, se limitent à la publication de sources historiques et leur activité reste tolérée par le régime.

Cette période est principalement dominée par deux historiens communistes de longue date, Erik Molnár et surtout Erzsébet Andics, qui engagent l’historiographie hongroise sur la voie de la stalinisation. Erik Molnár est le spécialiste de la préhistoire et du Moyen Âge hongrois le plus reconnu au cours de cette décennie, tout en étant également membre de la *MTA*. Il remplit en outre d’importantes fonctions politiques, puisqu’entre 1945 et 1956 il occupe différents postes de ministre et siège au comité central du *MDP*³⁰⁵. Erzsébet Andics est, quant à elle, la première secrétaire de la Société historique hongroise entre 1949 et 1958, tout en occupant le poste de directrice du département d’Histoire moderne à l’Université Loránd Eötvös à Budapest (Université hongroise royale Péter Pázmány avant 1950) et de membre de la *MTA*³⁰⁶. Outre son influence dans les sciences historiques, elle est également membre du comité central du *MDP* jusqu’en 1956³⁰⁷. Les deux figures centrales de l’historiographie hongroise s’effacent de la vie politique à la suite de la révolution de 1956, notamment pour Erzsébet Andics qui en raison de sa proximité avec les dirigeants stalinien ne revient d’Union soviétique qu’en 1958. Pour autant, ils se maintiennent dans le domaine universitaire – principalement pour Erik Molnár – sans retrouver toutefois de leur autorité des années 1950.

Budapest, 2015. p. 175-180.

³⁰² Zavatti Francesco. *Writing History in a Propaganda Institute*, *Op. cit.* p. 209-211.

³⁰³ Sur les différents types d’acteurs existant dans le domaine de la production historique des années 1950, voir : Von Klimó Árpád. « The Sovietization of Hungarian Historiography. Attempts, Failures and Modifications in the early 50s », Apor Balázs, Apor Péter, Rees E. A. (dir). *The Sovietization of Eastern Europe: New Perspectives on the Postwar Period*, New Academia Publishing, Washington D.C, 2008. p. 240-245.

³⁰⁴ Sur la réalisation du plan quinquennal dans les sciences historiques se référer à : Kövér György. « A magyar történettudomány első ötéves terve és a gazdaságtörténet-írás », Erős Vilmos, Takács Ádám (dir.). *Tudomány és ideológia között. Tanulmányok az 1945 utáni magyar történetírásról*, ELTE Eötvös, Budapest, 2012. p. 22-41.

³⁰⁵ Romsics Ignác. *Clio bűvöletében*, *Op. cit.* p. 592-593.

³⁰⁶ L’université catholique Péter Pázmány est refondée en 1992.

³⁰⁷ *Ibid.* p. 574-575.

En Roumanie, la soviétisation de l'historiographie suit une trajectoire très semblable, où le Parti s'immisce directement dans la production historique, tout en la régissant. La figure de proue de cette période est Mihail Roller, formé à Moscou. En étroite coopération avec les plus hauts responsables politiques du pays, il devient le principal instigateur de la transformation stalinienne de l'historiographie roumaine et fixe sa ligne directrice. Il exerce par ailleurs les fonctions de député de l'Assemblée nationale, de directeur-adjoint de l'Institut d'histoire du Parti entre 1955 et 1958 et dirige la Commission d'enseignement de la Section agitation et propagande entre 1946 et 1953³⁰⁸. Sa fonction au sein de la *SAP* est à mettre en relation avec le rôle confié à cette dernière dans la soviétisation de l'historiographie. Ainsi, la nomination des nouveaux membres de l'Académie des sciences doit être approuvée par le bureau politique sur la base d'une nomination préalable de la *SAP*, alors que Mihail Roller est le vice-président de l'Académie entre 1949 et 1954³⁰⁹.

En raison de sa trop grande importance, du retour des thématiques nationales et d'une certaine prise de distance du *PMR* avec l'Union soviétique, il tombe en disgrâce et se suicide en 1958. Il est à noter que son origine juive peut également être un facteur explicatif de sa chute, dans le sillage des purges "antisionistes" lancées dans les pays du bloc soviétique, bien qu'il n'y ait pas de consensus autour de cette question chez les historiens roumains³¹⁰. Pour autant, dans le cadre de la stratégie d'accroissement de la popularité du *PMR*, il est possible d'assister à une roumanisation du Parti, phénomène touchant à l'avenant l'élite intellectuelle du pays à partir des années 1950. Dans cette mesure, la surreprésentation des Juifs, des Hongrois ou encore des Allemands dans les sphères intellectuelles disparaît avec le basculement progressif du régime roumain vers le national-communisme³¹¹.

De façon plus générale, les nouveaux historiens doivent se plier totalement aux exigences du Parti et montrer une loyauté sans faille à son égard. Un exemple de ce phénomène se retrouve au travers des biographies des dirigeants communistes, lesquelles témoignent parfaitement de la situation de l'historiographie roumaine de cette période. Si avant 1945, le Parti communiste roumain ne bénéficie que d'un soutien extrêmement faible, le pouvoir politique charge les historiens du pays de rédiger des biographies glorifiant l'œuvre des dirigeants communistes au cours de l'entre-deux-guerres, dans un style s'apparentant à des

³⁰⁸ Zavatti Francesco. *Writing History in a Propaganda Institute*, Op. cit. p. 118-119.

³⁰⁹ Iacob Cristian Bogdan. *Stalinism, History and the Nation: History Production under Communism in Romania (1955-1966)*, Thèse de doctorat, Central European University, Budapest, 2011. p. 101.

³¹⁰ Bosomitu Ștefan, Burcea Mihai. « Mihail Roller (1908-1958). O scurtă biografie », Luciana-Mărioara Jinga (dir.). *Identitate, social și cotidian în România comunistă*, vol. 7, Editura Polirom, Iași, 2012. p. 58-60.

³¹¹ Boia Lucian. *Capcanele istoriei*, Op. cit. p. 336-338.

récits mythiques³¹².

Au cours de la période stalinienne, de nombreux points communs apparaissent dans les deux historiographies. Elles se distinguent par une tendance pouvant être qualifiée d'ouverture internationaliste, nettement prosoviétique et en rupture profonde avec les canons de l'entre-deux-guerres. Le renforcement des liens avec le grand frère soviétique revêt une importance politique majeure, qui plus est pour deux nations disposant d'un passé plus que conflictuel avec la Russie, puis l'Union soviétique. La Hongrie et la Roumanie possèdent la particularité commune d'être les seules démocraties populaires – avec la République démocratique allemande (RDA) – non-slaves. Pour autant, certains historiens – à l'image de Mihail Roller et Petre P. Panaiteșcu (1900-1967) en Roumanie ou d'Erik Molnár en Hongrie – produisent une littérature abondante en vue de démontrer l'influence slave sur les cultures hongroise et roumaine, ainsi que la centralité de l'élément slave dans l'ethnogenèse des deux peuples.

L'universalité et l'inaugurabilité de l'histoire officielle forment dès lors des caractéristiques intrinsèques aux deux régimes, alors que le schéma marxiste-léniniste devient le seul prisme d'interprétation de l'histoire. Les sujets chers à une vision marxiste de l'histoire atteignent une situation de quasi-monopole dans la production historique des deux pays. À cet égard, la part belle est faite aux mouvements sociaux émaillant l'histoire, alors que les panthéons des romans nationaux sont délaissés au profit du peuple, seul véritable héros de l'histoire. Cependant, certaines figures historiques des deux romans nationaux se maintiennent dans les publications historiques au cours des années 1950, travesties en défenseurs du peuple. Cette tendance s'inscrit dans la schématisation et la simplification à outrance du passé, avec la mise en exergue d'une lutte pluriséculaire entre forces progressistes et réactionnaires. L'histoire se résume ainsi à une lutte des classes perpétuelles entre exploitants et exploités, et ce jusqu'à l'avènement des démocraties populaires, grâce à la bienveillance de l'Union soviétique. Tout au long de la période, l'histoire nationale est codifiée par le Parti, cependant la période stalinienne se distingue dans les deux pays par l'usage démesuré du culte de la personnalité. À l'image de tout document politique, les publications historiques – ainsi que les manuels scolaires – doivent comporter des citations des grands "guides" tels que Marx, Engels, Lénine, Staline, Rákosi ou encore Gheorghiu-Dej. Cet usage s'estompe en Hongrie après 1956, alors

³¹² Bosomitu řtefan. « The Biographies of the Romanian Underground Communists. Between Myth and Reality », Dobre Claudia-Florentina, Epurescu-Pascovici Ionuš, Ghiřă Cristian Emilian (dir.). *Myth-Making and Myth-Breaking in History and the Humanities*, Proceedings of the Conference held at the University of Bucharest, 6-8 October 2011. p. 171-178.

qu'il est entretenu par Ceaușescu qui le pousse à son paroxysme à partir des années 1970³¹³.

L'historiographie hongroise de la période 1954-1956 peut être définie comme celle des "éditions corrigées" (*javított kiadások*), comme le constate l'historien Holger Fischer. La déstalinisation édulcorée que connaît le pays se traduit par une atténuation de la dogmatisation de l'histoire, sans toutefois provoquer de profonds changements³¹⁴. Au lendemain de la révolution, la stabilisation du régime se traduit par une rigidité certaine, à l'image de la condamnation de plusieurs historiens de premier plan ayant participé au soulèvement. Dans certains cas, ils sont nommés à des postes de bibliothécaire ou d'archiviste en province, comme István Bibó (1911-1979) ou encore Domokos Kosáry³¹⁵. Malgré la répression s'abattant sur les intellectuels sympathisant avec la révolution, la perte d'autorité d'Erik Molnár et Erzsébet Andics laisse présager un relâchement de la pression s'exerçant sur les historiens et plus largement sur les intellectuels du pays.

Les répercussions de la réorientation politique de la Roumanie se remarquent également sur son historiographie. Comme le révèle Francesco Zavatti, ceci se traduit en 1964 par la fermeture de l'Institut d'études roumano-soviétiques (*Institutul de Studii Româno-Sovietice*) ou encore au cours de la même année par l'arrêt du fonctionnement de l'Association roumaine pour le resserrement des liens avec l'Union soviétique (*Asociația Română pentru Strângerea Legăturilor cu Uniunea Sovietică*)³¹⁶. À ce propos, Bogdan Cristian Iacob démontre que dans le champ de la publication historique, le nombre d'études rédigées par la plume d'historiens roumains dépasse à partir de 1955 celui des traductions d'œuvres soviétiques³¹⁷.

Après l'éviction de Mihail Roller, les historiens de l'entre-deux-guerres font leur retour et réoccupent des places importantes dans l'organigramme des sciences historiques roumaines, comme avec Constantin C. Giurescu réhabilité en 1965 ou Miron Constantinescu. Ce dernier, membre du PCR depuis l'entre-deux-guerres, est purgé par Gheorghiu-Dej en 1957 en raison de sa position jugée trop proche du mouvement de déstalinisation initié par Nikita Khrouchtchev et de sa tentative de tourner le processus contre le Premier secrétaire roumain. Il peut toutefois poursuivre son activité d'historien à l'Institut Nicolae Iorga de l'Académie, avant

³¹³ À ce sujet, se référer à la thèse suivante : Cioroianu Adrian. *Le mythe, les représentations et le culte du dirigeant dans la Roumanie communiste*, Thèse de doctorat, Université de Laval, 2002. 382 p.

³¹⁴ Pour une périodisation de l'historiographie hongroise entre 1945 et 1990, voir : Fischer Holger. « Történetírás a szocialista Magyarországon – periodizációs kísérlet külső szemszögből », Erős Vilmos, Takács Ádám (dir.). *Tudomány és ideológia között*, Op. cit. p. 10-21.

³¹⁵ Pour un tour d'horizon de la carrière d'István Bibó, voir : Gradvoohl Paul. « Istvan Bibo, l'insubmersible », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 1067, n°3, 2008. p. 134-139. ; en ce qui concerne Domokos Kosáry se référer à l'étude suivante : Glatz Ferenc. « Kosáry Domokos, a történész életútja », Op. cit. p. 1414-1436.

³¹⁶ Zavatti Francesco. *Writing History in a Propaganda Institute*, Op. cit. p. 170.

³¹⁷ Iacob Cristian Bogdan. *Stalinism, History and the Nation*, Op. cit. p. 108.

d'être lui aussi réhabilité en 1965³¹⁸. L'année 1955 voit l'élection de nouveaux membres au sein de la section d'histoire de l'Académie, ainsi que le départ du poste de vice-président de l'Académie pour Mihail Roller. Des historiens tels que Constantin Daicoviciu, Andrei Oțetea (1894-1977) ou encore Emil Condurachi (1912-1987), se démarquent principalement dans leur rapport à la nation, à laquelle s'ajoute une farouche opposition à Mihail Roller et ses disciples³¹⁹. De la même façon, l'Académie roumaine des sciences gagne en influence, avant de retourner dans l'ombre au cours des années 1980, puisque dans le cadre d'un contrôle croissant de la vie culturelle, Ceaușescu donne aux institutions issues du Parti une priorité absolue³²⁰.

La déstalinisation de façade que connaît la Roumanie entre la seconde moitié des années 1950 et le début des années 1970 laisse quelques traces dans le paysage de l'historiographie roumaine. Outre le retour des thématiques nationales, la dogmatisation forcée s'atténue quelque peu et des embryons de débats historiques refont surface entre les chercheurs, bien qu'ils se déroulent dans un cadre imposé et restreint. L'illustration de ce phénomène se retrouve dans la synthèse en quatre volumes de *Istoria României* (L'Histoire de la Roumanie), parue entre 1960 et 1964³²¹.

Le passage de l'internationalisme à l'ethnocentrisme s'effectue de concert avec les changements politiques que connaît la Roumanie³²². La véhémence de l'internationalisme des premières années favorise par la suite l'adoption d'un discours à la connotation bien plus nationale. L'orientation slavophile est assez rapidement mise de côté à partir de la seconde moitié des années 1950, au profit d'une renationalisation de l'historiographie³²³. Par ailleurs, l'activation du facteur national permet la fidélisation des intellectuels qui soutiennent largement la réorientation nationale en se mettant au service du régime et certains se muent en porte-voix du nationalisme officiel. Le choix du nationalisme s'inscrit dans un contexte beaucoup plus large et inhérent à l'historiographie roumaine, en lien avec le processus de construction d'un État englobant tous les Roumains depuis le XIX^e siècle. Il est alors possible d'assister à un véritable syncrétisme entre la phraséologie marxiste et nationaliste. Dans cette perspective,

³¹⁸ Pour plus de détails sur la chute et le retour au premier plan de Miron Constantinescu voir : Bosomitu Ștefan. « Miron Constantinescu – Profilul intelectualului angajat », Mares Clara (dir.). *Intelectualii și regimul comunista : istoriile unei relații*, Polirom, Iași, 2009. p. 182-185.

³¹⁹ Velimirovici Felician. *Istorie și istorici în România comunistă*, Op. cit. p. 47.

³²⁰ Ibid. p. 233-244.

³²¹ Ibid. p. 124-143.

³²² Szakács Simona. « Now and then: National Identity Construction in Romanian History. A Comparative Study of Communist and Post-Communist School Textbooks », *Internationale Schulbuchforschung*, n°29. p. 24.

³²³ Boia Lucian. *History and Myth in Romanian Consciousness*, Central European University Press, Budapest, 2001. p. 73-76.

l'interprétation de l'histoire suit le schéma d'une lutte ancestrale d'une masse roumaine unie, guidée par ses héros nationaux contre les puissances étrangères spoliant et oppr本质ant les Roumains³²⁴.

En Hongrie, il est possible d'assister à partir des années 1960 à une reprofessionnalisation et une pluralisation de l'historiographie après la longue décennie de convergence forcée. Le retour du débat scientifique s'illustre parfaitement par l'intense échange d'idées initié par l'historien amateur proche du pouvoir communiste Erik Molnár et couramment dénommé le "débat Molnár" (*Molnár-vita*) par l'historiographie hongroise. Celui-ci agite nombre d'historiens hongrois pendant toute la décennie et rend compte des différentes interprétations de la nation³²⁵. L'initiateur du débat – docteur en droit et homme du Parti – perpétue la vision de l'histoire entre forces progressistes et réactionnaires en reprenant l'opposition bien / mal et expose la prééminence de la lutte des classes sur celle de la nation. Dans le contexte de légitimation politique faisant suite à la révolution de 1956, les concepts de nationalisme bourgeois et de patriotisme socialiste sont largement développés, tout en insistant sur le "faux" sentiment national existant dans les sociétés précommunistes³²⁶. Il ne rompt pas non plus avec la tradition stalinienne d'étayer toute étude sur les citations des "grands maîtres" du marxisme. Si le débat est alimenté par les intellectuels hongrois, le médiéviste Jenő Szűcs à l'aura internationale incarne le plus grand opposant à l'interprétation proposée par Erik Molnár. Celui-ci pointe du doigt les nombreuses digressions et simplifications commises par Erik Molnár, tout en dénonçant son idéologisation et sa tendance à l'anachronisme³²⁷.

Comme le démontre György Péteri, au début des années 1970, la réticence de Moscou face aux réformes hongroises et le contexte du Printemps de Prague freinent quelque peu la libéralisation amorcée³²⁸. En dépit de cette rétroaction temporaire, l'historiographie se distingue par une libéralisation progressive, en lien avec l'adoucissement du régime. Ceci se constate au travers du plus grand rôle joué par les spécialistes dans chaque segment de la vie économique et culturelle du pays. Ce phénomène est également à mettre en parallèle avec la situation politique de la Hongrie, où la direction du *MSZMP* accorde de moins en moins d'importance

³²⁴ Blomqvist Anders. « Competing Stories about Transylvania's Past, *Op. cit.* p. 289-294.

³²⁵ Lackó Miklós. « Molnár Erik és a 60-as évek történész-vitája », *Századok*, n°6, 2008. p. 1493-1515.

³²⁶ Pour un résumé du débat, se référer à : Krizmanits Réka. *Fruitful Inconsistencies: Historical Knowledge Production in Late Socialist Hungary and Croatia*, Thèse de doctorat, Université d'Europe Centrale, Budapest, 2020. p. 98-102.

³²⁷ Romsics Ignác. « A Molnár Erik-féle nemzet vita és Szűcs Jenő », *168 Óra*, 2018. <https://168.hu/itthon/romsics-ignac-a-molnar-erik-fele-nemzet-vita-es-szucs-jeno-158572> [Consulté le 15-04-2022]

³²⁸ Péteri György. *Academia and State Socialism: Essays on the Political History of Academic Life in Post-1945 Hungary and Eastern Europe*, Columbia University Press, New-York, 1998. p. 327-334.

aux membres du Parti au profit de l'État et de son personnel qualifié³²⁹. L'apaisement politique redonne aux chercheurs en sciences sociales une certaine marge de manœuvre analytique et critique. La libéralisation contrôlée de la vie intellectuelle permet par exemple de traiter plus librement des années de coalition, en revanche, l'entre-deux-guerres ou la révolution de 1956 continuent d'incarner deux véritables tabous³³⁰.

Dans les faits, l'Académie hongroise des sciences accroît son autorité, tandis que l'appartenance politique cesse progressivement d'être le principal motif de nomination. Pour autant, Erik Molnár continue de présider l'Institut des sciences historiques jusqu'en 1966, avant d'être remplacé par Pál Zsigmond Pach jusqu'en 1985, dont la loyauté à l'égard du *MSZMP* n'est jamais remise en question. En parallèle, l'augmentation du nombre d'élèves dans les écoles secondaires et l'accroissement du nombre d'étudiants dans le supérieur rendent nécessaire la présence de plus d'historiens dans les universités du pays et favorise ainsi une certaine diversité dans le recrutement³³¹. Dès lors, le changement de 1989 n'a que des conséquences limitées sur les sciences historiques hongroises. Ce phénomène s'explique par la faible ingérence du pouvoir politique, mais également par la plus grande liberté permettant aux chercheurs hongrois d'être en contact permanent avec les résultats et tendances s'observant en Europe de l'Ouest³³². La pluralité des interprétations se discerne nettement dans une synthèse de l'histoire nationale publiée par l'Académie. La rédaction entre 1975 et 1989 de *Magyarország története* (Histoire de la Hongrie) en dix volumes, sous la plume des historiens les plus reconnus de pays et dirigés par Pál Zsigmond Pach en atteste parfaitement, bien que tous les volumes n'aient pas vu le jour³³³.

À l'inverse, la Roumanie se distingue par un contrôle encore plus accru du Parti sur l'historiographie à partir du début des années 1970, lequel s'amorce parallèlement à la montée en puissance du nationalisme. Un des exemples révélateurs de cette tendance réside dans le programme du *PCR* de 1974. Érigé en vérité officielle, sa partie introductory contient un résumé de trente-huit pages de l'histoire roumaine, depuis les Daces jusqu'à l'édification du socialisme³³⁴. Le célèbre adage consacré par l'historien français Lucien Febvre selon lequel

³²⁹ Kalmár Melinda. *Történelmi galaxisok vonzásában*, *Op. cit.* p. 119-122.

³³⁰ Takács Ádám. « A történetírás ideológiai funkciói Magyarországon az 1960-as és az 1970-es években », Erős Vilmos, Takács Ádám (dir.). *Tudomány és ideológia között*, *Op. cit.* p. 95-97.

³³¹ Romsics Ignác. *Clio bűvöletében*, *Op. cit.* p. 401-406.

³³² Gyáni Gábor. « Történetírásunk az évezred fordulóján », Gyáni Gábor (dir). *Történészdiskurzusok*, L'Harmattan, Budapest, 2002. p. 37-42. ; Frank Tibor. « A magyar történettudomány és nyugati kapcsolatai az 1970-es években », *Máltunk*, vol. 61, n°4, 2016. p. 72-84.

³³³ Gergely András. « Kísérlet mesterelbeszélés megalkotására: a "tízkötetes" Magyarország története », Dénes Iván Zoltán (dir). *A magyar történetírás kánonjai*, *Op. cit.* p. 206-213.

³³⁴ Commission de rédaction du programme du *PCR*. *Programul Partidului Comunist Român de făurire a societății sociale multilateral dezvoltate și de înaintare a României spre comunism*, Editura politică, Bucarest, 1975. p.

« L'histoire qui sert est une histoire serve » correspond parfaitement à la situation de l'historiographie roumaine à partir du début des années 1970³³⁵. Ainsi, les thématiques placées au centre des travaux des historiens roumains s'adaptent au nouveau canon dicté par le pouvoir politique³³⁶.

À l'instar de la Hongrie, les historiens du Parti continuent d'être perçus comme des activistes aux ordres du pouvoir politique, ce qui fait naître une profonde antipathie entre les historiens de l'Académie et ceux de l'*ISISP*. Dans le cadre de l'avènement du national-communisme, le rôle des historiens devient déterminant dans le processus de légitimation du régime auprès de la population. À partir des années 1970, la tendance totalitaire du régime Ceaușescu renforce l'interprétation unique de l'histoire³³⁷. De plus, le contrôle du Parti sur les historiens et la politisation de l'histoire se voient également favorisés par la course aux ressources entre les historiens, engendrée par la crise économique³³⁸. La prise d'importance de l'*ISISP* est visible au travers des exemples de Mircea Mușat (1930-1994) et Ion Ardeleanu (1947-2007). Le premier est un haut-dirigeant de la *SAP*, qui embrasse par ailleurs une carrière politique après le changement de régime sous les couleurs du parti d'extrême-droite de *România Mare* (Grande Roumanie). Ion Ardeleanu est quant à lui le directeur du musée d'Histoire du Parti communiste (*Muzeul de Istorie a Partidului Comunist*). Grâce à leurs relations politiques et leur alignement sur le dogme nationaliste du régime, ces deux historiens bénéficient d'un accès privilégié à de nombreux financements. Ainsi, ils sont dans la Roumanie des années 1980 les deux historiens disposant de la plus grande autorité dans le paysage de la recherche historique, tandis qu'au travers de leurs nombreux ouvrages, les deux activistes se livrent à une utilisation massive du plagiat³³⁹. Le propos doit toutefois être quelque peu nuancé, puisque lors du Congrès international des sciences historiques tenu à Bucarest en 1980, les postes à responsabilité au sein du comité d'organisation sont plutôt confiés à des historiens extérieurs à l'*ISISP*, par nécessité de montrer une image "démocratique"³⁴⁰.

Le durcissement du régime se constate également par le renforcement de la famille

27-64.

³³⁵ Febvre Lucien. « L'Histoire dans le monde en ruines », *Revue de synthèse historique*, vol. 30, 1920. p. 318.

³³⁶ Petrescu Cristina. « Historiography of Nation-building in Communist Romania », Kolář Pavel, Řezník Miloš (dir.). *Historische Nationsforschung im geteilten Europa 1945-1989*, SH Verlag, Köln, 2012. p. 149-150.

³³⁷ Il est révélateur de constater que dès les années 1970, les historiens d'Europe de l'Ouest sont au fait de la situation en Roumanie et confirment la radicalité du virage politique, puis historiographique amorcé, voir : Marcou Lilly. « La république socialiste de Roumanie : l'évolution de la recherche historique et idéologique », *Revue française de science politique*, 23^e année, n°3, 1973. p. 596-599.

³³⁸ Zavatti Francesco. *Writing History in a Propaganda Institute*, Op. cit. p. 240-243.

³³⁹ Cette allégation se retrouve dans les travaux de nombreux historiens actuels traitant de l'historiographie roumaine des années 1980.

³⁴⁰ Zavatti Francesco. *Writing History in a Propaganda Institute*, Op. cit. p. 279-282.

Ceaușescu dans les affaires du pays. Dans le champ de la production historique, ceci se concrétise par le rôle prééminent joué par le frère du dirigeant roumain, Ilie Ceaușescu (1926-2002), militaire et grand amateur d'histoire. Il fonde ainsi le Centre d'études et de recherches d'histoire et de théorie militaire (*Centrul de Studii și Cercetări de Istorie și Teorie Militară – CSCITM*) en 1969, dont il en devient le directeur en 1977, tout en exerçant une influence considérable sur l'ensemble des historiens roumains³⁴¹. Auparavant, tout au long des années 1970, la revue *Săptămâna* (La semaine) se fait l'apôtre du nationalisme roumain. Celle-ci offre en outre une importante interface d'expression aux théories thracistes, avec l'historien Manole Neagoe ou le poète Corneliu Vadim Tudor (1949-2015). Ce dernier est par ailleurs le fondateur en 1991 du parti d'extrême-droite *România Mare* et se rend célèbre pour sa xénophobie et son antisémitisme³⁴². Sur le plan institutionnel, la mise en valeur de l'histoire ancienne se remarque également au travers de la création en 1979 de l'Institut de tracologie (*Institutului de Tracologie*), bien qu'il n'emploie au maximum qu'une demi-douzaine de chercheurs³⁴³.

La dogmatisation nationaliste du régime, couplée à sa propension à l'ethnocentrisme, conduisent les historiens roumains à présenter la nation roumaine sous la forme d'une entité ethnique intemporelle sur laquelle les éléments exogènes n'exercent qu'une influence limitée. Le panthéon des héros nationaux est restauré, tout particulièrement dans le cadre du culte de la personnalité de Ceaușescu. À partir des années 1970, ceci favorise l'apparition d'un mouvement au sein des cercles d'intellectuels du pays appelé le protochronisme. Il est attribué au critique littéraire et universitaire Edgar Papu (1908-1993), lors de la publication de son article intitulé *Protocronismul românesc* (Le protochronisme roumain) en 1974³⁴⁴. Les travaux de Katherine Verdery démontrent que le protochronisme vise à idéaliser l'histoire et la culture roumaines afin de prouver l'antériorité des Roumains dans tous les grands courants culturels ou de pensée³⁴⁵. Son institutionnalisation par le PCR provoque son utilisation massive par l'*intelligentsia*. Il permet de rejeter l'influence culturelle de l'Ouest, mais également de l'Est pour se recentrer sur la Roumanie. En dépit de cet isolement culturel de façade, Lucian Boia souligne la similarité avec le nationalisme stalinien, dans lequel la culture russe, puis soviétique est érigée en tant que pionnière du monde civilisé³⁴⁶. L'utilisation politique de cette doctrine consiste à justifier

³⁴¹ Pour plus d'informations sur l'importance prise par le CSCITM et la production historique nationaliste, voir : Pavelescu Tudor Alina. *Le Conducător, le Parti et le Peuple*, *Op. cit.* p. 159-169.

³⁴² *Ibid.* p. 138-145.

³⁴³ Il est à noter qu'un institut similaire voit également le jour au sein de l'Académie bulgare des sciences. Velimirovici Felician. *Istorie și istorici în România comună*, *Op. cit.* p. 244-246.

³⁴⁴ Papu Edgar. « Protocronismul românesc », *Secolul 20*, n°5-6, 1974. p. 8-11.

³⁴⁵ Dans son ouvrage de référence, Katherine Verdery consacre un chapitre à l'étude du protochronisme roumain : Verdery Katherine. *National Ideology*, *Op. cit.* p. 167-214.

³⁴⁶ Boia Lucian. *Strania istorie a comunismului românesc*, *Op. cit.* p. 163-164.

l’isolation de la Roumanie par la supériorité culturelle et historique des Roumains. Ainsi, les Roumains se trouvent être le peuple au carrefour de toutes les grandes civilisations, alors que la civilisation roumaine est exaltée comme la plus ancienne d’Europe.

Les relations entre les deux historiographies suivent également l’évolution du rapport entre la Hongrie et la Roumanie. Ainsi, au cours de la première moitié de la période socialiste, la vision internationaliste domine largement, sans pour autant régler les querelles historiques et mémorielles entre les peuples d’Europe centrale et orientale. Une des meilleures illustrations au phénomène repose dans l’ouvrage de László Makkai publié en 1948 et portant sur l’histoire des relations hungaro-roumaines. Si l’historien hongrois originaire de Transylvanie – par ailleurs auteur de manuels scolaires – rompt avec le nationalisme caractérisant l’entre-deux-guerres, il propose une vision critique des relations entre les deux peuples depuis les premiers contacts jusqu’à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en épargnant aucune classe sociale, ni groupe national et en prime sans adopter le matérialisme dialectique comme prisme d’analyse. En conséquence du tournant politique, l’ouvrage est censuré peu après sa publication avant d’être réédité en 1989 à la veille du changement de régime³⁴⁷. Par la suite, le Transylvain Dániel Csatári (1927-2008), universitaire spécialiste des relations entre les deux peuples et membre de la MTA depuis 1955, incarne parfaitement les nouvelles positions à adopter sur les relations roumano-hongroises. Dans un ouvrage paru en 1958, il s’attache à dépeindre l’histoire des relations entre les peuples hongrois et roumain comme celle d’une coopération pluriséculaire entachée par le nationalisme des classes exploitantes et des puissances impérialistes. Ainsi l’introduction affirme que :

« La mise en œuvre pratique des principes proclamant la nécessité de l’interdépendance de nos peuples et le caractère indispensable d’une relation sincère d’amitié disposa d’une possibilité historique pour sa réalisation pratique seulement après que nous eûmes évincé de la tête de nos pays ceux qui en possession du pouvoir empêchèrent la réunion des Roumains et des Hongrois. La libération des deux pays voisins, leur transformation politique et sociétale, ainsi que leur démocratisation interne permirent aux masses de travailleurs, jusqu’ici exploitées, de prendre en main leur destinée »³⁴⁸

La lecture du compte-rendu de la première réunion de la Commission mixte d’historiens roumano-hongrois (*Magyar-Román Történész Vegyesbizottság – Comisia Mixtă de Istorie Româno-Ungară*) de 1971 révèle une interprétation similaire³⁴⁹. Pour autant, dans le discours

³⁴⁷ Makkai László. *Magyar-román közös múlt*, Teleki Pál Tudományos Intézet, Budapest, 1948. 278 p.

³⁴⁸ « A népeink egymásrautaltságának szükségességét, összinte baráti kapcsolatának elengedhetetlenségét hirdető elvek gyakorlati megvalósítására csak akkor nyílt történelmi lehetőség, amikor eltávolítottuk országaink éléről azokat, akik a hatalom birtokában megakadályozták a románok és a magyarok egymásratálását. A két szomszédos ország felszabadítása, politikai, társadalmi átalakulása és belső demokratizálódása tette lehetővé, hogy az eddig elnyomott dolgozó tömegek kezükbe vegyék saját sorsuk irányítását », Csatári Dániel. *Román-magyar kapcsolatok*, Kossuth, Budapest, 1958. p. 4-5.

³⁴⁹ Il est à noter que la création d’un comité mixte d’historien est un procédé largement utilisé en Hongrie, puisqu’il

d'ouverture, l'historien hongrois Henrik Vass rappelle que la nature des relations entre Hongrois et Roumains est plutôt conflictuelle, bien que l'avènement de la démocratie populaire après la libération ait permis la coopération entre les deux peuples³⁵⁰.

Les nombreuses rancœurs et oppositions historiques entre les peuples d'Europe centrale et orientale ne disparaissent pas après la décennie du dogme internationaliste, et au contraire, ressurgissent à partir des années 1970, suivant des prémisses déjà sensibles dans les années 1960³⁵¹. Il est ainsi possible de constater une forte dégradation de la collaboration entre les historiens des deux pays. Un témoignage de la crispation des relations hungaro-roumaines se retrouve chez les historiens Constantin Daicoviciu et Miron Constantinescu, par ailleurs auteurs de manuels scolaires qui corédigent l'ouvrage intitulé *Brève histoire de la Transylvanie* et dans lequel ils s'attachent à démontrer le caractère roumano-roumain de ce territoire disputé³⁵². Comme le démontre Katherine Verdery, le rôle de l'historiographie est central dans la perpétuation de l'opposition roumano-hongroise, puisque « Les questions de territoire, de politique et de réforme économique devinrent liées aux questions d'histoire. L'historiographie était en effet le terrain de fondement sur lequel ces questions de relations internationales étaient produites »³⁵³.

La recrudescence du conflit historiographique roumano-hongrois se manifeste entre autres par l'inactivité du Comité mixte des historiens roumano-hongrois entre 1983 et 1993³⁵⁴. Outre les différentes orientations prises dans les deux pays, ce retour du conflit historiographique roumano-hongrois s'explique d'une part par le retour de la Transylvanie dans le champ historiographique hongrois et d'autre part par le nationalisme exacerbé promu par le pouvoir politique roumain³⁵⁵. Ce retour se manifeste dans les manuels scolaires, mais également dans la publication d'ouvrages dans les langues de circulation internationale en vue de gagner

en existe un pour chaque pays voisin de la Hongrie, ainsi qu'avec les autres États socialistes. Voir à ce propos : Krizmanits Réka. *Fruitful Inconsistencies: Historical Knowledge Production*, Op. cit. p. 75-78.

³⁵⁰ Vass Henrik. « Megnyító », Csatári Dániel (dir.). *A magyar és a román történettudomány negyedszázados fejlődése*, Akadémia, Budapest, 1974. p. 9-10.

³⁵¹ Afin d'illustrer ce propos, le lecteur est renvoyé vers l'article de l'historienne française Hélène Carrère d'Encausse qui présente, dès 1969, la résurrection des querelles historiographiques entre les différents pays du Bloc communiste. Voir : Carrère D'encausse Hélène. « Les réalités contre l'idéologie. Classes et nations dans l'Europe socialiste », *Revue française de science politique*, vol. 19, n°1, 1969. p. 11-45.

³⁵² Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron. *Brève histoire de la Transylvanie*, Académie de la République socialiste de Roumanie, Bucarest, 1965. 467 p.

³⁵³ Verdery Katherine. *National Ideology*, Op. cit. p. 220.

³⁵⁴ Szász Zoltán. « A tüskehúzás kísérlete: a Magyar-Román Történész Vegyesbizottság », *Korunk*, vol. 8, n°3, 1997. p. 99-102.

³⁵⁵ Les recherches de György Földes rendent compte des tensions diplomatiques existant entre les deux parties, en raison du retour de la Transylvanie comme thématique chez les intellectuels de Hongrie. Pour le pouvoir roumain, ce regain d'intérêt s'apparente à une ingérence hongroise et témoigne de la sensibilité de la question. Voir : Földes György. *Magyarország, Románia*, Op. cit. p. 275-287.

à la cause le public. Du côté roumain, cette "guerre froide" historiographique se matérialise dans les années 1970 par des allusions implicites à la falsification de l'histoire roumaine et aux mensonges des historiens étrangers, soit des références indirectes aux historiographies hongroise et soviétique³⁵⁶. À partir des années 1980, des attaques explicites sont lancées à l'encontre des historiens hongrois. En la matière, les deux ouvrages les plus connus dans lesquels les auteurs relaient le nationalisme prôné par le régime sont très probablement celui d'Ilie Ceaușescu, publié en 1984 en collaboration avec Florin Constantiniu et celui d'Ion Lăncrăjan, édité en 1982. Le premier, intitulé *Transilvania, străvechi pământ românesc* (La Transylvanie, une ancienne terre roumaine), se voit même traduit en langue française en 1988³⁵⁷. Le second, *Cuvânt despre Transilvania* (Mot sur la Transylvanie) est quant à lui un pamphlet antihongrois reprenant – et dépassant - les thèses classiques du nationalisme roumain et qui suscite dès sa publication d'intenses débats en Roumanie et en Hongrie³⁵⁸.

De leur côté, les historiens hongrois de Roumanie doivent également se plier aux nouvelles thématiques prisées par le Parti. Certains, tels qu'István Imreh, Lajos Demény, Zsigmond Jakó ou Ákos Egyed s'orientent alors principalement vers la publication de sources. La montée en puissance du nationalisme complique encore la tâche des intellectuels hongrois de Roumanie, comme l'illustre par exemple la suppression en 1983 de la section hongroise de formation en histoire à l'université Babeș-Bolyai³⁵⁹.

En Hongrie, le retour des anciens territoires hongrois et des minorités hongroises comme thématiques de recherche favorise l'alimentation des tensions avec la Roumanie. Au cours des années 1980, de nombreux ouvrages portant sur la Transylvanie fleurissent, renouant avec une certaine tradition nationale, sans toutefois remettre au goût du jour l'irrédentisme de l'entre-deux-guerres. La meilleure illustration de ce phénomène reste la publication en 1986 d'*Erdély története* (Histoire de la Transylvanie) en trois volumes par l'Académie hongroise des sciences sous la direction de Béla Köpeczi, historien et ministre de l'Éducation entre 1982 et 1988, dont une version en langue française résumée et corrigée paraît en 1992, tout comme en allemand et en anglais. La réception de cet ouvrage est particulièrement négative en Roumanie et provoque même la colère du dictateur roumain, qui en conséquence presse "ses" historiens de formuler

³⁵⁶ Pavelescu Tudor Alina. *Le Conducător, le Parti et le Peuple*, Op. cit. p. 267-270.

³⁵⁷ Ceaușescu Ilie, Constantiniu Florin. *Transilvania, străvechi pământ românesc*, Editura Militară, Bucarest, 1984. 210 p.

³⁵⁸ Voir à ce sujet : Vincze Gábor. « Lăncrăjan-tól Lăncrăjanig. Fejezet a magyar-román kapcsolatok nyolcvanas évekbeli történetéből », *Magyar Kisebbség*, n°3-4, 2006. p. 262-361. ; Lăncrăjan Ion. *Cuvânt despre Transilvania*, Editura Sport-Turism, Bucarest, 1982. 187 p.

³⁵⁹ Pál Judit. « Az erdélyi társadalomtörténet-írás helyzete 1945 után », Erős Vilmos, Takács Ádám (dir.). *Tudomány és ideológia között*, Op. cit. p. 42-55.

une réponse³⁶⁰. Dès mars 1987, Ștefan Pascu, Mircea Mușat et Florin Constantiniu publient un article, également traduit en langue hongroise, intitulé *Tudatos történelemhamisítás a Magyar Tudományos Akadémia égisze alatt* (Falsification consciente de l'histoire sous les auspices de l'Académie hongroise des sciences) et paru dans le quotidien de langue hongroise basé à Bucarest *Előre* (En avant)³⁶¹. Cette attaque directe à l'encontre de la plus prestigieuse institution de recherche de Hongrie, ainsi qu'envers le gouvernement hongrois témoigne parfaitement du climat de profonde opposition dans lequel se déroulent les dernières années de la période socialiste et démontrent la forte corrélation entre historiographie et politique.

2) L'influence de l'historiographie sur les manuels scolaires

Les influences politique et pédagogique sur le contenu des programmes et des manuels scolaires ont été abordées, le troisième côté du triangle, formé par l'impact de l'historiographie sur les manuels, reste à examiner. Le livre scolaire représente un miroir reflétant une partie des positions de l'historiographie, mais il est avant tout façonné par le pouvoir politique et sert, en ce sens, à le légitimer. Le processus d'approbation du livre scolaire a déjà été traité, il s'agit ici de révéler l'arrière-plan des historiens et de leurs travaux ayant marqué de leur empreinte les manuels. En complément et – en vue de comprendre l'importance du rôle joué par les historiens sur le contenu des manuels scolaires – les principales thématiques traitées dans les deux historiographies et leurs évolutions dans le temps sont ici rapportées.

Au cours des années de transition, la pluralité des deux historiographies ne peut être remise en cause. Les traditions historiographiques de l'entre-deux-guerres ne disparaissent pas, tandis que l'idée de démocratisation se retrouve dans les travaux des historiens des deux pays, et principalement en Hongrie³⁶². Il a été précédemment montré que les manuels de la période de transition n'intègrent pas le matérialisme dialectique comme fil directeur idéologique. À cela, il convient de rajouter que les auteurs – malgré leur jeune âge – comptent également parmi les historiens les plus prestigieux du pays jusqu'à la prise de contrôle total par le MDP. Les travaux de Gábor B. Albert démontrent que les auteurs de la série de 1945 s'appuient sur leurs publications antérieures pour bâtir les nouveaux manuels, ce qui est particulièrement le cas d'un

³⁶⁰ Pour une étude sur la réaction des historiens et du pouvoir politique roumain à la suite de la publication de l'*Histoire de la Transylvanie*, voir : Gilles Olivier. « L'histoire de la Transylvanie : le différend historiographique hungaro-roumain », *Revue belge de philologie et d'histoire*, tome 75, fasc. 2, 1997. p. 457-485.

³⁶¹ Pascu Ștefan, Mușat Mircea, Constantiniu Florin. « Tudatos történelemhamisítás a Magyar Tudományos Akadémia égisze alatt », *Előre*, n°41, 13 mars 1987. p. 4-5.

³⁶² Péteri György. *Academia and State Socialism: Essays on the Political History of Academic Life in Post-1945 Hungary and Eastern Europe*, Columbia University Press, New-York, 1998. p. 29-78.

manuel scolaire rédigé par la plume de Domokos Kosáry en 1943³⁶³. Dans le cas roumain, avant la publication du manuel de Roller en 1947, les livres scolaires de l'entre-deux-guerres restent utilisés.

La prise de contrôle totale des partis communistes inaugure une nouvelle ère dans la production historique des deux pays. La caractéristique commune des pays du bloc soviétique est un contrôle étatique total des ressources allouées à la recherche, ainsi qu'une idéologisation forcée des sciences. Le contrôle sur les historiens est tout autant facilité par la faiblesse économique des deux pays, ce qui entrave tout autant l'indépendance des chercheurs vis-à-vis de l'État. Comme le démontre Katherine Verdery, le contrôle des intellectuels s'effectue par l'utilisation des trois méthodes coercitive, rémunératrice et normative³⁶⁴. En d'autres termes, le régime peut faire usage de la force morale ou physique afin de contraindre les intellectuels à la soumission, tandis que l'arme financière se montre particulièrement persuasive face à l'agitation des intellectuels. Dans ce contexte d'accès limité aux financements, la rédaction des livres scolaires devient une des principales opportunités pour les chercheurs. Ceci explique pour partie le rôle prépondérant joué par les spécialistes les plus reconnus dans l'écriture des manuels et témoigne également de la compétition entre les historiens dans la course à la recherche et à la publication³⁶⁵. Les grandes synthèses – et de façon plus générale – les tendances observables dans l'historiographie se retrouvent dans les manuels scolaires, bien que la situation politique en Hongrie à partir des années 1960 permette une certaine diversité dans la production historique.

En Hongrie, les recherches menées par des spécialistes – et notamment par Gábor B. Albert – se rejoignent pour affirmer que les manuels publiés dans les années 1950 sont largement influencés par les ouvrages d'Aladár Mód, expliquant la publication rapide de nouveaux manuels scolaires après le tournant politique de 1948³⁶⁶. Le fil rouge de l'historien, tout particulièrement dans son livre de 1943 intitulé *400 év küzdelem az önálló Magyarországért* (400 ans de lutte pour la Hongrie indépendante), associe les grandes luttes dites nationales à la lutte des classes au travers d'un schéma marxiste simplifié³⁶⁷. En outre, cet ouvrage représente le véritable miroir de l'histoire officielle jusque dans les années 1960 en tant

³⁶³ Albert B. Gábor. « Az "első órák" történelemtankönyvei », *Op. cit.* p. 45-46.

³⁶⁴ Verdery Katherine. *National Ideology*, *Op. cit.* p. 142.

³⁶⁵ Pour le cas de la Roumanie voir : *Ibid.* p. 72-98.

³⁶⁶ Si l'étude porte sur les manuels de la période kádárienne, l'auteur s'arrête également sur la situation avant 1956. Albert B. Gábor. « A történelmi tudat alakulása a Kádár-korszak egyes általános és középiskolai történelemtankönyveiben », Albert B. Gábor (dir.). *Tudatformálás vagy tudattorzítás?*, Kölcsey Intézet, Budapest, 2004. p. 15-16.

³⁶⁷ Voir par exemple l'édition suivante : Mód Aladár. *400 év küzdelem az önálló Magyarországért*, Szikra, Budapest, 1954. 743 p.

que première synthèse d'obédience marxiste³⁶⁸. Les éditions postérieures à 1945 dépeignent ces luttes nationales face à des puissances étrangères comme achevées grâce à la libération du pays par l'Armée rouge, puisque la Hongrie retrouve son indépendance et se débarrasse de l'asservissement intérieur et extérieur.

En Roumanie, la rédaction du manuel de Roller se déroule dans un contexte similaire, puisqu'il est nécessaire de faire parvenir dans un temps record le nouveau manuel à l'ensemble des écoles secondaires du pays. À ce sujet, les auteurs des nombreuses études relatives à cet ouvrage s'accordent sur la large influence des écrits du *PCR* de l'entre-deux-guerres sur le manuel, bien que très fragmentaires³⁶⁹. Il s'agit alors de mettre l'accent sur les relations entre Slaves et Roumains, où il s'agit en réalité de signaler l'influence des premiers sur les seconds. Pour ce faire, Roller s'appuie largement sur les travaux de l'ancien légionnaire Petre P. Panaitescu, par ailleurs libéré de prison grâce à l'intervention du "petit dictateur" de l'historiographie roumaine en raison de son expertise sur les Slaves médiévaux³⁷⁰. Si de nombreuses transformations interviennent dans les canons de la nouvelle historiographie roumaine, la continuité du peuplement daco-romain sur le territoire de la Roumanie fait toujours loi chez les historiens roumains entre 1945 et 1990³⁷¹. Sur ce point, Roller perpétue la tradition nationale, mais accentue considérablement la dimension sociale de la continuité daco-romaine.

En Hongrie, subséquemment à la révolution de 1956, l'ouvrage d'Aladár Mód ne correspond plus à la volonté politique. D'une part, présenter les révoltes nationales contre une puissance étrangère comme essence de l'histoire hongroise devient une thématique peu souhaitable pour le Parti. D'autre part, 1956 est perçu comme une résurgence du nationalisme, ainsi la conception de Mód alliant marxisme et roman national tombe également en désuétude. L'atténuation de la phraséologie marxiste ouvre peu à peu les portes à un pluralisme limité, ce qui se constate par la participation d'historiens à la renommée internationale lors de la relecture scientifique des manuels scolaires rédigés à la suite de la réforme du programme de 1978, tels que Jenő Szűcs ou István Hahn³⁷². Ces relectures par un comité constitué d'historiens et

³⁶⁸ Pour une étude sur le rapport des historiens hongrois – et même des auteurs de manuels scolaires – au marxisme et son utilisation comme gage de légitimité, voir : Vörös Boldizsár. « "Ha az egészet még be is kellett vonni marxista mázzal". Néhány sajátos eljárás a szakmai eredmények közreadásánál az 1949-1989 közötti magyar történettudományban », Erős Vilmos, Takács Ádám (dir.). *Tudomány és ideológia között*, Op. cit. p. 61-73.

³⁶⁹ Pleșa Liviu. « Mihail Roller și "stalinizarea", Op. cit. p. 167-169. ; Rusu Mihai Stelian. *Memoria națională românească*, Op. cit. p. 268-274.

³⁷⁰ Pour plus d'informations sur l'évolution de la perception de l'héritage slave dans l'historiographie roumaine, voir : Stamati Iurie. « Pourquoi les Roumains ne sont-ils pas devenus un peuple slave ? Essai sur la place des Slaves médiévaux dans l'historiographie nationale roumaine (XVII^e siècle – début du XX^e siècle) », *Ethnologies*, vol. 37, n°2. p. 53-80.

³⁷¹ Petrescu Cristina. « Historiography of Nation-Building in Communist Romania », Op. cit. p. 149.

³⁷² Albert B. Gábor. « A történelmi tudat alakulása », Op. cit. p. 25-26.

d'enseignants du secondaire sont à considérer dans le cadre de l'évolution des manuels. Ils ne forment plus des copies résumées des grandes synthèses, difficilement utilisables par les enseignants et peu compréhensibles pour les élèves. Les enseignants du secondaire sont plus souvent sollicités pour leur rédaction et se soucient de la dimension didactique des manuels. Une autre illustration du phénomène de pluralisation de l'historiographie et de présence d'une liberté d'expression toute relative se retrouve dans la brochure éditée par le comité SOS Transylvanie de Genève afin de sensibiliser l'opinion publique internationale sur la situation des Hongrois de Roumanie. Elle met en avant le caractère humiliant des programmes scolaires roumains à l'encontre de la minorité hongroise, ainsi que leur propension à créer un sentiment de culpabilité historique chez les Hongrois. Il est révélateur de constater que des historiens hongrois de premier plan – et travaillant en Hongrie dans les années 1980 – participent à sa rédaction, ce qui peut être interprété comme une attaque frontale à l'encontre du régime roumain³⁷³.

En Roumanie, la base dogmatique des manuels scolaires publiés au cours des années 1960 est formé par la synthèse intitulée *Istoria României* (Histoire de la Roumanie), publiée en quatre volumes entre 1960 et 1964, sous l'égide de l'Académie roumaine des sciences. Plusieurs de ses contributeurs sont également chargés de la rédaction des nouveaux livres scolaires. Le comité de rédaction est composé d'historiens expérimentés, formés pour la plupart au cours des années 1930, tel que Constantin Daicoviciu. Ce dernier devient, à la suite de l'éviction de Mihail Roller, la figure de proue de la recherche en histoire antique, dont les éléments bibliographiques ont déjà été énoncés. Son fils Hadrian reprend par la suite le flambeau en tant que plus grand spécialiste d'histoire dace de sa génération. La rédaction de cette synthèse académique est, dans le sillage du tournant national, le résultat d'une demande expresse de Gheorghe Gheorghiu-Dej. Il s'agit ainsi pour les auteurs de se libérer des thèses portées par Roller, tout en conservant le matérialisme dialectique³⁷⁴. L'accent demeure placé sur l'histoire sociale et économique au détriment de l'histoire politique. Le rôle des Slaves diminue considérablement, tandis que les héros nationaux récupèrent leur dimension roumaine. À l'instar des manuels scolaires et de la situation politique du pays, cette synthèse forme un intermédiaire entre l'internationalisme des années 1950 et le nationalisme effréné des années 1970 et 1980.

La montée en puissance du nationalisme dans les années 1970 se remarque au travers

³⁷³ SOS Transylvanie – comité de Genève. *Violation des droits de l'homme*, Op. cit. p. 8.

³⁷⁴ Pour une analyse détaillée du contexte d'édition et de rédaction des quatre volumes, voir : Velimirovici Felician. *Istorie și istorici*, Op. cit. p. 124-144.

de l'influence prise par Ștefan Pascu. Par opportunisme, conviction ou obligation, ses travaux servent largement le discours historique officiel, puisqu'il fait office de conseiller historique auprès du Premier secrétaire du PCR. L'historien s'affirme comme l'un des meilleurs spécialistes de la paysannerie transylvaine, sujet particulièrement attractif pour le discours national-communiste mis en place à partir des années 1970³⁷⁵. C'est ainsi que son interprétation de la révolte paysanne de 1784 évolue considérablement, puisque si dans les années 1950 et 1960, il évoque une guerre paysanne, ses écrits des années 1980 en font une révolution nationale³⁷⁶. Il figure en outre parmi, les adeptes du protochronisme qui vont même jusqu'à interpréter ce soulèvement paysan comme précurseur et modèle de la Révolution française de 1789³⁷⁷. Au-delà de sa centralité dans le paysage historiographique, il dispose d'une influence considérable dans la vie éducative du pays, puisqu'il occupe entre 1975 et 1980 le poste de secrétaire de la Commission pour l'enseignement, la science et la culture de l'Assemblée nationale (*secretar al Comisiei pentru învățământ, știință și cultură a MAN*)³⁷⁸.

En Hongrie, les manuels disponibles à la veille du changement de régime demeurent utilisés après 1990 au prix de corrections et d'une libéralisation du marché du livre scolaire³⁷⁹. Le même phénomène se retrouve en Roumanie, à l'exception de la réimpression d'un manuel de 1942 dans les mois suivant la révolution roumaine de 1989. Après 1990, l'étroit lien entre historiographie, pouvoir politique et manuel scolaire se remarque particulièrement au travers des vifs débats suscités par la mise sur le marché de nouveaux manuels scolaires. Ils démontrent avant tout la puissance du manuel dans la transmission officielle de l'histoire, tout comme l'ampleur de sa politisation. C'est ainsi que la nouvelle série qui voit le jour en 1999, rédigée par des historiens rompant avec le nationalisme, comme Sorin Mitu ou Lucian Boia, est sévèrement critiquée par les historiens de l'Académie roumaine des sciences et provoque d'intenses débats au sein de l'Assemblée nationale³⁸⁰. Les institutions proches de Ceaușescu avant 1989 montrent une forte résistance à la démythification de l'histoire et attestent du blocage de l'historiographie roumaine avant 1990 et dans une certaine mesure aussi près la chute du

³⁷⁵ Pecican Ovidiu. « Ștefan Pascu and the Historiography of Ceausescu's Dictatorship », *Op. cit.* p. 68-89.

³⁷⁶ Pascu Ștefan. *Războiul țărănilor din 1784 sub conducerea lui Horea, Cloșca și Crișan*, Casa Scîntei, Bucarest, 1957. 59 p. ; Pascu Ștefan. *Revoluția populară de sub conducerea lui Horea*, Editură militară, Bucarest, 1984. 534 p.

³⁷⁷ Pour plus d'informations sur le lien entre les historiens et les dirigeants politiques entourant la commémoration du bicentenaire du soulèvement, voir l'ouvrage suivant : Verdery Katherine. *National Ideology*, *Op. cit.* p. 224-235.

³⁷⁸ Dobre Florica (dir.). *Membrii C.C. al P.C.R.*, *Op. cit.* p. 452.

³⁷⁹ Nagy Péter Tibor. « The Historical and Political Context of the Teaching of History », *Op. cit.* p. 83-86.

³⁸⁰ Paraianu Razvan. « The History Textbooks Controversy in Romania », *Magyar letter Internationale*, n°58, 2005. p. 1-10. ; Gabriel Marin. « Comment construire en Roumanie une identité nationale et européenne ? Les nouveaux manuels d'histoire des Roumains », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 35, n°3, 2004. p. 5-38.

communisme.

3) L'endoctrinement en dehors du manuel scolaire – contrepoids

S'il existe une réelle volonté d'imprégnier le marxisme, ainsi qu'un discours historique dans la conscience des populations, certains contre-poids à la pensée unique subsistent. Même au cours des moments les plus rigides des dictatures communistes, l'endoctrinement ne peut totalement investir la sphère privée et familiale. Il est toutefois vrai que l'instauration de régimes totalitaires modifie profondément dans la perception du clivage entre sphères privée et publique³⁸¹. L'identification de ces entités et de ces pratiques contrebalaçant l'omnipotence du manuel scolaire permet de saisir l'importance et les limites de ce dernier dans le processus de transmission du savoir historique. Lorsqu'il s'agit d'évoquer l'utilisation des livres scolaires et la marge de manœuvre laissée au corps enseignant, la dureté des régimes et la chasse aux "saboteurs" incitent ceux-ci à la prudence et à suivre les manuels à la lettre, érigés en vérité irréfutable. Il est à noter que le terme de saboteur est générique dans les pays communistes et désigne l'ennemi, bien souvent fictif, mais dont la figure sert de justification au contrôle permanent de la société et d'excuse aux conditions de vie particulièrement précaires³⁸². Dans les deux pays, l'établissement d'un régime totalitaire à partir de 1947-1948 réduit au minimum l'expression d'une quelconque remise en question du dogme officiel. Les réformes scolaires vont de pair avec la mise en place du contrôle stricts des enseignants.

L'aménagement de l'espace scolaire est également mis au service du communisme avec pour objectif de créer un environnement propice à l'intégration des valeurs du marxisme et de sa pensée. Celui-ci dispose également d'une importance certaine dans la mission éducative confiée à l'institution. Tout au long de la période nombre de symboles bien définis se trouvent dans les salles de classe et dans les écoles. Jusqu'à la déstalinisation, aux côtés des portraits des dirigeants communistes locaux, ceux de Marx, Engels ou Lénine sont des incontournables des salles de classe. Le drapeau, ainsi que l'étoile rouge sont également des insignes de premier plan. Outre ces références idéologiques, les symboles nationaux conservent leur place dans les écoles³⁸³. Le drapeau, tout comme les nouvelles armoiries comprenant une étoile rouge, un marteau et un épé de blé, sont présents. Comme en attestent les injonctions de l'inspection d'académie aux établissements scolaires, cet aspect bénéficie d'une réelle importance.

³⁸¹ Christian Michel, Kott Sandrine. « Introduction. Sphère publique et sphère privée dans les sociétés socialistes. La mise à l'épreuve d'une dichotomie », *Histoire@Politique*, n°7, 2009. p. 1-13.

³⁸² Sur l'exemple stalinien : Fitzpatrick Sheila. *Everyday Stalinism. Ordinary Life in Extraordinary Times: Soviet Russia in the 1930's*, Oxford University Press, New York, 2000. p. 199-204.

³⁸³ Géczi János. « A szocialista nevelésügy a két képi hangsúlya », *Iskolakultúra*, n°1, 2010. p. 82.

En Hongrie, à partir de 1949, les 19 comitats du pays comptent un inspecteur général issu du Parti, lequel dispose d'un pouvoir considérable sur l'ensemble du personnel didactique³⁸⁴. Parallèlement à l'assouplissement du régime, la pression sur les enseignants s'atténue à partir des années 1960. Les fonctions idéologique et coercitive de l'inspecteur scolaire se réduisent, au profit d'un contrôle et d'un accompagnement pédagogiques³⁸⁵. Pour ce qui est de la question des anciens territoires hongrois, l'étude des archives démontre l'importance de cette question auprès de la direction du Parti. Un document de 1955 émis par le ministère de l'Éducation s'inquiète de la montée en puissance du nationalisme, voire d'un révisionnisme chez les enseignants du pays : « Dans de larges cercles des visions révisionnistes se sont répandues, dans lesquelles se mélangent également des voix antisoviétiques »³⁸⁶.

En Roumanie, la prise de contrôle du système éducatif se révèle être en tous points similaire à la Hongrie. En 1947, le ministère de l'Éducation crée l'Union des associations d'élèves de Roumanie (*Uniunea Asociațiilor de Elevi din România*), dont la fonction est de favoriser la propagation de la pensée marxiste, mais également de renforcer le contrôle sur le personnel didactique. Parmi les points les plus importants figure l'utilisation des manuels scolaires, où les représentants des élèves sont invités à dénoncer les enseignants faisant usage des livres scolaires de l'entre-deux-guerres³⁸⁷. Il va sans dire que cette préoccupation concerne en priorité les manuels des matières littéraires, en tant que principaux vecteurs de transmission du discours marxiste. La restructuration des inspections d'académie suit le même chemin qu'en Hongrie, où les inspecteurs disposent d'un pouvoir substantiel et investi d'une mission hautement idéologisée, alors que nombre de chefs d'établissement sont évincés ou contraints à promouvoir la nouvelle idéologie. Les cours se résument à des lectures collectives du manuel ou alors l'enseignant en copie certaines parties au tableau, dès lors la lecture critique et la discussion sont quasi absentes³⁸⁸.

Par ailleurs, une indication attestant de la limite de l'endoctrinement de la jeunesse se retrouve dans les annotations laissées par les élèves dans les manuels scolaires. Dans la plupart des cas, celles-ci font référence à des résultats sportifs nationaux, à des railleries entre élèves

³⁸⁴ Katona András. « Az iskolai felügyelet története Magyarországon II. (1935-től a rendszerváltoztatásig) », *Történelemtanítás*, vol. 7, n°1-2, 2016. p. 8-11.

³⁸⁵ *Ibid.* p. 13-16.

³⁸⁶ « Széles körben elterjedtek a határok revízójára vonatkozó nézetek, amelyekben több helyen szovjetellenes hangok is vegyülnek », *Előterjesztés az Oktatásügyi Minisztérium Kollégiumához az MDP Központi Vezetősége márciusi határozatának a közoktatás területére való alkalmazására*, 4 mai 1955, Kardos József, Kornidesz Mihály (dir.). *Dokumentumok a magyar oktatáspolitika*, Op. cit. p. 79-80.

³⁸⁷ Vasile Cristian. « Imposing Control and Mechanisms of Escape: Education in Communist Romania during the Stalinist Period », *Historical Yearbook*, vol. 3, 2006. p. 218-219.

³⁸⁸ Popescu Mircea. « Reforma comunista din învățământul preuniversitar. Acțiuni disidente », *Memoria*, n°47-48, 2004. p. 151-153.

ou encore à des jeux. Aucune mention d'ordre politique n'a été retrouvée dans l'ensemble du corpus étudié. Le second enseignement réside dans la léthargie du débat politique caractérisant les deux pays, où l'État – par l'intermédiaire du livre scolaire – dispose d'un monopole dans le débat politique public qui ne se voit que très peu remis en cause par les lycéens.

Dans le cadre scolaire, la littérature de jeunesse, distribuée aux élèves par l'intermédiaire du livre de lecture (*olvasókönyv* – *carte de citire*), fournit les premiers cours d'histoire aux enfants. Ces ouvrages destinés aux classes du primaire sont composés de contes et poèmes traditionnels ou plus rarement d'histoires élaborées par les auteurs de l'ouvrage. S'ils ne sont pas étudiés dans le cadre de ce travail, un succinct tour d'horizon permet de mieux appréhender les bases de la culture générale des jeunes lycéens. Avant 1945, le contenu de ces recueils est presque exclusivement constitué d'œuvres nationales. Dès les premières années de l'après-guerre, la transformation est radicale dans la mesure où ces mêmes ouvrages sont dès lors composés d'un assortiment d'histoires populaires, poèmes et autres contes des peuples frères. Ainsi, un livre de lecture hongrois comporte un nombre conséquent de contes russes, mais également bulgares, polonais et même roumains³⁸⁹.

En Hongrie, l'un des exemples majeurs de ce changement réside dans l'exclusion de l'œuvre d'Elek Benedek (1859-1929) des livres de lecture, bien que l'écrivain sicule soit jusqu'en 1945 un auteur incontournable de la littérature de jeunesse hongroise. Il représente l'un des précurseurs de la littérature de jeunesse hongroise, alors teintée d'un fort patriotisme. Toutefois, la Transylvanie forme bien souvent l'épicentre de ses contes, ce qui entre en contradiction profonde avec les nouvelles perceptions des territoires ayant appartenu à la Hongrie. C'est ainsi que la série de livres de lecture éditée en 1947 comporte encore 19 œuvres d'Elek Benedek, avant que l'auteur disparaisse de ces mêmes ouvrages publiés à partir de 1949 en raison du conservatisme et du nationalisme prêtés à ses récits. Outre la suppression de ses œuvres dans les manuels scolaires, elles sont également retirées des librairies et des bibliothèques du pays³⁹⁰. Le départ de certains écrivains se fait au profit de nouveaux, et en tout premier lieu de Zoltán Zelk (1906-1981), poète par ailleurs Transylvain et membre du Parti communiste depuis les années 1920. Durant les années stalinien, il se fait l'apôtre du culte de la personnalité d'hommes politiques comme Rákosi, Staline ou encore Lénine, avant que sa participation active à la révolution de 1956 ne lui vaille d'être emprisonné pendant un an et

³⁸⁹ Voir par exemple : *Magyar könyv az általános iskolák VI. osztálya számára*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1950. 231 p.

³⁹⁰ Romsics Ignác. *Magyarország története a XX. században*, Op. cit. p. 257.

demi³⁹¹.

Dans la Roumanie de la première décennie communiste, une partie importante de la littérature de jeunesse se compose de traductions d'œuvres soviétiques, tandis que la situation change à partir des années 1960. À titre d'exemple, les contes patriotiques de Dumitru Almaș connaissent un véritable succès et accompagnent des générations de jeunes Roumains³⁹². L'historien, également auteur de plusieurs manuels scolaires, exerce au cours de l'entre-deux-guerres en tant que journaliste et enseignant dans le secondaire, avant de gagner en importance à partir du début du tournant national de la fin des années 1950³⁹³. Il se met au diapason du pouvoir en vantant les mérites des grands héros roumains depuis les temps les plus reculés.

En réponse à l'endoctrinement entrepris par les régimes communistes, la pratique de la double éducation (*educația dublă – kettős nevelés*) est le fait de nombreuses familles hongroises et roumaines, alors que dans le cas des Hongrois de Roumanie, elle s'apparente plus à une triple éducation. Cette contre-éducation, dispensée dans le cercle familial, concerne principalement l'enseignement religieux, notamment dans les milieux ruraux, bien plus conservateurs³⁹⁴. Elle est souvent une tâche dévolue aux grands-parents, puisque ces derniers occupent une place importante dans la garde des enfants et favorisent l'apprentissage d'une autre histoire dans les deux pays, de même que leur éducation religieuse³⁹⁵. Pour les enfants issus de parents appartenant aux couches intellectuelles, les bibliothèques familiales peuvent remplir la fonction de contrepoids face à un discours uniforme dans le domaine scolaire. Cependant, cette alternative ne prévaut que dans le cas d'une minorité de la population, puisque sociologiquement, la grande majorité de la population des deux pays se rattache plutôt aux classes ouvrière et paysanne et détient généralement un capital social modeste.

Dans le cas des Hongrois de Roumanie, cette double éducation prend une toute autre dimension, puisque la transmission d'une autre mémoire en forme l'un des éléments essentiels. Les raisons sont à chercher dans le grand écart séparant les deux perceptions de l'histoire, à laquelle s'ajoutent le manque de flexibilité du système scolaire roumain, ainsi que le poids du discours nationaliste. L'historienne Isabela Victoria Corduneanu, après avoir mené une série de trente-trois interviews au sein de la communauté magyarophone de Transylvanie, démontre que

³⁹¹ Kenyeres Ágnes (dir.). *Magyar életrajzi lexikon 1000-1990*, Arcanum, Budapest, 2022. <https://mek.oszk.hu/00300/00355/html/index.html> [consulté le 20-08-2022]

³⁹² Voir par exemple : Almaș Dumitru. *Povestiri istorice pentru copii și școlari : șoimi ai patriei și pionieri. Partea a III-a*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1984. 79 p.

³⁹³ Scurtu Ioan. « Dumitru Almaș – Omul și Opera », *Studii și Comunicări*, vol. 1, 2008. p. 162-163.

³⁹⁴ Donáth Péter. « A "kettős nevelés"-ról az ötvenes években », *Valóság*, vol. 43, n°7, 2000. p. 64-79.

³⁹⁵ Falls Irina. « Family and Child Education in Communist Romania: Consequences of the Duality of Values and Behaviors », *International Journal of Humanities and Social Science*, vol. 1, n°13, 2011. p. 35-36.

les mythes roumains enseignés à l'école sont concurrencés par une éducation parallèle s'effectuant par le biais de la transmission orale³⁹⁶. Cette dernière s'appuie notamment sur l'histoire familiale et touche particulièrement certains pans de l'histoire transylvaine, comme la révolution de 1848-1849, page clé des deux romans nationaux, tout en étant un des points d'orgue de l'opposition roumano-hongroise. De plus, le phénomène est renforcé par la difficulté à faire parvenir en Roumanie par des voies légales tout bien culturel en provenance de Hongrie.

La communauté hongroise de Transylvanie se distingue par un conservatisme plus prononcé, ce qui est tout particulièrement vrai pour les Sicules. En ce sens, les Transylvains se démarquent quelque peu des autres Hongrois par leur piété et leur attrait pour les traditions. Deux raisons principales semblent pouvoir être mises en avant : une influence de la modernité bien moins marquée que dans le reste du bassin des Carpates dès le XIX^e siècle, mais aussi le caractère multiethnique et multiconfessionnel de la Transylvanie qui confère aux Églises une véritable fonction de marqueur identitaire. L'appartenance de la communauté à un autre État permet aux Églises protestantes et catholique de se présenter en véritables défenseurs des intérêts de leur groupe national. Cet aspect est personnifié par l'évêque Áron Márton (1896-1980) d'Alba Iulia, siège de l'évêché de Transylvanie. Il fait figure de guide de l'ensemble de la communauté hongroise de Transylvanie et connaît la prison entre 1949 et 1955 en raison de son opposition au communisme³⁹⁷. En revanche, dans le cas des Églises catholique de Hongrie et orthodoxe de Roumanie, leur influence semble limitée dans la propagation d'un contre-discours historico-mémoriel. À ce propos, les historiens s'accordent sur l'étroit contrôle du clergé par les services de sécurité des deux pays, alors que l'Église orthodoxe affiche une plus grande proximité avec le régime³⁹⁸.

En ce qui concerne la vision de la société hongroise de la Transylvanie, l'immigration des Hongrois de Roumanie à partir de la seconde moitié des années 1980 apparaît comme un nouvel élément renforçant l'intérêt envers la communauté hongroise de Roumanie. Si entre 1948 et 1987, seulement 7 520 citoyens roumains obtiennent la citoyenneté hongroise, 47 954 réfugiés de nationalité roumaine, mais appartenant très majoritairement à la minorité hongroise, sont accueillis en Hongrie entre 1988 et 1990. Il est à noter qu'il s'agit alors du plus grand groupe d'immigrés du pays³⁹⁹. En premier lieu, ceci démontre le développement de l'intérêt de

³⁹⁶ Corduneanu Victoria Isabela. « State Socialism and Hungarian Minority: Official History and Historical Narratives », Koleva Daniela (dir.). *Talking History*, LIK, Sofia, 2000. p. 184-199.

³⁹⁷ Bottoni Stefano. *Stalin's Legacy in Romania*, *Op. cit.* p. 31-32.

³⁹⁸ Pour la Hongrie, se référer à Bauquet Nicolas. *Pouvoir, Église et société en Hongrie communiste*, *Op. cit.* p. 394-408. Pour la Roumanie : Vasile Cristian. *Biserica Ortodoxă Română în primul deceniu comunist (1945-1959)*, *Op. cit.* p. 43-47.

³⁹⁹ Gödri Irén. « A Special Case of International Migration: Ethnic Hungarians Migrating from Transylvania to

la classe politique hongroise pour les Hongrois de Transylvanie, puisque l'accueil est rendu possible par les autorités. Dans le champ de cette étude le second point à mettre en avant est l'influence de cette communauté sur la perception hongroise de la Roumanie et des Roumains. En effet, l'intérêt officiel retrouvé pour les Hongrois d'outre-frontières, cumulé au nombre relativement important de Hongrois de Transylvanie ne peut qu'avoir un impact certain sur l'opinion publique hongroise. La situation des Hongrois de Roumanie devient une question largement abordée par la télévision et les journaux hongrois à partir de 1988, dans le sillage de la détérioration des rapports entre Bucarest et Budapest⁴⁰⁰.

Un aspect commun des régimes autoritaires est la volonté de contrôler la jeunesse via des organisations périscolaires. De manière générale l'encadrement de la jeunesse dans les pays communistes se révèle être particulièrement important pour le pouvoir central et les organisations de jeunesse sont généreusement financées. Tout au long de la période socialiste ces mouvements de jeunesse jouent également un rôle dans la transmission d'une mémoire historique. De 10 à 14 ans, les enfants sont enrôlés dans le mouvement des pionniers, avant de poursuivre dans l'organisation des jeunesse communistes. Les mouvements de jeunesse témoignent d'une réelle proximité avec la nature et doivent susciter l'affection de la jeunesse pour la nature du pays, alors que dans ce contexte communiste, la visite d'usines ou de chantiers est une pratique courante⁴⁰¹. Le chant de groupe est intimement lié à l'esprit de camaraderie que souhaite forger le Parti. Ce phénomène n'est pas nouveau, puisque dans l'entre-deux-guerres ces chants servent également de catalyseur du sentiment patriotique et dans le cas de la Hongrie de la pensée révisionniste. En témoigne la prière nationale (*nemzeti imádság*), véritable symbole du révisionnisme de la Hongrie horthyste qui devait être récitée chaque matin par les écoliers du pays. Après 1945, ce chant est banni du répertoire, alors que jusque dans les années 1980 son entonnement peut donner lieu à des poursuites judiciaires. Entre 1945 et 1990, la nature des chants se retrouvant dans les manuels ou dans l'organisation des pionniers est bien évidemment tout autre.

Comme cela a été montré, en Hongrie, la périphérité de la Transylvanie offre un terrain propice au développement de l'imaginaire national et représente une immense source d'inspiration pour les artistes de la période romantique qui utilisent abondamment les références

Hungary », *Yearbook of Population Research in Finland*, n°40, 2004. p. 48-50.

⁴⁰⁰ Weber Petru. « Problema refugiaților din România reflectată în mass-media ungără de la finele anilor 1980 », Laza Ioan, Ardelean Florin (dir.). *Mass-media și istoria recentă. Mecanism de construcție simbolică a realității*, Tritonic, Bucarest, 2018. p. 163-173.

⁴⁰¹ Jutteau Kati. *L'enfance embrigadée dans la Hongrie communiste*, L'Harmattan, Paris, 2007. p. 103-110.

à ses forêts et ses montagnes⁴⁰². Cependant, les travaux de Kati Jutteau révèlent que la thématique des Hongrois d'outre-frontières demeure un tabou jusqu'au changement de régime. Seuls quelques exemples d'échanges entre les différentes organisations de jeunesse constituées de Hongrois vivant des deux côtés de la frontière peuvent être mentionnées. Ces initiatives ne sont pas encouragées par le Parti qui privilégie plutôt des groupes non-magyarophones dans le cadre de la coopération avec les pays limitrophes⁴⁰³. En Roumanie, l'Union de la jeunesse communiste (*Uniunea Tineretului Comunist*), dont le Premier secrétaire n'est autre que Nicu Ceaușescu, fils du dirigeant roumain, compte plus de quatre millions de membres à la fin des années 1980⁴⁰⁴. Dans la Roumanie de Ceaușescu, la conjonction de l'ensemble des éléments vers le national-communisme se remarque également au travers du film historique, genre qui fleurit et devient un outil privilégié de propagande. Le meilleur représentant du genre n'est autre que Sergiu Nicolaescu (1930-2013), réalisateur à succès et protégé de Nicolae Ceaușescu. Ses plus grandes productions traduisent l'orientation nationaliste, à l'image de *Mihai Viteazul* (Michel le Brave), *Dacii* (Les Daces), ou encore *Războiul independenței pentru patrie* (La guerre d'indépendance pour la patrie). Les projections de ces films dans les écoles se généralisent, mais cette culture de masse ne fait que renforcer le discours officiel et ne peut en aucun cas être considérée comme un contre-poids⁴⁰⁵.

Pour la Hongrie, il est intéressant de constater que la Fédération hongroise de la jeunesse communiste (*Magyar Kommunista Ifjúsági Szövetség*) tente d'associer la mémoire nationale hongroise à la mémoire communiste. C'est ainsi que le 15 mars, soit le déclenchement de la révolution de 1848, le 21 mars correspondant à la prise de pouvoir des bolcheviques hongrois en 1919 et le 4 avril, fête nationale entre 1950 et 1989 commémorant la libération de la Hongrie par l'Armée rouge, sont appelés les Journées révolutionnaires de la jeunesse (*Forradalmi ifjúsági napok*)⁴⁰⁶. Lors de ces évènements se déroulant entre 1967 et 1987, l'objectif est d'asseoir la légitimité communiste et soviétique dans le roman national hongrois. L'étude des fonds d'archives relatifs à ces journées révèle l'absence des territoires de l'ancienne Grande Hongrie. Bien que le lien avec la Transylvanie semble au premier abord lointain, la différence avec la Hongrie d'entre-deux-guerres, où tout est orienté vers l'irrédentisme, est évidente. La

⁴⁰² Kürti László. *The remote borderland*, Op. cit. p. 18-19.

⁴⁰³ Jutteau Kati. *L'enfance embriagée dans la Hongrie communiste*, Op. cit. p. 86-87.

⁴⁰⁴ Cioflanca Adrian. « Rolul UTC în angrenajul totalitar », *Revista 22*, vol. 15, n°876, 2006. p. 12-22.

⁴⁰⁵ Vasile Aurelia. *Le cinéma roumain dans la période communiste. Représentaions de l'histoire nationale*, Thèse de doctorat, Université de Bourgogne – Université de Bucarest, 2011. p. 336-374.

⁴⁰⁶ Kovács Éva. « The Politics of Memory in the "Long" Twentieth Century: the Hungarian case in a European comparative perspective », Olson E. Judith (dir.), *Sovereignty, Compromise, and the Making of Modern Hungary: 1867 and Beyond*, Ryerson University, Toronto, 2017. p. 1-9.

volonté de rupture se remarque également par la modification des jours fériés. Le 20 août, fête de Saint Étienne (975-1038) en mémoire de sa canonisation le 20 août 1083, est remplacé entre 1945 et 1990 par la fête du pain nouveau. Outre la fondation du royaume chrétien, son couronnement symbolise également la formation de l'État dans les frontières du bassin des Carpates.

En dépit de la volonté affirmée de former "l'homme nouveau", l'étroite relation entretenue avec la Transylvanie ne disparaît pas en Hongrie. En Roumanie, la tentative de sacralisation du territoire national et d'isolation de la minorité hongroise de la Hongrie ne réussit pas non plus. Dans les deux cas d'étude, l'imprégnation de la pensée marxiste dans les mentalités et la perception du monde ne peut pas être qualifiée de totale.

Deuxième partie : la Transylvanie des origines à la révolution de 1848

Chez nombre de Hongrois et de Roumains, une caractéristique commune s'articule autour d'une quête effrénée d'identité. Cette recherche perpétuelle puise très largement dans l'histoire, mobilisée comme vecteur identitaire et générant dès lors une véritable obsession pour le passé. La prééminence du phénomène n'est pas propre seulement à la Hongrie et à la Roumanie, mais se retrouve chez de nombreux peuples d'Europe centrale et orientale¹.

Dans leur rapport au passé, les régimes communistes montrent une certaine continuité avec les grandes lignes des romans nationaux, ainsi qu'avec l'histoire dite romantique. Cette proximité se justifie par la nécessité de disposer d'outils légitimant le pouvoir et montrant le signe d'appartenance du Parti au peuple et à la nation. Dans la conception romantique, l'histoire offre la possibilité de montrer l'infinité et la continuité de la nation au gré des vicissitudes du temps. Pourtant, il a déjà été montré que les options mémorielles sont activées en fonction d'affinités et d'intérêts politiques, de telle sorte que le panthéon national n'est en rien figé, mais au contraire évolue selon les périodes.

Tout au long de cette partie, l'analyse s'articule autour de la perception des grandes questions de l'histoire transylvaine et de l'identification du territoire dans l'histoire nationale des origines à la révolution de 1848-1849. Cet examen est réalisé selon une double lecture, où la comparaison des contenus dans le temps et l'espace est placée au cœur de l'étude, permettant ainsi d'étudier l'évolution de la place de la Transylvanie. L'histoire scolaire dispose d'une fonction éminemment politique et sert d'outil de légitimation. À cet égard, les interférences politiques, idéologiques ou encore historiographiques altérant l'interprétation historique de cette région à la mémoire contestée servent également l'argumentaire. La rupture avec les canons traditionnels et l'adoption d'une vision marxiste de l'histoire ne s'imposent pas toujours et fluctuent largement tout au long des cinq décennies d'existence du socialisme d'État en Hongrie et en Roumanie. Les cassures et divergences existent tout autant entre l'avant et l'après 1945 qu'entre la Hongrie et la Roumanie au sein de la période d'étude.

Le rapport à ce passé "lointain", dépassant la mémoire familiale, est lui aussi présenté au travers du prisme du matérialisme dialectique. Ces chapitres du roman national sont aussi importants que l'histoire contemporaine dans l'établissement du discours historique souhaité par le Parti. L'image des héros nationaux est remodelée afin de correspondre au nouveau canon et de former des modèles communistes avant l'heure. Outre les grands personnages, le peuple travailleur est désormais placé au centre des récits, lui donnant une conscience de classe

¹ Sur cette question, l'ouvrage de l'historien et politologue hongrois István Bibó se révèle être une base de réflexion incontournable, pour une traduction française se référer à : Bibó István. *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, Albin Michel, Paris, 1993. 434 p.

millénaire. La schématisation et la simplification à outrance deviennent deux maîtres-mots des manuels scolaires d'histoire publiés dans les deux pays, avec un allègement de leur dogmatisation à partir des années 1960 dans le cas hongrois.

IV. Des mythes des origines à la fondation du royaume de Hongrie

À l'instar de nombre de nations européennes, les deux principaux groupes nationaux de Transylvanie se dotent chacun d'un mythe des origines. Comme le démontre Anne-Marie Thiesse, ces légendes fondatrices reposent sur la volonté d'unifier, de glorifier et de légitimer une communauté nationale en faisant remonter l'existence de la nation à la nuit des temps². Ces arguments sont avancés comme historiques, mais relèvent bien souvent de considérations se rattachant plus au domaine de l'imaginaire national que celui des sciences historiques. D'autre part, ces sagas nationales servent de pièces à conviction permettant de justifier la domination d'un territoire, ou au contraire, d'arguments venant étayer les prétentions de contrôle³.

L'importance croissante de ces mythes fondateurs est la suite logique de l'acquisition d'une conscience nationale qui s'amorce au cours du XVIII^e siècle au sein des élites européennes. Néanmoins, certains de ces mythes des origines apparaissent dès le Moyen Âge, notamment dans les chroniques hongroises du XIII^e siècle, afin de légitimer les droits collectifs de l'aristocratie et la noblesse naissantes et leur adjoindre de glorieux ancêtres en leur attribuant une ascendance hunnique⁴. En ce qui concerne le cas roumain, la conscience d'une origine daco-romaine – et la présence continue en Transylvanie – apparaissent selon certains avec la naissance du sentiment national et servent de justification aux revendications politiques et sociales de l'élite roumaine de Transylvanie et de Hongrie. D'autres spécialistes présentent la conscience daco-romaine comme continue, bien que cette question soit âprement discutée entre les historiens⁵.

Dans cette situation, entre 1945 et 1989, l'ironie réside dans la perpétuation de l'inconciliable entre les historiographies hongroise et roumaine, malgré la fraternité de façade entre les "peuples socialistes frères". Bien des mutations sont perceptibles, pourtant la centralité et l'ancrage de ces mythes, ainsi que leur grande politisation, ne permettent pas à l'historien de traiter librement de ces thèmes⁶. Ce phénomène conforte l'idée selon laquelle l'utilisation de

² Thiesse Anne-Marie. *La création des identités nationales*, Op. cit. p. 11.

³ Smith D. Anthony. *Myths and Memories of the Nation*, Oxford University Press, Oxford, 1999. p. 57-96.

⁴ À ce sujet voir : Bozóky Edina. « Huns et Hongrois, une seule nation... », Société des historiens médiévistes de l'Enseignement supérieur public (dir.). *Nation et nations au Moyen Âge : XLIV^e Congrès de la SHMESP*, Éditions de la Sorbonne, Paris, 2014. p. 37-50.

Pour une traduction en français de ces chroniques médiévales, voir : Klaniczay Tibor. *Pages choisies de la littérature hongroise. Des origines au milieu du milieu du XVII^e siècle*, Corvina kiadó, Budapest, 1981. p. 30 ; 38-46.

⁵ Boia Lucian. *De la Dacia antică la Marea Unire, de la Marea Unire la România de azi*, Humanitas, Bucarest, 2018. p. 10-18.

⁶ Afin de mieux cerner l'ampleur du gouffre entre les deux historiographies, il est intéressant de se pencher sur les comptes-rendus relatifs à la publication en 1986 d'une Histoire de la Transylvanie par l'Académie hongroise des sciences, dont une version corrigée et abrégée paraît en langue française en 1992. Gilles Olivier. « L'histoire de la Transylvanie », Op. cit. p. 457-485. ; « Dossier autour de l'histoire de Transylvanie », *Cahiers d'études hongroises*,

ces mythes résulte d'une sélection fluctuant dans le temps. C'est dans cette considération que le rôle joué par la Transylvanie est analysé dans les chapitres traitant de l'histoire ancienne.

Il est cependant nécessaire de rappeler que la période préhistorique/antique ne bénéficie pas du même intérêt dans les deux pays. Dans les manuels hongrois, jusqu'à la fin des années 1950, un très bref chapitre y est généralement consacré dans la première année du lycée, avant de faire place à l'histoire médiévale. Dans le cas de l'histoire universelle, une plus grande attention lui est réservée dans les chapitres relatifs aux civilisations antiques. Par la suite, avec la publication d'une nouvelle série entre 1957 et 1960, histoires nationale et universelle sont intégrées dans un seul et même manuel sans amplifier l'espace dédié à l'histoire des Hongrois avant la conquête.

Dans les livres scolaires roumains, une place considérable est accordée à l'histoire ancienne, à l'exception notable du manuel de Roller, puisque seulement 4,8 % de l'ouvrage est dédié à l'Antiquité, bien que celui-ci couvre les quatre périodes. *A contrario*, dans l'édition de 1984 du manuel de Hadrian Daicoviciu, Teodor Pompiliu et Ioan Cîmpeanu, portant sur l'Antiquité et le Moyen Âge roumains, lequel s'étend par ailleurs du VIII^e siècle à 1821, un tiers de l'ouvrage est consacré à la seule période antique. L'hypothèse selon laquelle les manuels des années 1960 incarnent un intermédiaire entre le marxisme rigoriste du manuel de Roller et le nationalisme débridé que connaît la Roumanie à partir des 1970 se voit confirmée. En effet, dans le manuel de Constantin Daicoviciu et Miron Constantinescu (1969), traitant des quatre grandes périodes de l'histoire des Roumains, 12,5 % est consacré à la seule histoire ancienne. De plus, en Roumanie, la distinction entre manuels d'histoire universelle et d'histoire nationale se maintient jusqu'au changement de régime.

En ce sens, une continuité certaine est observable avec les canons de chaque historiographie. En effet, les Hongrois manifestent un intérêt plus limité pour leur préhistoire, notamment en lien avec leur arrivée au IX^e siècle dans le bassin des Carpates. Il est à noter que la sémantique hongroise préfère le terme de préhistoire hongroise (*magyar őstörténet*) à celui d'Antiquité (*ókor*) lorsqu'il s'agit de l'histoire pré-conquête des Hongrois⁷. La Préhistoire hongroise fait référence à l'intervalle de temps compris entre l'apparition de la langue hongroise et la fondation du royaume chrétien en l'an Mil⁸. Du côté roumain, l'Antiquité daco-romaine est perçue comme l'un des passages les plus glorieux du roman national et forme l'un des piliers

n°5, 1993. p. 179-210.

⁷ Le terme de Préhistoire hongroise ne doit pas être confondu avec celui de Préhistoire (*őskor*).

⁸ Pour une étude en langue française voir : Zimonyi István. « Préhistoire hongroise : méthode de recherche et vue d'ensemble », Csernus Sándor, Korompay Klára (dir.). *Les Hongrois et l'Europe : conquête et intégration*, Publications de l'Institut hongrois de Paris, Paris-Szeged, 1999. p. 29-44.

les plus solides de l'identité nationale. Ses bornes chronologiques sont l'apparition de la civilisation dace au retrait aurélien en 271 après J.C.

Pour ce qui est de l'approche sémantique de la périodisation, en Hongrie, les manuels des années de transition optent pour une approche classique, avec des titres tels que "L'apparition des Hongrois" (*A magyarság kialakulása*). Après le tournant politique et dans la première moitié de la période socialise, il est possible d'assister dans les deux pays à une convergence des titres avec deux parties intitulées "Ordre des communautés primitives et Ordre esclavagiste", titres témoignant parfaitement de la marxisation à outrance de l'histoire⁹. Par la suite, et dans le contexte du tournant national, la périodisation diffère également de part et d'autre de la frontière, alors que les titres retrouvent une dimension nationale.

1) Continuité daco-roumaine et ethnogenèse du peuple roumain

Depuis le XVIII^e siècle, les historiens roumains développent trois grandes interprétations concernant l'origine des Roumains. Suivant chaque mythe fondateur, la charge politique est particulièrement forte, témoignage des bouleversements politiques que connaît le pays depuis le XIX^e siècle. En dépit des nombreux débats, aucun historien roumain ne remet en cause la présence d'une population latinisée au nord du Danube, ainsi qu'à l'intérieur de l'arc des Carpates à la suite du départ aurélien en 271 après J.C. Si les origines de la théorie de la continuité daco-romaine restent largement discutées, sa diffusion est à mettre en lien avec les luttes de l'élite roumaine transylvaine au XVIII^e siècle. Cette dernière s'appuie sur une continuité du peuplement daco-roumain en Transylvanie pour démontrer la légitimité historique des Roumains, dans la quête d'une reconnaissance en tant que quatrième nation siégeant à la Diète de Transylvanie. Ce mouvement politique et culturel roumain est traditionnellement appelé l'École transylvaine (*Școala Ardeleană*).

Dans le sillage de l'émergence d'un sentiment national roumain, le camp latiniste met en avant la filiation directe entre les Romains et les Roumains, en insistant sur la primauté latine dans l'ethnogenèse du peuple roumain. Dans cette conception, les Roumains tirent leur origine des colons s'installant en Dacie, alors que les Daces auraient disparu sous la pression des attaques romaines. Cette romanité sert ainsi de gage de légitimité à l'élite roumaine, lui permettant de se démarquer et d'affirmer sa spécificité face à ses voisins. En outre, l'ascendance romaine permet de se poser en unique héritier latin de la romanité d'Orient, tout en confortant

⁹ Pour une analyse de la périodisation des manuels scolaires roumains voir : Rusu Mihai Stelian. « Topografii ale trecutului : structurarea și restructurarea conștiinței istorice românești prin manualele naționale de istorie », *Sociologie Românească*, vol. 11, n°1, 2013. p. 94-97.

l'idée d'une île latine dans un océan slave¹⁰. Cet héritage se construit autour de la langue roumaine moderne, indiscutablement de base latine, ainsi que par l'affirmation d'une stricte continuité de présence d'une population latinisée sur l'ensemble des territoires habités par les Roumains. Ce courant est dominant jusqu'à la seconde moitié du XIX^e siècle, avant de s'effacer au profit d'une nouvelle conception considérant la naissance du peuple roumain comme le résultat d'une fusion entre Romains et Daces¹¹.

Cette approche permet notamment de développer une double légitimité, civilisationnelle par les Romains, mais également indigène par l'intermédiaire des Daces¹². Cette réinterprétation est à replacer dans le contexte de l'union de la Valachie et de la Moldavie en 1859, puis de l'indépendance totale de la Roumanie en 1878. La légitimité romaine devient dès lors moins indispensable et l'affirmation d'une identité nationale roumaine va de pair avec le renforcement de l'élément dace dans l'ethnogenèse roumaine.

Les dacianistes insistent quant à eux sur l'autochtonie des Daces, tout en limitant, voire reniant, l'influence des Romains dans la formation du peuple roumain. Ce courant trouve un véritable écho chez une partie des intellectuels roumains de l'entre-deux-guerres, séduits par la dimension anti-occidentale du dacianisme¹³. Dès lors, l'accent est mis sur le maintien des coutumes daces dans la culture roumaine, ainsi que sur l'homogénéité ethnique du peuple roumain depuis les origines. Ce dacianisme est également le fruit de son temps, puisque l'entre-deux-guerres voit fleurir et prospérer les théories eugénistes et racistes¹⁴.

Entre 1945 et 1990, l'ethnogenèse du peuple roumain évolue considérablement dans les manuels scolaires, la présence des ancêtres des Roumains en Transylvanie n'est nullement remise en question au cours de la période. Aucun changement majeur ne s'opère en ce qui concerne la théorie de la continuité dans les deux pays, si ce n'est l'intensité avec laquelle elle est réfutée ou propagée. Au gré des évolutions historiographiques, mais surtout politiques, la question de l'origine du peuple roumain emprunte un chemin sinueux, marqué par une profonde dichotomie. La démarche d'infirmer de "l'avant 1945" se remarque par le moindre intérêt

¹⁰ Bordei-Boca Ramona. « La latinité : repère identitaire roumain », Delsol Chantal, Maslowski Michel, Nowicki Joanna (dir.). *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, PUF, Paris, 2002. p. 500-518.

¹¹ Depuis 1990, de nombreuses études ont fleuri sur le sujet, le lecteur est renvoyé vers ces quelques références : Boia Lucian. *History and Myth*, Op. cit. p. 85-90. ; Zavatti Francesco. « Romans, Dacians, Thracians, Slavs, or Pelasgians? A history of the debate on the ethnogenesis of the Romanian people since 17th century until the computer age », *Cadernos do Tempo Presente*, n°17, 2014. p. 41-54.

¹² L'anthropologue américaine Katherine Verdery accorde tout un chapitre à la perception de l'origine des Roumains dans l'historiographie roumaine. Voir : Verdery Katherine. *National Ideology*, Op. cit. p. 27-71.

¹³ Boia Lucian. *History and Myth*, Op. cit. p. 95-109.

¹⁴ Pour le cas roumain, voir : Bărbulescu Constantin. « Mariage, race et eugénisme en Roumanie de la fin du XIX^e siècle au milieu du XX^e siècle », *Annales de démographie historique*, n°127, 2014. p. 236-257.

accordé à la période antique¹⁵. Comme précédemment mentionné, celle-ci apparaît comme plus périphérique dans le manuel de Mihail Roller, en comparaison des manuels des décennies suivantes. Comme l'analyse Lucian Boia, la première décennie communiste manifeste un intérêt bien plus prononcé pour les révoltes émaillant l'histoire et crée en conséquence d'autres mythes fondateurs, comme celui de la création du Parti communiste roumain ou du coup d'État du 23 août 1944¹⁶.

Jusque dans les années 1960, le profond rejet du "nationalisme bourgeois" et l'application bien plus dogmatique du marxisme font que le manuel de Mihail Roller intègre la lutte des classes à la théorie daco-roumaine¹⁷. Sans remettre en question la continuité de peuplement d'une population latinisée dans le bassin des Carpates, l'auteur affirme que les riches quittent la Dacie, à l'inverse du peuple, attaché à sa terre. Il est ainsi possible d'y voir une libération du "prolétariat" des chaînes des "exploitants", puisque le caractère aristocratique des Romains ne peut correspondre au nouveau canon. Leur civilisation est présentée comme esclavagiste et se voit opposée à la masse, au peuple¹⁸. Cette théorie n'est pas nouvelle, puisque déjà dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'historien Alexandru Dimitrie Xenopol (1847-1920) affirme que seule l'élite romaine abandonne la Dacie, alors que le peuple subsiste¹⁹. Le dénigrement de Rome reflète une arrière-pensée éminemment politique, dans la mesure où il permet de ternir l'image de l'un des piliers de l'Occident dans le cadre de l'opposition Est-Ouest. Une des meilleures illustrations en est l'introduction du manuel de Mihail Roller, présentant la "théorie latine" dans les termes suivants :

« Au XVIII^e siècle, plusieurs historiens roumains de Transylvanie ont créé ladite école latine. Cette école affirmait que les conquérants romains exterminèrent la totalité de la population autochtone, et qu'ainsi donc, toute la Dacie était peuplée de colons romains, dont les Roumains actuels sont les descendants. Cette fausse théorie, scientifiquement infondée, est née en réponse au règne des Habsbourg, qui opprimait les Roumains de Transylvanie des points de vue sociétal et national »²⁰

¹⁵ Popescu-Matei Florian. « Imaginea Daciei romane în istoriografia românească între 1945-1960 », *SCIVA*, vol. 58, n°3-4, 2007. p. 265-288.

¹⁶ Boia Lucian. *History and Myth*, *Op. cit.* p. 101-102.

¹⁷ Pour une étude relative à la perception de l'ethnogenèse roumaine chez les historiens roumains des années 1950 voir : Măgureanu Andrei. « Dezbateri privind etnogeneza Românilor în anii '50 », *Studii și Cercetări de Istorie veche și Arheologie*, vol. 18, n°3-4, 2007. p. 289-301. Dans une perspective plus large : Zavatti Fransesco. « Romans, Dacians, Thracians, Slavs, or Pelasgians? », *Op. cit.* p. 41-54.

¹⁸ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története: tankönyv a középiskolák számára*, Állami tanügy és pedagógiai kiadó, Bucarest, 1956. p. 56.

¹⁹ Xenopol Alexandru Dimitrie. *Histoire des Roumains de la Dacie trajane : depuis les origines jusqu'à l'union des principautés en 1859*, E. Leroux, Paris, 1896. p. 100-103.

²⁰ « A XVIII. században több erdélyi román történész megteremtette az úgynvezett latinos iskolát. Ez az iskola azt állította, hogy a római hódítók kiirtották az egész őslakosságot, és ilyen formán egész Dáciát római gyarmatosok népesítették be, akiknek utódai a mai románok. Ez a hamis és tudománytalan elmélet az erdélyi románokat társadalmi és nemzeti szempontból elnyomó Habsburg uralom ellenhatásaként született meg », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, *Op. cit.* p. 11.

Dans le manuel de Roller, le réel tournant concerne la formation du peuple roumain, puisqu'en la matière, les chapitres traitant des histoires ancienne et médiévale constituent un des piliers de l'influence slave, poussée à son paroxysme²¹. La mise en avant de cette dernière est telle que les Slaves incarnent dès lors le troisième élément de l'ethnogenèse roumaine aux côtés des Daces et des Romains²². Pour autant, la latinité de la langue roumaine n'est nullement remise en question, puisque l'ouvrage de Roller l'associe à l'arrivée de nombreuses peuplades en Dacie qui ne peuvent communiquer, tant entre-elles qu'avec la population autochtone que par l'intermédiaire du latin²³. Les mêmes propos apparaissent dans l'ouvrage consacré à l'histoire universelle, où une demi-page traite de la formation des Roumains²⁴.

La réorientation politique, ainsi que la lutte de chaque instant face à l'Ouest impérialiste sont des éléments déterminants dans la réinterprétation de l'ethnogenèse roumaine. Elle permet notamment de renforcer l'opposition avec l'entre-deux-guerres, où une partie de l'élite roumaine exprime pleinement son attrait pour l'Ouest, tout en montrant une profonde antipathie envers les Russes. Outre l'anticommunisme, la slavophobie roumaine se nourrit également des querelles des siècles précédents avec la Russie tsariste. Cette prise soudaine d'importance devient encore plus apparente à la lumière du sort de l'historien Petre P. Panaiteșcu, spécialiste roumain des Slaves médiévaux. Au cours de l'entre-deux-guerres, ce dernier manifeste une sympathie particulière pour le Parti d'extrême-droite de la Garde de fer auquel il adhère. En conséquence, il est emprisonné en avril 1945, puis grâce à l'intervention de Mihail Roller, il est libéré peu de temps après en raison de son expertise sur les relations roumano-slaves²⁵.

La glorification de l'Union soviétique passe également par une reprise de certains mythes russes. En ce sens, l'ouvrage de Roller mentionne expressément qu'« Au VI^e siècle avant notre ère, vivaient sur la terre de notre pays les Scythes, une alliance tribale similaire aux Thraces »²⁶. Il semble que s'exprime ici le désir d'établir une similitude entre Thraco-daces et Scythes, afin d'entretenir le doute sur une éventuelle filiation entre ces deux peuples. En parallèle, les Scythes forment depuis le XIX^e siècle un peuple mythique et fondateur dans le nationalisme russe, dont la représentation est largement réutilisée par l'historiographie

²¹ Une analyse analogue est proposée par Casian C. Popa, voir : Popa C. Casian. *Formarea poporului român*, Op. cit. p. 437-448.

²² Pour une étude des transformations dans l'historiographie roumaine, voir : Stamati Iurie. « Two Chapters in the Sovietization of Romanian Archaeology (From the Late 1940s to the Mid-1950s) », *Archaeologia Bulgarica*, vol. 19, n°1, 2015. p. 81-95.

²³ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 55.

²⁴ *Istoria evului mediu: manual unic pentru clasa a IX-a medie*, Editura de Stat, Bucarest, 1949. p. 58.

²⁵ Otu Petre, Scurtu Ioan. « P. C. R. și legionarii : Petre P. Panaiteșcu », *Magazin istoric*, n°1, 1997. p. 3-11.

²⁶ « I.e a VI. században hazánk földjén élt a szkíták egy, trákókhöz hasonló, törzsszövetség », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 35.

stalinienne au service des théories eurasiennes et d'opposition à l'Occident²⁷. Le manque de connaissance concernant ce peuple ouvre la voie à de nombreuses récupérations teintées d'anti-occidentalisme, à l'image des théories du XIX^e siècle relatives à une parenté entre Hongrois et Scythes.

En premier lieu, dans l'ouvrage de Roller, la vision d'une ethnogenèse roumaine voyant le jour en Transylvanie s'estompe. Il est possible d'y voir la volonté de déconstruction des fondations du roman national et de remplacer celles-ci par une interprétation marxiste rigoriste, où l'éloge du peuple russe prime sur les mythes fondateurs. Si la ville de Sarmizegetusa, se situant en Transylvanie, est mentionnée comme capitale du royaume de Dacie, aucun culte du lieu ne se retrouve dans le manuel. Une des manifestations de cette prise de distance avec les Daces se retrouve dans les portraits de Burebista ou Décébale, où aucun discours mélioratif n'est adopté. Pourtant, les deux rois daces figurent traditionnellement en bonne place dans le panthéon roumain et sont considérés comme des héros nationaux²⁸.

Le discours relatif aux Daces n'est pas dénué de critiques, puisque à l'instar de la civilisation romaine, celle-ci est également décrite comme esclavagiste. Certains aspects de cet héritage se maintiennent dans le manuel de Roller, comme la continuité architecturale entre Daces antiques et Roumains modernes, puisque « Leurs maisons ressemblaient aux maisons que l'on construit de nos jours dans certains villages de notre pays »²⁹. Cette mise en avant est encore une fois à replacer dans le contexte marxiste d'une opposition entre paysannerie gardienne des traditions et du "vrai" face à la volatilité de l'élite. La similitude entre Daces et Roumains figure également dans le manuel rédigé sous la codirection de Constantin Daicoviciu et Miron Constantinescu (1969), ainsi que dans l'ouvrage de 1960, où il est affirmé que : « Les Daces étaient de bonne stature, ils portaient les cheveux longs et la barbe. Leur allure était, en général, semblable à celle des paysans roumains des montagnes »³⁰. Il est à noter que cette tendance à associer l'apparence physique des Daces antiques avec celle des Roumains modernes est une constante des manuels scolaires roumains depuis le XIX^e siècle³¹.

²⁷ Lebedynsky Iaroslav. *Les Scythes : les Scythes d'Europe et la période scythe dans les steppes d'Eurasie VII^e-III^e siècles av. J.-C.*, 2^e éd., Errance, Paris, 2010. p. 297-299.

²⁸ Cette analyse est également corroborée par les travaux de Casian C. Popa : Popa C. Casian. *Formarea poporului român*, *Op. cit.* p. 433-436.

²⁹ « Házaiak hasonlítottak azokhoz a házakhoz, amelyeket manapság is építenek országunk egyes falvaiban », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, *Op. cit.* p. 39.

³⁰ « Dacii erau de statură potrivită, purtau plete și barbă. Portul lor era, în general, asemănător cu acela al țăranilor români de la munte », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României : manual pentru clasa a XII-a*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1969. p. 18.

³¹ Popa C. Casian. *Formarea poporului român*, *Op. cit.* p. 238-307.

La prise de distance du *PMR* avec l’Union soviétique, ainsi que le retour de thématiques nationales sonnent le glas du règne sans partage du manuel de Roller. La publication de nouveaux manuels scolaires roumains au début des années 1960, ici analysés au travers des éditions de 1960 et 1969, apporte des changements tangibles dans les orientations relatives à la formation du peuple roumain et sa présence en Transylvanie. L’élément slave cesse d’être élevé au rang de troisième pilier de l’ethnogenèse roumaine, alors qu’il demeure perçu comme la composante endogène bénéficiant de la plus grande influence sur les Roumains, mais ayant été – elle aussi – assimilée par la population latinisée. Les Slaves continuent de bénéficier d’une image particulièrement positive, notamment pour leur rôle dans l’instauration du système féodal en lieu et place de la société esclavagiste³². Néanmoins, les manuels édités dans les années 1960, et également utilisés au cours de la décennie suivante, n’érigent pas encore le peuple roumain en une communauté ethnique homogène depuis la nuit des temps.

La tendance des nouveaux manuels consiste toutefois à privilégier la composante dace au détriment de l’élément latin dans la formation du peuple roumain. L’explication à cette réinterprétation semble double. D’une part, la mise en exergue de l’élément dace renforce l’autochtonie des Roumains et réduit l’impact des peuples étrangers sur ces derniers dans le cadre d’une prise de distance avec l’URSS. D’autre part, elle rend possible le renforcement du rôle dévolu à la Transylvanie, tant dans la genèse roumaine que dans le maintien d’une population latinisée sur l’ensemble du territoire de la Roumanie contemporaine. Dans les manuels de Dumitru Almaş, George Georgescu-Buzău et Aron Petric (1960), Constantin Daicoviciu et Miron Constantinescu (1969), ainsi que de Francisc Pall en collaboration avec Camil Mureşan (1969), la noblesse dace, à la tête de laquelle se trouve le roi, reste perçue comme une classe exploitante³³. En ce sens, une continuité se dessine avec le manuel de Roller, dans la mesure où l’analyse marxiste prime toujours sur la dimension nationale. Nonobstant ces similarités, le tournant national est à plus d’un titre perceptible. Dès la publication du premier manuel ultérieur à celui de Roller, de nombreux éloges sont réservés à Burebista et Décebal pour leur politique étrangère énergique et leurs succès, ainsi que pour la fondation de l’État centralisé dace. Cet aspect apparaît à plusieurs reprises, notamment en soulignant les profondes similarités entre les cités daces, alors que les Carpates « [...] ne furent jamais un obstacle »³⁴.

³² Pall Francisc, Mureşan Camil. *A középkor története: tankönyv a liceumok X. osztálya számára*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1969. p. 48-49.

³³ Almaş Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României - manual pentru clasa a XI-a*, Editura de Stat Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1960. p. 20-21.

³⁴ « [...] Carpații nefiind niciodată o piedică », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 25-29.

À l'image des manuels plus tardifs, Daicovicu et Constantinescu réservent sept pages à la continuité daco-romaine, tout en insistant sur l'infondé de la théorie immigrationniste, en se basant sur les arguments classiques de l'historiographie roumaine. La prise d'importance de la Transylvanie se révèle également dans ce même manuel, dans la mesure où les auteurs rappellent que l'État dace voit le jour dans les montagnes d'Orăştie dans le sud-ouest de la région par l'union entre la tribu de Burebista et d'autres tribus daces de Transylvanie. Il est affirmé qu'à la suite de la conquête romaine, les traces de la civilisation dace se retrouvent principalement en Transylvanie³⁵.

Dans le sillage de la montée du nationalisme, l'histoire ancienne acquiert une importance considérable, avant d'être poussée à son paroxysme à partir des années 1970. Dans un contexte de regain des tensions entre les historiographies roumaine et hongroise, les détracteurs de la continuité daco-romaine sont réprouvés avec une plus grande virulence³⁶. Ainsi, le manuel rédigé sous la direction d'Hadrian Daicovicu (1984) affirme à propos de la théorie immigrationniste qu' « Elle fut formulée pour servir les intérêts réactionnaires de propriétaires étrangers qui cherchaient ainsi à justifier leurs revendications de domination sur la Transylvanie »³⁷. De plus, cet ouvrage réserve deux chapitres (seize pages) à la continuité et la formation du peuple sur le territoire de la Roumanie contemporaine. Le manuel dirigé par Ștefan Pascu (1989) n'apporte aucun changement majeur en la matière et les auteurs précisent à ce sujet :

« Les Roumains vécurent en permanence dans l'espace carpato-danubo-pontique, organisés en communautés villageoises, qui se transformeront en colonies romaines. Les communautés villageoises se constitueront en formations politiques à caractère féodal précoce : les kénézies et les voïvodies »³⁸

Il s'agit de marteler la continuité étatique roumaine, depuis les rois daces jusqu'à l'avènement de "l'Âge d'or" (*Epoca de Aur*) de Ceaușescu. Il est à noter que les historiens hongrois n'accordent que peu de crédit à l'existence d'un État organisé protoroumain avant

³⁵ Voir par exemple : *Ibid.* p. 58-64.

³⁶ Rusu Mircea. « The Autochthonous Population and the Hungarians on the Territory of Transylvania in the 9th and 11th centuries », Constantinescu Miron, Pascu Ștefan, Diaconu Petre (dir.). *Relations between the Autochthonous Population and the Migratory Populations on the Territory of Romania: a Collection of Studies*, Editura Academiei Republicii Socialiste România, Bucarest, 1975. p. 201-217.

³⁷ « Ea a fost formulată pentru a servi interesele politice reactionare ale stăpînitorilor străini, care căutau astfel să-și justifice pretențiile de dominație asupra Transilvaniei », Daicovicu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cimpeanu Ioan. *Istoria Antică și Medie a României : manual pentru clasa a VIII-a*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1984. p. 84.

³⁸ « Românii au trăit permanent în spațiul carpato-danubiano-pontic, organizați în obști sătești, care se vor transforma în romanii populare. Din obștile sătești se vor constitui formațiuni politice cu caracter feudal timpuriu : cnezatele și voievodatele », Pascu Ștefan, Georgian Lucia, Bodor András, Neagu Vasilică. *Problemele fundamentale ale istoriei lumii antice și medievale*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1984. p. 65.

l'arrivée des tribus magyares³⁹. Concernant les ancêtres des Roumains, Ștefan Pascu avance que « Le peuple roumain se forma de la fusion entre Daces et Romains, un nouveau peuple, plein d'énergie et de vitalité, héritier des grandes vertues et des traditions de ses glorieux ancêtres »⁴⁰.

Outre la continuité d'un peuplement daco-romain en Transylvanie, l'histoire des Daces revêt une importance singulière dans le discours nationaliste. En effet, l'interprétation de la nation roumaine faite par le PCR repose sur quatre piliers principaux que sont l'ancienneté, la continuité, l'unité et l'indépendance. Dans cette considération, la période antique est la seule à fournir ces fondements essentiels et les récits proposés dans les manuels publiés à partir des années 1960 reprennent explicitement ces quatre thèmes principaux. L'exemple du manuel rédigé sous la direction de Ștefan Pascu (1989) présente, après Burebista, dans les termes suivants : « Un autre roi, Décébale (87-106) rétablit l'unité de l'État. Le centre politique, militaire, administratif et culturel de son État était Sarmizegetusa dans les montagnes de Orăştie », avant de renchérir sur « Décébale, figure proéminente du monde antique, héros de la lutte du peuple dace pour l'indépendance »⁴¹. Les Daces sont désormais les égaux civilisationnels des Romains et aucune trace d'une éventuelle supériorité de ces derniers ne peut être désormais détectée. Le désir d'identification avec la Transylvanie est particulièrement fort dans la mesure où la capitale dudit État centralisé s'y trouvait. En outre, le protochronisme se remarque également par l'élévation de Décébale au rang de héros antique universel au même titre qu'Alexandre le Grand ou César, présentés dans le même chapitre. Le manuel de Daicoviciu reprend une position en tout point similaire, en rappelant à propos de Burebista qu' « Il parvient à unir toutes les tribus, à l'intérieur et à l'extérieur des Carpates, créant un État fort »⁴².

Le rôle des régions transférées à la Roumanie après 1918 est une fois de plus capital dans la mesure où ce même ouvrage fait l'éloge des Daces libres, restés en dehors de l'Empire romain et attaquant régulièrement ce dernier. Sur une demi-page, les auteurs précisent entre autres que ces derniers vivent en Moldavie, ainsi que dans les départements du Maramureș et

³⁹ Vékony Gábor. *Dacians, Romans, Rumanians*, Matthias Corvinus Publishing, Hamilton – Buffalo, 2000. p. 155-178.

⁴⁰ « Poporul român s-a format prin contopirea dacilor cu romanii, un popor nou, plin de energie și vigoare, moștenitor al marilor virtuții și tradițiilor gloriosilor înaintași », Pascu Ștefan, Georgian Lucia, Bodor András, Neagu Vasilică. *Problemele fundamentale*, Op. cit. p. 37.

⁴¹ « Unitatea statului va fi refăcută de un alt mare rege, Decebal (87-106), care își avea centrul politic, militar, administrativ și cultural în Munții Orăştiei, la Sarmizegetusa » ; « Decebal, proeminentă figură a lumii antice, erou al luptei pentru independența poporului dac », Ibid. p. 33.

⁴² « El reușește să unească toate triburile, dinătrul și dinafara Carpaților, făurind un stat puternic », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 39.

de Satu Mare, tous deux abritant une importante minorité hongroise et situés dans le *Partium*⁴³. Dans ces territoires à la limite du *limes* roumain, la mise en exergue de la présence dace permet de justifier par extension la roumanité de cette région disputée. Le manuel de 1969, rédigé sous la direction de Constantin Daicoviciu et Miron Constantinescu va même plus loin en érigeant ces derniers en tant que justiciers au service du peuple, comme « Une sorte de Haïdouks qui, surtout en période d'attaques extérieures, attaquaient et pillaien les riches »⁴⁴.

D'autre part, les deux rois daces sont élevés au rang de grands souverains roumains précédant le "Génie des Carpates". L'unité du royaume dace est présentée comme équivalente à celle de la Roumanie contemporaine afin de pousser l'analogie à son paroxysme. La volonté d'asseoir la légitimité territoriale des Roumains se manifeste très fortement à partir des années 1970, comme l'illustre le manuel de Hadrian Daicoviciu et de ses coauteurs : « La Dacie, comme patrie permanente du peuple daco-gète, correspond dans les grandes lignes au territoire plus tard habité par les Roumains »⁴⁵. Cette continuité s'exprime également par la volonté de mise en évidence de la filiation culturelle entre les Daces antiques et les Roumains modernes. Si ce phénomène est déjà perceptible dans le manuel de Mihail Roller, il devient un véritable *topos* des manuels de l'ère Ceausescu. Ainsi, les vertus ou l'habillement des Roumains sont montrés comme en tout point semblables à ceux des Daces⁴⁶.

L'autre enseignement majeur à tirer de cette idéalisation de la Dacie concerne son homogénéité supposée. L'interprétation de la période antique offre la vision d'un âge heureux, où les Daces vivent dans un royaume homogène. Cette perception permet ainsi d'introduire l'idée d'un peuple uni par une seule et unique origine ethnique plurimillénaire⁴⁷. En ce sens, elle contraste dès lors avec la Roumanie moderne, mais atteste parfaitement de la relation des autorités roumaines avec les minorités, vivant principalement en Transylvanie. Ces dernières apparaissent dès lors en tant qu'anomalie venant troubler la quiétude plurimillénaire du peuple autochtone.

La vision idéalisée d'une Dacie homogène et unie révèle l'obstination de donner du sens

⁴³ *Ibid.* p. 68.

⁴⁴ « Un fel de haiduci care, mai ales în vremuri de atacuri externe, atacau și prădau pe cei bogăți », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 46. Par ailleurs, les Haïdouks font référence dans l'Europe sous domination ottomane à des hors-la-loi, des brigands, voire des hommes libres. A ce propos voir : Leersen Joep. « The Rural Outlaws in East-Central Europe », Cornis-Pope Marcel, Neubauer John (dir.). *History of the Literary Cultures of East-Central Europe*, John Benjamins, Amsterdam, Philadelphia, 2010. p. 407-440.

⁴⁵ « Dacia, în înțelesul de vatră permanentă a poporului daco-get, corespunde, în linii mari, cu teritoriul locuit mai tîrziu de români », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 33.

⁴⁶ Tendance également remarquée et analysée par Lucian Boia, se rapporter à l'étude suivante : Boia Lucian. *De la Dacia antică la Marea Unire*, Op. cit. p. 10-14.

⁴⁷ Szakács Simona. « Now and then », Op. cit. p. 36-37.

et un passé à la nation, en dépit du peu d'informations dont dispose l'historien⁴⁸. À ce propos, les travaux d'Anthony D. Smith démontrent qu'en Europe centrale et orientale, l'identification à un mythe ethnique commun revêt une importance tout à fait particulière et bien plus marquée qu'en Europe de l'Ouest⁴⁹. Dans ce contexte, le manuel scolaire doit servir la vision d'un peuple uni et unitaire depuis les temps les plus reculés, où les influences extérieures sont limitées, en dépit d'une réalité fondamentalement différente⁵⁰. À ce propos, le manuel dirigé par Ștefan Pascu concède une certaine influence du monde grec sur la civilisation géto-dace, mais met en évidence la connaissance antérieure de l'écriture chez ces derniers, tout en transmettant aux Grecs certaines de leur divinité, ainsi que leur connaissance en "médecine populaire"⁵¹.

Cette perception entre en conflit avec les arguments avancés par l'historiographie hongroise qui démontre la multiethnicité de la Dacie dès la période antérieure à la conquête romaine⁵². Elle rejette également en bloc la continuité daco-romaine et relie la présence roumaine dans la partie supérieure des Carpates à une immigration progressive ne débutant pas avant la fin du XII^e siècle. Il est indispensable de conserver à l'esprit que la question de la continuité déchire les deux historiographies avec un dénigrement total des théories "adverses"⁵³. La pauvreté de preuves scientifiques, en raison de la quasi-absence de sources narratives crée un vide dans lequel vient s'engouffrer l'élément politique. L'archéologie, la toponymie, la linguistique ou encore la sociologie sont bien souvent les seules disciplines sur lesquelles peuvent s'appuyer les chercheurs afin de tenter de reconstruire l'histoire de la Transylvanie au cours du premier millénaire de notre ère⁵⁴. En la matière, les positions adoptées par l'historiographie hongroise entre 1945 et 1990 montrent une réelle constance, comme en témoignent les grandes synthèses publiées par l'Académie hongroise des sciences⁵⁵.

⁴⁸ Miskolczy Ambrus. « A román nép születése – avagy egy rejtély filológiaja », *AETAS*, vol. 33, n°4, 2018. p. 134-137.

⁴⁹ Smith D. Anthony. *The Nation in History. Historiographical Debates about Ethnicity and Nationalism*, Polity Press, Cambridge, 2000. p. 24-31.

⁵⁰ Capelle-Pogacean Antonela. « Roumanie : l'utopie unitaire en question », *Critique internationale*, vol. 6. 2000. p. 105-110.

⁵¹ Pascu Ștefan, Georgian Lucia, Bodor András, Neagu Vasilică, *Problemele fundamentale*, *Op. cit.* p. 54.

⁵² Vékony Gábor. *Dacians, Romans, Rumanians*, *Op. cit.* p. 68-91.

⁵³ À titre de comparaison, il est saisissant d'observer que les thèses portées par les deux historiographies campent sur des positions antagonistes depuis le XIX^e siècle avec un rapprochement et une collaboration réduite dans le domaine de l'histoire ancienne, comme le démontrent les deux ouvrages collectifs suivant rédigés par l'Académie des sciences des deux pays après 1990 : Giurescu C. Dinu, Fischer Galati Stephen, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Une histoire des Roumains*, Éditions Vaillant, Nice, 2013. p. 11-60 ; Köpeczi Béla (dir.). *Histoire de la Transylvanie*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1992. p. 9-110.

⁵⁴ Voir par exemple : Schramm Gottfried. *Korai román történelem. Nyolc tézis a délkelet-európai latin kontinuitás helyének meghatározásához*, Csokonai, Debrecen, 1997. 116 p.

⁵⁵ Molnár Erik, Pamélyi Ervin, Székely György (dir.). *Magyarország története: I. kötet*, Gondolat, Budapest, 1964. p. 26-28 ; 72-73. ; Pach Zsigmond Pál (dir.). *Magyarország története tíz kötetben. Előzmények és magyar történet 1242-ig*, Akadémiai kiadó, Budapest, 1984. p. 584-588.

Dans les manuels de Hongrie, la perception du début de la présence roumaine dans la partie supérieure des Carpates s'avère diamétralement opposée au discours roumain. Si avant 1945 le révisionnisme hongrois s'exprime à travers le droit historique pour étayer les prétentions de contrôle du territoire, la fin de la Seconde Guerre mondiale apporte un changement significatif en la matière. La position de Domokos Kosáry dans son manuel de 1945 détonne avec la forte politisation de la question. Il écrit ainsi :

« Les littératures hongroise et roumaine ont beaucoup débattu pour savoir si les Roumains étaient des descendants des Daces ou s'ils avaient progressivement immigré en Transylvanie depuis leur pays d'origine des Balkans. Le débat fut aiguisé par le fait qu'il se poursuivit dans la perspective des enjeux territoriaux des temps modernes, comme si la situation actuelle changerait par le fait qu'un peuple vit là où il vit depuis mille, ou seulement sept cents ans. Néanmoins, il est probable que les Roumains se soient également déplacés vers la Transylvanie depuis le sud au cours d'un processus de migration plus long, mais sans laisser aucune trace pendant de nombreux siècles »⁵⁶

À l'instar de l'entre-deux-guerres, aucun manuel hongrois publié entre 1945 et 1990 ne reprend la théorie d'une continuité de peuplement daco-romain en Transylvanie. À ce sujet, dans la série de 1945, les trois manuels traitant de l'histoire antique énoncent distinctement la disparition quasi-totale de la population dace à la suite des guerres avec l'Empire romain, poussant alors l'empereur à recourir à un repeuplement de la région par l'envoi de colons. Ces derniers quittent la Dacie avec l'administration romaine lors de l'évacuation de la province en 271, laissant derrière eux une région presque inhabitée⁵⁷. Ainsi, les ouvrages scolaires attestent de l'arrivée des Roumains dans la région seulement à partir du milieu du Moyen Âge, comme le manuel de Béla Kálmán (1945) en témoigne :

« Au tournant du XII^e et du XIII^e siècle débute l'infiltration d'un autre peuple en Transylvanie, les Roumains. La patrie originelle des Roumains se trouvait probablement sur la péninsule des Balkans, où leur langue se mêlangea avec le latin. De là, ils s'étendirent au cours des siècles toujours plus vers le nord en tant que bergers des montagnes »⁵⁸

Parmi les ouvrages utilisés au cours de la période rákosiste, les positions adoptées quant à l'origine des Roumains et leur arrivée dans le bassin des Carpates n'évoluent guère. Les

⁵⁶ « A magyar és román irodalom sokat vitázott azon, hogy a románok dákok utódai-e, vagy pedig balkáni őshazájukból fokozatosan vándoroltak be Erdélybe. A vitát az élesítette ki, hogy az újabb idők területi kérdéseinek szemszögéből folytatták, mintha a mai helyzetben változtatna az, hogy egy nép ezer, vagy csak hétszáz éve él ott, ahol él. Ettől függetlenül valószínű, hogy a románok is hosszabb beköltözési folyamat során kerültek dél felől Erdélybe, ahol az előtt hosszú századokon át nincs nyomuk », Kosáry Domokos. *Magyarország története az őskortól a szatmári békéig: a gimnáziumok VII., a liceumok és gazdasági iskolák III. osztálya számára*, vol. 2, Szikra, Budapest, 1945. p. 46.

⁵⁷ Benda Kálmán. *Magyarország története az őskortól napjainkig. Polgári iskolák III-IV. és a gimnáziumok III. osztálya számára*, Szikra, Budapest, 1945. p. 7-8. ; Ferenczy Endre. *Világtörténelem. Az ókor és középkor Nagy Károlyig, a gimnáziumok IV., a liceumok és a gazdasági középiskolák I. oszt. számára*, vol. 1, Szikra, Budapest, 1945. p. 125. ; Kosáry Domokos. *Magyarország története*, Op. cit. p. 5.

⁵⁸ « A XII-XIII. század fordulóján, indult meg egy másik nép beszivárgása Erdélybe, a románságé. A románok őshazája valószínűleg a Balkán felszigetén volt, nyelvük itt keveredett a latinnal. Hegyi pásztorokként innen húzódtak évszázadok alatt mindig északabbra », Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 25.

manuels rédigés sous la direction d'István Hahn (1949), ainsi que de Béla Karácsonyi (1950) se montrent toutefois plus évasifs sur le sujet. Cette nuance prend tout son sens au vu de la période de rédaction et d'utilisation des deux ouvrages, soit l'apogée de l'internationalisme. En parallèle, jusqu'au début des années 1970, les deux partis communistes affichent une proximité de façade et de ce fait, la présence d'une certaine ambiguïté semble s'inscrire dans la volonté de ne pas attaquer l'un des piliers de l'identité nationale roumaine⁵⁹. Chez Béla Karácsonyi, cette prise de distance avec la question se concrétise par la mention de la présence dace en Transylvanie dans les siècles précédents, avant de se montrer particulièrement imprécis lorsqu'il s'agit d'évoquer la composition de la population du bassin des Carpates lors de l'arrivée des Hongrois. Il est dans un premier temps affirmé que différents peuples y résidaient, bien que le récit se concentre uniquement sur les Slaves. L'ambiguïté entretenue laisse penser que la sensibilité de la question entre les romans nationaux est plutôt mise de côté que réellement traitée⁶⁰.

Dès 1967, le manuel de Géza Eperjessy et László Benczédi reprend la ligne traditionnelle de l'historiographie hongroise en mentionnant explicitement l'arrivée de bergers roumains au Moyen Âge depuis les Balkans à partir de la seconde moitié du XII^e siècle⁶¹. En ce qui concerne la composition de la population du bassin des Carpates lors de l'arrivée des tribus magyares, des propos similaires se retrouvent également dans le manuel de László Makkai (1966) qui évoque la résistance de Slaves face aux conquérants hongrois, sans aucune référence à l'existence d'une population latinisée en Transylvanie⁶².

Dans les années 1970 et 1980, lorsque la question est évoquée, comme dans le manuel rédigé par Gábor Gyapay et Zsigmond Ritoók, il est précisé que « [...] la Transylvanie relevait de la puissance bulgare [...], une petite population slavo-bulgare vivait sur ces territoires »⁶³. Ensuite, la septième édition du manuel de Géza Eperjessy (1987) rejette explicitement la théorie de la continuité, à l'instar de celui de Mária Walter (1989) qui maintient une position quasi-identique :

« Le peuple roumain (valaque) descend de la population autochtone thrace romanisée de la péninsule balkanique. [...] Une partie des tribus valaques atteignit probablement vers l'an 1000, au cours de sa migration vers le nord, le versant méridional des Carpates. (Selon certains historiens roumains, les Roumains seraient les descendants des Daces romanisés qui vivaient en Transylvanie dans les siècles du

⁵⁹ Földes György. *Magyarország, Románia*, Op. cit. p. 17-19.

⁶⁰ Karácsonyi Béla. *A magyar nép története (1526-ig) I. osztály számára*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1950. p. 6-7.

⁶¹ Eperjessy Géza, Benczédi László. *Történelem a gimnáziumok II. osztálya számára*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1967. p. 64.

⁶² Makkai László. *Történelem az általános gimnáziumok II. osztálya számára: A középkori egyetemes történelem áttekintése 1640-ig – Magyarország története 1526-ig*, 10^e éd., Tankönyvkiadó, Budapest, 1966. p. 27-28.

⁶³ Gyapay Gábor, Ritoók Zsigmond. *Histoire : lycées 1^{re} année*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1988. p. 315.

début de notre ère. Cette théorie dite de la théorie daco-roumaine n'est ni étayée par les vestiges archéologiques, ni par les sources écrites) »⁶⁴

La négation explicite de la continuité d'un peuplement daco-romain en Transylvanie est également à replacer dans le contexte de regain des tensions entre Budapest et Bucarest. Cette évolution traduit la prise de distance entre les deux partis du fait du nationalisme exacerbé du PCR, ainsi que du retour d'une certaine pluralité dans l'historiographie hongroise⁶⁵.

2) Les origines des Hongrois et la Transylvanie

En accord avec les explications précédentes, il a été montré que le mythe des origines hongrois est fondé sur celui d'un peuple conquérant, en opposition à l'autochtonie affichée des Roumains. Cette conquête de la patrie (*honfoglalás*), traditionnellement reliée à l'année 896, entre ainsi en conflit avec les mythes des autres peuples y vivant, et tout particulièrement avec celui des Roumains⁶⁶. Outre leur présence en Europe centrale, la question de l'origine des Hongrois et de leur langue alimente les débats entre spécialistes depuis le XIX^e siècle et demeure une thématique hautement politisée. Si l'arrivée des Hongrois au IX^e siècle est majoritairement acceptée par les sciences historiques actuelles, les interrogations autour de la parenté des Magyars concentrent l'attention des spécialistes, mais également celle de la société hongroise.

En ce qui concerne l'origine des Hongrois, un des mythes fondateurs s'articule autour d'une parenté entre Huns et Magyars. Cette théorie reprend une vieille tradition populaire affilant les deux peuples et héritée de la période médiévale. Sa diffusion est à mettre en parallèle avec les chroniques du XIII^e siècle, rédigées dans l'intention de légitimer la dynastie árpádienne et de lui fournir un passé glorieux en établissant un lignage direct entre Árpád et Attila⁶⁷. Elle permet également de dresser une frontière palpable entre la noblesse, *natio hungarica*, issue des Huns et des Magyars et le peuple, *misera plebs contribuens*, et de justifier et maintenir les priviléges de la noblesse. Au XVIII^e siècle, à l'aube de la formation de l'identité nationale moderne, cette théorie permet alors d'exprimer le particularisme hongrois et sert également de générateur de légitimité historique⁶⁸. Les manuels scolaires, et tout

⁶⁴ Walter Mária. *Histoire II*, Op. cit. p. 79.

⁶⁵ Miskolczy Ambrus. « A román nép születése », Op. cit. p. 162-164.

⁶⁶ Il est à noter que la date de l'arrivée des tribus hongroises dispose d'un caractère particulièrement hasardeux. Voir à ce sujet : Szőts Zoltán Oszkár. « Miért pont 896-ot tekintjük a Honfoglalás évének ? », *Újkor*, 2014. <https://ujkor.hu/content/miert-pont-896-ot-tekintjuk-a-honfoglalas-evenek> [consulté le 13-04-2022]

⁶⁷ Sudár Balázs. « Az Árpádok, Attila és a dinasz틱us hagyományok », *Századok*, vol. 150, n°2, 2016. p. 431-442.

⁶⁸ Bozóky Edina. « Huns et Hongrois, une seule nation... », Op. cit. p. 37-50.

En outre, la filiation entre Huns et Hongrois est une conception s'étant largement renforcée dans l'opinion publique hongroise post-1990, bien que les spécialistes hongrois expriment une forte réserve sur le sujet. Pour une analyse du phénomène consulter : Ablonczy Balázs. *Keletre, magyar!*, Op. cit. p. 243-255. Il est à noter qu'une traduction

particulièrement les livres de lecture, utilisés au cours du dualisme et de l'entre-deux-guerres participent largement à la perpétuation de cette légende.

Dans le contexte de cette controverse autour des origines, il existe également un débat relatif à l'origine de la langue hongroise dans lequel deux théories principales s'affrontent depuis le XIX^e siècle⁶⁹. Il est à noter que la confusion entre origines de la langue et du peuple est courante lorsque la question de la provenance des Hongrois est abordée. Le premier courant classe le hongrois parmi les langues touraniennes dans ce qui est une continuité de la théorie établissant une parenté linguistique et ethnique entre les peuples turcs et les Magyars, bien que la langue parlée par les Huns demeure jusqu'ici inconnue. La seconde école place le hongrois parmi les langues finno-ougriennes, réfutant ainsi l'héritage hunnique. Entre 1945 et 1990, les positions de l'historiographie hongroise concernant l'origine des Hongrois et leur arrivée dans le bassin des Carpates changent considérablement⁷⁰. En premier lieu, si l'origine finno-ougrienne de la langue hongroise ne peut être remise en cause, après 1948 elle se double de la volonté de renforcer la relation entre Hongrois et Slaves. En conformité avec la situation roumaine, il devient politiquement nécessaire d'insister sur l'influence de ces derniers sur les Magyars, tout en montrant une forte propension à blâmer tout ce qui est à consonance germanique. L'historien Erik Molnár se fait ainsi l'apôtre de la théorie selon laquelle la supériorité de la civilisation slave est décisive dans l'ethnogenèse hongroise⁷¹.

Dans le manuel rédigé par Domokos Kosáry en 1945, le désir de rupture avec l'entre-deux-guerres se manifeste au travers du passage suivant : « Le Hongrois n'est pas Mongol, ni Aryen, ni issu d'une quelconque parenté imaginée avec le peuple "touranien", mais un peuple finno-ougrien apparu dans le nord-est de l'Europe »⁷². Tous les manuels destinés à la première classe du lycée présentent, sans exception, la langue hongroise comme finno-ougrienne. D'autre part, l'éloge perpétuel de l'Union soviétique et la mise en exergue des relations slavo-hongroises se caractérisent dans les manuels des années 1950 par la mention expresse de l'Union soviétique comme lieu de la patrie originelle des Hongrois. Par ailleurs, la société hongroise préchrétienne est qualifiée de « [...] démocratie militaire » où règnent « [...] des rapports sociaux précommunistes »⁷³. Dès 1957, des termes géographiques sont préférés sans

française de l'ouvrage a récemment vu le jour.

⁶⁹ *Ibid.* p. 25-46.

⁷⁰ *Ibid.* p. 221-226.

⁷¹ Molnár Erik. *A magyar társadalom története az óskortól az Árpádkorig*, Szikra, Budapest, 1949. 344 p.

⁷² « A magyar nem mongol, nem árja, nem is valami képzelt rokonsággal tűzdelt "turáni" nép, hanem az Európa északkeletén, kialakult finnugor ősnépnek », Kosáry Domokos. *Magyarország története*, *Op. cit.* p. 7.

⁷³ « [...] katonai demokrácia », « [...] óskommunista társadalmi viszonyok », Karácsnyi Béla. *A magyar nép története*, *Op. cit.* p. 6.

utiliser une quelconque entité politique contemporaine⁷⁴.

La « reprofessionnalisation » du métier d'historien va de pair avec le retour des débats scientifiques. Cependant, les discussions tournent principalement autour de la patrie originelle des Hongrois, sans que la Transylvanie ne revienne sur le devant de la scène. Nonobstant, la théorie d'une double-conquête (*kettős honfoglalás*) du bassin des Carpates avancée par Gyula László (1910-1998), par ailleurs Transylvain, agite considérablement les historiens à partir de la fin des années 1970. Selon ce dernier, l'occupation d'une partie du bassin des Carpates au VII^e siècle par les Avars est en réalité une première occupation menée par des groupes de Hongrois, suivie à la fin du IX^e siècle par les sept tribus hongroises. Sa théorie se base principalement sur l'étude archéologique des nécropoles des deux groupes et les similitudes observées dans les rites funéraires⁷⁵.

Dans les manuels scolaires, la parenté avec les Huns n'est à aucun moment reprise, tandis que la culture des Avars est décrite comme proche de celle des Hongrois conquérants. Si les historiens ne disposent que de peu de sources sur les Avars, à l'instar des autres peuples des steppes, la proximité des modes de vie entre Avars et Magyars est tout à fait plausible⁷⁶. De façon plus générale, la langue hongroise est sans exception présentée comme finno-ougrienne, alors que les manuels scolaires de la période ne manquent pas de souligner l'influence culturelle et linguistique des peuples turcs, phénomène toujours appuyé par l'historiographie hongroise actuelle, sans toutefois présenter les Magyars comme un peuple turcique⁷⁷.

Au XIX^e siècle, la reprise de la théorie touranienne est à mettre en lien avec l'orientation anti-Habsbourg et constitue l'un de ses avatars. Ultérieurement, cette théorie implique une dimension anti-occidentale et fixe une barrière distincte avec l'Europe. Dans cette considération, le premier point semble correspondre avec la propagande antiimpérialiste des années 1950, tout comme le personnage d'Attila, chef guerrier de l'Est faisant trembler l'Empire romain, pilier de la civilisation occidentale. Pourtant, la parenté entre Huns et Hongrois est abandonnée et avec elle l'image romantique accolée à Attila. Le rejet de la théorie touranienne peut principalement s'expliquer par son écho auprès des courants nationalistes. Concernant l'image d'Attila et des Huns, plusieurs manuels reprennent la même phrase,

⁷⁴ Makkai László. *Történelem az általános gimnázium II. osztálya számára*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1957. p. 24-25.

⁷⁵ László Gyula. *A "kettős honfoglalás"*, Magvető, Budapest, 1978. 214 p.

Pour une approche historiographique de cette théorie, se référer à : Farkas Richárd Zoltán. « A "kettős honfoglalás" elméletének rövid historiográfiája », *Belvedere Meridionale*, vol. 23, n°4, 2011. p. 15-33.

⁷⁶ Szádeczky-Kardoss Samu. « Histoire des Avars et leur héritage en Europe », Csernus Sándor, Korompay Klára (dir.). *Les Hongrois et l'Europe*, *Op. cit.* p. 149-170.

⁷⁷ Fodor Pál. « La Hongrie entre Orient et Occident : l'héritage turc », *Histoire, Economie et Société*, n°34, vol. 3, 2015. p. 19-22.

décrivant ces derniers « Comme d'un nombre relativement restreint d'une couche d'exploitants qui vivaient sur le dos des peuples assujettis »⁷⁸. Les manuels plus tardifs, comme celui de Gábor Gyapay et Zsigmond Ritoók (1988), n'évoluent guère sur la question de l'origine des Hongrois, tout en précisant la difficulté à retracer la préhistoire hongroise en raison du faible nombre de sources écrites. L'occupation d'une partie du bassin des Carpates par les Huns et les Avars est mentionnée, alors qu'aucun lien de parenté n'est établi entre ces derniers et les Hongrois, bien que la proximité culturelle entre Huns et Avars soit précisée⁷⁹.

En Roumanie, les quelques paragraphes réservés aux Magyars sont en tout point similaires aux explications fournies dans les manuels scolaires de Hongrie. Dans cette mesure, les manuels traitant de cette thématique spécifient leur origine finno-ougrienne, sans toutefois distinguer l'origine de la langue et du peuple. Chez Roller, les Hongrois sont présentés comme un des derniers peuples migrateurs à s'installer sur le territoire roumain, sans référence relative à l'origine du peuple hongrois. Par la suite, les deux pages consacrées à l'arrivée des Hongrois et à la création du royaume de Saint Étienne ne comportent aucun passage à connotation péjorative à l'encontre des Hongrois⁸⁰. Les mêmes propos sont rapportés dans l'ouvrage de 1960, où il est rappelé que « [...] passant au nord de notre pays, par le col de Dukla dans les Carpates boisées, les Hongrois, sous la direction d'Arpad [Árpád, J.F], s'installèrent dans la plaine pannonienne »⁸¹. La référence à "notre pays" peut être interprétée comme la volonté de rappeler l'intemporalité de la présence roumaine et surtout l'arrivée des tribus magyares sur un territoire déjà habité. Le livre scolaire rédigé sous la direction de Ștefan Pascu (1984) consacre quant à lui un paragraphe aux Hongrois dans un chapitre dénommé "Genèse de la société féodale" (*Geneza societății feudale*). Il y est en substance indiqué que les Hongrois sont d'origine finno-ougrienne, sans fournir de plus amples informations à leur sujet⁸².

La relation entre la théorie hunnique et la Transylvanie est tout à fait centrale, puisque dans leur acception traditionnelle, les Sicules sont considérés comme le trait d'union entre Huns et Magyars⁸³. Selon la légende, après la chute de l'éphémère empire hun au V^e siècle, une partie des Huns se serait réfugiée dans les montagnes de Transylvanie, avant de se joindre aux

⁷⁸ « Mint aránylag kisszákmányoló réteg éltek a leigázott népek nyakán », voir par exemple : Hahn István, Szabó Árpád, Telegdi Zsigmond, Harmatta János. *Történelem a középiskolák I. osztálya számára*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1949. p. 268.

⁷⁹ Gyapay Gábor, Ritoók Zsigmond. *Histoire : lycées 1^{re} année*, Op. cit. p. 318.

⁸⁰ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 80-81.

⁸¹ « [...] trecînd pe la nordul țării noastre, prin pasul Dukla din Carpații Păduroși, ungurii, sub conducerea lui Arpad, s-au aşezat în Cîmpia Panoniei », Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 36.

⁸² Pascu Ștefan, Georgian Lucia, Bodor András, Neagu Vasilică. *Problemele fundamentale*, Op. cit. p. 66.

⁸³ Pour une histoire des Sicules dans une langue de circulation internationale, voir : Harald Roth (dir.). *Die Szekler in Siebenbürgen*, Böhlau, Vienne, 2009. 280 p.

Hongrois conquérants⁸⁴. Cette conception permet dès lors de présenter l'arrivée de la fin du IX^e siècle comme une reconquête de l'héritage d'Attila, sauvegardé par les Sicules. Dans le même temps, l'idée d'une prise du territoire par le sabre se maintient, mais donne une légitimité bien plus grande à la suprématie politique hongroise dans le bassin des Carpates. Ainsi, dès le mythe des origines, la Transylvanie bénéficie d'un rôle prépondérant dans le roman national hongrois, alors que les Sicules incarnent les "plus Hongrois des Hongrois".

Avec la disparition de la tradition d'une parenté entre Huns et Magyars des livres scolaires hongrois, l'origine des Sicules perd également de son importance. Si le Sicule correspond particulièrement au modèle de l'authentique hongrois prôné par la Hongrie horthyste, sa présence dans les livres scolaires diminue considérablement après la prise de pouvoir communiste⁸⁵. Ceci s'explique principalement par le rejet de l'irrédentisme et la prise de distance avec les Hongrois d'outre-frontières. Toutefois, le manuel de Domokos Kosáry (1945) s'attarde sur leur origine et représente un des seuls ouvrages réservant un paragraphe à la seule origine des Sicules. En l'espèce, l'auteur précise que :

« Même aujourd'hui, on ne sait pas exactement qui étaient les Sicules [...] Selon certains, ils rejoignirent la nouvelle patrie plus tôt et arrivèrent ici déjà avec les Avars en tant que peuple parent et déménagèrent dans leur patrie actuelle un peu plus tard, dans l'angle sud-est des Carpates. Selon d'autres, une partie des Hongrois s'y rendit à la suite de la conquête »⁸⁶

Dans les manuels des décennies suivantes, peu de références directes sont faites concernant l'origine des Sicules. Géza Eperjessy (1967) propose une interprétation en rupture avec la tradition de l'entre-deux-guerres, mais se range du côté d'une origine turque des Sicules :

« Des peuples d'auxiliaires militaires furent installés pour garder les pâturages et les portes d'accès. Le peuple prétendument d'Attila, les Sicules, vraisemblablement d'origine bulgare de la Volga, forma également un peuple auxiliaire protecteur des pâturages, dont le premier lieu de résidence était dans le comitat de Bihor »⁸⁷

Le livre scolaire de László Makkai (1966) se révèle être un excellent témoignage de la

⁸⁴ Kordé Zoltán. « A székelykérdez Hunfalvy Páltól Hasan Erenig », Kincses Nagy Éva (dir.). *Őstörténet és nemzettszabadság, 1919-1931*, Balassi Kiadó, Szeged, 1991. p. 34-39.

⁸⁵ Les positions relatives à l'origine des Sicules dans les deux synthèses suivantes en témoignent parfaitement, puisque si la première datant de 1964 n'y accorde une attention toute relative, la seconde de 1984 réserve plusieurs pages à la question : Molnár Erik, Paményi Ervin, Székely György (dir.). *Magyarország története: I. kötet, Op. cit.* p. 73. ; Pach Zsigmond Pál (dir.). *Magyarország története tíz kötetben. Előzmények és magyar történet 1242-ig, Op. cit.* p. 676-678.

⁸⁶ « A székelykről ma sem tudják pontosan kik voltak [...] egyesek szerint az új hazában csatlakozott s már az avarokkal idekerült rokonnép voltak, s valamivel utóbb költöztek mai otthonukba, a Kárpátok délkeleti sárkán, mások szerint a magyarság egy része húzódott ide a honfoglalás utáni korszakban », Kosáry Domokos. *Magyarország története, Op. cit.* p. 13.

⁸⁷ « A gyepűk s az azokon elhelyezett kapuk őrzésére a katonai segédnépek telepítették. Gyepűvédő segédnép volt az Attila népének mondott, feltehetően volgai bolgár eredetű székelység is, amelynek első szálláshelye Bihar megye területe », Eperjessy Géza. *Történelem a gimnáziumok II., Op. cit.*, 1967. p. 84.

plus grande liberté accordée aux historiens de Hongrie. Dans le sous-chapitre dédié à l'origine des Hongrois, l'historien s'aligne sur le discours officiel concernant une origine finno-ougrienne de la langue hongroise, tout en rappelant l'existence de plusieurs théories relatives à cette origine. Par la suite, dans un paragraphe traitant de la culture hongroise et de l'influence des peuples turcs, l'auteur mentionne l'écriture runique au sujet de laquelle il précise que : « L'écriture runique hongroise, dont le souvenir s'est maintenu auprès des Sicules, dérive de l'écriture runique turque »⁸⁸. Le même propos se retrouve déjà dans l'ouvrage de Kálmán Benda (1945), avant de disparaître des autres manuels⁸⁹. Une explication à ce phénomène réside d'une part dans la plus grande prise de distance avec l'histoire des Hongrois d'outre-frontières. D'autre part, les runes sicules disposent d'un écho certain auprès des courants nationalistes hongrois, expliquant dès lors leur absence des manuels édités dans les années où l'internationalisme et le rejet de l'héritage de l'entre-deux-guerres sont à leur zénith. En outre, le maintien de ce système d'écriture auprès des Sicules renforce une fois de plus la perception de ces derniers en tant que "gardiens" de la magyarité⁹⁰.

L'interprétation de l'origine des Sicules est également la source de nombreux débats au sein de l'historiographie roumaine dans le cadre de la continuité daco-romaine. Ainsi, les Sicules – à l'instar des Hongrois – arrivent sur une terre déjà peuplée de protoroumains. Au cours de l'entre-deux-guerres, de nombreux historiens et ethnologues roumains œuvrent à présenter les Sicules comme un groupe roumain magyarisé par les conquérants hongrois. L'influence politique de ces théories est bien entendu tangible, puisqu'elles justifient dès lors une "reroumanisation" des Sicules. Si la période communiste ne déroge pas à l'instrumentalisation politique de l'histoire ancienne, la possible origine roumaine des Sicules est abandonnée après 1945⁹¹. L'historiographie roumaine de la période dépeint les Sicules comme un mélange de peuples cavaliers se joignant aux tribus magyares, comme l'illustrent les travaux de Ștefan Pascu⁹².

Dans les manuels scolaires, aucune trace de la filiation hunnique des Sicules ne peut être décelée, où peu d'informations sont réservées aux seuls Sicules. Les différentes éditions du manuel de Roller mentionnent la présence des Huns et des Avars dans un chapitre intitulé "La

⁸⁸ « A magyar rovásírás, amelynek emlékei a székelyeknél maradtak fenn, a türk rovásírásból származik », Makkai László. *Történelem az általános gimnáziumok II.*, Op. cit. p. 27.

⁸⁹ Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 5.

⁹⁰ Concernant l'histoire des runes sicules, voir : Sándor Klára. *A székely írás nyomában*, Typotex, Budapest, 2014. p. 117-174.

⁹¹ Kordé Zoltán. « Le problème de l'origine des Sicules dans l'historiographie roumaine », *Romanica*, vol. 19, n°13, 1988. p. 131-149.

⁹² Pascu Ștefan. *Voievodatul Transilvaniei*, vol. 1, Editura Dacia, Cluj, 1971. p. 108-115.

migration des peuples" (*Migratiunea popoarelor*), alors que leur influence est montrée comme quasi-nulle sur le territoire roumain, à la différence de celle des Slaves⁹³. Les mêmes propos se retrouvent par ailleurs dans le manuel d'histoire ancienne et médiévale universelle⁹⁴. Dans l'ouvrage de Constantin Daicoviciu et Miron Constantinescu (1969), les auteurs s'attardent sur l'arrivée des Sicules dans un court paragraphe. Ces derniers sont dépeints comme des colons installés au XII^e siècle par le roi Géza II afin de protéger la frontière et lutter contre les incursions coumanes⁹⁵. L'ouvrage de Daicoviciu (1979) montre les Huns comme un peuple touranien, alors que les Avars sont quant à eux des Mongols⁹⁶. Dans la demi-page relative aux Hongrois, les Sicules sont également mentionnés. À la lumière des explications fournies dans l'ouvrage, ces derniers sont des colons hongrois installés en vue de renforcer le pouvoir royal en Transylvanie contre les autochtones roumains : « Afin de consolider leur pouvoir en Transylvanie, les Sicules sont installés sur les territoires où la population roumaine menait son mode de vie traditionnel »⁹⁷. Ce passage illustre parfaitement le changement d'orientation envers la minorité hongroise et les Sicules sont montrés comme un groupe opposé aux Roumains dès le début de leur présence en Transylvanie.

3) La Transylvanie de l'arrivée des Hongrois à l'intégration dans le royaume de Hongrie

La période comprise entre l'établissement des tribus magyares dans le bassin des Carpates à la fin du IX^e siècle et la fondation du royaume de Hongrie en l'an Mil suscite des interprétations opposées des deux côtés de la frontière. De ce fait, la présente partie s'articule autour de deux désaccords principaux, à savoir la présence ou non d'une forme étatique en Transylvanie lors de l'arrivée des Hongrois et le début du contrôle effectif de la région par ces derniers. Ces divergences s'inscrivent dans le cadre de la problématique de la continuité d'un peuplement dacico-romain dans la partie intérieure de la chaîne des Carpates⁹⁸. Il est à noter que le désaccord concernant la présence d'une population proto-roumaine au X^e siècle en Transylvanie entraîne le développement de deux théories, traitées en détail dans le chapitre

⁹³ Roller Mihail (dir.). *Istoria României. Manual unic pentru clasa a VIII-a secundara*, Editura de Stat, Bucarest, 1947. p. 57-58.

⁹⁴ *Istoria evului mediu*, Op. cit. p. 11.

⁹⁵ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 70.

⁹⁶ Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 78.

⁹⁷ « De aceea, pentru consolidarea stăpînrile lor în Transilvania sunt așezăți securii în regiuni unde trăia populația românească în formele ei de viață tradițională », *Ibid.* p. 93.

⁹⁸ En la matière, la différence d'approche s'illustre dans les travaux suivants, pourtant nés de la plume d'historiens confirmés et modérés : Köpeczi Béla (dir.). *Histoire de la Transylvanie*, Op. cit. p. 126-131. ; Curta Florin. « Transylvania around A.D. 1000 », Urbańczyk Przemysław (dir.). *Europe around the year 1000*, Wydawn, Varsovie, 2001. p. 144-152.

dédié à la période médiévale. D'un côté, la théorie immigrationniste hongroise explique l'absence de représentation politique roumaine par l'arrivée postérieure dans un système féodal déjà établi. De l'autre, les historiens roumains insistent sur l'asservissement des masses roumaines, ainsi que sur leur résistance face à l'invasion étrangère.

La tradition historiographique hongroise développe l'idée selon laquelle il n'existe pas d'État uni et organisé dans le bassin des Carpates lors de l'arrivée des tribus magyares. En la matière, peu de changements majeurs sont détectables dans les travaux des historiens depuis le XIX^e siècle⁹⁹. Au cours de la période socialiste, l'historien académicien György Györffy (1917-2000), Transylvain et grand médiéviste spécialiste du Haut Moyen Âge hongrois, perpétue une interprétation tout à fait similaire à celle de ses prédécesseurs¹⁰⁰. Dans la symbolique de l'occupation territoire à la fin du IX^e siècle, un rôle important est dévolu à la Transylvanie, puisque le passage se fait par les cols des Carpates orientales, mais également à travers ceux de Transylvanie¹⁰¹. Dans cette mesure, l'arrivée des tribus magyares est dans son acceptation hongroise une conquête embrassant l'ensemble du bassin des Carpates et ne se limitant donc pas à la seule plaine de Pannonie.

Les ouvrages de Kálmán Benda et de Domokos Kosáry (1945) mentionnent expressément l'arrivée des tribus magyares par les deux régions, tout en énonçant l'absence d'État uni et organisé dans le bassin des Carpates à la fin du IX^e siècle¹⁰². En la matière, la seule exception est une fois de plus formée par le manuel de Béla Karácsonyi (1950), puisque l'auteur précise que « Les conquérants hongrois évitèrent les plus hautes montagnes de Haute-Hongrie et de Transylvanie », tout en ajoutant que la traversée des Carpates se fit par les cols du Nord-est¹⁰³. Par ailleurs, le terme de bassin du Danube (*Dunamedence*) est très souvent préféré à celui de bassin des Carpates (*Kárpát-medence*), en raison de la forte connotation politique de ce dernier, renvoyant à la Grande Hongrie. À l'instar du manuel de Roller, les auteurs de livres scolaires des quinze premières années adoptent un discours marxiste particulièrement

⁹⁹ Hóman Bálint, Szekfű Gyula. *Magyar történet*, vol. 1, Királyi Magyar Egyetemi Nyomda, Budapest, 1928. p. 160-164. ; Kristó Gyula. *Histoire de la Hongrie médiévale. Tome I : le temps des Árpáds*, PUR, Rennes, 2000. p. 25-31.

¹⁰⁰ Györffy György. *Tanulmányok a magyar állam eredetéről. A nemzetiségtől a vármegyéig, a törzstől az országig*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1959. p. 31-36.

¹⁰¹ Pour une analyse concernant la mythologie nationale construite autour du col de Verecke, situé dans l'actuelle Ukraine, voir : Túri László. « A verecke honfoglalási emlékmű "mitológiájának" kialakulása és újraértelmezése mélyinterjűk tükrében », Szoták Szilvia (dir.). *Határhelyzetek. Sztereotípiák, választások, túlélési stratégiák kisebbségi léthelyzetekben*, Balassi Intézet, Budapest, 2013. p. 88-103.

¹⁰² Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 7 ; Kosáry Domokos. *Magyarország története*, Op. cit. p. 12.

¹⁰³ « A honfoglalók elkerülték a Felvidék és Erdély magasabb hegyeit », Karácsonyi Béla. *A magyar nép története*, Op. cit. p. 8-10.

dogmatique, lequel se double d'un éloge répété de l'apport slave. Dès lors, la conquête hongroise est montrée comme un remplacement de l'élite slave par l'élite hongroise, sans qu'elle n'apporte de changement majeur pour les masses¹⁰⁴. Par ailleurs, la présence slave n'est jamais remise en question dans les livres scolaires hongrois. À partir des années 1960, les auteurs insistent sur le faible peuplement du bassin des Carpates au IX^e siècle, comme le démontre la première édition de l'ouvrage de László Makkai (1962) :

« La conquête se déroula sur un temps relativement court. [...] Au milieu du X^e siècle encore, la plupart des Hongrois se trouvaient sur les paysages plats propices au pâturage le long de la Tisza. De là, certains groupes conquérants envahirent la Transylvanie, peuplée par une population slave éparsse »¹⁰⁵

Chez Géza Eperjessy et László Benczédi (1967), le discours est tout à fait similaire puisque « la terre du bassin des Carpates était peu peuplée au moment de la conquête hongroise. Le pouvoir d'un État organisé n'existe que sur les bords occidentaux du territoire »¹⁰⁶. Par la suite, peu de changements sont perceptibles en la matière, puisque les auteurs de manuels se bornent à évoquer la présence d'une faible population slave dans le bassin des Carpates au cours du X^e siècle.

A contrario, en Roumanie, la prise de la Transylvanie est sans exception présentée comme postérieure à une installation se limitant à la Grande Plaine et à la Transdanubie. L'historiographie roumaine traditionnelle admet le contrôle effectif de la Transylvanie par le royaume de Hongrie, mais celui-ci ne débuterait pas avant la fin du XI^e ou le XII^e siècle selon les interprétations. De façon générale, la date de l'assise hongroise en Transylvanie évolue selon les historiens, bien que son contrôle postérieur de plusieurs siècles au reste de la Hongrie marque une véritable constante de l'historiographie roumaine¹⁰⁷.

Dans le manuel de Roller, la première mention des Hongrois est faite dans les termes suivants : « Ils apparaissent sur le territoire de notre patrie à la fin du IX^e siècle », tout en rappelant quelques pages plus loin qu' « au cours du XI^e siècle, les Hongrois terminèrent la conquête de la Transylvanie »¹⁰⁸. Si dans son ensemble le manuel ne diffuse pas réellement de

¹⁰⁴ Karácsonyi Béla. *A magyar nép története*, Op. cit. p. 7-8.

¹⁰⁵ « A honfoglalás viszonylag rövid időt vett igénybe [...] Még a X. század közepén is a Tisza mente legeltetésre alkalmas sík tájain helyezkedett el a magyar nép zöme. Innen hatoltak be egyes hódító csoportok a gyér szláv lakosságú Erdélybe », Makkai László. *Történelem az általános gimnáziumok II.*, Op. cit. p. 28.

¹⁰⁶ « A Kárpát-medence földje a magyar honfoglalás idején gyér népességű volt. Szervezett államhatalom csak a terület nyugati szélein állott fenn », Eperjessy Géza, Benczédi László. *Történelem a gimnáziumok II.*, Op. cit, 1967. p. 83.

¹⁰⁷ Voir par exemple : Iorga Nicolae. *Histoire des Roumains et de la Romanité orientale : les fondateurs d'États*, vol. 3, Imprimerie de l'État, Bucarest, 1937. p. 16-24. ; Pascu Ștefan. *Voievodatul Transilvaniei*, vol. 1, Op. cit. p. 95-100. ; Pop Ioan-Aurel. « Le voïvodat de Transylvanie et les régions occidentales du XII^e au XVI^e siècle », Fischer Galati Stephen, Giurescu Dinu, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Une histoire des Roumains*, Op. cit. p. 84-86.

¹⁰⁸ « A IX. század végén hazánk területén megjelennek » ; « A XI. század folyamán a magyarok befejezték Erdély hódítását », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 83, 88.

discours péjoratif à l'endroit des Hongrois, ce passage révèle l'anachronisme inhérent à l'ouvrage. En effet, l'évocation perpétuelle du « territoire de notre patrie » dans chaque chapitre de l'ouvrage tend à démontrer la volonté d'asseoir la légitimité de la République populaire de Roumanie. De plus, elle atteste du parallèle constant entre présent et passé, ainsi que de la mobilisation de ce dernier au profit de la construction du communisme. Une continuité tangible apparaît dans les manuels plus tardifs rédigés en 1960 et 1969, dans la mesure où la conquête de la Transylvanie ne débute pas avant le XI^e siècle, après une installation au préalable sur la plaine de la Tisza¹⁰⁹. Chez Francisc Pall et Camil Mureşan (1969), la région apparaît comme un pays roumain conquis par les seigneurs féodaux hongrois, tombant en leur possession seulement à partir du début du XIII^e siècle, en raison de la résistance de la population roumaine face aux rois et à la classe dirigeante hongroise¹¹⁰.

L'ouvrage de Daicoviciu (1984) dépeint l'arrivée des tribus magyares dans des termes analogues et limite lui aussi le contrôle hongrois à la Pannonie et à la plaine de la Tisza. La nature des propos atteste cependant de la cristallisation des rapports entre le pouvoir roumain et sa minorité hongroise, comme le révèle l'extrait suivant intitulé "L'infiltration des Hongrois et des Sicules en Transylvanie" (*Pătrunderea maghiarilor și secuilor în Transilvania*) :

« Depuis la Pannonie, ils font au début du X^e siècle des incursions en Transylvanie. À ce stade, en raison de la résistance de la population indigène – les Roumains, il n'est pas possible de parler d'une conquête du pays et, encore moins, de son organisation. La conquête systématique n'est réalisée qu'à partir de la seconde moitié du XI^e siècle, après le processus de christianisation des Hongrois dans le rite catholique et l'intégration dans la féodalité occidentale »¹¹¹

Le livre d'histoire universelle rédigé sous la direction de Ștefan Pascu (1989), bien que traitant longuement de l'histoire roumaine, indique quant à lui que des « nomades d'origine finno-ougrienne, les Hongrois (Magyars) se sont établis dans la plaine de Pannonie entre le Danube et la Tisza (896) », sans apporter de plus amples précisions¹¹².

Les historiens partagent très largement l'opinion selon laquelle un embryon d'État roumain – voire une formation étatique bien établie – existe déjà lors de l'arrivée des tribus magyares¹¹³. Cet aspect ne rencontre aucun changement de fond et se maintient tout au long de

¹⁰⁹ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 41. ; Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 70.

¹¹⁰ Pall Francisc, Mureşan Camil. *A középkor története*, Op. cit. p. 190.

¹¹¹ « Din Pannonia fac, la începutul sec. al X-lea, incursiuni în Transilvania. În această etapă datorită rezistenței populației autohtone – români, nu se poate vorbi de o cucerire a țării și, cu atât mai puțin, de o organizare a acesteia. Cucerirea sistematică se realizează numai din a doua jumătate a sec. al XI-lea, după ce procesul de creștinare a maghiarilor în ritul catolic și de integrare în feudalitatea apuseană avusește loc », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 93-94.

¹¹² « Nomazii de origine fino-ugrică, ungurii (maghiarii) s-au stabilit în Cîmpia Pannoniei, între Dunăre și Tisa (896) », Pascu Ștefan, Georgian Lucia, Bodor András, Neagu Vasilică. *Problemele fundamentale*, Op. cit. p. 66.

¹¹³ Se rapporter par exemple à la monographie suivante : Xenopol Alexandru Dimitrie. *Histoire des Roumains*, Op.

la période socialiste. Dans l'édition en langue hongroise de 1956 du livre de Roller, il est déjà possible de lire que l'intégration de la Transylvanie au royaume de Hongrie est une conquête militaire, puisque depuis la Pannonie, « Ils [les Hongrois] tentent d'étendre leur domination aux régions voisines, mais trouvent la résistance des kénézies et des voïvodies du Banat et de Transylvanie »¹¹⁴. Il est à noter qu'à cette époque, les deux territoires en question n'existent pas sous cette appellation, il s'agit donc d'anachronismes. En parallèle, l'auteur souligne avec insistance que les deux types d'organisation étatique se constituent sur le modèle slave. D'après l'interprétation faite par l'auteur, trois voïvodies slavo-roumaines existent lors de l'arrivée des Hongrois en Transylvanie, tout en précisant que celles-ci « [...] sont conquises par les chefs de l'armée d'Árpád »¹¹⁵. Pour cela, Mihail Roller base son argumentaire sur la chronique du notaire du roi de Hongrie Béla II, dit Anonymus, rédigée selon l'auteur en 1160 et par ailleurs expressément citée dans le manuel. Cette source appelée *Gesta Hungarorum* incarne un point de fracture entre les deux historiographies. En effet, dans la plus grande tradition littéraire médiévale, la chronique est rédigée afin de légitimer et magnifier la dynastie régnante des Árpád. Dès lors, l'auteur fait le récit d'une grande lutte pour la prise de possession de la Transylvanie lors de la conquête du bassin des Carpates, dans un éloge de la dynastie. Par conséquent, les historiens roumains considèrent cette source comme la preuve de l'antériorité des Roumains dans la région et de l'existence d'une forme étatique roumaine dès le IX^e siècle. À l'inverse, les historiens hongrois mettent en avant les contradictions de la chronique avec les autres sources, ainsi que la présence d'éléments inventés de toutes pièces par le chroniqueur¹¹⁶.

Le manuel de Constantin Daicoviciu et Miron Constantinescu (1969), à l'image de celui de Francisc Pall et Camil Mureşan (1969) ou encore de Dumitru Almaş, George Georgescu-Buzău et Aron Petric (1960), se révèle être – une fois de plus – un parfait intermédiaire entre l'internationalisme de Roller et le national-communisme des livres scolaires postérieurs. Dans le chapitre traitant de "La formation des États féodaux" (*Formarea statelor feudale*), la fondation de la voïvodie de Transylvanie est attribuée à trois éléments principaux que sont : « L'existence des formations pré-étatiques roumaines ; la lutte des seigneurs féodaux hongrois pour la conquête et l'organisation du territoire conquis ; la tendance à l'autonomie de la voïvodie

cit. p. 148-160.

¹¹⁴ « Megkísérik, hogy uralmukat a szomszédos területekre is kiterjesszték, de ellenállásra találnak a bánságé, erdélyi kenézségek, valamint vajdaságok részéről », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, *Op. cit.* p. 83.

¹¹⁵ « Aceste voevodate sunt cucerite de șefii de oști ai lui Arpad », Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 86-87.

¹¹⁶ Pour une illustration de l'interprétation hongroise de la chronique et plus généralement de la Transylvanie entre les IX^e et X^e siècles, se référer à : Köpeczi Béla (dir.). *Histoire de la Transylvanie*, *Op. cit.* p. 119-139.

envers la royauté hongroise »¹¹⁷. La roumanité de proto-États, ainsi que leur ancienneté, sont soulignées, tandis que l'élément slave devient dès lors secondaire. De plus, les auteurs montrent une certaine propension à encenser leur indépendance, alors que le terme de petits États (*state mici*) est abandonné au profit de références plus positives à des voïvodies et des kénézies¹¹⁸.

Le livre scolaire rédigé sous la direction d'Hadrian Daicoviciu (1984) décrit l'instauration du pouvoir royal sur le territoire dans des termes similaires, mais encore plus prononcés. À l'instar des auteurs des manuels antérieurs, ceux de l'ère nationale-communiste ne manquent pas de faire valoir que : « La conquête de la Transylvanie par le royaume de Hongrie s'est heurtée à la résistance des voïvodies roumaines »¹¹⁹. Outre la glorification de la résistance des Roumains face aux envahisseurs, l'arrivée des Hongrois est jugée comme la principale raison ayant empêché la création d'un État roumain permanent en Transylvanie. Cette idée de spoliation des terres roumaines par les envahisseurs magyars va de pair avec le renforcement du nationalisme dans le pays et forme la colonne vertébrale de la perception du Moyen Âge transylvain dans les années 1980. Néanmoins, l'ambiguïté entourant le rapport du pouvoir avec la minorité hongroise se retrouve également dans ce manuel. En effet, d'un côté les Hongrois et les Sicules s'installent sur les terres des Roumains et empêchent la formation d'un État roumain pérenne en Transylvanie. De l'autre, il convient de rappeler la tolérance naturelle des Roumains envers les minorités nationales dans le cadre de la fraternité socialiste. Dans cette perspective, la dernière phrase du paragraphe réservé à l'installation des Hongrois et des Sicules précise que : « Les Hongrois et les Sicules, s'intégrant dans la civilisation existante, contribuent avec les Roumains à son essor, par le travail qu'ils mènent et plus tard par la lutte commune contre les oppresseurs »¹²⁰. Ce même passage sous-entend l'existence d'une civilisation roumaine propre lors de l'arrivée des tribus magyares, ainsi que sa supériorité, puisque ce sont les Hongrois et les Sicules qui s'y intègrent et non le contraire.

La volonté de mettre en exergue l'unité plurimillénaire des Roumains se remarque parfaitement dans la page et demie réservée à deux sous-chapitres intitulés "Organisation de la société féodale" (*Organizarea societății feudale*) et "Formations politiques roumaines aux IX^e

¹¹⁷ « Existența formațiunilor prestatele românești, lupta feudalilor maghiari pentru cucerirea și organizarea teritoriului cucerit și tendința de autonomie a voievodatului față de regalitatea maghiară », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 69.

¹¹⁸ La kénézie est au cours du Moyen Âge une entité dominée par un kénéze, chef d'une communauté paysanne. D'origine slave, le terme est également utilisé par les Roumains et désigne notamment l'élite des Roumains chargés de guider leur établissement en Transylvanie. Ils forment par la suite l'élite des villages roumains et s'intègrent à la noblesse hongroise. Köpeczi Béla (dir.). *Histoire de la Transylvanie*, Op. cit. p. 211-216.

¹¹⁹ « Pătrunderea regalității maghiare în Transilvania a întîmpinat rezistența voievodatelor românești », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 93.

¹²⁰ « Maghiarii și secuii, integrându-se civilizației existente, vor contribui alături de români la sporirea acesteia, prin munca ce o desfășoară și mai apoi prin lupta comună a asupriților împotriva asupriorilor », *Ibid.* p. 94.

et XI^e siècles" (*Formațiunile politice românești în secolele al IX-lea și al XI-lea*). La nécessité de faire valoir les quatre piliers chers au national-communisme roumain que sont l'indépendance, l'unité, la continuité et l'ancienneté s'expriment pleinement dans l'extrait suivant :

« Elles [Les kénézies] représentent la féodalité roumaine unitaire, prouvant le même développement de part et d'autre des Carpates. [...] Dans la première moitié du XI^e siècle, des sources historiques attestent de deux voïvodies, plus grandes et plus riches : l'une en Transylvanie, avec son centre à Bălgad (Alba Iulia), développé à partir de la voïvodie de Gelu, un pays "très vaste et riche". Dans le Banat, la voïvodie d'Ahtoum qui, comme nous le dit la légende de Saint Gérard, était une formation politique forte, dotée d'une armée et menant sa propre politique étrangère »¹²¹

Si l'influence slave disparaît, la mise en avant d'organisations étatiques roumaines sur l'ensemble du territoire de la Roumanie contemporaine gagne en intensité, sans toutefois mentionner de source étayant ce propos. Le désir de prouver l'indépendance et la légitimité historique roumaine plurimillénaire se remarquent au travers de la mention de l'existence supposée d'une politique étrangère indépendante et d'une puissante armée. Ceci laisse suggérer que la mise en parallèle de la République populaire de Roumanie avec les supposées kénézies est orchestrée afin d'en décupler la légitimité historique.

L'acceptation hongroise faisant débuter la présence roumaine en Transylvanie au plus tôt à la fin du XII^e siècle, aucune référence à une lutte face à des voïvodes ou knèzes roumains pour le contrôle de la région n'apparaît dans les manuels. Par exemple, l'ouvrage de Gábor Gyapay et Zsigmond Ritoók, dont la première édition paraît en 1965, fait le récit d'une lutte entre le *gyula* de Transylvanie et le saint roi Étienne pour le contrôle de cette dernière. Ce passage fait référence à l'oncle de Saint Étienne, dominant la Transylvanie et s'opposant par les armes à son neveu selon la chronique médiévale d'*Anonymous*¹²². Si le véritable nom du *gyula* de Transylvanie demeure inconnu, dans l'organisation sociétale magyare préchrétienne, le *gyula* incarne un chef militaire, alors que le *kende* dispose d'un pouvoir religieux¹²³. Dans cette considération, ce conflit reste dans le cadre d'une querelle « hungaro-hongroise », dont le résultat est une victoire royale et une pleine intégration au royaume de Hongrie¹²⁴. Ce même conflit est également repris par le livre scolaire de László Makkai (1966)

¹²¹ « Ei reprezentă feudalitatea românească unitară, dovedind aceeași dezvoltare de o parte și de alta a Carpaților [...] Pentru prima jumătate a sec. al XI-lea, izvoarele istorice atestă două voievodate, mai întinse și mai bogate: unul în Transilvania, cu centru la Bălgad (Alba Iulia), dezvoltat din voievodatul lui Gelu, o țară "foarte întinsă și bogată". În Banat voievodatul lui Ahtum, care, aşa cum ne povesteşte Legenda Sfintului Gerard, era o formațiune politică puternică, dispunând de o armată și desfăşurând o politică externă proprie », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 92.

¹²² Kristó Gyula. *Histoire de la Hongrie médiévale*, Op. cit. p. 40-47.

¹²³ Kristó Gyula. « L'An Mil : changement de régime en Hongrie », Csernus Sándor, Korompay Klára (dir.). *Les Hongrois et l'Europe*, Op. cit. p. 15-17.

¹²⁴ Gyapay Gábor, Ritoók Zsigmond. *Histoire : lycées 1^{ere} année*, Op. cit. p. 326-328.

et montré comme la dernière résistance d'une partie des tribus magyares face aux velléités royales de Saint Étienne¹²⁵.

Par ailleurs, la position sur la composition de la population transylvaine est tranchée entre les deux historiographies. Cette première source de divergence s'inscrit dans la droite ligne des positions adoptées au sujet de la continuité daco-romaine. À cet égard, la carte ethnique de la région au cours du Haut Moyen Âge suscite de profonds désaccords dans les deux pays. Dans son livre scolaire de 1945, Kálmán Benda reprend le point de vue traditionnel en affirmant que « Les Hongrois ne trouvèrent pas de population compacte ou en grand nombre dans leur nouvelle patrie »¹²⁶. Des propos similaires se retrouvent dans l'ouvrage de László Makkai (1966), tout en spécifiant – outre l'existence des Slaves – la possible présence sporadique d'Avars dans la Grande plaine¹²⁷.

La corrélation entre intérêt politique et vigueur de l'influence slave sur les Hongrois ne fait guère de doute. Afin de l'illustrer, la comparaison de deux manuels de Géza Eperjessy démontre parfaitement cette évolution. Dans la version de 1967, l'historien, en collaboration avec László Benczédi, avance dans un paragraphe portant sur les Hongrois et les Slaves qu' « entre les deux peuples ont commencé, dans la vie quotidienne, le rapprochement, la connaissance mutuelle et, à certains endroits, le processus pacifique de fusion »¹²⁸. Le manuel de 1981 se montre quant à lui bien plus modéré dans l'exaltation des relations hungaro-slaves :

« Pendant longtemps (jusqu'à la conquête turque), la majorité de la population était composée de Hongrois. Au moment de la conquête, les Bulgares vivant au-delà de la Tisza et les Slaves du Sud (Slovènes) vivant en Transdanubie se sont rapidement fondus parmi les Hongrois, plus nombreux »¹²⁹

Au sujet du nombre de Hongrois arrivant dans le bassin des Carpates au IX^e siècle, les estimations des historiens hongrois varient de 100 000 à 400 000 personnes, tandis que le chiffre de 200 000 est le plus souvent avancé¹³⁰. La majorité des manuels traitant de la question se cantonne aux 200 000 Hongrois, certains ouvrages donnent néanmoins des estimations bien différentes. Ainsi, l'édition de 1988 du manuel de Gábor Gyapay et Zsigmond Ritoók propose

¹²⁵ Makkai László. *Történelem az általános gimnáziumok II.*, Op. cit. p. 34.

¹²⁶ « Sűrű, nagyszámú népességet sem talált a magyarság új hazájában », Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 9.

¹²⁷ Makkai László. *Történelem az általános gimnáziumok II.*, Op. cit. p. 29.

¹²⁸ « A két nép között a minden nap életben megindult a közeledés, a kölcsönös ismerkedés, sőt helyenként az egybeolvadás békés folyamata is », Eperjessy Géza, Benczédi László. *Történelem a gimnáziumok II.*, Op. cit, 1967. p. 85.

¹²⁹ « A lakosság túlnyomó részét sokáig (a török hódoltságig) a magyarság alkotta. A honfoglalás idején a Tisza től délre élő Bulgárok és Dunántúlon lakó déliszlávok (szlovének) hamarosan beolvadtak a nagyobb lélekszámú magyarságba », Eperjessy Géza. *Történelem a gimnáziumok II. osztálya*, Tankönyvkiadó, Budapest, 2^e éd., 1981. p. 80.

¹³⁰ Gyula Kristó, grand spécialiste du Haut Moyen Âge hongrois, évalue le nombre de Hongrois au X^e siècle à 100 000 individus. Kristó Gyula. *Histoire de la Hongrie médiévale*, Op. cit. p. 27-29.

des chiffres se basant sur des estimations récentes, selon lesquels les conquérants sont au nombre de 500 000, tandis que la population rencontrée dans le bassin des Carpates n'excède pas les 200 000 personnes¹³¹. Ces écarts témoignent de la plus grande marge de manœuvre accordée aux auteurs, mais aussi de la grande difficulté à disposer d'indications fiables en raison du manque criant de sources, laissant libre cours à la spéculation. Du côté roumain, l'ensemble des manuels présente les Roumains comme le peuple autochtone de la région, formant la majorité de la population depuis l'Antiquité. Cependant, peu de chiffres sont mentionnés dans les différents manuels. La seule exception se trouve dans l'ouvrage d'Hadrian Daicoviciu (1984) qui affirme que : « Les Roumains représentaient, dans l'intérieur de l'arc des Carpates, sur le territoire des sept comitats nobiliaires, les trois quarts de la population. Dans les Pays roumains, Făgăraş, Hațeg, Maramureş, la majorité absolue »¹³².

Les profonds désaccords entourant le début de la présence roumaine en Transylvanie, et le contrôle hongrois de la région, ainsi que l'existence ou non d'une forme étatique roumaine ne forment que le premier cercle des divergences hungaro-roumaines dans la lecture de l'histoire.

¹³¹ Gyapay Gábor, Ritoók Zsigmond. *Histoire : lycées 1^{ere} année*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1988. p. 315.

¹³² « Români reprezentau, în interiorul arcului carpatic, pe teritoriul comitatelor, trei sferturi din populație. În țările românești, Făgăraş, Hațeg, Maramureş, majoritatea absolută », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 116-117.

V. La vision de la Transylvanie médiévale

La question des origines telle que présentée dans les manuels scolaires entre 1947-1948 et 1990 évolue considérablement dans les deux pays et montre de réelles ruptures avec la période précédant le communisme. Le début de la présence roumaine en Transylvanie demeure un point de fracture entre la Hongrie et la Roumanie, tout comme la perception de l'installation des Hongrois, à l'instar de leur contrôle sur la région. La controverse ne se limite pourtant pas à ce chapitre de l'histoire des deux peuples. Le Moyen Âge dispose lui aussi de son lot d'interprétations divergentes, non seulement dans l'espace, mais également dans le temps, avec des dissensions aisément perceptibles entre les manuels des deux pays.

Tout ceci tend à confirmer qu'en dépit de la "fraternité entre les peuples socialistes", l'adversité subsiste entre les deux constructions nationales. Le statut et l'appartenance de la Transylvanie demeurent des points hautement discutés de part et d'autre de la frontière. Pour autant, la société féodale incarne une surface propice à l'application de la phraséologie marxiste, notamment dans le cadre de l'analyse des différents soulèvements paysans pour lesquels la Transylvanie forme un théâtre privilégié. En ce sens, elle représente une surface d'étude – et de rencontre – incontournable pour les deux romans nationaux. Enfin, le Moyen Âge incarne dans les deux récits nationaux une glorieuse période de résistance face aux entreprises ottomanes de conquête. L'étude du rôle attribué à la Transylvanie dans le cadre de ces combats pour l'indépendance, tout comme la tonalité des descriptions relatives aux autres peuples, permettent de cerner l'orientation prise quant à ce territoire disputé.

1) Le royaume de Hongrie, la Transylvanie et les principautés roumaines

L'étude du X^e siècle a montré que les interprétations relatives au contrôle de la Transylvanie par les Hongrois, l'existence ou non d'une organisation étatique roumaine, ainsi que la situation démographique de ce territoire, diffèrent sensiblement dans les deux pays. La période faisant suite à la fondation du royaume chrétien bénéficie, elle aussi, d'un ensemble de controverses entre manuels scolaires hongrois et roumains. Le désaccord principal tourne autour du statut de la Transylvanie au cours de la période médiévale, tandis que la seconde divergence concerne la vassalité des voïvodies / principautés de Valachie et Moldavie envers le royaume de Hongrie.

Au cours de la période médiévale, la particularité de la Transylvanie est de jouir d'un statut spécial dans le cadre de la royauté hongroise. Pour autant, les historiographies hongroise et roumaine affichent des positions bien différentes sur l'origine et le statut du territoire.

L'historiographie – et les manuels hongrois – ne nient pas l'existence de la voïvodie de Transylvanie, mais la limitent à une simple organisation administrative et militaire, dans le cadre d'une autonomie attribuée par le pouvoir royal. En la matière, la synthèse de 1964 accorde une bien plus grande autonomie à la voïvodie que les publications plus tardives, comme celle de 1984¹³³. Au contraire, en Roumanie, elle est considérée comme une structure politique roumano-slave préexistante à la conquête hongroise¹³⁴.

C'est ainsi que le livre scolaire rédigé par Kálmán Benda (1945) rapporte qu' « au Moyen Âge, si la Transylvanie jouissait d'une certaine autonomie administrative sous la direction du voïvode, principalement pour des raisons militaires, elle fit toujours partie de l'État hongrois unitaire »¹³⁵. Cet exposé n'évolue guère, et ce même dans les livres scolaires publiés entre 1948 et la seconde moitié des années 1950. Pour autant, Béla Karácsonyi (1950) ne s'aventure pas sur ce terrain et se borne à une mention de la Transylvanie pour certains aspects, sans fournir de plus amples explications la concernant. La première édition de l'ouvrage de Mátyás Unger (1957) est bien plus explicite, en précisant qu' « avant 1541, la Transylvanie n'avait jamais été un pays autonome »¹³⁶, tandis que la même phrase se retrouve dans l'édition 1989 du manuel rédigé par Mária Walter¹³⁷. Nonobstant, les auteurs de livres scolaires n'omettent pas l'existence d'une voïvodie, toujours perçue comme une simple entité administrative et militaire. Sur cette question, le livre de László Makkai (1966) considère la voïvodie comme une réponse face aux attaques perpétuelles des Tatars afin de sécuriser la frontière sud du royaume, formée par la Transylvanie¹³⁸. Dans cette mesure, l'appartenance de la Transylvanie au royaume de Hongrie n'est nullement mise en doute dans l'ensemble des manuels utilisés entre 1945 et 1990.

La tendance observable dans les livres scolaires roumains est de connecter les trois grandes provinces formant la Roumanie contemporaine et de négliger le lien entre le royaume de Hongrie et la Transylvanie. Toutefois, la constance des interprétations dans les livres

¹³³ Molnár Erik, Paményi Ervin, Székely György (dir.). *Magyarország története*, vol. 1, *Op. cit.* p. 139. ; Pach Zsigmond Pál (dir.). *Magyarország története tíz kötetben. Előzmények és magyar történet 1242-ig*, *Op. cit.* p. 1341-1343.

¹³⁴ Pascu Ştefan. *Voievodatul Transilvaniei*, vol. 1, *Op. cit.* p. 61-93. ; Szakács Erich Noris. « Transilvania secolului al XIII-lea în lucrările de sinteză. Studiu asupra istoriografiei române din secolul XX. în căutarea istoriei oficiale », *Studia Universitatis Moldavie*, vol. 104, n°4, 2017. p. 115-122.

¹³⁵ « A középkorban, Erdély ha élvezett némi közigazgatási önállóságot a vajda vezetése alatt, főként katonai okokból, mindig az egységes magyar államnak volt része », Benda Kálmán. *Magyarország története*, *Op. cit.* p. 63-64.

¹³⁶ « 1541 előtt Erdély sohasem nem volt önálló ország », Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III. osztálya számára*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1957. p. 50.

¹³⁷ Walter Mária. *Histoire II*, *Op. cit.* p. 296.

¹³⁸ Makkai László. *Történelem az általános gimnáziumok II.*, *Op. cit.* p. 119-120.

scolaires hongrois ne se retrouve pas du côté roumain. Dans le manuel de Roller (1956), de même que dans l'ouvrage d'histoire universelle, la possession hongroise de la région est expressément mentionnée, tout en montrant sa spécificité dans le cadre du territoire de la Roumanie : « De cette façon, au lieu des petites kénézies féodales qui existaient depuis longtemps sur le territoire de notre patrie, des unités féodales plus importantes se forment, dont certaines appartiennent à l'organisation féodale du royaume hongrois »¹³⁹. Les ouvrages rédigés afin de remplacer le manuel de Roller se démarquent sur ce point et expriment avec bien plus de véhémence la dimension roumaine de ces organisations étatiques, de concert avec leur présence ancestrale. En parallèle, « [...] la tendance d'autonomie de la voïvodie vis-à-vis de la royauté hongroise » est amplement évoquée, en même temps que la large autonomie de la région¹⁴⁰.

L'ouvrage de 1960 rapporte ainsi que la Transylvanie est intégrée au royaume de Hongrie dans le cadre d'une voïvodie à la suite d'une conquête se terminant au début du XIII^e siècle. Les auteurs mentionnent également que les voïvodes sont choisis par le roi, lui accordant ainsi une dimension hongroise¹⁴¹. La montée en puissance du nationalisme se traduit par l'élévation de la voïvodie de Transylvanie en tant qu'entité quasi-indépendante et partageant de profondes similitudes avec les deux autres voïvodies roumaines. Elle s'inscrit dans le prolongement de la perception stalinienne de la nation, où la cohésion économique prime. En ce sens, l'interprétation se révèle opposée à celle du manuel de Roller, mais dans la droite ligne de ceux publiés à partir des années 1960. Comme précédemment mentionné, le fil conducteur des manuels roumains rédigés à partir des années 1970 s'articule autour de la quête d'unité, d'indépendance, de continuité et de liberté des territoires roumains depuis la période antique. La position du livre scolaire rédigé sous la direction de Ștefan Pascu (1984) en fournit une excellente illustration :

« Sur le territoire de notre patrie, les principautés et voïvodies (IX^e-XIII^e siècles précédèrent la formation d'États féodaux plus forts : la voïvodie de Transylvanie (XII^e siècle) et les États féodaux indépendants de Valachie et de Moldavie (XIII^e-XIV^e siècles). Ceux-ci naquirent et se développèrent dans la lutte contre la domination étrangère, pour l'unification dans des États plus forts, capables d'assurer un développement autonome »¹⁴²

¹³⁹ « Ilyenformán a hazánk területén régóta fennálló kis feudális kenézségek helyett nagyobb feudális egységek alakulnak ki, melyek közül egyesek a magyar királyság feudális szervezetéhez tartoznak », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 88.

¹⁴⁰ « [...] tendonță de autonomie a voievodatului față de regalitatea maghiară », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 69-72. ; Pall Francisc, Mureșan Camil. *A középkor története*, Op. cit. p. 190.

¹⁴¹ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 41.

¹⁴² « Pe teritoriorul patriei noastre, cnezatele și voievodatele (sec. IX-XIII) au premers formării unor state feudale mai puternice : voievodatul Transilvaniei (sec. XII) și statele feudale de sine stătătoare din Țara Românească și

En accord avec les résultats précédents, le manuel rédigé sous la conduite d'Hadrian Daicoviciu (1984) se montre le plus péremptoire en la matière. Dans les deux pages et demie consacrées à "La formation de la voïvodie de Transylvanie" (*Formarea voievodatului Transilvaniei*), le propos s'articule autour de la roumanité du territoire, ainsi que de sa très large autonomie vis-à-vis du royaume de Hongrie, comme le démontre le passage suivant :

« À la tête de la Transylvanie se trouvait un voïvode disposant du pouvoir d'un souverain. Le pouvoir voïvodal était souvent exercé par de véritables dynasties qui avaient tendance à former un règne distinct de la Hongrie. Ainsi, les voïvodes Roland Borș et Ladislau Kan jouirent à la fin du XIII^e et au début du XIV^e siècles de grandes prérogatives [...] La voïvodie de Transylvanie, telle que nous la connaissons aux XIII^e et XIV^e siècles, fut organisée à partir de la civilisation indigène, dont elle hérita sa forme d'organisation. À cela s'ajoutèrent de nouveaux éléments d'organisation politique et administrative, imposés par la royauté hongroise. Même dans les circonstances nouvelles, la voïvodie de Transylvanie conserva son autonomie politique au sein du royaume féodal hongrois, s'orientant avec de plus en plus d'insistance vers la Valachie et la Moldavie »¹⁴³

Au-delà de ces récits, les cartes sont également mobilisées afin de montrer l'unité roumaine. En effet, dans le même livre scolaire, une carte intitulée "Les Pays roumains au temps de Jean Hunyadi, Vlad III l'Empaleur et Étienne III le Grand" (*Tările române în timpul lui Iancu de Hunedoara, Vlad Tepeş și Ștefan cel Mare*) à la fin de l'ouvrage peut laisser penser que les trois régions disposent au XIV^e siècle d'une indépendance totale et d'une réelle proximité entre elles¹⁴⁴. En outre, le royaume de Hongrie n'apparaît qu'au nord de la rivière Tisza, par ailleurs traditionnellement considérée comme la frontière naturelle et légitime de la Roumanie dans le nationalisme roumain. Afin de renforcer ce sentiment, une autre méthode consiste à traiter dans un même sous-chapitre des structures politiques, puis économiques des "trois Pays roumains", tout en mettant l'accent sur leurs profondes similitudes¹⁴⁵. Il est à noter que l'amplification des relations entre les trois Pays roumains et l'autonomie de la Transylvanie forment une ligne directrice tout au long de l'histoire médiévale. À ce sujet, un paragraphe intitulé "L'orientation politique de la voïvodie de Transylvanie" (*Orientarea politică a voievodatului Transilvaniei*) en atteste parfaitement, puisqu'il prête à la Transylvanie du XIV^e siècle une politique étrangère

Moldova (sec. XIII-XIV). Acestea s-au născut și dezvoltat în lupta împotriva dominației străine, pentru unire în state mai puternice, capabile să-și asigure o dezvoltare de sine stătătoare », Pascu Ștefan, Georgian Lucia, Bodor András, Neagu Vasilică. *Problemele fundamentale*, Op. cit. p. 89.

¹⁴³ « În fruntea Transilvaniei era un voievod având putere de suveran. Puterea voievodală o exercitau adeseori adevărate dinastii, care aveau tendința de a se constituî într-o domnie separată de Ungaria. Astfel voievozii Roland Borș și Ladislau Kan își asumă la sfîrșitul sec. al XIII-lea și începutul sec. al XIV-lea largi prerogative. [...] Voievodatul Transilvaniei aşa cum îl cunoaștem în sec. Al XIII-lea și al XIV-lea s-a organizat pornind de la civilizația autohtonă, de la care a moștenit forma de organizare. Acesteia i s-au adăugat noi elemente de organizare politică și administrativă, impuse de regalitatea maghiară. Chiar în noile împrejurări voievodatul Transilvaniei își păstrează autonomia politică în cadrul regatului feudal maghiar orientându-se tot mai insistent spre Țara Românească și Moldova », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 98-99.

¹⁴⁴ Pour consulter la carte en question, se référer à l'annexe n°4.

¹⁴⁵ Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 108-116.

propre¹⁴⁶.

En Hongrie, les manuels ne remettent pas en cause les liens commerciaux existant entre les principautés roumaines et la Transylvanie. Le manuel de Domokos Kosáry (1945) mentionne ainsi le débouché commercial formé par les deux principautés pour les produits transylvains, notamment en raison de la plus grande production des artisans transylvains et tout particulièrement saxons¹⁴⁷. Cet aspect se voit également repris par l'historiographie hongroise, sans toutefois faire de ces liens commerciaux une preuve d'unité entre les trois Pays roumains¹⁴⁸.

Si le statut de la voïvodie de Transylvanie suscite des interprétations fondamentalement opposées, le même phénomène se retrouve dans l'évocation de la création et du statut des voïvodies/principautés de Valachie et de Moldavie, formant un nouveau point de désaccord entre les deux romans nationaux. Les historiographies post-1989 s'accordent – dans une certaine mesure – sur une vassalité de ces deux principautés envers le royaume de Hongrie, par leur fonction d'États tampons face au danger tatare, puis ottoman¹⁴⁹. Il convient de rappeler que depuis le XIX^e siècle, chez une partie des Hongrois, la sensation de supériorité civilisationnelle sur les Roumains est nourrie par l'absence de royaume de Roumanie au cours de la période médiévale, ainsi que par la suzeraineté hongroise sur les principautés roumaines. En Roumanie, la vigueur avec laquelle les manuels scolaires martèlent la roumanité des voïvodies, ainsi que leur longue histoire, peut être interprétée comme une réponse à cette compétition nationale et atteste de la sensibilité entourant le sujet¹⁵⁰.

La dixième édition du manuel de László Makkai (1966) consacre un chapitre à la formation des États féodaux en Europe, dans lequel aucune référence à la Valachie ou à la Moldavie n'est faite¹⁵¹. Dans les pages suivantes, un passage intitulé "Les principautés roumaines" (*A román fejedelemségek*), l'historien mentionne ces dernières comme les États les plus récents d'Europe orientale, voyant le jour sur les anciens territoires sous domination

¹⁴⁶ *Ibid.* p. 129.

¹⁴⁷ Kosáry Domokos. *Magyarország története*, *Op. cit.* p. 57.

¹⁴⁸ À ce propos voir : Köpeczi Béla (dir.). *Histoire de la Transylvanie*, *Op. cit.* p. 228-232. Une position similaire se retrouve également dans la synthèse de 1964 : Molnár Erik, Paményi Ervin, Székely György (dir.). *Magyarország története*, *Op. cit.* p. 99-101.

¹⁴⁹ Bárány Attila. « The Expansions of the Kingdom of Hungary in the Middle Ages (1000-1490) », Berend Nőra (dir.). *The Expansion of Central Europe in the Middle Ages*, Routledge, New-York, 2012. p. 357-362. ; Andrescu Stefan. « La constitution des principautés roumaines », Fischer Galati Stephen, Giurescu Dinu, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Une histoire des Roumains*, *Op. cit.* p. 62-83.

¹⁵⁰ Deletant Dennis. « Some Considerations on the Emergence of the Principality of Moldavia in the Middle of the Fourteenth Century », Deletant Dennis, Hanak Harry (dir.). *Historians as Nation-Builders: Central and South-East Europe*, Macmillan, Londres, 1988. p. 38-44.

¹⁵¹ Makkai László. *Történelem az általános gimnáziumok II.*, *Op. cit.* p. 5-24.

coumane¹⁵². La première édition du manuel d'Eperjessy et Benczédi (1967) affirme dans une référence à la Valachie que « La première forme d'État féodal roumano-bulgaro-couman fut créée à la fin du XII^e siècle »¹⁵³. En effet, la région est alors sous la domination du second empire bulgare. Les manuels des années 1980, comme celui de Mária Walter, perpétuent le rejet d'une roumanité des deux organisations étatiques lors de leur création. Concernant la Valachie, il est notamment possible de lire que « Les Roumains, qui avaient lentement gagné la Valachie, s'y installèrent sur la population slave qui y vivait, puis tombèrent sous la domination des Petchenègues et des Coumans », en ajoutant que les Roumains atteignirent le versant méridional des Carpates vers l'an 1000. Pour la Moldavie « Entre le X^e et le XII^e siècle, le pouvoir était aux mains des Petchenègues, des Coumans et du duc de Kiev, puis de Galicie »¹⁵⁴. L'ensemble des manuels traitant du sujet témoigne d'une réelle harmonie sur la question, puisqu'ils n'admettent pas la dimension roumaine des deux principautés au contraire des ouvrages roumains publiés à partir des années 1960.

S'il est difficile de mettre au jour une quelconque volonté de perpétuation de ce sentiment de supériorité dans les livres scolaires hongrois, les positions adoptées quant au statut de la Valachie et de la Moldavie montrent une certaine évolution. La continuité étatique roumaine, telle que présentée en Roumanie, n'est reprise dans aucun manuel scolaire hongrois. Domokos Kosáry (1945) réserve ainsi une page aux "Provinces vassales du Sud" (*A déli hűbéres tartományok*). D'après lui, ces territoires précédemment aux mains des Coumans et des Tatars voient naître au XIV^e siècle la première formation étatique roumaine autonome sous l'impulsion du voïvode valaque Besarab. La suzeraineté hongroise sur les deux voïvodies s'inscrit dans le cadre de la zone de protection établie par la royauté hongroise face aux menaces extérieures¹⁵⁵.

Béla Karácsonyi (1950) ne donne pour sa part aucune information sur la question et se contente de rappeler la cuisante défaite subie par le roi de Hongrie Charles Robert (1288-1342) face à la résistance de Besarab I^{er} lors de son intrusion en Valachie¹⁵⁶. L'histoire politique de la Hongrie est longuement traitée, tandis que la vassalité de la Valachie et de la Moldavie est

¹⁵² *Ibid.* p. 134-135. Les Coumans sont un peuple aux origines variées, mais locuteurs d'une langue turque et vivant sur les steppes eurasiatiques, avant qu'une partie s'installe en Europe centrale et orientale comme dans le cas des royaumes de Hongrie et de Bulgarie ou encore de la Rus' de Kiev et finiront par s'assimiler. Pour plus d'informations, se rapporter à la monographie suivante : Berend Nóra. *At the Gate of Christendom: Jews, Muslims and "Pagans" in Medieval Hungary, c. 1000 – c. 1300*, University Press, Cambridge, 2001. p. 68-73.

¹⁵³ « Az első feudális jellegű román-bolgár-kun államalakulat a XII. század végén jött létre », Eperjessy Géza, Benczédi László. *Történelem a gimnáziumok II. osztálya számára*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1967. p. 64.

¹⁵⁴ Walter Mária. *Histoire II*, Op. cit. p. 80.

¹⁵⁵ Kosáry Domokos. *Magyarország története*, Op. cit. p. 60.

¹⁵⁶ Karácsonyi Béla. *A magyar nép története*, Op. cit. p. 57.

absente du livre. En contrepartie, l'auteur insiste plutôt sur le rôle néfaste joué par l'Église catholique et Rome dans la promotion de la catholicisation des peuples voisins¹⁵⁷. Dans ce cas précis, l'influence du contexte de l'époque est tangible, dans la mesure où le Saint Siège – et l'Église catholique dans son ensemble – représentent un concurrent et ennemi à combattre pour les partis communistes.

En ce qui concerne la vassalité des deux principautés, l'ouvrage de László Makkai (1966) conforte la vision hongroise traditionnelle dans un paragraphe traitant de l'extension du pouvoir royal hongrois au-delà des limites du bassin des Carpates. L'auteur précise en susbtance que dans la première moitié du XIII^e siècle « la Coumanie est tombée sous domination hongroise, et des colons hongrois, sicules et saxons ont afflué sur son territoire. Les descendants de ceux-ci sont les Csángós »¹⁵⁸. Ainsi, la mention de la Coumanie en lieu et place d'une organisation étatique roumaine contraste fortement avec les manuels scolaires roumains, puisque ces derniers mettent en avant la continuité étatique roumaine, ainsi que le caractère intrinsèquement roumain des voïvodies, puis des principautés. Par ailleurs, l'évocation des Csángós et des Sicules témoigne du retour des Hongrois d'outre-frontières dans le champ des manuels scolaires.

En revanche, les interventions successives des rois hongrois dans la politique intérieure des deux principautés sont reprises dans les deux pays et forment un point de convergence entre les livres scolaires hongrois et roumains. Cette concordance peut s'expliquer par le rejet formel de toute guerre de type "impérialiste", dans ce qui forme une des pierres angulaires de la communication du bloc communiste. En conséquence, ces guerres dites de conquêtes sont négativement interprétées, tandis que la seule altérité repose dans la glorification des princes moldaves et valaques qui n'apparaît pas du côté hongrois. Le manuel de Géza Eperjessy et László Benczédi (1967), tout comme celui de László Makkai (1962 et 1966), mettent par exemple en exergue la capacité de voïvodes valaques et moldaves – comme Basarab ou Bogdan – à maintenir leur indépendance face aux prétentions royales hongroises. En amont, l'obtention de l'autonomie au prix de luttes armées contre les rois hongrois Charles Robert et Louis I^{er} le Grand (1326-1382) est également reprise dans les manuels hongrois¹⁵⁹. Cet aspect se maintient, comme l'illustre l'ouvrage de Mária Walter (1989) qui écrit que : « La seule guerre de conquête entreprise par Charles Robert contre le voïvode valaque Basarab échoua. Par la suite, il ne

¹⁵⁷ *Ibid.* p. 41.

¹⁵⁸ « Kunország magyar fennhatóság alá került, s területére magyar, székely és szász települők áramlottak ki. Ezeknek utódjai a csángók », Makkai László. *Történelem az általános gimnáziumok II.*, *Op. cit.* p. 120.

¹⁵⁹ Eperjessy Géza, Benczédi László. *Történelem a gimnáziumok II.*, *Op. cit.*, 1967. p. 64.

s'aventura plus dans ce sens »¹⁶⁰. Ceci est à replacer dans le contexte plus général où toute guerre de conquête est ardemment critiquée, en opposition aux éloges décernés à toute forme de lutte pour l'indépendance nationale, avec en point d'orgue la Grande Guerre patriotique des Soviétiques face à l'Allemagne nazie.

En Roumanie, le manuel de Roller (1947) narre les luttes des voïvodes de Valachie et Moldavie contre les tentatives de vassalisation des rois hongrois, sans pour autant attacher une connotation nationale à ces conflits. L'accent est plutôt placé sur la Rus' de Kiev et son rôle dans le développement de la société féodale des trois grandes régions roumaines, ainsi que dans leur indépendance¹⁶¹. L'influence politique de la couronne hongroise sur les deux voïvodies est tout autant abordée par le manuel de Roller, bien qu'il soit encore une fois difficile de déceler une quelconque volonté de galvaniser le sentiment anti-hongrois. En effet, évoquer la menace que fait peser le royaume de Hongrie sur l'indépendance des deux voïvodies est parfaitement légitime. Dans le même temps, le manuel n'omet pas le jeu d'alliances politiques entre les différents acteurs de la région, comme l'illustrent les relations matrimoniales entre les voïvodies et le royaume de Hongrie¹⁶². Cependant, le rôle des voïvodes dans le maintien de l'indépendance de la Valachie et de la Moldavie est positivement connoté dans l'ouvrage de Roller. Le manuel d'histoire universelle de 1949 se distingue légèrement de celui d'histoire nationale sur ce point. Le récit met en avant le rôle joué par l'Église orthodoxe dans le soutien aux voïvodes roumains face aux velléités hongroises de conquête et de catholicisation, affirmant ainsi qu'elle prit part à la préservation de l'indépendance du pays¹⁶³. Cette représentation de l'Église orthodoxe permet une fois de plus de souligner la proximité avec le peuple russe et l'Union soviétique et de réprouver l'Église catholique en tant qu'incarnation de l'impérialisme occidental. De plus, elle peut également être vue comme une tentative pour le PMR de concilier le canon national traditionnel avec le discours marxiste rigoriste des années 1950.

Dans les deux ouvrages publiés en 1969, la lutte pour l'indépendance prend des couleurs bien plus nationales, sans toutefois sombrer dans le nationalisme ardent. Le propos est centré sur la nécessité pour les princes de s'appuyer sur l'une des trois grandes puissances de la région que sont les royaumes de Pologne et de Hongrie, ainsi que l'Empire ottoman pour garantir leur indépendance¹⁶⁴. Dans une leçon intitulée "L'épopée roumaine sous la conduite d'Étienne le

¹⁶⁰ Walter Mária. *Histoire II*, Op. cit. p. 135.

¹⁶¹ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 78.

¹⁶² *Ibid.* p. 111-128.

¹⁶³ *Istoria evului mediu*, Op. cit. p. 134-136.

¹⁶⁴ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 86-92.

Grand" (*Epopeea românească sub conducerea lui Ștefan cel Mare*), la victoire sur le roi hongrois Mathias Corvin lors de son expédition de 1467 en Moldavie bénéficie d'une description exhaustive, lors de laquelle « [...] le roi Mathias blessé, s'échappa de justesse », tandis que la résistance héroïque de Basarab en 1322 face à Charles Robert bénéficie du même traitement¹⁶⁵. La Moldavie, créée sous l'égide de Dragoș, est montrée comme un État tampon devant défendre la frontière hongroise face aux attaques tatares, avant que Bogdan parvienne à s'émanciper de la tutelle hongroise¹⁶⁶.

Dans l'ouvrage rédigé sous la direction d'Hadrian Daicoviciu (1984), une page consacrée à "La lutte pour l'indépendance" (*Lupta pentru independență*) de la Valachie s'articule principalement autour de la résistance de ses voïvodes face aux agressions des rois de Hongrie. La recherche de la paix de la part des voïvodes est opposée à l'esprit guerrier des rois hongrois, aboutissant malgré tout à des victoires militaires roumaines. Des propos tout à fait similaires figurent dans les pages réservées à "La formation de l'État féodal de Moldavie" (*Formarea statului feudal Moldova*). Par ailleurs, dans le récit, les voïvodes Bogdan et Dragoș sont portés au pinacle, notamment en raison de leurs luttes pour l'indépendance face aux royaumes de Hongrie et de Pologne¹⁶⁷. Enfin, aucune information prétant à une quelconque intervention hongroise l'origine de la naissance des deux entités étatiques n'apparaît dans le récit.

En dépit des nombreuses et profondes divergences entourant l'interprétation du Moyen Âge transylvain, les descriptions relatives à l'invasion tatare du XIII^e siècle (*tatárjárás – Marea invazie mongolă*) présentent une proximité certaine entre les manuels scolaires des deux pays. Le passage de la Horde d'Or est uniformément dépeint comme un cataclysme pour le développement de la Hongrie et des principautés roumaines. La convergence se retrouve également dans la volonté de fournir un discours positif en ce qui concerne le rôle de tampon joué par les Slaves et l'État moscovite. En accord avec les explications précédentes, cette tendance se révèle être bien plus forte dans les manuels rédigés avant les années 1960, pour graduellement passer au second plan. Toutefois, une divergence notable concerne les conséquences de cette invasion, dans la mesure où certains manuels scolaires hongrois mettent en exergue les changements démographiques provoqués par l'attaque mongole. Dans les deux manuels de Géza Eperjessy, datant respectivement de 1967 en collaboration avec László Benczédi pour le premier et de 1981 pour le second, l'arrivée massive de paysans roumains

¹⁶⁵ « [...] regele Matei rănit, abia scăpă cu fuga », *Ibid.* p. 104.

¹⁶⁶ *Ibid.* p. 106-108.

¹⁶⁷ Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, *Op. cit.* p. 101-106.

venus repeupler le pays dévasté n'est pas reprise. En revanche, l'ouvrage de Mária Walter (1989) est bien plus précis, puisque lors de la reconstruction du pays « [...] des colons roumains trouvèrent asile en Transylvanie »¹⁶⁸. L'historien László Makkai (1966) se contente quant à lui de mentionner l'installation de colons étrangers à la suite des nombreuses pertes engendrées par l'invasion tatare. L'auteur s'attarde également sur le rôle joué par les Sicules dans la suppression des restes de l'armée tartare lors de sa seconde attaque du royaume de Hongrie¹⁶⁹.

En Roumanie, le manuel de Roller se montre particulièrement négatif à l'encontre des Tatars, considérés comme un peuple disposant d'un niveau de civilisation inférieure¹⁷⁰. En conformité avec le fil rouge de l'ouvrage, le rôle joué par la Russie dans la lutte face au danger tatar figure au centre du récit. L'animosité affichée envers les Tatars n'est pas dénuée d'anachronisme, dans la mesure où ces derniers sont notamment déportés de Crimée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale après avoir été accusés de collaboration avec le Troisième Reich¹⁷¹. En ce qui concerne les deux livres scolaires publiés en 1969, chez Constantin Daicoviciu et Miron Constantinescu le propos se révèle être bien moins critique à l'égard des Tatars et un paragraphe de même facture apparaît dans l'ouvrage de Hadrian Daicoviciu (1984). Francisc Pall et Camil Mureşan (1969) mentionnent quant à eux la nécessité pour les rois hongrois de faire appel à de nombreux colons en raison des pertes subies lors des attaques tatares¹⁷². Les trois manuels possèdent la particularité commune de centrer le propos entourant cette invasion sur la Hongrie et la Transylvanie, cet intérêt pouvant être imputé à l'existence de sources écrites pour le royaume de Hongrie, ce qui est moins évident dans le cas de la Moldavie et de la Valachie, tandis que par ailleurs les deux entités en question n'existent pas encore.

À partir des années 1970, le retour plus fréquent des anciens territoires appartenant à la Hongrie dans le domaine scolaire se remarque par la reprise plus régulière de l'héritage culturel hongrois de Transylvanie. Certains manuels contiennent une partie relative à la culture médiévale dans le royaume de Hongrie, dans laquelle le patrimoine architectural est présenté. À côté de la culture médiévale hongroise, certains monuments sont répertoriés, parmi lesquels la forteresse de Hunedoara, située dans le sud-ouest de la région, figure en bonne place. D'autre part, l'imposante statue équestre du roi Mathias Corvin, sculptée par János Fadrusz et érigée en

¹⁶⁸ Walter Mária. *Histoire II*, Op. cit. p. 123.

¹⁶⁹ Makkai László. *Történelem az általános gimnáziumok II.*, Op. cit. p. 124.

¹⁷⁰ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 90-91.

¹⁷¹ Dufaud Grégory. « La déportation des Tatars de Crimée et leur vie en exil (1944-1956). Un ethnocide ? », *Vingtième Siècle*, vol. 96, n°4, 2007. p. 151-162.

¹⁷² Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 72-73. ; Pall Francisc, Mureşan Camil. *A középkor története*, Op. cit. p. 169-170.

1902, figure dans l'édition de 1975 du manuel de Mátyás Unger, tout comme dans celui de 1990 de Géza Závodszky¹⁷³. Cette statue du roi bénéficiant de la plus grande aura dans la mémoire nationale dispose d'une portée hautement symbolique, dans la mesure où elle se situe sur la place principale de Cluj, plus grande ville de Transylvanie. Le fait de rencontrer cette dernière uniquement à partir des années 1970 atteste du retour progressif des anciens territoires dans le discours public et de la libéralisation relative du pays, mais également de la prise de distance avec cet héritage dans les trois premières décennies de l'après-guerre. La présence de ces monuments est d'autant plus importante que le territoire de la Hongrie post-Trianon compte bien peu de vestiges de la période médiévale ayant survécu aux vicissitudes de l'histoire, au contraire de la Transylvanie. Ceci accentue indéniablement l'importance mémorielle de cette dernière dans la conscience collective hongroise, où le Moyen Âge constitue un des chapitres dorés du roman national hongrois. Il est à noter que cet aspect se retrouve également dans le cas de la Haute-Hongrie, la Slovaquie actuelle.

Dans les manuels scolaires roumains, les illustrations relatives à la Transylvanie concernent principalement des vestiges daco-romains issus de fouilles archéologiques attestant de la roumanité de ce territoire disputé. Dans l'édition de 1947 du manuel de Roller, quatorze gravures et autres photographies disposant d'une indication géographique se trouvent dans le chapitre consacré à l'histoire ancienne, dont six sont issues de Transylvanie. Pour l'histoire médiévale, cette même analyse révèle que neuf illustrations figurent dans le manuel, pour une seule référence à un lieu transylvain. Le plus grand attrait pour la Transylvanie se révèle en comparant un ouvrage des années 1960 avec un manuel utilisé dans la dernière décennie du régime communiste. Dans le premier, parmi les 22 illustrations avec une indication géographique relative aux chapitres antérieurs à la période médiévale, 17 concernent un lieu se trouvant en Transylvanie, contre cinq sur seize pour le Moyen Âge. Dans le manuel de Hadrian Daicoviciu, vingt photographies rapportant une mention géographique sont présentes dans la partie relative à l'histoire ancienne. Parmi ces vingt illustrations, quatorze désignent un lieu se trouvant en Transylvanie, dont cinq pour la seule cité de Sarmizegetusa. Pour la période comprise entre la formation du peuple roumain et le règne de Michel le Brave (Mihai Viteazul – Mihály Vitéz) dans le dernier tiers du XVI^e siècle, l'iconographie repose sur 26 illustrations évoquant une entité géographique, dont onze font référence à une localité transylvaine, à l'exemple du château de Bran ou des villes médiévales de Cluj et Sighișoara (Segesvár – Schäßburg). De plus, parmi les quinze illustrations d'un lieu extérieur à la Transylvanie, onze

¹⁷³ Závodszky Géza. *Histoire III*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1990. p. 260.

gravures ou photographies portent sur des monastères orthodoxes se trouvant principalement en Valachie ou en Moldavie, dont l'importance est centrale dans la conscience collective roumaine.

L'identification roumaine avec la région se fait également au travers de sa culture, comme dans l'ouvrage dirigé par Ștefan Pascu (1989). Parmi les savants médiévaux issus des "terres roumaines", les auteurs soulignent que ces derniers « [...] étaient soucieux d'adapter les idées humanistes aux réalités et aux besoins de la société roumaine »¹⁷⁴. Toutefois, l'absence de véritable élite roumanophone dans la Transylvanie médiévale pousse les auteurs à mentionner des intellectuels humanistes hongrois ou saxons. Ainsi, sur les sept noms cités au total, trois sont Hongrois : Nicolas Olahus (1493-1568), Jean Csere Apaczai (1625-1659) et Gaspard Heltai (1490-1574), auxquels vient s'ajouter le Saxon Johann Honterus (1498-1539). Si ces savants ont effectivement vu le jour sur le territoire de la Roumanie actuelle, leur roumanité, ainsi que leur conscience d'appartenance à la société roumaine, peuvent largement être remises en question. L'explication de cette "appropriation" peut provenir de la nécessité de mettre en exergue l'unité culturelle des trois pays roumains, en dépit d'une réalité bien plus complexe¹⁷⁵.

2) L'interprétation des conflits sociaux de la Transylvanie médiévale

L'interprétation marxiste de l'histoire est une caractéristique inhérente aux manuels scolaires des deux pays publiés entre 1947 et 1989. En dépit du fait que l'ardeur du discours marxiste s'estompe quelque peu à partir des années 1970, ce dernier reste jusqu'au changement de régime le principal prisme de lecture. Dans ce processus de réécriture de l'histoire promouvant une lutte des classes plurimillénaire, les révoltes paysannes deviennent des jalons du roman national-communiste, et à ce titre, occupent une place de choix dans les manuels des deux pays. Parmi ces soulèvements émaillant l'histoire de la Transylvanie médiévale, deux tiennent le haut du pavé : la révolte de Bobâlna (Alparét – Krautfeld) en 1437 et la grande jacquerie de 1514. L'ironie est de taille puisque ces deux révoltes constituent deux événements incontournables pour les discours marxistes hongrois et roumain, ce qui renforce considérablement l'intérêt porté à cette région disputée. Outre le rôle dévolu à la Transylvanie dans ces conflits socio-confessionnels, les positions relatives à la structure sociale et l'enracinement de la féodalité sur ce territoire révèlent les différences d'interprétations existant

¹⁷⁴ « [...] s-au preocupat de adaptarea ideilor umaniste la realitățile și nevoile societății românești », Pascu Ștefan, Georgian Lucia, Bodor András, Neagu Vasilică. *Problemele fundamentale*, Op. cit. p. 131.

¹⁷⁵ Voir notamment : Capelle-Pogacean Antonela. « Roumanie : l'utopie unitaire en question », Op. cit. p. 105-106.

non seulement entre les deux pays, mais également dans le temps. Dans la droite ligne du profond désaccord relatif à la présence ou non d'une population latinisée à l'intérieur de l'arc des Carpates avant le XIII^e siècle, la dissonance touche tout autant les causes que l'interprétation de la répartition sociale dans la région.

L'analyse des récits portant sur l'installation et la situation des Saxons de Transylvanie représente une bonne entrée en matière, dans la mesure où ces derniers constituent une élite dans le paysage social transylvain. Ces colons en majorité germanophones et principalement originaires de l'espace rhénan, sont invités par les rois hongrois à s'installer dans les régions minières du Zips (Szepes – Spiš) en Haute-Hongrie, ainsi que dans le sud de la Transylvanie à partir de la moitié du XII^e siècle. Recrutés afin de développer l'artisanat et le commerce, ils permettent également de sécuriser une partie de la frontière sud du royaume. Pour cela, ils disposent de priviléges fiscaux et d'une autonomie sur le territoire portant le nom de Terre royale (Pământul Crăiesc – Királyföld – Königsboden), sanctionnés dès 1224 par le diplôme *Andreamum* du roi André II¹⁷⁶.

Dans les livres scolaires des deux pays, les récits relatifs aux Saxons présentent des divergences bien moins profondes que dans le cas du début de la présence roumaine dans la partie supérieure des Carpates. Cette convergence relative est à l'image des deux historiographies qui ne montrent que peu d'écart en ce qui concerne l'histoire des Saxons au Moyen Âge¹⁷⁷. Cependant, ceci ne signifie pas pour autant que cette perception soit figée, mais renvoie plutôt à une similarité dans les évolutions observées. L'illustration de ce phénomène se retrouve par exemple dans les manuels utilisés dans la première décennie, où un schéma marxiste particulièrement rigide est adopté. En conséquence, la vision des Saxons, groupe formant une élite sociale et économique, en est fortement marquée. À cet élément vient s'agrger l'anti-germanisme latent des premières années qui se remarque déjà en Hongrie dans la série éditée en 1945. À ce propos, l'étude de deux grandes synthèses publiées par l'Académie hongroise des sciences atteste pleinement de cette tendance. Cette critique se révèle être particulièrement acerbe dans la synthèse de 1951, avant de devenir plus marginale dans celle de 1984¹⁷⁸. Toutefois, l'installation des Saxons est somme toute relativement neutre et ne dénote aucune réelle connotation négative.

¹⁷⁶ Pozsony Ferenc. *Erdély népei: szászok, örmények, székely szombatosok, cigányok*, BBTE, Cluj-Napoca, 2009. p. 31-37.

¹⁷⁷ Pascu Ștefan. *Voievodatul Transilvaniei*, vol. 1, *Op. cit.* p. 115-129.

¹⁷⁸ Heckenast Gusztáv. *A magyar nép története: rövid áttekintés*, Művelt Nép, Budapest, 1951. p. 71-73. ; Pach Zsigmond Pál (dir.). *Magyarország története tiz kötetben 1/2. Előzmények és magyar történet 1242-ig*, Akadémiai kiadó, Budapest, 1984. p. 1093-1094 ; 1333-1334.

En Hongrie, le manuel de Béla Karácsonyi (1950) exprime des positions analogues sur l'arrivée des Saxons, avec la reconnaissance des efforts fournis par la paysannerie dans son ensemble, sans distinction d'appartenance nationale. Selon le récit, ces colons germanophones fuient la spoliation féodale venant de l'Ouest : « [...] avec les colons slaves et les paysans hongrois, ils coupèrent, brûlèrent les forêts jusqu'alors inhabitées, asséchèrent les marécages et ainsi conquirent de plus en plus de terres pour l'agriculture »¹⁷⁹. En Roumanie, chez Roller, la teneur du récit est très proche. Les Saxons sont montrés comme des colons invités par les rois hongrois en vue de consolider les finances du royaume, en fondant de nouvelles villes et développant celles déjà existantes¹⁸⁰. Comme précédemment énoncé, les références ultérieures aux Saxons et à leur situation privilégiée provoquent un durcissement du discours à leur encontre. La série hongroise de 1945 ne comporte aucun élément venant dénigrer les Saxons sur des motifs sociaux, avant que l'incrimination des Saxons se développe dans les manuels publiés à la suite du tournant politique de 1947-1948. Dans l'ouvrage de Béla Karácsonyi (1950), ainsi que dans celui de Roller, cet aspect se manifeste principalement au travers de la narration des deux grandes révoltes sociales se déroulant en Transylvanie. Dans ces descriptions, le contraste entre paysannerie hungaro-roumaine face aux classes dirigeantes hungaro-saxonnes est patent¹⁸¹.

Dans les éditions de 1967 et 1987 de l'ouvrage de Géza Eperjessy, une seule ligne est réservée à l'installation des Saxons, tandis que la teneur est en tout point similaire à celle proposée par László Makkai dès 1962. La germanophobie affirmée des premières années s'estompe largement, alors que l'importance du rôle des villes saxonnnes est rappelée, tant dans le développement urbain que commercial du royaume. Des termes équivalents se retrouvent également chez Mária Walter (1988), où il est dit que : « Selon la charte accordée en 1376 par Louis I^{er}, 25 métiers différents étaient présents dans les villes saxonnnes de Transylvanie. La division du travail entre les corporations était également avancée »¹⁸². Dans un paragraphe intitulé "L'organisation de la défense de la frontière transylvaine" (*Az erdélyi határvédelem megszervezése*), László Makkai ne manque pas de souligner le rôle militaire joué par les Saxons, tout en spécifiant que le diplôme *Andreanum* constitue la base juridique de l'autonomie

¹⁷⁹ « [...] akik a szláv települőkkel és a magyar parasztokkal együtt irtották, égtették az eddig lakatlan erdőket, száritották a mocsarakat és így újabb és újabb területeket hódították meg a fölművelés számára », Karácsonyi Béla. *A magyar nép története*, Op. cit. p. 31.

¹⁸⁰ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 126-127.

¹⁸¹ Karácsonyi Béla. *A magyar nép története*, Op. cit. p. 68. ; Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 137-139.

¹⁸² Walter Mária. *Histoire II*, Op. cit. p. 138.

saxonne¹⁸³. Les raisons du retour de l'image positive des Saxons en Hongrie semblent pouvoir s'expliquer, d'une part, par l'atténuation d'une stricte interprétation de la lutte des classes d'autre part – et surtout – par la fin de l'anti-germanisme à l'œuvre dans les démocraties populaires dans les années suivant la fin de la Seconde Guerre mondiale. Suivant cette considération, les auteurs de livres scolaires hongrois renouent avec le discours traditionnel, plutôt positif à l'égard des Saxons.

En Roumanie, chez Constantin Daicoviciu et Miron Constantinescu (1969), le syncrétisme entre une analyse marxiste rigoriste et le retour sur le devant de la scène du nationalisme provoque le maintien d'un discours à connotation négative sur les Saxons. Il est notamment possible de lire à leur sujet que : « Les priviléges, accordés par les rois hongrois à plusieurs reprises, assurèrent aux Saxons une meilleure situation que les masses productives des autres habitants de Transylvanie : Roumains, Hongrois et Sicules »¹⁸⁴. L'élevation de ces derniers au rang d'ennemis de classe témoigne de la centralité du marxisme dans les manuels précédant l'avènement du national-communisme. En parallèle, Francisc Pall et Camil Mureşan (1969) se montrent bien plus succincts au sujet des Saxons et rapportent uniquement leur installation par les rois hongrois parmi les Roumains autochtones en vue de renforcer leur mainmise sur la région¹⁸⁵.

L'ouvrage dirigé par Hadrian Daicoviciu (1984) voit dans le diplôme *Andreamum* une preuve supplémentaire de l'installation des Saxons sur le territoire de la population roumaine autochtone ; il est en effet cité parmi une série de documents prouvant la permanence civilisationnelle des Roumains au nord du Danube¹⁸⁶. En ce qui concerne l'arrivée des Saxons, un paragraphe d'une demi-page titré "La colonisation des Saxons" (*Colonizarea sașilor*) les fait apparaître comme des colons invités pour des raisons sociales, économiques et démographiques. Il est en substance ajouté que :

« Les Saxons furent intégrés dès le début à la civilisation de leur nouvelle patrie, contribuant substantiellement à la croissance matérielle et spirituelle, ainsi qu'au développement des cités médiévales, ayant un rôle majeur dans les relations économiques entre les Pays roumains »¹⁸⁷

Dans le même ouvrage, l'autonomie saxonne – à l'instar de celle des Sicules – ne

¹⁸³ Makkai László. *Történelem az általános gimnáziumok II.*, Op. cit. p. 120.

¹⁸⁴ « Privilegiile, acordate de regii maghiarii în mai multe rînduri, le-au asigurat sașilor o situație mai bună decât maselor producătoare a celorlați locuitori ai Transilvaniei : români, maghiari și secui », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 70.

¹⁸⁵ Pall Francisc, Mureşan Camil. *A középkor története*, Op. cit. p. 190.

¹⁸⁶ Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 89.

¹⁸⁷ « Sașii s-au integrat de la început civilizației noii lor patrii, contribuind substanțial la creșterea materială și spirituală, la dezvoltarea orașelor medievale, având un rol major în legăturile economice dintre Țările Române », *Ibid.* p. 94.

manque pas d'être évoquée. Dans les paragraphes dédiés à la vie économique des Pays roumains, les grandes villes saxonnes figurent en bonne place, mais les auteurs optent plutôt pour une mise en avant des liens commerciaux existant entre les trois Pays roumains.

Outre les Saxons, les Sicules forment l'autre communauté disposant de priviléges collectifs et d'une autonomie territoriale. Il a déjà été montré que le Sicule jouit traditionnellement d'une image particulièrement positive auprès des Hongrois. La "passion" hongroise pour ce groupe magyarophone aux origines discutées – et disputées – s'explique également par sa mission de garde-frontière, puisque les Sicules sont des paysans-soldats libres¹⁸⁸. En Hongrie, le discours communiste ne rejette pas cet héritage, bien que les manuels soient en rupture avec les légendes traditionnelles entourant les Sicules. À leur propos, il est cependant possible d'assister à un certain syncrétisme entre marxisme et roman national. Cette adaptation à la phraséologie matérialiste se manifeste au travers de la mise en exergue du statut de paysan libre des Sicules jusqu'au Moyen Âge tardif. Cette position se retrouve par exemple dans l'ouvrage de László Makkai (1962), dans lequel l'auteur ne manque pas de faire l'éloge des Sicules comme derniers tenants de la paysannerie libre et écrit à ce propos : « Seuls les Sicules, qui servirent comme garde-frontières en Transylvanie, purent préserver l'ancienne organisation clanique et la liberté de pâtre pendant des siècles, mais ils payaient également au roi un impôt sur les animaux »¹⁸⁹. Toutefois, cet aspect n'apparaît pas dans le manuel de Béla Karácsonyi (1950), alors que dans son ensemble le corpus ne livre que peu d'informations sur les spécificités sicules.

Dans les manuels scolaires roumains – tout comme dans l'historiographie – l'existence d'une autonomie sicule n'est point remise en cause, alors qu'un phénomène analogue aux manuels scolaires hongrois se retrouve, où peu d'attention est portée aux seuls Sicules¹⁹⁰. Par la suite, les livres scolaires proposent généralement un paragraphe relatif à l'installation des Sicules, ainsi qu'à leur statut particulier dans le paysage transylvain. À titre d'exemple, Miron Constantinescu et Constantin Daivoviciu (1969) reprennent cette vision :

« Afin de soutenir leurs intérêts, les rois arpadiens installèrent certaines populations allogènes en Transylvanie. Leur mission principale était de défendre les passages des Carpates orientales contre les Coumans. En contrepartie de cette obligation, les Sicules se virent accorder un certain nombre de priviléges dont ils bénéficieront pendant encore longtemps »¹⁹¹

¹⁸⁸ Kálnoky Nathalie. *Les constitutions et priviléges de la noble nation sicule : acculturation et maintien d'un système coutumier dans la Transylvanie médiévale*, Institut Hongrois de Paris, Paris, 2004. p. 39-47.

¹⁸⁹ « Egyedül az Erdélyben határőrszolgálatot teljesítő székelyek tudták még évszázadokig az ősi nemzetiségi szervezetet és pásztorszabadságot megőrizni, de a királynak ők is fizettek állatadót », Makkai László. *Történelem az általános gimnáziumok II.*, Op. cit. p. 38.

¹⁹⁰ Pascu Ștefan. *Voievodatul Transilvaniei*, vol. 1, Op. cit. p. 218-220.

¹⁹¹ « Pentru sprijinirea intereselor lor regii arpadieni au mai adus în Transilvania anumite populații alogene.

Comme dans l'ouvrage de 1960, Francisc Pall et Camil Mureşan (1969) se contentent de présenter la situation des Sicules au Moyen Âge en une ligne, où la similarité de leur situation avec celle des Saxons est mise en avant. À savoir, des colons appelés à s'installer en Transylvanie en contrepartie de priviléges collectifs dans la perspective d'un renforcement du pouvoir royal hongrois¹⁹². Hadrian Daicoviciu (1984), apôtre du nationalisme roumain, adopte une position bien moins complaisante à l'égard des Sicules. Il écrit ainsi que « Par conséquent, afin de consolider leur [les rois hongrois] domination en Transylvanie, les Sicules furent installés dans des régions où la population roumaine vivait selon ses formes de vie traditionnelle »¹⁹³. Considérés ainsi, les Sicules forment le groupe venant perturber la quiétude millénaire des Roumains, tout en se montrant coupables de leur oppression. Ce durcissement traduit l'atmosphère existant dans le pays au cours des années 1980 et la construction d'une certaine animosité à l'encontre des Sicules, vivant en majorité absolue dans deux *județe* situés dans le centre du pays.

À l'inverse des Saxons et Sicules, les Roumains ne disposent d'aucune autonomie, ni représentation politique, alors qu'après 1437, la Diète de Transylvanie se compose uniquement des représentants des trois "nations" que sont les Saxons, les Sicules et la noblesse hongroise. Il convient de rappeler que dans l'appartenance à la noblesse hongroise ne se fait pas sur des critères linguistiques ou ethniques, mais uniquement sociaux conformément aux rouages de la société médiévale¹⁹⁴. Les explications concernant l'absence des Roumains diffèrent fortement entre les deux historiographies, tout comme dans les manuels scolaires des deux pays. L'historiographie hongroise relie l'absence des Roumains à la catholicisation de leur élite et leur intégration dans les rangs de la noblesse hongroise, dans le cadre d'une arrivée postérieure de plusieurs siècles à celle des tribus magyares¹⁹⁵. Dans la série de 1945, chez Domokos Kosáry et Kálmán Benda, les chefs roumains s'assimilent à l'élite hongroise à la suite de la migration des Roumains dans l'arc intérieur des Carpates, raison pour laquelle ils se retrouvent sans véritable couche dirigeante au cours de la période médiévale¹⁹⁶. Cet aspect est omis par le manuel des années 1950 rédigé par Béla Karácsonyi. György Spira et Gusztáv Heckenast

Misiunea lor principală era apărarea trecătorilor Carpaților Orientali împotriva cumanilor. În schimbul acestei obligații, secuii sănătățile cu o seamă de privilegii de care se vor bucura multă vreme după aceea », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 70.

¹⁹² Pall Francisc, Mureșan Camil. *A középkor története*, Op. cit. p. 190.

¹⁹³ « De aceea, pentru consolidarea stăpînririi lor în Transilvania sănătățile secuui în regiuni unde trăia populația românească în formele ei de viață tradițională », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 94.

¹⁹⁴ Köpeczi Béla (dir.). *Histoire de la Transylvanie*, Op. cit. p. 216.

¹⁹⁵ Ibid. p. 217-221.

¹⁹⁶ Kosáry Domokos. *Magyarország története*, Op. cit. p. 47.

(1951) insistent de leur côté sur la dimension féodale de l'union de 1437, dans la mesure où elle exclut les serfs hongrois et roumains, les Saxons pauvres des villes et des villages, ainsi que les couches sociales inférieures des Sicules¹⁹⁷. En Hongrie, Géza Eperjessy (1981) formule des propos sans équivoque à ce sujet : « Les chefs des immigrés, la classe dirigeante émergeante appelée kénèze, acquit des priviléges de la noblesse et plus tard une bonne partie se fondit dans la noblesse hongroise »¹⁹⁸.

L'assimilation de l'élite roumaine est analysée comme un processus naturel du côté hongrois, tandis que les manuels roumains adoptent une position bien différente sur la question. Pour Mihail Roller, tant dans la version de 1947 que dans celle de 1956, l'intégration de la noblesse roumaine s'explique par sa trahison, puisque « contrairement à la masse du peuple, les kénèzes roumains anoblis se montrèrent prêts à se convertir au catholicisme pour entrer dans les rangs de la noblesse hongroise »¹⁹⁹. Une fois de plus, la stricte opposition entre masse et élite est utilisée afin de pointer du doigt le manque supposé de patriotisme de la classe exploitante et de fournir dans le même temps un argument supplémentaire à l'interprétation d'une lutte des classes millénaire. Cet aspect va dans le sens de la simplification à outrance de l'histoire avec un schéma binaire entre forces progressistes et réactionnaires. De plus, des références ultérieures à l'assimilation de l'élite roumaine dans la noblesse sont un témoignage de l'absence d'interprétations magyarophobes et rappellent que le matérialisme-dialectique prime sur le national au cours de années 1950²⁰⁰. En effet, de nombreuses mentions font état de la lutte commune entre les masses hongroise et roumaine face aux classes dirigeantes.

Les ouvrages postérieurs au manuel de Roller et traitant de la période médiévale marquent une rupture, dans la mesure où la noblesse roumaine n'est plus perçue comme un ennemi de classe. En 1960 et 1969, les auteurs s'arrêtent par exemple sur l'origine roumaine des sièges saxons et sicules²⁰¹. Ceci s'inscrit dans le contexte de justification permanente de l'antériorité roumaine dans la région et traduit également l'animosité grandissante à l'encontre des minorités du pays. La conquête hongroise est jugée responsable du développement du système féodal, entraînant avec lui de profondes inégalités sociales. Fransisc Pall et Camil

¹⁹⁷ Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész (1526-1849)*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1951. p. 14.

¹⁹⁸ « A bevándorlók vezetőiből, az ún. kenézekből létrejövő uralkodó osztály nemesi kiváltságokra tett szert, s később jórészt beolvadt a magyar nemességbe », Eperjessy Géza. *Történelem a gimnáziumok II. Op. cit.*, 1981. p. 197.

¹⁹⁹ « Spre deosebire de masa poporului, cnejii români înnobilăți, se arătară însă gata să se catoliceze pentru a intra în rândurile nobilimii maghiare », Roller Mihail. *Istoria României*, *Op. cit.* p. 217.

²⁰⁰ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, *Op. cit.* p. 190.

²⁰¹ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, *Op. cit.* p. 58. ; Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 84.

Mureşan (1969) rappellent quant à eux que « Les paysans roumains furent dépossédés de leurs terres et chargés de lourdes taxes »²⁰². Une position similaire à celle présentée par Mihail Roller se retrouve dans le manuel rédigé sous la direction d'Hadrian Daicoviciu (1984) et s'inscrit dans la droite ligne du nationalisme d'alors. Il est ainsi rappelé que contrairement aux villes valaques et moldaves, « les villes transylvaines nous offrent une situation différente, elles furent peuplées, en raison des priviléges féodaux, en majorité de Hongrois et de Saxons »²⁰³. Ceci peut notamment s'expliquer par la promotion d'une homogénéité ethnique rêvée des Roumains dans les années 1980, reniant les mélanges entre les différents groupes nationaux de la région, tout en offrant la possibilité de pointer du doigt la culpabilité historique des Allemands et des Hongrois.

En ce qui concerne les deux principales révoltes sociales de la période médiévale, il est en premier lieu indispensable de rappeler que les deux événements sont déjà traités dans les manuels hongrois précédant 1948. Ainsi, en 1939, quelques lignes sont réservées à la révolte paysanne de 1437, contre un paragraphe pour celle de 1514²⁰⁴. Le manuel de Kálmán Benda (1945) accorde plus d'une page à la jacquerie de 1437 et presque deux à celle de 1514²⁰⁵. Du côté roumain, le manuel de Petre P. Panaiteescu (1942) ne consacre qu'un paragraphe à la révolte de 1437, alors que celle de 1514 n'est pas mentionnée²⁰⁶. La première est à l'origine de l'Union des Trois nations (*Unio Trium Nationum*) à Căpâlna (Csicsókápolna), soit l'alliance de la noblesse hongroise avec les représentants sicules et saxons pour mater la rébellion menée par Antal Budai Nagy, petit noble hongrois de Transylvanie²⁰⁷. Le soulèvement de 1514, dont la conduite est attribuée au petit noble sicule György Dózsa (Gheorghe Doja), forme quant à lui un des phares des romans marxistes hongrois et roumain²⁰⁸. La révolte secoue d'abord la Grande plaine hongroise, puis s'étend par la suite à une grande partie du royaume de Hongrie²⁰⁹.

²⁰² « A román parasztokat megfosztották a földjüktől és súlyos adókkal terhelték », Pall Francisc, Mureşan Camil. *A középkor története*, Op. cit. p. 190.

²⁰³ « Orașele transilvane ne oferă o situație diferită, ele fiind populate, din cauza privilegiilor feudale, în majoritate de săși și maghiari », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 117.

²⁰⁴ Marczinkó Ferenc, Pálfi János, Várady Erzsébet. *A magyar nemzet elbeszélő története*, Királyi Magyar Egyetemi Nyomda, Budapest, 1939. p. 50 ; 62.

²⁰⁵ Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 43-44 ; 55-56.

²⁰⁶ Panaiteescu P. Petre. *Istoria Românilor pentru clasa VIII-a secundară*, 6^e éd., Editura Scrisul Românesc, Craiova, 1942. p. 109.

²⁰⁷ Afin de disposer d'un meilleur éclairage sur les positions hongroises concernant cette révolte, se référer à : Székely György. « Antal Budai Nagy et la guerre paysanne de Transylvanie », *Studia Historica*, vol. 136, 1980. p. 5-15. Pour un tour d'horizon des historiographies hongroise et roumaine sur le sujet, voir : Hegyi Géza, Kovács W. András. « Megjegyzések az 1437-1438. évi parasztfelkelés történetéhez », *Korunk*, vol. 29, n°2, 2018. p. 18-24.

²⁰⁸ Molnár Erik, Pamélyi Ervin, Székely György (dir.). *Magyarország története: I. kötet*, Op. cit. p. 146-156. ; Pascu Ştefan. *Răscoale fărăneşti în Transilvania*, Cartea Românească, Cluj, 1947. p. 117-124.

²⁰⁹ Engel Pál. *The Realm of St Stephen: a History of Medieval Hungary, 895-1526*, Tauris, New-York, 2001. p. 276-277 ; 362-364.

Les manuels hongrois insistent tous sur la dimension sociale de ces révoltes, soit un soulèvement du peuple dans un élan de solidarité de classe face à la noblesse qui le spolie. En ce sens, il est toujours rappelé que les paysans hongrois et roumains prennent part au soulèvement côté à côté. L'analyse marxiste reste de mise de 1948 jusqu'au changement de régime, bien qu'elle soit bien moins stricte à partir des années 1970. Dans les deux pages réservées au conflit social, le manuel de Mária Walter (1989) précise ainsi que « La révolte de 1437 constitue un témoignage historique éminent de la lutte antiféodale du peuple hongrois et roumain, de leur union fondée sur leurs intérêts communs », alors qu'une phrase quasi-identique se retrouve déjà dans les ouvrages de László Makkai (1962) et Béla Karácsonyi (1950)²¹⁰.

Les livres scolaires des deux pays exposent des raisons similaires ayant mené au déclenchement de la révolte. La forte influence du mouvement hussite en Transylvanie se voit ainsi citée, tandis que la dimension anticléricale de ce mouvement est particulièrement mise en avant jusque dans les années 1960²¹¹. Un parallèle est à dresser avec l'interprétation des mouvements hussites et taborites par l'historiographie tchécoslovaque, considérées comme des révoltes pré-communistes²¹². Outre cet aspect, en Hongrie, la situation économique de la paysannerie transylvaine est toujours avancée comme principale justification. Dans le manuel utilisé au cours des années 1950, le soulèvement est dépeint comme la concrétisation d'un combat permanent de la paysannerie contre la noblesse et l'Église, en tant que principaux oppresseurs des masses laborieuses. L'auteur souligne avec insistance les intérêts communs des classes populaires roumaine, hongroise et sicule face à la classe dirigeante²¹³. Le texte est bien évidemment agrémenté de citations tirées des œuvres des "grandes figures" du communisme comme Staline, Engels, Rákosi ou encore Marx. D'autres parallèles avec la situation contemporaine peuvent être relevés et témoignent de la mobilisation du passé pour la construction du communisme. Parmi les raisons expliquant l'échec du soulèvement, deux causes principales sont avancées, à savoir la modération de la petite noblesse et d'une partie des insurgés face à la classe exploitante, ainsi que l'absence de meneurs capables d'organiser le mouvement chez les révoltés. Il s'agit très vraisemblablement de la volonté de tendre un miroir à la Hongrie contemporaine, avec d'une part, une justification du radicalisme des communistes face "aux ennemis de classe" et de l'autre, un éloge des responsables du *MDP* – et en tout premier lieu de Mátyás Rákosi – pour leur capacité à placer le pays sur la route menant

²¹⁰ Walter Mária. *Histoire II*, Op. cit. p. 149.

²¹¹ Köpeczi Béla (dir.). *Histoire de la Transylvanie*, Op. cit. p. 220-222.

²¹² Górný Maciej. « Past in the Future: National Tradition and Czechoslovak Marxist Historiography », *European Review of History*, n°10, 2003. p. 103-114.

²¹³ Karácsonyi Béla. *A magyar nép története*, Op. cit. p. 65-67.

à la construction du communisme.

Dans le manuel de László Makkai (1962), les quatre pages consacrées à 1437 exposent l'entremêlement de causes économiques et confessionnelles comme prémisses à la jacquerie. Il détaille notamment l'intention de l'Église catholique d'élargir le paiement de la dîme (*tized*) aux paysans de confession orthodoxe. Le récit est orné de formules à connotation marxiste, telles que : « Dans la bataille livrée près de Dej au début de juillet 1437, la paysannerie – pour la première fois dans l'histoire de notre pays – remporta une victoire éclatante sur l'armée féodale »²¹⁴. Chez Géza Eperjessy (1967), trois pages traitent de la jacquerie de 1437, dont la teneur est très proche de celles de László Makkai. La responsabilité de l'Église catholique est également dénoncée, tout particulièrement en raison de sa propension à lever des impôts sur les serfs orthodoxes²¹⁵. La solidarité de classe entre paysans hongrois, roumains et la petite noblesse face à l'Église catholique est mise en exergue, sans adopter un discours où l'affiliation nationale prime sur l'appartenance sociale. Une réédition du même auteur publiée en 1981 s'inscrit dans la même lignée et ne manque pas de rappeler que l'union est vouée à asseoir l'hégémonie des élites sur les serfs hongrois et roumains, sans faire de distinction nationale²¹⁶. Mária Walter (1989) justifie quant à elle la récurrence des révoltes paysannes en Transylvanie par le fait que « le mécontentement des serfs de Transylvanie montait. Leurs effectifs avaient considérablement grandi avec les paysans roumains venus s'installer en foule au-delà des Carpates »²¹⁷. L'évolution mérite d'être relevée, puisque l'auteur préfère insister sur une arrivée massive de Roumains afin de justifier l'éclatement du soulèvement et corrobore ainsi la théorie immigrationniste.

En Roumanie, à l'image des manuels scolaires hongrois, l'ouvrage de Mihail Roller ne prête aucun caractère national à la révolte, mais recontextualise en détail les éléments l'ayant favorisée. La pression économique s'abattant sur les paysans en raison des incursions ottomanes, l'influence du mouvement hussite ou encore la réaction des paysans orthodoxes face à l'Église catholique sont évoquées et analysées par le prisme unique du matérialisme. Comme en Hongrie, la dimension sociale est placée au centre du récit, alors que les événements de 1437 donnent la possibilité de souligner la coopération entre les "classes laborieuses" : « La paysannerie roumaine et hongroise, en dépit de son armement plus faible et de son manque

²¹⁴ « Az 1437 július elején vívott Dés melletti ütközetben a paraszság – hazánk történetében először – fényes győzelmet aratott a feudális hadsereg fölött », Makkai László. *Történelem az általános gimnáziumok II.*, Op. cit. p. 141.

²¹⁵ Eperjessy Géza, Benczédi László. *Történelem a gimnáziumok II.* Op. cit., 1967. p. 127-128.

²¹⁶ Eperjessy Géza. *Történelem a gimnáziumok II.* Op. cit., 1981. p. 106.

²¹⁷ Walter Mária. *Histoire II*, Op. cit. p. 147.

d'expérience au combat, vainquit malgré tout, car elle était enthousiasmée par sa juste cause : elle se battait pour la liberté »²¹⁸. En ce sens, le manuel rompt avec le double-discours, voire la xénophobie, pouvant se rencontrer dans les manuels rédigés au cours de l'entre-deux-guerres ou de l'ère national-communiste. L'autre point commun réside dans la grande importance accordée aux révoltes populaires, puisque douze pages sont consacrées à la seule jacquerie de 1437²¹⁹. Cette centralité s'inscrit dans le processus de réécriture du roman national, où chaque soulèvement social émaillant l'histoire du peuple roumain est présenté comme précurseur à la prise de pouvoir communiste²²⁰. Le manuel d'histoire universelle se place dans la droite ligne rollerienne, puisque selon l'exposé établi les origines des tensions sociales sont multiples. D'une part, il s'agit de la conséquence de la féodalisation de la Transylvanie par les Hongrois. De l'autre, le rôle néfaste de l'Église catholique et ses nombreux abus sont abondamment relatés. L'union de 1437 apparaît comme un outil d'oppression sociale et il est spécifié qu'elle touche l'ensemble de la paysannerie sans distinction d'appartenance nationale²²¹.

En opposition au manuel de Roller, l'interprétation assignant un caractère national roumain à cette révolte paysanne apparaît dans les livres scolaires publiés à la suite du tournant national. En la matière, les manuels de 1960 et 1969 incarnent une fois de plus un intermédiaire entre l'internationalisme des années 1950 et le nationalisme hyperbolique des années 1980. En 1960, la noblesse hongroise et l'Église catholique sont expressément incriminées et jugées responsables, mais on dit aussi que paysans roumains et hongrois prennent conjointement les armes²²². Chez Miron Constantinescu et Constantin Daicoviciu (1969), dans les quatre pages et demie ayant pour objet la révolte, l'influence du mouvement hussite est également évoquée, tout autant que les tensions causées par la pression fiscale imposée par l'Église catholique. Les auteurs perpétuent l'idée d'une solidarité de classe, tout en montrant une certaine prise de distance dans le dénigrement de toute référence à la noblesse. Nonobstant, la victoire des révoltés continue d'être considérée comme « [...] la première grande victoire des paysans de notre pays sur la noblesse »²²³. L'existence du même passage dans le livre scolaire hongrois de 1962 se révèle être une excellente illustration de l'appropriation de cette révolte par les deux

²¹⁸ « A román és a magyar parasztság annak ellenére, hogy gyengébb volt a fegyverzete és hiányzott a harci tapasztalata, mégis győzött, mivel lelkesítette igaz ügye: a szabadságért harcolt », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, *Op. cit.* p. 136.

²¹⁹ *Ibid.* p. 129-141.

²²⁰ Le même phénomène se retrouve avec le grand mouvement social touchant la Roumanie en 1907. Pour une analyse de l'historiographie communiste sur le sujet, voir : Guesnier Lucie. « La jacquerie du printemps 1907. Regards sur la modernité en crise », *Page 19*, n°3, 2015. p. 89-92.

²²¹ *Istoria evului mediu*, *Op. cit.* p. 253-256.

²²² Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, *Op. cit.* p. 64-65.

²²³ « [...] cea dintîi mare biruință a țăranilor din țara noastră asupra nobilimii », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 94.

discours communistes. À l'instar de la position hongroise, la conduite de la révolte est attribuée à Anton cel Mare (Antal Budai Nagy) et Mihail Românul (Mihai Oláh), sans pour autant préciser leur appartenance nationale. À titre de comparaison, le manuel de Roller ne mentionne pas l'existence de Mihail Românul et s'en tient à Antal Budai Nagy, dont le nom est cité en hongrois et ce même dans l'édition roumaine du manuel²²⁴. Tant en 1960 qu'en 1969, l'interprétation de l'Union des trois nations prend quant à elle un caractère bien plus national et une dimension anti-roumaine, comme en atteste l'extrait suivant : « *L'Unio trium nationum*, ainsi nommée, selon la table à trois pieds fut l'instrument d'oppression sociale et nationale pendant des siècles contre les paysans en général et les Roumains en particulier »²²⁵.

Cet aspect se renforce dans les manuels des années suivantes et dès lors, l'Union est unilatéralement présentée comme un pacte anti-roumain, ce qui se vérifie pleinement dans le manuel rédigé sous la direction de Ștefan Pascu (1989) :

« Les nobles hongrois conclurent une alliance avec les chefs des Saxons et des Sicules (les couches privilégiées de Transylvanie), l'*Unio trium nationum*, avec l'objectif de priver les Roumains de tout droit politique. Les paysans, en majorité des Roumains, furent isolés et vaincus. L'alliance des trois catégories privilégiées se maintiendra et agira pendant des siècles, comme un instrument d'oppression sociale et nationale sur les Roumains »²²⁶

Tout au long des trois pages consacrées à la révolte, une certaine ambiguïté apparaît dans le manuel de Daicoviciu (1984). À l'image de celui de Roller, une remise en contexte du déclenchement de la révolte est fournie, où les influences du mouvement hussite, la pression fiscale, ainsi que la détérioration générale de la situation des paysans sont citées. La première ligne rappelle bien qu'il s'agit d'un soulèvement des paysans roumains et hongrois, tout en rapportant que de fait l'union de l'élite saxonne et sicule avec la noblesse hongroise exclut toute représentation politique des Roumains, qui ne disposent pas de réelle élite. Le texte fait également valoir que le groupe national le plus nombreux est en conséquence privé de droits politiques. Dans cette mesure, l'ouvrage affiche une plus grande modération quant à la dimension anti-roumaine de l'Union par rapport au manuel de Ștefan Pascu. Il exprime toutefois une tournure bien plus nationale que le manuel de Roller, puisque « l'union, outre son caractère de classe, regroupait les privilégiés d'autres peuples. Elle excluait de la vie politique la plupart

²²⁴ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 132-133.

²²⁵ « Unio trium nationum, cum este cunoscută în istorie, masa cu trei picioare cum a fost caracterizată, a constituit instrumentul de opresiune socială și națională veacuri de-a rîndul împotriva țăranilor în general și a celor români îndeosebi », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 94.

²²⁶ « Nobili maghiari au încheiat o alianță cu fruntașii sașilor și secuilor (păturile privilegiate din Transilvania), *Unio trium nationum*, cu scopul de a-i lipsi pe români de orice drept politic. Țăranii, în majoritate români, au fost izolați și înfrânti. Alianța celor trei categorii privilegiate se va menține și va acționa, veacuri de-a rîndul ca instrument de opresiune socială și națională asupra românilor », Pascu Ștefan, Georgian Lucia, Bodor András, Neagu Vasilică. *Problemele fundamentale*, Op. cit. p. 82-83.

des habitants du pays, c'est-à-dire les Roumains »²²⁷. Il est donc possible de déceler la volonté d'ériger une double appartenance des Roumains, en tant que classe et en tant que groupe ethnolinguistique. Cette approche possède l'avantage de montrer l'homogénéité des Roumains face à la classe ennemie incarnée par les Hongrois et les Saxons. En ce sens, la lutte des classes se double d'une lutte nationale, où le soulèvement du peuple roumain prend forme pour l'unité et l'indépendance. Dans le même temps, l'application du matérialisme dialectique se mélange aisément avec des considérations nationales lorsqu'il s'agit d'évoquer le Moyen Âge transylvain, ce qui est largement exploité au service du nationalisme roumain par les manuels scolaires utilisés à partir des années 1960. Ces conclusions sont dressées en dépit du fait qu'au cours de la période médiévale le sentiment d'appartenance à un groupe linguistique ne soit que très limité en raison des caractéristiques intrinsèques aux sociétés féodales.

Dans les deux pays, les récits montrent une réelle similarité en mettant en valeur le rôle joué par la ville de Cluj dans le soutien aux révoltés. Du côté hongrois, l'absence de rupture avec le canon national témoigne de la volonté d'insérer le discours historique communiste – lorsque cela s'avère possible – dans le roman national hongrois. Une manifestation de ce phénomène se constate au travers du rapport mémoriel avec la plus grande ville de la région. En effet, outre son importance en tant que ville de naissance du roi Mathias Corvin, elle incarne également l'un des centres de la culture hongroise et bénéficie d'une place singulière dans la mémoire collective. Dans ce cas précis, l'adaptation marxiste fait que la ville continue de former un bastion du "bien" en se plaçant du côté des insurgés, dans un événement constituant l'un des points culminants du discours marxiste hongrois. L'ensemble des livres scolaires mentionne la perte du statut de ville royale libre de Cluj en raison de l'aide fournie aux révoltés. Ceci permet entre autres l'élévation de la ville au rang de martyr de la cause du peuple et renforce incontestablement son poids mémoriel. D'autre part, cette mise en lumière des couches pauvres de la ville permet d'attirer l'attention du lecteur sur la solidarité historique existant entre la paysannerie et le "prolétariat". Cet aspect est particulièrement important dans le manuel de Béla Karácsonyi, utilisé dans les années 1950, mais tend à s'atténuer au fil des nouvelles éditions de manuels scolaires²²⁸. Il est par ailleurs révélateur de noter que l'ouvrage cité ci-dessus se montre dithyrambique à l'égard de la ville, puisqu'en dépit de l'ardent internationalisme de ces premières années, Cluj ne peut être complètement effacée de la narration.

²²⁷ « Uniunea, pe lîngă caracterul ei de clasă, grupa privilegiații de alt neam. Ea a exclus de la viața politică pe cei mai mulți din locuitorii țării adică pe români », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 120.

²²⁸ Karácsonyi Béla. *A magyar nép története*, Op. cit. p. 68-69.

Dans les ouvrages roumains, la ville de Cluj est également encensée. Dans le manuel de Roller, la prise de la ville est décrite comme le résultat d'une étroite collaboration entre les couches pauvres des villes et la paysannerie. Par la suite, selon l'auteur, la ville résiste toujours aux attaques de la noblesse et des Saxons²²⁹. Miron Constantinescu et Constantin Daicoviciu (1969) énoncent de leur côté que le monastère de Cluj-Mănăstur (Kolozsmonostor – Abtsdorf) fut le lieu d' « [...] une assemblée communautaire des masses productives »²³⁰. Francisc Pall et Camil Mureşan (1969) se contentent quant à eux de mentionner la prise de Cluj par les révoltés. Le manuel rédigé sous la direction de Hadrian Daicoviciu (1984) rapporte l'aide des couches pauvres de la ville à la cause, bien que peu d'informations soient fournies sur le sujet, alors que Ştefan Pascu et ses coauteurs ne s'arrêtent pas sur la ville dans les passages relatifs à la révolte de 1437²³¹.

Comme précédemment évoqué, la narration entourant la grande jacquerie de 1514, dont la conduite est attribuée au petit noble sicule György Dózsa, est un classique des manuels scolaires de la période socialiste. L'historiographie hongroise des années 1950 considère cette révolte comme un moment clé de l'histoire nationale, et en ce sens, de très nombreuses études fleurissent sur le sujet²³². Une véritable mémorialisation du personnage se met en place, notamment au travers des noms de rues, d'écoles, de bâtiments publics ou encore de clubs sportifs²³³. Conformément aux constatations établies dans les chapitres précédents, la libéralisation du régime et l'atténuation du poids du dogme marxiste sur les historiens entraînent une réinterprétation de la "guerre paysanne" (*parasztháború*) de György Dózsa. Dans les faits, cette évolution se concrétise par une modération du propos concernant la conscience de classe chez les révoltés²³⁴. Ces écarts, s'inscrivant dans la droite ligne des questions jusqu'ici traitées, rappellent que la volonté politique tisse le fil rouge du manuel scolaire, tandis que l'historiographie, ainsi que les sciences de l'éducation, ne jouent qu'un rôle secondaire dans l'établissement du canon des livres scolaires hongrois et roumains.

Dès 1945, Domokos Kosáry accorde deux pages et demie à cet événement en l'intitulant "La révolution de György Dózsa" (*Dózsa György forradalma*), tandis que Kálmán Benda lui

²²⁹ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 140.

²³⁰ « [...] o adunare abștească a maselor producătoare », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 94.

²³¹ Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, *Op. cit.* p. 121.

²³² Pour un tour d'horizon historiographique, voir : Horváth Zita. « A parasztfelkelés hatása a paraszti társadalomra – historiográfiai megközelítésben », *Acta Academiae Agriensis. Sectio Historiae*. vol. 42, 2014. p. 3-19.

²³³ Pour une analyse de la figure de György Dózsa dans l'espace public hongrois après 1945, voir : Mevius Martin. *Agents of Moscow*, *Op. cit.* p. 193-206.

²³⁴ Voir par exemple : Szűcs Jenő. « Ferences ellenzéki áramlat a magyar parasztháború és reformáció hátterében », *Irodalomtörténeti Közlemények*, vol. 78, n°4, 1974. p. 409-435.

réserve deux pages en l'intitulant plus sobrement "György Dózsa"²³⁵. Le propos est centré sur la détérioration de la situation économique conditions de vie pour la paysannerie et la petite noblesse. Toutefois, le *Tripartitum*, régissant les droits de la noblesse et les obligations des serfs, sous l'égide d'István Werbőczy est considéré comme l'expression de l'oppression pluriséculaire de la noblesse sur la paysannerie et renforce l'opposition entre les deux classes, dont les conséquences bloquent le développement de la « nation hongroise »²³⁶. Le livre scolaire de Béla Karácsonyi (1950) traite pour sa part de la révolte sur neuf pages. Dans celles-ci, le désir de remodeler la figure de Dózsa afin de le présenter comme le grand protecteur de la paysannerie semble traduire la volonté d'établir un parallèle entre ce dernier et Mátyás Rákosi. Dès lors, le Premier secrétaire du *MDP* est dépeint comme perpétuateur de la tradition progressiste hongroise et l'ouvrage est même agrémenté de citations de ce dernier portant sur l'héritage de Dózsa. Dans cette perspective, Dózsa serait un précurseur de la lutte des classes avec en ligne de mire l'anéantissement du système féodal. À ce propos, le paragraphe conclusif ne laisse que peu de doutes quant à la volonté de récupération de l'héritage de Dózsa. Il est affirmé que l'image négative accolée à ce dernier avant 1945 n'est qu'une illustration de la dimension réactionnaire des classes dirigeantes hongroises, alors que les deux dernières phrases dressent explicitement un parallèle entre les deux périodes, tout comme l'importance attribuée à la révolte de 1514 :

« Notre paysannerie conserva fidèlement le souvenir de Dózsa. [...] Le nom de György Dózsa ne fut pas oublié depuis lors, mais le procès fait à son peuple ne fut gagné que lorsque la glorieuse armée de l'Union soviétique libéra le peuple hongrois et que le Parti communiste répartit la terre entre les travailleurs paysans. La victoire de la révolution prolétarienne apporta également la libération définitive à la paysannerie »²³⁷

L'internationalisme de la période se traduit par l'éloge des relations entre les différentes communautés ethnolinguistiques au profit d'une solidarité de classe. C'est dans cette perspective que la noblesse roumaine pauvre de la région du Maramureş est indiquée comme prenant également les armes aux côtés des révoltés, ainsi que la population des villes, à l'exception de la bourgeoisie qui trahit la paysannerie. Toujours selon le même ouvrage, la paysannerie des autres communautés linguistiques – dont roumaine – vivant dans le royaume prend également les armes pour la révolte, bien que la Transylvanie ne bénéficie pas ici d'une

²³⁵ Kosáry Domokos. *Magyarország története*, Op. cit. p. 86.

²³⁶ Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 56.

²³⁷ « Parasztságunk híven megörzte Dózsa emlékét. [...] Dózsa György neve azóta sem merült feledésbe, de népének pere csak akkor dölt el, amikor a Szovjetunió dicsőséges hadserege felszabadította a magyar népet és a Kommunista párt felosztotta a földet a dolgozó parasztok közt. A proletárrforradalom győzelme meghozta a parasztság számára is a végleges felszabadulást », Karácsonyi Béla. *A magyar nép története*, Op. cit. p. 99.

attention particulière²³⁸.

En Roumanie, le manuel de Mihail Roller traite ainsi séparément l'histoire des trois entités constituant le territoire de la Roumanie moderne, avec une partie pour chacune d'elles. Dans un chapitre consacré à la Transylvanie du XVI^e siècle, la révolte menée par György Dózsa occupe trois pages et demie. S'il est bien mentionné que le meneur de la jacquerie est un petit noble originaire du Pays sicule, à l'image de la révolte de 1437, l'auteur souligne la lutte commune des paysans roumains et hongrois, ainsi que des couches pauvres des villes contre la noblesse²³⁹. En conformité avec l'internationalisme des années 1950, aucune forme d'animosité à l'encontre des Hongrois ne peut être décelée dans le manuel, au contraire, l'auteur se montre particulièrement prolix à l'égard de l'élan de solidarité de classe hungaro-roumaine. Les mêmes propos apparaissent dans l'ouvrage d'histoire universelle, précisant dans des termes anachroniques qu' « [...] il lance une proclamation dans laquelle il montre les objectifs poursuivis par les révolutionnaires : l'abolition de la monarchie, la proclamation de la république »²⁴⁰.

En 1960, Dumitru Almaş, George Georgescu-Buzău et Aron Petric adoptent d'autres positions dans les quatre pages réservés à "La guerre paysanne conduite par György Dózsa" (*Războiul țărănesc condus de Gheorghe Doja*). Ils avancent ainsi que le renforcement du poids politique et économique de la noblesse hongroise accentue son exploitation des masses populaires et que le contexte de préparation d'une croisade par l'Église catholique sont les principaux facteurs du déclenchement de la révolte. L'origine sicule de Dózsa est mentionnée, de même que le départ des croisés/révoltés depuis la Grande plaine hongroise, bien que le récit se concentre presqu'exclusivement sur le déroulement des événements dans les régions appartenant à la Roumanie contemporaine. Le ton du propos demeure très marxiste, tout en montrant une certaine tendance à pointer du doigt la noblesse hongroise et à se concentrer sur des aspects pouvant rattacher le soulèvement à la Roumanie contemporaine²⁴¹.

Les manuels utilisés au cours des années 1980 révèlent quant à eux une certaine intention de "roumaniser" la jacquerie de 1514, à l'instar de la révolte de 1437. Si du côté hongrois l'anachronisme relatif à l'interprétation du soulèvement mené par Dózsa s'atténue avec le temps, les livres scolaires roumains conservent une sémantique marxiste très littérale, combinée à une forte dimension nationale, comme en atteste le passage suivant extrait du

²³⁸ *Ibid.* p. 95.

²³⁹ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, *Op. cit.* p. 191-192.

²⁴⁰ « [...] lanseză o proclamație în care arată scopurile urmărite de revoluționari : abolirea monarhiei, proclamarea republicii », *Istoria evului mediu*, *Op. cit.* p. 257.

²⁴¹ Almaş Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, *Op. cit.* p. 80-84.

manuel rédigé sous la direction de Ștefan Pascu (1989) :

« Une armée composée de paysans roumains, hongrois, allemands et d'autres nations se souleva contre l'oppression sociale et nationale, l'armée des croisés se transforma en une armée révolutionnaire. Le programme formulé par György Dózsa prévoyait des changements radicaux qui sapaient la base même de la société féodale »²⁴²

Les trois pages consacrées au sujet dans le manuel rédigé sous la direction d'Hadrian Daicoviciu (1984) débutent par une phrase introductory ne laissant que peu de doutes quant à la roumanité de la révolte : « Au début du XVI^e siècle, éclata en Transylvanie l'un des plus grands soulèvements de notre pays »²⁴³. Dózsa demeure Sicule, mais l'ensemble des noms est roumanisé, à l'image de Laurențiu Meszaroș (Lőrinc Mészáros), l'un des autres meneurs de la révolte, pourtant issu du centre de la Hongrie. Par ailleurs, malgré le fait que le conflit éclate sur le territoire de la Hongrie actuelle avant de se propager à la Transylvanie, aucune référence au royaume de Hongrie n'est faite. Les auteurs mentionnent des localités telles que Buda ou Țegled (Cegléd), sans préciser leur situation géographique. En ce qui concerne cette dernière, la volonté d'omettre toute référence à la Hongrie est frappante, dans la mesure où la ville se trouvant à soixante-dix kilomètres au sud de Budapest ne dispose pas de réel équivalent toponymique en roumain. Ainsi, si la révolte reste le fruit d'un élan de solidarité entre la paysannerie et les couches pauvres hongroises et roumaines face à la noblesse hongroise, elle s'inscrit dans le cadre d'une Transylvanie presque indépendante et tournée vers la Moldavie et la Valachie²⁴⁴.

Il est à souligner que l'identification des Hongrois avec les territoires transférés à la Roumanie se remarque une fois de plus. En effet, le récit lié au siège de la ville de Timișoara apparaît comme un classique des livres publiés en Hongrie. La plus grande ville du Banat représente un sanctuaire en tant que double lieu martyr dans la mémoire du soulèvement. La bataille décisive du sort de la guerre s'y déroule et le héros du peuple y est exécuté. En outre, ce dernier étant Sicule, cet aspect ne manque pas d'être relevé par les auteurs hongrois²⁴⁵. D'après le récit de ces manuels, après une série de victoires dans la Grande plaine et en Transylvanie, les insurgés menés par Dózsa débutent le siège de la ville. Or, la noblesse retranchée derrière les murs de la cité est secourue par l'armée du voïvode de Transylvanie Jean

²⁴² « O armată compusă din țărani români, maghiari, germani și de alte neamuri ridicîndu-se împotriva asupririi sociale și naționale, armata cruciaților s-a transformat într-o armată revoluționară. Programul formulat de Gheorghe Doja prevedea schimbări radicale, care submina înșăși baza societății feudale », Pascu Ștefan, Georgian Lucia, Bodor András, Neagu Vasilică. *Problemele fundamentale*, Op. cit. p. 83.

²⁴³ « La începutul sec. al XVI-lea izbucnește în Transilvania una din cele mai mari răscoale din țara noastră », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 153.

²⁴⁴ *Ibid.* p. 153-155.

²⁴⁵ Voir par exemple : Kosáry Domokos. *Magyarország története*, Op. cit. p. 86.

Szapolyai (1487-1540), ce qui entraîne la défaite des révoltés. Dans ce contexte, le voïvode transylvain jouit d'une image particulièrement négative dans les manuels scolaires des deux pays, puisqu'il mate dans le sang la révolte de 1514²⁴⁶. En outre, une véritable légende noire est construite autour de ce dernier en raison de son rôle de meneur de la répression, entachant également son rôle dans la bataille de Mohács en 1526²⁴⁷. Chez Roller, le siège de Timișoara et la capture de Dózsa sont également relatés. Puis, les nouveaux manuels publiés à partir des années 1960 arborent des couleurs plus nationales, tout en recentrant le propos autour des territoires rattachés après 1918/1920 à la Roumanie. Dès lors, la prise d'Oradea (Nagyvárad – Großwardein) ou de Cluj, ainsi que le siège de Timișoara sont rappelés, sans toutefois s'attarder sur l'extension de la révolte au-delà de la Transylvanie élargie²⁴⁸.

En ce qui concerne la répression et le nombre de victimes, les chiffres varient considérablement selon les livres scolaires, sans que l'on puisse établir de réelle corrélation entre la date de parution et les chiffres proposés. En Hongrie, pour Béla Karácsonyi, la répression fait plus de 50 000 victimes au travers du royaume. Mihail Roller avance quant à lui le chiffre de 70 000 victimes. Dans les deux ouvrages de transition rédigés en 1945, Kálmán Benda estime pour sa part leur nombre entre 70 000 et 100 000, contre 100 000 pour Domokos Kosáry. Cependant, l'historiographie récente met en avant la faiblesse de la répression, la noblesse ne pouvant se passer de la force de travail des serfs²⁴⁹.

Afin d'éclairer le mécanisme de solidarité au cours de la période médiévale, il convient de rappeler quelques éléments. Les historiens médiévistes ont démontré que le sentiment d'appartenance commune est triple puisque s'articulant autour d'une affiliation sociale, confessionnelle et locale, où le fait national ne dispose que d'une importance toute relative. Le royaume de Hongrie est fondé en tant que royaume catholique, confession également embrassée par l'élite du pays et ce jusqu'à la Réforme protestante²⁵⁰. À l'image du reste de l'Europe, la tolérance religieuse n'est pas nécessairement une vertu et le royaume de Hongrie n'échappe pas à la règle. Par ailleurs, l'exclusion sur des critères linguistiques n'est pas un phénomène inhérent à la période médiévale²⁵¹. La connaissance de la situation sociale et la vigueur de la féodalité permettent d'expliquer les différences socio-économiques se rencontrant en Transylvanie.

²⁴⁶ Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, Op. cit. p. 4-5.

²⁴⁷ À ce sujet, se rapporter à la sous-partie suivante.

²⁴⁸ Pall Francisc, Mureşan Camil. *A középkor története*, Op. cit. p. 364.

²⁴⁹ Engel Pál. *The Realm of St Stephen*, Op. cit. p. 309-311.

²⁵⁰ Monnet Pierre. « Nation et nations au Moyen Âge : introductions », Société des historiens médiévistes de l'Enseignement supérieur public (dir.). *Nation et nations au Moyen Âge*, Éditions de la Sorbonne, Paris, 2014. p. 9-34.

²⁵¹ Szűcs Jenő. *A magyar nemzeti tudat kialakulása*, Op. cit. p. 337-342.

L'absence de représentation politique pour les Roumains et la prééminence politique des Hongrois et Saxons peuvent être appréhendées par une compréhension des spécificités des sociétés féodales²⁵².

3) La nation contre la menace ottomane

Dans les romans nationaux roumain et hongrois – ainsi que dans les manuels scolaires – la lutte contre la Sublime Porte représente un moment incontournable. Elle permet de mettre en exergue la lutte pluriséculaire, voire plurimillénaire, de la « nation » face aux ennemis pour l'indépendance nationale. Outre cette défense, le combat face aux Ottomans prend une toute autre dimension, puisque dans les deux cas d'étude, la résistance est traditionnellement élevée au rang d'une défense de l'Occident chrétien dans son intégralité²⁵³. Cette perception est commune à plusieurs peuples d'Europe centrale, toutefois dans le récit classique, les interactions avec les autres peuples face à l'ennemi commun sont minimisées. Cette caractéristique s'efface après 1945, en conséquence du désir de rapprochement forcé entre les différents groupes nationaux d'Europe centrale et orientale, alors qu'en Roumanie à la suite de l'avènement du national-communisme la représentation des luttes menées par les voïvodes forme l'expression de l'unicité et de la grandeur du peuple roumain²⁵⁴.

En Hongrie, le prisme matérialiste offre ainsi une nouvelle vision des Hongrois et des Roumains au Moyen Âge. Traditionnellement, le Hongrois est considéré comme un agriculteur ou un noble à qui une image chevaleresque est souvent accolée. Ce dernier est brave, franc et incarne un soldat hors-pair. En opposition, le Roumain est un berger transhumant, ne montrant que peu d'entrain pour le fait militaire et ne disposant que d'une faible considération de la loyauté. La perception roumaine diverge sensiblement et attribue le sauvetage de la Chrétienté aux exploits roumains. Dans cette considération, la lutte face aux Ottomans constitue, tant en Roumanie qu'en Hongrie, un chapitre glorieux de l'histoire nationale. La perception du rôle joué par l'autre face à l'ennemi commun reste à être analysée, tout comme le rôle dévolu à la

²⁵² Pour des analyses relatives à la répartition sociale dans la Transylvanie médiévale, se rapporter aux études suivantes : Lupescu Radu. « Ethnicity in Transylvania. From Medieval Peoples to Modern Nations », *Historia Actual Online*, n°34, 2014. p. 106-107 ; Popa-Gorjanu Cosmin. « Transylvanian Identities in the Middle Ages », Sabaté Floce (dir.). *Identitatis*, Pages, Lleida, 2009. p. 175-190.

²⁵³ Berend Nőra. « Défense de la Chrétienté et naissance d'une identité. Hongrie, Pologne et péninsule ibérique au Moyen Âge », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 58, n°5, 2003. p. 1009-1027. Pour le cas roumain : Boia Lucian. *History and Myth*, Op. cit. p. 155-157. Pour un élargissement de la perspective : Berezhnaya Liliya, Hein-Kircher Heidi (dir.). *Rampart Nations. Bulwark Myths of East European Multiconfessional Societies in the Age of Nationalism*, Bergahn, New-York, 2019. 406 p.

²⁵⁴ Molnár Erik, Paményi Ervin, Székely György (dir.). *Magyarország története: I. kötet*, Op. cit. p. 123-130. Pour le cas roumain, se référer à l'analyse suivante : Jacob Cristian Bogdan. *Stalinism, History and the Nation*, Op. cit. p. 327-329.

Transylvanie dans les récits des guerres contre les Ottomans.

Dans le cas hongrois, ces temps de lutte forment la pierre angulaire de l'identité nationale, en insistant entre autres sur le caractère chevaleresque et romantique des guerres hungaro-turques²⁵⁵. Dans les livres scolaires, la différence majeure avec les périodes précédentes repose sur la volonté de renforcer les liens avec les différentes communautés linguistiques de Hongrie – et de Transylvanie – au cours de l'histoire. Dans ce contexte, la participation aux combats des soldats roumains ou saxons est régulièrement reprise dans les manuels hongrois, alors que la narration de ces combats n'est pas dénuée de critiques à l'égard des souverains. La meilleure illustration réside dans les descriptions relatives au roi Sigismond de Luxembourg (1368-1437). Ce dernier se voit sévèrement critiqué pour son inaction face à l'apparition du danger ottoman au sud du royaume, tandis que son unique entreprise à la tête de la coalition chrétienne se solde par la débâcle de Nicopolis en 1396²⁵⁶. Dans l'ouvrage de Mária Walter (1989), un paragraphe consacré à la politique étrangère de Louis I^{er} de Hongrie réserve d'après critiques à l'égard de Sigismond :

« Parmi les rois de Hongrie, il fut le premier à combattre les Turcs. Mais comme il utilisait ses guerres à propager le catholicisme par la force, il contribua à affaiblir le front futur de la résistance. Et pourtant c'est lui qui aurait pu efficacement aider à rassembler les forces antiturques. Mais les princes bulgares et roumains préférèrent de temps à autre s'allier aux Turcs, face à leurs rivaux »²⁵⁷

Les livres scolaires hongrois en circulation entre 1945 et 1990 mentionnent régulièrement l'effort fourni par la Valachie et la Moldavie dans la lutte face au péril ottoman. Il est toutefois difficile d'établir une corrélation entre la date de publication et les mentions relatives à une lutte des Roumains face aux Ottomans. Une indication se trouve par exemple dans le manuel de Géza Eperjessy et László Benczédi (1967), dans lequel ces derniers soulignent la longue lutte menée par les princes roumains face à la menace ottomane²⁵⁸. Toutefois, cette tendance atteint son sommet lors des années 1950 et semble coller à l'internationalisme. Dans cette mesure, l'ouvrage de György Spira et Gusztáv Heckenast (1951) loue les mérites des différents peuples voisins – dont les Roumains – dans l'effort fourni afin d'arrêter l'expansion ottomane en Europe²⁵⁹.

En Roumanie, les deux éditions du manuel de Roller (1947 et 1956) ne manquent pas de réaffirmer la signature d'un traité entre Sigismond de Luxembourg et le voïvode valaque

²⁵⁵ Csernus Sándor. « La Hongrie, le rempart de la Chrétienté : naissance et épanouissement de l'idée d'une mission collective », Nowicki Joanna, Maślowski Michel (dir.). *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, PUF, Paris, 2002. p. 107-124.

²⁵⁶ Voir par exemple : Eperjessy Géza, Benczédi László. *Történelem a gimnáziumok II.*, Op. cit. p. 124.

²⁵⁷ Walter Mária. *Histoire II*, Op. cit. p. 139.

²⁵⁸ Eperjessy Géza, Benczédi László. *Történelem a gimnáziumok II.*, Op. cit. p. 66.

²⁵⁹ Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, Op. cit. p. 14.

Mircea en 1395 pour lutter contre les Ottomans, ainsi que la grande défaite de 1396²⁶⁰. À ce sujet, il est affirmé que la tactique adoptée par le roi va à l'encontre des recommandations de Mircea et de ses connaissances sur les techniques turques de combat, avant de rappeler qu'à la suite de cette défaite la Valachie demeure seule face aux attaques ottomanes.

L'ouvrage de Miron Constantinescu et Constantin Daicoviciu (1969) rapporte quant à lui que : « Les seigneurs des Pays roumains établissent des alliances avec les peuples balkaniques et avec les rois de Hongrie et de Pologne contre le danger ottoman »²⁶¹. Par ailleurs, les velléités d'expansion ottomane sont assimilées à celles manifestées par la Hongrie et la Pologne²⁶². Dans les pages suivantes, les auteurs affirment que les infortunes hongroises poussent les rois à solliciter l'aide de leurs homologues roumains ou tout du moins leur collaboration, tout en soulignant à plusieurs reprises l'alliance constituée sur un pied d'égalité entre les souverains. Ce même manuel n'hésite pas à dépeindre la Valachie « [...] comme centre de résistance anti-ottomane », malgré la reconnaissance de la suzeraineté ottomane par le voïvode Mircea après 1415²⁶³. Les combats menés par les voïvodes valaques et moldaves sont longuement narrés selon un discours qui les met particulièrement en valeur. Enfin, les deux manuels des années 1980 traitant de la période médiévale exaltent fortement le rôle des Pays roumains dans la lutte anti-ottomane. Si les positions observées sur la bataille de Nicopolis restent inchangées, Mircea est désormais propulsé en première ligne de ce front par les auteurs. De plus, la reconnaissance de la suzeraineté ottomane par Mircea est justifiée par l'abandon de la cause par la Hongrie et la Pologne²⁶⁴. Mircea est même qualifié de « premier grand chef de la lutte défensive sur le bas Danube contre l'agression ottomane, contribuant substantiellement à la défense de la civilisation européenne »²⁶⁵. Le manuel dirigé par Ștefan Pascu (1989) ne manque pas de mentionner l'aide réciproque que se prêtent les rois hongrois et les voïvodes de Valachie et Moldavie, comme lors de la bataille de Nicopolis en 1396²⁶⁶.

En ce qui concerne les héros figurant sur les plus belles pages du roman national, la famille Hunyadi/Hunedoara se taille la part du lion des deux côtés de la frontière. Son premier représentant est Jean (János) Hunyadi (v.1407-1456), voïvode de Transylvanie, puis régent du

²⁶⁰ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 112.

²⁶¹ « Domnii țărilor române stabilesc alianțe cu popoarele balcanice împotriva primejdiei otomane și cu regii Ungariei și Poloniei », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 79.

²⁶² *Ibid.* p. 86.

²⁶³ « [...] ca centru de rezistență antotomană », *Ibid.* p. 90.

²⁶⁴ Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 124-126.

²⁶⁵ « Primul mare conducător al luptei de apărare pe linia Dunării de jos împotriva agresiuni otomane, contribuind substanțial la apărarea civilizației europene », *Ibid.* p. 126.

²⁶⁶ Ces résultats sont corroborés par l'étude de portant sur l'image de l'Empire ottoman dans les manuels scolaires roumains : Calcan Gheorghe. « Perception of the Romanian-Ottoman Relationships in the Romanian History Textbooks », *Pamukkale Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, n°6, 2010. p. 21-25.

royaume de Hongrie. Le second n'est autre que Mathias (Mátyás) Corvin (1443-1490), dont le règne débutant en 1464 incarne l'âge d'or de la Hongrie médiévale. Le rapport avec la Transylvanie est fort, puisque tous deux y sont nés. L'autre particularité repose sur le fait que selon toute vraisemblance, la famille est originaire de Valachie avec une possible ascendance coumane. Le père de Jean Hunyadi, Vajk (Voicu) est anobli par Sigismond de Luxembourg et reçoit la forteresse de Hunedoara (Vajdahunyad – Eisenmarkt) après s'être converti au catholicisme, en suivant le processus classique d'intégration dans la noblesse hongroise²⁶⁷. En lieu et place d'une figure commune aux deux nations, la tendance des deux historiographies traditionnelles est d'accaparer l'héritage de la famille Hunyadi²⁶⁸. La perspective de posséder des personnages communs aux deux nations dépassant les clivages n'est pas reprise par les manuels scolaires de la période dualiste, ce qui se perpétue également au cours de l'entre-deux-guerres²⁶⁹. Pourtant le cas de la famille Zrínyi/Zrinski prouve que cette construction est possible. En effet, les membres éminents de la famille incarnent des héros nationaux tant en Hongrie qu'en Croatie²⁷⁰.

La grande majorité des manuels hongrois et roumains de la période mentionne une origine valaque ou roumaine de la famille Hunyadi. Le changement est considérable puisqu'avant 1945, les manuels hongrois optent généralement pour une origine hongroise ou inconnue de la famille. Il est possible d'y voir une véritable prise de distance avec l'acceptation traditionnelle, ainsi qu'une plus grande facilité à remettre en question le canon national. En la matière, seul le manuel de Domokos Kosáry (1945) se démarque ostensiblement, puisque l'auteur se contente de préciser que « Hunyadi s'est élevé des rangs de la moyenne noblesse. Pour certains, Vajk était le fils d'un kénèze, selon d'autres, il était l'enfant illégitime de Sigismond », bien que l'utilisation du terme kénèze renvoie indirectement à une origine roumaine, cette dernière n'est pas explicitement formulée²⁷¹.

En Roumanie, chez Roller (1947), les deux pages traitant de la famille se contentent de spécifier que : « La lignée des Corvin vient du pays de Hațeg. Le père de Jean, Voicu, un petit noble, fut récompensé par le roi Sigismond de Luxembourg avec le domaine de Hunedoara pour

²⁶⁷ Kovács E. Péter. « La Hongrie dans le bas Moyen Âge (1382-1526) », Tóth István György. *Mil ans d'histoire hongroise*, Osiris, Budapest, 2003. p. 133-134.

²⁶⁸ En opposition, l'historien transylvain László László s'attache à mettre en exergue les figures communes aux deux histoires nationales, concernant la famille Hunyadi voir : László László. *Visul meu... Interferențe istorice și culturale româno-maghiare*, Caiete Silvane, Zalău, 2019. p. 32-45.

²⁶⁹ Lajtai L. László. « Genealógia és nemzetépítés: Hunyadi János származásának újraértelmezései a 19. század és a 20. század elejének magyarországi történetírásában és tankönyveiben », *Kommentár*, n°2, 2017. p. 111-125.

²⁷⁰ Horel Catherine. *L'histoire de la nation hongroise. Des premiers magyars à Viktor Orbán*, Tallandier, Paris, 2021. p. 171-174.

²⁷¹ « Hunyadi köznemesi sorból emelkedett fel. Egyesek szerint Vajk kenéz fia, mások szerint Zsigmond törvénytelen gyermek volt », Kosáry Domokos. *Magyarország története*, Op. cit. p. 67.

"de brillants mérites militaires" »²⁷². Il n'est ainsi pas fait référence à une origine roumaine de la famille Hunyadi. De son côté, le manuel d'histoire universelle de 1949 avance à leur propos qu'il s'agit d'une famille de paysans roumains anoblis²⁷³. Les manuels de Dumitru Almaș, George Georgescu-Buzău et Aron Petric (1960), ainsi que celui de Francisc Pall et Camil Mureșan (1969) évoquent une origine roumaine de Jean Hunyadi, tout comme chez Hadrian Daicoviciu (1984)²⁷⁴. Pour ce dernier, l'incertitude concerne l'origine géographique de la famille, soit la terre de Hațeg (Hátszeg – Hotzing) dans le sud-ouest de la Transylvanie, soit une provenance de l'autre côté des Carpates, en raison de l'intensité des relations entre les deux régions²⁷⁵.

Dans les manuels hongrois, il n'y aucune tentative de passer sous silence le rapport entre la Transylvanie et la famille. Cet aspect atteste de l'importance du territoire dans la conscience collective hongroise, puisque malgré le profond rejet de toute forme d'irrédentisme, il est régulièrement mentionné que Mathias voit le jour dans la ville de Cluj. En outre, la relation avec la région est d'autant plus forte qu'avant d'exercer la fonction de régent du royaume, Jean Hunyadi est au préalable voïvode de Transylvanie. Les manuels de la période 1945-1990 maintiennent une image particulièrement positive de la famille Hunyadi, montrant ainsi une véritable continuité historique avec les périodes précédentes. En effet, la famille Hunyadi – et en tout premier lieu Mathias Corvin – occupe une place sans pareille dans le panthéon hongrois, le roi Mathias étant le héros d'un très grand nombre de contes populaires, de proverbes et d'autres ballades. Ce dernier est traditionnellement désigné comme Mathias le Juste (*Mátyás, az igazságos*), protecteur des pauvres et du peuple²⁷⁶. Cet aspect permet de comprendre la sensibilité du débat entourant son origine, puisque le paradoxe veut que le roi le plus adulé de la mémoire collective hongroise soit originaire d'un territoire singulier et en prime potentiellement d'origine roumaine, peuple concentrant la plus grande antipathie dans la perception hongroise classique.

Outre la défense de la « nation » et le désir d'indépendance nationale traditionnellement repris dans les manuels scolaires des deux pays, une forte dimension sociale – préexistante à la prise de pouvoir communiste – est ajoutée à l'œuvre des Hunyadi dans les manuels rédigés

²⁷² « Neamul Corvineștilor se trage din țara Hațegului. Pentru "strălucite merite militare", tatăl lui Ioan, anume Voicu, mic nobil, fusese răsplătit de regele Sigismund de Luxembourg cu domeniul Huniedoariei », Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 141-143.

²⁷³ *Istoria evului mediu*, *Op. cit.* p. 256.

²⁷⁴ Voir par exemple : Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, *Op. cit.* p. 67.

²⁷⁵ Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, *Op. cit.* p. 132.

²⁷⁶ L'examen de l'image de Mathias Corvin et de son évolution dans l'imaginaire collectif est mené dans de nombreuses études par l'ethnologue Ilkidó Kríza, voir par exemple : Jankovics Marcell, Kríza Ildikó. *Mesék és mondák Mátyás királyról*, Magyar Könyvklub, Budapest, 1999. p. 118-135.

après 1948. Ainsi, Jean Hunyadi est encensé pour son dévouement à la défense du pays et son rôle de guide des masses, en opposition aux barons qui pour leur part ne recherchent que leur intérêt particulier et l'exploitation du peuple. La plus vigoureuse expression de ces différences entre Jean Hunyadi et les grands seigneurs se retrouve chez Béla Karácsonyi (1950), lequel se montre particulièrement critique à l'encontre de la classe dirigeante²⁷⁷. Si cette image se maintient, il est toutefois possible de déceler une rupture avec l'anachronisme du manuel de Karácsonyi, comme l'illustre celui de László Makkai (1966) :

« La sympathie du peuple ne s'explique pas par le fait que Hunyadi abolit ou aurait voulu mettre fin à l'exploitation féodale [...] le peuple n'attendait pas ça de lui, mais plutôt ce à quoi était redevable un seigneur féodal envers ses serfs selon la pensée de l'époque : protection contre les oppresseurs domestiques et les conquérants étrangers »²⁷⁸

Chez Mária Walter (1989), l'interprétation marxiste s'estompe considérablement, bien que l'attention portée à la dimension sociale demeure présente. Il est ainsi déclaré au sujet d'Hunyadi que : « Nous le tenons pour une personnalité historique éminente parce qu'il a rallier les forces économiques et sociales du pays »²⁷⁹. Mathias Corvin continue, conformément à la tradition nationale, d'incarner un serviteur et protecteur du peuple. En la matière, peu de changements s'opèrent dans les manuels scolaires hongrois.

La dimension sociale adjointe à la famille Hunyadi se retrouve également dans les manuels scolaires publiés en Roumanie. Elle est manifeste dans les différentes éditions de l'ouvrage de Mihail Roller (1947 et 1956), comme l'illustrent les louanges relatives à l'armée de Jean Hunyadi, composée de paysans et de boyards²⁸⁰. Au cours des années 1960, cet aspect est loin de disparaître, comme le démontre l'extrait suivant tiré du manuel de Fransisc Pall et Camil Mureşan (1969) :

« Dans ces combats se démarqua Jean Hunyadi, d'origine roumaine. Après sa mort, la réputation et le pouvoir de sa famille, ainsi que la pression des masses populaires, incitèrent les nobles à élire son fils Mathias Corvin comme roi. Il s'appuya sur la petite et moyenne noblesse et les villes pour limiter les abus commis contre les paysans »²⁸¹

L'image de protecteur de la paysannerie accolée à Mathias Corvin demeure intacte jusque dans les années 1970. Les manuels rédigés sous la direction respective d'Hadrian

²⁷⁷ Karácsonyi Béla. *A magyar nép története*, Op. cit. p. 71-72.

²⁷⁸ « A nép rokonszenvét nem az magyarázza, mintha Hunyadi megszüntette vagy meg akarta volna szüntetni a feudális kiszákmányolást [...] a nép nem is ezt várta tőle, hanem azt, amivel a feudális földesűr a kor gondolkozása szerint jobbágyainak tartozott: védelmet a hazai nyomorgatók és az idegen hódítók ellen », Makkai László. *Történelem az általános gimnáziumok II.*, Op. cit. p. 146.

²⁷⁹ Walter Mária. *Histoire II*, Op. cit. p. 169.

²⁸⁰ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 143.

²⁸¹ « Ezekben a harkokban kitűnt a román származású Hunyadi János. Halála után családjának hírneve és hatalma, továbbá a népi tömegek nyomása arra indította a nemeseket, hogy fiát Korvin Mátyást válasszák meg királynak. A kis- és középnemességre és városokra támaszkodott, s céljául tűzte ki, hogy határt szabjon a parasztok ellen elkövetett visszaéléseknek », Pall Francisc, Mureşan Camil. *A középkor története*, Op. cit. p. 171.

Daicoviciu et de Ștefan Pascu contrastent en la matière, puisque cet aspect disparaît totalement des deux ouvrages en question. Hadrian Daicoviciu et ses collaborateurs (1984) se contentent de mentionner dans le point introductif à la révolte de 1514 que depuis 1437, l'oppression de la noblesse sur la paysannerie ne cesse de croître²⁸². Pour leur part, Pascu et ses coauteurs ne s'attardent pas sur la vision traditionnelle prêtant à la famille Hunyadi une profonde considération pour l'amélioration des conditions de vie de la paysannerie.

Outre son rôle dans la protection du peuple, la famille Hunyadi recueille des éloges pour son action dans la lutte contre les Ottomans. Au-delà de ce culte de la victoire lors du siège de Belgrade en 1456, le propos se penche ici sur la représentation de la Transylvanie. En raison de sa situation géographique, la région forme l'un des principaux théâtres de la longue lutte entre l'Empire ottoman et le royaume de Hongrie. À ce titre, les manuels hongrois ne manquent de mentionner les batailles s'y déroulant, comme les victoires de Sibiu (Nagyszeben – Hermannstadt) en 1442 ou encore d'Alba Iulia au cours de la même année. Comme le précise l'ouvrage de Géza Eperjessy et László Benczédi (1967), la première grande victoire de Jean Hunyadi est acquise en Transylvanie en 1442, grâce à l'engagement de serfs, de bourgeois et de Sicules de la vallée du Mureș²⁸³. Dans le récit de Mária Walter (1989), la plus importante victoire de Mathias Corvin sur les Turcs intervient en Transylvanie en 1479 à Câmpul Păinii (Kenyérmező – Brodfeld). Ces passages tirés d'ouvrages utilisés au cours des différentes décennies de la période d'étude attestent de l'absence de profonde variation dans l'appréciation de la famille Hunyadi. En outre, les succès de l'Armée noire (*Fekete sereg*) de Mathias Corvin sont régulièrement rappelés, tout comme le caractère supranational de l'armée composée de mercenaires²⁸⁴.

À l'instar des voïvodes et princes roumains de Valachie, les manuels roumains considèrent les membres de la famille Hunyadi comme de véritables héros nationaux. Ils occupent donc une place de choix dans chaque livre d'histoire, comme en attestent les deux pages consacrées à l'histoire de Jean Hunyadi et Mathias Corvin dans le manuel de Roller²⁸⁵. En ce qui concerne les livres scolaires ultérieurs, une certaine réinterprétation de cet héritage se fait jour. L'accent est désormais mis sur la lutte commune entre les trois Pays roumains et la collaboration de leurs chefs face à l'ennemi ottoman. Ceci se manifeste entre autres dans le

²⁸² Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 153.

²⁸³ Eperjessy Géza, Benczédi László. *Történelem a gimnáziumok II.*, Op. cit. p. 130.

²⁸⁴ Mathias Corvin maintient une armée permanente considérable pour l'époque, principalement composée de mercenaires allemands et tchèques. Son existence est à replacer dans le contexte d'un accroissement du pouvoir royal et d'une nette augmentation de ses revenus Engel Pál. *The Realm of St Stephen*, Op. cit. p. 309-311.

²⁸⁵ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 142-143.

manuel de Miron Constantinescu et Constantin Daicoviciu (1969), où Jean Hunyadi est principalement célébré en tant que de voïvode de Transylvanie dans le cadre du front anti-ottoman mené avec son égal valaque Vlad l'Empaleur²⁸⁶. Cet aspect se dessine tout particulièrement dans les années 1980, comme dans l'ouvrage rédigé sous la direction de Ștefan Pascu (1989), où dans un paragraphe relatif au siège de Belgrade, le récit roumanise ostensiblement la victoire de Jean Hunyadi : « La victoire de Belgrade sauva l'indépendance des terres roumaines et protégea l'Europe centrale et occidentale du danger turc. La lutte anti-ottomane se poursuivit sous la direction de Vlad III l'Empaleur et d'Étienne III le Grand »²⁸⁷. L'insistance sur le rôle de Hunyadi dans la protection de la Valachie et de la Moldavie, puis la poursuite du récit avec les exploits de voïvodes roumains semble attester de la volonté d'intégrer Jean Hunyadi au panthéon national. Par ailleurs, un passage antérieur permet d'étayer cette hypothèse, puisqu'il est affirmé que : « Les tendances à l'unification [...] se manifestèrent dans les pays roumains depuis le XV^e siècle, en vue d'établir un front anti-ottoman commun, pour la défense de la liberté et de l'indépendance (Jean Hunyadi, Vlad l'Empaleur, Étienne le Grand) »²⁸⁸.

Le manuel rédigé sous la direction d'Hadrian Daicoviciu (1984) se montre le plus explicite sur la question et traduit le nationalisme exacerbé promu par le régime. Le chapitre dont le titre n'est autre que "La lutte du peuple roumain pour l'indépendance au milieu et durant la seconde moitié du XV^e siècle" (*Lupta poporului român pentru independență la mijlocul și în a două jumătate a secolului al XV-lea*), est décliné en trois parties respectivement réservées à Jean Hunyadi, Vlad III l'Empaleur et Étienne III le Grand. Les quatre pages narrant les exploits de Jean Hunyadi portent un titre particulièrement évocateur : "Les Pays roumains dans le front anti-ottoman sous la conduite de Jean Hunyadi" (*Tările Române în frontul antotoman sub conducerea Iancu de Hunedoara*). L'origine roumaine de Jean Hunyadi est expressément mentionnée, mais son œuvre est étudiée par le prisme d'une union militaire entre la Transylvanie, la Valachie et la Moldavie et comme l'expression « [...] d'une lutte commune des Roumains contre les Ottomans »²⁸⁹. La dernière phrase du sous-chapitre confirme la volonté de dépeindre les trois régions comme des composantes d'une même entité, puisque « son

²⁸⁶ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 96-97.

²⁸⁷ « Victoria de la Belgrad a salvat independența Țărilor Române și a ferit de primejdia turcească Europa centrală și apuseană. Lupta antotomană a continuat sub conducerea lui Vlad Țepeș și a lui Ștefan cel Mare », Pascu Ștefan, Georgian Lucia, Bodor András, Neagu Vasilică. *Problemele fundamentale*, Op. cit. p. 112.

²⁸⁸ « Tendențile de unificare [...] s-au manifestat în Țările Române încă din sec. XV, prin încercarea de constituire a unui front comun antotoman, pentru apărarea libertății și independenței (Iancu de Hunedoara, Vlad Țepeș, Ștefan cel Mare) », *Ibid.* p. 95.

²⁸⁹ « [...] lupta comună a românilor împotriva otomanilor », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 133.

programme politique et militaire fut poursuivi par Vlad III l'Empaleur, puis surtout par Étienne le Grand »²⁹⁰. La lecture de ces passages montre alors une Transylvanie détachée du royaume de Hongrie et se rapprochant continuellement des deux autres membres du corps de la nation roumaine. La coopération entre Vlad III l'Empaleur et Mathias Corvin dans la lutte face à l'Empire ottoman est elle aussi présente dans l'ouvrage de Daicoviciu. L'aide fournie par Mathias Corvin au souverain valaque apparaît, de même que la détention Vlad III l'Empaleur dans la forteresse de Buda pendant dix ans. Toutefois, les victoires des voïvodes Étienne III le Grand ou Vlad III l'Empaleur face à l'Empire ottoman continuent de nourrir la fierté nationale et à ce titre les manuels s'attardent longuement sur ces affrontements²⁹¹.

La périodisation hongroise borne la fin du Moyen Âge à la défaite de Mohács en 1526. Cette bataille matérialise un tournant de l'histoire hongroise, ainsi qu'une profonde plaie dans le sentiment national²⁹². Si le lieu de la bataille est très éloigné de la Transylvanie, les manuels rappellent régulièrement qu'elle se déroule avant l'arrivée de l'armée du voïvode de Transylvanie Jean Szapolyai. À la suite de la débâcle de Mohács, l'instabilité caractérise la situation politique du royaume et de nombreuses batailles font rage entre Ottomans et Hongrois. Dans des combats où le rapport de force est souvent déséquilibré, le roman national hongrois se montre dithyrambique à l'égard de ses héros²⁹³. Ces derniers se distinguent par des luttes acharnées dans des châteaux assiégés, appelés les Guerres des châteaux des confins (*végvárháborúk*)²⁹⁴.

Comme l'illustre l'ouvrage de Mátyás Unger (1957), les manuels scolaires hongrois présentent cette résistance dans le cadre de la protection du pays et de l'Europe. Dans le même temps, le récit s'agrémente de citations tirées des grandes figures du communisme et témoigne de la tendance à interpréter l'histoire nationale comme une suite de luttes héroïques pour l'indépendance. En la matière, une réelle continuité est perceptible avec les manuels scolaires

²⁹⁰ « Programul său politic și militar a fost continuat de Vlad Țepeș, dar mai cu seamă de Ștefan cel Mare », *Ibid.* p. 136.

²⁹¹ Pour une analyse relative à l'évolution de l'historiographie roumaine sur Étienne III le Grand, se référer à : Artimon Teodora. *The Proto-Myth of Stephen the Great*, Thèse de doctorat, Université d'Europe centrale, Budapest, 2015. p. 2-7.

²⁹² Voir à ce sujet : Horel Catherine. « Mohács 1526. Mort de la nation hongroise et introspection victimaire », Davion Isabelle, Heuser Béatrice (dir.). *Batailles. Une histoire des grands mythes nationaux*, Belin, Paris, 2020. p. 169-184.

²⁹³ Cette dimension n'apparaît pas uniquement dans les manuels scolaires, mais se retrouve aussi dans les grandes synthèses : Molnár Erik, Pamlényi Ervin, Székely György (dir.). *Magyarország története: I. kötet*, *Op. cit.* p. 201-206. ; Pach Zsigmond Pál (dir.). *Magyarország története tíz kötetben 3/I. 1526-1686*, Akadémiai kiadó, Budapest, 1985. p. 423-438.

²⁹⁴ Pour de plus informations sur la perception de ces guerres dans les manuels scolaires de l'entre-deux-guerres : Floutier Jérémie. « La période ottomane en Hongrie et en Roumanie dans les manuels scolaires de l'entre-deux-guerres : un traumatisme collectif ? », *Les Cahiers Sirice*, n°23, 2019. p. 13-28.

des périodes précédentes. La nuance concerne la plus grande facilité des auteurs à mettre en avant le rôle des autres nationalités dans la participation à la défense anti-ottomane, comme en témoigne l’ouvrage de György Spira et Gusztáv Heckenast, abordant la lutte héroïque des soldats cantonnés dans les châteaux des confins²⁹⁵. Parmi les sièges repris dans des récits épiques, un seul concerne une entité appartenant à la Roumanie contemporaine, en l’occurrence celui de Timișoara en 1552. S’il ne s’agit pas du siège bénéficiant de la plus grande aura, sa narration apparaît régulièrement dans les manuels scolaires, comme celui de Mátyás Unger (1957), où la ville est considérée comme la porte de la Transylvanie²⁹⁶. Dans les livres scolaires plus tardifs, comme celui de László Benczédi et Géza Eperjessy (1967), le récit s’attarde également sur cet épisode des Guerres des confins, sans pouvoir faire émerger de différence tangible dans son appréciation²⁹⁷. Du fait de leur dimension profondément hongroise, les récits relatifs aux Guerres des châteaux des confins n’apparaissent dans aucun livre scolaire publié en Roumanie entre 1947 et 1990.

²⁹⁵ Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, Op. cit. p. 14.

²⁹⁶ Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III.*, Op. cit. p. 60.

²⁹⁷ Eperjessy Géza, Benczédi László. *Történelem a gimnáziumok II.*, Op. cit, 1967. p. 214.

VI. De l'établissement de la principauté de Transylvanie à la Paix de Szatmár

La partition du royaume de Hongrie entraîne de profonds changements pour la Transylvanie, puisque cette dernière constitue à partir de 1541 une principauté autonome, mais vassale de la Sublime Porte jusqu'à l'éviction de cette dernière par les Habsbourg au tournant des XVII^e et XVIII^e siècles²⁹⁸. Toutefois, l'interprétation de ce statut d'autonomie diffère sensiblement entre la Hongrie et la Roumanie. Le roman national hongrois reprend traditionnellement l'héritage de la principauté de Transylvanie comme celui d'un État assurant la continuité étatique hongroise. Le reste des territoires composant l'ancien royaume de Saint Étienne appartient alors, soit aux possessions Habsbourg dans le cas de la Haute-Hongrie et de la Transbanubie, soit à l'Empire ottoman pour la Hongrie centrale et du sud-ouest²⁹⁹. *A contrario*, en Roumanie, l'avènement de la principauté est synonyme d'un rapprochement substantiel avec la Valachie et la Moldavie et atteste de l'unité des Pays roumains, ainsi que de leur sort commun. L'objet de ce chapitre est donc de déterminer le rapport entretenu avec la principauté de Transylvanie et d'en comprendre son évolution de part et d'autre de la frontière. Au-delà de la simple histoire politique, une comparaison du rôle culturel attribué à la Transylvanie est également entreprise.

1) La continuité de l'État...

Si le territoire de la principauté de Transylvanie aux XVI^e et XVIII^e siècles se trouve très majoritairement en Roumanie contemporaine, l'analyse quantitative démontre que la région demeure largement présente dans les manuels publiés en Hongrie entre 1945 et 1990. Ceci traduit la volonté de perpétuer l'image d'une région endossant le rôle de garant de la continuité étatique hongroise. Cet aspect est particulièrement important dans la mesure où l'idée d'une existence étatique millénaire forme l'un des socles du sentiment national hongrois. Certaines variations apparaissent toutefois entre les différents manuels traitant de la période comprise entre la seconde moitié du XVI^e et le début du XVIII^e siècles. Les récits relatifs à la Transylvanie comportent par exemple huit pages chez Gusztáv Heckenast et György Spira (1951), trois pour la Hongrie ottomane et six pour la Hongrie royale, tandis que les autres points de l'ouvrage abordant cette période ne peuvent pas être précisément rattachés à l'une des trois entités³⁰⁰. Du

²⁹⁸ Pour plus de détails sur la formation de la principauté dans le cadre de la collision entre les intérêts Habsbourg et ottomans, voir : Oborni Teréz. « Le royaume des Szapolyai, du royaume de Hongrie orientale à la principauté de Transylvanie (1541-1571) », *Histoire, économie & société*, vol. 34, n°3, 2015. p. 67-76.

²⁹⁹ Pour plus d'informations se référer à l'ouvrage suivant : Bérenger Jean. *La Hongrie des Habsbourg : tome I de 1526 à 1790*, PUR, Rennes, 2010. p. 45-66.

³⁰⁰ Cette répartition peut être consultée et vérifiée par la table des matières du manuel suivant : Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, *Op. cit.* p. 185-186.

côté de Mátyás Unger (1957), seize pages traitent de la Transylvanie, contre dix de la Haute-Hongrie et sept de la Hongrie centrale³⁰¹. László Benczédi et Géza Eperjessy (1967) se penchent dans des proportions équivalentes sur chacun des trois espaces, tout comme dans la version de 1980³⁰². Ainsi, l'ensemble des manuels hongrois continue de manifester un réel intérêt à l'histoire de la principauté et s'épanche même plus longuement sur son histoire que sur celle de la Hongrie centrale sous domination ottomane. Ce phénomène est d'autant plus révélateur que les chapitres antérieur et postérieur se concentrent largement sur la Hongrie centrale, bien que la Transylvanie soit présente dans toutes les périodes traitées par les manuels d'histoire.

Dans ces temps troubles où l'indépendance nationale vacille, la création de la principauté est perçue comme le salut de la nation hongroise. Son établissement est attribué au Frère Georges (*Fráter György*), à savoir Giorgio Martinuzzi (1482-1551), homme d'Église d'ascendance croato-italienne et régent de Transylvanie entre 1540 et 1551³⁰³. Les livres scolaires hongrois brossent un portrait positif de ce dernier et ce dès les années 1950, où ses tentatives de réunification du pays sont soulignées. Une position similaire se retrouve déjà dans les manuels édités dans la série de 1945 ou encore par Géza Eperjessy (1967 et 1981). Dans l'édition de 1967, l'auteur ne tarit pas d'éloges et s'inscrit dans la droite ligne de la tradition nationale au long des deux pages et demie consacrées au fondement de la principauté. Enfin, les différents récits relatent toujours l'assassinat de l'évêque commandité par le roi Ferdinand de Habsbourg, ce qui permet de renforcer l'opposition envers la dynastie³⁰⁴. Chez Mária Walter (1989), il est dépeint comme « [...] le seul homme politique de talent d'après Mohács », car il « [...] ne renonça jamais à son projet de réunification du pays »³⁰⁵.

En Roumanie, les informations sur Giorgio Martinuzzi sont bien plus éparses à tel point qu'un seul manuel évoque son nom. Il s'agit de celui de 1960, où il est uniquement mentionné en tant que gouverneur de Transylvanie, sans lui attribuer un quelconque rôle dans l'établissement de la principauté³⁰⁶. Mihail Roller (1947) lui préfère les révoltes sociales, tandis que Miron Constantinescu et Constantin Daicoviciu (1969), ainsi que Hadrian Daicoviciu et ses coauteurs (1984) relèvent quant à eux la proximité entre les trois terres roumaines et les discriminations nationales et religieuses subies par les Roumains. L'influence exercée par le voïvode moldave Petru Rareş est préférée à celle de Frère Georges afin de montrer le destin

³⁰¹ Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III.*, Op. cit. p. 327-328.

³⁰² Eperjessy Géza, Benczédi László. *Történelem a gimnáziumok II.*, Op. cit., 1967. p. 271.

³⁰³ Pour une biographie de Frère Georges se rapporter à la monographie suivante : Oborni Teréz. *Az ördöngös barát. Fráter György, 1482-1551*, Kronosz – MTT, Pécs – Budapest, 2017. 355 p.

³⁰⁴ Eperjessy Géza, Benczédi László. *Történelem a gimnáziumok II.*, Op. cit., 1967. p. 209.

³⁰⁵ Walter Mária. *Histoire II*, Op. cit. p. 294-296.

³⁰⁶ Almaş Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 85.

commun des trois Pays roumains, sous-entendant une influence déterminante de la Moldavie dans la naissance de la principauté de Transylvanie³⁰⁷. De la sorte, dès les premières phrases relatives à la principauté, une ligne aisément perceptible est tracée entre les deux interprétations. D'un côté, les acteurs hongrois sont insérés dans le jeu des grandes puissances aboutissant à l'établissement de l'entité étatique autonome, tandis que de l'autre côté, le propos est centré sur les Habsbourg et l'Empire ottoman, sans toutefois perdre de vue les interventions des voïvodes valaques et moldaves dans la vie politique transylvaine.

En opposition à la perception roumaine, traitée dans le sous-chapitre suivant, la grande autonomie dont jouit la région est montrée comme une transformation majeure. Le manuel rédigé en 1945 par Domokos Kosáry précise que : « La principauté indépendante de Transylvanie ne fut pas issue de son développement naturel interne, mais de l'intervention de puissances externes »³⁰⁸. Par la suite, cette perception se maintient, comme chez László Makkai (1957) ou Géza Eperjessy et László Benczédi (1967) qui établissent une nette distinction entre la voïvodie médiévale et la principauté, malgré l'autonomie dont jouit la première³⁰⁹. Il convient d'ajouter la mention régulière de la différence territoriale entre les deux entités. En effet, la principauté se compose non seulement de la Transylvanie historique, mais également des comitats délimités à l'ouest par la rivière Tisza, au nord par la ville de Košice, la chaîne des Carpates à l'est, ainsi que de l'ancienne voïvodie au sud, et qui évolue au gré des conflits entre Habsbourg, Ottomans et Transylvains.

Comme précédemment énoncé, en Hongrie, la convergence des livres scolaires repose sur la perpétuation d'une vision selon laquelle la Transylvanie incarne la continuité étatique hongroise. Le manuel de Kálmán Benda, utilisé au cours des années de transition semi-démocratique, se montre le plus prolix à son sujet et l'érige en véritable sanctuaire de la nation hongroise. Il est par exemple dit qu' « en Transylvanie, des Hongrois, dirigeaient les affaires dans un esprit hongrois, la Diète débattait en hongrois et le prince publiait ses décrets en hongrois [...] la cour princière était en ces temps le centre de la vie hongroise »³¹⁰. Chez György Spira et Gusztáv Heckenast (1951), le propos est sans équivoque :

« L'empire des Habsbourg, s'étendant vers l'est, ne put assoir longtemps son pouvoir sur la principauté de Transylvanie. Ainsi, la Transylvanie devint la base et le point de départ de nos luttes nationales pour l'indépendance aux XVI^e et XVII^e siècles. Par conséquent, nous pouvons légitimement

³⁰⁷ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 117-118.

³⁰⁸ « Erdélyből önálló fejedelemséget nem belső természetes fejlődése, hanem külső, hatalmi beavatkozás teremtette », Kosáry Domokos. *Magyarország története*, Op. cit. p. 101.

³⁰⁹ Eperjessy Géza, Benczédi László. *Történelem a gimnáziumok II.*, Op. cit., 1967. p. 208.

³¹⁰ « Erdélyben magyarok, magyar szellemben irányították az ügyeket, magyarul tárgyalt az országgyűlés és magyarul adta ki rendeleteit [...] a fejedelmi udvar a magyar élet központja volt ebben az időben », Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 77.

considérer la Transylvanie séparée comme la continuité de l'État hongrois d'avant la conquête turque et habsbourgeoise »³¹¹

Le manuel rédigé par Mátyás Unger en 1957 ne se montre pas moins positif en affirmant que : « Le XVII^e siècle est le grand siècle de la Transylvanie, lors duquel elle fut plus d'une fois la protectrice des intérêts hongrois universels » ; dans un extrait issu d'un chapitre intitulé "La lutte du peuple hongrois contre les Turcs et les Habsbourg : 1526-1711" (*A magyar nép harca a törökök és Habsburgok ellen: 1526-1711*), alors que ce même titre se retrouve dans l'ouvrage de Gusztáv Heckenast et György Spira (1951)³¹².

Dans le sillage de l'historiographie hongroise, les manuels de cette décennie se distinguent par la volonté de mettre en valeur les "traditions et personnages progressistes de l'histoire nationale"³¹³. C'est dans cette perspective que les princes ayant pris les armes contre les Habsbourg bénéficient d'une représentation singulièrement élogieuse. Parmi ces soulèvements, celui d'Étienne (István) Bocskai (1557-1606) entre 1604 et 1606 jouit d'une réelle côte de popularité dans le discours historique hongrois³¹⁴. Il est à noter que le cœur de la révolte se trouve plutôt en Haute-Hongrie, ainsi que dans les comitats situés à l'est de la rivière Tisza, bien que Bocskai jouisse du titre de prince de Transylvanie entre 1604 et 1606³¹⁵.

Dans l'ouvrage de György Spira et Gusztáv Heckenast (1951), le prince est célébré en vertu de ses mérites puisque « Sous sa conduite débute la lutte nationale pour l'indépendance des Hongrois »³¹⁶. De son côté, Mátyás Unger (1957) qualifie le soulèvement de « lutte pour la liberté », tandis que la Transylvanie est définie comme « [...] la garante de l'indépendance hongroise »³¹⁷. En parallèle, il souligne également l'union des troupes valaques et transylvaines face aux Habsbourg dans le cadre du soulèvement mené par Bocskai. Cette perception est à

³¹¹ « A kelet felé terjeszkedő Habsburg-birodalom nem tudta huzamosabb ideig kiterjeszteni hatalmát az erdélyi fejedelemségre. Így lett Erdély alapja és kiindulópontja 16-17. századi nemzeti függetlenségi harcainknak. Ezért joggal tekinthetjük a különálló Erdélyt a török és Habsburg hódítás előtti magyar állam folytatásának », Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, *Op. cit.* p. 14.

³¹² « A XVII. század Erdély nagy százada, melyben nemegyszer az egyetemes magyar érdekek védelmezője volt », Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III.*, *Op. cit.*, 1957. p. 49.

³¹³ Pour l'ouvrage de 1951, cet aspect est placé au centre du propos, tandis que celui de 1985 abandonne cette approche binaire. Il est à noter que les mêmes auteurs rédigent également deux manuels scolaires relatifs à la Hongrie médiévale et au royaume divisé en trois parties qui ne sont que des versions légèrement résumées, pour le reste les textes sont identiques. Heckenast Gusztáv, Karácsonyi Béla, Lukács Lajos, Spira György. *A magyar nép története*, Művelt nép, Budapest, 1951. p. 121-126.

³¹⁴ Dans le sillage de la guerre de Quinze ans (1591-1606) entre Autrichiens et Ottomans et des conflits confessionnels entre catholiques et protestants, Étienne Bocskai fomente un soulèvement anti-Habsbourg se déroulant principalement dans l'est de la Hongrie.

³¹⁵ Tóth István György. « La Hongrie divisée en trois parties (1526-1711) », Tóth István György (dir.). *Mil ans d'histoire hongroise*, *Op. cit.* p. 229-233.

³¹⁶ « Vezetésével megkezdődött a magyarság nemzeti függetlenségi harca », Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, *Op. cit.* p. 25.

³¹⁷ « Szabadságharc » ; « [...] a magyar függetlenség védelmezője », Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III.*, *Op. cit.*, 1957. p. 75. ; 81.

replacer dans le cadre des années 1950, où l'historiographie – et les livres scolaires – interprètent l'histoire hongroise comme une succession de luttes pour l'indépendance culminant avec la libération orchestrée par l'Union soviétique en 1945³¹⁸. Cette vision réductrice de l'histoire hongroise explique principalement l'image positive associée à la principauté dans les années 1950, dans le cadre d'une recherche de piliers sur lesquels peut être bâti le nouveau canon dicté par le Parti³¹⁹. Ce rôle de gardien de la nation hongroise est également loin de disparaître des manuels publiés dans les deux dernières décennies de la période. À titre d'exemple, Mária Walter (1989) cite ainsi le testament du prince Bocskai : « Tant que le royaume de Hongrie dépendra lui aussi des Allemands, il sera de tout temps nécessaire et utile d'entretenir en Transylvanie un prince hongrois qui leur [aux Hongrois] servira de protection et de soutien »³²⁰. Cet extrait se retrouve dans plusieurs manuels, comme celui de Géza Eperjessy (1981), qui décrit par ailleurs dans des termes analogues les mérites d'Étienne Bocskai dans sa fronde menée face aux Habsbourg.

Outre ce rôle de sauveurs de la nation hongroise, les manuels prêtent sans exception aux princes une ferme volonté de reformer le royaume depuis la Transylvanie. Le manuel conçu par Mátyás Unger (1957) spécifie ainsi que « L'objectif final de Bethlen était de ressusciter l'empire de Mathias. Bethlen voulait créer une monarchie nationale sous son pouvoir »³²¹. L'attribution à Gabriel (Gábor) Bethlen (1580-1629) du dessein d'unifier le pays est loin de s'estomper dans les livres scolaires des décennies suivantes, puisqu'il apparaît également dans l'ouvrage de Géza Eperjessy et László Benczédi (1967)³²². À ce propos, le manuel de Géza Eperjessy de 1981 opte plutôt pour le choix sémantique d'État (*állam*) en lieu et place d'empire (*birodalom*) pour évoquer la volonté de réunifier les territoires de la couronne de Saint Étienne. Dans son ouvrage de 1989, Mária Walter s'inscrit dans cette même ligne :

« Les esprits les plus éminents du XVIII^e siècle tentèrent d'unifier le territoire hongrois et de reconquérir son indépendance. Dans leur lutte, ils s'appuyèrent surtout sur la Transylvanie. [...] Mais les mouvements qui partirent de Transylvanie n'obtinrent jamais le plein succès »³²³

Il est à noter que dans ce même manuel plusieurs mentions prêtent aux princes des velléités de réunification du royaume depuis la Transylvanie, alors que l'absence de toute

³¹⁸ Albert B. Gábor. « Történelemtankönyvek és tudatformálás – Unger Mátyásra emlékezve », *Újkor*, 2021. <https://ujkor.hu/content/unger-matyasra-emlekezve> [Consulté le 10 mars 2022]

³¹⁹ Pour un tour d'horizon historiographique voir : Pálffy Géza. « Le siècle des ruptures et compromis : nouvelle approche de l'histoire du royaume de Hongrie au cours du XVII^e siècle », *Histoire, économie & société*, vol. 34, n°3, 2015. p. 78-89.

³²⁰ Walter Mária. *Histoire II*, Op. cit. p. 332-333.

³²¹ « Bethlen végső célja azonban Mátyás birodalmának feltámasztása volt. Bethlen nemzeti monarchiát akart teremteni jogara alatt », Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III.*, Op. cit. p. 83.

³²² Eperjessy Géza, Benczédi László. *Történelem a gimnáziumok II.*, Op. cit. p. 230.

³²³ Walter Mária. *Histoire II*, Op. cit. p. 288.

réalisation concrète est imputée aux Habsbourg et aux Ottomans³²⁴. La mise en valeur de la principauté permet de renforcer l'opposition avec les Ottomans, mais plus encore avec les Habsbourg. En effet, l'occupation ottomane est unanimement décrite comme néfaste pour le développement de la Hongrie, tandis que la domination Habsbourg bénéficie d'une image encore plus négative. Ceci se remarque notamment dans l'écart d'appréciation entre la période où les Habsbourg contrôlent la région et celle où elle dispose d'une autonomie intérieure. Ce phénomène est perceptible dans les premières décennies, en raison de la position singulièrement anti-Habsbourg du Parti. Par conséquent, les manuels hongrois maintiennent une réelle distance avec la Hongrie royale aux mains des Habsbourg et n'y accordent qu'un moindre intérêt.

La Transylvanie incarne donc la continuité étatique et la sauvegarde de l'ensemble de la nation hongroise dans tous les livres scolaires publiés entre 1945 et 1990. Par-delà la constance de cette interprétation, il est possible d'observer certaines évolutions du discours. Ainsi, le manuel des années 1950 insiste sur la proximité de la paysannerie – et tout particulièrement des serfs – avec les grands princes transylvains, alors que ces derniers doivent leurs succès face aux Habsbourg à ce même soutien populaire³²⁵. Ceci est à replacer dans le contexte d'une interprétation marxiste désireuse d'intégrer à son panthéon certaines grandes figures du roman national. Le phénomène atteste de l'interprétation binaire de l'histoire hongroise entre forces progressistes et réactionnaires. Au prix de quelques déformations, les grands princes transylvains sont élevés au rang de protecteurs du peuple, sans égard aux autres rouages de la société féodale. En parallèle, le patriotisme du paysan hongrois est exalté comme le démontre un passage du manuel de Mátyás Unger (1957), où il est écrit qu' « En réalité, les serfs hongrois étaient la classe maintenant la nation » en opposition à la noblesse et à la bourgeoisie³²⁶.

Au même titre que certains héros nationaux, le personnage de Gabriel Bethlen est dans certains cas travesti afin de correspondre au canon marxiste, tout en continuant de représenter l'un des plus grands hommes d'État de l'histoire hongroise dans l'ensemble des manuels scolaires publiés entre 1945 et 1990³²⁷. Son règne, entre 1613 et sa mort en 1629, correspond à

³²⁴ Pour une étude récente sur le rapport entre le prince transylvain et le royaume de Hongrie voir : Papp Sándor. « Bethlen Gábor, a Magyar Királyság és a Porta (1619-1621) », *Századok*, vol. 145, n°4, 2011. p. 915-973.

³²⁵ Voir par exemple : Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, *Op. cit.* p. 31.

³²⁶ « Valóban a magyar jobbágy volt a nemzetfenntartó osztály », Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III*, *Op. cit.*, 1957. p. 60.

³²⁷ Il est révélateur de constater qu'en 1945 sur la place des Héros de Budapest, deux statues représentant des rois Habsbourg sont remplacées au profit des princes transylvains Étienne Bocskai et Gabriel Bethlen. En 1955, les deux derniers souverains Habsbourg disparaissent à leur tour du monument pour laisser place à deux autres princes transylvains. Cette décision est motivée par la politique anti-Habsbourg des communistes hongrois, mais également par la volonté de placer au centre du discours mémoriel la promotion de la lutte pour l'indépendance nationale contre ces mêmes Habsbourg. Voir : Pótó János. *Az emlékeztetés helyei. Emlékművek és politika*, Osiris, Budapest, 2003. p. 278-280.

l'âge d'or de la principauté et pour cela Bethlen se révèle être l'un des souverains majeurs du roman national. Il est également célébré pour son entreprise de renforcement du pouvoir étatique. Cette centralisation est positivement reprise par les manuels en raison de sa dimension hongroise, en opposition aux mêmes prétentions véhiculées par les Habsbourg et les Ottomans³²⁸. Outre son héritage politique, sa personnalité est présentée sous un jour particulièrement favorable, alors que son identité hongroise n'est nullement remise en question. D'autre part, après le tournant politique de 1948, le prince se voit désormais présenté comme bienfaiteur des serfs, à l'instar du roi Mathias³²⁹. Si le phénomène se maintient tout au long de la période, comme dans le manuel publié en 1989 sous l'égide de Mária Walter, il atteint ses sommets au cours des années 1950. György Spira et Gusztáv Heckenast (1951) estiment que les succès des princes transylvains – et en tout premier lieu de Gabriel Bethlen – sont dus au soutien de la paysannerie, obtenu grâce à son investissement personnel dans la politique économique de la principauté³³⁰. La dimension confessionnelle des conflits dans lesquels le prince transylvain engage ses troupes, comme lors de la Guerre de Trente ans (1618-1648), n'est pas complètement omise, mais se voit reléguée au second plan. En opposition, l'interprétation roumaine du règne de Gabriel Bethlen s'exprime dans une toute autre perspective, traitée ultérieurement.

Entre 1945 et 1990, lorsqu'il s'agit d'évoquer François (Ferenc) II Rákóczi (1676-1735), l'historiographie hongroise ne rompt pas avec celle des périodes précédentes, puisqu'il continue de jouir d'une image particulièrement positive³³¹. Ce grand propriétaire terrien de Haute-Hongrie et descendant des plus grandes familles aristocratiques hongroises, telles que Rákóczi, Báthory ou Zrínyi – et de plusieurs princes transylvains – passe sa jeunesse exilé en Bohême, en Autriche, puis en Pologne. Il mène à partir de 1703 une insurrection anti-Habsbourg qui secoue la Hongrie. En 1704, il est élu prince de Transylvanie par la diète d'Alba Iulia et œuvre à établir une confédération entre les "deux patries" que sont la Hongrie et la Transylvanie contre la domination Habsbourg. Dans le champ historiographique, ce soulèvement pour "l'indépendance nationale" contre le joug Habsbourg est particulièrement présent dans les années 1950, du fait de l'alignement de la production historique sur la ligne affichée et souhaitée

³²⁸ A titre d'exemple : Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III.*, Op. cit. p. 88.

³²⁹ Walter Mária. *Histoire II*, Op. cit. p. 341.

³³⁰ Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, Op. cit. p. 31-32.

³³¹ Il est à noter que ce dernier bénéficie du statut de quasiment sacro-saint dans l'historiographie hongroise. Au début du XX^e siècle, les premiers travaux reconstruisant le rôle de Ferenc Rákóczi provoquent d'intenses débats. Voir le résumé suivant : Kiss Márton. « II. Rákóczi Ferenc alakjának identitásképző ereje Kassa példáján », *Köztes-Európa*, vol. 12, n°28, 2020, p. 77-82. Pour une monographie en langue française, voir : Köpeczi Béla. *La France et la Hongrie au début du XVIII^e siècle : étude d'histoire des relations diplomatiques et d'histoire des idées*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1971. 624 p.

par le Parti³³². Les travaux publiés à partir des années 1970 brossent un portrait bien plus nuancé de Rákóczi, sans rompre avec l’élévation de ce dernier au rang de héros national, comme le confirment les travaux de Kálmán Benda, Béla Köpeczi ou Ágnes R. Várkonyi³³³. Par ailleurs, la corrélation entre manuels scolaires et historiographie se remarque par la référence à ces spécialistes cités ci-dessus lorsque des lectures complémentaires sont proposées dans les manuels.

La révolte, qui porte traditionnellement le titre de "Lutte pour la liberté", concentre l’attention des manuels hongrois, puisque pas moins de neuf pages lui sont consacrées dans l’ouvrage de György Spira et Gusztáv Heckenast (1951) ou encore quatorze chez Mátyás Unger (1957). En ce qui concerne la relation entre la révolte et la Transylvanie, les interprétations données dans les manuels n’évoluent guère. Le prestige de Rákóczi se voit tout d’abord renforcé par le fait qu’il soit le dernier prince de Transylvanie avant la prise de contrôle Habsbourg sur la région. Son image se voit également remaniée afin de la conformer au canon marxiste. Dès lors, le prince se mue en protecteur et libérateur des serfs, et pour cela, Rákóczi est montré comme aimé de l’ensemble des masses paysannes sans distinction d’appartenance nationale ou confessionnelle. À cet effet, les livres scolaires rappellent volontiers la participation armée des Roumains auprès des Hongrois dans le soulèvement pour l’indépendance nationale face à l’oppression étrangère³³⁴. Preuve en est dans le manuel de Mária Walter (1989) ou encore dans celui de Mátyás Unger (1957). La mobilisation de l’histoire au profit de la cause communiste apparaît distinctement dans l’ouvrage de 1951, dont les coauteurs rappellent que les différentes guerres pour la liberté menées par les Hongrois furent toutes perdues, avant d’enfin parvenir à la victoire sous la conduite du camarade Mátyás Rákosi dans la droite ligne des combats menés pour l’indépendance³³⁵.

La seule dissemblance relevée dans le jugement de la révolte dirigée par François II Rákóczi dans les manuels édités en Hongrie entre 1945 et 1990 concerne sa dimension sociale. Dans les premières décennies, le rôle joué par la paysannerie est largement mis en valeur, alors que cette vision s’atténue au fil du temps. György Spira et Gusztáv Heckenast (1951) rejettent la responsabilité de l’échec de la révolte sur la prépondérance de la noblesse et la trahison de la cause par cette dernière, les victoires des premières années étant attribuées à la conduite des

³³² Heckenast Gusztáv, Karácsonyi Béla, Lukács Lajos, Spira György. *A magyar nép története*, Op. cit. p. 154-164.

³³³ Romsics Ignác. *Clio bűvölétében*, Op. cit. p. 435-436.

³³⁴ Cet aspect est aisément perceptible au travers des dix pages traitant du soulèvement mené par Ferenc Rákóczi dans l’ouvrage de 1951 : Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, Op. cit. p. 47.

³³⁵ *Ibid.* p. 49-50.

combats par les serfs dans un esprit de libération sociale et nationale³³⁶. La dissonance avec le manuel de Géza Eperjessy (1981) est manifeste, bien que ce dernier soit tout aussi élogieux envers la paysannerie et s'attèle à relier cette guerre à celle 1848-1849, perpétuant ainsi la mise en avant des guerres d'indépendance face à un oppresseur étranger :

« La guerre d'indépendance de Rákóczi unit des classes d'intérêts opposés, serfs et nobles, ainsi que des Hongrois et d'autres peuples du bassin des Carpates, sans faire de différences confessionnelles, contre l'oppression étrangère. C'est pour cela que notre première guerre nationale d'indépendance dépasse les précédentes luttes de classe et d'indépendance »³³⁷

En Roumanie, le manuel de Roller limite la révolte « [...] ayant à sa tête des meneurs roumains et hongrois » à la Transylvanie du Nord et n'évoque pas le reste de la Hongrie³³⁸. Les revendications sociales portées par le mouvement sont également mentionnées, tout comme la forte participation de la noblesse hongroise. En 1960, la révolte menée par l'aristocrate hongrois est montrée comme une entreprise de libération de la Transylvanie du joug habsbourgeois. La participation de paysans hongrois, roumains et slovaques est mise en exergue, de même que les promesses sociales faites par le prince, telle que la libération du servage pour les paysans, qui ne furent toutefois pas mises en place en raison de la trahison de la noblesse³³⁹. Pour ce qui est de l'ouvrage d'Alexandru Vianu et Dumitru Almaș (1969), la guerre nationale et antiféodale se déroule en Hongrie et en Transylvanie, alors que les auteurs s'attachent – comme en 1960 – à bien séparer les deux entités par des mentions distinctes. En parallèle, il est soutenu que : « Dans cette guerre beaucoup de paysans roumains transylvains participèrent également », alors qu'en raison des revendications paysannes, la noblesse se range du côté des Autrichiens³⁴⁰. L'autre manuel de 1969 sépare lui aussi les deux entités, alors que l'échec du soulèvement est une fois de plus attribué aux intérêts contradictoires de la noblesse et de la paysannerie³⁴¹.

Dans l'ouvrage d'Hadrian Daicoviciu (1984), un seul paragraphe aborde le soulèvement de François II Rákóczi, mobilisant « [...] les serfs, les artisans, les pauvres des villes et la petite noblesse »³⁴². L'échec du soulèvement est là aussi attribué au fait que « [...] la paysannerie

³³⁶ Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, Op. cit. p. 53.

³³⁷ « A Rákóczi szabadságharc az ellentétes érdekű osztályokat, a jobbágyokat és nemeseket, továbbá a magyarokat és a Kárpátmedence más népeit vallási különbség nélkül egyesítette az idegen elnyomással szemben. Első nemzeti szabadságharcunk ezért is mutatott túl a korábbi rendi-fuggetlenségi küzdelemekben », Eperjessy Géza. *Történelem a gimnáziumok II.*, Op. cit. p. 253.

³³⁸ « [...] având în fruntea lor conducători români și unguri », Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 334.

³³⁹ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 125-126.

³⁴⁰ « Ebben a háborúban sok erdélyi román paraszt is részt vett », Vianu Alexandru, Almaș Dumitru. *Az újkor és a jelenkor története: tankönyv a liceumok XI. osztálya számára*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1969. p. 24-25.

³⁴¹ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 153-154.

³⁴² « [...] iobăgimii, meșteșugarilor, săracimii orășenești și a micii nobilimi », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 200.

déçue, à son tour, n'offre plus le soutien nécessaire à Rákóczi »³⁴³. Il est intéressant de constater qu'aucune mention n'est faite de la nationalité du meneur de la révolte ou encore de son origine géographique. Ce détail – qui n'en est pas un – trahit la profonde altérité d'intention de part et d'autre de la frontière. Du côté roumain, les auteurs s'attachent à rappeler la proximité entre les Pays roumains et manifestent de réelles réticences à intégrer la Transylvanie dans le cadre de l'histoire hongroise. En opposition, les manuels hongrois traitent de la région disputée comme partie intégrante du royaume de Hongrie. Ainsi, si l'aide roumaine est certes admise, elle s'inscrit toujours dans l'orbite d'une révolte hongroise aux revendications sociales et nationales contre l'occupant étranger.

2) ... Contre la vision d'un territoire roumain

À la différence de son pendant hongrois, l'historiographie roumaine antérieure et postérieure à la période communiste établit une stricte relation entre les "trois principautés roumaines"³⁴⁴. Cette référence s'estompe dans les années où culmine l'internationalisme, avant de revenir sur le devant de la scène dans les trois manuels des années 1960, puis de devenir le leitmotiv de la production historique³⁴⁵. Ce rapprochement entre les trois principautés se base en premier lieu sur la similarité de leur statut et sur leur rapport avec la Sublime Porte, dans la mesure où la vassalité envers l'Empire ottoman est commune aux trois principautés. Dès lors, la proximité est mobilisée afin de démontrer le caractère intrinsèquement roumain de ce territoire à la mémoire disputée. Naturellement, cette conception ne trouve que peu d'écho en Hongrie et les manuels scolaires roumains évoluent également sur la question au fil des fluctuations politiques que connaît le pays.

Une des constantes est de considérer la voïvodie, puis la principauté de Transylvanie comme des entités détachées de la Hongrie, voire totalement indépendantes. En ce sens, leur formation s'inscrit dans la continuité de la large autonomie – ou la quasi-indépendance – dont jouit la voïvodie dans les siècles précédents. Ceci se remarque dans l'ensemble des ouvrages et ce dès le manuel de Roller (1947). Dans ce dernier, comme dans l'édition de 1956, l'introduction de la quatrième partie nommée "L'ordre de la société féodale" (*A feudális társadalmi rend*) relate que : « Durant cette période, la Moldavie, la Valachie et la Transylvanie

³⁴³ « [...] țărănimீea dezamăgită, la rîndul ei, nu mai oferă sprijinul necesar lui Rákóczi », *Ibid.* p. 200.

³⁴⁴ Voir par exemple Nicolae Iorga, historien roumain reconnu de l'entre-deux-guerres : Iorga Nicolae. *Histoire des Roumains et de leur civilisation*, Henri Paulin, Paris, 1920. p. 164-178. Concernant la période post-1990, se référer à l'analyse de Ioan-Aurel Pop : Fischer Galati Stephen, Giurescu Dinu, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Une histoire des Roumains*, *Op. cit.* p. 167-189.

³⁴⁵ Pascu Ștefan. *Voievodatul Transilvaniei*, vol. 4, Editura Dacia, Cluj-Napoca, 1989. p. 444-481.

menaient une vie indépendante jusqu'à qu'elles tombent sous le joug turc et Habsbourg »³⁴⁶. Pour autant, un passage ultérieur entretient le doute sur la position de l'auteur, puisqu'il y est avancé qu'au milieu du XVI^e siècle, le royaume de Hongrie est divisé en trois parties suivant ainsi l'interprétation hongroise classique, mais en rappelant que cette dernière hérite alors du même statut que la Valachie et la Moldavie³⁴⁷.

L'ensemble des livres scolaires publiés en Roumanie insistent sur les similitudes du statut existant entre les trois principautés, à savoir des entités autonomes sur lesquelles la Sublime Porte exerce sa suzeraineté. C'est dans cette considération que les manuels édités en Roumanie présentent – à l'exception près du manuel de Roller – l'histoire des trois provinces roumaines dans un même chapitre esquissant leur contiguïté. La tendance à la sacralisation du territoire national est une constante, mais prend une place considérable avec le renforcement du nationalisme. Cet aspect se manifeste déjà dans le manuel de Mihail Roller, où les expressions « [...] territoires formant l'actuelle Roumanie » ou « [...] le territoire de notre patrie » sont régulièrement reprises. De façon plus générale, le manuel de Roller centre le propos autour des révoltes secouant la principauté en 1610, 1658 ou encore 1697, où la coopération des masses laborieuses hongroises et roumaines face aux classes dirigeantes est toujours mise en avant³⁴⁸. Dans le livre de Francisc Pall et Camil Mureşan (1969), les auteurs tendent à démontrer l'étroite collaboration entre les princes et voïvodes des trois Pays roumains. À titre d'exemple, Georges (György) II Rákóczi (1621-1660) apparaît sous les traits suivants :

« Le prince de Transylvanie chercha à apaiser la querelle entre Matei Besarab et Vasile Lupu. Tous ces efforts découlaien de la nécessité de résister aux tentatives turques d'accroître l'exploitation économique et la dépendance politique des Pays roumains »³⁴⁹

Ce passage atteste ainsi de la volonté de souligner la grande similitude et la coopération constante entre les trois vassaux de l'Empire ottoman, alors qu'une phrase similaire est reprise dans le manuel d'Hadrian Daicoviciu (1984). Cet aspect gagne en importance dans les années 1980 et le récit s'attarde longuement sur les interventions des voïvodes moldaves et valaques en Transylvanie. Comme le prouve le passage suivant, aucune occasion de rappeler l'influence mutuelle entre les trois régions n'est omise : « À ce moment, le seigneur de Moldavie devient un élément de décision sur la scène politique de Transylvanie, contribuant par ses possessions

³⁴⁶ « Ebben a korszakban Moldova, Havasalföld és Erdély független életet élnek egészen addig, míg a török, illetve a Habsburg iga alá nem kerülnek », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 19.

³⁴⁷ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 211.

³⁴⁸ Ibid. p. 280-281.

³⁴⁹ « Az erdélyi fejedelem igyekezett elsimítani a Matei Besarab és Vasile Lupu között felmerült viszáltyt. Mindezek a törekvések abból a szükségből fakadtak, hogy a Román Országok fokozottabb gazdasági kiszákmánylására és politikai függőségére irányuló török kísérleteknek ellen tudjanak állni », Pall Francisc, Mureşan Camil. *A középkor története*, Op. cit. p. 267.

à l'accentuation de la conscience nationale chez les Roumains de l'intérieur de l'arc des Carpates »³⁵⁰.

Une autre illustration à ce phénomène repose dans l'interprétation des ambitions politiques de Gabriel Bethlen. Comme cela a été précédemment démontré, en Hongrie l'emphase repose plutôt sur le caractère hongrois du prince ou sur son ambition de reformer le royaume de Hongrie. Il jouit ainsi de la réputation d'un grand souverain ayant œuvré à l'union de tous les Hongrois dans un seul État. Pourtant, la perception roumaine de son règne se démarque des positions hongroises. Les deux éditions du manuel de Roller (1947 et 1956) dressent elles aussi un portrait très positif du prince, mais avec une sensible différence d'orientation, comme en témoigne le passage suivant :

« Il voulait être le roi de Dacie, c'est-à-dire qu'il voulait unir les trois pays de l'intérieur et de l'extérieur des Carpates sous son pouvoir. Par ailleurs, il entretenait de bonnes relations avec les princes contemporains de Valachie et de Moldavie, ainsi qu'avec les Roumains de Transylvanie »³⁵¹

Si les manuels hongrois mettent en avant la conscience hongroise et le patriotisme de Bethlen, Mihail Roller souligne quant à lui les étroits rapports du prince avec les principautés danubiennes, tandis qu' « Il montra une certaine compréhension envers les Roumains de Transylvanie »³⁵². Les mêmes propos se retrouvent en 1960, où les auteurs affirment même qu'il aspirait plus à unir les trois pays roumains pour reformer la Dacie qu'à devenir roi de Hongrie³⁵³. Chez Francisc Pall et Camil Mureşan (1969), un paragraphe est dédié au règne du prince transylvain, où son entreprise de renforcement de l'économie transylvaine, ainsi que ses victoires militaires sont mentionnées. Pour autant, aucune intention de reformer le royaume de Hongrie ne lui est prêtée dans l'ouvrage, à l'image du second manuel publié en 1969³⁵⁴. Chez Daicoviciu (1984), les auteurs affirment que « Les Pays roumains conclurent des traités d'alliance. Ainsi, Gabriel Béthlen [Bethlen] chercha à restaurer l'ancienne unité du temps de Michel le Brave à travers les relations établies avec la Moldavie et la Valachie »³⁵⁵. La ligne de démarcation sépare donc nettement les deux pays, d'un côté Bethlen est perçu comme un grand

³⁵⁰ « Pentru moment domnul Moldovei ajunge un element de decizie pe scena politică transilvăneană, contribuind prin stăpînrile sale la accentuarea conștiinței de neam la români din interiorul arcului carpatic », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 157.

³⁵¹ « Dacia királya akart lenni, vagyis jogára alatt akarta egyesíteni a Kárpátokon inneni és túli mind három országot. Különben jó viszonyt tartott fenn a korabeli havasalföldi és moldovai fejedelmekkel, valamint az erdélyi románokkal », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 269.

³⁵² « Față de Români din Transilvania, a arătat o anumită înțelegere », Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 278.

³⁵³ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 115.

³⁵⁴ Pall Francisc, Mureşan Camil. *A középkor története*, Op. cit. p. 257.

³⁵⁵ « Tânările Române încep în acest răstimp un sistem de tratate de alianță. Astfel Gabriel Béthlen prin legăturile stabilite cu Moldova și Tara Românească urmărea să refacă vechea unitate din timpul lui Mihai Viteazul », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 188.

Hongrois ayant œuvré pour le rétablissement du royaume de Hongrie d'avant 1541, de l'autre, sa position est orientée vers le sud, certains manuels lui prêtant même le dessein de reformer le royaume antique de Dacie ou l'éphémère union de Michel le Brave, traitée dans les paragraphes ci-dessous.

Outre la tendance à connecter les trois principautés afin de les transposer en miroir de la Roumanie contemporaine, les récits entourant la situation intérieure de la Transylvanie évoluent considérablement. Le poids des révoltes sociales s'atténue au profit d'un discours soutenant la double discrimination, confessionnelle et nationale, à l'encontre des Roumains. Les prémisses de cette approche se font déjà sentir dans la série de manuels publiés dans les années 1960, avant d'atteindre leur apogée lors des années 1980. Une illustration de ce phénomène se retrouve dans un passage tiré de l'ouvrage d'Hadrian Daicoviciu (1984), dans lequel le renforcement du pouvoir central au cours du règne de Gabriel Bethlen est décrit comme suit : « Le régime absolutiste maintient en dehors de la vie politique la population majoritaire roumaine de religion orthodoxe »³⁵⁶.

Les points de vue concernant les princes de Transylvanie continuent donc de dépendre du prisme national. En la matière, le meilleur exemple réside sans aucun doute dans le débat entourant Michel le Brave (1558-1601), qui devient le centre de l'une des plus grandes controverses historico-mémorielles entre les deux pays. En effet, les deux historiographies – tout comme les manuels scolaires – montrent de profondes divergences dans les récits relatifs au souverain et à son éphémère conquête de la Transylvanie. Prince de Valachie parvenant à mettre la main tour à tour sur la Transylvanie et la Moldavie, il est célébré depuis le XIX^e siècle comme le premier unificateur des Pays roumains et jouit à ce titre d'une aura sans pareille dans le roman national roumain³⁵⁷. Les livres scolaires du XIX^e siècle célèbrent déjà Michel le Brave en qualité de héros sauveur de la patrie et unificateur de la « nation »³⁵⁸. À l'inverse, l'historiographie hongroise le dépeint comme un imposteur et réfute le désir d'union nationale de Michel le Brave telle que présentée en Roumanie. Elle crée en conséquence une image négative de son court règne et attribue au prince toutes les caractéristiques du antihéros³⁵⁹. Entre 1945 et 1990, les synthèses hongroises adoptent des positions bien plus évasives sur le sujet,

³⁵⁶ « Regimul absolutist menține în afara vieții politice populația majoritară românească de religie ortodoxă », *Ibid.* p. 188.

³⁵⁷ Boia Lucian. *History and Myth*, Op. cit. p. 39-42.

³⁵⁸ Murgescu Mirela-Luminița. *Între "bunul creștin" și "bravul român": rolul școlii primare în construirea identității naționale românești (1831-1878)*, Editura A '92, Iași, 1999. p. 184-191.

³⁵⁹ Nagy László. « Mihály vajda a magyar históriában », *Hadtörténelmi Közlemények*, vol. 103, n°3, 1990. p. 8-27.

vraisemblablement afin de ne pas entrer en collision avec le canon roumain³⁶⁰.

Le manuel de Roller (1956) intitule le chapitre en question "Tentative de création d'un État centralisé" (*Kísérlet a központosított állam megalapítására*), titre par ailleurs déjà utilisé dans la version de 1947. Toutefois, celui-ci se distingue par la distance prise avec l'héritage de Michel le Brave, indiquant que « Michel, le conquérant de la Transylvanie, ne libéra pas les nombreux serfs roumains et hongrois travaillant sur les domaines des propriétaires terriens »³⁶¹. Il est à noter que la version en langue roumaine de 1947 précise qu' « Il ne sortit pas de la servitude les nombreux serfs roumains qui travaillaient sur les domaines des propriétaires terriens hongrois »³⁶². Cette différence de taille peut s'expliquer soit par la volonté de ne pas froisser le lectorat hongrois du manuel, soit par une modification postérieure en raison de l'attaque trop frontale envers la communauté hongroise. Dans les deux cas, la rupture avec le canon traditionnel est frappante et offre un témoignage supplémentaire du particularisme des années stalinien. Le second volet critique concerne le rappel de l'éclatement de plusieurs révoltes sociales émaillant le règne du prince en raison du renforcement de la noblesse aux dépends de la paysannerie. La même interprétation apparaît dans l'ouvrage consacré à l'histoire universelle, tandis qu'aucune distinction nationale n'est faite, puisque seule la paysannerie est mentionnée³⁶³.

Dans les vingt pages consacrées à Michel le Brave, l'ambivalence de l'interprétation de Roller se remarque par une dimension critique lorsque la politique sociale du souverain est évoquée. Néanmoins, ses entreprises face aux Ottomans sont positivement reprises dans les deux ouvrages, le prince étant toujours perçu comme l'obstacle à la transformation des deux principautés en pachalik. Dans le contexte d'une marxisation à outrance de l'histoire, il est encensé comme fils du peuple : « D'une origine seigneuriale douteuse, car les dernières recherches ont établi qu'il n'était pas né "d'un os d'un gentilhomme" [...] Dans sa jeunesse, il fut donc pauvre, ce qui fit écrire à un étranger contemporain que Michel s'était élevé "depuis la lie de la terre" »³⁶⁴. Ce dernier demeure le premier unificateur des terres roumaines et continue d'être célébré en tant que tel, comme en témoigne de nombreuses références sur le

³⁶⁰ Molnár Erik, Paményi Ervin, Székely György (dir.). *Magyarország története*, Op. cit. p. 219-220. ; Pach Zsigmond Pál (dir.). *Magyarország története tíz kötetben 3/1. 1526-1686*, Op. cit. p. 675-680.

³⁶¹ « Az Erdélyt meghódító Mihai nem szabadította fel a földesurak birtokain dolgozó számos román és magyar jobbágyot », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 210.

³⁶² « N-a scos din robie pe numeroșii iobagi români, care muncea pe moșile latifundiarilor maghiari », Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 201.

³⁶³ *Istoria evului mediu*, Op. cit. p. 278-279.

³⁶⁴ « De o îndoelnică origină domnească, căci ultimele cercetări au stabilit că n-a fost "os de domn". [...] În tinerete a fost deci sărac, ceea ce a făcut pe un contemporan străin să scrie că Mihai s-a ridicat "din pulberea pământului" », *Ibid.* p. 188-189.

sujet telles que : « Pour notre pays, Michel signifia un sentiment de dignité et un réveil de la quête d'indépendance »³⁶⁵. Nonobstant ce fait, guère plus d'une page et demie est consacrée à la conquête de la Transylvanie, alors que vingt pages concernent Michel le Brave.

Le virage national, puis l'arrivée au pouvoir de Nicolae Ceaușescu apportent de nombreuses corrections quant à la mémoire de Michel le Brave, ce qui est reflété dans les manuels scolaires. Dès 1969, l'ouvrage de Miron Constantinescu et Constantin Daicoviciu consacre huit pages et demie à "La double épopée roumaine sous la conduite de Michel le Brave" (*A doua epopee românească sub conducerea lui Mihai Viteazul*). La partie relative à la lutte face à l'Empire ottoman demeure inchangée, à deux exceptions près. La première concerne la politique sociale du prince. Celle-ci est reconsidérée dans le cadre de l'obtention du soutien des boyards face au danger ottoman, ce qui se répercute alors sur la situation de la paysannerie et par la suite sur l'effritement du soutien populaire au prince. La deuxième relève du discours adopté vis-à-vis de son exportation de la lutte anti-ottomane dans les Balkans. Si Mihail Roller la relate comme une collaboration, le manuel de 1969 élève Michel le Brave au rang de chef de la lutte anti-ottomane sur la péninsule et de libérateur des peuples balkaniques, témoignage du retour au premier plan de la volonté de galvaniser la fierté nationale³⁶⁶. De plus, ce rôle de moteur diplomatique peut être interprété comme le miroir de la politique internationale particulièrement active de Nicolae Ceaușescu dans les premières années suivant son arrivée au pouvoir.

En revanche, l'arrivée de Michel en Transylvanie n'est plus décrite comme une conquête (*cucecire*), mais comme une union (*unire*), alors qu'en 1960, les deux termes sont utilisés³⁶⁷. Celle-ci est également interprétée comme une étape supplémentaire dans le renforcement du pouvoir de Michel face aux Ottomans. La victoire lors de la bataille de Șelimbăr (Sellenberg – Schellenberg) dans le sud de la Transylvanie en octobre 1599 est « [...] indirectement aidée par le soulèvement général – et surtout roumain – de la paysannerie », avant qu'il soit "triomphalement" accueilli par les habitants de la ville d'Alba Iulia³⁶⁸. Selon le récit fait par les auteurs – et en contraste avec Mihail Roller – Michel prend des mesures « [...] afin de consolider l'union et élabore des plans pour l'introduction progressive d'une administration roumaine en Transylvanie »³⁶⁹. Le paragraphe conclusif décrit Michel le Brave comme la

³⁶⁵ « Országunk számára Mihai a méltóságérzet és a függetlenségi törekvés ébredését jelentette », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 214.

³⁶⁶ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 128-129.

³⁶⁷ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria Romîniei*, Op. cit. p. 97.

³⁶⁸ « [...] ajutat indirect prin răscoala generală a țărănimii și mai ales a celei românești », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 132.

³⁶⁹ « [...] să consolideze unirea și planuri de introducere treptată a unei administrații românești în Transilvania »,

personnification des aspirations du peuple que sont « [...] l'indépendance du pays et l'unité politique de tous les territoires habités par des Roumains »³⁷⁰. En conséquence l'éphémère union de Michel le Brave de la fin du XVI^e siècle serait donc le point de départ et l'expression d'une lutte pluriséculaire des Roumains visant à la formation d'un État national.

Dans les deux manuels publiés à partir du milieu des années 1970, la figure du prince est mobilisée au service de la propagande afin d'en faire l'illustre prédecesseur du "génie des Carpates". Il bénéficie donc de descriptions dithyrambiques et se voit promu comme véritable héros national. Une fois de plus, les considérations anachroniques sont privilégiées, en prêtant des ambitions nationales à la population, dans une période où le mécanisme de solidarité s'exprime sous d'autres formes que le prisme de la nation moderne. Le discours créé autour du personnage démontre parfaitement le processus de sacralisation du territoire national roumain.

L'ouvrage rédigé sous la direction d'Hadrian Daicoviciu (1984) donne un titre très proche de celui du manuel de 1969 avec "L'Épopée roumaine au temps de Michel le Brave" (*Epopeea românească în timpul lui Mihai Viteazul*) auquel dix pages sont réservées. En premier lieu, le prince Michel est couvert de louanges pour ses succès face aux Ottomans, aspect se retrouvant dans l'ensemble des manuels roumains. Dans cette perspective, les auteurs louent la solidarité entre les trois Pays roumains face à l'ennemi commun, dans la droite ligne de l'héritage de Mircea l'Ancien, Jean Hunyadi et Étienne le Grand, respectivement Valaque, Transylvain et Moldave. La mise en exergue de l'unité roumaine atteint ses sommets dans l'évocation du contrôle par le prince de la Transylvanie et de la Moldavie. Les auteurs célèbrent ladite union comme « le moment culminant de la lutte du peuple roumain pour l'unité et l'indépendance à l'époque médiévale », alors que Michel le Brave devient l'initiateur d'une nouvelle période de l'histoire nationale s'articulant autour de la volonté d'unifier les Pays roumains³⁷¹. Dans ce domaine, l'héritage de Michel le Brave bénéficie lui aussi de son lot d'éloges frôlant l'hyperbole, puisque selon les auteurs, « Autour du règne de Michel le Brave, dans son ensemble, la culture commence à exprimer des caractères unitaires de plus en plus prononcés en raison de l'humanisme »³⁷². Par ailleurs, le récit regorge d'envolées lyriques exaltant le profond patriotisme de Michel le Brave, son entreprise étant jugée comme une "nécessité historique" et le résultat logique de l'histoire :

Ibid. p. 132.

³⁷⁰ « Independența țării și unitatea politică a tuturor teritoriilor locuite de români », *Ibid.* p. 135.

³⁷¹ « Moment culminant al luptei pentru unitate și independență a poporului român în epoca medievală », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, *Op. cit.* p. 171.

³⁷² « În preajma domniei lui Mihai Viteazul, cultura în ansamblul ei începe să exprime datorită umanismului, tot mai pronunțate caractere unitare », *Ibid.* p. 170.

« Le fait que les Pays roumains, en dépit de la séparation politique, représentaient une seule civilisation, création du peuple roumain, unitaire par la langue, la culture et la religion. [...] Deuxièmement, au Moyen Âge, les liens économiques entre les Pays roumains créèrent les prémisses de cette unification »³⁷³

Des propos presque identiques figurent également au sein de l'ouvrage dirigé par Ștefan Pascu (1989), attestant de la mobilisation de l'histoire poussée à son paroxysme par le régime de Ceaușescu :

« Malgré les frontières politiques qui séparaient les Pays roumains, il existait des liens économiques, sociaux, politiques et militaires étroits entre eux. L'unité de la langue et la continuité de la culture représentaient des facteurs permanents dans le développement de notre peuple [...] Elle exprimait la volonté des Roumains d'avoir leur propre État unitaire, préparant plus tard la formation de l'État unitaire national roumain »³⁷⁴

Afin de renforcer le poids du message, le propos est agrémenté de plusieurs tableaux peints par des artistes roumains se rattachant au courant romantique du XIX^e siècle, tels que Constantin Lecca ou encore Dumitrescu Stoica. Ces œuvres – absentes des livres scolaires précédents – représentent l'arrivée de Michel le Brave à Alba Iulia comme une grande célébration. À l'instar de l'ouvrage de 1969, le récit justifie les restrictions des droits accordés aux serfs par la nécessité d'obtenir le soutien des boyards dans la perspective d'un maintien de l'indépendance du pays³⁷⁵. Néanmoins, les auteurs avancent dans un passage ultérieur que la triomphante entrée du voïvode en Transylvanie contribue au déclenchement d'un important soulèvement paysan contre les seigneurs. Ceci sous-entend une révolte roumaine face à la classe ennemie hongroise à l'occasion de l'arrivée du libérateur des serfs et des Roumains, tendant vers la construction d'un conflit entre noblesse hongroise et paysannerie roumaine. Or, il a été démontré que des troupes sicules soutiennent militairement Michel le Brave lors de sa prise de la Transylvanie, ce qui est mentionné dans le manuel d'Hadrian Daicoviciu au travers du concours fourni par un contingent de 2 000 soldats sicules commandés par Moïse (Mózes) Székely (1553-1603). Cet élément apparaît également dans les manuels antérieurs, bien que seule la présence de soldats hongrois dans l'armée de Michel le Brave soit évoquée³⁷⁶.

La chute précoce – après moins d'un an au pouvoir – de Michel le Brave est expliquée

³⁷³ « Faptul că Țările Române, pe deasupra separatismului politic, reprezentau o singură civilizație, creație a poporului român, unitar prin limbă, cultură și religie. [...] În al doilea rînd, legăturile economice dintre Țările Române în evul mediu au creat premisele acestei unificări », *Ibid.* p. 176.

³⁷⁴ « Tendințe de centralizare a statelor feudale românești. Țările Române sub conducerea lui Mihai Viteazul. În posida granițelor politice care despărțeau Țările Române, între ele au existat strînse legături economice, sociale, politice și militare. Unitatea limbii și continuitatea culturii reprezentau factori de permanență în dezvoltarea poporului nostru [...] Ea exprima voința românilor de a avea un stat unitar propriu, pregătind formarea statului național unitar român de mai tîrziu », Pascu Ștefan, Georgian Lucia, Bodor András, Neagu Vasilică. *Probleme fundamentale*, *Op. cit.* p. 95.

³⁷⁵ Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, *Op. cit.* p. 175.

³⁷⁶ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 193. ; Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, *Op. cit.* p. 101.

dans l'ensemble des manuels scolaires roumains par une « [...] intervention extérieure contre l'union »³⁷⁷. Il convient de rappeler que les troubles entourant sa mort suscitent d'intenses débats, car certaines théories accusent les Hongrois du meurtre du premier unificateur des Pays roumains³⁷⁸. Entre 1945 et 1990, cet argument n'est pas repris dans les manuels scolaires. L'échec de Michel est dû à son conflit avec la noblesse hongroise et au manque de soutien populaire, et sa mort est imputée au commandant impérial Basta, à la tête d'une troupe de mercenaires étrangers, ce qui permet par la même occasion de rappeler l'opposition perpétuelle face aux Habsbourg³⁷⁹. Le rôle de la noblesse hongroise, par sa révolte contre le pouvoir de Michel le Brave, est évoqué comme le deuxième facteur provoquant la chute de celui qui bénéficie du titre d'unificateur des Pays roumains. À la lumière de l'appréciation "rollerienne" de l'histoire, l'accusation frappe la noblesse en tant qu'ennemie de classe et non les Hongrois comme un adversaire national des Roumains.

En 1960 et 1969, la faute est également rejetée sur les Habsbourg, les Polonais et les Ottomans puisque « [...] l'union et la création d'un État roumain fort ne leur convenait pas »³⁸⁰. La mention du meurtre du prince par le commandant Basta près de Turda (Torda – Thorenburg) peut être interprétée comme une tentative de renforcer le lien entre la Transylvanie et Michel le Brave, héros national roumain. Selon le manuel d'Hadrian Daicoviciu (1984) sa disparition fait suite à l'appel à l'aide lancé par la noblesse – hongroise – aux Habsbourg. Si cette affirmation relève d'une certaine véracité, l'insistance sur l'assassinat du "prince unificateur" par des forces étrangères va dans le sens de l'autarcie dans laquelle le pays est placé dans les années 1980³⁸¹.

Du côté hongrois, l'écart dans interprétation concernant Michel le Brave est considérable. En la matière, il est difficile de mettre au jour une réelle évolution de la perception du prince dans les manuels hongrois. Ce dernier ne soulève qu'un intérêt modéré, puisqu'il est à peine mentionné dans les manuels scolaires hongrois. Domokos Kosáry (1945) rappelle ainsi que les Sicules soutiennent le prince dans sa tentative de conquête de la Transylvanie en raison des promesses faites à ces derniers quant au maintien de leurs priviléges collectifs³⁸². Pour sa

³⁷⁷ « [...] intervenția străină împotriva unirii », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 177.

³⁷⁸ La noblesse hongroise est accusée par Dimitrie Alexandru Xenopol (1896) d'une très forte activité et d'une manipulation de l'empereur afin de faire tomber l'unificateur des terres roumaines : Xenopol Alexandru Dimitrie. *Histoire des Roumains*, Op. cit. p. 387-393.

³⁷⁹ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 203-205.

³⁸⁰ « [...] nu convinea unirea și crearea unui stat român puternic », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 133.

³⁸¹ Cioroianu Adrian. *Le mythe, les représentations*, Op. cit. p. 92-95.

³⁸² Kosáry Domokos. *Magyarország története*, Op. cit. p. 107.

part, Kálmán Benda (1945) rajoute que les guerres pour le pouvoir entre Basta et Michel le Brave entraînent la misère et la pauvreté en Transylvanie³⁸³. Chez György Spira et Gusztáv Heckenast (1951), Michel le Brave est même totalement absent, seule l'éphémère prise de pouvoir de Basta est rapportée comme un malheur pour la principauté dans une nouvelle tirade anti-Habsourg³⁸⁴. Mátyás Unger (1957) s'arrête de son côté sur la période de confusion et d'instabilité que traverse la principauté à la suite des tentatives autrichiennes de s'immiscer dans les affaires transylvaines, dont l'épisode de Michel le Brave est l'une des manifestations³⁸⁵. À ce propos, l'ouvrage rédigé par Géza Eperjessy (1981) décrit comme suit son bref règne en Transylvanie : « Dans une situation confuse, le voïvode Michel prit le pouvoir en Transylvanie pendant une courte période et étendit son règne à la principauté de Moldavie. Le voïvode Michel fut assassiné par le commandant impérial Basta »³⁸⁶.

3) L'importance de la principauté dans les deux cultures

Les presque deux siècles d'existence de la principauté revêtent une importance capitale dans les manuels scolaires en raison du poids de celle-ci dans le développement respectif des deux nations. En Hongrie, outre la continuité étatique, la Transylvanie représente également le berceau de la culture nationale. En Roumanie, l'impression et la diffusion d'œuvres en langue roumaine, auxquelles viennent s'ajouter le développement de la littérature de langue roumaine et la création d'écoles, confèrent à la région un rôle de phare éclairant l'ensemble de la culture nationale. Cet héritage n'est en rien omis par les livres scolaires des deux pays – bien au contraire – et chacun produit un discours particulièrement laudatif envers la Transylvanie. Dans les deux cas, cet aspect s'explique également par la léthargie relative des autres régions habitées par les deux nations. En Hongrie centrale, en Valachie et en Moldavie, la récurrence des guerres et la pression financière exercée par la domination ottomane ne créent pas le terreau fertile au développement culturel. Dans ces conditions, le rôle dévolu à la Transylvanie est fondamental, alors que cette dernière est propulsée au centre des constructions nationales.

Dans les livres scolaires hongrois, le rayonnement de la culture magyare est généralement présenté comme un bénéfice de la Réforme protestante³⁸⁷. Cette vision est un classique du roman national hongrois et accentue le poids de la Transylvanie dans la mémoire

³⁸³ Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 65-66.

³⁸⁴ Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, Op. cit. p. 24.

³⁸⁵ Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III.*, Op. cit. p. 75-76.

³⁸⁶ « A zavaros helyzetben rövid időre Mihai vajda ragadta magához a hatalmat Erdélyben, és uralmát a moldvai fejedelemségre is kiterjesztette. Mihály vajdát Basta császári hadvezér megölle », Eperjessy Géza. *Történelem a gimnáziumok II.* Op. cit. 1981. p. 217-218.

³⁸⁷ Voir par exemple : Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III.*, Op. cit. p. 90-91.

collective, puisque la Réforme s'enracine principalement à l'est de la rivière Tisza, dans les comitats appartenant à la principauté, ainsi qu'au sein de la Transylvanie historique. La Réforme protestante bénéficie d'une image positive, puisqu'étant montrée comme le premier grand coup porté au féodalisme. En opposition, les Habsbourg sont montrés comme les artisans de la réaction catholique. Afin de fournir la légitimité nécessaire au propos, les grands auteurs communistes sont abondamment cités³⁸⁸. La grande majorité des princes se réclament de l'Église calviniste, à l'exception notable de François II Rákóczi, catholique³⁸⁹. Antinomie de l'Église catholique dans les manuels scolaires, la Réforme bénéficie – dans une certaine tradition nationale – d'une image positive en tant que confession "nationale". Kálmán Benda (1945) ou encore Mária Walter (1989) illustrent ce phénomène. Cette dernière précise notamment que « [...] la Réforme ouvrait une ère nouvelle dans le développement de la culture hongroise »³⁹⁰. Cet aspect se retrouve même dans l'ouvrage de 1951 rédigé sous l'égide de György Spira et Gusztáv Heckenast au travers d'une citation d'Engels vantant les mérites de la Réforme contre la féodalité³⁹¹. D'une manière analogue, la confession unitarienne, qui éclot en Transylvanie à l'initiative de Ferenc Dávid (1520-1579) au milieu du XVI^e siècle, se voit principalement interprétée par le prisme de la lutte sociale³⁹². Celle-ci se rattache à la Réforme protestante, mais se distingue par une réfutation de la Trinité, et considère Jésus comme un prophète³⁹³.

C'est dans cette perspective que l'apport de la Réforme à la culture hongroise en Transylvanie est repris au travers de nombreux exemples. Parmi les éléments les plus régulièrement cités, l'initiative du prince Gabriel Bethlen d'ouvrir un collège protestant à Aiud (Nagyenyed – Straßburg am Mieresch) en 1622 figure en bonne position. De manière plus générale, Gabriel Bethlen est l'un des souverains les plus adulés, puisque considéré comme serviteur des intérêts de l'ensemble des Hongrois. Ainsi, au-delà de ses combats politiques, son aide au développement de la culture est l'autre facette de sa magyarité. Outre le collège d'Aiud, nombre d'auteurs ne manquent pas de rappeler que l'une des premières imprimeries de langue hongroise est créée à Cluj en 1547 par Gaspard Heltai, un Hongrois d'origine saxonne.

Les ouvrages publiés entre le tournant politique de 1948 et le début des années 1960 se démarquent quelque peu en la matière, en raison de la stricte partition de l'histoire entre

³⁸⁸ Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, Op. cit. p. 19-24.

³⁸⁹ Pour une histoire des souverains de la principauté de Transylvanie, se référer à : Oborni Teréz. *Erdély fejedelmei*, Pannonica, Budapest, 2002. 221 p.

³⁹⁰ Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 71. ; Walter Mária. *Histoire II*, Op. cit. p. 313.

³⁹¹ Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, Op. cit. p. 19.

³⁹² Ibid. p. 22.

³⁹³ Le Calloc'h Bernard. *Les Unitariens de Transylvanie*, Glyphe, Paris, 2007. 49 p.

progressistes et réactionnaires. Chez György Spira et Gusztáv Heckenast (1951), Jean Csere Apáczai, philosophe transylvain, bénéficie d'une mention particulière en qualité de « [...] premier philosophe hongrois »³⁹⁴. Le manuel de Mátyás Unger (1957) respecte à la ligne ce dogme et intitule par exemple un sous-chapitre "La Transylvanie et la culture nationale progressiste" (*Erdély és a haladó nemzeti kultúra*), où il y est entre autres rappelé que « [...] la Transylvanie était le foyer de la littérature hongroise »³⁹⁵.

La puissance de ce rôle de bastion conféré à la Transylvanie se remarque par l'utilisation régulière de l'expression pouvant être traduite comme "jardin enchanté" (*tündérkert*) pour désigner la situation de la principauté au temps de Gabriel Bethlen, en opposition aux régions sous domination ottomane et Habsbourg. La profondeur de l'expression est à replacer dans le contexte de sa création, puis de sa propagation par le chef militaire Miklós Zrínyi (1620-1664) dans les contes populaires hongrois, ainsi que dans la littérature, notamment par l'écrivain Zsigmond Móricz (1879-1942)³⁹⁶. Géza Eperjessy et László Benczédi (1967) préfèrent quant à eux la forme de "pays enchanté" (*tündérország*), très proche de la première.

En Roumanie, au contraire des cours d'histoire, où les élèves issus des minorités utilisent des manuels traduis depuis le roumain, les cours de littérature pour les minorités sont dispensés dans leur langue maternelle avec des manuels idoines. Au travers de leur lecture, il est possible de déceler une volonté de se concentrer sur la Transylvanie en mettant quelque peu de côté la Hongrie³⁹⁷. Cet aspect est à replacer dans le contexte où les autorités roumaines acceptent avec bien des difficultés le sentiment d'appartenance commune entre Hongrois de Roumanie et de Hongrie³⁹⁸. Dès lors, les manuels accentuent le rôle de la principauté dans la littérature hongroise.

En ce qui concerne l'héritage roumain, Mihail Roller et ses coauteurs ne manquent pas de signaler que le premier atelier d'imprimerie de langue roumaine voit le jour en Transylvanie en 1667 sous l'égide du prince Michel Apafi (1632-1690)³⁹⁹. De plus, l'ouvrage cite l'ouverture d'une école roumaine à Alba Iulia par ce même prince. Dans le sillage de la Réforme protestante et de son impact sur les langues vernaculaires, le manuel de Roller mentionne également l'édition à Sibiu en 1544 du premier livre rédigé en langue roumaine. Ce dernier est une

³⁹⁴ « [...] első magyar filozófus », *Ibid.* p. 33.

³⁹⁵ « Erdély otthona volt a magyar irodalomnak », Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III.*, *Op. cit.* p. 90.

³⁹⁶ Kürti László. *The Remote Borderland*, *Op. cit.* p. 83-84.

³⁹⁷ Kozma Dezső. *Magyar irodalom tankönyv a IX. osztály számára*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1978. 272 p.

³⁹⁸ Földes György. *Magyarország, Románia*, *Op. cit.* p. 393-400.

³⁹⁹ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 282.

Pour une étude traitant de ce sujet se référer à : Erich Agnes Terezia. « Filip Moldoveanul – the First Romanian-Language Typographer in Sibiu », *Journal of Romanian Literary Studies*, n°12, 2007. p. 28-31.

traduction du catéchisme luthérien, édité par des Saxons afin de faciliter la conversion des Roumains orthodoxes. Le second, imprimé à Brașov en 1559, est quant à lui une traduction du catéchisme calviniste, confession quasi-exclusivement hongroise en Transylvanie. Le propos est – une fois de plus – nuancé et présente une nouvelle contradiction. D'un côté, le dénigrement subi par les serfs roumains orthodoxes est pointé du doigt, en précisant notamment que : « Cette propagande ne fit pas son chemin, mais les livres imprimés eurent le mérite de stimuler le courant de traduction et d'impression des livres ecclésiastiques en roumain », tout en adressant une critique supplémentaire à l'encontre des kénèzes roumains en raison de leur adoption du catholicisme pour accéder à la noblesse hongroise⁴⁰⁰.

Une nouvelle discordance se retrouve quant à la position des princes transylvains vis-à-vis de l'Église orthodoxe. D'une part, le texte justifie la différence dans le patrimoine architectural par le fait que « [...] leur religion n'étant pas soutenue par l'État, les serfs orthodoxes ne pouvaient construire que de modestes églises en bois »⁴⁰¹. D'autre part, il est ultérieurement souligné que : « Les prêtres orthodoxes étaient soutenus par certains princes de Transylvanie, intéressés à capter les principaux éléments parmi les serfs »⁴⁰². Cette phrase révèle la tendance à ne pas attaquer trop directement l'héritage hongrois dans le cadre de la solidarité avec les nationalités, tout en montrant les élites comme la classe opprimant les masses.

En 1960, le changement est manifeste dans la mesure où le développement de la culture roumaine féodale est traité dans un seul et même point, englobant ainsi la Transylvanie avec la Moldavie et la Valachie. Les auteurs s'alignent toutefois sur les positions de Roller et font état des mêmes éléments, rappelant par exemple le nombre bien plus important d'imprimeries en Transylvanie que dans les autres régions. L'architecture n'est pas en reste, puisque le récit s'arrête principalement sur les forteresses se trouvant en Transylvanie, ainsi que sur les cathédrales ou églises en bois de la région de Maramureș⁴⁰³. Dans les pas de la Réforme, l'édition de livres en langue roumaine en Transylvanie est positivement reprise dans le manuel de Francisc Pall et Camil Mureșan (1969), dans une section traitant du développement culturel dans les trois Pays roumains⁴⁰⁴. De son côté, l'autre ouvrage de 1969 aborde également le volet

⁴⁰⁰ « Această propagandă n-a prins, dar cărțile tipărite au avut totuși darul de a stârnii curentul traducerii și tipăririi cărților bisericești în românește », Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 217.

⁴⁰¹ « [...] religia lor nefind susținută de către stat, iobagii ortodocși n-au putut ridica decât modeste biserici de lemn », Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 281.

⁴⁰² « Preoții ortodocși au fost sprijiniți de unii dintre principii Transilvaniei, interesați să capteze elementele de frunte dintre iobagi », Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 281.

⁴⁰³ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 103-107.

⁴⁰⁴ Pall Francisc, Mureșan Camil. *A középkor története*, Op. cit. p. 267-268.

culturel dans un chapitre regroupant la Transylvanie, la Valachie et la Moldavie, où : « La culture des Pays roumains se développe sur des coordonnées communes majeures. [...] La culture roumaine est toujours plus unitaire, en dépit des frontières politiques artificielles de l'époque »⁴⁰⁵. Les auteurs abordent simultanément les trois entités dans un même chapitre avec une attention toute particulière portée aux influences mutuelles. À ce sujet, la place accordée à la Transylvanie n'est pas plus importante, mais cette dernière est insérée dans le cadre du bloc culturel roumain unitaire, où les auteurs s'efforcent de montrer la conscience d'appartenance commune au travers de tous les segments culturels. En ce qui concerne la Transylvanie, le rôle de Gabriel Bethlen en faveur de l'ouverture d'écoles est souligné.

Les manuels rédigés dans les années 1980 reprennent et dépassent le rôle précédemment attribué à la Transylvanie, alors que le même phénomène visant à perpétuellement rappeler l'unité culturelle roumaine perdure. Dans un premier temps, le manuel de Daicoviciu (1984) affirme par exemple que « Nous devons l'humanisme de nos pays au XVI^e siècle à de nouvelles institutions de culture humaniste en Transylvanie, l'école de Brașov, réorganisée sous l'influence de la Réforme », attribuant ainsi un rôle majeur à la Transylvanie⁴⁰⁶. Toutefois, les nouveaux ouvrages ne se limitent pas à cet aspect et se concentrent plutôt sur l'unité, l'indépendance et la continuité culturelles des Roumains. C'est sous cet aspect que l'héritage culturel de la région est évoqué, comme en attestent parfaitement deux passages tirés du manuel d'Hadrian Daicoviciu :

« Notre culture, médiévale et humaniste, présente les traits essentiels de la culture européenne et, en même temps, des caractéristiques particulières qui reflètent la vie et les aspirations du peuple roumain et des autres habitants, Hongrois, Saxons et Sicules, qui vécurent et créèrent avec les plus anciens habitants du pays, les Roumains »⁴⁰⁷

« Les littératures humanistes historiques et géographiques roumaine, hongroise et allemande reflètent l'histoire des Pays roumains dans leur intégralité, insistent sur l'origine du peuple roumain, soulignant sa latinité et son unité, la preuve en est que Honterus a inscrit sur sa carte de 1542 le nom Dacie en gros caractères sur tout le territoire roumain sur lequel se superposent les provinces historiques : Valachie, Moldavie, Transylvanie. [...] Des recherches historiques, basées sur les écrits d'humanistes locaux et étrangers, ont révélé que dans la société du XVI^e siècle s'affirma la conscience de l'unité de la nation, fondée sur son origine latine »⁴⁰⁸

⁴⁰⁵ « Cultura ţărilor române se dezvoltă pe coordonate majore comune [...] cultura românească este tot mai unitară, peste granițele politice artificiale ale vremii », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 147.

⁴⁰⁶ « Umanismul ţărilor noastre din sec. al XVI-lea îi datorăm în Transilvania noi instituții de cultură umanistă, școala de la Brașov, reorganizată sub influența Reformei », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 167.

⁴⁰⁷ « Cultura noastră, medievală șiumanistă, are trăsăturile esențiale ale culturii Europei și, în același timp, caracteristici particulare în care se oglindesc viața și naționalitatea poporului român și ale celorlalți locuitori, maghiari, sași și secui, care au trait și creat alături de cei mai vechi locuitori ai țării, români », Ibid. p. 160.

⁴⁰⁸ « Literatura istorică și geografică umanistă română, maghiară și germană oglindește istoria Țărilor Române în întregul lor, se preocupă stăruitor de originea poporului român, subliniindu-i latinitatea și unitatea, dovedă că

Les manuels d'histoire roumains publiés à partir des années 1960 n'omettent pas l'évocation du rôle culturel de la Transylvanie pour les Saxons et Hongrois, puisque c'est au temps de la principauté que naissent leurs premières œuvres dans leurs langues respectives grâce à l'influence de la Réforme⁴⁰⁹. Ainsi donc, l'importance de la région pour les nations cohabitantes est reprise, mais s'exprime toujours selon le prisme d'un territoire fondamentalement roumain et présentant une profonde similarité avec la Valachie et la Moldavie.

Certains manuels hongrois, comme celui de Lajos Lukács (1951), évoquent le rôle joué par la principauté dans le développement de la culture roumaine. Ce dernier mentionne qu' « en lien avec la Réforme, et le patronage des princes de Transylvanie, les premières pousses de la culture en langue roumaine sont nées »⁴¹⁰. Des propos similaires se retrouvent dans l'ouvrage de Géza Eperjessy (1981), puisqu'il y est précisé que le premier livre en langue roumaine voit le jour à Brașov⁴¹¹.

Lorsque la situation des confessions est abordée, les manuels scolaires publiés en Hongrie louent le progressisme de la principauté dans des temps où les guerres de religions ravagent l'Europe. Par l'adoption de l'édit de Turda en 1568, la Transylvanie devient le premier État européen à instaurer un décret relatif à la liberté de culte. Il s'agit d'un élément abondamment repris par les manuels, tout particulièrement dans le contexte d'une réduction de l'histoire à un conflit entre forces progressistes et réactionnaires. Cette liberté de culte vient flatter l'égo national et met sur un piédestal la Transylvanie sur le plan des traditions nationales progressistes. Dans le cas du manuel de Kálmán Benda (1945), il apparaît que : « Dans l'intérêt de la paix du pays, la Diète de 1571 proclama l'égalité des quatre confessions [...], avec cette loi, la Transylvanie préceda de loin les autres pays d'Europe »⁴¹². L'ouvrage de 1951 souligne quant à lui l'ascendant pris par le calvinisme sur les trois autres confessions officielles au temps de Gabriel Bethlen. Pour Mária Walter (1989) « Par une décision sans pareille en Europe, la Diète de Turda décida en 1568 de permettre à tout prédicateur de professer l'évangile selon sa propre interprétation », tandis que « La Réforme ouvrait une ère nouvelle dans le

Honterus a încris pe harta sa din 1542 cu litere mari numele Dacia peste întregul teritoriu românesc care se suprapunea provinciilor istorice : Țara Românească, Moldova, Transilvania. [...] Cercetările istorice, pe baza scrierilor umaniștilor autohtoni și străini, au relevat că în societatea sec. al XVI-lea s-a afirmat conștiința unității neamului, întemeiată pe originea lui latină », *Ibid.* p. 169-170.

⁴⁰⁹ *Ibid.* p. 170.

⁴¹⁰ « A reformációhoz kapcsolódva, az erdélyi fejedelmek pártfogásával, megszülettek a román anyanyelvű kultúra első hajtásai », Lukács Lajos. *A magyar nép*, *Op. cit.* p. 252.

⁴¹¹ Eperjessy Géza. *Történelem a gimnáziumok II.*, *Op. cit.*, 1981. p. 216.

⁴¹² « Az ország békéje érdekében az 1571-es országgyűlés kimondotta, hogy mind a négy vallásfelekezet egyenlő [...] ezzel a törvénnyel Erdély messze megelőzte Európa többi országát », Benda Kálmán. *Magyarország története*, *Op. cit.* p. 71.

développement de la culture hongroise »⁴¹³.

Les manuels hongrois insistent ainsi sur le caractère novateur et progressiste de l'édit, alors que du côté roumain, le propos est centré sur son caractère discriminatoire à l'encontre des Roumains. Le fait marquant est l'absence de l'orthodoxie dans la description, puisqu'en pratique la confession orthodoxe n'est que tolérée. En effet, la Transylvanie ne possède que quatre confessions reçues : catholique, calviniste, luthérienne et unitarienne. L'Église orthodoxe, à laquelle appartiennent les Roumains au Moyen Âge, ne bénéficie daucun statut officiel. Cet état de fait est à replacer dans le contexte de la structure d'une société féodale, où l'absence d'élite de rite orthodoxe explique l'absence de reconnaissance officielle pour cette Église. La lecture des manuels des deux pays révèle en ce sens une divergence notable. En revanche, il serait réducteur d'affirmer que l'ensemble des manuels scolaires hongrois fait abstraction du sort de l'orthodoxie dans la principauté. C'est par exemple le cas du livre de Géza Eperjessy (1981), dans lequel outre les mérites de l'édit de Turda, l'auteur souligne qu' « on était moins patients avec les Roumains de Transylvanie orthodoxes. Cependant, ils publièrent dans leur langue maternelle le nouveau testament à Brașov qui fut le premier livre imprimé en langue roumaine »⁴¹⁴.

Selon l'interprétation fournie par Mihail Roller, les serfs orthodoxes subissent l'oppression sociale et confessionnelle en raison du prosélytisme catholique et protestant. Cependant, aucune référence à une oppression nationale n'apparaît dans le texte⁴¹⁵. En 1960, l'ambivalence de la Réforme est soulignée, puisque si elle favorise l'édition de livres en roumain, elle n'améliore en rien la situation des serfs et tout particulièrement celle de la paysannerie roumaine orthodoxe. Il est à noter que désormais le qualificatif roumain est accolé à celui d'orthodoxe, ce qui laisse entrevoir les premiers signes du virage national⁴¹⁶. Le manuel de Miron Constantinescu et Constantin Daicoviciu (1969) ne fait pas état de l'édit, ce qui témoigne des différences existantes dans l'appréciation de l'héritage de la principauté. La position relative à la situation de l'Église orthodoxe prend elle aussi une tournure aux accents résolument roumains. En parallèle, le statut de confession tolérée dont dispose l'Église orthodoxe est brandi par les auteurs en guise de preuve de la triple discrimination subie par les Roumains : sociale, politique et religieuse. En 1984, le propos n'évolue guère, les auteurs

⁴¹³ Walter Mária. *Histoire II*, Op. cit. p. 323.

⁴¹⁴ « A görögkeleti erdélyi románokkal már kevésbé voltak türelmesek. Viszont anyanyelvükön kiadták részükre Brassóban az Újszövetséget, az első román nyelvű nyomtatott könyvet », Eperjessy Géza. *Történelem a gimnáziumok II*. Op. cit. p. 216.

⁴¹⁵ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 216-217.

⁴¹⁶ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 86.

décrivent la situation confessionnelle de la principauté comme suit : « Sur le plan religieux, la principauté reflétait les intérêts des quatre religions admises comme officielles : catholique, luthérienne, calviniste et unitarienne. C'est le soi-disant système de tolérance, basé uniquement sur ces religions, avec l'exclusion de l'orthodoxe, qui représentait la majorité de la population roumaine »⁴¹⁷.

⁴¹⁷ « Sub raport religios principatul a reflectat interesele celor patri religii admise ca oficiale : catolică, luterană, calvină și unitariană. Acesta este aşa-zisul sistem al tolerenției, întemeiat numai pe aceste religii, cu excluderea celei ortodoxe care reprezenta populația românească majoritară », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 157.

VII. Deux siècles sous domination habsbourgeoise

La paix de Karlowitz conclue en 1699, puis la signature de la paix de Szatmár en 1711 à la suite de l'échec du soulèvement mené par François II Rákóczi, mènent au contrôle de l'ensemble de l'ancien royaume de Hongrie par la maison des Habsbourg, alors que le Banat tombe quant à lui entre les mains autrichiennes après 1716⁴¹⁸. La perception de la "pax habsburgica" après des siècles où la Transylvanie, et plus généralement le territoire de l'ancien royaume de Hongrie, formaient un lieu de lutte entre grandes puissances est ici examinée.

La domination autrichienne apporte de nombreux changements, dont une vague de repopulation de la partie sud du bassin des Carpates. Comment prendre pour objet une thématique allant à l'encontre des romans nationaux des nations voisines devenant après 1948 – sauf dans le cas autrichien – des peuples socialistes frères ? C'est également à partir du XVIII^e siècle que se fait l'apparition des premiers bourgeons du fleurissement national touchant l'Europe. En Hongrie, depuis la période dualiste, la tendance des livres scolaires est de délaisser quelque peu l'espace transylvain au cours de cette période pour se recentrer sur le territoire formant la Hongrie actuelle. Ainsi, la période comprise entre la reprise de Buda en 1686 et le début de la révolution de 1848 constitue l'intervalle au cours duquel la Transylvanie est la moins présente dans le paysage scolaire. Les manuels utilisés entre 1945 et 1990 ne marquent pas de réelle rupture avec cette tradition. De l'autre côté de la frontière, le manuel de Roller (1947) réserve une attention particulière à l'histoire de la région sous domination habsbourgeoise, puisque 27 pages traitent de la Transylvanie au XVIII^e siècle, contre 48 pour la Valachie et la Moldavie, par ailleurs présentées dans un même ensemble⁴¹⁹. Les manuels ultérieurs perpétuent cet intérêt pour la région, bien qu'il soit plus difficile de distinguer les seules parties afférentes à la Transylvanie, dans la mesure où l'histoire des trois pays roumains est à partir de 1960 confondue dans des mêmes chapitres.

Nonobstant cette tradition, la comparaison du contenu des manuels des deux pays est intéressante à plus d'un titre. Une attention particulière est réservée à la révolte paysanne de 1784, en raison de l'importance dont elle jouit dans les manuels scolaires roumains. L'analyse accorde un grand intérêt à la compréhension des positions adoptées sur les relations entre les

⁴¹⁸ Il est à noter que deux acceptations existent en ce qui concerne l'intégration de la principauté de Transylvanie aux possessions Habsbourg, certains historiens estiment qu'elle s'effectue dès la paix de Karlowitz en 1699, tandis que d'autres la considèrent effective lors de la signature du traité de Szatmár en 1711. Várkonyi Ágnes. « La principauté de Transylvanie III : Les dernières décennies de la principauté autonome (1660-1711) », Köpeczi Béla (dir.). *Histoire de la Transylvanie*, Op. cit. p. 346-394. ; Platon Gheorghe. « Entre les empires ottomans, autrichien et russe », Fischer Galati Stephen, Giurescu Dinu, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Une histoire des Roumains*, Op. cit. p. 178-179.

⁴¹⁹ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 284-356.

trois groupes nationaux, dans le contexte de développement et de structuration du sentiment national. La montée en puissance de l'esprit national – et la manifestation de ses effets secondaires – culminent lors de la révolution de 1848-1849. Si cette dernière est élevée au rang de modèle de la lutte du peuple par les deux historiographies communistes, quelles interprétations sont réservées au conflit opposant Roumains, Saxons et Hongrois et quel rôle est attribué à la région ?

1) Les changements démographiques et les Habsbourg

Au cours des guerres austro-ottomanes, de très larges pans du sud du bassin des Carpates se voient vidés de leurs habitants en raison non seulement des ravages de la guerre, tels que les pillages ou les exactions, mais aussi des famines, des épidémies et des mouvements de population. C'est dans cette optique que Vienne se lance dans une politique de repeuplement de ces régions. À la lumière des travaux publiés après 1990, l'appel de nombreux colons fait consensus chez les historiens. Néanmoins, l'ampleur et l'interprétation de ces changements démographiques divergent sensiblement entre les perceptions hongroise et roumaine⁴²⁰.

De l'avis des spécialistes hongrois, la Transylvanie historique est relativement épargnée par le phénomène, tandis qu'il touche de plein fouet le Banat – presque entièrement dépeuplé – et dans une moindre mesure le Partium⁴²¹. Sur le sujet, la tendance de l'historiographie hongroise est de souligner le plus grand tribut payé par l'élément hongrois, en raison de sa répartition dans des villages de la Grande plaine. Ces derniers ne pouvant bénéficier de l'abri naturel offert par les hautes montagnes comme dans le cas des Roumains, des Slovaques ou des Ruthènes, bien que la zone de peuplement des deux derniers groupes nationaux soit moins concernée par les guerres austro-turques. Les historiens hongrois mettent également en avant la volonté de Vienne d'installer des colons germanophones catholiques afin de contrer l'esprit rebelle des Hongrois et de renforcer l'Église catholique aux dépends des protestants et des orthodoxes. Enfin, ces mêmes spécialistes déplorent également le fait que l'élément hongrois ne dispose d'aucune "réserve" à l'extérieur de ses frontières et en ce sens, Vienne – et les seigneurs hongrois – sont contraints de faire appel à des colons étrangers⁴²². L'historiographie roumaine postérieure au changement de régime accorde quant à elle un intérêt bien plus limité

⁴²⁰ En langue française se rapporter notamment à la thèse suivante : Landais Benjamin. *Nations, priviléges et ethnicité à l'époque des Lumières : l'intégration de la société banataise dans la monarchie habsbourgeoise au XVIII^e siècle*, Thèse de doctorat, Université de Strasbourg, 2013.

⁴²¹ Pour le cas du Banat voir : Kovách Géza. *A Bánság demográfiai és gazdasági fejlődése (1716-1848)*, Délalföldi Évszázadok 11., Szeged, 1998. p. 50-70.

⁴²² Hunyadi István. « Aspects démographiques de la Reconquête », *Cahiers d'études hongroises*, n°3, 1991. p. 2-3.

à ces mouvements de population, puisqu'elle présente les Roumains comme le peuple autochtone vivant en majorité dans l'ensemble des territoires formant la Roumanie contemporaine depuis les temps les plus reculés⁴²³. Entre 1945 et 1990, les historiens hongrois prennent leurs distances avec le nationalisme et relativement peu d'études traitant de l'histoire des anciens territoires hongrois voient le jour dans les deux premières décennies de l'ère communiste. En Roumanie, le sujet continue de bénéficier d'une faible couverture chez les historiens, tandis que la tendance anti-Habsbourg teintée d'anti-germanisme se recoupe avec le même phénomène observé en Hongrie⁴²⁴.

La mise en minorité des Hongrois en Hongrie est traditionnellement considérée comme le fruit de l'occupation ottomane et des guerres de libération. Au cours de l'entre-deux-guerres, ces évolutions démographiques sont largement mises en exergue comme causes du traité de Trianon. Avant le tournant politique de 1948, le sujet conserve son importance, comme en atteste l'ouvrage de Kálmán Benda (1945)⁴²⁵. L'auteur revient sur les conséquences démographiques des guerres ottomanes, puisque : « La population autrefois entièrement hongroise de la Hongrie méridionale (Temesköz, Szeremség, Bácska) était alors complètement éteinte »⁴²⁶. Vingt pages plus loin, l'auteur s'arrête une nouvelle fois sur la question en évoquant l'arrivée de nombreux Roumains en provenance de l'autre versant des Carpates en raison de la pression économique s'exerçant sur eux dans les principautés de Valachie et Moldavie. La force du propos est décuplée par la dernière phrase abordant cette thématique et décrivant la situation selon laquelle « Au milieu de la grande mer des peuples, les Hongrois passèrent en minorité dans leur propre pays »⁴²⁷. L'autre ouvrage de la période de transition adopte les mêmes positions et aborde avec la même gravité la question de populations allogènes⁴²⁸.

⁴²³ Gheorghiu Teodor Octavian. « Habitatul din perspectiva administrației habsurgice », Neumann Victor (dir.). *Istoria Banatului : studii privind particularitățile unei regiuni transfrontaliere*, Editura Academiei Române, Bucarest, 2015. p. 221-234. ; Bolovan Sonna Paula, Bolovan Ioan. « Politică și demografie în mișcarea de emancipare națională a românilor din Transilvania în epoca modernă », Pop Ioan-Aurel, Bolovan Ioan, Maior Liviu (dir.). *Călător prin istorie: omagiu profesorului Liviu Maior la împlinirea vîrstei de 70 de ani*, Centrul de Studii Transilvane, Cluj-Napoca, 2010. p. 377-380.

⁴²⁴ Tintă Aurel. *Colonizările habsburgice în Banat. 1716-1740*, Facla, Timișoara, 1972. 216 p.

⁴²⁵ Une étude portant sur la question de la perception des nationalités dans les manuels scolaires hongrois de la période de transition semi-démocratique a déjà été menée, où des conclusions analogues ont été dressées, voir : Nagy Mariann. « A nemzetiségi kérdés a 20. század (1928-1948) tankönyveiben », *Árkádia*, n°7, 2012.

<http://arkadiafolyoirat.hu/index.php/7-a-sokszinu-tortenelem/91-a-nemzetisegi-kedes-a-20-szazad-1928-1948-tankonyveiben> [Consulté le 5 août 2022]

⁴²⁶ « Az egykor színmagyar délvidékről (Temesköz, Szeremség, Bácska) ekkora már teljesen kipusztult a lakosság », Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 68.

⁴²⁷ « A nagy néptenger közepén a magyarság kisebbség lett a saját országában », Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 89.

⁴²⁸ Kosáry Domokos, Mérei Gyula. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig*, Op. cit. p. 9-11.

Dans le manuel utilisé au cours des années 1950, la thématique bénéficie d'une couverture bien moins importante, comme l'illustrent Gusztáv Heckenast et György Spira (1951), où seulement un paragraphe aborde la question de la première vague de repeuplement. En revanche, les auteurs s'attardent plutôt sur l'état de "semi-colonie" de la Hongrie et les combats menés contre la domination habsbourgeoise. L'anti-germanisme, l'opposition viscérale aux Habsbourg, l'interprétation marxiste rigoriste, auxquels viennent s'ajouter l'impossibilité d'émettre des propos en opposition avec les "peuples frères" orientent la position adoptée par les auteurs :

« Ni les propriétaires terriens étrangers, ni les Hongrois, ne voyaient avec plaisir les serfs hongrois sur leurs propriétés. Ils craignaient l'amour de la liberté des paysans hongrois provenant de leurs traditions kuruc. Ils installèrent en Hongrie plutôt des colons étrangers, en premier lieu allemands »⁴²⁹

Seule l'installation de populations allemandes est spécifiée – et dénigrée –, tandis que l'arrivée d'autres communautés n'est pas relevée dans le texte, ce qui peut être imputé à la volonté de ne pas entrer en collision avec l'interprétation faite en Roumanie. En ce qui concerne les positions relatives à la seconde vague d'installation de colons, se déroulant sous le règne de Marie-Thérèse (1717-1780) entre 1740 et 1780, l'ouvrage de 1951 y consacre une page et demie où le discours anti-Habsbourg se développe. Outre les considérations économiques, les auteurs continuent de mettre en valeur l'intention de faire disparaître l'esprit des traditions *kuruc* par l'installation de colons étrangers⁴³⁰. Toutefois, cette entreprise est jugée nécessaire du fait des nombreuses pertes occasionnées par les guerres austro-turques. Cette fois, l'arrivée de paysans serbes et roumains est mentionnée, alors que les auteurs rappellent que le sentiment national n'existe pas encore chez les peuples "d'Europe de l'Est", selon la formule consacrée par les auteurs. Leur implantation est justifiée par les meilleures conditions dont ils peuvent jouir dans le royaume de Hongrie en comparaison des territoires subissant la domination ottomane, alors que les Habsbourg souhaitent installer des populations étrangères pour contrer les traditions de rébellion des Hongrois⁴³¹.

Dès 1957, Mátyás Unger se distingue en replaçant au premier plan les évolutions de la composition ethnico-linguistique du bassin des Carpates. Dans la neuvième édition de son manuel (1975), il fournit des explications en tous points similaires, tout en rajoutant une certaine nuance de fatalité à ces changements : « En parallèle, cependant, le peuple hongrois,

⁴²⁹ « Sem az idegen, sem a magyar földesurak nem látták szívesen a magyar jobbágyot birtokaikon. Féltek a magyar parasztság szabadságszeretetétől, kuruc hagyományaitól. Inkább idegen, elsősorban német telepeseket hozták Magyarországra », Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, Op. cit. p. 42.

⁴³⁰ Le terme de *kuruc* désigne un rebelle luttant contre les Habsbourg dans la Hongrie des XVII^e et XVIII^e siècles.

⁴³¹ *Ibid.* p. 62-64.

qui n'avait pas de réserves transfrontalières, devenait inévitablement une minorité », avant de poursuivre sur le fait que : « La situation des nationalités en termes de superficie et des rapports de proportionnalité se développant au cours du XVIII^e siècle, déterminèrent à bien des égards le développement futur de notre histoire »⁴³². Ce type d'analyse atteste du maintien de certaines thématiques classiques de l'historiographie hongroise, tout comme de la volonté de donner du sens à "un passé qui ne passe pas". En ce qui concerne l'arrivée des Roumains, l'édition de 1975 du manuel de Mátyás Unger expose que : « L'occupation spatiale des Roumains était la plus considérable »⁴³³. Si cette information dispose d'une réelle légitimité historique, elle atteste une fois de plus de la singularité des relations hungaro-roumaines et de l'importante différence se manifestant entre les deux éditions.

Dans son manuel en langue française de 1989, ainsi que dans les versions hongroises précédentes de 1981 ou de 1983, Géza Závodszky met en avant les changements démographiques en défaveur des Hongrois s'opérant au début du XVIII^e siècle dans la droite ligne de l'exposé proposé par Mátyás Unger. Outre les différences de fond, dans sa forme, le manuel se distingue désormais par son format in-quarto, avec l'utilisation de nombreuses sources et de cartes en couleurs sur des pages bien plus aérées. La première page du chapitre traitant de l'histoire de la Hongrie à la suite du départ des Ottomans comporte ainsi une carte relative à la densité de population en Hongrie aux alentours de l'année 1720. Conformément aux explications précédemment fournies, le Banat présente la plus faible densité de population, alors que les comitats situés en Transylvanie ou dans le nord-ouest de l'ancien royaume sont plus épargnés par les ravages de la guerre. Dans les paragraphes explicatifs, l'auteur précise que « sous Mathias 80 % des habitants du pays parlaient le hongrois, au début du XVIII^e siècle le nombre de Hongrois s'était réduit de moitié »⁴³⁴. En la matière, dès 1945 le manuel de Kálmán Benda avance les mêmes chiffres pour la Hongrie médiévale, tout en précisant que les trois autres groupes nationaux sont les Slaves, les Roumains et les Allemands⁴³⁵. L'ouvrage en circulation dans les années 1980 explique que : « Les catholiques allemands, qui ne furent pas installés sans arrière-pensée, déménagèrent dans des villages déjà construits avec un plan régulier et reçurent une exonération fiscale de six ans »⁴³⁶. L'installation de ces populations

⁴³² « Ezzel párhuzamosan azonban a magyar nép – melynek nem voltak határonkon túli tartalékai – elkerülhetetlenül kisebbségbe szorult » ; « A XVIII. század során alakult ki terület és számarány tekintetében az a nemzetiségi helyzet, mely sok tekintetben meghatározta történelünk további alakulását », Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, Op. cit., 1975. p. 108.

⁴³³ « A románság térfoglalása volt a legnagyobb arányú », Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III.*, Op. cit., 1957. p. 90.

⁴³⁴ Závodszky Géza. *Histoire III*, Op. cit. p. 93-94.

⁴³⁵ Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 57.

⁴³⁶ « A nem minden mellékgondolat nélkül telepített katolikus németek előre megépített, szabályos alaprajzú

allemandes se fait principalement dans le Banat, ainsi que dans le *Partium* autour de la ville de Satu Mare. L'historien fournit une explication catégorique en ce qui concerne la Transylvanie, puisqu'en accord avec l'historiographie hongroise, c'est à partir de ce moment que les Roumains forment le groupe ethnico-linguistique le plus nombreux de la région :

« Les paysans et les bergers roumains arrivèrent en plus grand nombre. Ils fuyaient l'exploitation seigneuriale devenue écrasante au XVII^e siècle dans les principautés roumaines. Ils devinrent majoritaires en Transylvanie, mais ils s'établirent également en grand nombre à la lisière orientale de la Grande plaine et dans la région de Timiș »⁴³⁷

Si le repeuplement touche une grande partie de la Hongrie, l'arrivée de nouveaux habitants dans les territoires rattachés par la suite à la Roumanie est particulièrement présente dans les manuels et gagne en importance au fil des éditions, ce qui revêt ici un triple intérêt. En premier lieu, et en lien avec les conclusions précédentes, il apparaît que les manuels retrouvent progressivement les grandes thématiques nationales. De plus, ceci démontre la centralité des régions perdues au profit de la Roumanie dans l'imaginaire national hongrois et la perpétuelle interrogation visant à comprendre leur perte. Enfin, la conception hongroise d'un repeuplement massif entre en conflit avec la perception roumaine, dont les prémisses se font d'ores et déjà sentir dans le manuel de 1957. Cette différence de point de vue s'inscrit dans la lignée de la divergence concernant la composition de la population de cette région depuis la période antique.

Dans les manuels scolaires publiés en Roumanie, l'établissement de nombreux nouveaux habitants dans le Banat, le *Partium* et la Transylvanie ne bénéficie que d'un intérêt très modeste, à tel point que le manuel de Roller passe sous silence cet épisode. Pourtant la reconquête est largement décrite, mais le récit insiste plutôt sur le rapport de force entre Ottomans et Autrichiens, ainsi que sur la charge s'abattant sur la paysannerie⁴³⁸. En la matière, aucun changement ne peut être détecté dans le manuel de 1960, où les auteurs s'attardent plutôt sur le franchissement des Carpates par de nombreux paysans roumains venant s'installer en Moldavie et en Valachie en raison de la pression sociale, confessionnelle et nationale s'abattant sur eux en Transylvanie. Seule l'arrivée des Souabes du Banat apparaît dans le récit, où ils sont dépeints – à l'instar de la noblesse hongroise – comme des piliers de la domination autrichienne⁴³⁹. L'ouvrage conjointement rédigé par Dumitru Almaș et Alexandru Vianu (1969) suit cette ligne, bien que deux pages évoquent la prise de possession autrichienne et ses

falvakba költöztek, és hat évre adómentességet kaptak », Závodszy Géza. *Történelem a gimnázium III. osztálya számára: az újkor története*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1983. p. 81.

⁴³⁷ Závodszy Géza. *Histoire III*, Op. cit. p. 96.

⁴³⁸ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 331-334.

⁴³⁹ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 127-131.

conséquences en Hongrie et en Transylvanie⁴⁴⁰. De manière analogue, Constantin Daicoviciu et Miron Constantinescu (1969) accordent deux pages à l'instauration de la domination autrichienne sur Transylvanie. D'une part, le propos est similaire aux ouvrages antérieurs et postérieurs par sa focalisation sur une critique acerbe du pouvoir des Habsbourg. D'autre part, un paragraphe traite de l'établissement de colons dans l'optique d'un renforcement de la mainmise habsbourgeoise sur le Banat. Cependant, l'arrivée – sporadique ou massive – de colons roumains ne figure pas dans le récit, dans lequel seule l'arrivée de colons catholiques allemands, italiens, lorrains est relatée. Le repeuplement n'est pas interprété dans le contexte des dégâts causés par les guerres, mais plutôt comme un instrument dans les mains de Vienne pour l'assujettissement de la population autochtone et la domination sur la région, comme l'illustre l'extrait suivant :

« Cette population, connue sous le terme générique de Souabes, se vit accorder un certain nombre de priviléges lors de son établissement dans le Banat : les meilleures terres, prises aux indigènes, des exonérations fiscales pour un certain temps. Ce n'est pas la colonisation elle-même ou l'installation des Souabes dans le Banat qui doivent être considérées comme des phénomènes négatifs, mais les conditions dans lesquelles elles s'accomplirent, car elles nuisirent davantage à la population indigène, ce qui générera un grand mécontentement »⁴⁴¹

Hadrian Daicoviciu (1984) et ses coauteurs omettent totalement les changements démographiques s'opérant au cours du XVIII^e siècle. L'intérêt réside plutôt dans l'établissement d'une stricte différence entre la situation de la Hongrie et de la Transylvanie et les auteurs optent pour un rappel de la discrimination nationale subie par les Roumains avec l'instauration du diplôme léopoldien en 1691⁴⁴². Ce dernier reconnaît l'autonomie de la Transylvanie et maintient le système des trois nations privilégiées et des quatre confessions reçues, tandis que l'Église orthodoxe demeure tolérée. Ce choix diverge considérablement de l'appréciation hongroise qui de son côté traite de l'histoire de l'ensemble du bassin des Carpates.

L'impression de bouleversement démographique en défaveur des Hongrois, couplée au dénigrement des Habsbourg, se fait également au travers de la narration du massacre (*Madéfalvi vérengzés*) survenu dans le village sicule de Siculeni (Madéfalva) le 7 janvier 1764⁴⁴³. Il représente un passage incontournable des manuels scolaires hongrois traitant de la période moderne. Le renforcement du pouvoir habsbourgeois sous le règne de Marie-Thérèse implique

⁴⁴⁰ Vianu Alexandru, Almaș Dumitru. *Az újkor és a jelenkor története*, Op. cit. p. 23-25.

⁴⁴¹ « Această populație cunoscută sub termenul generic de șvabi, a fost dăruiată, la așezarea în Banat, cu o seamă de privilegii : pămînturile cele mai bune, luate băştinașilor, scutiri de dări pe un anumit timp. Nu colonizarea în sine sau așezarea șvabilor în Banat trebuie socotite ca fenomene negative, ci condițiile în care s-au îndeplinit acestea, deoarece au prejudiciat într-un grad superior populația băştinașe, ceea ce a generat mari nemulțumiri », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 154.

⁴⁴² Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 191.

⁴⁴³ En mémoire du massacre, un monument est érigé dans le village en 1899.

la volonté de mettre un terme à certains priviléges collectifs dont jouissent les Sicules et d'élargir le système des confins militaires. En conséquence, la conscription est étendue à ces derniers qui en réaction se révoltent. Leur soulèvement est maté dans le sang lors d'un rassemblement dans le village de Siculeni et provoque le départ de plusieurs centaines de Sicules de l'autre côté des Carpates en Moldavie et en Bucovine afin de fuir la répression autrichienne. Leur installation a comme conséquence le renforcement de la communauté Csángó de Moldavie, ainsi que la création des cinq villages sicules de Bucovine⁴⁴⁴.

Dans le champ scolaire, l'image traditionnellement positive donnée des Sicules ne disparaît absolument pas, Kálmán Benda (1945) justifiant ainsi la révolte : « Les Sicules ne souhaitaient pas se retrouver sous la direction d'officiers étrangers dans un statut à peine supérieur à celui de la servitude »⁴⁴⁵. À partir du tournant de 1948, le massacre de Siculeni est utilisé afin de souligner l'oppression habsbourgeoise et la profonde tradition de révolte sociale des Hongrois en solidarité avec les peuples frères. Le manuel de György Spira et Gusztáv Heckenast (1951) déclare à ce propos que « Parmi les insurgés, beaucoup furent en Moldavie et s'installèrent au milieu du peuple roumain frère »⁴⁴⁶. Cette référence se distingue fortement de l'ouvrage de 1945 et fournit une preuve supplémentaire de l'influence décisive du contexte politique sur le contenu du manuel scolaire. Dans les différentes éditions de l'ouvrage rédigé sous l'autorité de Géza Závodszky (1983, 1989), peu de différences apparaissent quant au traitement du massacre de 1764. Néanmoins, la narration de l'intervention impériale se limite désormais à quelques lignes⁴⁴⁷. Cette perte d'intérêt s'explique principalement par l'atténuation du discours anti-habsbourgeois, ainsi que par l'orientation prise par les manuels. En effet, l'histoire événementielle perd progressivement du terrain au profit d'une histoire plus centrée autour des processus et de l'analyse.

L'interprétation du massacre de Siculeni dans le manuel de Roller se révèle être très similaire à celle des manuels de Hongrie. L'antipathie manifestée à l'égard de l'Autriche connaît une intensité équivalente, tandis qu'elle ne s'estompe guère au fil des différentes publications de manuels scolaires. Les termes utilisés dans l'extrait suivant expriment pleinement l'interprétation rollerienne de l'histoire, à savoir une lutte des classes perpétuelle depuis l'Antiquité. Selon cette considération, les oppositions nationales sont écartées afin de

⁴⁴⁴ Egyed Ákos, Hermann Gusztáv Mihály, Oborni Teréz (dir.). *Székelyföld története II.: 1562-1867*, Magyar Tudományos Akadémia Bölcsészettudományi Kutatóközpont, Budapest, 2016. p. 388-398.

⁴⁴⁵ « A székelyek nem kívántak idegen tisztek vezetése alatt a jobbágysornál alig magasabb állapotba kerülni », Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 87-88.

⁴⁴⁶ « A felkelők közül számosan Moldvába menekültek és a testvéri román nép között telepedtek meg », Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, Op. cit. p. 69.

⁴⁴⁷ Závodszky Géza. *Histoire III*, Op. cit. p. 103.

mettre en évidence l'affrontement entre exploitants et exploités : « Les Sicules se sont également révoltés à plusieurs reprises. Un exemple est le soulèvement de Siculeni (1764), qui était si puissant que les classes exploitantes furent forcées de déployer une armée qui soumit les communes aux tirs de canon »⁴⁴⁸.

Les manuels publiés au cours de la décennie suivante, à l'image de celui conjointement rédigé par Miron Constantinescu et Constantin Daicoviciu (1969), replacent en une ligne la révolte dans le cadre des soulèvements fomentés contre le pouvoir Habsbourg, mais « [...] étouffés dans le sang »⁴⁴⁹. Dans le manuel dirigé sous la direction d'Hadrian Daicoviciu (1984), l'événement n'est pas cité et le propos se contente de mentionner la mise sur pied de deux régiments roumains de gardes-frontière et trois sicules. À leur propos, les auteurs notent la possibilité de sortir des rangs du servage pour les Roumains, sans livrer plus d'informations sur les régiments sicules⁴⁵⁰.

En dépit du fait que les manuels scolaires publiés dans les deux pays accordent un intérêt d'une ampleur différente aux changements démographiques, ceux-ci se rejoignent lorsqu'il s'agit de se prononcer sur les Habsbourg. Par nécessité politique, la dynastie est considérée comme l'ennemie des peuples hongrois et roumain. Dès lors, tant les historiens que les auteurs de livres scolaires se mettent au diapason de la volonté affichée par les deux partis communistes. Si avant les années 1960, la Hongrie est présentée comme une colonie ou semi-colonie de l'Empire, cette grille de lecture s'estompe par la suite, bien que l'image négative de la dynastie subsiste⁴⁵¹. Ceci se remarque au travers du livre scolaire de Mátyás Unger (1957) avec un chapitre intitulé "La Hongrie, colonie autrichienne 1711-1790" (*Magyarország, osztrák gyarmat 1711-1790*)⁴⁵². Néanmoins, dans la neuvième édition de 1975, le titre devient plus sobrement "La Hongrie dans le système absolutiste Habsbourg 1711-1790" (*Magyarország a Habsburg abszolutizmus rendszerében 1711-1790*)⁴⁵³. En dépit de ce point d'accord, l'importance accordée à la Transylvanie dans le cadre de l'avènement des nations conduit à l'établissement de deux discours en concurrence.

⁴⁴⁸ « A székelyek is többször fellázadtak. Példaként a madárfalvi felkelést említjük meg (1764), amely annyira erőteljes volt, hogy a kizsákmányoló osztályok kénytelen voltak hadsereget kivezényelni, amely ágyútűz alá vette a községeket », Roller Mihai. *Op. cit.* p. 317.

⁴⁴⁹ « [...] înăbușite în singe », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 160.

⁴⁵⁰ Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, *Op. cit.* p. 200.

⁴⁵¹ Romsics Ignác. *Clio bűvöletében*, *Op. cit.* p. 440-441. ; Nagy Mariann. « The Discourse of the "Colonization" of Hungary in Hungarian History Textbooks », Popp Susanne, Gorbahn Katja, Grindel Susanne (dir.). *History Education and (Post-)Colonialism: International Case Studies*, Peter Lang, Berlin, 2019. p. 268-271.

⁴⁵² Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III.*, *Op. cit.*, 1957. p. 121.

⁴⁵³ Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III.*, *Op. cit.*, 1975. p. 103.

2) L'émergence de deux constructions nationales concurrentes

La particularité des relations roumano-hongroises se traduit par le manque de poids des exemples de coopération entre les deux peuples face à celui des divergences au cours de l'histoire. Pour autant, il a été démontré que la doctrine marxiste en place dans les deux pays – tout du moins dans les premières années – tend à accentuer la convergence entre les peuples afin de faire valoir une lutte des classes pluriséculaire. Ceci montre une réelle intention d'insérer les grands chapitres de l'histoire nationale dans le narratif communiste. Néanmoins, le développement des deux mouvements nationaux provoque une mise en concurrence et un empiétement sur le projet national rival. Quelle place attribuer à la Transylvanie dans ce processus sans dépasser les limites établies par le cadre rigide de la fraternité socialiste ?

L'interprétation des changements démographiques telle que présentée dans les manuels scolaires hongrois et roumains atteste de part et d'autre d'une profonde animosité à l'encontre de la dynastie des Habsbourg⁴⁵⁴. C'est dans cet esprit que s'exprime également le mépris envers les Autrichiens lorsqu'il s'agit d'évoquer la situation politique des deux espaces nationaux, aspect formant par ailleurs un véritable consensus dans l'ensemble des démocraties populaires. Nonobstant cet ennemi commun, de profondes différences d'approche subsistent. Ce phénomène s'illustre par exemple au travers du fait que l'ensemble des manuels hongrois perpétue le souvenir du royaume de Hongrie embrassant l'ensemble du bassin des Carpates, véritable canevas sur lequel se déploie la narration de l'histoire nationale. En conséquence, l'une des principales critiques émises à l'encontre des Habsbourg concerne le maintien de la division du royaume, avec en tout premier lieu l'absence de réunification entre la Transylvanie et la Hongrie. Si bien des aspects évoluent au fil des différentes publications, cette position demeure inchangée dans les livres scolaires hongrois⁴⁵⁵. Elle témoigne de la profonde identification territoriale avec le bassin des Carpates et tout particulièrement avec la Transylvanie.

C'est dans cette même optique que les auteurs de manuels regrettent également la création des confins militaires (*granița militară* – *határőrvidék* – *Militärgrenze*) dans la région de Timiș, où des soldats serbes et roumains sont mobilisés afin de défendre les possessions impériales le long de la frontière avec l'Empire ottoman. Cette organisation est par la suite

⁴⁵⁴ Il est à noter que les positions deux historiographies se calquent sur celles adoptées en Union soviétique au sujet de la dynastie autrichienne, voir : Islamov Tofik, Miller Alexey, Pavlenko Olga, Glazkova Marina, Romanenko Sergei. « Soviet Historiography on the Habsburg Empire », *Austrian History Yearbook*, n°26, 2009. p. 165-188.

⁴⁵⁵ À ce propos consulter par exemple le manuel de 1951 : Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, *Op. cit.* p. 56.

étendue au sud de la Transylvanie, ainsi qu'à la Croatie-Slavonie et la Syrmie, et provoque un vif mécontentement chez les Sicules comme cela a été précédemment analysé. L'interprétation fournie dans certains manuels scolaires hongrois à ce propos, comme celui de György Spira et Gusztáv Heckenast, est sans équivoque : « Cette organisation militaire ne servit pas uniquement à démanteler l'intégrité territoriale du pays, ni à protéger les frontières du pays de la menace déclinante d'une éventuelle attaque turque, mais principalement à intimider et contrôler les "rebelles" hongrois »⁴⁵⁶. Ceci atteste qu'en dépit du rejet théorique de toute forme de nationalisme, le discours marxiste hongrois d'obédience stalinienne reprend la vision hongroise traditionnelle.

À l'inverse, les manuels roumains évoquent sans exception une histoire des Pays roumains que sont la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie élargie, comprenant donc le Banat et le *Partium*. Néanmoins, le manuel de Roller (1947) se distingue par le choix de séparer les chapitres traitant de l'histoire de la Transylvanie et des deux autres régions historiques formant la Roumanie contemporaine. Cette différenciation s'estompe dans les manuels publiés au cours des années 1960, tandis qu'à partir des années 1970, les trois régions sont toujours intégrées dans un seul et même récit. Cet aspect traduit le désir de faire ressortir en toute circonstance l'unité et l'homogénéité des territoires appartenant à la Roumanie contemporaine.

En accord avec les explications précédentes, les manuels roumains se montrent bien plus modérés dans la formulation de critiques à l'égard de l'établissement de régiments de gardes-frontière. Dans l'ouvrage de Roller (1947), seules six lignes traitent de ces régiments, présentés comme un instrument au service de la domination autrichienne sur la Transylvanie et le Banat⁴⁵⁷. Dans un chapitre ultérieur relatif à la situation de l'enseignement, le récit insiste sur le réseau d'écoles primaires en place en Transylvanie depuis le règne de Joseph II (1741-1790) entre 1780 et 1790, ainsi que sur l'existence du lycée de Blaj. En opposition, le système éducatif officiel est jugé comme presque inexistant en Moldavie et en Valachie⁴⁵⁸. Ce passage est à replacer dans le contexte de la création des régiments de gardes-frontière, où plusieurs écoles primaires voient le jour et offrent ainsi une instruction en langue roumaine à destination des enfants des soldats enrôlés⁴⁵⁹. Ce même point rappelle par ailleurs l'importance que joue la

⁴⁵⁶ « Ez a katonai szervezet nemcsak arra szolgált, hogy megbontsa az ország területi egységét, nemcsak arra, hogy esetleg török támadások egyre csökkenő veszélyétől óvja az ország határait, hanem elsősorban arra, hogy megfélemítse, kordában tartsa a magyar "rebellis"-eket », Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, *Op. cit.* p. 56.

⁴⁵⁷ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 331-332.

⁴⁵⁸ *Ibid.* p. 395.

⁴⁵⁹ Bolovan Ioan, Bolovan Sorina Paula. « Granița militară austriacă și română din Transilvania în sec. XVIII-XIX, studiu de caz : zona Năsăud », Andea Susana, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Pe urmele trecutului : profesorului Nicolae Edroiu la 70 de ani*, Centrul de Studii Transilvane, Cluj-Napoca, 2009. p. 437-446.

Transylvanie dans le développement de la culture roumaine. Selon le manuel de Miron Constantinescu et Constantin Daicoviciu (1969), ces régiments sont créés afin d'apaiser les revendications sociales des serfs. Ces derniers disposent alors de la possibilité de s'affranchir en s'enrôlant, puisqu' « [...] assurant de meilleures opportunités de développement économique et culturel pour les régions frontalières »⁴⁶⁰. Chez Hadrian Daicoviciu, la longueur et la teneur du récit demeurent similaires, à la différence près que le texte souligne la nationalité roumaine des sous-officiers. Ceci est à replacer dans le cadre du nationalisme des années 1980, où il convient de perpétuellement exalter l'indépendance, ainsi que les mérites des Roumains⁴⁶¹.

Lorsqu'il s'agit d'évoquer les balbutiements d'une construction nationale moderne au XVIII^e siècle, le manuel de Kálmán Benda (1945) est celui qui adopte l'approche la plus élogieuse, tel que l'illustre le titre réservé à cet effet : "Le renouveau du sentiment national hongrois" (*A magyar nemzeti érzés újrásbredése*). Il y adresse un certain nombre de critiques aux minorités, notamment pour leur manque de discernement et leur choix d'opter pour les Habsbourg plutôt que pour les Hongrois en raison de leur crainte de l'élan national hongrois⁴⁶².

Dans leur ouvrage, György Spira et Gusztáv Hecknast (1951) rappellent que le sentiment national n'existe pas encore chez les peuples "d'Europe de l'Est". L'animosité entre les différents groupes nationaux est absente, et à ce titre, les auteurs louent la solidarité affichée par les masses paysannes. Une fois de plus, le mécanisme de solidarité horizontale est mobilisé en mettant en exergue l'opposition nationale existant seulement entre les différentes bourgeoisies. Les descriptions imputent l'apparition du nationalisme à la volonté de la bourgeoisie de nier la lutte des classes en instrumentalisant l'opposition face à d'autres groupes nationaux, alors que la légitimité de l'explication est étayée par une longue citation de Staline⁴⁶³. Il est à noter qu'à cette époque il n'existe pas de véritable bourgeoisie en Hongrie, l'utilisation de ce terme étant dictée par la phraséologie marxiste. De surcroît, l'apparition de la rivalité et des dissensions entre les différents groupes nationaux vivant dans le bassin des Carpates est montrée comme le fruit d'une politique savamment orchestrée par les Habsbourg en vue de maintenir leur domination. Par la suite, cette stratégie est adoptée par les classes exploitantes de ces peuples afin de maintenir leur domination.

Chez Mátyás Unger (1957), une différence explicite est faite entre les Allemands habitant dans les villes de Hongrie, montrant une importante tendance à l'assimilation, et les

⁴⁶⁰ « [...] asigurând posibilități mai bune dezvoltării economice și culturale regiunilor grănicerești », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 160.

⁴⁶¹ Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 200.

⁴⁶² Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 106-107.

⁴⁶³ Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, Op. cit. p. 114.

Saxons de Transylvanie qui expriment de leur côté un profond sentiment anti-hongrois⁴⁶⁴. Cet aspect est à replacer dans le contexte du profond attachement des Saxons à leur autonomie face aux aspirations d'union entre la Transylvanie et la Hongrie dans le cadre de la création d'un État-nation moderne. Les manuels postérieurs maintiennent ce cap et évoquent régulièrement l'absence d'animosité entre les différentes communautés nationales habitant le bassin des Carpates avant le XIX^e siècle dans un discours où les solidarités sociales continuent de prévaloir sur le sentiment national. L'ouvrage de Géza Eperjessy et László Benczédi (1967) en fournit une bonne illustration dans l'extrait suivant : « Aux XVI^e et XVII^e siècles, il n'y avait pas même une seule trace des querelles entre Hongrois, Roumains, Slovaques et Croates qui devinrent plus tard si tragiques »⁴⁶⁵. Or, il est indéniable que la propagation du sentiment national – du moins chez les élites – fait son chemin à partir du XVIII^e siècle. La position relative à la nation évolue considérablement dans les versions plus tardives, comme celle de Géza Závodszky. Une explication moins schématisée de l'apparition du sentiment national est fournie, dans laquelle l'auteur relie sa gestation aux mutations que rencontrent les sociétés européennes et oppose le concept de nation moderne avec cette même notion au cours de la période médiévale⁴⁶⁶.

En ce qui concerne les interprétations données à la naissance du sentiment national en Roumanie, une différence notable apparaît avec la Hongrie et ne cesse de se creuser au fil de la parution de nouveaux livres. Mihail Roller et ses condisciples (1947) lui manifestent un réel intérêt, en s'arrêtant notamment sur le développement de la culture nationale à partir de la fin du XVIII^e siècle. En lien avec la Transylvanie, Gheorghe Lazăr (1779-1821), Transylvain et grand artisan du développement de l'enseignement en langue roumaine, est largement salué pour son rôle dans l'affirmation de l'identité nationale⁴⁶⁷. En 1960, il est affirmé que « Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la Transylvanie était à l'avant-garde du développement culturel », preuve supplémentaire de la centralité de la région dans l'affirmation de la nation roumaine⁴⁶⁸. L'influence occidentale que connaît la Transylvanie – et dont ne peuvent jouir la Valachie et la Moldavie – est montrée comme la principale raison expliquant l'embellie culturelle roumaine. Le récit réserve une demi-page au processus de formation du sentiment national, où il est présenté comme le résultat du renforcement de la bourgeoisie, de l'aspiration

⁴⁶⁴ Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III*, Op. cit., 1957. p. 252.

⁴⁶⁵ « Magyarok, románok, szlovákok és horvátok között a XVI-XVII században még nyoma sem volt a később oly tragikussá váló viszonykodásoknak », Eperjessy Géza, Benczédi László. *Történelem a gimnáziumok II.*, Op. cit. p. 252.

⁴⁶⁶ Závodszky Géza. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, Op. cit. p. 115.

⁴⁶⁷ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 362-363.

⁴⁶⁸ « În a două jumătate a secolului al XVIII-lea, Transilvania a fost în fruntea dezvoltării culturale », Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 135.

aux transformations sociales et du développement de la culture nationale⁴⁶⁹.

Pour Miron Constantinescu et Constantin Daicoviciu (1969), la formation de la nation roumaine s'exprime par le seul prisme de la lutte contre les oppresseurs intérieurs et extérieurs, sans de plus amples explications sur le phénomène⁴⁷⁰. Dans les ouvrages utilisés dans les années 1970 et 1980, comme celui rédigé sous la direction d'Hadrian Daicoviciu (1984), la nation est placée au centre du récit. Ainsi, les deux dernières pages traitent de la "Constitution de la nation roumaine moderne" (*Constituirea națiunii române moderne*), où le XVIII^e siècle est considéré comme celui « [...] de l'affirmation de la conscience nationale »⁴⁷¹. Dans le manuel destiné à la neuvième classe et rédigé sous la direction d'Elizabeta Hurezeanu (1988), les quatre premières pages ont pour sujet "L'affirmation de la nation roumaine" (*Afirmarea națiunii române*), où le propos est en tout point analogue à celui proposé par Hadrian Daicoviciu et ses coauteurs⁴⁷². Le processus menant à l'avènement des nations modernes est détaillé, alors que la soif d'unité narrée dans l'ouvrage s'inscrit dans le cadre de l'union politique amorcée dès 1600 par Michel le Brave. En outre, la définition de la nation fournit un excellent témoignage de l'évolution de sa perception entre le manuel de Roller et ceux publiés au cours des années 1980 :

« La nation est une forme supérieure de communauté humaine, étant le résultat d'un processus historique complexe et long : elle se caractérise par la communauté de langue, de territoire, de vie économique, politique et culturelle, par l'origine ethnique commune et la conscience de son individualité »⁴⁷³

Telle que présentée dans les manuels, l'oppression anti-roumaine, d'abord autrichienne, puis hungaro-autrichienne, prend tout son sens au travers du discours relatant la création en 1697 de l'Église gréco-catholique, dite uniate. Cette union s'inscrit dans le renforcement de l'Église catholique, comme en témoignent l'union de Brest en 1596 pour une partie de l'Église orthodoxe ukrainienne, puis celle d'Ungvár (Oujhorod) en 1646 pour les Ruthènes⁴⁷⁴. L'union d'Alba Iulia naît de la reconnaissance du pape par trente-huit popes orthodoxes de Transylvanie et du *Partium*, sous l'égide des Jésuites au service des Habsbourg. Les uniates conservent le rite oriental et se trouvent à mi-chemin entre Rome et Constantinople.

Au lendemain de la prise de pouvoir communiste, l'Église gréco-catholique est

⁴⁶⁹ *Ibid.* p. 176.

⁴⁷⁰ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 151-168.

⁴⁷¹ « [...] afirmații conștiinței naționale », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, *Op. cit.* p. 230.

⁴⁷² Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României : manual pentru clasa a IX-a*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1988. p. 10-14.

⁴⁷³ « Națiunea reprezintă o formă superioară de comunitate umană, fiind rezultatul unui proces istoric complex și îndelungat ; ea se caracterizează prin comunitatea de limbă, de teritoriu, de viață economică, politică și de cultură, prin origine etnică comună și conștiința individualității sale », *Ibid.* p. 11.

⁴⁷⁴ Dovbiscenko Mixajlo. « La proclamation de l'union et les controverses religieuses en Volhynie (fin du XVI^e siècle – première moitié du XVII^e siècle) : mythes et réalités », *Dix-septième siècle*, n°220, 2003. p. 467-499.

réintégrée de force en décembre 1948 à l’Église orthodoxe jusqu’à la révolution de 1989. Il est à noter qu’au cours de l’entre-deux-guerres, cette dernière était reconnue comme Église roumaine aux côtés de l’Église orthodoxe, bénéficiant ainsi d’une situation privilégiée et d’un favoritisme non dissimulé envers l’orthodoxie⁴⁷⁵. Cette persécution s’inscrit dans le cadre d’un désir de suppression de toute forme d’influence occidentale sur les Roumains afin d’accroître l’emprise du Parti sur ces derniers par le biais de l’Église orthodoxe autocéphale. Une partie importante du clergé uniate refuse l’intégration et se voit en conséquence emprisonnée par les autorités communistes, tandis que l’Église orthodoxe reçoit ses biens⁴⁷⁶.

Au sujet de la création de l’Église gréco-catholique, l’ouvrage de Roller (1947) considère cette union comme servant les intérêts des Habsbourg, tout comme ceux des classes dominantes roumaines. À ces dernières, la dynastie autrichienne fait miroiter l’élévation des uniates au rang de quatrième nation siégeant à la Diète de Transylvanie. Le clergé gréco-catholique est présenté comme un grand allié du pouvoir Habsbourg, au contraire du son pendant orthodoxe, exprimant à son propos que « L’Église orthodoxe non unie resta un soutien dans la lutte contre les Habsbourg et la domination catholique, continuant ainsi à avoir un caractère d’opposition à la classe dirigeante »⁴⁷⁷. La version de 1947 voit le jour un an avant l’interdiction de l’Église gréco-catholique, tandis que la version de 1956 est publiée dans la décennie pouvant être considérée comme l’épicentre de l’oppression subie par les uniates. En 1956, Roller présente ce choix comme un calcul politique réalisé par une partie de l’élite économique roumaine afin d’obtenir des droits politiques et met en avant le caractère élitiste de cette union. Si cette explication est loin d’être sans fondement, elle est poussée à son paroxysme afin de mettre en évidence l’opposition entre élite et peuple et d’illustrer l’antinomie entre l’Église uniate et les Roumains⁴⁷⁸. L’ouvrage n’accorde pas le rôle de berceau du mouvement national roumain aux intellectuels gréco-catholiques de Transylvanie et marque en ce sens une rupture avec les manuels de l’entre-deux-guerres⁴⁷⁹. Pour autant, il n’omet pas totalement le rôle joué par l’Église uniate dans le développement de la culture roumaine, en l’occurrence grâce aux écoles uniates et à la formation des prêtres à Vienne ou à Rome.

Les différents manuels publiés à partir des années 1960 ne montrent pas plus d’empathie

⁴⁷⁵ Soica Sergiu. *Biserica greco-catolică din Banat în perioada anilor 1920-1948*, Eurostampa, Timișoara, 2011. p. 10-17.

⁴⁷⁶ Mahieu Stéphanie. « Une Église dissidente ? L’Église gréco-catholique roumaine pendant la période communiste (1948-1989) », *Revue d’études comparatives Est-Ouest*, vol. 35, n°4, 2004. p. 94-106.

⁴⁷⁷ « Biserica ortodoxă neunită a rămas mai departe a fi un sprijin în lupta împotriva dominației habsurgice și catolice, continuând astfel să aibă un caracter de împotrivire față de pătura stăpânitoare », Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 289.

⁴⁷⁸ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 273-275.

⁴⁷⁹ Voir par exemple : Panaitecu P. Petre. *Istoria Românilor pentru clasa VIII-a secundară*, Op. cit. p. 239-241.

à l'égard de sa fondation. La résistance à la catholicisation et la dénationalisation forcée de l'Église orthodoxe est présentée comme un signe de la lutte sociale contre les classes exploitantes. Une fois encore le seul élément positif concerne la possibilité pour les prêtres de se former à Vienne ou Rome au profit de la culture roumaine universelle⁴⁸⁰. Chez Constantin Daicoviciu et Miron Constantinescu (1969), il est avancé à propos de l'union qu' « un autre moyen de domination de la Cour de Vienne était, avec l'armée, l'Église catholique. La population roumaine orthodoxe, en majorité absolue en Transylvanie, fut attirée vers le catholicisme »⁴⁸¹. La montée en puissance de fondements tels que l'unité culturelle, l'homogénéité ethnique des Roumains et le martèlement de leur présence majoritaire, témoignent des légères – mais tangibles – évolutions entre les manuels de 1960 et 1969. Hadrian Daicoviciu et ses coauteurs (1984) réservent une page à la thématique à l'occasion de la présentation du prêtre uniate Ion Inochentiu Micu (1692-1768). Ce dernier est traditionnellement dépeint comme un pionnier du combat national pour l'obtention de droits collectifs, aspect repris dans ce manuel. En ce qui concerne le jugement attribué à la création de l'Église gréco-catholique, les auteurs soulignent les conditions émises par les prêtres uniates, avec entre autres l'accès au rang de quatrième nation. À ce propos, il est souligné que les protestations émises par les représentants des trois nations et des quatre confessions reçues empêchent les Roumains d'accéder à un statut similaire⁴⁸². Cette critique ouverte à l'endroit des trois nations – absente du manuel de Roller – traduit le contexte caractérisant la Roumanie des années 1980 et la tendance à stigmatiser les Hongrois et les Saxons.

Dans la dynamique d'éveil national que connaît l'Europe à partir de la fin du XVIII^e siècle, l'adoption du hongrois comme langue officielle en remplacement du latin devient l'un des objectifs des réformateurs hongrois qui y parviennent en 1844. Il convient d'ajouter à cela que la Transylvanie, par ses traditions et sa plus grande autonomie, joue un rôle considérable dans ce processus et l'élite magyare aspire également à introduire le hongrois comme langue officielle⁴⁸³. Cet aspect renforce une fois de plus l'identification de la nation hongroise à ce territoire et lui confère un espace sans équivalent dans l'imaginaire collectif⁴⁸⁴. Le mouvement visant à faire du hongrois la langue officielle du royaume bénéficie d'une image positive dans

⁴⁸⁰ Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 135.

⁴⁸¹ « Un alt mijloc de dominație a Curții de Viena era, alături de armată, biserică catolică. Populația românească ortodoxă, în majoritate absolută în Transilvania, trebuia, prin urmare atrasă la catolicism », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 153.

⁴⁸² Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, Op. cit. p. 210-211.

⁴⁸³ Köpeczi Béla (dir.). *Histoire de la Transylvanie*, Op. cit. p. 444-448.

⁴⁸⁴ Kürti László. *The Remote Borderland*, Op. cit. p. 81-90.

les manuels scolaires publiés en Hongrie⁴⁸⁵. Cette aspiration vient se heurter aux autres mouvements nationaux du bassin des Carpates, où les élites naissantes voient d'un mauvais œil l'affirmation de la langue hongroise et l'interprètent comme un danger pour la pérennité de leur propre développement national. Cet aspect se retrouve dans l'ensemble des manuels, comme celui de Géza Závodszyk :

« La réaction féodale en Hongrie souhaitait préserver ses priviléges de classe avec l'aide de la langue latine. Cependant, après un demi-siècle de résultats atteints pas à pas, la cause de la langue hongroise remporta une victoire complète [...] Le hongrois devint la langue d'État. Il s'agit d'un événement d'une grande importance dans l'histoire moderne du peuple hongrois. Cependant, la langue d'État hongroise mit en lumière les contradictions avec les peuples du pays non hongrois »⁴⁸⁶

En ce qui concerne les positions relatives aux nationalités vivant en Hongrie, les auteurs du manuel de 1951 se révèlent être particulièrement sévères à l'encontre de l'élite hongroise. Les aspirations analogues des nationalités sont présentées comme tout autant légitimes, tandis que le nouveau statut de la langue hongroise cristallise les tensions avec les élites des différents groupes nationaux du bassin des Carpates, comme en témoigne l'extrait suivant : « Ces peuples étaient en proie à l'oppression coloniale autrichienne au même titre que les Hongrois. Cependant, ils furent empêchés de s'engager sur la voie du capitalisme, non seulement par l'oppression autrichienne, mais aussi par l'oppression magyare »⁴⁸⁷. Mátyás Unger (1957) et Géza Závodszyk (1983) ne passent pas sous silence la répartition sociale profondément marquée selon l'appartenance nationale. Ainsi, dans les territoires habités par les nationalités, la noblesse est également hongroise, ce qui est montré comme la principale raison cristallisant les rapports entre cette dernière et les autres groupes nationaux. À la différence des manuels roumains percevant ce phénomène comme le fruit de l'asservissement des populations autochtones par la noblesse hongroise, les livres scolaires hongrois l'interprètent comme le résultat de la politique de repeuplement orchestrée par les Habsbourg⁴⁸⁸. En dépit de ces critiques envers la noblesse magyare, la lutte pour la reconnaissance du hongrois comme langue officielle bénéficie dans chaque livre scolaire d'un jugement positif.

⁴⁸⁵ Voir à ce propos : Somorjai Szabolcs. « A reformkor ábrázolása a XX. századi történelemtankönyvekben. Az 1922-1988 közötti időszak gimnáziumi tankönyvei alapján », *Könyv és nevelés*, vol. 13, n°1, 2011. p. 14-24.

⁴⁸⁶ « A magyarországi feudális reakció osztálykiválgásait pedig a latin nyelv segítségével kívánta megőrizni. A magyar nyelv ügye azonban fél évszázad fokról fokra elérte eredményei után teljes diadalt aratott [...] A magyar lett az államnyelv. Óriási jelentőségű esemény ez a magyarság újkori történetében. A magyar államnyelv azonban felszínre hozta az ellentéteket a hazai nem magyar népekkal », Eperjessy Géza. *Történelem a gimnáziumok II. osztálya*, Op. cit. p. 128.

⁴⁸⁷ « Ezeket a népeket ugyanúgy sujtotta az osztrák gyarmati elnyomás, akár a magyarokat. Őket azonban nemcsak az osztrák elnyomás akadályozta abban, hogy rálépjenek a kapitalizmus útjára, hanem a magyar elnyomás is », Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, Op. cit. p. 117.

⁴⁸⁸ Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III*, Op. cit. p. 151. ; Závodszyk Géza. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, Op. cit. p. 115.

La position roumaine relative au passage du latin au hongrois comme langue officielle diverge bien évidemment de son pendant hongrois. Fidèle à son acception marxiste rigoriste, le livre scolaire de Roller présente cette montée des tensions nationales comme le fruit d'intérêts divergents entre l'élite hongroise et la bourgeoisie roumaine naissante. À ce propos, Mihail Roller (1947) exprime une forte critique à l'encontre des ambitions de formation d'un État national hongrois. Il dirige son attaque contre la bourgeoisie et la noblesse, qu'il nomme expressément comme hongroises. Néanmoins, l'auteur ne place pas l'ensemble des Hongrois dans la catégorie des ennemis des Roumains et suit sa ligne de conduite marxiste :

« Contre les exigences des Roumains s'élevaient les revendications des comtes et des dirigeants de la bourgeoisie hongroise en développement. Ils considéraient que tous les territoires qui avaient appartenu à la Hongrie féodale avant 1541, et donc la Transylvanie, faisaient partie de l'État national hongrois. Certains de ces idéologues affirmèrent que la citoyenneté ne devrait être accordée qu'à ceux qui apprendraient et parleraient le hongrois »⁴⁸⁹

Une différence notable apparaît dans la version de 1956, puisque « [...] les exigences de la bourgeoisie roumaine » sont évoquées en lieu et place de celle des Roumains⁴⁹⁰. Ceci atteste des corrections ultérieures apportées en vue de renforcer l'esprit marxiste du manuel et la perpétuelle opposition aux élites. Dans le même temps, cette rectification permet de placer la bourgeoisie seule sur le banc des accusés responsables du nationalisme. Au cours des années 1960, si une approche similaire est maintenue, le récit prend des accents résolument nationaux qui viennent renforcer l'opposition hungaro-roumaine. Preuve en est le manuel de Miron Constantinescu et Constantin Daicoviciu (1969), avec une partie intitulée "La lutte des Roumains de Transylvanie pour les droits politiques" (*Lupta Românilor din Transilvania pentru drepturi politice*) :

« La diète du pays, choisie sur la base des lois féodales, par sa composition même (85 % de nobles, 90 % de Hongrois et 10 % de Saxons), ne laissait aucun doute sur les questions qu'elle débattrait et sur la manière dont elle entendait les résoudre. La question des libertés et priviléges de la noblesse, de la langue et de la culture hongroises et de l'opposition à toute réforme novatrice furent les préoccupations de la Diète réunie à Cluj »⁴⁹¹

Chez Maria Totu et ses coauteurs (1977), la tentative d'introduire le hongrois comme

⁴⁸⁹ « Împotriva cererilor Românilor se ridicau pretențiile grofilor și conducătorilor burgheziei maghiare în dezvoltare, care considerau ca făcând parte din statul național maghiar toate teritoriile care aparținuseră Ungariei feudale înainte de 1541, deci și Transilvania. Unii dintre ideologii ei pretindeau să nu se acorde dreptul de cetățenie decât celor care vor învăța și vorbi limba maghiară », Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 426-427.

⁴⁹⁰ « A román burzsoá rétegek követelései », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 378.

⁴⁹¹ « dieta țării, aleasă pe baza legilor feudale, prin însăși compoziția sa (85 % nobili, 90 % maghiari și 10 % șasi) nu lăsa nici o îndoială cu privire la ce probleme va dezbatе și la felul cum înțelegea să le rezolve. Problema libertăților și privilegiilor nobiliare, a limbii și culturii maghiare și împotrivarea față de orice reforme înnoitoare au preocupat dieta întrunită la Cluj », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 169.

langue officielle par la Diète de Transylvanie en 1842 s'inscrit dans la politique de dénationalisation des Roumains lancée par la noblesse magyare⁴⁹². Toutefois, ce récit concerne la Transylvanie et ne s'attarde pas sur la situation en Hongrie, ce qui peut être interprété comme un signe supplémentaire de la tendance à séparer les deux entités.

La structuration d'une élite roumaine va de pair avec le renforcement des revendications politiques. En 1791, l'élite roumaine – et en premier lieu le clergé gréco-catholique – transmet un cahier de doléances à l'empereur dans l'espoir d'obtenir pour les Roumains le statut de quatrième nation siégeant à la Diète transylvaine, d'intégrer l'Église gréco-catholique parmi les confessions reçues et d'attribuer les postes dans l'administration en proportion de la répartition nationale. La rédaction de cette supplique est à mettre en parallèle avec le développement d'un sentiment national roumain au sein de l'élite roumanophone de Transylvanie⁴⁹³. Elle est également à relier à l'apparition de l'École transylvaine, dont les membres éminents figurent en bonne place parmi les grandes personnalités du panthéon national roumain, tels que Samuel Micu, Gheorghe Sincai ou encore Petru Maior. C'est par ailleurs dans ce contexte que la question de l'origine des Roumains et le désaccord entourant la présence roumaine dans la partie supérieure au bassin des Carpates se développent et revêtent une importance politique. Agitant la latinité des Roumains comme un gage de légitimité dans la lutte menée pour leur reconnaissance politique, les membres de l'École transylvaine se lancent dans un processus de relatinisation de la langue et aspirent à démontrer la légitimité historique des Roumains en tant que descendants de la romanité orientale.

En Hongrie, les manuels de 1945 accordent chacun quelques lignes au mouvement dans le cadre d'une description de la manifestation de la question nationale en Hongrie. Gyula Mérei et Domokos Kosáry soulignent le fait que les membres de l'École transylvaine insistent sur l'origine latine du peuple roumain et non sur l'appartenance au seul monde orthodoxe comme vecteur de légitimité de la nation roumaine⁴⁹⁴. Les auteurs ne mentionnent cependant pas que l'élite roumanophone de Transylvanie est de confession gréco-catholique, ce qui explique alors son attraction pour Rome et l'Ouest. Le *Supplex* de 1791 bénéficie d'une demi-page dans le manuel de György Spira et Gusztáv Heckenast (1951) au cœur d'une partie dédiée à l'éveil des consciences nationales chez les peuples habitant le bassin des Carpates⁴⁹⁵. Les trois principales

⁴⁹² Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, Op. cit. p. 33.

⁴⁹³ Durandin Catherine. *Histoire des Roumains*, Op. cit. p. 128-132.

⁴⁹⁴ Kosáry Domokos, Mérei Gyula. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig*, Op. cit. p. 57.

⁴⁹⁵ La supplique de 1791, rédigée par des intellectuels roumains uniates, est un programme de revendications destiné à l'empereur, ainsi qu'à la Diète de Transylvanie. Elle défend l'égalité des peuples de Transylvanie et l'acceptation des Roumains comme quatrième nation de la Diète. Le propos se base sur les droits historiques dont disposent les Roumains, s'appuyant notamment sur la théorie naissante de la continuité de peuplement latin en

revendications précédemment mentionnées apparaissent dans le texte, alors que les auteurs formulent également de sévères critiques à l'encontre de l'élite transylvaine, puisque « Ces revendications généralement justifiées effrayèrent également les ordres hongrois (et transylvains) »⁴⁹⁶. Toutefois, les auteurs n'oublient pas de pointer du doigt la responsabilité des Habsbourg, dans la mesure où la crispation des relations entre les différents groupes nationaux est montrée comme le résultat de la politique de *divide et impera* savamment employée par la dynastie autrichienne. Dans les ouvrages postérieurs, le mouvement n'est que peu relayé, comme l'illustre l'ouvrage de Mátyás Unger (1957), où seulement deux lignes le dépeignent comme une manifestation du nationalisme touchant également les Roumains et utilisé par Vienne contre les prétentions hongroises⁴⁹⁷. L'ouvrage de Géza Závodszky (1980) ne fait quant à lui aucune mention du mouvement de la Supplique.

Au cours des deux premières décennies communistes, l'historiographie roumaine – et en tout premier lieu les travaux de Mihail Roller – s'attachent à démontrer le caractère petit bourgeois (*mic-burghez*) de l'École transylvaine, suivant la sémantique marxiste des années 1950. Le prisme unique d'interprétation de l'histoire par le conflit social et la lutte des classes rend impossible une identification avec les Lumières transylvaines. La présence quasi-exclusive d'uniates parmi les figures de proue du mouvement facilite également la prise de distance vis-à-vis de son héritage⁴⁹⁸. Conformément aux observations proposées par l'historienne Andi Mihalache, le manuel de Roller évoque des revendications au seul bénéfice du « [...] clergé, puis des nobles et des commerçants roumains », insistant donc sur sa dimension élitiste, ainsi que sur la "trahison" de l'élite dans les deux pages et demie dédiées au courant latiniste et au *Supplex* de 1791⁴⁹⁹. La reconnaissance officielle de la confession orthodoxe par l'empereur Joseph II et l'admission de quelques orthodoxes dans les rangs de l'administration impériale sont présentées comme les seules satisfactions du mouvement, sans adopter pour autant un discours laudatif à l'endroit de l'empereur. Le volet culturel des Lumières transylvaines est pour sa part plus exhaustivement décrit, où le rôle du clergé grec-catholique dans ce développement culturel roumain est bien souligné. L'ouverture de trois écoles et la possibilité de partir étudier à Rome pour les futurs prêtres est vue comme prémissé à cette prise de conscience nationale. Les critiques sont donc réservées aux membres du mouvement dans le sillage d'une

Transylvanie, tout en affirmant la loyauté du peuple roumain envers l'Autriche.

⁴⁹⁶ « Ezek általában indokolt követelések szintén megijesztették a magyar (illetve erdélyi) rendeket », Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, Op. cit. p. 85.

⁴⁹⁷ Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III*, Op. cit., 1957. p. 211.

⁴⁹⁸ Mihalache Andi. « Iluminismul transilvan în istoriografia perioadei 1948-1965 », *Annales Universitatis Apulensis Series Historica*, n°4-5, 2001. p. 197-202.

⁴⁹⁹ « [...] cler, apoi pentru nobili și comercianții români », Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 354.

interprétation rigoriste de la lutte des classes, ainsi qu'à l'encontre des Habsbourg et de l'Église gréco-catholique en tant que personnifications de l'Occident, toujours dans le cadre de la mobilisation de l'histoire par le Parti. Le mouvement dit latiniste jouit d'une image plutôt contrastée, puisque si d'une part, il est montré comme ayant exercé une influence sur l'ensemble de la culture roumaine, d'autre part, il demeure critiqué comme en atteste l'ultime paragraphe traitant de l'École transylvaine :

« Ce courant latiniste exagéra parfois la latinité jusqu'à l'absurde. Cependant, il contribua à la lutte pour la conquête des libertés politiques, faisant naître l'idée de la lutte pour les libertés nationales et contre le joug des Habsbourg. Cette lutte qui commence à être menée pour les droits nationaux se mêle à la lutte sociale, tout particulièrement contre le servage. Ainsi, les luttes commencent à avoir un caractère social et national »⁵⁰⁰

En 1960, des positions proches apparaissent, puisque le mouvement demeure critiqué en raison de l'absence de toute dimension révolutionnaire et de revendications pour la paysannerie⁵⁰¹. Dans les manuels plus tardifs, le mouvement des Lumières transylvaines et le *Supplex* de 1791 bénéficient d'un intérêt accru. Chez Miron Constantinescu et Constantin Daicoviciu (1969), une évolution tangible apparaît puisque la supplique de 1791 est la manifestation de « [...] la nation roumaine qui commence à se cimenter des deux côtés des Carpates et élabore son programme politique par le *Supplex libellus Valachorum* »⁵⁰². L'étroite relation entre l'Église uniate et le mouvement est passée sous silence, alors que l'École transylvaine « [...] pose les bases de la philologie et de l'historiographie roumaines modernes, et certains de ses dirigeants sont les fondateurs de la nouvelle littérature »⁵⁰³. L'héritage de l'École transylvaine est donc pleinement considéré comme un mouvement majeur de l'histoire culturelle roumaine.

Selon la narration proposée dans l'ouvrage d'Hadrian Daicoviciu (1984), c'est par la culture que s'exprime le combat politique des Roumains en raison de l'oppression du pouvoir. Le manuel destiné à la classe suivante, rédigé sous l'autorité de Maria Tout en 1977, fournit des informations révélatrices à ce sujet. Dans cette période d'ébullition nationale, la Transylvanie joue un rôle prépondérant dans l'affirmation de l'identité nationale roumaine, en raison de la

⁵⁰⁰ « Acest curent latinist a exagerat uneori până la absurd latinitatea. Cu toate acestea, a contribuit la lupta pentru cucerirea de libertăți politice, dând naștere la Români ideii luptei pentru libertăți naționale și împotriva jugului habsburgic. Această luptă care începe să se ducă pentru drepturi naționale, se împletește cu lupta socială dusă mai ales împotriva iobăgiei. Astfel, luptele încep să aibă un caracter social și național », *Ibid.* p. 356.

⁵⁰¹ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, *Op. cit.* p. 156.

⁵⁰² « [...] începe să se încheje, pe ambele versante ale Carpaților, națiunea română, care își formulează primul său program politic prin *Supplex libellus Valachorum* », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 161.

⁵⁰³ « [...] pune bazele filologiei și istoriografiei moderne românești, iar unii din corifeii acesteia sunt cititori ai literaturii noi », *Ibid.* p. 162.

plus grande proximité avec les mutations touchant l'Europe occidentale. C'est dans cette mesure que la codification de la langue roumaine s'effectue en très grande partie grâce à l'élite roumanophone de Hongrie et de Transylvanie, alors que dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, les premiers traités de grammaire de la langue roumaine voient tous le jour en Transylvanie, en Hongrie ou en Autriche⁵⁰⁴.

La centralité de la Transylvanie est renforcée par la situation sociale et politique dans les deux autres pays roumains. Dans la perception roumaine, les trois entités sont dirigées par des "étrangers", avec en Transylvanie une élite hungaro-saxonne sous domination Habsbourg, alors que la Bucovine est depuis 1775 directement administrée par la Cour de Vienne. En Valachie et Moldavie, les deux principautés restent sous tutelle ottomane avec des princes grecs nommés par Constantinople depuis 1711 pour la Moldavie et 1716 pour la Valachie. Cette période dite phanariote bénéficie traditionnellement d'une image particulièrement négative dans le roman national roumain⁵⁰⁵. En ce sens, une réelle continuité existe, puisque les manuels roumains publiés entre 1945 et 1990 perpétuent cette tradition. Il est à noter que les deux principautés roumaines sont le théâtre d'affrontements et de lutte d'influence entre les trois empires, autrichien, ottoman et russe. À contrecourant de la tradition nationale, Roller se distingue en attribuant le rôle de défenseur des intérêts de la nation roumaine aux Russes, conformément au canon de la première décennie communiste⁵⁰⁶. La révolution de 1821 menée par Tudor Vladimirescu (1780-1821) en Valachie et Moldavie est longuement traitée dans chaque ouvrage scolaire, bien qu'elle ne franchisse pas les Carpates. Les manuels publiés à partir des années 1960 mobilisent cet événement fondateur de la Roumanie moderne afin de souligner l'unité et la solidarité entre les trois pays roumains. En ce sens, dans l'ensemble des manuels la Transylvanie est intégrée à la narration, comme le démontre le paragraphe au titre particulièrement évocateur de "L'écho du mouvement en Transylvanie" (*Răsunetul mișcării în Transilvania*) dans le manuel de Miron Constantinescu et Constantin Daicoviciu (1969)⁵⁰⁷.

À l'image du rôle attribué à la Transylvanie dans les manuels des deux pays, l'interprétation de la montée en puissance du sentiment national connaît lui aussi ses évolutions au gré des différentes éditions de livres scolaires. Le développement du sentiment national chez les élites, qui se propage par la suite aux autres couches sociales, devient une réalité. Dès lors l'appartenance politique de la Transylvanie et le sort des masses deviennent des thématiques

⁵⁰⁴ Durandin Catherine. *Histoire des Roumains*, Op. cit. p. 35-37.

⁵⁰⁵ Borsi-Kálmán Béla. *Au berceau de la nation roumaine dans le miroir hongrois*, Éditions des Archives Contemporaines, Paris, 2018. p. 3-17.

⁵⁰⁶ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 275.

⁵⁰⁷ Daico viciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 175.

mobilisant l'attention des élites de la région. Selon le modèle développé par Miroslav Hroch, c'est au cours de cette première moitié du XIX^e siècle que le mouvement national hongrois – et dans une moindre mesure roumain – se développent, basé sur le souvenir de l'indépendance nationale et l'aspiration à placer la nation sur les rails de la modernité⁵⁰⁸.

3) La révolte paysanne de 1784

Lors de son accession au pouvoir en 1780, l'empereur Joseph II fait preuve de fortes velléités de réformisme. Or, les résultats escomptés ne sont pas atteints, et pire, ses ambitions sont incomprises et le libéralisme joséphiste est largement rejeté⁵⁰⁹. Cette déception est particulièrement palpable dans le cas des Roumains de Hongrie et de Transylvanie qui placent leurs espoirs dans Vienne pour une amélioration de leur situation. C'est dans ce contexte que les conditions sociales difficiles, mêlées à une certaine montée en puissance de l'opposition entre les différents groupes sociolinguistiques, ainsi qu'une corrélation de causes locales, provoquent en Transylvanie une importante révolte paysanne en 1784⁵¹⁰.

Cette dernière est menée par trois Roumains, en la personne d'Horea, Cloșca et Crișan. La configuration ethno-sociale de la Transylvanie est telle que la noblesse est magyarophone, tandis que la grande majorité des Roumains se trouve de son côté dans les rangs de la paysannerie. En ce sens, il est aisément de fournir une vision d'un affrontement roumano-hongrois, considération qui heurte alors la fraternité de façade établie entre les peuples socialistes frères, mais qui est placée au centre du récit avant 1945 dans les deux pays, comme l'illustrent les deux manuels de 1942⁵¹¹. Au cours des affrontements, des centaines de nobles sont tués, tandis que la répression menée par l'armée impériale est tout aussi sanglante. Le retour à l'ordre dans la région fait environ quatre mille victimes, bien que les estimations varient du tout au tout selon les historiens⁵¹². En Hongrie, l'historiographie antérieure à l'avènement du communisme juge la révolte comme une conséquence de l'arrivée massive de Roumains dans le bassin des Carpates, où le dénigrement des Roumains est généralement placé au centre du récit, comme dans l'ouvrage de Bálint Hóman et Gyula Szekfű publié en 1928. Ces derniers expliquent ainsi

⁵⁰⁸ Hroch Miroslav. « A nemzeti mozgalomtól a nemzet teljes kifejlődéséig: a nemzetépítés folyamata Európában ». Kántor Zoltán (dir.). *Nacionalizmuselméletek. Szöveggyűjtemény*, Rejtjel, Budapest, 2004. p. 230-247.

⁵⁰⁹ Pieter M. Judson. *The Habsburg Empire: A New History*, The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge, 2016. p. 79-85.

⁵¹⁰ Bérenger Jean. *La Hongrie des Habsbourg*, Op. cit. p. 307-314.

⁵¹¹ Panaitecu P. Petre. *Istoria Românilor pentru clasa VIII-a secundară*, Op. cit. p. 242-243. ; Marczinkó Ferenc, Pálfi János, Várady Erzsébet. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig*, Op. cit. p. 21.

⁵¹² Molnár Erik, Paményi Ervin, Székely György (dir.). *Magyarország története*, vol. 1, Op. cit. p. 388-390. ; Heckenast Gusztáv, Ember Győző (dir.). *Magyarország története tízkötetben: 1686-1790*, vol. 4/2, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1989. p. 1072-1075.

le massacre de la noblesse par la primitivité des masses roumaines⁵¹³. L'avènement du communisme introduit de profonds changements quant à la position adoptée par les historiens face au soulèvement paysan de 1784. D'un point de vue général, les historiens hongrois lui portent relativement peu d'attention, en dépit du fait que les jacqueries soient placées au centre du nouveau canon. Par la suite, à partir des années 1970, la pluralisation de l'historiographie hongroise permet la rupture avec la schématisation à outrance des révoltes paysannes, tout en remettant en cause les dimensions nationale et révolutionnaire de ces jacqueries dans le contexte d'une société féodale⁵¹⁴.

Les manuels scolaires utilisés entre 1945 et 1989 en Hongrie traitent avec un intérêt très limité la révolte de 1784, bien qu'elle soit toujours présente dans les chapitres traitant du XVIII^e siècle. Dans la série provisoire publiée en 1945, l'ouvrage de Kálmán Benda réserve sept lignes au soulèvement, par ailleurs décrit comme celui de serfs roumains, or en « [...] bien des endroits les Hongrois se joignirent à eux »⁵¹⁵. Le soulèvement est montré comme le résultat d'une incompréhension des mesures prises par Joseph II quant à la libération des serfs, dont la conséquence est une révolte face à la noblesse, parsemée de nombreuses exactions, avant que l'armée impériale rétablisse l'ordre.

Dans le livre de 1951, une demi-page traite de cet événement, que les auteurs décrivent dans les termes suivants : « En 1784, le plus grand soulèvement paysan du siècle éclata en Transylvanie »⁵¹⁶. Ils relient d'une part l'éclatement de la colère à la situation particulièrement difficile de la paysannerie transylvaine, jugée « [...] même pire que celle de Hongrie »⁵¹⁷. La différence faite entre Hongrie et Transylvanie est également à noter dans la mesure où elle représente une nouveauté dans les manuels scolaires publiés dans le pays. D'autre part, l'élargissement des corps de gardes-frontières provoque pour de nombreux serfs l'abandon de leurs terres, tout particulièrement en raison du poids des corvées. En conséquence, les seigneurs tentent de contraindre par la force les serfs à s'acquitter de leur devoir de corvée, ce qui engendre le déclenchement du soulèvement. Les auteurs ne s'attardent pas sur l'appartenance nationale de la noblesse et se contentent de rappeler qu' « [...] environ 30 000 serfs roumains,

⁵¹³ Hóman Bálint, Szekfű Gyula. *Magyar történet*, vol. 4, 2^e éd., Királyi Magyar Egyetemi Nyomda, Budapest, 1936. p. 137-139.

⁵¹⁴ La thèse suivante dresse un portrait de la position de l'historiographie hongroise post-1945 sur la révolte de 1784 : Gorun-Kovács Blanka. *A Horai-felkelés és magyarországi forrásai*, Thèse de doctorat, Université de Debrecen, 2008. p. 16-18. Voir également : Köpeczi Béla (dir.). *Histoire de la Transylvanie*, *Op. cit.* p. 423-426.

⁵¹⁵ « [...] nem egy helyt a magyarok is csatlakoztak hozzájuk », Benda Kálmán. *Magyarország története*, *Op. cit.* p. 95.

⁵¹⁶ « 1784-ben ugyanis a század legnagyobb parasztfelkelése robbant ki Erdélyben », Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, *Op. cit.* p. 78.

⁵¹⁷ « [...] még a magyarországiénál is sokkal rosszabb volt », *Ibid.* p. 78.

hongrois et saxons y participèrent »⁵¹⁸. La mise à sac des propriétés de la noblesse est également évoquée avec la destruction de 232 bâtisses selon les chiffres avancés.

L'ouvrage rédigé par Mátyás Unger en 1957 persiste à l'énoncer comme la plus grande insurrection du XVIII^e siècle, mais la décrit cette fois comme « [...] la révolte paysanne roumaine de Transylvanie »⁵¹⁹. Les causes au soulèvement restent quant à elles inchangées, de même que le nombre de personnes participant aux événements, bien qu'un peu plus modéré, soit vingt à trente mille révoltés. Géza Závodszky, dont le manuel est utilisé au cours des années 1980, évoque pour sa part un « [...] soulèvement des paysans transylvains conduit par Horia et Kloska »⁵²⁰. Du côté hongrois, le soulèvement de 1784 est donc relégué au second plan, alors que le récit n'évolue guère entre les différents ouvrages. L'exception notable est formée par le manuel de 1951 dans lequel les auteurs optent pour la mise en exergue d'une lutte commune de l'ensemble des paysans sans distinction nationale face à la noblesse.

Depuis le XIX^e siècle, l'orientation prise par l'historiographie roumaine sur la révolte de 1784 peut être découpée en trois périodes distinctes. Jusqu'en 1945, les historiens roumains privilégient la dimension nationale de la révolte contre l'oppression hongroise, comme dans les travaux du célèbre historien et homme politique Nicolae Iorga ou encore de Dimitrie Alexandru Xenopol⁵²¹. Après 1945, l'historiographie rejette largement ce discours au profit d'une interprétation marxiste, dans laquelle la dimension sociale est placée au centre de l'analyse au détriment du national, comme l'illustrent les travaux de David Prodan ou dans les différentes éditions du manuel scolaire de Mihail Roller (1947 et 1956)⁵²².

Le tournant national pris à partir de la fin des années 1950, puis le national-communisme de Ceaușescu, permettent le retour d'une interprétation nationale de la révolte de 1784. En ce sens, une nette dualité caractérise la production historique roumaine, avec une exégèse marxiste et nationaliste, à l'image des travaux de Ștefan Pascu⁵²³. Ce dernier présente tout d'abord la jacquerie comme une révolte paysanne, avant de la dépeindre dans les années 1980 comme une révolution nationale, mettant notamment en avant l'opposition entre la noblesse hongroise et les masses roumaines⁵²⁴. Le contraste est d'autant plus notable qu'il atteste parfaitement du retour des interprétations nationalistes. Dès lors, les Hongrois cessent de représenter des

⁵¹⁸ « [...] körülbelül harmincezer román, magyar és szász jobbágy vett részt », *Ibid.* p. 78.

⁵¹⁹ « [...] erdélyi román parasztfelkelés », Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III*, *Op. cit.*, 1957. p. 139.

⁵²⁰ Závodszky Géza. *Histoire III*, *Op. cit.* p. 106.

⁵²¹ Xenopol Alexandru Dimitrie. *Histoire des Roumains*, *Op. cit.* p. 368-373.

⁵²² Prodan David. *Răscoala lui Horea*, vol. 1, Editura Științifică și Enciclopedică, Bucarest, 1979. p. 17-85.

⁵²³ Pompiliu Teodor. *Istoric român și probleme istorice*, Fundația culturală cele trei crășuri, Oradea, 1993. p. 150-167.

⁵²⁴ Ces changements sémantiques sont entre autres analysés dans l'étude suivante : Pecican Ovidiu. « Stefan Pascu and the Historiography of Ceausescu's Dictatorship », *Op. cit.* p. 68-89.

compagnons d'armes luttant conjointement avec les Roumains dans un combat social⁵²⁵. Au contraire, ils incarnent désormais un ennemi de classe identifiable par son appartenance nationale. En parallèle, dans le cadre du protochronisme, la révolte de 1784 prend une dimension unique dans l'éloge quasi-mystique de l'histoire roumaine. Dans cette considération, la révolte des paysans de Transylvanie précède la Révolution française de 1789 et ses idées. Cet aspect est à replacer dans la tendance à simplifier les faits en proposant une explication en deux dimensions marquant une dichotomie entre le bien et le mal. Afin d'étayer le propos, les travaux d'Otilia Calindere montrent que l'occurrence des concepts d'unité, de liberté et d'indépendance, correspondent à respectivement 20, 32 et 25 % de toutes les mentions de valeurs exprimées dans le manuel scolaire rédigé sous la direction de Constantin Daicoviciu (1984)⁵²⁶.

En ce qui concerne les manuels roumains, des interprétations aux antipodes existent selon la date de parution des manuels, bien que dans les deux cas la révolte de 1784 soit présentée comme un point d'orgue du roman national. Ainsi, le manuel de Mihail Roller ne dédie pas moins de dix-neuf pages au soulèvement dans la version de 1947, contre quatorze dans celle de 1956. En conformité avec les interprétations de l'histoire précédemment évoquées, l'analyse via le prisme de la lutte des classes demeure la seule grille d'interprétation possible de l'histoire. Roller et ses disciples rappellent tout d'abord l'ignorance dans laquelle vit la population en raison de l'absence totale d'école dans le pays des Moți. L'éclatement de la révolte est montré comme la conjonction de causes économiques et confessionnelles, en raison de la pression fiscale exercée par les fonctionnaires au service des Habsbourg, à laquelle vient s'ajouter le prosélytisme des Églises catholique et uniate. Le rôle positif accordé à tout élément à connotation russe se remarque ici aussi par la mention d'un possible quatrième meneur qui ne serait autre qu'un capitaine de l'armée russe en la personne de Mihail Poperski⁵²⁷. L'existence et le rôle joué par cet officier russe font débat chez les historiens, où les avis vont de son inexistence pure et simple, en passant par un personnage ne jouant qu'un rôle minime à son élévation au rang d'instigateur du mouvement⁵²⁸. L'auteur prête également des velléités révolutionnaires aux meneurs, avec en point d'orgue l'abolition de la société féodale.

La révolte est montrée comme une union des paysans hongrois et roumains face à l'alliance de la noblesse hongroise et de la Cour impériale, tandis qu'un point traite

⁵²⁵ Katherine Verdery avance également cette idée relative à l'interprétation de Ștefan Pascu, tout en traitant de la révolte de 1784 dans tout un chapitre voir : Verdery Katherine. *National Ideology*, Op. cit. p. 215-255.

⁵²⁶ Calindere Otilia. *L'identité nationale et l'enseignement de l'histoire*, Op. cit. p. 266-269.

⁵²⁷ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 344.

⁵²⁸ Gorun-Kovács Blanka. *A Horai-felkelés és magyarországi forrásai*, Op. cit. p. 130-131.

exclusivement de l'alliance entre les serfs hongrois et roumains. Il est rappelé que la révolte voit le jour dans le sud-ouest de la Transylvanie dans les Monts Apuseni (*Erdélyi-középhegység*), où la population très majoritairement roumaine jouit d'une réputation de montagnards rebelles, une image qui s'est imposée dans l'imaginaire collectif roumain⁵²⁹. L'insurrection s'étend par la suite à l'est de la Hongrie dans les comitats de Bihor et d'Arad, également majoritairement peuplés de Roumains. Le massacre de la noblesse et la destruction de ses propriétés au cours de ce déchainement de violence des paysans apparaissent bien dans le texte. Néanmoins, aucune précision n'est fournie quant à l'appartenance nationale de la noblesse, alors que le récit s'arrête longuement sur les exactions commises par cette dernière à l'encontre des insurgés, décrites comme « [...] des actes de cruauté les plus inimaginables contre les paysans révoltés »⁵³⁰. L'anachronisme de l'ouvrage est frappant, par l'utilisation du terme "camarade" (*tovarăş – elvtárs*) pour nommer la relation entre les trois meneurs de la révolte, puis il est dit que « [...] Horia vient avec le drapeau rouge » à la rencontre des paysans de Deva, témoignage supplémentaire de l'effet miroir permanent entre la situation politique et l'interprétation de l'histoire⁵³¹.

En 1960, cinq pages et demie sont consacrées à la révolte transylvaine. Elle demeure présentée comme un soulèvement des serfs roumains et hongrois contre le féodalisme. Le mécontentement des Moți est rappelé, tandis que les auteurs louent leur soif d'égalité et de liberté⁵³². Dans le récit proposé, leur enrôlement massif dans les régiments de gardes-frontières pour échapper au servage provoque la réaction violente de la part de la noblesse et déclenche alors la révolte.

Dans le manuel d'histoire universelle d'Alexandru Vianu et Dumitru Almaș (1969), la page et demie consacrée à l'événement précise que la révolte est la conséquence de l'oppression autrichienne sociale et nationale « [...] surtout sur les Roumains, qui constituaient la majorité de la population »⁵³³. Cependant, le terme de révolte reste de mise et cette dernière se dirige contre la domination Habsbourg. Il est en substance précisé que nombre de nobles sont tués au cours des hostilités, dans un paragraphe exempté de toute référence à l'appartenance nationale de la noblesse transylvaine. Il est en revanche souligné que « Le soulèvement eut de grandes

⁵²⁹ Voir par exemple : Abrudeanu Ion Rusu. *Moții, calvarul unui popor eroic, dar nedreptățit*, Cartea Românească, Bucarest, 1928. 544 p.

⁵³⁰ « [...] cele mai neînchipuite acte de cruzime împotriva țăranilor răsculați », Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 350.

⁵³¹ « [...] Horia jön a vörös zászlóval », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 320.

⁵³² Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 151-155.

⁵³³ « [...] különösképpen a románokét, akik a lakosság többségét alkották », Vianu Alexandru, Almaș Dumitru. *Az újkor és a jelenkor története*, Op. cit. p. 34-35.

répercussions internationales. Les cercles libéraux en France l'accueillirent avec sympathie et protestèrent contre la sanglante répression »⁵³⁴.

Au sein de la même série, quatre pages traitent de l'agitation sociale de 1784 dans l'ouvrage consacré à l'histoire nationale (1969). La phrase introductory rappelle qu'il s'agit « [...] du moment culminant de toute une série de mouvements sociaux et nationaux » en raison de la double oppression subie par les Roumains, sociale et nationale⁵³⁵. De manière analogue aux manuels précédents, la pression économique s'abattant sur la paysannerie est largement décrite. Les prémisses du protochronisme des années 1980 se font déjà sentir, puisque l'insurrection est considérée comme « Le programme le plus avancé de son temps formulé en Transylvanie, qui s'il avait été appliqué, aurait signifié la destruction des fondements des relations féodales elles-mêmes »⁵³⁶. Cette impression est confirmée par la phrase conclusive du chapitre qui rappelle que cinq ans plus tard éclate la Révolution française en reprenant le programme de 1784⁵³⁷. Dans le même temps, la nécessité de souligner l'unité du peuple roumain se remarque au travers de l'évocation des émissaires envoyés en Moldavie et en Valachie en vertu des liens de solidarité entre les paysans roumains, ce qui n'est pas relevé dans les manuels antérieurs. Les exactions de la noblesse sont présentes, comme la condamnation à mort de centaines de paysans sans jugement préalable. Néanmoins, aucune référence explicite à l'appartenance nationale de la noblesse n'apparaît dans le texte.

Dans l'ouvrage rédigé sous la direction d'Hadrian Daicoviciu (1984), cinq pages ont pour objet la révolte, terme par ailleurs conservé dans le titre attribué à ce chapitre. Les causes menant à l'éclatement du soulèvement demeurent inchangées, bien que le récit se montre plus insistant en ce qui concerne la dimension nationale des revendications. La participation de serfs hongrois et saxons reste mentionnée, bien qu' « avant tout, les paysans roumains participent au soulèvement »⁵³⁸. En opposition aux masses roumaines se soulevant, il est rappelé que la noblesse est dans sa majorité hongroise :

« Ceci explique le fait que le soulèvement des serfs roumains de Transylvanie pour la lutte revêtait également un caractère national. La noblesse hongroise la considérait comme une affirmation du peuple roumain, dont elle craignait la domination, appuyée par une aide d'au-delà des montagnes⁵³⁹ »

⁵³⁴ « A felkelésnek nagy nemzetközi visszhangja volt. A franciaországi szabadelvű körök együttérzéssel fogadták és tiltakoztak a véres megtorlások ellen », *Ibid.* p. 35.

⁵³⁵ « [...] momentul culminant al unui şir întreg de mişcări cu caracter social şi naţional », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 165.

⁵³⁶ « Cel mai înaintat program al vremii formulat în Transilvania, care, aplicat, înseamnă distrugerea temeliilor relațiilor feudale însesi », *Ibid.* p. 167.

⁵³⁷ *Ibid.* p. 169.

⁵³⁸ « La răscoală participă ţărani români, în primul rând », Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică*, *Op. cit.* p. 214.

⁵³⁹ « Aşa se și explică faptul că ridicarea la luptă a iobăgimii române transilvănenă a avut și un caracter național,

Cet élan de solidarité entre les Roumains habitant de part et d'autre des Carpates va dans le sens de l'existence affirmée d'une conscience nationale chez les masses paysannes roumaines, telle que présentée dans les années 1980. À la lumière des différents travaux analysant la formation du sentiment national chez les masses, l'existence de celui-ci au sein de la paysannerie roumaine de la fin du XVIII^e siècle semble largement hypothétique. Néanmoins, la reprise d'une éventuelle conquête roumaine et d'une intervention des Roumains de Valachie et Moldavie traduit la volonté constante de placer au centre du récit l'homogénéité roumaine, au sein de laquelle la minorité hongroise est de plus en plus ouvertement montrée comme un obstacle et un ennemi héritaire. Le protochronisme est quant à lui aisément perceptible dans la mesure où le programme des insurgés est décrit comme « [...] le programme paysan de lutte sociale le plus avancé de l'époque. Il exprime la cause de l'ensemble des serfs, visant le renversement des bases de l'ordre féodal »⁵⁴⁰.

L'intérêt manifesté en Hongrie et en Roumanie pour la révolte de 1784 est tout à fait asymétrique et traduit pleinement les évolutions politiques que traverse la Roumanie entre 1947 et 1990. Son interprétation s'inscrit dans la droite ligne de celles réservées aux autres mouvements sociaux émaillant l'histoire de la Transylvanie et préfigure les interprétations données à la révolution de 1848.

4) L'ère des révoltes

Dans le cadre politique mémorielle adoptée par les partis communistes, le flot des révoltes agitant l'Europe en 1848-1849 figure incontestablement parmi les événements les plus prisés du roman national des régimes communistes. Dans le contexte du Printemps des peuples de 1848, la Hongrie et les principautés roumaines emboîtent le pas des grandes villes européennes comme Paris, Milan ou encore Vienne. Les travaux d'Eric Hobsbawm démontrent que l'ère des révoltes est la conséquence des transformations économiques, sociales et politiques que connaît l'Europe dans la première moitié du XIX^e siècle⁵⁴¹.

L'affirmation de l'identité nationale, la volonté de développement économique, le rejet de la domination autrichienne ou ottomane, le désir de fonder un État national, de mettre un terme au féodalisme et d'obtenir l'égalité civile, fournissent un terreau particulièrement fertile à l'éclosion de la révolution. L'agitation secouant l'Europe apporte alors l'étincelle venant

fiind privită de nobilimea maghiară ca o afirmație a poporului român, nobilimea temându-se de o stăpâniere românească și de un ajutor de peste munți », *Ibid.* p. 216.

⁵⁴⁰ « [...] cel mai avansat program țărănesc de luptă socială al vremii. El exprimă cauza întregii iobăgimi, vizând răsturnarea din temelii a orînduirii feudale », *Ibid.* p. 216.

⁵⁴¹ Hobsbawm Eric. *The Age of Revolution: 1789-1848*, New American Library, New York, 1962. p. 297-308.

embraser Pest-Buda, puis la Hongrie. Pourtant, à la veille de 1848, le vent de la transformation soufflant sur le pays ne signifie pas dans les yeux de l’élite hongroise une rupture totale avec la dynastie et évoquent ainsi une révolution légale⁵⁴². La vague des réformes touche également la Valachie et la Moldavie, avec comme fil conducteur l’ambition de former une Roumanie indépendante et de mettre cette dernière sur les rails de la modernité. Elle s’inscrit dans la droite ligne du rejet des princes dits phanariotes (1711/1716-1821) et du développement du sentiment national roumain. Dans le même temps, la francophilie et francophonie de l’élite roumaine influencent considérablement cette dernière sur le chemin des réformes⁵⁴³.

La volonté de création d’un État moderne hongrois centralisé se heurte aux aspirations analogues d’une partie considérable de l’élite des nationalités, ou tout du moins aux réticences manifestées face à l’élan national hongrois, comme dans le cas des Saxons et des Roumains. En conséquence, plusieurs groupes nationaux se montrent hostiles à la révolution, comme les Serbes, les Croates ou les Roumains de Transylvanie – à la différence de ceux de Hongrie –, impliquant dès lors une lutte face à des ennemis extérieurs et intérieurs pour les révoltés hongrois. Après plusieurs revirements de situation, les Habsbourg parviennent à venir à bout des insurgés magyars, notamment grâce à l’aide militaire fournie par le tsar Nicolas I^{er}⁵⁴⁴. De leur côté, les soulèvements de Bucarest et de Iași (Jászvásár – Jassenmarkt), respectivement en Valachie et en Moldavie, se clôturent également par une défaite en raison de l’intervention russe.

En Transylvanie et en Hongrie, la mobilisation des Roumains – principalement des troupes des régiments frontaliers originaires des monts Apuseni – joue un rôle dans l’échec militaire hongrois face à l’Autriche des Habsbourg⁵⁴⁵. Pour les Hongrois, le lien entre la révolution et la Transylvanie est particulièrement fort, comme l’illustre le dernier des Douze points émis par le cercle de l’Opposition réclamant l’union de la Transylvanie à la Hongrie⁵⁴⁶. Cette aspiration à l’union figure depuis les années 1830 comme l’une des principales revendications des réformistes hongrois. Le grief roumain – ou du moins de l’élite roumaine – est consécutif à l’union de la Transylvanie à la Hongrie, dans la mesure où elle ne garantit aucun droit collectif aux Roumains, pourtant majoritaires⁵⁴⁷. Si l’opposition est patente et prend même des allures de guerre civile en Transylvanie, la participation de soldats roumains aux côtés des

⁵⁴² Pieter M. Judson. *The Habsburg Empire: A New History*, Op. cit. p. 160-164.

⁵⁴³ Borsi-Kálmán Béla. *Au berceau de la nation roumaine*, Op. cit. p. 1-10.

⁵⁴⁴ Pieter M. Judson. *The Habsburg Empire: A New History*, Op. cit. p. 215-217.

⁵⁴⁵ Hermann Róbert. *Forradalom és szabadságharc 1848-1849*, Kossuth, Budapest, 2009. p. 38-39.

⁵⁴⁶ *Ibid.* p. 12-14.

⁵⁴⁷ Durandin Catherine. *Histoire des Roumains*, Op. cit. p. 128-132.

Hongrois est également une réalité⁵⁴⁸. Une importante différence apparaît dans la réception de la révolution entre les Roumains de Transylvanie, du Banat et du Partium. Les premiers se montrent réticents envers l'envolée nationale secouant les Hongrois, tandis que ceux vivant dans les deux dernières régions manifestent – tout du moins dans un premier temps – une sympathie certaine à l'égard des réformes engagées par les révolutionnaires hongrois. Cette divergence peut être en partie reliée au fait que ces deux régions sont déjà intégrées au royaume de Hongrie au contraire de la Transylvanie. De plus, les clergés gréco-catholique et orthodoxe de Transylvanie mobilisent largement la communauté roumaine contre l'élan révolutionnaire hongrois, ce qui ne se retrouve pas dans le cas du Banat et du *Partium*⁵⁴⁹. Comme le démontre Béla Borsi-Kálmán, les Roumains de Valachie et Moldavie expriment un intérêt bien plus prononcé pour la révolution hongroise que les Roumains de Transylvanie. Le rôle joué par Nicolae Bălcescu en témoigne parfaitement dans son entreprise de conciliation entre Hongrois et Roumains de Transylvanie au profit des idéaux portés par la révolution⁵⁵⁰.

Avant 1945, tant au sein de l'historiographie que dans les manuels scolaires, la tendance est à la construction d'une opposition entre les deux groupes nationaux lorsque la révolution de 1848-1849 est évoquée⁵⁵¹. Ainsi, deux mémoires parallèles, basées sur une approche émotionnelle voient le jour, en occultant les aspirations analogues qui émergent alors en Europe pour se focaliser sur l'histoire nationale. Le tournant de 1948 apporte dans ce domaine d'importants changements et l'interprétation des relations roumano-hongroises se plie à la fraternité de façade, tandis que les commémorations du centenaire furent particulièrement importantes dans les deux pays. L'entremêlement de revendications sociales et nationales s'insèrent parfaitement dans le cadre imposé par les communistes, toutefois les oppositions entre les différents projets nationaux nécessitent d'avoir recours à une sélection de cette pierre angulaire du discours communiste⁵⁵².

Entre 1945 et 1990, dans les manuels scolaires hongrois, la révolution de 1848

⁵⁴⁸ Magyar Sándor. « Román nemzetiségi katonák a szabadságharc honvédhadseregében », Marjanucz László, Zakar Péter, Kiss Gábor Ferenc (dir.). *Katonák, papok, polgárok 1848/49-ben*, Belvedere Meridionale, Szeged, 1999. p. 77-85.

⁵⁴⁹ Pour le cas du Banat voir : Marjanucz László. « A bánsági románok magatartása 1848 tavaszán », Kiss Gábor Ferenc, Zakar Péter (dir.). *A nemzetiségi kérdés Kossuth és kortársai szemében*, Belvedere Meridionale, Szeged, 2003. p. 51-66.

⁵⁵⁰ Borsi-Kálmán Béla. *Au berceau de la nation roumaine*, Op. cit. p. 1-21.

⁵⁵¹ Panaitescu P. Petre. *Istoria Românilor pentru clasa VIII-a secundară*, Op. cit. p. 284-286. ; Marczinkó Ferenc, Pálfi János, Várady Erzsébet. *Magyarország története*, Op. cit. p. 47-49.

⁵⁵² L'historien Martin Mevius fournit une analyse détaillée de l'utilisation politique de la révolution de 1848 par le MKP, puis le MDP, voir : Mevius Martin. *Agents of Moscow*, Op. cit. p. 87-110. Pour une analyse des controverses historiographiques roumano-hongroises autour de 1848-1849, consulter l'article suivant : Balog Iosif Marin. « Revoluția de la 1848-1849 în Transilvania : vechi și noi controverse istoriografice », *Anuarul Institutului de Istorie George Barițiu*, vol. 53, 2019. p. 73-83.

représente l'un principaux moments – voire le plus éminent – de l'histoire nationale. Le livre scolaire de la série provisoire de 1945 corédigé par Gyula Mérei et Domokos Kosáry, couvrant la période 1711-1945, consacre environ 11 % (19 pages) aux événements de 1848-1849, contre 4 % pour l'ouvrage de Kálmán Benda, embrassant l'histoire hongroise dans son intégralité. À titre de comparaison, le manuel de la série suivante rédigé sous la direction de György Spira en 1951 lui octroie 23 %, soit 40 pages, pour un intervalle allant de 1526 à 1849. Il est à noter que l'auteur est un spécialiste de la révolution de 1848-1849. Dans la série suivante, Mátyás Unger (1957) réserve 16 % à la révolution de 1848 dans son manuel traitant de l'histoire de la Hongrie entre 1640 et 1849. Enfin, Géza Závodszky (1980) consacre 21 pages – soit 9,6 % – à la révolution dans son ouvrage couvrant la période 1711-1914. Ceci démontre une tendance à se démarquer légèrement de la révolution de 1848-1849, en raison de la prise de distance avec l'histoire événementielle.

1848 représente également un moment clé dans la Roumanie socialiste et à ce titre, une part conséquente des manuels y est dédiée. Pour le cas du livre scolaire de Roller, trois pages et demie sont consacrées à la Moldavie, quatorze à la Valachie et dix et demie à la Transylvanie, soit 3,5 % de l'ouvrage couvrant les quatre périodes historiques. En 1960, sept pages pour la Moldavie, neuf pour la Valachie et douze pour la Transylvanie, soit vingt-huit pages au total, couvrant 6,6 % du manuel. Dans l'ouvrage de 1969, couvrant là-aussi les mêmes bornes chronologiques, ce même chapitre occupe 6,4 % du récit, montrant ainsi une continuité avec l'ouvrage de 1960. Dans le manuel de 1988, exposant l'histoire roumaine de 1821 à 1918, 9,8 % du récit est réservé à 1848-1849. Il est donc possible d'affirmer que la révolution catalyse l'attention des manuels rédigés jusque dans les années 1960, avant de diminuer sensiblement. Ce phénomène peut également s'expliquer par l'allongement de la chronologie à traiter, puisque le manuel destiné à la 10^e classe réserve une partie importante de l'ouvrage à l'histoire de la République populaire roumaine.

Un point de convergence des manuels publiés durant la période socialiste s'articule autour des critiques formulées à l'encontre du gouvernement hongrois de 1848-1849 pour sa gestion de la question nationale. Néanmoins, ces jugements confirment les résultats obtenus jusqu'ici, où la convergence des premières années s'efface progressivement pour laisser place à une séparation progressive entre les points de vue roumains et hongrois. Au-delà de cette divergence dans les manuels publiés après 1947-1948, la série publiée en Hongrie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale se différencie également sur le sujet. Il est rappelé par Kálmán Benda que les réformes et autres mesures sociales prises par le Parlement hongrois touchent l'ensemble des peuples habitant le bassin des Carpates, sans qu'aucune distinction ne soit faite

selon l'appartenance nationale. Pour autant, « déjà depuis longtemps, les Croates, les Serbes, les Roumains, les Slovaques et les Saxons de Transylvanie observaient jalousement le rythme rapide de la percée des Hongrois »⁵⁵³, tandis que ces ressentiments étaient exploités par Vienne contre ces derniers. La teneur du récit est particulièrement élogieuse envers les Hongrois et leur courage est souligné dans une lutte pour la liberté qui est décrite comme la plus grande de l'Europe du XIX^e siècle. Les positions adoptées par Domokos Kosáry et Gyula Mérei sont bien plus mesurées, puisque le développement national et la volonté de créer un État-nation sont montrés comme des caractéristiques partagées par l'ensemble des peuples de la "vallée du Danube". D'autre part, les auteurs mentionnent la loi des nationalités de Bertalan Szemere votée fin juillet 1849 comme : « La première loi sur la protection des minorités en Europe centre-orientale. Elle ne put être mise en application »⁵⁵⁴. En 1945, la révolution demeure donc au sommet du roman national et la tendance à considérer les aspirations hongroises comme légitimes continue de prévaloir et en ce sens la série se démarque des manuels utilisés à la suite du tournant politique.

Après 1948, si la révolution est élevée au rang de modèle du schéma progressiste/réactionnaire, les révolutionnaires hongrois restent toutefois critiqués pour leur politique des nationalités. L'évolution de cette interprétation suit les changements politiques – et historiographiques qui en découlent – dans les deux pays. En conséquence, les manuels publiés avant la fin des années 1960 adoptent à la lettre le discours marxiste par une analyse schématisée et binaire entre bien et mal. La part belle est faite à la dimension sociale du soulèvement, tandis que le texte est agrémenté de nombreuses citations de Karl Marx ou de Friedrich Engels sur les événements de 1848-1849⁵⁵⁵. À titre d'exemple, la lutte commune d'une supposée paysannerie unie avec la classe ouvrière face au féodalisme et à ses partisans est placée au centre du récit⁵⁵⁶. Le manque de soutien des nationalités pour la cause révolutionnaire – en dépit de leur enthousiasme initial – est attribué dans le manuel de 1951 au manque de considération du gouvernement de Lajos Batthyány pour les autres groupes nationaux, alors que ce dernier est expressément incriminé. Les auteurs mettent également en lumière la structure sociale du bassin des Carpates, où les masses paysannes non magyares sont

⁵⁵³ « A horvátok, szerbek, románok, szlovákok meg az erdélyi szászok már régóta féltékenyen figyelték a magyarság hatalmas irámú előretörését », Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 106.

⁵⁵⁴ « Az első kisebbségvédelmi törvény Kelet-Középeurópában. Alkalmazására nem kerülhetett sor », Kosáry Domokos, Mérei Gyula. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig: a gimnáziumok VIII., a liceumok, gazdasági középiskolák és a tanító-(nő)-képző intézetek IV. osztálya számára*, vol. 1, Szikra, Budapest, 1945. p. 70.

⁵⁵⁵ Afin d'apprécier ce changement, les deux différentes éditions du manuel de Mátyás Unger de 1957 et 1975 sont un excellent point de référence.

⁵⁵⁶ Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, Op. cit. p. 121-122.

oppressées par une noblesse hongroise s'accrochant à ses priviléges⁵⁵⁷. La rupture avec l'ouvrage de 1945 se cristallise autour de la gestion de la problématique des nationalités, où l'approche résolument hongroise est délaissée au profit d'une forte critique à l'encontre du manque d'empathie témoignée par l'élite magyare à l'encontre des nationalités. Néanmoins, la loi des nationalités continue de bénéficier d'une interprétation positive, décrite comme « [...] la première loi démocratique des nationalités d'Europe »⁵⁵⁸.

Un discours analogue se retrouve dans l'ouvrage de Mátyás Unger (1957), bien que déjà plus tempéré, où l'auteur regrette le manque de clairvoyance politique des deux parties afin de s'unir face aux Autrichiens, véritables ennemis. Le gouvernement de Batthyány est une fois de plus accusé de ne pas donner suite aux revendications légitimes des nationalités. Quelques lignes sont réservées aux seuls Roumains, où l'auteur estime que les revendications de ces derniers étaient tout à fait modérées et réalisables pour le gouvernement hongrois, or celui-ci les balaya d'un revers de main. Comme énoncé précédemment, les manuels citent régulièrement les grands auteurs communistes afin de garantir la légitimité historique de la révolution hongroise de 1848-1849. Sur le sujet, la différence entre les ouvrages de 1951 et 1957 témoigne aussi de la modération toute relative du discours marxiste, puisque si en 1951 les quatre dernières pages du chapitre concernent les commentaires et analyses des grands auteurs communistes sur la révolution hongroise, en 1957 ce ne sont que les deux dernières pages qui citent les écrits de Marx et Engels⁵⁵⁹.

En Roumanie, l'ouvrage de 1947 adresse une critique à l'encontre du mouvement hongrois – et de son dirigeant Lajos Kossuth – en raison de l'absence de considération pour les Roumains, comme l'exemplifie l'unification de la Transylvanie à la Hongrie. L'accusation est portée vers la bourgeoisie hongroise qui « [...] voulait s'échapper du joug autrichien sans donner de libertés nationales aux Roumains, aux Slovaques, aux Serbes et aux Croates »⁵⁶⁰. Cependant, le discours adopté se révèle virulent à l'encontre du nationalisme roumain et hongrois, conformément à l'internationalisme des années 1950 :

« Les dirigeants de la révolution hongroise n'ont pas non plus compris l'importance d'une résolution juste de la question nationale. Ils voulaient être de grands Hongrois, tout comme certains Roumains voulaient être de grands Roumains et offrirent ainsi un moyen d'inciter les deux peuples l'un

⁵⁵⁷ *Ibid.* p. 123-124.

⁵⁵⁸ « [...] Európa első demokratikus nemzetiségi törvénye », Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, *Op. cit.* p. 143.

⁵⁵⁹ Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, *Op. cit.*, 1975. p. 277-278. ; Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, *Op. cit.* p. 144-148.

⁵⁶⁰ « [...] voia să scape de sub jugul austriac, dar nu să dea libertăți naționale Românilor, Slovacilor, Sârbilor și Croaților », Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 427.

contre l'autre »⁵⁶¹

Le même son de cloche se retrouve au sein de l'ouvrage d'histoire universelle. Le récit s'identifie pleinement avec la révolution hongroise, en tant que pierre angulaire de l'histoire de la lutte contre l'oppression, tout en évoquant les manquements des meneurs hongrois dans le règlement de la question nationale. L'union n'est pas nécessairement critiquée, dans la perspective où elle aurait accordé des droits collectifs aux Roumains, ce qui révèle une profonde différence avec les manuels ultérieurs⁵⁶².

Le revirement nationaliste orchestré par le pouvoir roumain se nourrit d'une découverte historique de taille. En 1957, l'historien polonais Stanislav Schwann découvre à Amsterdam des notes de Karl Marx relatives au peuple roumain. Outre les acerbes critiques à l'égard de la politique tsariste, jugée impérialiste et néfaste pour les Principautés danubiennes, ses notes évoquent également la Transylvanie. Celles-ci font référence à un territoire dont un tiers de la population est composée par la noblesse hongroise oppressive, tandis que les deux tiers restants sont formés par les masses paysannes roumaines. Ces propos sont largement repris par les historiens roumains, puisqu'ils étayent parfaitement les thèses du régime roumain, à savoir la prise de distance avec l'URSS et la transmission d'un discours selon lequel les Hongrois tiennent le "mauvais" rôle dans l'histoire transylvaine⁵⁶³.

Chez Dumitru Almaş et Alexandru Vianu (1969), les deux pages abordant la révolution hongroise louent les mesures sociales prônées par le mouvement et défendues par la paysannerie. Toutefois, la volonté de rétablir la Hongrie dans ses frontières médiévales – soit l'union avec la Transylvanie – est montrée comme une erreur provoquant le courroux des nationalités, dont les Habsbourg savent tirer profit. Ainsi, « malgré l'appel de Bălcescu, le gouvernement de Kossuth reporta constamment la résolution démocratique de la question des nationalités »⁵⁶⁴.

L'autre manuel de la série de 1969 considère 1848 comme l'expression de la volonté d'unité nationale et d'indépendance politique de tous les Roumains par la création d'un État national. Toutefois, le chapitre traite séparément du déroulement de la révolution dans les trois grandes régions formant la Roumanie contemporaine, avec respectivement quatre pages pour

⁵⁶¹ « A magyar forradalom vezetői sem értették meg a nemzeti kérdés helyes megoldásának fontosságát. Ők nagy magyarok akartak lenni, ahogy egyes románok nagy románok és így módot adtak a két nép egymásra uszításán », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 405.

⁵⁶² *Istoria modernă și contemporană : manual unic pentru clasa a X-a medie*, Editura de Stat, Bucarest, 1949. p. 117.

⁵⁶³ Pour plus d'informations sur le sujet et son utilisation par le PMR, consulter la thèse suivante : Iacob Cristian Bogdan. *Stalinism, History and the Nation*, Op. cit. p. 250-256.

⁵⁶⁴ « Kossuth kormánya Bălcescu szorgalmazása ellenére, állandóan halogatta a nemzetiségi kérdés demokratikus megoldását », Vianu Alexandru, Almaş Dumitru. *Az újkor és a jelenkor története*, Op. cit. p. 102.

la Moldavie, 8,5 pour la Valachie et 10,5 pour la Transylvanie. L'analyse économique, ainsi que le contexte de la naissance du capitalisme moderne continuent d'être longuement explicités, alors que l'intérêt porté à la question nationale gagne en importance. Les critiques sont dirigées vers l'Église, dont les dirigeants sont contre-révolutionnaires, les nobles de Transylvanie, les boyards de Moldavie et de Valachie, la bourgeoisie étant quant à elle considérée comme un moteur de 1848⁵⁶⁵. Les événements sont repris au travers d'une perception roumaine, comme l'illustre la phrase introductory qui rappelle que les enjeux de la révolution en Transylvanie sont « [...] l'abolition du servage, l'assurance d'un libre développement des relations capitalistes, la libération nationale des Roumains »⁵⁶⁶. La répartition socio-nationale de Transylvanie n'est pas passée sous silence comme l'explicite le passage suivant :

« La bourgeoisie roumaine de Transylvanie rencontra des obstacles encore plus grands dans son développement que dans les autres pays roumains, car elle souffrit également de l'oppression nationale des classes privilégiées, de l'aristocratie hongroise et des patriciens saxons »⁵⁶⁷

Si le soulèvement hongrois reste salué pour ses idéaux, une fois encore, la politique des nationalités est sévèrement critiquée, alors que les impasses de la politique des nationalités hongroise expliquent d'après les auteurs l'absence de lutte commune généralisée face à l'ennemi commun. Cette carence de coopération roumano-hongroise est imputée à l'élite hongroise, malgré les initiatives prises par les chefs de file roumains. En parallèle, la lutte menée par les Hongrois pour leur libération ne souffre d'aucune remontrance dans le texte, seules la politique des nationalités et l'union de la Transylvanie avec la Hongrie subissent la foudre des auteurs. La volonté de marteler les quatre piliers du national-communisme roumain est tout à fait perceptible, les auteurs précisent par exemple que l'union est réalisée bien que « [...] défiant les décisions des représentants de la nation la plus nombreuse et la plus ancienne »⁵⁶⁸. La légitimité du propos est en outre fournie par des références aux travaux de Marx et Engels sur la révolution hongroise et la nécessité d'une résolution juste de la question nationale.

Dans le manuel rédigé sous la direction d'Elizabeta Hurezeanu (1988), les événements se déroulant en Moldavie, en Valachie et en Transylvanie sont traités dans un même chapitre. Les quatre piliers du nationalisme-communisme roumain, s'exprimant dans la continuité et l'ancienneté de la quête d'unité et d'indépendance de tous les Roumains, deviennent les seuls

⁵⁶⁵ Cet aspect se retrouve déjà en 1947 et en 1960, voir : Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, *Op. cit.* p. 193.

⁵⁶⁶ « [...] desființarea iobăgiei, asigurarea liberei dezvoltării a relațiilor capitaliste, eliberarea națională a românilor », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 204.

⁵⁶⁷ « Burghezia română din Transilvania întîmpina, în dezvoltarea ei, obstacole și mai mari decât cea din celelalte țări române, deoarece suferă și asuprirea națională a claselor privilegiate, a aristocrației maghiare și a patriciatului săesc », *ibid.* p. 190.

⁵⁶⁸ « [...] sfidind hotărîrile reprezentanților celei mai numeroase și mai vechi națiuni », *Ibid.* p. 210.

prismes d'analyse. Un point intitulé "Le caractère unitaire de la révolution roumaine" (*Caracterul unitar al revoluției române*) s'attache à démontrer la conscience commune, ainsi que la proximité des revendications dans les différents pays roumains. Une autre illustration du phénomène se retrouve au travers de la narration du rassemblement de Blaj, où le récit met en exergue la participation de révolutionnaires des autres provinces roumaines⁵⁶⁹. Ces mêmes propos se retrouvent déjà dans le manuel de 1969 avec de moindres variantes entre les deux récits. Le désir de liberté et d'unité pour l'ensemble des Roumains de part et d'autre des Carpates est explicitement mentionné comme en atteste le passage suivant : « Les masses populaires, rejetant l'union forcée avec la Hongrie, affirmèrent leur désir de former un État unitaire avec la Moldavie et la Munténie à travers la devise : "Nous voulons nous unir au Pays" »⁵⁷⁰. La mention d'une présence de paysans hongrois prêts à lutter pour leurs droits sociaux auprès des Roumains permet de renforcer l'idée selon laquelle ces derniers se trouvent du "bon côté" de l'histoire. Dans le même esprit, il est affirmé que l'assemblée de Blaj réclame l'établissement d'une diète démocratique, dont la composition est proportionnelle à la répartition nationale de la région. Cette perception se retrouve également dans le manuel de 1969, où le récit met en avant la considération roumaine pour les autres groupes nationaux et leur volonté de leur accorder des droits collectifs⁵⁷¹.

En opposition, le refus hongrois d'accorder des droits collectifs aux nationalités, en dépit de leurs aspirations légitimes, est repris avec insistance dans le texte. L'union de la Transylvanie à la Hongrie votée par la Diète est jugée comme une injustice dans la mesure où les Roumains, formant la majorité de la population, n'y sont pas représentés. À ce propos, il est spécifié que « La noblesse et la bourgeoisie hongroises de Transylvanie cherchèrent à sauvegarder leurs positions économiques et politiques dominantes en procédant à une incorporation à la Hongrie »⁵⁷². Il est également précisé que le *Partium* dispose pour sa part « [...] d'une population presque en totalité roumaine », en dépit d'une réalité bien plus complexe pour cette région profondément multiculturelle⁵⁷³. Il apparaît donc que les livres scolaires des deux pays se retrouvent – à l'exception notable de la série de 1945 – lorsqu'il s'agit de pointer du doigt

⁵⁶⁹ Le 15 mai 1848, l'élite roumaine de Transylvanie, soutenue par une foule de 30 à 40 000 paysans, se réunit et met sur pied un programme de revendications roumaines.

⁵⁷⁰ « Masele populare, respingînd uniunea forțată cu Ungaria, au afirmat dorința de a forma un stat unitar cu Moldova și Muntenia prin deviza : "Noi vrem să ne unim cu Țara" », Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, *Op. cit.* p. 48.

⁵⁷¹ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 209.

⁵⁷² « Nobilimea și burghezia maghiară din Transilvania încercau să-și salveze pozițiile economice și politice dominante prin înfăptuirea anexării la Ungaria », Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, *Op. cit.* p. 46.

⁵⁷³ « [...] cu o populație aproape în totalitate românească », *Ibid.* p. 55.

les erreurs commises par l'élite hongroise sur la question des nationalités. Toutefois, cette proximité se distend quelque peu à partir des années 1960 dans le sillage de la montée en puissance du nationalisme roumain.

En Hongrie, le déroulement des événements dans les régions rattachées après 1918 à la Roumanie est loin d'être omis et forme même l'un des épicentres de la révolution de 1848. L'union entre la Transylvanie et la Hongrie est considérée dans l'ensemble des manuels hongrois comme légitime et un succès pour le gouvernement hongrois⁵⁷⁴. Néanmoins, la série de 1945 se montre la plus dithyrambique à propos de l'union, mettant en évidence le retour de la Transylvanie à la mère patrie. Un détour vers les manuels de chant permet de saisir l'importance de la Transylvanie lorsque 1848 est traité. Le maintien de ces chants atteste de la volonté d'inscrire la révolution hongroise de 1848-1849, ainsi que son dirigeant Lajos Kossuth parmi les traditions progressistes de la Hongrie, malgré l'empiétement mémoriel sur le territoire d'un pays socialiste frère. Les chants à connotation irrédentiste ou nationaliste, ainsi que les chants militaires sont rigoureusement interdits, à l'exception notable des chants révolutionnaires de 1848⁵⁷⁵.

En tout premier lieu, la fin tragique de la révolution est directement liée aux anciens territoires hongrois rattachés à la Roumanie. En effet, la reddition de l'armée hongroise a lieu à Siria (Világos – Hellburg) le 13 août 1849, à proximité de la ville d'Arad dans le *Partium*. D'autre part, l'exécution de treize officiers généraux hongrois à Arad renforce considérablement l'importance du lieu dans la mémoire hongroise. Le manuel de Domokos Kosáry et Gyula Mérei (1945) donne les noms des treize officiers exécutés⁵⁷⁶. En 1951, le propos est plus mesuré, puisque leur exécution est signalée en une ligne, avant d'enchaîner sur l'emprisonnement de milliers de révolutionnaires et l'incorporation de force des soldats de la révolution dans l'armée impériale⁵⁷⁷. L'ouvrage corédigé en 1966 par Tibor Szamuely et György Ránki comporte sur sa première page une gravure intitulée "Les treize martyrs d'Arad" (*A tizenhárom aradi vértanú*)⁵⁷⁸.

La perception des affrontements entre les deux peuples est, à l'inverse, plus difficilement conciliable. À titre d'exemple, les deux historiographies proposent des estimations des pertes très différentes et ne réussissent pas à établir un consensus autour de cette question⁵⁷⁹.

⁵⁷⁴ Voir par exemple : Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, *Op. cit.*, 1957. p. 280.

⁵⁷⁵ Romsics Ignác. *Magyarország története*, *Op. cit.* p. 249.

⁵⁷⁶ Kosáry Domokos, Mérei Gyula. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig*, *Op. cit.* p. 81.

⁵⁷⁷ Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, *Op. cit.* p. 144.

⁵⁷⁸ Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem a gimnáziumok IV. osztálya számára*, 7^e éd., Tankönyvkiadó, Budapest, 1966. p. 1.

⁵⁷⁹ Balog Iosif Marin. « Revoluția de la 1848-1849 în Transilvania », *Op. cit.* p. 78-83.

D'après les travaux récents d'historiens hongrois modérés – tel que Ferenc Pozsony – entre 7 500 et 8 500 Hongrois perdent la vie au cours des évènements de 1848 en Transylvanie⁵⁸⁰. En Roumanie, la révolution de 1848 demeure l'un des piliers du roman national, alors que les historiens dressent sur un piédestal la lutte nationale et sociale des Roumains⁵⁸¹.

Dans la série de 1945, en dépit des efforts du gouvernement hongrois – et de Lajos Kossuth en personne – pour parvenir à la paix avec les nationalités, aucune amélioration notable ne se fit sentir. En ce qui concerne les Roumains, il est signalé qu' « en Transylvanie, les Roumains induits en erreur se précipitèrent vers les villages hongrois sans défense »⁵⁸². Les Saxons sont quant à eux considérés comme des fidèles alliés de Vienne, par crainte de l'élan national qui anime les Hongrois. En ce qui concerne les combats, les auteurs rappellent la lutte des Roumains et des Saxons aux côtés du général autrichien Puchner⁵⁸³.

Le livre scolaire de 1951 s'attarde peu sur la nature des hostilités entre les Hongrois et les nationalités, le premier plan du récit étant occupé par le dénigrement des traîtres et des ennemis de l'intérieur. Cet aspect traduit le climat des années 1950 où la terreur stalinienne met un point d'orgue à faire la chasse aux "saboteurs" et autres "ennemis de classe". Le sanglant conflit hungaro-roumain est perçu par Mátyás Unger (1957) comme la conséquence des erreurs commises par le gouvernement hongrois⁵⁸⁴. Le récit ne propose que peu d'informations supplémentaires quant aux exactions commises de part et d'autre, préférant l'opposition avec les Autrichiens, ainsi que les conflits internes liés aux trahisons de la "droite" hongroise. Cependant, la fin du chapitre reprend en tant que document à analyser le projet de pacification hungaro-roumain signé par Nicolae Bălcescu et Lajos Kossuth. L'ouvrage de Géza Závodszy (1980) contraste avec ceux des premières années, puisque les affrontements se déroulant en Transylvanie sont abordés plus en détail et les combats entre insurgés hongrois et roumains sont mentionnés⁵⁸⁵.

Le rôle des Sicules dans la révolution de 1848-1849 représente une page dorée de leur histoire qui marque profondément la passion hongroise pour ces derniers⁵⁸⁶. Il a déjà été montré que dans la conscience collective hongroise, le Sicule personnifie le patriotisme hongrois. Chez

⁵⁸⁰ Pozsony Ferenc. *Erdély népei*, Op. cit. p. 12-13.

⁵⁸¹ Berindei Dan. *Revoluția română din 1848-1849: Considerații și reflexii*, Fundația Culturală Română, Cluj-Napoca, 1997. 408 p.

⁵⁸² « Erdélyben a félrevezetett románok rárohantak a védetlen magyar falvakra », Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 107.

⁵⁸³ Kosáry Domokos, Mérci Gyula. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig*, Op. cit. p. 73.

⁵⁸⁴ Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, Op. cit., 1957. p. 291-292.

⁵⁸⁵ Závodszy Géza. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, Op. cit. p. 135-137.

⁵⁸⁶ Pour une étude sur leur rôle au cours de la révolution voir : Egyed Ákos. « A székelyek az 1848-1849-es forradalomban és szabadságharcban », *Acta*, n°1, 1995. p. 193-204.

Mátyás Unger (1957), les Sicules sont loués pour leur héroïsme face à un ennemi supérieur en nombre, comme en témoigne le discours relatif à Áron Gábor, qui sera ultérieurement traité.

En Roumanie, le conflit prenant des allures de guerre civile est présenté par Mihail Roller (1947) comme une conséquence du manque de discernement des dirigeants hongrois ; il précise entre autres que « Kossuth, président du gouvernement révolutionnaire hongrois, exhorte les Sicules à attaquer les Roumains »⁵⁸⁷. La divergence avec les manuels hongrois est notable, puisque si ceux de la série de 1945 pointent du doigt l'attaque des villages hongrois par les Roumains, ce sont ici les Sicules qui sont accusés et les Roumains placés en position de victimes. Si chaque version comporte sa part de vérité, l'occultation des griefs de l'autre groupe national continue de prévaloir lorsque les affrontements roumano-hongrois de 1848-1849 sont narrés. Mihail Roller dédouane les Sicules, pour autant ces derniers sont montrés comme étant à l'origine de l'agression contre les Roumains. Cependant, le livre publié en 1947 maintient l'emphase sur l'opposition sociale entre paysannerie et noblesse, alors qu'il est difficile de mettre au jour une quelconque volonté de surjouer les dissensions roumano-hongroises. En effet, l'opposition grandissante entre les deux groupes nationaux est montrée comme le résultat d'une division savamment orchestrée par les Habsbourg. L'ouvrage ne manque pas de rappeler que beaucoup de Roumains – tout particulièrement dans le Banat et dans le *Partium* – prennent les armes aux côtés des révolutionnaires hongrois. Il est ainsi possible de lire que : « Les Roumains se battant pour la révolution hongroise suivaient la bonne ligne de conduite »⁵⁸⁸. En opposition, les Roumains luttant pour les Habsbourg sont utilisés par ces derniers afin de mettre fin à la révolution et ses idéaux.

En 1960, la dimension sociale de la révolution demeure primordiale, mais le combat national roumain face aux Habsbourg et la noblesse hongroise est mentionné simultanément. Les masses populaires roumaines et hongroises sont les principales forces de la révolution, alors que les Moti, rassemblés autour d'Avram Iancu (1824-1872), sont célébrés car s'étant soulevés les premiers. La réponse de la noblesse magyare est alors une mobilisation de la garde nationale hongroise pour réprimer le soulèvement paysan roumain. L'absence de considération pour les revendications roumaines de la part de la Diète de Transylvanie explique la division des forces révolutionnaires et les combats qui s'en suivent où l'expression d'une « [...] atmosphère générale de guerre » est employée pour décrire la situation en Transylvanie⁵⁸⁹.

⁵⁸⁷ « Kossuth, președintele guvernului revoluționar maghiar, îndemnea pe Secui să pornească asupra Românilor », Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 431.

⁵⁸⁸ « A helyes állaspontot követték azok a románok, akik a magyar forradalomért harcoltak », Roller Mihai (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 403.

⁵⁸⁹ « [...] atmosfera generală de război », Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*,

Pour Constantin Daicoviciu et Miron Constantinescu (1969), la mise sur pied d'une garde nationale par la noblesse hongroise de Transylvanie a pour objectif « [...] d'empêcher et, si nécessaire, de réprimer les mouvements nationaux roumains »⁵⁹⁰. La compromission du mouvement roumain avec les Habsbourg est désormais succinctement relevée afin de ne pas adresser de remontrances aux Roumains. Il est à noter que la position adoptée par les Allemands du Banat et de Transylvanie apparaît également dans le texte. Il est fait état de l'attachement des Saxons à leurs priviléges, tandis que les Souabes manifestent une plus grande proximité avec les idéaux portés par la révolution. Ces différences sont exposées comme le résultat des différences socio-historiques entre les deux groupes germanophones⁵⁹¹. Le récit adresse de forts reproches à l'encontre des mesures chauvines et réactionnaires prises par la Diète de Cluj, comme le maintien des priviléges de l'aristocratie, arguant même que : « Les paysans hongrois refusaient de rejoindre l'armée »⁵⁹². La schématisation de l'histoire apparaît avec une catégorisation opprimé/opresseur, bien/mal qui se manifeste pleinement dans l'extrait suivant :

« Les paysans hongrois commencèrent la lutte avec les paysans roumains contre les grands propriétaires terriens. La presse hongroise attaquait avec véhémence les mouvements paysans, surtout roumains ; la censure se maintint en Transylvanie, principalement dirigée contre la presse roumaine »⁵⁹³

Comme en 1960, l'accusation est portée sur l'élite magyare lorsqu'il s'agit d'aborder les affrontements hungaro-roumains, illustrant notamment le propos par l'attaque menée par Imre Hatvany, commandant une troupe irrégulière, contre le village d'Abrud (Abrudbánya – Großschlatten) en mai 1849⁵⁹⁴. L'asymétrie avec les Roumains est de taille, puisque le récit signale leurs tentatives pour parvenir à un accord avec les Hongrois. De plus, la population moitié se voit à nouveau encensée puisque « [...] une fois de plus, elle s'est avérée être le détachement de combat le plus ardent des Roumains de toute la Transylvanie »⁵⁹⁵. Une autre critique concerne la mise en place de l'état d'urgence et de ses instances spéciales qui permettent la condamnation et l'exécution immédiate, alors que « Les révolutionnaires roumains sont soit en état d'arrestation, soit sous étroite surveillance »⁵⁹⁶. Sur le sujet, la différence avec le manuel de

Op. cit. p. 194-196.

⁵⁹⁰ « [...] a împiedicării iar la nevoie a reprimării mișcărilor naționale românești », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 206.

⁵⁹¹ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 205.

⁵⁹² « Tărani maghiari refuzau să intre în armată », *Ibid.* p. 210.

⁵⁹³ « Tărani maghiari au pornit la luptă împreună cu tărani români, împotriva marilor stăpîni de pămînt. Presa maghiară ataca vehement mișcările tărănești, în special pe cele române ; cenzura se menține în Transilvania, fiind îndreptată în primul rînd împotriva presei române », *Ibid.* p. 207.

⁵⁹⁴ Hermann Róbert. *Forradalom és szabadságkarc*, *Op. cit.* p. 84.

⁵⁹⁵ « [...] s-au dovedit încă o dată a fi detașamentul de luptă cel mai aprig al românilor din întreaga Transilvanie », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 212.

⁵⁹⁶ « Revoluționarii români sănătății fie arestați, fie îndeaproape supravegheati », Daicoviciu Constantin,

Roller est sans commune mesure, puisque les succès obtenus par le général polonais Józef Bem (1794-1850) lors de campagne transylvaine font augmenter la terreur dans la région, comme le narre le passage suivant :

« Dans les territoires occupés par les forces commandées par Bem, l'administration roumaine a été remplacée par celle de la noblesse. Le "tribunal du sang" de Cluj est mis en place, dirigé par des nobles, ce qui déchaîne une terreur féroce contre les paysans roumains. La répression fit près de 5 000 victimes : 4 425 Roumains, 252 Saxons et 165 Hongrois »⁵⁹⁷

De manière générale, le manuel de 1988 privilégie lui aussi le récit des exactions commises contre les paysans roumains, comme l'illustre la mention du tir sur les serfs roumains par les hommes menés par le baron Bánffy. Le soulèvement des serfs moți des Monts Apuseni est qualifié d'héroïque en conformité avec les positions des ouvrages de 1960 et 1969. Toutefois, le conflit roumano-hongrois est qualifié de « [...] l'un des chapitres les plus tragiques de l'histoire de la Transylvanie », dont la responsabilité incombe à la politique de division orchestrée par Vienne⁵⁹⁸.

Dans la conscience collective hongroise, plusieurs dirigeants de la révolution se distinguent et tiennent une place à part dans le panthéon national. Trois d'entre eux nouent une étroite relation avec la Transylvanie et renforcent considérablement son importance. En Roumanie, le portrait des trois personnages ne bénéficie pas du même intérêt et évolue fortement entre les différentes éditions. Le poète Sándor Petőfi, bien qu'originaire de la Grande plaine hongroise, trouve la mort sur le champ de bataille près de Sighișoara en 1849, ce qui confère une charge mémorielle supplémentaire à la Transylvanie. Le général polonais Józef Bem est quant à lui envoyé en Transylvanie afin de renverser la situation en faveur des insurgés hongrois. Il remporte de nombreux succès initiaux lors de la campagne de Transylvanie, entre autres grâce à l'implication des soldats sicules. Gábor Áron (1814-1849) est quant à lui un soldat sicule incarnant l'une des figures de proue des événements de 1848. Il se rend célèbre pour la fonte de canons, notamment par l'utilisation de cloches d'églises.

Le poète Sándor Petőfi bénéficie avant 1948 d'un statut unique dans le roman national hongrois, mais cet intérêt se voit décuplé dans la politique mémorielle communiste. Son exaltation se traduit dans le manuel de 1950 où plusieurs de ses poèmes agrémentent le récit

Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 206.

⁵⁹⁷ « În teritoriile ocupate de forțele comandate de Bem, administrația românească a fost înlocuită cu cea a nobilimii. Se înființează "tribunalul de sâng" de la Cluj, condus de nobili, care dezlănțuie o aprigă teroare împotriva țărănilor români. Acțiunile de reprimare s-au soldat cu aproape 5 000 de victime: 4 425 români, 252 sași și 165 unguri », Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, Op. cit. p. 57-58.

⁵⁹⁸ « [...] unul dintre cele mai tragice capitole din istoria Transilvaniei », Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, Op. cit. p. 56.

sur 1848, à l'image d'un texte long d'une page et demie, relatif aux événements du 15 mars 1848 à Pest. Le poète devient alors avec Lajos Kossuth et Mihály Táncsics l'un des trois pères de 1848⁵⁹⁹. Pour autant, ce même ouvrage passe sous silence sa disparition en Transylvanie. Par la suite, la mention de son décès sur le champ de bataille transylvain apparaît dans les ouvrages de Mátyás Unger et Géza Závodoszky.

Chez Mihail Roller (1947), un paragraphe est réservé à Sándor Petőfi, où il est dépeint comme ayant lutté pour la libération des serfs et l'émancipation sociale des ouvriers. Selon le récit, il manifeste également – à la différence de Kossuth – un fort intérêt au règlement de la question nationale. Il est cependant omis que le poète n'est en rien décisionnaire sur ces questions. Sa mort sur le champ de bataille aux alentours de Sighișoara est mentionnée, ainsi que dans les manuels de 1960 et 1969⁶⁰⁰.

En ce qui concerne le général Bem, ce dernier est toujours célébré en Hongrie comme un grand stratège ayant libéré la Transylvanie des Autrichiens, dont la jonction avec les braves soldats du Pays sicule est rapportée comme un grand moment de la révolution. Bien souvent, une carte retraçant ses succès obtenus lors de sa campagne de Transylvanie à l'hiver 1849 apparaît dans les manuels. La campagne de Transylvanie du général Bem bénéficie d'un paragraphe dans un livre scolaire de 1945, où il est loué pour ses victoires sur les Autrichiens, puis les Russes, sans toutefois faire de référence aux Roumains⁶⁰¹. Sur le sujet, le manuel de 1950 forme une exception notable, car le général polonais est totalement absent du récit. Dans les différentes éditions de leurs manuels, Mátyás Unger et Géza Závodoszky consacrent plusieurs lignes débordant de louanges à l'égard du général Bem. Outre ses succès militaires, ce dernier est encensé pour ses tentatives de joindre à la cause révolutionnaire les masses paysannes, puisqu'il « [...] s'appuya, et même attendait, un soulèvement populaire. Il laissa l'impunité aux révoltés des nationalités et leur offrit une main amicale »⁶⁰².

En Roumanie, Mihail Roller souligne la dimension révolutionnaire de Józef Bem, tout en précisant sa volonté de joindre les Roumains à la cause, mentionnant même l'enrôlement de certains Roumains dans l'armée révolutionnaire. D'après le récit proposé en 1960, Bem milite pour une lutte commune entre Roumains et Hongrois⁶⁰³. Dans le manuel de 1969, son action en

⁵⁹⁹ Mihály Táncsics (1799-1884), pionnier du socialisme utopiste hongrois, est élevé comme troisième personnage principal de la révolution hongroise par l'historiographie communiste en raison de sa radicalité. En réalité, il ne joue qu'un rôle marginal au cours de la révolution. Pour une analyse de son utilisation politique après 1945, voir : Mevius Martin. *Agents of Moscow*, *Op. cit.* p. 87-110.

⁶⁰⁰ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 434.

⁶⁰¹ Domokos, Mérei Gyula. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig*, *Op. cit.* p. 75.

⁶⁰² « [...] támaszkodott, sőt számított a népfölkelésre, A levert nemzetiségi fölkelőknek büntetlenséget adott, és baráti kezet kínált », Závodoszky Géza. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, *Op. cit.* p. 135.

⁶⁰³ Almaş Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, *Op. cit.* p. 197.

faveur d'une collaboration hungaro-roumaine pour sauver la cause révolutionnaire est mise en avant. Comme précédemment évoqué, l'unique mention faite du général polonais en 1988 est relative à une forte critique de la répression menée contre les paysans roumains sur les terres à nouveau sous contrôle hongrois.

Gábor Áron, le fondateur de canon sicule, est mentionné en quelques lignes dans la majorité des manuels scolaires hongrois publiés entre 1945 et 1990. L'auteur se montrant le plus prolix à son endroit est Géza Závodszy dans son manuel utilisé au cours des années 1980. Un passage, relatif à l'offensive contre le général autrichien Puchner, en atteste : « Si la région de Háromszék, la patrie de Gábor Áron, le fondateur de canons, ne s'était pas soulevée dans le dos des Impériaux, ils auraient pu faire irruption sur la Grande plaine hongroise »⁶⁰⁴. La perception de ce territoire comme bastion et sanctuaire de la nation hongroise s'exprime pleinement à travers cet extrait, car le comitat de Trei Scaune (Háromszék) constitue jusqu'en 1950 une partie du Pays sicule. Des propos similaires, mais plus modérés, insistent sur le rôle militaire joué par les Sicules et Gábor Áron dans les deux versions du manuel de Mátyás Unger (1957-1975) ou encore dans celui de Gusztáv Heckenast et György Spira (1950)⁶⁰⁵.

En Roumanie, Gábor Áron est, de son côté, absent du récit de Mihail Roller, ce qui peut s'expliquer par le fait que l'ouvrage se concentre principalement sur les relations hungaro-roumaines. Dumitru Almaş, George Georgescu-Buzău et Aron Petric (1960) soulignent que sans l'action des Sicules menés par Gábor Áron, les Impériaux auraient pris le contrôle de l'ensemble de la Transylvanie⁶⁰⁶. Le manuel de 1969 présente également ce dernier comme le meneur de la résistance dans le Pays sicule⁶⁰⁷. Chez Elizabeta Hurezeanu (1988), un paragraphe aborde la résistance menée sous l'égide du révolutionnaire Gábor Áron dans le Pays sicule, où il est rappelé que ses actions empêchent une conquête totale de la Transylvanie par les troupes contrerévolutionnaires⁶⁰⁸.

Pour les Roumains, les récits relatifs au déroulement de la révolution en Transylvanie font émerger quatre acteurs majeurs. Nicolae Bălcescu (1819-1852), historien et révolutionnaire valaque – déjà héros de la révolution en Valachie – œuvre à réconcilier Hongrois et Roumains afin de faire triompher les idéaux révolutionnaires. Avram Iancu, meneur des révoltés roumains de 1848-1849 dans les monts Apuseni, apporte son soutien aux Habsbourg et joue un rôle non négligeable dans l'échec de la révolution hongroise. Eftimie Murgu (1805-1870) est quant à lui

⁶⁰⁴ Závodszy Géza. *Histoire III*, Op. cit. p. 156.

⁶⁰⁵ Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, Op. cit., 1975. p. 195.

⁶⁰⁶ Almaş Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 197.

⁶⁰⁷ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 211.

⁶⁰⁸ Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, Op. cit. p. 57.

célébré en tant que chef de file de la révolution dans le Banat et promoteur de l'unité politique des Roumains des trois provinces. Enfin, Simion Bărnuțiu (1808-1864) est quant à lui un prêtre uniate, bien qu'exerçant en tant qu'enseignant de philosophie. Il se distingue par sa farouche opposition aux aspirations hongroises d'union et joue un rôle clé dans la mobilisation des Roumains contre le mouvement hongrois⁶⁰⁹. Il est à noter qu'Andrei Șaguna (1808-1873), futur métropolite orthodoxe à partir de 1864, est presque absent des récits. Bien que jouant un rôle prépondérant dans la mobilisation des Roumains, il est qualifié d'antirévolutionnaire, ce qui explique le peu d'attrait manifesté à son encontre, tant en Hongrie qu'en Roumanie⁶¹⁰.

Nicolae Bălcescu bénéficie d'une représentation particulièrement positive dans l'ensemble des ouvrages des deux pays. En Roumanie, un hommage est rendu à ses tentatives de réconciliation entre Roumains et Hongrois, dont le mérite lui revient entièrement⁶¹¹. En opposition, la faute est rejetée sur les Hongrois, puisque ces tractations interviennent trop tard en raison du manque de considération des dirigeants hongrois à l'égard de revendications roumaines. Bălcescu est élevé au rang de héros national, dimension favorisée par son action de part et d'autre des Carpates. En Hongrie, dans le manuel de 1951, l'homme politique valaque est qualifié de grand révolutionnaire, tout en étant encensé pour son entreprise visant à réconcilier Hongrois et Roumains au profit des idéaux portés par la révolution. Mátyás Unger (1957) écrit à propos du projet de pacification hungaro-roumain, repris par Géza Závodszy (1981) qu'il intervient bien trop tard lorsque la situation militaire tend vers l'effondrement, puisque : « C'est seulement après tant d'âpres batailles sanglantes et au seuil d'une répression commune que les peuples hongrois et roumain purent se serrer la main au travers des personnes de Kossuth et de Balcescu »⁶¹².

Dans le manuel de Roller, de fortes critiques sont émises à l'encontre d'Avram Iancu en raison de sa collaboration avec les Habsbourg contre les insurgés hongrois. Ceci démontre que l'apôtre de la stalinisation de l'historiographie roumaine est prêt à marquer une rupture avec le canon traditionnel dans la mesure où ce dernier n'est pas compatible avec le dogme marxiste. En effet, les réformes sociales portées par la révolution de 1848 sont placées au premier plan, alors que sa lutte armée et la collaboration avec les Habsbourg ne lui permettent pas de rentrer

⁶⁰⁹ Köpeczi Béla (dir.). *Histoire de la Transylvanie*, Op. cit. p. 455-457.

⁶¹⁰ Il est par exemple expressément qualifié de contre-révolutionnaire dans l'ouvrage hongrois de 1957 : Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, Op. cit. p. 291.

⁶¹¹ Pour une étude sur les tractations entre les deux hommes politiques se référer à : Petrusány György. « Kossuth és Bălcescu », Kiss Gábor Ferenc, Zakar Péter (dir.). *A nemzetiségi kérdés Kossuth és kortársai szemében*, Op. cit. p. 99-114.

⁶¹² « Annyi keserű véres harc után csak a közös elnyomtatás küszöbén tudott kezét fogni Kossuth és Balcescu személyén keresztül a magyar és a román nép », Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, Op. cit., 1975. p. 306.

dans ce cadre et expliquent l'image négative accolée à Avram Iancu. Ces positions sont confirmées par l'ouvrage d'histoire universelle qui pointe du doigt le manque de clairvoyance d'Avram Iancu et de Lajos Kossuth⁶¹³.

Le sort réservé à Avram Iancu évolue considérablement dans les manuels publiés à partir des années 1960. Dumitru Almaș, George Georgescu-Buzău et Aron Petric (1960) le dépeignent comme persécuté par les troupes hongroises. Sa lutte mêle désormais considérations nationales et sociales et le récit insiste plutôt sur ses tentatives de réconciliation avec les révolutionnaires hongrois. Il y est précisé que le combat s'oriente contre la tyrannie de la noblesse et non contre le peuple hongrois dans son ensemble. Dans le manuel de 1969, Iancu se voit totalement réhabilité, alors que sa collaboration avec la Cour viennoise est passée sous silence, comme en atteste le passage suivant : « Avram Iancu et ses camarades de lutte furent les éléments les plus radicaux dans la mobilisation et la direction du peuple, pouvant être considérés comme des révolutionnaires démocrates »⁶¹⁴. Cette dimension démocratique accolée au rebelle roumain apparaît à plusieurs reprises dans le récit, permettant notamment de le dédouaner des exactions commises contre la population hongroise au cours des affrontements hungaro-roumains. Il est même favorable à une collaboration roumano-hongroise, rendue impossible par le chauvinisme magyar :

« Il fit la distinction nécessaire entre les masses hongroises du peuple – dont il soutenait les aspirations démocratiques avec la même force que celles de son propre peuple – et l'inimitié tyannique, réactionnaire, chauvine contre laquelle il concentra toute son énergie, mobilisant de grandes forces populaires »⁶¹⁵

Pour Elizabeta Hurezeanu et ses coauteurs (1988), l'appréciation des actions d'Avram Iancu s'inscrit dans le même registre. Il est dépeint comme prêt à coopérer avec les révolutionnaires hongrois face aux forces absolutistes habsbourgeoises et tsaristes, ce qui devint toutefois impossible en raison du manque d'empathie des Hongrois. D'autre part, il est encensé puisqu'il « [...] constitua une véritable république roumaine »⁶¹⁶.

En Hongrie, l'image d'Avram Iancu diffère quelque peu, il lui est en outre octroyé peu d'espace dans les manuels. En 1950, il est cité dans la liste des hommes politiques de gauche issus des nationalités, sans l'apport de plus amples informations.

⁶¹³ *Istoria modernă și contemporană*, Op. cit. p. 118.

⁶¹⁴ « Avram Iancu și tovarășii săi de luptă au reprezentat elementele cele mai radicale în mobilizarea și conducerea poporului, putând fi apreciați ca revoluționari democrați », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 207.

⁶¹⁵ « El a făcut distincția necesară între masele populare maghiare – ale căror năzuințe democratice le-a susținut cu aceeași tărie ca și pe cele ale propriului său popor – și nemeșimea tirană, reacționară, șovină, împotriva căreia și-a concentrat întreaga sa energie, mobilizînd mari forțe populare », Ibid. p. 212.

⁶¹⁶ « [...] a constituit o adevarată republică românească », Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, Op. cit. p. 56.

L'image de Simion Barnuțiu connaît un destin similaire, puisque s'il est âprement critiqué dans le manuel de Roller, il se voit par la suite rétabli en qualité de meneur du Comité national. Le manuel d'histoire universelle de 1949 se montre plus clément à son égard, le représentant comme un défenseur de la cause de la paysannerie roumaine La réhabilitation de l'homme politique transylvain se constate déjà dans la série de 1969, où il est célébré en tant que défenseur de la cause roumaine. Cette réinterprétation se renforce tout particulièrement en 1988 lorsqu'il est représenté « [...] comme agissant en véritable gouverneur révolutionnaire roumain et qui prit toutes les mesures en vue d'organiser une force militaire capable de défendre l'esprit national et les droits sociaux du peuple roumain »⁶¹⁷.

En Hongrie, il est reconnu comme un important protagoniste œuvrant pour le succès de la révolution. C'est à ce titre qu'il s'attache à réconcilier insurgés hongrois et roumains afin de faire triompher les idéaux de la révolution et de libérer la Hongrie et les Provinces danubiennes⁶¹⁸. À l'instar d'Avram Iancu, il disparaît presque entièrement des ouvrages publiés en Hongrie.

Les origines de ce soulèvement national sont à chercher dans une perspective sociale et nationale. Le déroulement des événements en Transylvanie renforce considérablement la place de ce territoire dans les deux constructions nationales. Les exactions commises de part et d'autre participent à la construction de l'image d'un ennemi maléfique, formant une menace pour la pérennité de la nation et entachent durablement la nature des relations hungaro-roumaines.

⁶¹⁷ « [...] care acționa ca un adevărat guvern revoluționar românesc, să ia toate măsurile în vederea organizării unor efective militare capabile să apere ființa națională și drepturile sociale ale poporului român », Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, Op. cit. p. 56.

⁶¹⁸ Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész*, Op. cit. p. 143.

Troisième partie : du retour dans le royaume de Hongrie au changement de régime

La période consécutive à la révolution de 1848-1849 peut être vue comme celle de l'affirmation des revendications nationales. Elle marque une rupture profonde dans l'histoire des relations roumano-hongroises et dans la perception du groupe national concurrent. En parallèle, c'est également dans la seconde moitié du XIX^e siècle que Hongrois et Roumains accèdent/retrouvent une certaine indépendance et une existence étatique. La Hongrie récupère une autonomie dans sa politique intérieure dans le cadre de la monarchie austro-hongroise (1867-1918), alors que l'union entre la Valachie et la Moldavie permet à la Roumanie de voir le jour en 1859. Cette même période que se développent les mouvements ouvriers, considérés comme les précurseurs des régimes communistes au pouvoir après 1947/1948.

Le cataclysme de la Grande Guerre, puis les changements territoriaux, introduisent un changement majeur pour la région. Les manuels de Hongrie font ressortir le rôle des grandes puissances occidentales dans le règlement de la question territoriale, tandis qu'en Roumanie, la dimension populaire, démocratique, du rattachement de la Transylvanie élargie est mise en avant.

La proximité chronologique – ou la contemporanéité – des périodes traitées avec le temps de rédaction laisse supposer une plus grande politisation de ces chapitres, comme l'illustre la couverture de la période comprise entre 1918 et 1948. Les manuels des deux pays affichent ainsi une proximité tangible dans la narration de l'entre-deux-guerres, de la Seconde Guerre mondiale ou encore de l'établissement de régimes communistes.

Après 1945, le lien unissant la Roumanie et la Hongrie avec la Transylvanie est loin de s'effacer des mémoires. C'est cette même région abrite la plus grande communauté hongroise d'outre frontière, dans le plus vaste des territoires perdus, dont la superficie est plus élevée que celle de la Hongrie. Pour Bucarest, elle incarne la région la plus composite du pays et celle dont l'appartenance à la Roumanie est la plus discutée.

VIII. Du retour de la Grande Hongrie à son démantèlement

La période comprise entre l'établissement du Compromis austro-hongrois (1867-1918) et les changements territoriaux au lendemain de la fin de la Grande Guerre font passer la Hongrie des sommets de la fierté nationale à l'humiliation collective infligée par le traité de Trianon. Pour les Roumains, le dualisme est synonyme d'un temps d'oppression nationale, alors que l'intégration de la Transylvanie élargie au royaume de Roumanie représente le point culminant de l'histoire nationale. Si le dualisme incarne d'un côté un âge d'or économique et culturel, il représente de l'autre les temps les plus sombres de l'oppression nationale. La réussite de l'un fait l'échec de l'autre. La place accordée à la Première Guerre mondiale, qualifiée d'impérialiste par l'historiographie communiste, bénéficie également d'une attention particulière, tout comme les combats se déroulant en Transylvanie et l'évocation des soldats y prenant part. Le transfert de la Transylvanie élargie à la Roumanie marque une rupture sur laquelle les deux discours concurrents se construisent. Les Roumains mettent en exergue l'expression de la volonté populaire par l'Union d'Alba Iulia, tandis que les Hongrois se concentrent sur le traité de Trianon, résultat des choix imposés à la Hongrie par les grandes puissances.

Deux aspects motivent le choix de placer le dualisme dans l'ultime partie réservée à l'histoire contemporaine. D'une part, car la Hongrie jouit d'une indépendance retrouvée dans sa politique intérieure et, d'autre part, car c'est cette même période qui voit naître le premier parti ouvrier en 1890, aspect largement relaté dans les manuels des deux pays. La Première Guerre mondiale et la république des Conseils, s'inscrivent dans la continuité chronologique du dualisme, tandis que le transfert de la Transylvanie élargie à la Roumanie marque une rupture et fait entrer la Transylvanie dans une nouvelle ère.

1) Le dualisme

La période dualiste (1867-1918) incarne en Hongrie un âge d'or économique et culturel, où la Transleithanie – partie hongroise de la double monarchie austro-hongroise – est en passe de rattraper son retard sur l'Europe de l'Ouest¹. La Hongrie connaît alors un essor industriel inconnu jusqu'ici, bien que la Cisleithanie, partie autrichienne de l'Empire, reste le moteur économique. Le Compromis (*Compromisul – Kiegyezés – Ausgleich*) est le résultat de l'éviction de l'Autriche des espaces italien et allemand au profit de l'unification italienne et de la formation d'une Allemagne sous domination prussienne. En conséquence, le royaume de

¹ Romsics Ignác. *Magyarország története a XX. században*, Op. cit. p. 9-20.

Hongrie, les provinces héréditaires, la Galicie, la Bucovine et la Dalmatie demeurent les derniers points d'ancrage habsbourgeois. L'agitation des Hongrois dans leur quête de souveraineté nationale, ainsi que les difficultés économiques traversées par la monarchie, poussent l'élite autrichienne à prendre en considération les revendications hongroises et le souverain se montre alors ouvert à l'ouverture des négociations. Du côté magyar, des personnalités politiques comme Ferenc Deák (1803-1876), avec son célèbre article de Pâques (*Húsvéti cikk*), publié en 1865 dans le *Pesti Napló* (Journal de Pest) ou Gyula Andrassy (1823-1890) se prononcent en faveur d'un compromis et en jettent les bases avant 1867².

Si la réussite économique est indéniable, la gestion de la question des nationalités, formant environ 50 % de la population, demeure l'un des sujets les plus discutés du dualisme³. La soif de progrès et de modernité que connaît la Hongrie s'inspire du modèle ouest-européen – et principalement français – d'un État-nation. Cependant, cette aspiration à mettre sur pied un État moderne et centralisé se heurte aux velléités des minorités, dont la conscience nationale est désormais bien établie. Cet aspect est significatif dans le cas des Serbes et des Roumains, qui disposent chacun d'un État souverain aux frontières de la Hongrie aspirant à réaliser l'unité nationale aux dépends de la Hongrie. Outre l'analyse du discours relatif à la formation du système dualiste et l'intégration formelle de la Transylvanie à la Hongrie, une attention particulière est portée à la question des nationalités telle que représentée dans les livres scolaires des deux pays.

En préambule du dualisme, la période comprise entre la fin de la révolution de 1848-1849 et la signature du compromis austro-hongrois en 1867 incarne traditionnellement une période noire pour les Hongrois. En la matière, la fin de la Seconde Guerre mondiale n'apporte aucun changement et "le système de Bach", du nom du ministre de l'Intérieur Alexander von Bach (1813-1893), principal instigateur du néo-absolutisme post-1849, s'attire les foudres de la totalité des manuels scolaires hongrois. L'incorporation de la Hongrie à l'Empire centralisé, de même que la nouvelle séparation entre la Transylvanie et la Hongrie sont largement critiquées dans les manuels. L'absence d'avancées pour les nationalités est toujours soulignée, en dépit des promesses faites au cours de la révolution par Vienne. La célèbre remarque attribuée sans certitude à Ferenc Pulszky (1814-1897) selon qui : « Les nationalités furent récompensées par la même peine que les Hongrois » est très régulièrement citée⁴. Elle permet

² Deák Ágnes. « Who is the Father of the Compromise? », Gyáni Gábor (dir.). *The Creation of the Austro-Hungarian Monarchy: A Hungarian Perspective*, Routledge, New-York, 2022. p. 119-148.

³ À l'occasion du recensement de 1910 – le plus à l'avantage de l'élément hongrois – 54 % de la population se déclare de langue maternelle hongroise.

⁴ « A nemzetiségek, ugyanazt kapták jutalmul, amit a magyarok büntetésül », la citation se retrouve par exemple

par ailleurs de rapprocher les Hongrois et les autres peuples du bassin des Carpates en tant que victimes de l'absolutisme habsbourgeois.

La résistance passive utilisée par une partie des Hongrois bénéficie d'une représentation particulièrement positive dans les manuels hongrois. Dans les quelques pages accordées à ces deux décennies, plusieurs passages soulignent expressément l'importance du phénomène en Transylvanie⁵. Ceci exprime pleinement la vision du très fort patriotisme attribué aux Hongrois de Transylvanie et tout particulièrement aux Sicules. Ainsi, au détour des sept pages consacrées aux mouvements nationaux durant l'ère Bach, l'ouvrage de Lajos Lukács (1951) souligne qu' « une organisation révolutionnaire à plus grande échelle se développa en Transylvanie, dans le Pays sicule. Le mouvement fut suivi par des étudiants de Târgu Mureş et de Cluj, des femmes imprégnées de patriotisme, ainsi que des paysans du Pays sicule »⁶. Il est à noter que ce dernier accuse de trahison la noblesse et le haut clergé, en opposition au peuple hongrois luttant pour sa liberté, avec une mention spéciale pour la classe ouvrière. En effet, de nombreux ouvrages font état de la trahison de l'aristocratie et du haut-clergé qui collaborent avec les Autrichiens⁷. À ce propos, Mátyás Unger (1975) et Géza Závodszky (1983) se démarquent puisqu'ils précisent qu'en Hongrie même l'aristocratie et le haut clergé ne soutiennent pas le système de Bach⁸. En réalité, la résistance passive est largement remise en question par les historiens qui la décrivent plutôt comme un mythe qu'une réalité tangible⁹.

Dans le cas des manuels roumains, les descriptions relatives à la période comprise entre 1849 et 1867 sont en tous points analogues à celles des ouvrages hongrois et tout particulièrement chez Mihail Roller. Par la suite, l'ouvrage de 1960 critique le système de Bach, mais également souligne les concessions accordées aux Roumains au sein de la période dite libérale entre 1861 et 1867. Ceci s'exprime par exemple au travers de la diète de Sibiu de 1863, au cours de laquelle la nation roumaine accède au même statut que les trois autres nations. Cependant, il est également noté que le gouvernement hongrois de Gyula Andrássy abroge cette loi et ne permet donc pas sa mise en place¹⁰. Cette perception culmine dans le manuel de 1988, puisque près d'une page y est consacrée en adoptant un discours prolix sur les idéaux portés

dans le manuel de 1951 : Lukács Lajos. *A magyar*, Op. cit. p. 18.

⁵ Par exemple : Závodszky Géza. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, Op. cit. p. 194.

⁶ « Nagyobbarányú forradalmi szervezkedés alakult ki Erdélyben, a Székelyföldön. A mozgalomban résztvettek marosvásárhelyi, kolozsvári diákok, hazaszeretettől áthatott nők és székelyföldi parasztok is », Lukács Lajos. *A magyar*. p. 20.

⁷ Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem a gimnáziumok IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 82-83.

⁸ Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, Op. cit., 1975. p. 277.

⁹ Pap József. « A passzív ellenállás, a neoabsolutizmus korának mítosza? », *AETAS*, vol. 18, n°4, 2003. p. 119-127.

¹⁰ Almaş Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 223-224.

par la diète, lui prêtant des visées de création d'un État national roumain. Cette période est également synonyme de faste national, principalement en raison de l'union de 1859 entre la Moldavie et la Valachie, puis la reconnaissance internationale de la Roumanie en 1878 à l'occasion du congrès de Berlin¹¹. Cependant, l'héritage de la formation du royaume de Roumanie est lourd à porter pour le *PMR*. Pour Mihail Roller et ses coauteurs, la thématique ne bénéficie que d'un intérêt secondaire, alors que jusque dans les années 1960, les monarques issus de la dynastie prussienne des Hohenzollern sont considérés comme étant à la solde de l'Ouest¹². Les manuels ultérieurs reprennent tous l'enthousiasme que suscite l'union en Transylvanie afin d'attester de la conscience nationale habitant l'ensemble des Roumains.

La signature du compromis austro-hongrois bénéficie de son côté d'interprétations bien plus contrastées. En Hongrie, les manuels de la période "dogmatique" se montrent particulièrement négatifs envers le dualisme, tandis qu'une réinterprétation se remarque au fil des années. Domokos Kosáry et Gyula Mérei (1945) réservent deux pages et demie en préambule du chapitre à un "bilan du Compromis" (*A kiegyezés mérlege*). Les principaux arguments de Ferenc Deák, père du Compromis, et de Lajos Kossuth, principal opposant au dualisme, sont énumérés, sans jugement¹³. Dès 1945, le dépassement d'une société postféodale et la question des nationalités sont perçus comme les deux grands défis auxquels doit alors faire face la nation hongroise. Selon l'interprétation fournie dans les ouvrages de 1951 et de 1957, la gauche hongroise radicale, avec Lajos Kossuth à sa tête, s'oppose au compromis et aux idées de Ferenc Deák qui trahit la révolution de 1848¹⁴. Le terme de colonisation de la Hongrie est maintenu, tandis que la classe dirigeante hongroise est montrée comme étant au service des puissances impérialistes, ce qui explique ainsi l'oppression s'abattant sur le peuple travailleur¹⁵. En 1966, bien que toujours présente, l'animosité manifestée à l'encontre du dualisme baisse en intensité¹⁶. Enfin, en 1983, Géza Závodszy renoue avec les positions de 1945, puisque l'auteur précise que l'appréciation de la double-monarchie est source d'intenses débats depuis plus d'un siècle, tandis qu'elle dispose de son lot d'aspects positifs et négatifs¹⁷. Ceci est à replacer dans le cadre de la réinterprétation du compromis par l'historiographie hongroise, principalement

¹¹ Berindei Dan. « Le XIX^e siècle », Fischer Galati Stephen, Giurescu Dinu, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Une histoire des Roumains*, Op. cit. p. 229-236.

¹² Bodale Suzana. « Problema constituirii Regatului României în manualele școlare din perioada comunistă », Cliveti Gheorghe (dir.). *Clio în oglindiri de sine : Omagiu Academicianului Alexandru Zub*, Editura universității Alexandru Ioan Cuza, Iași, 2014. p. 581-589.

¹³ Kosáry Domokos, Mérei Gyula. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig*, Op. cit. p. 96-98.

¹⁴ Nagy Imréne, Kempelen Imre, Bellér Béla. *A magyar nép története*, Op. cit. p. 33.

¹⁵ Lukács Lajos. *A magyar*. p. 28-29.

¹⁶ Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem a gimnáziumok IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 88-89.

¹⁷ Závodszy Géza. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, Op. cit. p. 198.

grâce aux travaux de Péter Hanák¹⁸. Au-delà de cette distinction temporelle, certains aspects de l'ère dualiste restent positivement interprétés dans les livres scolaires publiés dans les deux premières décennies du socialisme, comme le développement des infrastructures ou encore l'effervescence culturelle que connaît alors le pays.

Dans la conception rollerienne, la double réprobation de la Hongrie dualiste réside dans l'établissement d'un système "féodal et bourgeois", ainsi que dans un État qualifié de prison des peuples¹⁹. Ce slogan trouve son origine dans le combat des mouvements politiques des nationalités mené contre la monarchie au début du XX^e, puis récupéré en Hongrie et en Roumanie par l'historiographie après la Seconde Guerre mondiale. En ce sens, la teneur du récit est en tout point similaire aux manuels de Hongrie, tandis que l'auteur ne manque pas de souligner que les grands propriétaires terriens exploitent – selon la terminologie internationaliste alors utilisée – aussi bien les paysans roumains que hongrois. L'ouvrage n'accorde pas moins de dix pages à l'histoire de la Transylvanie entre 1849 et 1900, avant de consacrer sept pages à la période 1900-1917.

En 1960, le dualisme est montré comme un compromis entre les classes dirigeantes autrichienne et hongroise contre les masses allemande, hongroise et tout particulièrement les autres nationalités. À ce sujet, il est également énoncé que d'un point de vue national, une minorité oppresse alors une majorité allophone. En contrepartie, le récit relate le développement économique de l'Empire, bien qu'il n'atteigne guère la Transylvanie, la région étant uniquement considérée par la bourgeoisie austro-hongroise comme un marché pour ses produits. Ceci reflète le désir permanent de séparer la Transylvanie du reste de la Hongrie dans le sillage du tournant national. Le même discours se maintient dans l'ouvrage de 1969, où certains passages du manuel de 1960 sont repris à la virgule près. De son côté, l'union entre les deux entités bénéficie d'un traitement particulièrement négatif : « L'autonomie traditionnelle de la Transylvanie est abolie, imposant la mesure politique la plus réactionnaire – l'annexion de la Transylvanie à la Hongrie »²⁰.

En 1988, la tonalité est encore plus sévère à l'égard du compromis, ce dernier étant dépeint comme un régime réactionnaire, nationaliste, chauvin et bâti contre les masses

¹⁸ Kövér György. « Long Swings in the Historiography of the Austro-Hungarian Monarchy », Gyáni Gábor (dir.). *The Creation of the Austro-Hungarian Monarchy*, *Op. cit.* p. 99-103.

¹⁹ L'analyse de l'image du dualisme dans les manuels slovaques et roumains a été menée dans l'étude suivante, dont les résultats coïncident avec ceux obtenus dans le présent travail : Kunt Gergely. "aki uralja a jelent, az uralja a múltat is", *Összehasonlító politikai kultusztörténet*, MAKAT – Antroport, Budapest, 2014. p. 41-43.

²⁰ « Autonomia tradițională a Transilvaniei este anulată, impunîndu-se cea mai reactionară măsură politică – anexarea Transilvaniei la Ungaria », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 235.

populaires par la bourgeoisie et la noblesse hungaro-autrichienne²¹. D'après les auteurs du manuel, la Transylvanie se retrouve sous occupation étrangère, puisqu'êtant annexée de force par la Hongrie, tandis que la population roumaine se tient prête pour une insurrection nationale. Par ailleurs, fidèle au modèle adopté dans les chapitres précédents, l'histoire des trois grandes régions, puis celle de la Transylvanie et de la Roumanie est confondue dans une seule et même partie. Par la suite, la tendance à rapprocher les deux entités gagne encore en importance dans le contexte de l'extravagance du national-communisme roumain des années 1980.

Parmi les sujets les plus ardemment critiqués dans les livres scolaires – tout comme par l'historiographie des deux pays – figure la politique des nationalités de Budapest. Cette dimension se vérifie dans les manuels scolaires, où le sujet est largement abordé. Pour preuve, en Hongrie, l'ouvrage de 1945 l'aborde sur plus de huit pages, puis dix en 1951, contre quatre en 1957. Par la suite, en 1966, environ deux pages et demie et enfin deux pages en 1983 traitent de la situation des nationalités en Hongrie. En Roumanie, dans l'ouvrage de 1947, sept pages – principalement tournées vers les Roumains – sont dédiées au sujet. En 1960 et 1969, les deux manuels de "transition" y consacrent chacun trois pages et demie. Enfin, le manuel de 1988 accorde environ neuf pages et demie au sujet, bien qu'il soit difficile de les distinguer en raison de l'entremêlement de l'histoire de la Transylvanie avec celle de la Roumanie.

Lorsque les relations entre Budapest et les nationalités sont abordées, plusieurs dimensions sont prises en considération telles que la représentation politique, l'épineuse question scolaire, la politique d'assimilation ou encore les positions des mouvements ouvriers naissant sur la question nationale. Dans les deux pays, les ouvrages de la première moitié de la période d'étude mettent en avant la coopération de l'ensemble des forces politiques hongroises contre les nationalités et insistent sur le chauvinisme qui caractérise la classe politique, à l'exception notable de Lajos Mocsáry (1826-1916)²². À partir des années 1960 cette représentation se nuance quelque peu du côté hongrois, où le manuel de Tibor Szamuely et György Ránki (1966) peut être considéré comme le symbole de ce tournant. Cependant, la politique des nationalités de Budapest est pointée du doigt dans l'ensemble des livres scolaires, comme le démontre l'utilisation du qualificatif de "prison des peuples" (*népek börtöne*) dans certains ouvrages.

En la matière, la loi des nationalités de 1868 (*nemzetiségi törvény*) est toujours abordée

²¹ Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, Op. cit. p. 102.

²² Député hongrois s'élevant contre la politique des nationalités de Budapest, dont le souvenir est largement mis en avant par les historiens hongrois à partir de 1945.

dans les manuels, où chacun souligne sa non-application²³. Les récits les plus complaisants à son endroit sont issus de la période de transition ou voient le jour à partir de la seconde moitié des années 1960, comme en atteste l'extrait suivant :

« Elle permit à tous les individus d'utiliser leur langue maternelle dans la communication officielle, alors qu'en Europe les États-nations cherchèrent à étendre la maîtrise de leur nation et de leur langue nationale jusqu'à leurs frontières. Il n'y avait alors aucun signe de protection des minorités »²⁴

Pour autant, la loi des nationalités ne satisfait personne selon les auteurs, puisqu'accordant trop de droits selon les Hongrois et pas assez d'après les nationalités, notamment car ces dernières aspirent à former leur propre État. Chez Lajos Lukács (1951), l'appréciation de la loi de 1868 est tout autre, puisque cette dernière devient un instrument de la double oppression, sociale et nationale, des travailleurs allophones. Le dualisme est alors résumé comme une entente entre la classe dirigeante hongroise et la grande bourgeoisie autrichienne pour dominer les masses. Fidèle à l'analyse marxiste, l'élite des nationalités luttant contre ou coopérant avec les autorités hongroises est également attaquée. Selon le récit établi, les dirigeants réactionnaires et ecclésiastiques profitent alors des divergences avec Budapest pour masquer la lutte des classes au sein de leurs groupes nationaux respectifs en dressant les masses contre les Hongrois²⁵. Outre ces aspects, la loi de 1868 est négativement considérée car elle place l'Église – forcément réactionnaire – dans une situation de quasi-monopole scolaire et tout particulièrement dans le cas des écoles des nationalités. L'entreprise de József Eötvös visant à renforcer le rôle de l'État dans l'instruction est considérée comme incomplète et ne sera menée à bien qu'en 1948 par la démocratie populaire. En 1957 et en 1966, une appréciation analogue de la loi de 1868 se retrouve, puisque les auteurs blâment la classe dirigeante hongroise pour ne pas avoir tiré les enseignements de la révolution de 1848-1849²⁶. D'après eux, en dépit de certains aspects "positifs", cette loi offre alors "moins" en 1868 aux nationalités que la loi des nationalités de 1849²⁷.

Mátyás Unger (1975) affirme de son côté que : « C'est un fait, cependant, que la loi était réellement d'esprit libéral en matière d'utilisation de la langue, et en particulier dans la vie ecclésiastique et scolaire, elle accordait une liberté considérable »²⁸. Dans la continuité des

²³ Pour une analyse de la loi de 1868, se rapporter au premier point du chapitre n°2.

²⁴ « Akkor tette ugyanis lehetővé minden egyénnek hivatalos érintkezésben is anyanyelve használatát, amikor Európában a nemzet-államok államhatárukig igyekeztek kiterjeszteni nemzetük és nemzeti nyelvük uralmát. Nyoma sem volt még akkor a kisebbségvédelemnek », Kosáry Domokos, Mérei Gyula. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig*, Op. cit. p. 136.

²⁵ Lukács Lajos. *A magyar*. p. 71-75.

²⁶ Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem a gimnáziumok IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 92.

²⁷ Nagy Imrénné, Kempelen Imre, Bellér Béla. *A magyar nép története*, Op. cit. p. 46.

²⁸ « Tény, viszont az, hogy a nyelvhasználat kérdésében a törvény valóban liberális szellemű volt, s különösen az egyházi életben és az iskoláztásban meglehetős szabadságot biztosított », Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium*

positions adoptées par Mátyás Unger, l’ouvrage de Géza Závodszyk utilisé au cours des années 1980 est très positif avec la loi de 1868 et renoue avec l’interprétation de 1945.

En Roumanie, elle est unanimement perçue comme l’expression de l’oppression nationale. Ceci est particulièrement vrai pour l’ouvrage de 1988, selon lequel seule la langue hongroise est officielle, omettant la possibilité d’une utilisation des langues des nationalités à l’échelle locale²⁹. Ceci n’est pas seulement une interprétation négative de la loi, mais une allégation calomnieuse, le texte de loi garantissant l’usage des langues des minorités dans les administrations locales.

Les droits politiques des nationalités sont abondamment décrits. Le système électoral hongrois subit les critiques de l’ensemble des ouvrages publiés dans les deux pays. Les deux ouvrages de 1945 adoptent une position identique, rappelant par exemple que la vivacité du Parti de l’indépendance et de 1848 (*Függetlenségi és 48-as Párt*) dans la Grande plaine est contrée par des manœuvres permettant de faire diminuer le nombre de votants au profit de territoires habités par les nationalités³⁰. Ce procédé est effectivement largement utilisé par le Parti libéral (*Szabadelvű Párt*), au pouvoir sans discontinuité de 1875 à 1905, en vue de favoriser les victoires électorales. En 1951 et en 1957, l’approche est tout à fait différente. Le dénigrement du système politique est encore plus saillant, alors que selon les auteurs, les droits politiques des nationalités sont lésés : « La méthode de la répression grossière était appliquée aux nationalités. La loi nationale de 1868 fut simplement abrogée [...] Dans les comitats de Transylvanie, où la proportion de Roumains ne dépassait pas seulement les 17 %, mais allait même au-delà des 55 %, il n'y avait aucun préfet roumain »³¹. En 1966, les auteurs affirment qu’au travers de la mobilisation de différents outils, le gouvernement applique la terreur face aux nationalités. Le propos se répète dans les manuels ultérieurs, tout en diminuant quelque peu en intensité³². En 1983, une carte de la répartition nationale en Autriche-Hongrie est incorporée³³. Celle-ci est fidèle à la réalité ethnique de l’Empire, tout en faisant apparaître l’élément hongrois en bleu, tandis que les autres groupes nationaux sont représentés selon

²⁹ III. osztálya, *Op. cit.*, 1975. p. 288.

³⁰ Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, *Op. cit.* p. 103.

³¹ Benda Kálmán. *Magyarország története*, *Op. cit.* p. 120-121.

³² « A nemzetiségekkel szemben a durva elnyomás módszerét alkalmazták. Az 1868-as nemzeti törvényt egyszerűen hatályon kívül helyezték [...] Az erdélyi vármegyékben, ahol a románság arányszáma nem 17 %, hanem 55 %-ot is meghaladta, egyetlen román főispán sem volt », Lukács Lajos. *A magyar nép*, *Op. cit.* p. 61.

³³ Dans son analyse relative à la mémoire de l’Autriche-Hongrie dans les manuels scolaires autrichiens et hongrois publiés entre 1947 et 1989, Louise Pinilla parvient aux mêmes conclusions : Pinilla Louise. *Étude comparée de la mémoire de l’empire austro-hongrois en Autriche et en Hongrie pendant la Guerre Froide, à l’aune de l’enseignement scolaire (1947-1989)*, Mémoire de Master, École Normale Supérieure – École nationale des Chartes, 2017. p. 146-149.

³⁴ Závodszyk Géza. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, *Op. cit.* p. 218.

différents signes en noir et blanc. Au travers de ce choix de couleur, la carte laisse l'impression selon laquelle l'élément hongrois est bien plus conséquent, alors que ce procédé est un classique des cartes ethnico-linguistiques d'Europe centrale en vue de favoriser un ou plusieurs groupes³⁴.

Des propos analogues se retrouvent en Roumanie lorsque le système parlementaire est abordé. Le manuel de Roller propose des interprétations conformes à celles des manuels scolaires hongrois des années 1950. Cette convergence s'explique par les acerbes critiques réservées à l'encontre de tout ce qui incarne l'Ouest ou la bourgeoisie. Le manuel de 1960 signale la situation particulièrement précaire de la paysannerie roumaine, alors que la bourgeoisie roumaine est décrite comme restreinte, tout en étant dans une situation d'infériorité économique et politique. L'esprit de résistance des Roumains de Transylvanie est loué, alors que le Parti national roumain est accusé de trahir la cause pour servir son intérêt de classe³⁵.

En 1969, ce même parti est désormais au service des intérêts roumains dans le cadre de la libération nationale. Les deux oppressions, sociale et nationale, sont désormais placées sur un pied d'égalité. Cette simplification à outrance de la situation politique des Roumains de Hongrie se manifeste également par l'omission dans la plupart des manuels des négociations entre les hommes politiques roumains de Transylvanie et le Premier ministre István Tisza au début des années 1910, en vue d'un éventuel élargissement du droit de vote³⁶. En 1988, les auteurs les considèrent uniquement comme une preuve supplémentaire de la politique réactionnaire de la classe politique hongroise vis-à-vis des nationalités³⁷. Lorsque la situation économique de la région est abordée, le même processus de séparation vis-à-vis de la Hongrie apparaît en accentuant largement les relations entre la Transylvanie et le Regat, en tant qu'expression de « [...] l'unité économique du peuple roumain »³⁸. Le récit rappelle que les deux tiers de la population transylvaine est paysanne, composée en grande majorité de Roumains subissant une oppression sociale et nationale. En conséquence, en quinze ans, près de 270 000 paysans auraient fui vers la Roumanie. À la lumière des recherches actuelles, ce chiffre n'est pas corroboré. En outre, le phénomène ne touche pas que les Roumains, puisque de nombreux Sicules s'installent à Bucarest en raison de la proximité géographique avec la capitale roumaine³⁹. Constantin Daicoviciu et Miron Constantinescu font également une

³⁴ Ginsburger Nicolas. « L'expertise territoriale et cartographique des vaincus austro-hongrois. Robert Sieger, Pál Teleki et les traités de Saint-Germain et de Trianon », *Cartes & Géomatique*, n°228, 2016. p. 10-17.

³⁵ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 253-256.

³⁶ Romsics Ignác. *Magyarország története a XX. században*, Op. cit. p. 56.

³⁷ Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, Op. cit. p. 184.

³⁸ « [...] unitate de viață economică a poporului român », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 256.

³⁹ Bárdi Nándor, Pál Judit (dir.). *Székelyföld története: III. kötet 1867-1990*, MTA BTK-EME-HRM, Odorheiu Secuiesc, 2016. p. 82-91.

référence au recensement de 1910, où les chiffres sont jugés biaisés par l'administration hongroise. En dépit de cette manipulation, les Roumains forment 53,8 % de la population, contre 26,8 % pour les Hongrois et 10,8 % pour les Allemands⁴⁰. Il est à noter qu'en réalité les Hongrois représentent 34 % de la population transylvaine selon ce même recensement⁴¹.

En 1988, le développement du capitalisme de part et d'autre des Carpates est pareillement traité, alors qu'en Transylvanie le processus de magyarisation lancé par la noblesse et la bourgeoisie hongroise place dans une situation encore plus précaire les masses roumaines⁴². Les accusations portées à l'encontre des « classes dominantes hongroises », appellation plus ambiguë, sont désormais directes et attestent de l'évolution des positions sur le rôle historique accordé aux Hongrois de Transylvanie. L'unité roumaine est poussée à son paroxysme, comme l'illustre le traitement en un bloc de l'économie roumaine. À ce propos, le nombre de kilomètres de chemin de fer est fourni dans un total englobant les trois grandes régions roumaines, sans aucune distinction⁴³. En complément, la mainmise de la noblesse hongroise sur les terres arables de la région est décrite avec insistance comme le signe de l'oppression pluriséculaire de cette dernière sur les Roumains⁴⁴.

En ce qui concerne la situation des Roumains de Hongrie, Domokos Kosáry et Gyula Mérei (1945) traitent séparément de chaque groupe national et une page est consacrée aux seuls Roumains. L'obtention d'une autonomie de la Transylvanie est montrée comme l'objectif principal des Roumains, avec le soutien de la Roumanie. À cet égard, les auteurs n'omettent pas de mentionner l'existence d'un irrédentisme roumain⁴⁵. Le conflit entre une partie de l'élite roumaine et l'État hongrois est largement représenté dans les ouvrages de 1951 et 1957, dans lesquels les auteurs accordent plusieurs paragraphes au memorandum de 1892, puis au jugement de ses meneurs à Cluj en 1894. Celui-ci est le fruit des revendications formulées par des intellectuels roumains s'exprimant dans le journal *Tribuna* (La tribune) fondé à Sibiu en 1884. Le désir d'unité culturelle roumaine est de plus en plus ouvertement prôné par l'*intellegentsia* roumaine de Transylvanie, tandis que les griefs roumains sont résumés dans un mémorandum destiné à l'international, puis à l'Empereur. Ce dernier refuse de recevoir la délégation roumaine et renvoie la supplique au parlement de Budapest⁴⁶. Cette série d'événements illustre la lutte des nationalités pour leurs droits et permet de démontrer le

⁴⁰ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 256.

⁴¹ Köpeczi Béla (dir.). *Histoire de la Transylvanie*, Op. cit. p. 533.

⁴² Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, Op. cit. p. 91.

⁴³ Ibid. p. 138-139.

⁴⁴ Ibid. p. 149.

⁴⁵ Kosáry Domokos, Mérei Gyula. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig*, Op. cit. p. 142-143.

⁴⁶ Köpeczi Béla (dir.). *Histoire de la Transylvanie*, Op. cit. p. 583-588.

caractère réactionnaire des autorités hongroises à l'encontre des nationalités. De plus, la dissolution du Parti national roumain (*Partidul național român*) est également rapportée⁴⁷. En 1966, seules quelques lignes évoquent le mémorandum et aucune référence n'y est faite dans le livre scolaire de 1983.

Du côté des manuels roumains, le mémorandum bénéficie d'une couverture bien supérieure. Selon le récit de 1960, la délégation transmettant le mémorandum est composée d'intellectuels et de paysans dans le cadre d'une lutte pour la libération nationale, associée à la lutte sociale. En 1969 et en 1988, le mémorandum de 1892 bénéficie d'un plus grand espace, puisque plus de deux pages lui sont réservées. La nature du propos n'évolue guère, à ceci près que la volonté de révolte des Moți est mentionnée, mais évitée grâce à l'intervention des auteurs du mémorandum. Ceci permet de renforcer l'image de guerriers patriotes traditionnellement associée à ces derniers qui sert ici l'idée d'une lutte perpétuelle des Roumains pour leur liberté. La schématisation entre bien et mal est perpétuée dans la mesure où l'ouvrage de 1988 souligne le fait que la lutte ne se dirige pas contre la nation hongroise, mais seulement sa classe dirigeante. L'opposition avec le traitement subi par l'ensemble des Roumains permet alors de placer ces derniers du bon côté de l'histoire⁴⁸.

La question scolaire représente l'épicentre d'intenses débats et concentre le courroux des nationalités et tout particulièrement en Transylvanie⁴⁹. Dans les livres scolaires des deux pays, les débats tournant autour de l'instruction primaire en langue hongroise sont repris. De part et d'autre de la frontière, l'introduction de la langue hongroise comme matière obligatoire dans l'ensemble des établissements scolaires en 1879 est largement critiquée. Selon l'interprétation proposée dans chaque ouvrage, le long mandat de Kálmán Tisza (1830-1902) entre 1875 et 1890 est synonyme d'oppression des nationalités. Les auteurs pointent par exemple la coercition culturelle s'illustrant par le taux d'analphabétisme, bien plus important chez les nationalités, notamment chez les Roumains et les Ukrainiens/Ruthènes. En 1983, le portrait brossé du Premier ministre est bien plus pondéré, où à côté de ses mérites, une seule mention de sa politique des nationalités est insérée⁵⁰. La loi de 1907 d'Albert Apponyi bénéficie d'une couverture similaire à celle de 1879 et ce même dans le manuel de 1983. Le manuel roumain de 1988 oppose le développement de l'enseignement en Roumanie, dans le cadre de la construction d'un État moderne, à la situation précaire dans laquelle se trouvent les Roumains

⁴⁷ Lukács Lajos. *A magyar nép*, Op. cit. p. 76.

⁴⁸ Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, Op. cit. p. 181-183.

⁴⁹ Pour de plus amples informations sur ces lois, se rapporter aux pages 54 à 58.

⁵⁰ Závodszky Géza. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, Op. cit. p. 200-201.

de Transylvanie, résultat de l'oppression sociale et nationale austro-hongroise. Toutefois, si les différences dans l'accès à l'enseignement sont réelles entre les groupes nationaux, la Roumanie accuse un retard abyssal face à la Hongrie dans le développement de son réseau scolaire.

La naissance du Parti social-démocrate de Hongrie (*Magyarországi Szociáldemokrata Párt*) jouit d'une place à part dans les manuels scolaires de Hongrie. Dès 1945, deux pages et demie lui sont consacrées, où l'orientation marxiste du Parti est mise en avant. Selon les auteurs, la classe ouvrière est très majoritairement composée d'Allemands et de Hongrois, alors qu'en raison de leurs conditions sociales, les Slovaques et les Roumains sont généralement analphabètes. Les manifestations ouvrières se déroulant au cours de la période dualiste sont largement surévaluées. En 1951, au sommet du dogmatisme marxiste, la naissance du mouvement ouvrier hongrois occupe pas moins de quinze pages et demie. La lutte commune des classes populaires contre les classes dirigeantes est mise en exergue. En 1957, la bourgeoisie des nationalités est à son tour blâmée car elle dresse les masses face à Budapest afin de masquer l'exploitation de classe des nationalités. Les reproches faits aux différents gouvernements hongrois s'articulent autour de la lutte de ces derniers face à la classe ouvrière, la paysannerie et les nationalités. Cet aspect permet ainsi d'allier lutte des classes et lutte nationale, tout en rapprochant les masses hongroises et allogènes dans le cadre d'un antagonisme de classe pluriséculaire et généralisé. Le rejet du Parti social-démocrate s'exprime également dans la question des nationalités. D'après les auteurs, ce dernier se désintéresse complètement du sort des masses allogènes, les poussant ainsi dans les bras de la bourgeoisie des nationalités⁵¹. Par la suite, l'exposé de la naissance du mouvement ouvrier conserve une importance certaine, mais le dogmatisme s'estompe, tandis que la Transylvanie est absente dans ces pages. Les recherches menées après le changement de 1990 vont à contre-courant de ces allégations et soulignent par exemple le fait que dans la partie autrichienne de l'Empire dès 1897 des sections du Parti social-démocrate sont créées pour chaque groupe national⁵².

En Roumanie, Mihail Roller réserve également un jugement très négatif à l'endroit de la bourgeoisie roumaine de Transylvanie, jugée responsable de la manipulation des masses roumaines par le nationalisme⁵³. Le discours marxiste demeure singulièrement fort dans l'analyse de la situation socio-économique de la région, tandis que la part belle est faite au mouvement ouvrier transylvain. La solidarité entre Roumains vivant de part et d'autre de la chaîne des Carpates est mise en avant, comme preuve d'une conscience nationale bien établie.

⁵¹ Nagy Imréni, Kempelen Imre, Bellér Béla. *A magyar nép története*, Op. cit. p. 90.

⁵² Pieter M. Judson. *The Habsburg Empire: A New History*, Op. cit. p. 371-375.

⁵³ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 552-554.

C'est à ce titre que le "fort écho" en Transylvanie de la révolte paysanne se déroulant en Roumanie en 1907 est évoqué, alors que la Roumanie est présentée comme le refuge d'intellectuels roumains luttant pour la libération de la Transylvanie. Le mouvement ouvrier est ainsi exalté comme garant de la lutte nationale roumaine et l'union de l'ensemble des forces sociales est considérée comme l'un des principaux facteurs amenant à la création de l'État national unitaire⁵⁴. La coopération avec le mouvement ouvrier du Vieux royaume est largement décrite, martelant ainsi l'inéluctabilité de l'union. Il est à ce propos écrit dans le manuel de 1969 que : « La majorité de la bourgeoisie et des propriétaires terriens étaient hongrois, partisans des intérêts d'un maintien de la monarchie dualiste austro-hongroise »⁵⁵. Dans le même temps, les auteurs soulignent le rôle joué par la bourgeoisie roumaine en tant que « bourgeoisie d'une nation opprimée et se trouvant en pleine ascension »⁵⁶. En 1988, ce même discours se maintient et gagne même en force. Le mouvement ouvrier devenant l'un des facteurs déterminants de l'union des Roumains advenue au lendemain de la Grande Guerre⁵⁷.

Un des faits marquants de la perception rollerienne est le dénigrement total de l'Association transylvaine pour la littérature et la culture du peuple roumain (*Asociația Transilvană pentru Literatura Română și Cultura Poporului Român – ASTRA*)⁵⁸. Cette dernière voit le jour en 1861 et favorise le développement de la culture roumaine dans le royaume de Hongrie. En raison de son importance, elle est traditionnellement considérée comme une entité centrale et bénéficie d'une image particulièrement positive dans l'ensemble de la Roumanie. L'opposition manifestée face à l'*ASTRA* dans le manuel de Roller peut s'expliquer par le caractère bourgeois et clérical de l'association, puisque pour bonne partie, les clergés orthodoxe et uniate constituent l'élite roumaine de la région. En 1960, ainsi que dans les manuels ultérieurs, le récit renoue avec l'interprétation traditionnelle d'*ASTRA*. Elle est mise en avant pour son rôle dans la propagation de la culture roumaine auprès des masses, notamment par la création de bibliothèques populaires. Il est à noter que la culture sert désormais à démontrer l'unité du peuple roumain de part et d'autre des Carpates⁵⁹. En 1988, un sous-chapitre est consacré au sujet, où les nombreuses références à des artistes et savants transylvains attestent de l'importance de la région pour la nation roumaine. Quelques intellectuels hongrois ou saxons

⁵⁴ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 238.

⁵⁵ « Majoritatea burgheziei și moșierimii din Transilvania era maghiară susținătoare a intereselor menținerii monarhiei dualiste austro-ungare », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 238.

⁵⁶ « burghezia unei națiuni asuprile, aflată în plină ascensiune », *Ibid.* p. 256.

⁵⁷ Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, Op. cit. p. 205.

⁵⁸ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 517-520.

⁵⁹ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 259.

sont également mentionnés, sans toutefois perdre de vue les quatre piliers du national-communisme roumain. En linguistique, seuls les travaux de József Wass sont évoqués, puisqu'ils mettent en évidence l'influence de la langue roumaine sur le hongrois, alors que le phénomène inverse n'est pas noté⁶⁰.

En Transylvanie, la fondation de l'*EMKE* (*Erdélyrész Magyar Közművelődési Egyesület* – Société culturelle hongroise de Transylvanie) est un instrument au service de la magyarisation dans le manuel de 1951, avant de disparaître des manuels ultérieurs. En Roumanie, le manuel de 1960 mentionne également cette association – à la différence d'*ASTRA* – comme un instrument au service de la dénationalisation des Roumains⁶¹. En opposition aux gouvernements hongrois, les aspirations de Lajos Mocsáry et Oszkár Jászi en vue régler la question des nationalités de manière démocratique sont mises en exergue dans les manuels hongrois. L'intellectuel Oszkár Jászi – qui grandit par ailleurs à Carei dans le Partium – milite dès le dualisme pour une démocratisation en profondeur du pays. Il officie en tant que ministre des Nationalités dans le gouvernement de Károlyi et projette de maintenir l'intégrité territoriale de la Hongrie par sa fédéralisation, sans succès⁶². Selon les auteurs de la série de 1945, dans une appréciation s'inscrivant dans la droite ligne de la loi des nationalités de 1868, la nation hongroise ne renvoie pas aux seuls magyarophones, mais à l'ensemble des habitants de la Hongrie, toute appartenance nationale confondue. De son côté, l'assimilation ne porte ses fruits que dans les villes, tandis que les campagnes où vivent d'importantes minorités allogènes demeurent en marge du phénomène. La politique de magyarisation est également perçue comme une des raisons menant au démantèlement de la Hongrie. De manière analogue, les auteurs de manuels scolaires roumains énoncent les mérites de ces politiciens qui permettent de fournir une critique supplémentaire de l'élite politique austro-hongroise⁶³.

2) La Première Guerre mondiale et la République des conseils

Le premier conflit mondial mène au transfert de la Transylvanie élargie et représente à cet effet une période charnière dans les deux romans nationaux. Au cours de celui-ci, la Transylvanie est un théâtre d'opération militaire, puisqu'en octobre 1916, le royaume de Roumanie lance une attaque surprise contre la Monarchie en traversant les Carpates. Or, la Roumanie se range du côté de la Triple Alliance de 1883 jusqu'en 1913. C'est dans l'espoir de

⁶⁰ Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, *Op. cit.* p. 132.

⁶¹ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, *Op. cit.* p. 259.

⁶² Romsics Ignác. *Magyarország története a XX. században*, *Op. cit.* p. 48-49.

⁶³ Roller Mihail (dir.), *Istoria României*, *Op. cit.* p. 617. ; Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, *Op. cit.* p. 184.

gains territoriaux qu'elle opte pour l'Entente, notamment en raison des promesses faites par la France à l'occasion du traité secret de Bucarest signé le 17 août 1916. L'armée roumaine, mal équipée entre autres en conséquence des Guerres balkaniques, ne peut résister à la puissance des Centraux qui entrent à Bucarest en décembre 1916. La plus grande partie du royaume de Roumanie est ainsi occupée par les forces austro-allemandes et le gouvernement signe l'armistice de Focșani le 9 décembre 1917, avant que le pays ne reprenne le sentier de la guerre le 10 novembre 1918⁶⁴.

Le cataclysme causé par la guerre alimente un vent de révolution sur l'Europe. À la suite de l'armistice austro-hongrois signé le 3 novembre 1918, la Hongrie connaît jusqu'en 1920 une période de très forte agitation politique. En effet, après la proclamation de la république le 16 novembre 1918, le comte Mihály Károlyi (1875-1955) devient le président de la première République hongroise. Issu de l'une des plus grandes familles aristocratiques du pays, il dirige à partir de 1913 le Parti de l'indépendance et de 48 et s'oppose à l'alliance avec les Austro-Allemands au profit d'un rapprochement avec l'Entente⁶⁵. Il se donne pour mission de réformer le pays et de maintenir son intégrité territoriale, or les situations intérieure et extérieure du pays se révèlent être de plus en plus alarmantes. Le "comte rouge" (*vörös gróf*), ainsi que le surnomment ses détracteurs, ne parvient pas à stabiliser le pays et incarne l'un des personnages les plus controversées du XX^e siècle hongrois.

À la suite de la démission de Mihály Károlyi le 21 mars 1919, l'éphémère République des conseils est au pouvoir jusqu'au 6 août 1919. Pour certains, les communistes prennent le pouvoir en profitant de l'atmosphère d'anarchie régnant dans le pays, tandis que pour d'autres, c'est Károlyi qui leur transmet le pouvoir. Le radicalisme des réformes, la quasi-suppression de la propriété privée et l'utilisation de la terreur provoquent l'aversion de la grande majorité de la population face au mouvement d'inspiration soviétique. Les Bolcheviks hongrois ne contrôlent que la Hongrie centrale, tandis que les armées tchécoslovaque, roumaine et franco-serbe occupent de larges pans du bassin des Carpates⁶⁶. Luttant pour sa survie et aspirant à propager la révolution, le gouvernement hongrois décrète la mobilisation générale. À la suite des succès obtenus lors de la Campagne militaire du nord (*északi hadjárat*), libérant plus d'un tiers de la Slovaquie actuelle, l'armée rouge hongroise franchit la ligne de démarcation formée par la rivière Tisza et engage les forces roumaines. En conséquence de la débâcle des Bolcheviks, l'armée roumaine traverse la Tisza, occupe le pays et renverse la République des

⁶⁴ Sandu Traian. « La Roumanie, une victoire à la Pyrrhus », *Les cahiers Irice*, vol. 13, n°1, 2015. p. 155-170.

⁶⁵ Romsics Ignác. *Magyarország története*, Op. cit. p. 72-79.

⁶⁶ Ibid. p. 80-85.

conseils.

L'image des armées austro-hongroise et roumaine dans les livres scolaires des deux pays, ainsi que le discours relatif à l'incursion roumaine en Transylvanie sont deux thématiques placées au cœur de la présente partie. Par la suite, les exposés faits de la Première république, de la République des conseils et de son effondrement sont également analysés.

Fidèles à la ligne rouge historiographique fixée par les partis communistes, l'éclatement de la Grande Guerre est mis sur le compte de l'impérialisme occidental et des ambitions démesurées des bourgeoisies européennes. Cet aspect est particulièrement souligné au cours des deux premières décennies, avant de connaître un certain effacement. Si les deux pays adoptent des positions similaires sur l'éclatement de la Première Guerre mondiale, celles concernant l'attaque roumaine de 1916 divergent fortement⁶⁷.

En Hongrie, les livres scolaires de la période de transition dépeignent la guerre comme étrangère aux intérêts de la nation hongroise. István Tisza, Premier ministre très conservateur de la Transleithanie entre 1914 et juin 1917, est unanimement désapprouvé pour sa politique des nationalités et son alignement sur l'alliance austro-allemande. Malgré le succint espace réservé au conflit, Domokos Kosáry et Gyula Mérei (1945) rappellent que l'entrée en guerre de la Roumanie élargit le front et participe ainsi à l'affaiblissement des empires centraux⁶⁸. Dans les manuels ultérieurs, comme ceux de 1951 et 1966, quelques lignes sont accordées à la Roumanie, où la campagne de Transylvanie est également présentée comme participant à l'affaiblissement des Centraux. Une petite nuance apparaît dans l'ouvrage de 1957, dans la mesure où seules les défaites de la Roumanie sont mentionnées⁶⁹. Ágota Jóvérné Szírtes évoque également l'attaque roumaine contre la Hongrie à la suite d'un accord secret conclu avec l'Entente promettant de nombreux territoires à la Roumanie, dont la Transylvanie et une partie du Banat⁷⁰.

Il est à noter qu'aucun culte du soldat hongrois n'est repris dans les manuels scolaires à deux exceptions près. Celles-ci se retrouvent d'une part dans l'ouvrage de Kálmán Benda (1945), où l'historien souligne le courage et la discipline des soldats hongrois, en dépit de combats loin de la patrie et pour des intérêts étrangers à ceux de la nation hongroise. Lajos Lukács (1951) rappelle également le courage des soldats hongrois, mais cette fois afin de

⁶⁷ Sur le sujet, la thèse suivante n'a pu être consultée puisque n'ayant pas encore été rendue publique : Ciula Cristian-Ioan. *Istorie și ideologie : Primul război mondial în manualele de istorie din România și Ungaria 1948-1989*, Thèse de doctorat, Université George Emil Palade, Târgu Mureş, 2020.

⁶⁸ Kosáry Domokos, Mérei Gyula. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig*, Op. cit. p. 149.

⁶⁹ Nagy Imréne, Kempelen Imre, Bellér Béla. *A magyar nép története*, Op. cit. p. 123-124.

⁷⁰ Jóvérné Szírtes Ágota, *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára 1914-1945*, Budapest, Tankönyvkiadó, 1983. p. 12.

dénigrer le commandement autrichien : « Les soldats hongrois étaient déployés avec une préférence particulière par l'état-major autrichien sur les lignes de front où un équipement médiocre et un soutien d'artillerie insuffisant devaient être compensés par l'abnégation personnelle et le courage »⁷¹. Dans les autres ouvrages, aucune distinction n'apparaît dans l'engagement des différents groupes nationaux servant sous les drapeaux de l'armée austro-hongroise⁷². Contrairement aux ouvrages de l'entre-deux-guerres, la Roumanie ne subit pas non plus les foudres des historiens en raison de son attaque sur la Hongrie⁷³. La caractéristique commune du récit hongrois est de dénigrer la Triplice, de souligner les sacrifices de l'armée russe et de se concentrer sur les défaites subies par les Centraux⁷⁴.

Pour Mihail Roller et ses coauteurs (1947, 1956), la ligne tracée est celle d'une critique acerbe des belligérants ouest-européens en tant que puissances impérialistes et d'opposer ces dernières au rôle positif joué par la Russie⁷⁵. La profondeur de la rupture avec les manuels de l'entre-deux-guerres est à noter, dans la mesure où avant 1945 le phénomène inverse est présent⁷⁶. Le président du Conseil des ministres (*Președinte Consiliului de Miniștri*) de Roumanie, Ion Brătianu (1821-1891), est dépeint comme un traître à la patrie en raison de son rapprochement avec la Triplice, impliquant dès lors l'ajournement de la question de la situation des Roumains de Hongrie⁷⁷. La division qui marque l'élite politique roumaine quant à l'alliance avec l'Entente ou la Triplice est bien reprise par le manuel de Roller. Toutefois, l'appréciation donnée par l'ouvrage va dans le sens de l'Entente, permettant dès lors d'insister sur le combat aux côtés de la Russie, tout en montrant la lutte face aux Habsbourg. L'aide fournie par la Russie à la Roumanie est largement amplifiée, au contraire de celle provenant de la France et de l'Angleterre⁷⁸. Malgré cela, la Grande Guerre reste qualifiée d'impérialiste, comme dans

⁷¹ « A magyar katonaságot az osztrák vezérkar különös előszeretettel vetette be olyan frontszakaszokon, ahol a rossz felszerelést, a hiányos tüzérségi támogatást személyes önfeláldozással és bátorsággal kellett pótolni », Lukács Lajos. *A magyar nép*, Op. cit. p. 122.

⁷² Pour une analyse de la mémoire hongroise du conflit depuis 1918, voir : Gradvohl Paul. « Des luttes fratricides à la gloire de l'injustice subie : Grande Guerre et petites guerres dans la mémoire hongroise du premier conflit mondial », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 228, 2007. p. 71-80.

⁷³ Albert B. Gábor. « Az "első órák" történelemtankönyvei a második világháború hullámverésében (Korirányok, geopolitikai irányváltások 1938 és 1945 között a jelenkor-történeti részek tárgyalásakor) », *Neveléstudomány: oktatás – kutatás – innováció*, vol. 7, n°3-4, 2019. p. 49.

⁷⁴ Kunt Gergely. "aki uralja a jelent, az uralja a múltat is", Op. cit. p. 50-51.

⁷⁵ L'analyse de la Grande Guerre dans les manuels scolaires de Roumanie publiés après le changement de régime de 1989 a été mené dans l'étude suivante : Orbán Zsolt. « Az első világháború a romániai történelemtankönyvekben », Peregi Tamás (dir.). *Az első világháború a szomszédos országok és hazánk történelemtankönyveiben*, Oktatáskutató és Fejlesztő Intézet, Budapest, 2015. p. 47-73.

⁷⁶ Mârza Radu. « Primul război mondial reflectat în manualele școlare de istorie din România (până la 1989) », Bolovan Ioan, Ghitta Ovidiu (dir.). *Istoria ca datorie : Omagiu academicianului Ioan-Aurel Pop la împlinirea vîrstei de 60 de ani*, Centrul de Studii Transilvane, Cluj-Napoca, 2015. p. 1041-1042.

⁷⁷ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 498.

⁷⁸ *Istoria modernă și contemporană*, Op. cit. p. 227.

l'ensemble des livres scolaires roumains.

Il est à noter que dans les versions de 1947 et 1956 du manuel de Roller, certaines nuances se remarquent dans la façon de traiter la Première Guerre mondiale et l'armée roumaine. Les recherches de Cristian Vasile démontrent que l'accent est désormais placé sur une analyse sociale de la guerre, située entre la grande révolte de 1907 et la révolution d'Octobre 1917. Après le tournant de 1948, les propos concernant la Hongrie ou la Bulgarie sont plus modérés, alors que le discours prolix envers l'armée russe se renforce encore. Ceci est à replacer dans le contexte de la montée en puissance de l'internationalisme, comme l'illustre la signature en avril 1948 de l'accord bilatéral de coopération culturelle entre la Hongrie et la Roumanie⁷⁹. Néanmoins, la contre-attaque reste perçue comme une œuvre des troupes austro-hungaro-allemandes, alors que la situation particulièrement difficile de la population roumaine vivant sous l'occupation des Centraux est décrite sur deux pages⁸⁰. En 1949 et 1952, les manuels d'histoire universelle – traductions d'ouvrages soviétiques – décrivent l'entrée de la Roumanie dans le conflit comme l'opportunité de mener à bien ses prétentions territoriales sur les régions peuplées de Roumains, bien que son armée enchaîne les défaites après quelques jours de guerre. De manière analogue au manuel de Roller, les informations portant sur la campagne de Transylvanie sont assez minces, le récit se concentrant plutôt sur les grandes batailles de 1917 comme celles de Mărăști ou Mărășești⁸¹.

L'ouvrage de 1960, bien que rédigé dans un ton national plus marqué, insiste également sur l'absence de soutien de l'Entente qui utilise les soldats roumains pour soulager le front de l'ouest, alors que seule l'armée russe vient en aide à l'armée roumaine. Les succès initiaux au cours de la campagne de Transylvanie sont mentionnés. Enfin, les compensations reçues par la Roumanie à l'issu du conflit sont jugées dérisoires en comparaison des dommages causés par l'Allemagne dans le pays et permettent d'accuser l'Ouest impérialiste d'avoir utilisé la Roumanie⁸².

En 1969, puis en 1988, le même cap est maintenu en ce qui concerne la dimension impérialiste de la guerre. Cependant, le récit évolue sur l'interprétation du rôle joué par la Roumanie. En opposition aux grandes puissances, la Roumanie n'entre pas en guerre pour conquérir des territoires étrangers, mais afin de satisfaire la volonté pluriséculaire du peuple

⁷⁹ Vasile Cristian. « Ideologie și istoriografie : Secția Propagandă și Agitație și problematica Primului Război Mondial la începuturile regimului comunist (1947-1956) », *Revista istorică*, vol. 27, n°1-2, 2016. p. 125-134.

⁸⁰ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 621-622.

⁸¹ Galkin I. S. *Istoria modernă. Partea 2 : manual pentru clasa a IX-a*, Editura de Stat Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1952. p. 226-227.

⁸² Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 287-289.

roumain : la formation de l'État national. L'ultime paragraphe de l'ouvrage de 1969 se replace dans la tradition nationale et démontre l'évolution que connaît la perception de la Grande Guerre :

« En participant à la guerre, par des efforts militaires, par le sacrifice de centaines de milliers de vies parmi ses meilleurs fils, la Roumanie apporta une contribution significative à la défaite des Puissances centrales, à l'effondrement de la monarchie austro-hongroise et implicitement à la libération des peuples qui étaient sous sa domination »⁸³

Les deux années de neutralité sont désormais considérées comme un choix stratégique judicieux afin de faire prévaloir les revendications roumaines auprès de l'Entente. Ion Brătianu n'est plus un traître, mais un grand patriote œuvrant à l'union de tous les Roumains. L'armée russe n'est plus encensée et *a contrario*, les limites de la coopération avec cette dernière sont exposées, tout particulièrement dans le manuel de 1988⁸⁴. En complément, dans les deux manuels, le propos s'arrête sur la détermination du Parti social-démocrate roumain, et plus généralement du mouvement ouvrier roumain, à réaliser l'unité nationale⁸⁵. La prise de villes transylvaines lors de la traversée des Carpates est qualifiée de libération, alors que les troupes roumaines auraient été triomphalement accueillies par les masses populaires, comme au temps de Michel le Brave. La défaite roumaine est imputée à la non-réalisation des engagements pris par l'Entente, ainsi que par la concentration des forces austro-allemandes en raison de l'importance du blé et du pétrole roumains. En opposition, les historiens chargés de la rédaction de ces deux manuels ne tarissent pas d'éloges sur les sacrifices héroïques des soldats roumains dans les batailles de 1917. Aucun culte de la campagne de Transylvanie n'est développé, au contraire des batailles se déroulant sur le front moldave. Cependant, les auteurs s'arrêtent longuement sur la situation des Roumains de Transylvanie à la suite de l'éviction des troupes roumaines de la région⁸⁶. L'attaque fournit alors un prétexte à l'intensification de l'oppression sur les Roumains et le récit précise que des milliers d'intellectuels sont arrêtés, jugés puis emprisonnés pour cause d'agitation et de trahison. Afin de décupler la force du message, les termes de persécution et terreur sont utilisés pour décrire la situation, traduisant la volonté de diaboliser l'État hongrois⁸⁷.

⁸³ « Prin participarea la război, prin eforturile militare, prin sacrificiile a sute de mii de vieți din rîndurile celor mai buni ffi ai săi, România a adus o contribuție de seamă la înfrângerea Puterilor Centrale, la prăbușirea monarhiei austro-ungare, implicit la elibarea popoarelor care se găseau sub stăpînirea acesteia », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 262.

⁸⁴ Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, Op. cit. p. 195.

⁸⁵ *Ibid.* p. 194.

⁸⁶ En ce qui concerne les réactions de Budapest et l'attitude des Roumains de Transylvanie vis-à-vis de l'armée roumaine, voir : L. Balogh Béni. « 1916 – A fordulat éve: Románia hadba lépése és az erdélyi románság », *Pro Minoritate*, n°4, 2016. p. 23-25.

⁸⁷ Voir par exemple : Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 269.

En Hongrie, Mihály Károlyi est traditionnellement considéré comme un traître par la droite, ainsi que par les communistes jusque dans les années 1960, avant de connaître une réévaluation progressive, comme l'illustre sa statue, érigée en 1975 à Budapest. Les deux manuels publiés en 1945 se montrent conciliants avec le chef de file du Parti de l'indépendance et ce dernier se voit même félicité pour sa volonté de réconcilier les peuples du bassin des Carpates⁸⁸. À partir de 1951, son image change du tout au tout, puisqu'il devient un dirigeant réactionnaire au service de la classe exploitante et des Impérialistes. Cette nouvelle perception est à replacer avec la situation de Károlyi qui rompt avec le Parti en 1949 et repart en exil en France, où il décède en 1955. En 1957, il continue d'être accusé de vouloir maintenir son pouvoir sur les nationalités en refusant toute concession territoriale, alors que seule l'Armée rouge aurait pu porter secours à la Hongrie, éventualité balayée d'un revers de la main par le gouvernement bourgeois de Károlyi⁸⁹. Le tournant se manifeste dans l'ouvrage de Tibor Szamuely et György Ránki (1966), où les auteurs mettent en avant sa résolution à maintenir l'unité territoriale de la Hongrie et à trouver un compromis avec les nationalités, tout en marquant une rupture avec le nationalisme des gouvernements précédents. Sa tentative de rapprochement avec l'Entente au profit de l'intégrité territoriale de la Hongrie est présentée comme un échec, sans toutefois considérer ceci comme la preuve de sa traitrise au profit des Impérialistes⁹⁰. Le discours plus accommodant à l'égard du premier président de la République se maintient dans les éditions ultérieures⁹¹. À son sujet, les manuels scolaires roumains se calquent sur le discours corroboré dans les années 1950, sans toutefois connaître la même évolution qu'en Hongrie⁹².

Les 133 jours d'existence de la République des conseils forment l'un des piliers du discours marxiste hongrois⁹³. En 1945, les deux manuels ne rejettent pas totalement son héritage, mais les erreurs et limites de sa politique sont mentionnées⁹⁴. Les manuels édités entre

⁸⁸ Kosáry Domokos, Mérei Gyula. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig*, Op. cit. p. 158.

⁸⁹ Nagy Imréne, Kempelen Imre, Bellér Béla. *A magyar nép története III. rész 1849-1919: ideiglenes tankönyv*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1957. p. 127.

⁹⁰ Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem a gimnáziumok IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 180-181.

⁹¹ Pour se faire une idée du virage pris par le régime de Kádár quant à la mémoire du "comte rouge", consulter l'étude suivante : Litván György. « Mihály Károlyi et la France », *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, vol. 23, n°1-2, 1977. p. 133-150.

⁹² Voir par exemple : Mureşanu Camil, Vesa Vasile. *Probleme fundamentale ale istoriei lumii moderne și contemporane : manual pentru clasa a XII-a licee de filologie-istorie*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1979. p. 142.

⁹³ Apor Péter. *Fabricating Authenticity in Soviet Hungary: The Afterlife of the First Hungarian Soviet Republic in the Age of State Socialism*, Anthem Press, Londres, 2014. 228 p.

⁹⁴ Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 130. Dans son étude, Tamás Sándor dresse la même conclusion : Sándor Tamás. « Tankönyveink a Magyarországi Tanácsköztársaságról », *Könyv és Nevelés*, vol. 10, n°1, 2008. <https://folyoiratok.oh.gov.hu/konyv-es-neveles/tankonyveink-a-magyarorszag-tanacskoztarsasagrol> [Consulté le 02-08-2022]

1948 et 1990 en brossent tous un portrait particulièrement élogieux, fournissant une base de légitimité au Parti, comme l'allèguent Tibor Szamuely et György Ránki en 1966 : « Après 1848, la Hongrie était pour la deuxième fois à nouveau à la pointe du progrès »⁹⁵. Néanmoins, ce phénomène connaît une ampleur bien plus importante dans les livres scolaires des deux premières décennies de la période socialiste⁹⁶. Chaque récit s'attache à démontrer la légitimité de la révolution bolchevique en raison de l'immense soutien populaire dont elle bénéficie. L'ensemble des auteurs insiste sur la rupture marquée par le régime communiste dans la gestion des minorités, puisque chaque peuple peut utiliser sans limite sa langue maternelle et aucune distinction nationale n'est faite, en conformité avec le règlement marxiste de la question nationale.

Béla Kun (1886-1938) incarne le chef incontesté du mouvement bolchevique hongrois. Le personnage n'est pas sans lien avec la Transylvanie dans la mesure où il naît à Cehu Silvaniei (Szilágycseh – Bömischedorf) dans le comitat de Sălaj, situé dans le centre de la région. Il voit le jour dans une famille bourgeoise juive assimilée et grandit en Transylvanie à Zalău (Zilah – Zillenmarkt), puis à Cluj⁹⁷. Membre du Parti social-démocrate dès sa jeunesse, il est mobilisé en 1914, avant d'être fait prisonnier sur le front russe en 1916. Dans le sillage de la révolution d'Octobre, il se rapproche du socialisme révolutionnaire et il est envoyé en Hongrie par les dirigeants bolcheviques avec la mission de fomenter une révolution prolétariaire⁹⁸. Cependant, aucun culte de l'homme politique ne se retrouve dans les manuels scolaires et il est même absent de certains ouvrages, comme celui de 1951⁹⁹. Ceci doit être rattaché à sa fin tragique, puisqu'en 1938 Béla Kun est victime des purges stalinien, empêchant ainsi de le placer dans le panthéon progressiste hongrois. Il ne sera réhabilité par Nikita Khrushchev qu'en 1958¹⁰⁰.

En Hongrie, deux paradoxes mémoriels majeurs se développent autour de la République de conseils. Ils reposent sur les deux attaques menées par l'armée rouge hongroise contre la Haute-Hongrie, sous contrôle tchécoslovaque, et au-delà de la rivière Tisza, où stationne l'armée roumaine. Si la première permet à l'armée de Béla Kun de récupérer une partie de la Haute-Hongrie entre mai et juin 1919, la seconde offensive se solde par un cuisant échec venant

⁹⁵ « 1848 után, 1919-ben történt meg másodszor, hogy Magyarország ismét a haladás élvonalába került », Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem a gimnáziumok IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 201.

⁹⁶ L'auteur de l'étude suivante dresse les mêmes constats : Katona András. « Szarajevótól Trianonig II. Az első világháború és következményei a pártállami időszak történelemtankönyveiben (1945-1956) », *Könyv és nevelés*, vol. 27, n°4, 2015. p. 87-90.

⁹⁷ Borsányi György. *The Life of a Communist Revolutionary: Béla Kun*, Columbia University Press, New York, 1993. p. 2-6.

⁹⁸ *Ibid.* p. 72-77.

⁹⁹ Les recherches de Gergely Kunt attestent également de l'absence de Béla Kun dans les manuels scolaires jusqu'en 1958. Kunt Gergely. "aki uralja a jelent, az uralja a múltat is", Op. cit. p. 58.

¹⁰⁰ Mevius Martin. *Agents of Moscow*, Op. cit. p. 170-171.

sceller la fin de la révolution bolchevique. L'héritage de l'éphémère régime bolchevique est en ce sens particulièrement problématique. D'un côté, il représente un fort gage de légitimité pour les communistes hongrois, de l'autre, il diverge fortement du discours proné sur les territoires rattachés aux voisins de la Hongrie, ainsi que du désir de faire disparaître tout discours à contenu révisionniste. Pour autant, la propension des années 1950 et 1960 à scinder l'histoire en une lutte entre forces réactionnaire et progressiste ne permet pas d'évacuer l'héritage de la République des conseils¹⁰¹.

Deuxièmement, ces combats viennent apporter leur pierre à l'édifice de l'histoire des grandes luttes nationales face à des puissances étrangères, telle que mise en exergue dans les premières décennies. Cette lutte est élevée – en opposition à la Première Guerre mondiale – au rang de guerre juste, de défense de la patrie. Ceci permet entre autres de favoriser l'idée selon laquelle les communistes hongrois sont les vrais patriotes et les seuls se battant pour le peuple¹⁰². Afin de justifier cette argumentation, le manuel de Lajos Lukács (1951) affirme que : « L'armée rouge, qui était la première véritable armée nationale hongroise depuis 1848-1849, était issue des fils du peuple, des masses de travailleurs » ou encore que « L'armée rouge fut à la fois nationale et internationale parce qu'elle défendait non seulement la patrie contre les envahisseurs impérialistes, mais combattait aussi pour la libération du prolétariat international »¹⁰³. Chez ce même auteur la contradiction est de taille, puisque s'il loue la conscience de classe et le patriotisme des masses lors de ces affrontements, il souligne également un point du programme du Parti concernant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pouvant aller jusqu'à la sécession.

De nombreux livres scolaires donnent le titre difficilement traduisible de "guerre patriotique de la République des conseils" (*A tanácsköztársaság honvédő háborúja*) à ces conflits, renforçant un peu plus l'identification avec les territoires alors occupés par les armées tchécoslovaque, franco-serbe et roumaine. L'analogie sémantique avec la Grande guerre patriotique, *Nagy Honvédő Háború* dans sa traduction hongroise, de l'Union soviétique contre l'Allemagne nazie au cours de la Seconde Guerre mondiale vise une nouvelle fois à renforcer le sort commun avec l'URSS. En 1951, cette sous-partie comporte quatre pages dans lesquelles la nature du propos est quasi-méssianique et le combat pour la République des conseils présenté

¹⁰¹ Apor Péter. *Fabricating Authenticity in Soviet Hungary*, *Op. cit.* p. 38-40.

¹⁰² Kunt Gergely. "aki uralja a jelent, az uralja a múltat is", *Op. cit.* p. 51-52.

¹⁰³ « Vörös hadsereg, mely 1848-1849 óta az első valóban magyar nemzeti hadserege volt a nép fiaiból, a dolgozó tömegekből » ; « A Vörös hagsereg nemzeti és nemzetközi volt egyben, mert nemcsak a hazát védték az imperialista betolakodókkal szemben, de a nemzetközi proletárius felszabadításáért is küzdöttek », Lukács Lajos. *A magyar nép*, *Op. cit.* p. 141.

comme une lutte pour la survie de la patrie.

Le discours internationaliste ne permet pas de formuler de critiques ouvertes des masses, ni de pointer du doigt un peuple devenu frère après 1945. Ainsi, seuls les deux livres scolaires de la période de transition n'omettent pas les pillages menés par les troupes roumaines dans le pays¹⁰⁴. En 1951, Lajos Lukács précise plutôt que « Les armées tchèque et roumaine, malgré les efforts des impérialistes occidentaux et de leurs propres classes dirigeantes, étaient réticentes à lutter contre l'armée rouge hongroise »¹⁰⁵. Par cette explication, il est alors possible de transmettre l'idée selon laquelle les soldats roumains et tchécoslovaques manifestent dans leur majorité une très forte sympathie pour la révolution bolchevique. Elle permet également de formuler de sérieuses critiques à l'égard des élites traditionnelles, ainsi qu'envers les pays occidentaux, ennemis qui concentrent l'animosité dans les manuels des années 1950 et 1960. Enfin, l'échec de l'offensive sur la Tisza est expliqué par la trahison des sociaux-démocrates, autres ennemis désignés par le pouvoir communiste. L'attaque des forces roumaines stationnées au-delà de la Tisza par l'armée rouge est justifiée par le non-respect de l'accord conclu entre Clemeanceau et les dirigeants communistes hongrois sur le retrait des troupes roumaines. Ceci permet une nouvelle fois de placer le pouvoir communiste du bon côté et fournit une illustration supplémentaire de la schématisation à outrance entre bien et mal de l'histoire.

Un fait plus marquant se retrouve dans la sévère critique adressée à l'encontre des officiers de la Division sicule (*Székely Hadosztály*) dans les ouvrages de 1957, 1966 et 1968. Ce corps composé d'environ dix mille hommes, dont une majorité de soldats sicules, voit le jour au mois de 1918 et cesse d'exister en avril 1919. Sa dissolution concentre le courroux des communistes, puisqu'à la suite de la grande offensive roumaine menée contre la République des conseils hongroise, l'état-major de la division opte le 25 avril pour la reddition¹⁰⁶. C'est à ce titre que l'auteur de l'ouvrage de 1966 écrit qu' « [...] encouragée par ses officiers traîtres, la division sicule ouvrit le front à l'avancée des forces contre-révolutionnaires roumaines »¹⁰⁷. Ces critiques contrastent avec l'image traditionnellement accolée aux Sicules qui incarnent des soldats hors pairs et dotés d'un patriotisme à toute épreuve.

¹⁰⁴ Benda Kálmán. *Magyarország története*, *Op. cit.* p. 130.

¹⁰⁵ « A cseh és román katonaság, a nyugati imperialisták és saját uralkodóosztályaik erőfeszítései ellenére, nem szívesen harcolt a magyar vörös hadsereg ellen », Lukács Lajos. *A magyar nép*, *Op. cit.* p. 147.

¹⁰⁶ Pour plus d'informations concernant l'histoire de la Division sicule, l'ouvrage suivant est particulièrement utile, en dépit des positions anticomuniste et antiroumaine très prononcées des auteurs : Gottfried Barna, Nagy Szabolcs. *A Székely Hadosztály története*, Tortoma, Barót, 2011. 222 p.

¹⁰⁷ « A székely hadosztály áruló tisztei buzditására megnyitotta a frontot az előrenyomuló román ellenforradalmi erők előtt », Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem a gimnáziumok IV. osztálya számára*, *Op. cit.* p. 191.

En Roumanie, l'intervention de l'armée contre le régime communiste est jugée comme le fruit de la volonté de la classe exploitante, alors que son rôle dans la chute de la République des conseils est négativement interprété. Dans tous les livres scolaires, l'installation du régime dirigé par le régent Horthy est également une conséquence de cette attaque et une conséquence peu glorieuse de l'intervention roumaine. L'ouvrage de Roller et les manuels d'histoire universelle s'inscrivent pleinement dans la direction prise par la Hongrie lorsque l'héritage de la République des conseils est évoqué. L'ouvrage d'histoire universelle de 1949 accorde un paragraphe à la révolution hongroise dans une partie relative aux insurrections communistes émaillant l'Europe au lendemain de la Première Guerre mondiale. Les erreurs commises par les dirigeants révolutionnaires sont mentionnées et il est affirmé que la trahison de certains membres du gouvernement participe à la victoire de la contre-révolution. L'intervention de l'armée roumaine est d'autant plus critiquée qu'elle est lancée malgré la reconnaissance des prétentions territoriales par le gouvernement hongrois¹⁰⁸. En dépit de la désignation des mêmes ennemis dans les deux pays, ce passage atteste des différences d'approche subsistant de part et d'autre de la frontière. Les manuels hongrois mettent en avant la guerre patriotique, la lutte pour la défense du pays avec une ambiguïté savamment entretenue autour des territoires perdus, alors que les manuels roumains soulignent que les communistes hongrois étaient disposés à accéder aux revendications territoriales roumaines.

En 1960, si les positions relatives à l'intégration de la Transylvanie changent, celles concernant l'intervention face à la République des conseils demeurent. L'arrivée de l'armée roumaine est jugée comme participant à l'étouffement du feu révolutionnaire agitant la région. Les auteurs rajoutent que : « Cette intervention brutale eut lieu malgré le fait que le gouvernement révolutionnaire hongrois avait officiellement déclaré qu'il reconnaissait les droits de la Roumanie sur la Transylvanie »¹⁰⁹. À l'instar de chaque livre scolaire roumain, il est toujours rappelé que les masses populaires s'opposent à l'intervention roumaine dans un élan de solidarité avec la révolution prolétaire et le propos s'arrête sur les mutineries de certains régiments refusant de s'engager contre la République des conseils et même l'enrôlement de soldats roumains dans l'armée rouge hongroise¹¹⁰.

En 1969, l'attaque menée par la Roumanie n'est plus qu'un détail occupant cinq lignes. Il est dans un premier temps rappelé que la Roumanie ne se livre à aucune agression contre

¹⁰⁸ *Istoria modernă și contemporană*, Op. cit. p. 237.

¹⁰⁹ « Această intervenție brutală s-a produs cu toate că guvernul revoluționar maghiar declarase, în mod oficial, că recunoaște drepturile României asupra Transilvaniei », Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 293.

¹¹⁰ *Ibid.* p. 294.

l’Union soviétique, citation de Lénine à l’appui. Ensuite, il est brièvement signalé que le royaume participe à l’intervention menée par les Grandes puissances contre la République des conseils¹¹¹. Dans l’ouvrage d’histoire universelle de 1979, la page octroyée au sujet pointe du doigt les manquements de la révolution sur la question de l’autodétermination des nationalités, favorisant ainsi les forces contrerévolutionnaires internes et externes. L’aide substantielle fournie par la Roumanie dans le renversement du régime bolchevique hongrois est cependant énoncée¹¹². Le manuel d’histoire contemporaine roumaine de 1983 ne manifeste lui aussi qu’un intérêt limité pour la thématique. Le déclenchement de l’attaque par l’armée roumaine commandée par la réaction n’est que l’exécution des demandes des puissances impérialistes, bien qu’également lancée afin de sécuriser les gains territoriaux et couper court aux aspirations révisionnistes hongroises¹¹³.

L’appréciation de la Grande Guerre diverge fortement de part et d’autre de la frontière. En Hongrie, si avant 1945 la guerre est reléguée à l’arrière-plan au profit du traité de Trianon, le phénomène est moins perceptible dans le cas des manuels scolaires publiés entre 1945 et 1989. La mémoire du conflit est bornée à celle d’un conflit impérialiste, mais ayant permis la naissance de régimes communistes, dont la République des conseils qui éclipse quelque peu les combats et enjeux de la Première Guerre mondiale. En Roumanie, les différentes éditions du manuel de Roller, les deux manuels d’histoire universelle, ainsi que celui de 1960 se placent sur le même fil directeur. À partir de 1969, le discours renoue avec le culte du soldat roumain et de son sacrifice pour la formation de l’État national, tout en conservant une rhétorique marxiste omniprésente. *A contrario*, la réprobation envers le gouvernement roumain pour sa participation à l’écrasement de la révolution proléttaire hongroise perd en intensité, bien que toujours présente.

3) L’Assemblée nationale d’Alba-Iulia et le traité de Trianon

Traumatisme collectif pour les Hongrois et accomplissement d’un rêve national pour les Roumains, le transfert de la Transylvanie élargie du royaume de Hongrie vers le royaume de Roumanie au lendemain de la Grande Guerre constitue une profonde rupture entre les deux romans nationaux depuis plus d’un siècle. Le traité de Trianon, signé le 4 juin 1920, officialise la dislocation de la Hongrie historique, avec entre autres le transfert de 103 000 km² vers la Roumanie¹¹⁴. Parmi les traumatismes de la mémoire collective hongroise, le traité de paix

¹¹¹ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 287.

¹¹² Mureșanu Camil, Vesa Vasile. *Probleme fundamentale*, Op. cit. p. 142.

¹¹³ Petric Aron, Ionită Gh. I. *Istoria Contemporană a României*, Op. cit. p. 23.

¹¹⁴ Pour un tour d’horizon de l’historiographie roumaine sur le traité de Trianon depuis le changement de régime,

représente la plus profonde blessure et une véritable tragédie nationale¹¹⁵. Il officialise le transfert d'environ deux tiers des pays de la Couronne de Saint Étienne vers les États successeurs que sont la Tchécoslovaquie, la Roumanie et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, tandis que même l'Autriche acquiert le Burgenland. Près d'un tiers des Hongrois se retrouvent alors citoyens d'un autre État, alors qu'une partie significative vit à la lisière de la frontière hongroise dans des régions majoritairement peuplées de Hongrois. De tous les territoires perdus, ceux transférés à la Roumanie ont la plus grande superficie et abritent la plus grande communauté magyarophone. L'ajout du poids émotionnel et historique de la Transylvanie dans la construction nationale hongroise permet aisément de comprendre le déchirement causé par sa perte¹¹⁶. La Grande union (*Marea unire*) d'Alba Iulia du 1^{er} décembre 1918 incarne en Roumanie l'un des moments culminants du roman national et l'avènement de l'État-nation roumain¹¹⁷. La Grande Roumanie (*România Mare*) voit alors le jour avec l'intégration de la Transylvanie élargie et l'acquisition d'autres territoires, comme la Bessarabie et la Bucovine¹¹⁸.

Deux mémoires parallèles sont construites, bien que faisant référence à un seul et même événement, en l'occurrence celui du transfert de la Transylvanie élargie. Au cours de l'entre-deux-guerres, le révisionnisme fait consensus au sein de la société hongroise. En opposition, le maintien des acquis territoriaux dans le giron de Bucarest fait également l'unanimité chez les Roumains. De part et d'autre de la frontière, l'école est mobilisée afin de cultiver et stimuler l'amour du territoire national¹¹⁹. Cependant, l'installation au pouvoir de régimes communistes dans les premières années suivant la fin de la Seconde Guerre mondiale entraîne de profonds changements dans le rapport aux questions territoriales, ainsi qu'envers les désormais "peuples socialistes frères".

En premier lieu, une analyse quantitative permet de situer l'importance accordée aux changements territoriaux survenant au lendemain de la Première Guerre mondiale. Dans le cas

voir : Zahorán Csaba. « Trianon párhuzamos emlékezetei – a történelmi magyarország felbomlása a rendszerváltás utáni szlovák és román történetírásban, *Magyar Tudomány*, n°181, 2022. p. 774-785.

¹¹⁵ Une littérature particulièrement abondante existe sur la mémoire du traité de Trianon, ainsi seules quelques références bibliographiques sont ici énoncées : Gyáni Gábor. « A magyar emlékezet helyei és a traumatikus múlt », *Studia Literaria*, n°1-2, 2012. p. 41-50. ; Ablonczy Balázs. *Trianon-legendák*, Jaffa, Budapest, 2015. 150 p.

¹¹⁶ Kürti László, *The Remote Borderland*, Op. cit. p. 77-106.

¹¹⁷ Pour l'utilisation mémorielle du 1^{er} décembre 1918 au cours de l'entre-deux-guerres, voir : Egry Gábor. « An Obscure Object of Desire: the Myth of Alba Iulia and its Social Functions », Dobre Claudia-Florentina, Ghiță Cristian Emilian (dir.). *Quest for a Suitable Past: Myth and Memory in Central and Eastern Europe*, Central European University Press, Budapest, 2017. p. 11-28.

¹¹⁸ Boia Lucian. *History and Myth*, Op. cit. p. 129-143.

¹¹⁹ Pour une étude du révisionnisme dans le domaine scolaire, consulter : Zeidler Miklós. *A revíziós gondolat*, Kalligram, Bratislava, 2009. p. 246-259.

des manuels roumains, l'écart entre celui de Roller et ceux des décennies suivantes est abyssal. Pour le premier, l'intérêt porté à l'acquisition de nouveaux territoires est relativement limité, puisque le sujet est expédié en deux pages et demie, puis une page en 1960. Dans le manuel de 1969, véritable tournant en la matière, six pages traitent désormais de la Grande union et de la formation de l'État roumain unitaire, puis quatre pour celui rédigé en 1983 à l'intention de la 10^e classe et enfin neuf et demie dans le manuel de 1988 destiné à la 9^e classe. En Hongrie, les deux manuels de 1945 consacrent chacun une page et demie aux changements territoriaux, alors qu'en 1950, l'ouvrage d'histoire nationale traite du sujet sur une seule page, puis sur deux pages en 1957. Par la suite, la juxtaposition des histoires nationale et universelle fait augmenter considérablement l'espace dédié aux traités de paix, bien que le seul traité de Trianon ne bénéficie que d'un relatif gain d'intérêt. Ainsi, en 1966 et en 1974, trois pages renseignent le lecteur sur la perte des territoires en 1918-1919, puis sur son entérinement en juin 1920. Enfin, dans l'édition 1982 du manuel d'Ágota Szirtes Jóvérné, une page a pour objet le traité de Trianon et la modification des frontières, contre une page et demie dans celle de 1989. À titre de comparaison, le manuel publié en Roumanie en 1942 accorde deux pages et demie à la formation de la Grande Roumanie, tandis que pour son pendant hongrois de 1942, le traité de Trianon en forme la colonne vertébrale, où l'expression de "Hongrie tronquée" (*Csonka Magyarország*) forme le titre donné au chapitre consacré à la Hongrie de l'entre-deux-guerres¹²⁰.

Comme cela vient d'être analysé, l'internationalisme de l'ouvrage de Roller implique une forte solidarité avec la République des conseils. C'est en ce sens que l'Assemblée d'Alba Iulia du 1^{er} décembre 1918 – fête nationale de la Roumanie depuis 1989 – est présentée comme bourgeoise et anti-révolutionnaire. À ce sujet, le livre contient plusieurs passages équivoques, dont le suivant résumant le programme d'Alba Iulia : « La manifestation de ces principes était une manœuvre de la bourgeoisie roumaine pour refréner les masses de la révolution » ou encore : « Sous la pression des armées roumaines, qui avancent en Transylvanie, et afin d'obtenir des soutiens contre des troubles révolutionnaires, le Parti national présidé par Iuliu Maniu, accepte l'union de la Transylvanie à la Roumanie »¹²¹. Néanmoins, les mesures prises pour la protection des minorités sont soulignées dans le récit. L'ambivalence caractéristique à

¹²⁰ Marczinkó Ferenc, Pálfi János, Várady Erzsébet. *Magyarország története a szatmári békétől*, Op. cit. 136 p.

¹²¹ « Ezeknek az elveknek a kinyilvánítása a román burzsoázia manövere volt, hogy a tömegek visszatartsa a forradalomtól », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 602. ; « Sub presiunea armelor române, care înațiează în Transilvania, și pentru a dobândi un sprijin împotriva frământărilor revoluționare, partidul național presidat de Iuliu Maniu, acceptă unirea Transilvaniei cu România », Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 630.

l'auteur se remarque particulièrement lorsque le 1^{er} décembre est traité. D'un côté, une critique acerbe est réservée à l'encontre de la bourgeoisie roumaine, de l'autre, cette pierre angulaire de la conscience collective roumaine ne peut être totalement délaissée. Les idéaux portés par l'Assemblée d'Alba-Iulia sont donc considérés comme progressistes et démocratiques en tant qu'expression des masses populaires. À l'instar de chaque manuel roumain, la présence de 100 000 personnes dans la ville est mentionnée, avec une foule principalement formée de paysans et d'ouvriers. Lorsque le traité de Trianon et le transfert de territoires de la Hongrie vers la Roumanie sont abordés, le manuel présente une dichotomie tout à fait évidente.

Il est à noter que chez Mihail Roller, la grande "union nationale" est principalement évoquée par le prisme transylvain, ce qui renforce l'importance de cette région. En effet, la Bessarabie, et dans une moindre mesure la Bucovine, sont la source d'après conflits entre la Russie et la Roumanie depuis le XIX^e siècle. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'URSS récupère la Bessarabie et la partie septentrionale de la Bucovine et l'impossibilité de formuler toute critique à l'encontre du grand frère soviétique crée un véritable tabou autour de la question bessarabienne jusque dans les années 1970¹²². Pour les Roumains, la caisse de résonnance formée par la Grande union est telle que le *PCR*, puis le *PMR*, ne peuvent totalement l'abandonner, ce qui implique alors de concentrer ce chapitre de l'histoire nationale autour de la Transylvanie.

Les positions adoptées par Dumitru Almaş, George Georgescu-Buzău et Aron Petric (1960) représentent une passerelle entre l'internationalisme passé et l'avènement du national-communisme¹²³. L'union reste le fruit de la lutte des masses populaires, appuyée par l'apparition des conseils ouvriers dans plusieurs villes de la région, pendant que les paysans se révoltent contre les grands propriétaires terriens. Le 1^{er} décembre devient une assemblée populaire (*adunare populară*) nourrissant l'ambition de transformer le pays en république et de mener de profondes réformes sociales. Selon le récit, les revendications de la foule concernent également la liberté et l'égalité pour les autres groupes nationaux. Cependant, la bourgeoisie et les propriétaires terriens roumains ne tiennent pas leurs promesses, citation de Lénine à l'appui. En guise de conclusion, les auteurs exposent que la scission avec la Hongrie est le résultat de la lutte révolutionnaire des masses et non celui de la guerre impérialiste, précisant que : « L'union de la Transylvanie avec la Roumanie constitua un acte juste, progressiste »¹²⁴. À

¹²² Mârza Radu. « Primul război mondial reflectat în manualele școlare de istorie », *Op. cit.* p. 1046-1047.

¹²³ Dans l'étude suivante, le tournant dans la perception de l'Union d'Alba Iulia est placé en 1968, voir : Pászkán Zsolt. « Centenárium România – Nemzetépítés és zűrzavar », *Kisebbségi Szemle*, n°1, 2018. p. 10-11.

¹²⁴ « Unirea Transilvaniei cu România a constituit un act just, progresist », Almaş Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, *Op. cit.* p. 284-285.

l'image du manuel de Roller, le rôle du couple royal est complètement rayé du récit afin de laisser la place aux masses populaires¹²⁵.

Les manuels suivants montrent de façon bien plus explicite la création de l'État-national comme une immense réussite, en insistant sur la dimension logique et naturelle du processus. Dans l'ouvrage de 1969, la dimension populaire, paysanne et ouvrière, demeure largement présente. Les socialistes roumains sont dépeints comme des soutiens à l'union en matérialisant la volonté du peuple roumain vivant de part et d'autre des Carpates. Outre le rôle déterminant prêté au Parti social-démocrate et aux masses populaires, le texte met désormais en exergue l'union comme une expression de l'ensemble des Roumains, toutes classes sociales confondues. La légitimité de l'occupation des territoires peuplés de Roumains est mise en avant comme antinomie à l'impérialisme des grandes puissances, alors que l'État hongrois est dépeint comme « [...] le principal instrument d'exploitation sociale et d'oppression nationale »¹²⁶. La Grande union constitue ainsi le résultat le plus significatif des événements révolutionnaires se déroulant en Transylvanie. Fait nouveau, les traités de paix sont désormais montrés comme injustes envers la Roumanie, puisque les compensations ne sont pas à la hauteur du sacrifice fourni par le peuple roumain dans la Grande Guerre. En ce sens, le système de Versailles est jugé impérialiste, puisque servant les intérêts des grandes puissances¹²⁷.

L'ouvrage de 1988 place également la formation de l'État-nation roumain dans le cadre du sort inexorable des régions habitées par les Roumains et d'un juste retour de l'histoire en raison de la lutte pluriséculaire des Roumains pour l'unité. Peu de différences avec le manuel de 1969 apparaissent puisque son fil directeur est prolongé et poussé à son paroxysme, comme l'exemplifie l'extrait suivant :

« La Roumanie acheva également le processus de formation de son État national unitaire. Cependant, l'accomplissement de cet acte n'était pas le résultat de négociations diplomatiques, ce n'était pas un cadeau de la Conférence de paix, mais c'était l'expression de la volonté d'unité des masses populaires de l'ensemble du territoire roumain [...] de la voix de l'aspiration séculaire à l'unité de notre peuple et en même temps exprimant un besoin objectif pour son développement historique »¹²⁸

¹²⁵ Dans la perception non-communiste de l'union, le rôle joué par la reine Marie – d'origine britannique – bénéficie généralement d'une réelle importance dans le discours roumain, à ce sujet voir : Grandhomme Jean-Noël. « "L'homme fort du royaume". La reine Marie et la construction de la Grande Roumanie (1913-1922) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°264, 2016. p. 7-22.

¹²⁶ « [...] principatul instrument al exploatarii sociale și al asupririi naționale », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 271.

¹²⁷ Ibid. p. 270-275.

¹²⁸ « România și-a încheiat procesul de formare a statului său național unitar. Înfăptuirea acestui act nu a fost însă rezultatul unor tratative diplomatice, nu a fost un dar al Conferinței de pace, ci a constituit expresia voinței de unire a maselor largi populare de pe întreg teritoriul românesc, din glas năzuinței seculare de unitate a poporului nostru și exprimând totodată o necesitate obiectivă de dezvoltării sale istorice », Petric Aron, Ioniță Gh. I. *Istoria Contemporană a României : clasa a X-a*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1983. p. 10.

Il est en substance rappelé que cette aspiration à l’union se nourrit également de la politique répressive des nationalités de Budapest, qui par ailleurs, concentre les critiques des auteurs. À cela vient s’ajouter le mécontentement général de la population cristallisé par l’économie de guerre. Dans ces conditions, l’impression laissée au lecteur est celle d’une union réalisée par le bas, où le mélange des revendications sociales et nationales fournit le terreau fertile à l’union, affirmant que « L’idée d’autodétermination des Roumains de Transylvanie et de Bucovine et de leur union avec la Roumanie devint à l’automne 1918 l’idée de base qui polarisa les énergies du mouvement socialiste au-delà des Carpates »¹²⁹. Au-delà de cet aspect, les auteurs soulignent également l’influence jouée par l’émigration roumaine dans la propagation à l’international de la lutte nationale des Roumains.

En opposition à la politique assimilatrice hongroise, l’Assemblée d’Alba Iulia et ses demandes sont dépeintes comme démocratiques, où toutes les classes sociales sont représentées et proviennent de l’ensemble de la région en qualité de délégués mandatés. À l’instar de 1848, les paysans sont loués comme base de la vie roumaine en Transylvanie, soutenus par environ 10 000 ouvriers selon les chiffres avancés par les auteurs. Dans les quelques lignes réservées aux minorités, il est estimé que l’Assemblée d’Alba Iulia respecte pleinement leurs droits en raison de sa dimension démocratique. Dans le même temps, le Conseil national hongrois (*Consiliul Național Maghiar – Magyar Nemzeti Tanács*) de Târgu Mureș, ainsi que les Saxons et les Souabes se montrent favorables à l’union ; leur position étant résumée comme suit :

« Les populations hongroise et allemande s’intégreront dans l’État unitaire roumain, comprenant, à travers leurs représentations lucides et avancées, la nécessité historique de cet acte et le lien indissoluble de leurs destinées avec celles de la patrie commune et leur épanouissement »¹³⁰

Dans une perspective plus large, ce passage retranscrit la perception officielle des minorités du pays. En raison de la "tolérance naturelle" des Roumains, elles sont acceptées et respectées dans la mesure où elles reconnaissent la primauté roumaine sur la région. Les manuels scolaires font état de la reconnaissance de l’union par les forces progressistes souabe, saxonne et hongroise, dont les textes louent la clairvoyance en raison de leur compréhension de la nécessité historique de l’union. Aucun renvoi à la complexité du sujet ou à la perception hongroise de ces changements territoriaux n’apparaît.

En Hongrie, l’Assemblée d’Alba Iulia ne jouit que d’une importance tout à fait relative.

¹²⁹ « Ideea autodeterminării românilor din Transilvania și din Bucovina și a unirii lor cu România a devenit în toamna anului 1918 ideea de bază care a polarizat energiile mișcării socialiste de dincolo de Carpați », Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României*, Op. cit. p. 204.

¹³⁰ « Populația maghiară și germană s-a încadrat astfel, în statul unitar român, înțelegind, prin reprezentării ei lucizi și înaintați, necesitatea istorică a acestui act și legătura indisolabilă a destinelor lor cu destinele și înflorirea patriei comune », *Ibid.* p. 210.

Seuls quelques manuels y font référence, sans qu'il soit possible de faire apparaître une corrélation entre son occurrence et la date de publication des manuels. À titre d'exemple, le livre scolaire de Tibor Szamuely et György Ránki (1966) se contente de mentionner l'évènement comme une déclaration d'union des Roumains avec leur mère-patrie, sans livrer d'informations complémentaires¹³¹.

La perte des territoires continue donc de s'incarner au travers du traité de Trianon. Pourtant, dès 1945, le révisionnisme ouvert est rejeté en bloc par les différents partis politiques du pays. L'installation des communistes au pouvoir après 1948 renforce encore la prise de distance avec les territoires perdus dans le sillage de la fraternité entre les peuples frères socialistes. La sensibilité entourant la question se vérifie pleinement à la lumière des décrets du ministre des Cultes et de l'Instruction publique à l'intention des comités de révision des manuels scolaires :

« Dans les livres d'histoire, les parties dans lesquelles la période faisant suite à la guerre de 1914-1918 est traitée doivent être retirées. Ces parties enlevées doivent être rassemblées et conservées sous verrous dans l'école. [...] Dans les manuels scolaires, il faut adapter le texte au fait que juridiquement, les frontières de la Hongrie furent fixées par les lignes géographiques dudit traité de Trianon et désignées par l'accord de cessez-le-feu avec les puissances alliées. Dans les manuels scolaires, il faut expliciter que c'est à l'intérieur de ces frontières que la reconstruction doit être menée et ne pas tendre vers la récupération des territoires perdus »¹³²

En préambule du traité de Trianon, la prise de pouvoir des nationalités dans les territoires par la suite perdus sont plus largement renseignés dans les manuels scolaires hongrois. La tendance commune – bien que se manifestant à divers degrés – est de souligner les aspirations légitimes des nationalités, ainsi que le chaos dans lequel se trouve la Monarchie au seuil de la fin de la Grande Guerre. Comme cela a été précédemment traité, des appréciations particulièrement divergentes se développent autour du rôle joué par le comte Mihály Károlyi durant son mandat à tête du pays. À titre d'exemple, le livre scolaire publié en 1951 se concentre sur la République des conseils et n'accorde qu'une faible importance aux changements territoriaux, sauf dans le cadre de la Guerre patriotique. Ces pertes sont mentionnées lorsqu'elles permettent de discréditer les forces politiques non-communistes, comme l'abandon de bandes de territoires au profit des forces de l'Entente, avalisé par Mihály Károlyi le 20 mars

¹³¹ Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem a gimnáziumok IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 180.

¹³² « A történeti tankönyvekből el kell távolítani azokat a részeket, amelyekben az 1914-18. évi világháborút követő kort tárgyalják; azokat az eltávolított részeket összegyűjtve, zár alatt az iskolában kell megörizni. [...] A tankönyvekben alkalmazkodni kell ahoz a tényhez, hogy jogilag Magyarország határait azok a földrajzi vonalak szabják meg, amelyeket az ún. trianoni szerződés és a szövetséges hatalmakkal kötött fegyverszüneti megállapodás kijelölt. A tankönyvekben is ki kell fejezni, hogy ezeken a határokon belül kell az ország belső üjjáépítéséhez fogni, és nem az elveszett területek visszaszerzésére törekedni », Géza Teleki, Ministre des Cultes et de l'Instruction publique, *Magyar Közlöny*, n°31, 1945, repris dans : Dancs Istvánné. *Dokumentumok a magyar közoktatás reformjáról 1945-1948*, Op. cit. p. 187.

1919 selon l'ouvrage de 1951. Cette concession est réalisée à la suite des injonctions du colonel français Fernand Vix, dans ce qui est appelé "la note Vix". Elle est dressée comme preuve supplémentaire de la compromission de l'homme politique, même si dans les faits Mihály Károlyi démissionne en protestation à ces nouvelles demandes¹³³.

Les deux ouvrages de la série de 1945 adoptent des positions très proches et dans une certaine perpétuation de la vision de l'entre-deux-guerres, le contexte international est largement décrit. Ils relèvent la mise à profit de l'instabilité politique par les armées des États successeurs en gestation afin de satisfaire leurs revendications territoriales. Le rôle des grandes puissances dans le règlement des différends territoriaux est rappelé et il est également rapporté que ces dernières sont contraintes de concrétiser leurs promesses faites aux Serbes, Tchécoslovaques et Roumains. Il est toutefois difficile de mettre au jour une quelconque nostalgie des anciens territoires, puisque les auteurs se contentent de mentionner leur perte, écartant toute approche sentimentale. Le transfert de la Transylvanie et de la lisière de la Grande plaine avec deux millions et demi de Hongrois est évoqué et les conséquences économiques du traité de paix ne sont pas laissées de côté. Domokos Kosáry et Gyula Mérei se distinguent en précisant que plus de 50 % de l'ancienne Hongrie et les deux tiers de sa population passent aux mains des États successeurs¹³⁴. Or, c'est 71 % de l'ancienne Hongrie qui est perdue. Il semble difficile de mettre cette inexactitude sur le compte du manque de connaissance, les deux hommes étant deux des plus éminents historiens hongrois, mais celle-ci traduit très vraisemblablement la volonté d'atténuer la blessure du démantèlement de la Grande Hongrie.

Nonobstant cette perception, Kálmán Benda ne dédaigne pas de présenter les erreurs commises à l'encontre des nationalités au cours du dualisme, tant en soulignant l'absence de viabilité de la Hongrie de Saint Étienne, soit des frontières embrassant l'ensemble du bassin des Carpates¹³⁵. La politique révisionniste est âprement critiquée puisque « Même le grand coup de la paix de Trianon ne put remettre la classe sociale au pouvoir sur la bonne voie. Au lieu d'essayer de renforcer les Hongrois avec des réformes économiques et sociales dans le petit pays restant, tout continua comme dans l'ancien lit du fleuve »¹³⁶.

À la suite du tournant politique de 1948, la narration du traité de Trianon se construit autour d'une importante contradiction. En dépit du fait que la lutte contre le révisionnisme

¹³³ Le colonel Vix dirige la mission militaire alliée à Budapest en 1918-1919. Voir à ce propos : Ormos Mária. *Padovától Trianonig: 1918-1920*, Kossuth, Budapest, 1984. p. 160-187.

¹³⁴ Kosáry Domokos, Mérei Gyula. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig*, Op. cit. p. 166.

¹³⁵ Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 132.

¹³⁶ « A hatalmon lévő társadalmi osztályt azonban a trianoni béke nagy csapása sem tudta a helyes útra tériteni. Ahelyett, hogy a megmaradt kis országban gazdasági, szociális reformokkal erősíteni igyekeztek volna a magyarságot, minden a régi mederben folyt tovább », Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 131.

incarne un des plus importants combats menés par le Parti, le traité de Trianon est sans conteste négativement repris dans l'ensemble des manuels. Tout d'abord, il offre la possibilité d'adresser une forte critique à l'égard de l'ancienne élite politique, le traité étant signé le 4 juin 1920, dans le contexte d'une politique de légitimation du Parti comme défenseur du peuple¹³⁷. C'est en connaissance de l'ampleur du traumatisme du traité de paix dans la conscience collective hongroise que le Parti fait perpétuer un discours péjoratif sur le traité de Trianon.

Lajos Lukács (1951) présente la signature du traité comme une marque de reconnaissance des contre-révolutionnaires pour avoir été placés au pouvoir par les impérialistes, arguant à ce propos que : « La paix impérialiste, rude, est d'autant plus acceptée par les classes dirigeantes hongroises ». De plus, cette signature laisse alors les mains libres à l'élite dirigeante pour se tourner contre les peuples travailleurs et la classe ouvrière. Les conséquences économiques de ces pertes ne sont pas évoquées dans ce manuel, qui opte plutôt pour un dénigrement constant du régime Horthy. Cette explication témoigne parfaitement du degré de schématisation des manuels scolaires des deux premières décennies du régime socialiste¹³⁸. Il convient de toujours exalter le rôle historique joué par l'Union soviétique, où le contraste dréssé avec les puissances impérialistes est saisissant. À ce propos, l'auteur avance que : « Il n'y eut qu'un seul État qui ne reconnut jamais les traités de paix impérialistes des alentours de Paris, y compris celui de Trianon, et c'était l'Union soviétique »¹³⁹.

En 1957, si le nouvel ouvrage perpétue l'analyse de 1950, il se distingue par une critique à l'égard des classes dirigeantes des États successeurs, en affirmant que : « La bourgeoisie serbe, roumaine et tchécoslovaque ne s'arrêta pas à la possession légitime de son propre territoire national, mais essaya également d'étendre sa domination aux zones habitées par les Hongrois, au mépris du droit à l'autodétermination »¹⁴⁰. La même explication se retrouve dans le manuel de 1966 corédigé par Tibor Szamuely et György Ránki, bien que les auteurs affirment également qu' « en conséquence du traité de paix, les territoires principalement habités par les nationalités se sont séparés du pays. [...] Avec cela, les vieilles aspirations des nationalités, qui avaient beaucoup souffert de l'oppression des classes dirigeantes hongroises, se sont réalisées :

¹³⁷ Pritz Pál. « Après Béla Kun – Avant Miklós Horthy : la Hongrie et l'Entente en été 1919 », *Hungarian studies*, n°25, 2011. p. 153-172.

¹³⁸ Une analyse analogue est proposée dans l'article suivant : Katona András. « Szarajevótól Trianonig II. », *Op. cit.* p. 91-92.

¹³⁹ « A súlyos feltételeket szábó imperialista békét annál is inkább elfogadták a magyar uralkodóosztályok » ; « csak egy állam volt, mely soha nem ismerte el a Párizs-környéki imperialista békét, köztük a trianonit sem, és ez a Szovjetunió », Lukács Lajos. *A magyar nép*, *Op. cit.* p. 160-161.

¹⁴⁰ « A szerb, román, csehslovák burzsoázia nem fog megállni a saját nemzeti terület jogos birtokbafelvétel, hanem ezen túlmenőleg igyekezni fog – az önnrendelkezési jogot semmibe véve – uralmát kiterjeszteni magyar lakta területekre is », Nagy Imrénné, Kempelen Imre, Bellér Béla. *A magyar nép története*, *Op. cit.* p. 128.

elles pouvaient rejoindre leurs États indépendants »¹⁴¹.

Le plus grand degré de liberté accordé à l'historiographie se remarque au travers des travaux voyant le jour au cours des années 1980. Dans nombre d'études, le matérialisme dialectique n'occupe qu'une place dérisoire et une analyse de fond peut être menée, comme dans le cas de l'ouvrage de Mária Ormos. Celui-ci reste jusqu'à aujourd'hui un incontournable pour quiconque souhaite comprendre la situation internationale menant à la signature du traité de Trianon¹⁴². Les résultats obtenus par les historiens hongrois laissent des traces dans le contenu des manuels scolaires. En 1982, Ágota Szirtes Jovérné, puis en 1989 en collaboration Péter Sipos, renoue avec une interprétation qui se démarque considérablement lorsqu'il s'agit d'évoquer le traité de Trianon¹⁴³. L'utilisation des mouvements nationaux par les grandes puissances afin de mener à bien leurs intérêts est mise en exergue, alors que leurs revendications territoriales dépassent leur aspiration légitime à fonder un État national. Le régime de Horthy n'est désormais plus une marionnette de l'Ouest, alors que la signature du traité de paix s'inscrit dans la volonté de maintenir son pouvoir en Hongrie par une reconnaissance internationale. Dans le même temps, une liste des sanctions militaires et économiques s'appliquant au pays complète le récit. Il est mentionné que la conférence n'est pas un théâtre de négociations, mais le lieu où les grandes puissances et les bourgeoisies des États successeurs imposent aux Hongrois leur volonté¹⁴⁴.

En Roumanie, le manuel de Roller et celui d'histoire universelle s'attardent sur le contexte international et le système impérialiste de Versailles. Il s'agit de formuler d'après critiques à l'égard de l'Ouest, en signalant la création de petits États faibles, dépendants des grandes puissances et tournés contre l'URSS, ainsi que les contradictions des traités de paix sont mises en évidence¹⁴⁵. Dans l'ouvrage d'histoire universelle, quelques lignes sont réservées au seul traité de Trianon, dans lesquelles il est mentionné que : « Cette division n'a pas été faite – à quelques exceptions près – pour des raisons nationales, mais poursuivait certains intérêts politiques des pays vainqueurs. En général, les traités de paix contenaient des principes injustes »¹⁴⁶. En 1960, le propos est à l'avenant, martelant le caractère impérialiste des traités de paix

¹⁴¹ « A békészerződés következményeként a többségükben nemzetiségek által lakott területek elszakadtak az országtól. [...] Ezzel a magyar uralkodó osztályok elnyomásától sokat szenvédett nemzetiségek régi törekvése megvalósult: csatlakozhattak önálló államaihoz », Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem a gimnáziumok IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 243.

¹⁴² Ormos Mária. *Padovától Trianonig: 1918-1920*, Op. cit. 454 p.

¹⁴³ Jovérné Szirtes Ágota, Sipos Péter. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára 1914-1945*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1989. p. 100-101.

¹⁴⁴ Jovérné Szirtes Ágota, *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára 1914-1945*, Op. cit. p. 85.

¹⁴⁵ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 630.

¹⁴⁶ « Această împărțire n-a fost făcută – în afară de exceptii – din motive nationale, ci urmărea anumite interese politice ale țărilor învingătoare. În general, tratatele de pace conțineau principii injuste », *Istoria modernă și*

en suivant l'analyse de Lénine. Il est également souligné que la Roumanie doit s'acquitter de compensations de guerre auprès de l'Entente¹⁴⁷. En 1969 et 1979, le terme impérialiste disparaît du texte, bien qu'il soit en substance énoncé que les négociations sont le fait des seules grandes puissances, forcées de reconnaître les nouveaux États nationaux¹⁴⁸. Au cours de la dernière décennie d'étude, le traité de Trianon est absent du manuel d'histoire destiné à la 9^e classe se terminant par l'Assemblée d'Alba Iulia, mais il apparaît dans l'ouvrage d'histoire contemporaine. Les traités de paix ne viennent que sanctionner un état de fait, soit la création des États nationaux¹⁴⁹. Ceci traduit la tendance générale des manuels roumains, où le traité de Trianon bénéficie d'une importance toute relative et ne vient que confirmer l'Assemblée d'Alba Iulia et la formation de la Grande Roumanie.

contemporană, Op. cit. p. 235-236.

¹⁴⁷ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 288.

¹⁴⁸ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 284.

¹⁴⁹ Petric Aron, Ioniță Gh. I. *Istoria Contemporană a României*, Op. cit. p. 10.

IX. De la Grande Roumanie à l'instauration du communisme

La période comprise entre l'intégration de la Transylvanie au royaume de Roumanie et l'installation de régimes communistes au pouvoir apporte nombre de bouleversements au sein de l'espace transylvain. Pour la première fois, la région devient roumaine, alors que la Roumanie est désormais confrontée au défi d'un pays abritant près d'un tiers de non-Roumains. En 1940, le rabattement des cartes offert par la domination allemande en Europe au début de la Seconde Guerre mondiale permet à la Hongrie de récupérer jusqu'en 1944 la moitié septentrionale de la Transylvanie élargie. La libération de la zone par les troupes soviétoroumaines face aux armées germano-hongroises marque le troisième et dernier volet des changements territoriaux intervenant entre la Hongrie et la Roumanie au cours du XX^e siècle. Les descriptions de cette période se démarquent par la proximité des positions adoptées dans les livres scolaires des deux pays. Elles se caractérisent par un rejet unilatéral des régimes de l'entre-deux-guerres et des changements territoriaux, alors qu'*a contrario*, l'URSS est élevée au rang de modèle. Au cours de la période d'étude, l'intensité de ces récusations ou louanges suit elle-aussi une courbe similaire de part et d'autre de la frontière.

1) La Transylvanie de l'entre-deux-guerres dans la Grande Roumanie

Au premier abord, la nature du discours relatif à l'intégration de la Transylvanie élargie au royaume de Roumanie représente une rupture définie entre les positions hongroises et roumaines. Il en est ainsi avant 1945, avec d'une part un rejet catégorique de la séparation entre Hongrie et Transylvanie et d'autre part l'exaltation de la formation de l'État national roumain¹⁵⁰. Après 1945, de profonds changements interviennent. En Hongrie, le discours politique délaisse le révisionnisme et la vigueur de la dénonciation du traité de Trianon s'estompe manifestement. En Roumanie, il est possible d'assister à une prise de distance avec l'héritage politique de l'entre-deux-guerres. À la suite du tournant politique de 1947/1948, cette même période incarne dans le discours des partis communistes des temps sombres, où les régimes au pouvoir dans les deux pays sont qualifiés de fascistes. En raison de la proximité chronologique, la diabolisation sert la propagande des partis communistes, tandis que la vigueur de cette récusation s'atténue progressivement à partir des années 1960. C'est ainsi qu'outre les informations relatives à la Transylvanie et la gestion des minorités par le gouvernement roumain, la politique révisionniste hongroise, la qualification du régime roumain et la montée

¹⁵⁰ En guise d'illustration au phénomène, voir par exemple : Olay Ferenc. *Les frontières de la Hongrie de Trianon*, Édition de la Fédération nationale hongroise, Budapest, 1935. 109 p. ; Codarcea I. Cornelius. *Le litige roumano-hongrois*, Universul, Bucarest, 1937. 186 p.

en puissance des organisations d'extrême-droite sont également examinées.

Tout d'abord, la situation de la Transylvanie entre 1920 et 1940 ne bénéficie que de peu d'espace dans les manuels scolaires hongrois et ce même dans les manuels ou dans les chapitres réservés à l'histoire universelle. C'est ainsi que les ouvrages d'histoire universelle de 1952, 1958 et 1966 ne mentionnent à aucun moment la situation de la Roumanie entre 1918 et 1939. Le manuel d'histoire d'universelle rédigé par Péter Hanák (1952) se concentre quasi-exclusivement sur des descriptions relatives à l'Union soviétique, en tant qu'incarnation du bien face au camp impérialiste, personnification du mal. Les manuels de 1958 et 1966 ne s'arrêtent pas non plus sur la situation des pays voisins de la Hongrie, alors que la narration du "miracle" soviétique continue de prévaloir. Les quelques lignes relatives aux pays d'Europe centrale et orientale – et donc indirectement à la Roumanie d'entre-deux-guerres – les décrivent comme dépendants des capitaux issus des puissances impérialistes. Tibor Szamuely, Tibor Aladár et Aladár Urbán (1958) présentent la Petite Entente – dont fait partie la Roumanie – comme élément d'un cordon sanitaire dressé contre l'Union soviétique, sans fournir par la suite d'autres informations sur le pays. Il est en outre ajouté que l'amiral Horthy est placé au pouvoir par les Impérialistes, également afin de lutter contre les Soviétiques¹⁵¹. Ces allégations sont à replacer dans le cadre d'une perception selon laquelle l'Europe tout entière est dressée contre l'URSS, afin de placer celle-ci dans une position d'ennemie à abattre pour les impérialistes en raison de l'accession au pouvoir de la classe laborieuse. Dans l'ouvrage de 1984, mêlant histoire nationale et universelle, la Petite Entente est désormais présentée comme chargée de garantir les frontières des traités de paix, principalement à l'encontre des velléités révisionnistes hongroises, mais également afin d'isoler l'Union soviétique¹⁵². Cet aspect révèle la tendance des manuels des premières décennies à se concentrer sur la situation de l'URSS et à l'élever comme modèle absolu, alors que les manuels utilisés au cours de la seconde partie de l'ère communiste atténuent quelque peu ce discours.

Dans les manuels scolaires roumains, l'attention portée à la Roumanie d'entre-deux-guerres est sans commune mesure. Néanmoins, une approche en tout point analogue se retrouve, puisque la mainmise impérialiste sur l'économie du pays est largement décrite, comme s'attachent à le démontrer Mihail Roller et ses coauteurs¹⁵³. En 1960, le propos n'évolue guère et la Roumanie demeure subordonnée aux grandes puissances impérialistes qui la cantonnent

¹⁵¹ Szamuely Tibor, Kis Aladár, Urbán Aladár. *Egyetemes történelem (1849-1945): a gimnáziumok IV. osztálya számára: ideiglenes tankönyv számára*, 2^e éd., Budapest, Tankönyvkiadó, 1958. p. 145.

¹⁵² Jóvérné Szirtes Ágota. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára 1914-1945*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1984. p. 54.

¹⁵³ Voir par exemple : Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 722-723.

au rôle de petit État bourgeois¹⁵⁴. En 1983, les auteurs maintiennent les critiques émises à l'encontre des capitaux étrangers en raison de leur appropriation de l'économie au préjudice de la population roumaine¹⁵⁵.

L'importance du poids de l'économie transylvaine dans la Grande Roumanie offre la possibilité de mieux saisir la perception de ce territoire. En Hongrie, dans le cadre du rejet du révisionnisme, les manuels n'abordent pas la perte économique engendrée par le transfert de la Transylvanie élargie. En Roumanie, les auteurs ne passent pas sous silence l'apport de ces territoires à l'économie roumaine. C'est ainsi que le manuel de Roller avance que 52 % de l'industrie du pays se concentre dans cette région ou encore que l'intégration du Banat et de la Transylvanie fournit à la Roumanie une véritable industrie lourde¹⁵⁶. En 1960, les auteurs maintiennent les critiques émises à l'encontre de la classe dirigeante, en insistant sur la nationalisation des richesses du Banat et de Transylvanie sous prétexte qu'elles appartenaient à des étrangers, puis de leur livraison sous forme de concessions à des groupes capitalistes roumains et étrangers¹⁵⁷. Aron Petric et Gheorghe I. Ioniță (1983) soulignent également l'apport des industries de Transylvanie et du Banat, bien que la Roumanie demeure un pays à dominante agricole¹⁵⁸.

Parmi les mesures prises au lendemain du transfert de la Transylvanie élargie figure la réforme agraire menée en 1921. En raison de la répartition sociale entre les groupes nationaux héritée du féodalisme, la résolution de cette question est singulièrement épineuse. Les distributions les plus généreuses concernent les terres appartenant auparavant à la Hongrie et touchent principalement l'aristocratie hongroise¹⁵⁹. Dans cette considération, la réforme prend des allures de répartition des terres sur des bases ethniques, ce que ne manque pas de fustiger les manuels scolaires hongrois de l'entre-deux-guerres¹⁶⁰. En Roumanie et en Hongrie, les livres scolaires publiés entre 1945 et 1990 n'évoquent pas la répartition des terres de l'aristocratie hongroise pour se concentrer sur l'aspect social de la réforme agraire. La seule exception est formée par le manuel hongrois d'Ágota Szírves Jóvérné (1984)¹⁶¹. Elle écrit à ce sujet que :

¹⁵⁴ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 293.

¹⁵⁵ Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*. Op. cit. p. 13.

¹⁵⁶ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 637-641.

¹⁵⁷ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 300-301.

¹⁵⁸ Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*. Op. cit. p. 11.

¹⁵⁹ Giordano Christian. « Réformes agraires et tensions ethniques en Europe centrale et orientale », *Études rurales*, n°159-160, 2001. p. 215-219.

¹⁶⁰ Marczinkó Ferenc, Pálfi János, Várdy Erzsébet. *Magyarország története a szatmári békétől*, Op. cit. p. 110-115.

¹⁶¹ « A nagybirtokot inkább csak ott kurtították meg, ahol azt a volt idegen földbirtokos uralkodó osztály kárára tehetették (Románia, Szlovákia) », Jóvérné Szirtes Ágota. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 54.

« Les grands domaines ne furent réduits que là où c'était possible aux dépens de l'ancienne classe dirigeante foncière étrangère (Roumanie, Slovaquie) », bien que là-aussi, il soit précisé que la réforme agraire ne change pas la mainmise de la classe dirigeante et qu'il s'agisse uniquement d'une référence implicite aux grands propriétaires terriens hongrois. En 1968, quatre lignes traitent de la réforme agraire dans les États successeurs et la présentent comme de faible envergure, ainsi que comme une cause d'agitation sociale¹⁶². En Roumanie, dans les éditions de 1947 et 1956, Roller estime que la réforme de façade ne remet pas en cause la toute-puissance des propriétaires terriens, alors que les auteurs du manuel de 1960 poursuivent cette vision et dénoncent ces partages comme non-démocratiques¹⁶³. En 1983, Aron Petric et Gheorghe I. Ioniță insistent – en dépit de ses limites – sur les aspects positifs de la réforme agraire de 1921, puisqu'elle représente une étape supplémentaire dans le développement de la société roumaine. Au même titre que la réforme agraire, l'établissement du suffrage universel masculin est interprété comme une victoire supplémentaire pour les masses populaires¹⁶⁴.

Ces changements témoignent de l'évolution de la perception de l'entre-deux-guerres, période avec laquelle le régime de Ceaușescu se montre bien plus conciliant. En effet, dans les manuels scolaires roumains, deux ères distinctes apparaissent dans l'appréciation de cette période. Jusqu'à la fin des années 1960, le *PMR* décrit la Grande Roumanie comme impérialiste, puisqu'elle s'étend sur des territoires étrangers. L'intervalle 1934-1941 est considéré comme celle de la fascisation du pays, alors que l'établissement de la dictature royale par Charles II en 1938 ne fait que renforcer la tendance vers le fascisme. L'ensemble des partis sont exposés comme bourgeois, antisoviétiques et au service des intérêts impérialistes¹⁶⁵. En 1969, le ton est déjà plus modéré, bien que les différents gouvernements soient là-aussi jugés comme anti-ouvriers¹⁶⁶. À ce sujet, l'ouvrage de 1983 nuance quelque peu son animosité à l'encontre des différents gouvernements et des différents partis politiques de la Grande Roumanie pour laisser place à un discours complaisant à l'encontre des hommes politiques de l'entre-deux-guerres tels que Iuliu Maniu ou Nicolae Iorga. Néanmoins, le régime roumain reste critiqué en tant que système capitaliste, bien que les auteurs marquent une différence entre la monarchie et les régimes dictatoriaux fascistes, parmi lesquels la Hongrie est citée¹⁶⁷. Le Parti

¹⁶² Balogh Endre. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 152.

¹⁶³ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 608-609. ; Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 299-300.

¹⁶⁴ Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*, Op. cit. p. 12-13.

¹⁶⁵ Voir par exemple : Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 300-301 ; 307-308 ; 328-329.

¹⁶⁶ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 286 ; 301-302 ; 313-314.

¹⁶⁷ Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*, Op. cit. p. 32.

national hongrois (*Partidul Național Maghiar – Országos Magyar Párt*) est jugé comme conservateur et opposé aux intérêts des masses des nationalités¹⁶⁸. Il est également précisé à son sujet que ses représentants « [...] utilisèrent la position nationaliste-chauvine de certains éléments issus des rangs des classes exploitantes et de certains dirigeants des partis politiques roumains qui cherchaient la division entre les Roumains et les nationalités cohabitantes »¹⁶⁹. La naissance en 1934 de l’Union des ouvriers hongrois de Roumanie (*Uniunea Oamenilor Muncii Maghiari din România – Magyar Dolgozók Országos Szövetsége*) est toutefois relevée en tant que scission de l’aile démocratique du Parti hongrois et soutien aux forces de gauche, sous la direction du Parti communiste¹⁷⁰. Il n’est toutefois pas précisé qu’à l’image du *PCR*, il s’agit d’une organisation politique secondaire ne réunissant pas plus de deux cents membres¹⁷¹.

L’évolution de la perception des gouvernements roumains se remarque au travers de la représentation du ministre des Affaires étrangères Nicolae Titulescu, en poste à plusieurs reprises entre 1927 et 1936. À partir de 1969, les auteurs de manuels soulignent son habileté politique et son fervent patriotisme, œuvrant pour la paix entre les peuples, notamment par la conclusion d’un pacte d’assistance mutuelle avec l’URSS le 21 juin 1936¹⁷². À titre de comparaison, l’ouvrage de 1960 indique uniquement la lucidité politique du ministre, sans adresser un discours mélioratif à son endroit¹⁷³.

En ce qui concerne la gestion de la question nationale par Bucarest, en dépit du faible intérêt manifesté à l’égard des pays voisins de la Hongrie, les auteurs hongrois n’hésitent pas à pointer du doigt le peu d’empathie manifestée envers les minorités tout au long des deux décennies. À titre d’exemple, Lajos Lukács (1951) affirme que : « Les gouvernements contre-révolutionnaires des États successeurs établis à la place de la monarchie des Habsbourg coopérèrent avec l’Entente, faisant preuve d’un comportement hostile envers les travailleurs hongrois »¹⁷⁴. En 1967 et en 1984, la Roumanie est montrée comme un État postféodal où la classe des propriétaires terriens jouit d’un rôle politique central. De plus, selon la description faite de chaque État d’Europe centrale et orientale, la Roumanie et la Yougoslavie se distinguent

¹⁶⁸ Pour plus d’informations sur l’histoire du Parti national hongrois, consulter l’ouvrage suivant : Bárdi Nándor. *Otthon és hazá*, *Op. cit.* p. 99-192.

¹⁶⁹ « Ei s-au servit de poziția naționalist-șovină a unor elemente din rîndurile claselor exploatațioare și a unor conducători ai partidelor politice românești care urmăreau dezbinarea dintre români și naționalitățile conlocuitoare », Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*. *Op. cit.* p. 14-15.

¹⁷⁰ *Ibid.* p. 64.

¹⁷¹ Bárdi Nándor. *Otthon és hazá*, *Op. cit.* p. 517-518.

¹⁷² Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 314-315.

¹⁷³ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, *Op. cit.* p. 330.

¹⁷⁴ « A Habsburg-monarchia helyén létesült utódállamok ellenforradalmi kormányai együttműködtek az antanttal, ellenséges magatartást tanúsítottak a dolgozó magyar néppel szemben », Lukács Lajos. *A magyar nép*, *Op. cit.* p. 140.

non seulement par un antagonisme de classe, mais également par un antagonisme entre les groupes nationaux¹⁷⁵. Il est à noter que l'ouvrage d'Ágota Szirtes Jovérné (1984) s'arrête en quelques lignes sur la situation des minorités nationales en Roumanie. À l'image des autres États successeurs, les différents gouvernements au pouvoir se livrent à une oppression des minorités, alors que la question nationale catalyse l'une des plus importantes sources de tensions dans le pays¹⁷⁶. Toutefois, les descriptions sont particulièrement parcimonieuses et ne s'arrêtent pas sur la situation de l'enseignement dans les langues des minorités ou encore sur le processus de roumanisation des villes de Transylvanie élargie. En effet, elles sont toutes majoritairement hongroises ou allemandes au cours de l'entre-deux-guerres, mais font l'objet d'une politique de renforcement de l'élément roumain par l'installation de personnes originaires de la campagne transylvaine ou du Regat¹⁷⁷. Un détour par trois grandes synthèses d'histoire hongroise confirme cet intérêt limité pour le sort des minorités hongroises dans les États successeurs, puisqu'aucune information relative à leur situation n'apparaît¹⁷⁸.

Lorsque la situation des minorités est abordée dans les ouvrages roumains, le même son de cloche que dans les manuels hongrois est audible, et tout particulièrement dans ceux publiés avant les années 1970. Dans les deux éditions de l'ouvrage de Roller, deux pages sont consacrées au sujet. Le contenu n'évolue guère, au contraire des titres. En 1947, "La situation des nationalités cohabitantes" (*Situarea naționalităților conlocuitoare*) est utilisé, alors qu'en 1956 le titre beaucoup plus évocateur de "La situation des minorités opprimes" (*Az elnyomott kisebbségek helyzete*) est préféré. Dès le premier paragraphe, il est précisé que le traité des minorités de Paris ne fut jamais respecté. Dans la droite ligne d'une interprétation marxiste littérale, l'oligarchie est accusée de dresser les peuples les uns contre les autres afin de dévier l'attention des masses des problèmes sociaux¹⁷⁹. Dans la partie explicative, certains passages démontrent parfaitement la volonté de diabolisation des régimes d'entre-deux-guerres, à l'image de l'extrait suivant : « La bourgeoisie roumaine prit la place de la bourgeoisie et de l'aristocratie hongroises [...]. Faisant référence à la nécessité historique de la roumanisation de l'appareil d'État, des fonctionnaires hongrois, ukrainiens et autres furent licenciés »¹⁸⁰. En

¹⁷⁵ Balogh Endre. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1967. p. 152-153.

¹⁷⁶ Jovérné Szirtes Ágota. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára 1914-1945*, Op. cit. p. 56.

¹⁷⁷ Zahorán Csaba. « "Towns in captivity". Transformation of the Towns of Transylvania in the Interwar Period: the Hungarian Point of View », *Central European Horizons*, vol. 2, n°1, 2021. p. 104-122.

¹⁷⁸ Voir par exemple : Molnár Erik, Pamlényi Ervin, Székely György (dir.). *Magyarország története: II. kötet*, Op. cit. p. 361-482.

¹⁷⁹ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 644-646.

¹⁸⁰ « Az elnyomott kisebbségek helyzete » ; « A román burzsoázia elfoglalta a magyar burzsoázia és arisztokrácia helyét [...]. Az államapparátus románizálásának történelmi szükségszerűségére hivatkozva, elbocsátottak magyar, ukrán stb állami tiszttiselőket », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 613-614.

opposition, l'auteur s'attache à décrire longuement – et avec de larges libertés prises avec la réalité – la popularité grandissante du Parti communiste roumain. L'analyse marxiste rigoriste s'illustre également par la critique des partis des nationalités, puisque ces derniers sont des partis bourgeois coopérant avec le gouvernement afin de spolier la classe laborieuse. De plus, l'auteur rappelle que l'ouvrier hongrois souffre tout autant de l'exploitation que l'ouvrier roumain. Le livre d'histoire universelle ne se détourne pas de la ligne tracée par Roller et le récit évoque l'URSS comme seul pays ayant résolu la question nationale¹⁸¹.

En 1960, le discours n'évolue guère, tandis que la formation de la Grande Roumanie est analysée comme le résultat de la volonté des Impérialistes de faire de la Roumanie la tête de pont d'un front antisoviétique¹⁸². En 1969 et 1983, les différents gouvernements sont dépeints comme orientant leur politique à l'encontre du peuple travailleur, toutefois le texte ne s'arrête pas sur la situation des minorités habitant le pays, bien qu'elles constituent 27 % de la population du pays selon le recensement de 1930¹⁸³. Ce manque d'intérêt manifesté à l'endroit des minorités traduit l'évolution du pays à partir des années 1960, où les récits se concentrent désormais sur les Roumains et délaissent les minorités. Après 1990, la production historique – née de la plume d'historiens modérés – s'accorde sur la difficulté pour Bucarest à accepter la multiculturalité du pays et tout particulièrement dans le cas des régions ayant appartenu au royaume de Hongrie¹⁸⁴.

L'ensemble des manuels roumains et hongrois sont bien plus éloquents sur la formation et l'activité des partis communistes hongrois et roumain, accordant au sujet plusieurs chapitres. Néanmoins, l'importance des communistes et leur soutien populaire ne sont que minimes, ce qui est particulièrement vrai dans le cas roumain. De plus, la composition ethnique du PCR est telle que les Roumains y sont en minorité. Or, à l'image du manuel de 1983, les cinq pages consacrées à la création du Parti communiste roumain en 1918 n'évoquent aucun membre hongrois, allemand ou juif¹⁸⁵.

La montée en puissance de l'extrême-droite au cours des années 1930 et la création de la Garde de fer demeurent ardemment critiquées dans les manuels scolaires roumains¹⁸⁶. Dans

¹⁸¹ *Istoria modernă și contemporană*, Op. cit. p. 236.

¹⁸² Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 292-293.

¹⁸³ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 284-319. ; Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*. Op. cit. p. 14-74.

¹⁸⁴ Livezeanu Irina. *Cultural Politics in Greater Romania: Regionalism, Nation Building, and Ethnic Struggle (1918-1930)*, Cornell University Press, Ithaca – London, 1995. p. 129-187. ; Bárdi Nándor. *Otthon és haza*, Op. cit. p. 239-272.

¹⁸⁵ Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*. Op. cit. p. 16-21.

¹⁸⁶ Pour une histoire de la Garde de fer, voir : Traian Sandu. *Un fascisme roumain : histoire de la Garde de fer*, Perrin, Paris, 2014. 494 p.

les manuels roumains de 1947, 1956 et 1960, la Légion de l'Archange Michel (*Legiunea Arhanghelului Mihail*) et la Garde de fer sont l'expression des cercles réactionnaires bourgeois fascistes, alors que le Parti hongrois participe lui aussi au renforcement des organisations fascistes¹⁸⁷. En 1983, ces organisations sont toujours qualifiées d'eugénistes, rassistes et chauvinistes. L'aspiration à discréditer les partis traditionnels se manifeste par l'évocation de leur alliance avec les partis d'obéissance fasciste, comme dans le cas du Parti hongrois, émanation de la bourgeoisie et des propriétaires terriens hongrois de Transylvanie¹⁸⁸. En Hongrie, la montée en puissance de la Garde de fer en Roumanie est mentionnée en 1984 comme un phénomène inhérent à l'Europe centrale et orientale au cours des années 1930¹⁸⁹. Dans les ouvrages antérieurs, en raison de l'absence d'informations sur la Grande Roumanie, rien n'est dit sur la Garde de fer. Les mouvements d'extrême-droite comme celui du parti des Croix fléchées (*Nyilaskeresztes Párt*) en Hongrie sont pareillement dépeints dans les livres scolaires hongrois.

En Hongrie, l'entre-deux-guerres reste un sujet hautement politisé chez les historiens jusqu'au changement de régime de 1989, tandis que l'animosité à l'encontre du régime du régent Horthy atteint ses sommets au cours des années 1950 et 1960. Il est à noter que cette remarque s'applique aux livres scolaires publiés des deux côtés de la frontière. Bien que le traité de Trianon soit qualifié de paix impérialiste, la politique irrédentiste menée par le régime Horthy jouit d'une représentation particulièrement négative dans les manuels hongrois. Cet aspect fait son apparition dès 1945, où les classes dirigeantes sont critiquées pour leur politique révisionniste au lieu de mener les réformes intérieures nécessaires pour renforcer la nation hongroise, telles que la réforme agraire, l'élargissement du droit de vote ou encore la mise en place de réformes sociales. En ce qui concerne la politique révisionniste, Kálmán Benda (1945) dresse le constat suivant :

« Ils continuèrent à se tenir à l'idée de la Hongrie millénaire, l'empire de Saint Étienne s'étendant jusqu'aux Carpates et avec cela ils remirent en cause le droit des autres peuples vivant ici à former un État. Ils répandirent leur propagande, tant dans le pays qu'à l'étranger, dans l'intérêt de cet empire. Par cette vue étroite, même les revendications hongroises légitimes furent discréditées »¹⁹⁰

Domokos Kosáry et Gyula Mérei (1945) proposent des positions analogues, mais plus

¹⁸⁷ Voir par exemple : Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 307-308 ; 329.

¹⁸⁸ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 329.

¹⁸⁹ Jóvérné Szirtes Ágota. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára 1914-1945*, Op. cit. p. 69.

¹⁹⁰ « Továbbra az ezeréves Magyarország, a Kárpátokig terjedő szentistváni birodalom eszméjéhez ragaszkodtak és ezzel egyszersmind kétségbenvonták az itt élő többi népnek államalkotó jogát. Ennek a birodalomnak érdekében fejtették ki propagandájukat itthon és külföldön egyaránt. Ezzel rövidlátó módon még a jogos magyar kívánságokat is lejáratták », Benda Kálmán. *Magyarország története*, Op. cit. p. 132.

détaillées, particulièrement en ce qui concerne le processus de rapprochement de la Hongrie à l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste¹⁹¹. Lajos Lukács (1951), adopte un ton bien plus sévère à l'égard du régime, puisque : « La politique révisionniste devint la base de l'impérialisme hongrois. Les classes dirigeantes hongroises couvrirent leur volonté de conquête et leurs plans de soumission des autres peuples par des arguments patriotiques »¹⁹². Les manuels suivants conservent cette ligne dans l'interprétation de la politique révisionniste hongroise.

En 1983, une page traite de la pensée de Saint Étienne (*Szentistváni eszme*) en tant que base de la politique révisionniste hongroise de l'entre-deux-guerres. Telle que présentée dans le récit, cette dernière exerce une influence considérable sur la production culturelle du pays, propageant l'idée selon laquelle les Hongrois doivent régir le bassin des Carpates en tant que peuple voué à dominer les autres. À ce sujet, l'auteur affirme que les velléités des autres peuples sont légitimes, notamment en raison de l'oppression millénaire des Hongrois sur ces derniers. Il adresse également une forte critique à l'égard de Kunó Klebersberg, ministre des Cultes et de l'Instruction publique entre 1922 et 1931 et son concept de supériorité culturelle (*kultúrfölény*)¹⁹³. Selon ce dernier, la Hongrie doit parvenir à réoccuper l'ensemble du bassin des Carpates en raison de la supériorité culturelle hongroise sur les autres peuples. Puisque le pays n'est pas en mesure de mener à bien ses plans militairement, il s'attèle à développer l'instruction et la culture en tant qu'armes au service de l'irrédentisme¹⁹⁴.

Outre le rejet du révisionnisme, dans les livres scolaires hongrois, le régime est qualifié de contrerévolutionnaire, fasciste, impérialiste et profondément antisoviétique. Le Parti communiste hongrois est exposé comme le plus grand opposant au régime et en conséquence il subit de plein fouet la répression du régime. Le régent personnifie tout ce qui est honni par le Parti, puisqu'il est représenté comme se dressant contre le communisme, le peuple, la classe ouvrière, l'Union soviétique, tout en étant soutenu par l'Ouest impérialiste et dont la raison d'être est la révision du traité de Trianon¹⁹⁵. Nombre de manuels hongrois évoquent sa maîtrise

¹⁹¹ Kosáry Domokos, Mérei Gyula. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig*, Op. cit. p. 167-170.

¹⁹² « A revizionista politika magyar imperializmus alapja lett. Hazafias szólamokkal fedték el a magyar uralkodóosztályok hódító törekvéseiket, terveiket más népek leigázására », Lukács Lajos. *A magyar nép*, Op. cit. p. 161.

¹⁹³ Závodszky Géza. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, Op. cit. p. 104.

¹⁹⁴ Gözszy Zoltán, Dévényi Anna. *A történelem tanításának tartalmi és módszertani változásai*, Pécsi Tudományegyetem Bölcsészettudományi Kar Történettudományi Intézet, Pécs, 2011. http://janus.ttk.pte.hu/tamop/tananyagok/tort_tan_valt/klebelsberg_kun_s_kornis_gyula_neonacionalizmus_s_ku_ltrfny.html#auto_top [Consulté le 19-11-2022] ; Horel Catherine. « La politique culturelle de la Hongrie dans l'entre-deux-guerres: une arme au service du révisionnisme ? », Dulphy Anne, Frank Robert, Matard-Bonucci Marie-Anne, (dir.). *Les relations culturelles internationales au XX^e siècle : de la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Peter Lang, Bruxelles, 2011. p. 59-70.

¹⁹⁵ Pour le cas hongrois, l'analyse de la représentation du régent a déjà été menée, voir l'étude suivante : Turbucz Dávid. « Az ellenkultusz évtizedei: Horthy Miklós az 1945-1989 közötti történelemkönyvekben », *Múlt-Kor*,

limitée de la langue hongroise pour rappeler son extériorité au corps de la nation¹⁹⁶. S'il est vrai qu'il conserve de ses nombreuses années passées dans un environnement germanophone un accent allemand aisément perceptible, il est toutefois faux d'affirmer qu'il n'est plus capable de s'exprimer dans sa langue maternelle. Dans les années 1950, l'apréte du discours concerne tout particulièrement son opposition au peuple et au communisme, ce qui lui aurait valu d'être choisi par les Impérialistes afin de mener la contrerévolution¹⁹⁷. Néanmoins, dès les années 1960, une différence est faite entre le temps où István Bethlen est Premier ministre entre 1921 et 1931 et les années 1930. Le premier – personnification des années 1920 – est qualifié de contrerévolutionnaire, alors que la seconde décennie est ouvertement décrite comme fasciste, notamment au travers de la personne de Gyula Gömbös¹⁹⁸. En 1966, György Ránki et Tibor Szamuely perpétuent une représentation analogue du régime, bien qu'atténuant quelque peu le propos¹⁹⁹. En 1983, le régime n'est plus qualifié de fasciste, mais conserve son caractère nationaliste, chauviniste et antisémite.

En Roumanie, l'ensemble des manuels rappellent les velléités révisionnistes de la Hongrie horthyste, en tant que menace pour l'équilibre européen²⁰⁰. Tous signalent également que l'installation au pouvoir du régime fasciste de Horthy est rendue possible par l'intervention roumaine contre la République des conseils, comme cela a été démontré dans le chapitre précédent.

2) Du Second arbitrage de Vienne à la "Libération"

Le 30 août 1940, sous le patronage de l'Allemagne et de l'Italie, la Roumanie et la Hongrie signent le retour de la moitié septentrionale de la Transylvanie élargie à la Hongrie à l'occasion du Second arbitrage de Vienne. Ainsi, de 1940 à 1944, des villes comme Oradea ou Cluj, ainsi que des régions disposant d'une importance mémorielle unique dans le roman national hongrois, comme le pays de Călata (Tara călatei – Kalotaszeg) ou le Pays sicule, sont rattachées à la "mère-patrie". La Transylvanie du Nord abrite selon le recensement réalisé par

n°6, 2015. p. 112-117.

¹⁹⁶ Né dans la Grande plaine hongroise, il rejoint l'école des cadets de marine à Fiume sur la côte adriatique à 14 ans, où l'enseignement ne se fait qu'en allemand, langue unique de l'armée. Il est par la suite l'aide de camp de François-Joseph de 1909 à 1914, avant d'être nommé contre-amiral de la marine austro-hongroise en février 1918. Ces années dans un environnement germanophone lui donnent un accent allemand aisément perceptible. Horel Catherine. *L'amiral Horthy*, Perrin, Paris, 2014. p. 124-125.

¹⁹⁷ Lukács Lajos. *A magyar nép*, Op. cit. p. 156.

¹⁹⁸ Voir à ce sujet l'étude suivante : Dévényi Anna. « A magyar történelem tankönyvek ideológiai-szemléleti és didaktikai változásai 1945 és 1989 között – egy ellenforradalmi miniszterelnök példáján », *Történelemtanítás*, vol. 2, n°1, 2011. p. 1-18.

¹⁹⁹ Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem a gimnáziumok IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 245-250.

²⁰⁰ Mureşanu Camil, Vesa Vasile. *Probleme fundamentale*, Op. cit. p. 155.

les autorités hongroises en 1941, 53,6 % de Hongrois, 39,9 % de Roumains et 1,7 % d'Allemands²⁰¹. Il est à noter que sa composition nationale est sujette à de nombreux débats entre les historiens des deux pays, où une majorité hongroise ou roumaine est attribuée à la région selon l'appartenance nationale de l'historien. En Hongrie, le retour d'une partie de la région – aux côtés des autres révisions territoriales – renforce considérablement la légitimité du régime du régent Horthy auprès de la population²⁰². En Roumanie, la perte d'une partie de la Transylvanie est vécue jusqu'à nos jours comme un véritable traumatisme traditionnellement dénommé le diktat de Vienne (*Dictatul de la Viena*). Dans son interprétation classique, il signifie l'un des moments les plus tragiques de l'histoire nationale²⁰³.

La fin de la Seconde Guerre mondiale apporte un changement considérable dans la perception de cet épisode. Des deux côtés de la frontière, un rejet tangible du Second arbitrage de Vienne se manifeste, tant dans l'historiographie que dans les manuels scolaires. Dès la série publiée en 1945, les quelques lignes abordant ce sujet témoignent de cette prise de distance. Le retour des anciens territoires est le résultat d'une alliance avec Hitler se faisant au prix d'un concours hongrois dans l'attaque de l'Union soviétique²⁰⁴. En 1951 et en 1966, les concessions faites par Adolf Hitler sont perçues comme une opportunité de se concilier les classes dirigeantes roumaine et hongroise²⁰⁵. En effet, l'arbitrage est présenté comme une décision tactique prise par le Führer afin de s'assurer la collaboration sans faille de la Roumanie et de la Hongrie, toutes deux cherchant à s'arroger l'ensemble de la région aux dépens de sa concurrente. Pour Ágota Szirtes Jóvérné (1984), le même discours est maintenu et le retour de la Transylvanie du Nord accentue la subordination de la Hongrie envers l'Allemagne²⁰⁶.

L'atténuation du dogmatisme se manifeste au travers de la perception de Pál Teleki, Premier ministre de Hongrie entre 1938 et 1941 et personnage clé de la politique révisionniste hongroise. Ce dernier met fin à ses jours le 3 avril 1941 en raison des préparatifs d'une attaque hongroise contre la Yougoslavie, en dépit du traité d'amitié signé en décembre 1940. Dans les manuels des années 1950, il est dépeint comme un homme politique fascisant et trahissant les

²⁰¹ Ablonczy Balázs. *A visszatért Erdély, 1940-1944*, Jaffa, Budapest, 2011. p. 32-34.

²⁰² Un manuel de 1942 illustre parfaitement ce phénomène : Marczinkó Ferenc, Pálfi János, Várady Erzsébet. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig*, Op. cit. p. 102.

²⁰³ Pour une comparaison de l'appréciation de l'arbitrage dans les deux historiographies, voir : Balogh L. Béni. « Dictat sau arbitraj ? Al doilea arbitraj de la Viena și consecințele sale în istoriografia maghiară și românească », *Erdélyi Krónika*, 30-08-2022. [Consulté le 19-10-2022] <https://erdelyikronika.net/2022/08/30/dictat-sau-arbitraj-al-doilea-arbitraj-de-la-viena-si-consecintele-sale-in-istoriografia-maghiara-si-romaneasca/>

²⁰⁴ Kosáry Domokos, Mérei Gyula. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig*, Op. cit. p. 169.

²⁰⁵ Lukács Lajos. *A magyar nép*, Op. cit. p. 195. ; Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem a gimnáziumok IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 294.

²⁰⁶ Jóvérné Szirtes Ágota. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára 1914-1945*, Op. cit. p. 114-115.

intérêts de la nation hongroise²⁰⁷. En 1984, son suicide est désormais présenté comme la réaction à la faillite de sa politique de rapprochement avec l'Allemagne à la veille de l'attaque de la Yougoslavie, mais il n'est plus incriminé comme sympathisant fasciste²⁰⁸.

Comme précédemment énoncé, le Second arbitrage de Vienne est considéré comme un véritable diktat en Roumanie et c'est sous cette dénomination qu'il apparaît dans l'ensemble des manuels scolaires roumains. À l'image des livres scolaires hongrois, l'intervention d'Hitler est perçue comme un choix tactique afin de s'assurer le soutien des deux pays. Pour la classe politique, le "diktat" de Vienne est un véritable traumatisme régissant la relation du régime roumain avec la Hongrie, mais également avec la minorité magyare. Le drapeau du révisionnisme est agité à de nombreuses reprises lorsque les représentants des Hongrois expriment certaines revendications politiques, culturelles ou scolaires. Sa dimension coercitive est mise en avant, en opposition à l'union d'Alba Iulia en tant qu'expression de la volonté populaire.

Le manuel de Roller élève la signature du traité par le gouvernement roumain au rang de haute trahison à la nation, permettant dès lors de discréditer le roi et toute l'opposition²⁰⁹. La Garde de fer est accusée de se montrer favorable à l'arbitrage de Vienne en raison de sa subordination totale au nazisme. Ceci est à replacer dans le contexte d'une opposition à l'extrême-droite et en ce sens, il convient de désigner cet ennemi politique comme responsable des maux du pays. *A contrario*, le PCR apparaît comme la seule organisation politique luttant avec vigueur contre le diktat de Vienne par une mobilisation des masses populaires. Afin d'étayer le propos, une déclaration intitulée "La lutte du PCR contre le diktat de Vienne" (*A KRP harca a bécsi diktátum ellen*) émise par le PCR le 10 septembre 1940 est citée dans l'ouvrage. Cette dernière fait état de la nécessité d'une étroite collaboration entre prolétaires hongrois et roumains afin de parvenir à une libération nationale de l'impérialisme hongrois²¹⁰. Une nouvelle contradiction prend forme dans la mesure, où seule une pleine appartenance de la Transylvanie à la Roumanie rend possible la libération sociale et nationale du prolétariat hongrois ou roumain.

Le manuel de Roller révèle une contradiction de taille en ce qui concerne les changements territoriaux. En effet, l'acquisition de la Transylvanie est présentée comme le fruit d'une politique impérialiste de la Roumanie, aux dépens de la République des conseils.

²⁰⁷ Lukács Lajos. *A magyar nép*, Op. cit. p. 195.

²⁰⁸ Jóvérné Szirtes Ágota. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára 1914-1945*, Op. cit. p. 115.

²⁰⁹ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 737.

²¹⁰ Ibid. p. 738.

Néanmoins, le traumatisme du diktat de Vienne ne peut être occulté, en conséquence il est repris afin d'exprimer la ferme opposition des communistes roumains. De son côté, la perte de la Bessarabie n'apparaît que très brièvement dans le manuel, qui évoque sobrement que : « Par un accord entre les gouvernements roumain et soviétique, la Bessarabie et le nord de la Bucovine sont rendues à l'Union soviétique, éliminant ainsi le différent territorial entre les deux gouvernements »²¹¹. Ainsi, les revendications territoriales manifestées par l'URSS sur la Bessarabie et la Bucovine du Nord sont considérées comme l'expression du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Enfin, il s'agit du seul manuel proposant des chiffres relatifs à la population de la région, selon lesquels 1,3 million d'habitants sont Roumains sur les 2,6 millions que comptent la Transylvanie du Nord²¹².

En 1960 et 1969, la perception de l'arbitrage de Vienne ne connaît pas de virage majeur par rapport aux interprétations fournies dans les différentes éditions du manuel de Roller. Le diktat reste le résultat de la propagande des cercles réactionnaires hongrois soutenus par l'Allemagne et l'Italie. Leur soutien est toujours dépeint comme une opportunité pour les deux puissances fascistes d'affaiblir et de subordonner la Hongrie et la Roumanie afin de mieux les asservir²¹³. En ce qui concerne la composition nationale de la région, les deux ouvrages rappellent que l'attribution de la moitié nord de la Transylvanie se fait sans consulter le peuple roumain. Il s'agit donc d'un acte impérialiste, bien que les Roumains soient majoritaires dans la région, ce qui constitue une différence notable avec l'ouvrage de Roller qui avance pour sa part que les Roumains forment la moitié de la population. La ratification de l'arbitrage par le roi Charles II les et les partis fascistes représente une trahison à la patrie et témoigne de leur subordination à l'Allemagne et l'Italie.

À l'inverse, il est affirmé que la classe laborieuse se révolte sous la direction du Parti communiste, ce qui se traduit même par une lutte ouverte à certains endroits. Le spectre d'une possible révision des frontières transylvaines dans la seconde moitié des années 1930 est présenté dans l'ensemble des manuels scolaires roumains comme un plan fasciste. Afin de renforcer l'effet produit sur le lecteur, plusieurs manuels comportent une gravure relative à une manifestation des Hongrois de Roumanie contre la modification des frontières en 1939²¹⁴. Parmi les autres exemples fournis, figure celui d'une grande manifestation à Cluj où, outre l'annulation de l'arbitrage de Vienne, les revendications des manifestants concernent la mise en

²¹¹ « A román és a szovjet kormány megegyezése alapján Besszarábia és Észak-Bukovina visszatértek a Szovjetunióhoz, s így felszámolták a két kormány között fennálló területi viszályt », *Ibid.* p. 738.

²¹² Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 740-741.

²¹³ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, *Op. cit.* p. 337.

²¹⁴ Voir à titre d'exemple : Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 318.

place d'un gouvernement populaire et d'un rapprochement avec les peuples libres de l'Union soviétique. Des manifestations mêlant rejet de l'arbitrage de Vienne, revendications sociales et lutte contre la dictature royale, sous le patronage du *PCR* auraient également eu lieu à Brașov et Timișoara selon le récit²¹⁵. En 1983, la même ligne est maintenue. La même illustration relative à une manifestation de la communauté hongroise à Cluj pour l'intégrité des frontières roumaines est proposée dans le manuel. Là-aussi, le diktat est imposé par l'Allemagne et l'Italie à la Roumanie, en dépit du fait que la majorité de la population soit roumaine, sans avancer de chiffres précis. L'abolition du diktat de Vienne est principalement défendue par le *PCR* et reste l'un de ses objectifs majeurs²¹⁶.

Traditionnellement, l'appareil d'État horthyste est accusé d'avoir commis de nombreuses exactions contre la population roumaine, ce qui aurait forcé nombre de familles roumaines à quitter la région. L'historiographie roumaine d'obédience nationaliste caractérise le régime de Horthy comme ayant organisé et planifié un génocide systématique de la population roumaine. Si des exactions sont commises, parler d'une extermination systématique des Roumains est une calomnie²¹⁷. Sur le sujet, le massacre d'environ 80 villageois et l'incendie de 27 maisons à Treznea (Ördögkút – Teufelsbrunnen) ou encore le meurtre de 154 Roumains à Ip (Ipp), n'apparaissent dans aucun livre scolaire, indépendamment du pays dans lequel il est publié²¹⁸. En Hongrie, le manuel de 1951 mentionne l'exécution par les gendarmes hongrois de Béla Józsa, figure de la lutte commune des travailleurs hongrois et roumains de Transylvanie, à Someșeni (Szamosfalva – Mikeldorf)²¹⁹. L'ouvrage rédigé sous la direction de Tibor Szamuely et György Ránki (1966) évoque la situation difficile dans laquelle se retrouvent les plusieurs millions de travailleurs non-Hongrois, victimes des brutalités des soldats et des gendarmes hongrois, sans fournir d'exemple concret relatif à la Transylvanie du Nord²²⁰. Le nom de Béla Józsa figure également dans l'ouvrage roumain de 1983, en tant que victime de la répression horthyste et fervent croyant d'une Roumanie démocratique et communiste²²¹. Une référence à son sort permet d'une part de discréder la Hongrie du régent Horthy et de l'autre de donner l'impression que les Hongrois "progressistes" de Transylvanie s'identifient

²¹⁵ *Ibid.* p. 322-323.

²¹⁶ Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*. Op. cit. p. 82-83.

²¹⁷ Balogh L. Béni. « Dictat sau arbitraj ? », Op. cit.

²¹⁸ Abloneczy Balázs. *A visszatért Erdély, 1940-1944*, Op. cit. p. 46-48.

²¹⁹ Lukács Lajos. *A magyar nép*, Op. cit. p. 211.

²²⁰ Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem az általános gimnáziumok 4. osztálya számára*, Op. cit. p. 297.

²²¹ Balogh Edgár (dir.). *Romániai magyar irodalmi lexikon: Szépirodalom, közírás, tudományos irodalom, művelődés II. (G-Ke)*, Kriterion, Bucarest, 1991. <http://mek.oszk.hu/03600/03628/html/j.htm> [consulté le 4-11-2022]

pleinement avec la Roumanie et rejettent le diktat de Vienne. Dans le même temps, sa mention permet de glorifier la lutte des membres du *politburo* contre le fascisme et de placer – en dépit de la réalité – les communistes comme l'une des principales forces politiques du pays.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la Hongrie et la Roumanie se rangent toutes deux du côté de l'Axe et participent à l'attaque contre l'Union soviétique. En Hongrie – et tout particulièrement au cours des années 1950 et 1960 – les manuels insistent sur l'approbation de l'invasion par l'Église, les banquiers et les capitalistes. Ceci permet de discréditer ces ennemis politiques dans le cadre d'une simplification à outrance de l'histoire entre forces réactionnaires et progressistes. *A contrario*, l'URSS devient le modèle et l'incarnation du camp du bien, puisqu'en opposition à la politique agressive des classes dirigeantes hongroises, elle cherche toujours à établir des relations cordiales avec la Hongrie, sans exprimer la moindre revendication territoriale²²². Si au fil des différentes éditions, les auteurs atténuent quelque peu le discours centré autour de l'URSS, celui-ci reste la ligne directrice jusqu'au changement de régime²²³.

En Roumanie, le régime du maréchal Ion Antonescu (1882-1946), militariste, profondément anticomuniste et antisémite, est au pouvoir entre septembre 1940 et août 1944. Il décide d'entrer dans la guerre aux côtés de l'Allemagne et fait participer l'armée roumaine à l'attaque contre l'Union soviétique, notamment afin de récupérer la Bessarabie et de s'attirer les sympathies d'Hitler dans le conflit territorial hungaro-roumain autour de la Transylvanie²²⁴. Entre 1945 et 1990, l'historiographie roumaine évolue sensiblement dans le traitement du maréchal. Le rejet total des premières années s'édulcore à partir des années 1960, où la toute relative libéralisation du régime permet un traitement un peu moins idéologisé d'Antonescu. À partir du début des années 1970, l'historiographie s'attache à souligner le sauvetage de la patrie par Ion Antonescu dans une histoire roumaine dépeinte comme une succession de grands accomplissements²²⁵. Néanmoins, cette réinterprétation du maréchal dans les manuels scolaires roumains est plus difficilement perceptible.

À propos de l'intervention roumaine, il est à noter que le manuel de Roller met en évidence la supériorité de l'armée soviétique et pointe du doigt l'incapacité des officiers

²²² Lukács Lajos. *A magyar nép*, Op. cit. p. 206.

²²³ Dans l'étude suivante, l'historien Lajos Olasz parvient aux mêmes conclusions, voir : Olasz Lajos. « Magyarország második világháborús részvételének ábrázolása a történelemtankönyvekben (1945-1995) », Karlovitz János Tibor, Torgyik Judit (dir.). *Oktatás, kutatás és módszertan: Neveléstudományi és Szakmódszertani Konferencia*, International Research Institute, Komárno, 2013. p. 91-96.

²²⁴ Deletant Dennis. *Hitler's Forgotten Ally: Ion Antonescu and His Regime, Romania 1940-44*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2006. p. 69-101.

²²⁵ Chiriac Bogdan. *The Retrial of Marshall Antonescu in Postcommunist Romanian Historiography*, Mémoire de Master, Université d'Europe centrale, Budapest, 2015. p. 36-46.

roumains. Dans les ouvrages ultérieurs, la participation roumaine à la guerre, décrite comme criminelle et antisoviétique, demeure négativement interprétée comme l'expression de la subordination roumaine à l'Allemagne nazie²²⁶.

Le tournant de l'hiver 1943 sur le front russe condamne le III^e Reich à la défaite et entraîne des velléités d'armistice séparé chez les alliés d'Hitler. C'est dans ce contexte que le régime du maréchal Antonescu est renversé le 23 août 1944 par le roi, les représentants des partis historiques et le concours du Parti communiste. La Roumanie change alors de camp et se bat aux côtés de l'Armée rouge face à ses alliés de la veille. Par ailleurs, le 23 août devient le jour de la fête nationale de 1949 à 1990. Entre 1945 et 1990, ce coup d'État est présenté comme l'aboutissement d'une lutte des ouvriers-paysans conduits par le Parti communiste²²⁷. Dans le cadre de cette étude, il est central de conserver à l'esprit que le choix roumain est également motivé par la promesse soviétique d'un retour de la Transylvanie du Nord. En 1983, le coup d'État du 23 août demeure l'œuvre des masses populaires conduites par le PCR, alors que l'annulation du diktat de Vienne constitue l'un des objectifs principaux de cette lutte²²⁸. En Hongrie, les auteurs de livres scolaires s'en tiennent à la version roumaine et tous signalent le coup d'État de 23 août comme émanation du Parti communiste roumain²²⁹. Péter Hanák (1952) souligne en outre que la Hongrie demeure le dernier satellite de l'Allemagne nazie, alors que la Roumanie dépose les armes en raison des victoires successives engrangées par l'Armée rouge²³⁰.

Dès lors, la Roumanie se range du côté des Soviétiques et participe à la libération de la Transylvanie, puis de la Hongrie. Les manuels des deux pays mentionnent cette intervention roumaine comme une libération du joug fasciste. En Roumanie, elle bénéficie d'un plus grand intérêt et forme l'un des piliers du canon communiste. L'ensemble des auteurs signale la participation de l'armée roumaine à la libération de la Transylvanie et de la Hongrie, comme l'illustre l'extrait suivant : « Au cours de ces batailles qui furent menées pour la libération de notre patrie ou des peuples amis de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, les soldats roumains firent preuve d'une grande bravoure »²³¹. Le manuel d'histoire universelle de 1949 loue les succès de la division Tudor Vladimirescu, conduite sous l'égide du Parti communiste roumain.

²²⁶ Voir par exemple : Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 350.

²²⁷ Durandin Catherine. *Histoire des Roumains*, Op. cit. p. 332-340.

²²⁸ Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*. Op. cit. p. 116.

²²⁹ Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem a gimnáziumok IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 285.

²³⁰ Hanák Péter. *Egyetemes történelem (Legújabb kor): középiskolák számára*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1952. p. 79.

²³¹ « În cursul acestor bătălii, fie că ele s-au dat pentru eliberarea patriei noastre sau a popoarelor prietene din Ungaria și Cehoslovacia, ostașii români au dat dovedă de multă vitejie », Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 365.

À ce propos, ce même ouvrage écrit que le gouvernement mené par Petru Groza « [...] renforce les efforts pour soutenir la guerre avec l'Armée soviétique contre l'Allemagne hitlérienne et ses serviteurs, les Horthystes hongrois. L'Union soviétique rend la Transylvanie du Nord à la Roumanie »²³².

En 1969, plusieurs illustrations sont insérées dans le manuel afin d'accréditer l'idée selon laquelle les Roumains participèrent grandement à la libération du pays en luttant contre les troupes hitlériennes et horthystes. En parallèle, le récit se concentre désormais sur les efforts fournis par la Roumanie et délaisse quelque peu l'URSS, bien qu'elle soit toujours mentionnée et que les relations d'amitié et de camaraderie entre les soldats des deux armées soient également soulignées. Le discours use de nombreux superlatifs pour décrire le soldat roumain, vantant son esprit de sacrifice, son courage ou encore son héroïsme. Le manuel d'histoire universelle de 1979 adopte une position tout à fait analogue. Il est en effet écrit que « L'armée roumaine – avec l'Armée soviétique – libéra la Transylvanie du Nord et apporta une grande contribution à la libération de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie »²³³. En 1983, tel qu'énoncé dans le texte, le passage de la Roumanie du côté de la coalition antihitlérienne précipite la chute de l'Allemagne. Afin de justifier le propos, différents articles de journaux internationaux attestant de la portée de l'acte sont cités²³⁴.

La Transylvanie est au cours de la guerre le théâtre de combats entre les forces hungaro-allemandes et roumano-soviétiques. La mémoire des soldats tombés au cours de ces batailles ne se retrouve pas dans les manuels scolaires hongrois. En Hongrie, ces événements sont absents des récits, dans la mesure où les parties relatives à la libération du pays abordent la Hongrie dans ses frontières établies par le traité de Trianon, délaissant ainsi la Transylvanie, tandis que certains livres scolaires mentionnent la participation des soldats roumains à la libération du pays²³⁵. Il est à noter que le manuel de 1951 omet la participation roumaine afin de se concentrer sur l'effort de guerre soviétique et la nécessité pour le peuple hongrois de manifester une reconnaissance éternelle envers l'Union soviétique. La liberté prise avec la réalité s'illustre par les observations apportées dans chaque manuel sur la volonté soviétique d'épargner Budapest de la destruction, précisant par exemple que Staline ordonne de ne pas utiliser d'artillerie lourde afin de ne pas détruire la ville, alors que sa destruction n'est autre que

²³² « Aceste întărește eforturile pentru sprijinirea războiului dus alături de Armata Sovietică, împotriva Germaniei hitleriste și a slugilor ei, horthyștii unguri. Uniunea Sovietică redă României Ardealul de Nord », *Istoria modernă și contemporană*, Op. cit. p. 118.

²³³ « Armata română – alături de Armata sovietică – a eliberat Transilvania de nord și a adus o mare contribuție la eliberarea Ungariei și Cehoslovaciei », Mureșanu Camil, Vesa Vasile. *Probleme fundamentale*, Op. cit. p. 142.

²³⁴ Petric Aron, Ionita Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*. Op. cit. p. 105-107.

²³⁵ Voir par exemple : Balogh Endre. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 263.

le signe de la fanatisation des fascistes²³⁶. En réalité, l'utilisation de l'aviation et de l'artillerie lourde soviétiques ravagent la ville dans un siège de plus de cent jours²³⁷.

Dans les manuels roumains, les combats se déroulant en Transylvanie bénéficient d'une plus large couverture, comme en 1969, où une demi-page est réservée au sujet. La libération des villes de Satu Mare et Carei (Nagykároly – Großkarol) le 25 octobre 1944 est célébrée comme la fin de l'occupation « [...] hitléro-horthyste » de la Roumanie²³⁸. Toutefois, le texte omet de rappeler qu'en 1945 les deux villes situées à proximité de la frontière hungaro-roumaine possèdent une population quasi-exclusivement magyare. Par ailleurs, par un décret du 1^{er} octobre 1959, cette date devient la Journée des Forces armées de la République populaire roumaine (*Ziua Forțelor Armate ale Republicii Populare Române*) et renforce ainsi le mythe de la libération. En 1983, les auteurs se distinguent en soulignant que l'intervention de l'armée roumaine pour libérer la Hongrie et la Tchécoslovaquie est une preuve de « [...] la solidarité du peuple roumain avec la cause des peuples voisins et amis »²³⁹. Cet aspect révèle l'atmosphère des années 1980, où le discours historique place toujours le peuple roumain du bon côté de l'histoire, rappelant ici la dette des peuples hongrois et tchécoslovaque envers la Roumanie pour son sacrifice. Le retour de l'armée roumaine dans la Transylvanie du Nord s'accompagne lui aussi de nombreuses exactions, commises principalement par des bataillons roumains, mais également par les forces germano-hongroises battant en retraite²⁴⁰. Néanmoins, aucune trace de ces crimes n'apparaît dans les livres scolaires hongrois. En Roumanie, seul l'ouvrage de Roller s'arrête sur les crimes commis en Transylvanie du Nord par les gardes de Maniu et des éléments de la Garde de fer, afin de discréditer le gouvernement en place en 1944 et de montrer le Parti communiste comme la seule organisation politique capable d'œuvrer pour la bonne entente des peuples hongrois et roumain²⁴¹.

Dans les premières années de l'ère communiste, la tendance commune est de passer sous silence la Shoah. L'antisémitisme est particulièrement fort en URSS, tout en étant encouragé par Staline, alors que l'Union soviétique et les communistes ne peuvent être concurrencés en tant que victimes ou adversaires du fascisme. Ainsi, c'est sous l'appellation de

²³⁶ Ungváry Krisztián. *Budapest ostroma*, Corvina, Budapest, 2013. p. 130-141.

²³⁷ L'une des meilleures illustrations au phénomène se retrouve dans l'ouvrage de 1951, voir : Lukács Lajos. *A magyar nép*, Op. cit. p. 215-223.

²³⁸ « [...] hitleristo-horthystă », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 345.

²³⁹ « [...] solidaritatea poporului român cu cauza popoarelor vecine și prietene », Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*. Op. cit. p. 116.

²⁴⁰ Balogh L. Béni. « Impériumváltások Erdélyben és az 1944-1945-ös fordulat », *Korunk*, vol. 26, n°5, 2015. p. 72-79.

²⁴¹ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 794.

massacre de citoyens qu'est alors désigné la Shoah²⁴². Des plus de 160 000 juifs que compte la Transylvanie du Nord, environ 35 à 40 000 survivent à l'extermination. Comme le démontre Attila Gidó, l'historiographie roumaine de la période communiste se concentre sur la déportation des juifs par la Hongrie et omet les déportations orchestrées par la Roumanie. À l'image du grand frère soviétique, le thème devient tabou jusqu'aux années 1960, avant de réapparaître dans l'historiographie au cours des années 1970. Dans le cadre de la réhabilitation du maréchal Antonescu et de la cristallisation des relations avec Budapest et la minorité hongroise, les historiens roumains concentrent leurs recherches sur la Transylvanie du Nord et délaisse les autres régions roumaines²⁴³. L'historiographie roumaine de la période communiste impute donc la déportation de la population juive de Transylvanie à la Hongrie horthyste. Dans les manuels scolaires, Mihail Roller ne fait que d'éparses remarques dépourvues d'explications sur les lois antisémites promulguées en Roumanie, alors que les déportations et les massacres sont totalement absents de récit et où seul l'internement de "citoyens" est évoqué²⁴⁴. Les manuels postérieurs se montrent tout aussi laconiques sur la déportation des Juifs organisée par la Roumanie²⁴⁵.

Le chemin emprunté par l'historiographie hongroise s'écarte de celui de son pendant roumain à partir des années 1960. Après les années de gel politique, les sciences historiques retrouvent une certaine liberté de manœuvre dans la recherche sur l'extermination des Juifs de Hongrie qui selon les recherches les plus fiables fait plus de 564 000 victimes²⁴⁶. Les deux manuels de 1945 rappellent la montée en puissance de l'antisémitisme dans la Hongrie de l'entre-deux-guerres, dont l'une des causes est la concurrence économique avec les élites traditionnelles et la petite bourgeoisie dans un marché réduit par le traité de Trianon²⁴⁷. De son côté, la guerre cause la mort de 600 000 à 700 000 Hongrois, sans fournir de plus amples précisions. Aucun passage ne traite de l'extermination des Juifs hongrois alors que les nombreuses pertes hongroises sont imputées au coup d'État de Ferenc Szálasi du 15 octobre 1944²⁴⁸. En 1951, seules les exactions commises à l'encontre des Juifs de Budapest et par les Croix-fléchés sont évoquées, ainsi qu'en une ligne le massacre de centaines de milliers de Juifs,

²⁴² Cioflâncă Adrian. « A "Grammar of Exculpation" in Communist Historiography: Distortion of the History of the Holocaust under Ceausescu », *Romanian Journal of Political Science*, vol. 4, n°2, 2004. p. 30-32.

²⁴³ Gidó Attila. « Az észak erdélyi holokauszt romániai historiográfiája és interpretációja », *REGIO*, vol. 27, n°1, 2019. p. 142-153.

²⁴⁴ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 767-768 ; 805-808.

²⁴⁵ Pour une analyse, voir : Bărbulescu Ana, Degeratu Laura, Gușu Cosmina. « The Holocaust as Reflected in Communist and Post-Communist Romanian Textbooks », *Intercultural Education*, vol. 24, n°1-2, 2013. p. 41-60.

²⁴⁶ Braham L. Randolph. *The Politics of Genocide: The Holocaust in Hungary*, vol. 1, Columbia University Press, New York, 2000. p. 251-254.

²⁴⁷ Olasz Lajos. « Magyarország második világháborús részvételének ábrázolása », Op. cit. p. 94.

²⁴⁸ Kosáry Domokos, Mérei Gyula. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig*, Op. cit. p. 170.

femmes, enfants et vieillards compris²⁴⁹. En 1966 et 1968, les auteurs spécifient la déportation de 450 000 juifs hongrois, dont 75 % à 80 % trouve la mort dans les camps de concentration ou dans les chambres à gaz²⁵⁰. Aucun passage des différents livres scolaires hongrois ne concerne la déportation de la population juive de Transylvanie.

3) Le sort de la Transylvanie après la guerre

À la suite de l'éviction des troupes germano-hongroises de la partie septentrionale de la Transylvanie, le gouvernement roumain aspire à réadministrer le territoire au plus vite pour entériner sa réintégration. Moscou accède à la requête roumaine, avant de récupérer son administration entre novembre 1944 et mars 1945 devant le chauvinisme du gouvernement roumain, ainsi qu'en raison d'un choix stratégique²⁵¹. En effet, il permet de placer Moscou dans une situation de force vis-à-vis des gouvernements provisoires et de favoriser les communistes hongrois et roumains en faisant miroiter une issue positive aux deux parties dans la question transylvaine. L'indécision de façade des Soviétiques permet de renforcer le poids des communistes dans les gouvernements, puisque ces derniers sont perçus comme des interlocuteurs privilégiés des négociations avec le Kremlin²⁵². Le premier gouvernement mis en place après le 23 août 1944 jusqu'au 2 décembre 1944 est dirigé par Constantin Sănătescu (1885-1947). Ce militaire exprime une certaine germanophobie et participe au coup d'État du 23 août. Nicolae Rădescu (1874-1953), également militaire, dirige quant à lui le second gouvernement formé après le renversement d'Antonescu jusqu'au 1^{er} mars 1945²⁵³. La nomination de Petru Groza au poste de Premier ministre par le roi en mars 1945 se fait sous la pression des Soviétiques qui en échange autorisent le gouvernement roumain à réadministrer la région²⁵⁴.

En Roumanie, les premiers manuels scolaires (1947, 1956, 1960) dénigrent fortement la politique des nationalités du premier gouvernement au pouvoir à la suite du coup d'État du 23 août 1944, témoignage de la farouche opposition aux partis traditionnels. Toutefois, le chantage soviétique est totalement omis par les auteurs. Mihail Roller écrit que : « Les crimes commis contre la population hongroise, l'incitation à la haine nationale et les troubles dans le

²⁴⁹ Lukács Lajos. *A magyar nép*, Op. cit. p. 219.

²⁵⁰ Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem a gimnáziumok IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 304. ; Balogh Endre. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 258.

²⁵¹ Nagy Mihály Zoltán, Vincze Gábor (dir.). *Autonomiști și centraliști*, Op. cit. p. 11-98.

²⁵² Olti Agoston. « Comuniștii români și problema Ardealului, 1944-1946 », Olti Agoston, Gidó Attila. *Minoritatea maghiară în perioada comunistă*, Kriterion, Cluj-Napoca, 2009. p. 77-114.

²⁵³ Constantiniu Florin. « La Roumanie de 1944 à 1989 », Fischer Galati Stephen, Giurescu Dinu, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Une histoire des Roumains*, Op. cit. p. 339-344.

²⁵⁴ Bottóni Stefano. *Long awaited West*, Op. cit. p. 39-42.

dos de l'armée soviétique forcèrent le gouvernement soviétique à retirer l'administration de la Transylvanie du Nord des mains du gouvernement Rădescu »²⁵⁵. Ce dernier est par ailleurs considéré comme fasciste, qualification à replacer dans le contexte des luttes politiques secouant les démocraties populaires après 1945. En 1960, des propos identiques apparaissent dans une demi-page intitulée "La réunion du nord de la Transylvanie avec la Roumanie" (*Reunirea nordului Transilvaniei cu România*) où Rădescu et Sănătescu sont accusés de ne pas avoir donné aux minorités nationales l'égalité des droits avec les Roumains, ni les libertés démocratiques. À l'instar de la politique conduite contre les masses laborieuses roumaines, les deux gouvernements mènent une politique chauviniste contre les travailleurs des nationalités par des "actions terroristes", bien qu'aucune explication ne soit fournie sur leur teneur. Ces exactions auraient alors poussé le commandement soviétique à assurer le contrôle administratif de la région jusqu'à l'instauration d'un gouvernement populaire démocratique le 9 mars 1945.

En 1969 et 1983, selon les descriptions faites par les auteurs, le gouvernement de Sănătescu demeure majoritairement réactionnaire²⁵⁶. En 1983, des propos du même acabit se retrouvent, où les tentatives de détournements nationalistes et chauvinismes des partis traditionnels sont combattues par le Parti communiste : « Le Parti communiste fit campagne pour attirer et mobiliser les masses de base des nationalités dans la lutte commune du peuple dans son entier pour la reprise économique et la démocratisation du pays »²⁵⁷.

Selon Mihail Roller, l'établissement du gouvernement de Petru Groza forme l'expression de la victoire de la démocratie dans le pays, avec le soutien de l'ensemble de la population. Afin de renforcer sa légitimité et son importance, l'auteur accorde une page au retour de l'administration roumaine en Transylvanie du Nord, sans oublier de spécifier qu'il se fait avec l'autorisation et la bienveillance de Moscou. Dans le cadre de la politique de promotion de l'URSS, un discours d'Andrei Vychinski est cité, où ce dernier insiste sur le fait que : « Aujourd'hui pour la première fois dans l'histoire, l'Armée rouge, après avoir chassé les Allemands du nord de la Transylvanie, l'a rendue au peuple roumain sans s'emparer d'un seul centimètre de territoire »²⁵⁸.

²⁵⁵ « A magyar lakosság ellen elkövetett büntetések, a nemzeti gyűlölködésszítása, zavar keltése a szovjet hadsereg hátában, arra kényszerítette a szovjet kormányt, hogy kivegye a Rădescu-kormány kezéből Észak-Erdély igazgatását », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 794.

²⁵⁶ Groza Alexandru Cristian. « The Sovietisation of Romania – the first two years behind the Curtain of Propaganda », *Journal of Education Culture and Society*, vol. 7, n°2, 2016. p. 367-369.

²⁵⁷ « Partidul Comunist Român a militat pentru atragerea și mobilizarea maselor de bază ale naționalităților la lupta comună a întregului popor pentru refacerea economică și democratizarea țării », Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*. Op. cit. p. 125.

²⁵⁸ « Ma történik először a történelemben, hogy a Vörös Hadsereg elűzte a németeket Észak-Érdelyből, visszaadta azt a román népnek anélkül, hogy akár egyetlen centiméternyi területet is elragadt volna », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 797.

La période de transition semi-démocratique que connaît la Roumanie jusqu'à la fin de l'année 1947 et l'abdication du roi est jugée – dans les deux pays – comme une « [...] révolution populaire-démocrate »²⁵⁹. À l'image des trois sous-périodes que connaît la Roumanie entre 1947 et 1989, des évolutions apparaissent dans le traitement des années de transition. Les manuels de Mihail Roller (1947, 1956) et de Dumitru Almaş, George Georgescu-Buzău et Aron Petric (1960) s'attachent à dénigrer les gouvernements provisoires jusqu'à l'avènement du gouvernement démocratique de Petru Groza, imposé par les Soviétiques. Par la suite, Constantin Daicoviciu et Miron Constantinescu (1969) atténuent leur animosité, formant en ce sens un intermédiaire avec l'ouvrage d'Aron Petric et Gheorghe Ioniță (1983), bien plus conciliant envers les gouvernements de Sănătescu et de Rădescu. Dans le cas de Petru Groza, peu de différences se dégagent, sa nomination étant toujours perçue comme le synonyme de l'avènement de la démocratie en Roumanie.

L'assujettissement total du contenu des manuels scolaires aux intérêts politiques s'illustre au travers de la représentation des dirigeants communistes roumains au cours de ces années de transition. Comme le démontre Ștefan Bosomitu, sur le modèle soviétique, les biographies des figures du Parti se multiplie après 1945²⁶⁰. Une partie importante de ces ouvrages est consacrée à la vie des protagonistes avant leur arrivée aux affaires, où l'origine sociale et l'enfance sont amplement abordées. Dans le champ du manuel scolaire, ces dernières sont particulièrement fluctuantes, puisque si dans la première version du manuel Roller de 1947, Vasile Luca fait partie des dirigeants communistes luttant contre le régime bourgeois, l'édition de 1956 le présente comme un traître de la cause communiste depuis l'entre-deux-guerres. Proche d'Ana Pauker, il est purgé par Gheorghiu-Dej qui voit en eux des concurrents potentiels. Ce discours se maintient dans les manuels ultérieurs, sans toutefois faire de référence à son identité hongroise²⁶¹. Lucrețiu Pătrășcanu, dirigeant du Parti communiste arrêté sur les ordres de Gheorghiu-Dej en 1948, est totalement absent des manuels de 1947, 1956 et 1960. En 1968, il est réhabilité à titre posthume par Ceaușescu et il est dès lors célébré dans le manuel de 1969 comme premier ministre communiste de Roumanie, dont sa nommination est décrite comme le résultat de la pression populaire et du large soutien des masses pour les communistes²⁶².

Au lendemain de la guerre, la solidarité dépassant le cadre national proposé par le communisme attire un certain nombre de Hongrois de Transylvanie²⁶³. Dès lors de nombreux

²⁵⁹ « [...] revoluția popular-democrată », Mureșanu Camil, Vesa Vasile. *Probleme fundamentale*, *Op. cit.* p. 182.

²⁶⁰ Bosomitu Ștefan. « The Biographies of the Romanian », *Op. cit.* p. 171-178.

²⁶¹ Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, *Op. cit.* p. 382-383.

²⁶² Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 349.

²⁶³ Fülöp Anna. *La Transylvanie dans les relations roumano-hongroises vues du quai d'Orsay (septembre 1944-*

Hongrois se rapprochent du Parti communiste roumain, bien qu'ils soient déjà en majorité relative au cours de l'entre-deux-guerres²⁶⁴. Si cet aspect révèle donc une part de véracité, l'ensemble des manuels scolaires roumains accentue largement la popularité du Parti, montrant ce dernier comme l'unique force capable de fédérer les forces productives pour la construction du socialisme de la patrie commune²⁶⁵.

Une fois de plus, une réforme agraire est introduite en 1945. Celle-ci est soutenue par le Front national démocrate (*Frontul Național Democrat*), composé du Parti social-démocrate, du Front des laboureurs, ainsi que de différents petits partis de gauche qui lancent la réforme en 1945. Comme toujours, la problématique de la réforme agraire porte sur les profondes différences sociales existant entre Magyars et Allemands d'un côté et Roumains de l'autre²⁶⁶. C'est ainsi que dans le *județ* de Cluj, 74,5 % des expropriés sont Hongrois pour seulement 15,3 % des bénéficiaires, alors qu'ils représentent 28,2 % de la population selon le recensement de 1956²⁶⁷.

La réforme agraire de 1945 menée en Hongrie est décrite comme l'achèvement du programme de 1848, ce qui permet ainsi de l'inscrire dans la continuité d'une histoire nationale et de s'approprier le souvenir de la révolution. En ce qui concerne la réforme agraire conduite en Roumanie, peu d'informations apparaissent dans les livres scolaires hongrois, dans la mesure où les récits délaissent l'histoire de la Transylvanie. Dans l'ouvrage d'histoire universelle de Péter Hanák (1952), il est possible de lire à son sujet que : « Le peuple roumain remporta la lutte pour la répartition des terres », selon une sémantique caractéristique des années 1950 qui omet totalement la dimension nationale de la réforme agraire²⁶⁸. En 1966, à l'instar des autres démocraties populaires, la suppression de la classe des grands propriétaires en Roumanie est signalée comme une étape importante sur la route venant à l'avènement du socialisme²⁶⁹.

En Roumanie, Roller réserve sept pages à la réforme agraire de 1945, attestant de sa centralité dans le discours de légitimation communiste. Il est entre autres précisé que les terres redistribuées concernent celles des citoyens allemands ou roumains de nationalité allemande ayant collaboré avec l'Allemagne nazie, des criminels de guerre et des propriétaires terriens

décembre 1947), Centre de ressources pour la diversité ethnoculturelle, Cluj-Napoca, 2006. p. 43-45.

²⁶⁴ Balogh L. Béni. « Impériumváltások Erdélyben és az 1944-1945-ös fordulat », *Op. cit.* p. 72-79.

²⁶⁵ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 351.

²⁶⁶ Lakatos Artúr. « Land Reform in Romania, 1945: Motives and Consequences », *Philobiblon*, vol. 19, n°2, 2014. p. 447-468.

²⁶⁷ Varga E. Árpád. *Erdély etnikai és felekezeti statisztikája*, *Op. cit.* <http://varga.adatbank.transindex.ro/?tel=&megye=13&x=7&y=5&pg=2&k=30> [consulté le 19-11-2022]

²⁶⁸ « A román nép győzelmesen vívta meg a földosztásért folyó harcot », Hanák Péter. *Egyetemes történelem (Legújabb kor): középiskolák számára*, *Op. cit.* p. 111.

²⁶⁹ Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem az általános gimnáziumok 4. osztálya számára*, *Op. cit.* p. 313.

s'étant enfuis dans des pays en guerre avec la Roumanie après le 23 août 1944. S'il est possible de prendre les terres des propriétaires terriens de nationalité allemande au nom de la responsabilité collective, ces confiscations sont difficiles à mettre en œuvre dans le cas des Hongrois. Les deux autres catégories ci-dessus – et tout particulièrement dans le cas de la dernière – sont des références implicites aux Hongrois. Or, l'avènement de la fraternité entre les peuples socialistes frères ne permet pas d'adresser d'attaques frontales à l'encontre de la communauté magyare. Une analyse marxiste rigoureuse lui est préférée, où les propriétaires terriens dans leur intégralité sont accusés de spolier la paysannerie et le pays²⁷⁰. L'ouvrage de 1983 mentionne lui aussi que les citoyens allemands et roumains ayant collaboré avec les forces hitlériennes furent expropriés sans compensation et leurs terres données à des soldats ayant lutté contre le fascisme. Si rien n'apparaît sur le cas des propriétaires terriens hongrois, il est toutefois précisé qu' « [...] aux côtés des paysans roumains, plus de 90 000 paysans appartenant aux nationalités cohabitantes reçurent des terres »²⁷¹. Cette référence permet une nouvelle fois de placer le Parti comme le bienfaiteur de la classe laborieuse, indépendamment de son appartenance nationale.

Le traité de Paris, signé le 10 février 1947, rend caduques les deux arbitrages de Vienne et ramène la Hongrie à ses frontières de 1938, à l'exception de trois villages transférés à la Tchécoslovaquie. Selon les conditions de l'armistice roumano-soviétique conclu le 12 septembre 1944, Moscou s'engage à garantir la restitution de toute la Transylvanie ou de sa majeure partie. Les deux pays s'étant battus contre l'URSS et ayant été "libérés" par l'Armée rouge, la question des frontières revient au Kremlin, les Anglo-Américains ne jouant que le rôle d'observateurs²⁷². En connaissance de l'importance du territoire dans la conscience collective hongroise, et dans le cadre de la politique de légitimation de la coalition, la délégation hongroise ne souhaite pas renoncer à un tracé des frontières plus favorable. Les partis traditionnels s'activent pour obtenir une modification des frontières, tout particulièrement en ce qui concerne une bande de territoire s'étirant le long de la frontière hungaro-roumaine, majoritairement peuplée de Hongrois avec des villes comme Oradea, Carei ou encore Satu Mare. Cependant, ces revendications ne font pas l'objet d'une campagne active de communication dans la société hongroise entre 1945 et 1947²⁷³. L'éventualité d'une restauration de la Hongrie dans ses frontières historiques est abandonnée par la diplomatie hongroise et les seuls espoirs de

²⁷⁰ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 797-804.

²⁷¹ « [...] alături de țărani români au primit pămînt peste 90 000 de țărani apartinînd naționalităților conlocuitoare », Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*. Op. cit. p. 132.

²⁷² Fülöp Anna. *La Transylvanie dans les relations roumano-hongroises*, Op. cit. p. 24-28.

²⁷³ Mevius Martin. *Agents of Moscow*, Op. cit. p. 111-112. ; 143-146.

révisions se trouvent dans la question de la frontière hungaro-roumaine. De son côté, le Parti communiste s'oppose à toute révision territoriale²⁷⁴.

En Hongrie, le traité bénéficie d'une image très positive lorsqu'il est mentionné, comme dans le cas de l'ouvrage rédigé par Lajos Lukács en 1951 : « Grâce à la lutte libératrice et à l'aide constante de l'Union soviétique, la Hongrie retrouva son indépendance et sa souveraineté étatique, qui lui manquaient depuis des siècles »²⁷⁵. Le contraste avec le passage relatif au traité de Trianon est notable, puisque si le premier constitue une injustice impérialiste venue de l'Ouest, le second issu de l'Est, offre quant à lui la liberté et l'indépendance au pays. Cette divergence dans l'interprétation témoigne de l'alignement sur l'Union soviétique et de la tendance à attribuer une image positive à tout ce qui provient d'elle. Le manuel de Tibor Szamuely et György Ránki (1966) montre quant à lui que les frontières de 1938 sont restaurées, sans tenir compte des modifications des frontières obtenues par la Hongrie horthyste pour sa participation dans l'agression fasciste²⁷⁶. En 1983, le paragraphe réservé au traité de Paris décrit ce dernier comme la garantie de l'indépendance de la Hongrie, ainsi que l'égalité pour l'ensemble des citoyens du pays. En ce qui concerne les frontières, il est précisé qu'il ne reconnaît pas l'élargissement du pays obtenu grâce à l'alliance avec l'Allemagne hitlérienne et rétablit les frontières de 1937²⁷⁷.

En Roumanie, la position adoptée dans les différentes éditions du manuel de Roller s'inscrit dans le cadre de la stratégie de promotion du Parti par le patriotisme. En premier lieu, le manuel expose le *PCR* comme l'unique formation politique du pays luttant contre le diktat de Vienne. À l'instar des manuels hongrois, l'auteur ne manque pas de souligner le soutien soviétique, rappelant « la contribution du gouvernement soviétique à l'annulation de la décision de l'arbitrage de Vienne sur la Transylvanie et l'assistance pour la libération de la Transylvanie »²⁷⁸. L'auteur insiste sur la volonté des puissances impérialistes de punir les anciens alliés d'Hitler afin de favoriser leur subordination, tandis que l'URSS fait tout son possible pour limiter les sanctions économiques imposées à la Roumanie et garantir son indépendance. Il est

²⁷⁴ Romsics Ignác. « Erdély helye a magyar külpolitikai gondolkodásban, 1918-1947 », *Acta Academiae Agriensis*, n°44, 2017. p. 545-550. Sur la position des grandes puissances quant au sort de la Hongrie à la suite de la Seconde Guerre mondiale, voir : Romsics Ignác. « La politique des grandes puissances et la Hongrie: pendant et après la Deuxième Guerre mondiale », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°200, 2001. p. 83-98.

²⁷⁵ « Magyarország, a Szovjetunió felszabadító harcának és állandó segítségének eredményeként, visszaszerezte állami függetlenségét, szuverenitását, melyet évszázadok óta nélkülözött », Lukács Lajos. *A magyar nép*, Op. cit. p. 225.

²⁷⁶ Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem a gimnáziumok IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 335.

²⁷⁷ Závodszky Géza. *Történelem a gimnázium III. osztálya*, Op. cit. p.

²⁷⁸ « A szovjet kormány hozzájárulása az Erdélyre vonatkozó békeli döntőbírósági határozat hatálytalanításához és segítségnyújtás Erdély felszabadításának kérdésében », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, Op. cit. p. 758.

à noter que le récit relatif à la conférence de paix de Paris ne s'arrête pas sur la question territoriale et opte plutôt pour un discours dithyrambique à l'endroit de l'URSS. En 1960, le même discours, cumulant culte de l'URSS, mais mettant cette fois l'accent sur la récupération de la Transylvanie du Nord, est adopté par les auteurs :

« Grâce à cela, l'unité nationale de notre État fut restaurée, une unité qui avait été détruite par l'odieux Diktat de Vienne. La réunification du nord de la Transylvanie avec la Roumanie fut une occasion de grande joie pour notre peuple et de gratitude pour le soutien politique apporté à la Roumanie par l'Union soviétique »²⁷⁹

Deux éléments sont à relever dans cet extrait. D'une part, il est possible d'observer que bien avant l'avènement du national-communisme, la Transylvanie bénéficie d'une place singulière dans la construction du discours national. De l'autre, la mise en avant de la récupération de la Transylvanie grâce au concours soviétique permet d'œuvrer pour un renforcement de la sympathie à son égard et dans le même temps de faire oublier l'annexion de la Bessarabie. Ce même ouvrage affirme que l'Union soviétique fut le seul soutien de la Roumanie, alors que les puissances impérialistes souhaitaient lui imposer des conditions de paix asservissantes et particulièrement difficiles.

En 1969, les auteurs reprennent les arguments avancés par la délégation roumaine tels que l'effort de guerre fourni contre les forces de l'Axe, les réformes de démocratisation entreprises dans le pays et la nécessité de créer un climat favorable de collaboration internationale en annulant le Second arbitrage de Vienne²⁸⁰. À la suite de la signature du traité, il est énoncé que la Roumanie se démarque par un important travail de développement des relations internationales afin de consolider la paix. Si la Hongrie n'apparaît pas ici, il semble évident qu'il s'agit d'une référence dédiée à montrer la volonté roumaine de bâtir de bonnes relations, dans la mesure où Budapest ne s'ingère pas dans les affaires intérieures roumaines et respectent les frontières établies par les traités de paix. Ce passage est à mettre en rapport avec les positions adoptées par le gouvernement de Petru Groza, lui-même magyarophone et magyarophile. Il aspire à jeter les bases de nouvelles relations entre Bucarest et Budapest, néanmoins le rétablissement des frontières est une condition *sine qua non* des bons rapports entre les deux pays²⁸¹.

En 1983, une page traite de la conférence, puis du traité de paix, dont la moitié est

²⁷⁹ « Prin aceasta s-a restabilit unitatea națională a statului nostru, unitate ce fusese știrbită prin odiosul Diktat de la Viena. Reunirea nordului Transilvania cu România a fost un prilej de mare bucurie pentru poporul nostru și de recunoaștere pentru sprijinul politic acordat României de Uniunea Sovietică », Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 372.

²⁸⁰ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 358-359.

²⁸¹ Fülöp Anna. *La Transylvanie dans les relations roumano-hongroises*, Op. cit. p. 43-45.

couverte par une photo de la délégation roumaine présente à Paris. Le texte ne tarit pas d'éloges sur son travail, insistant sur l'aide fournie par le peuple roumain dans la victoire sur le fascisme, les nombreux efforts de réformes et la démocratisation accomplis dans le pays. Les auteurs émettent plusieurs critiques à l'égard des grandes puissances, dont la plus sévère concerne l'absence de reconnaissance du statut de cobelligérant à la Roumanie, en dépit de ses sacrifices dans la guerre contre le fascisme. Il est également rappelé que si le traité reconnaît l'annulation du Second arbitrage de Vienne, la Transylvanie du Nord a été libérée par les troupes soviétoroumaines. Dans la continuité du manuel de 1969, les auteurs affirment que la signature du traité inaugure pour la Roumanie une période d'intense activité diplomatique au cours de laquelle elle s'engage pour la paix dans le monde et un élargissement de la collaboration internationale, tout particulièrement avec l'Union soviétique et les pays voisins²⁸².

²⁸² Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României. Op. cit.* p. 137-138.

X. Vivre le territoire

La représentation de la Transylvanie contemporaine dans les manuels scolaires des régimes communistes trahit, d'une part l'idéologisation de l'histoire et de la géographie et de l'autre, le rapport entretenu au présent au travers de ce territoire disputé. En effet, il a été démontré que la région joue un rôle prépondérant dans l'histoire des deux nations, alors que dans le cas hongrois, elle sort presque entièrement du cadre national lorsque l'histoire post-Trianon est traitée. La tendance commune aux deux pays est de se montrer dithyrambique à l'égard des résultats obtenus par les pays socialistes, dont la Roumanie. C'est par ce prisme que s'exprime l'histoire postérieure à la libération et l'établissement du socialisme.

Outre les récits proposés par les manuels d'histoire, ceux de géographie sont également mobilisés. Au travers de la géographie physique, c'est le rapport à la frontière, au territoire ou encore les informations relatives aux ressources naturelles de Transylvanie qui permettent de mettre au jour la relation avec celle-ci. Pour ce qui est de la géographie humaine, les positions adoptées quant à l'aménagement du territoire ou encore concernant des villes ou régions centrales dans la construction mémorielle hongroise ou de la minorité allemande, mais appartenant à la Roumanie sont questionnées.

1) L'établissement du communisme : la résolution de la question nationale ?

La position officielle de l'URSS sur la question nationale est de considérer cette dernière comme réglée, le socialisme garantit *de facto* l'égalité entre les travailleurs et met fin au nationalisme, phénomène bourgeois et capitaliste²⁸³. Le transfert de valeurs s'opérant vers les démocraties populaires se traduit par la reproduction du même discours. L'emphase est placée sur le respect du droit des minorités dans chaque État du bloc communiste et l'étroite collaboration entre ces dernières sous l'égide de Moscou. La réalité est naturellement bien plus complexe et la négation de cette problématique représente entre autres l'un des facteurs favorisant les troubles interethniques se rencontrant dans plusieurs anciens États communistes au lendemain de leur chute au début des années 1990²⁸⁴.

L'attention se porte ici sur les positions relatives à la question nationale, ainsi que le traitement des minorités de Roumanie. Il est à noter que cette thématique ne soulève qu'un intérêt limité auprès des auteurs de manuels, tant en Hongrie qu'en Roumanie. Ces derniers lui

²⁸³ Graziosi Andrea. *Histoire de l'URSS*, Presses Universitaires de France, Paris, 2010. p. 469-479.

²⁸⁴ À propos des émeutes entre Hongrois et Roumains de mars 1990 dans la ville de Târgu Mureş, voir : László Márton, Novák Csaba Zoltán. *A szabadság terhe. Marosvásárhely, 1990. március 16-21*, Pro-Print, Miercurea-Ciuc, 2012. 299 p.

préfèrent l'établissement du socialisme et de longues descriptions relatives aux résultats économiques et sociaux obtenus dans les démocraties populaires. L'internationalisme permet dès lors de renforcer l'opposition avec les régimes d'avant-guerre et tout particulièrement dans les livres scolaires publiés avant la fin des années 1960. L'installation de gouvernements entièrement communistes va de pair avec le règlement de la question nationale sur la base des principes leninistes. À propos de la prise de pouvoir communiste, elle traduit la volonté populaire, précipitée par les "tentatives" de coups d'État des partis bourgeois, réactionnaires et fascistes.

Le changement de modèle qu'implique le tournant politique de 1947-1948 se décèle parfaitement et transforme la représentation de la Roumanie dans les manuels scolaires hongrois. Le contenu des manuels publiés dans les années 1950 et 1960 s'en tient à de parcimonieuses descriptions analogues pour chaque démocratie populaire. Sur la base des principes leninistes et staliens, la question nationale est résolue et, basée sur le modèle soviétique, chaque minorité dispose des mêmes droits que la majorité. Les manuels plus tardifs maintiennent le cap de l'internationalisme et gardent une importante distance vis-à-vis des minorités hongroises. Dans les deux pays, la convergence forcée oblige les auteurs à louer la politique des nationalités établie par Staline. Dans cette considération, les questions des minorités et des frontières sont décrétées comme réglées. C'est ainsi que l'ouvrage de géographie de László Szabó (1950) rappelle que « La démocratie populaire de Roumanie assure le développement des nationalités sur la base des principes staliens des nationalités »²⁸⁵.

Néanmoins, ceci ne signifie pas que rien n'évolue entre les différents livres scolaires. La typologie établie par Nándor Bárdi concernant l'attitude du MDP/MSZMP envers les minorités d'outre-frontières s'applique également aux manuels scolaires²⁸⁶. Ágota Szirtes Jovérné (1984) consacre par exemple deux pages à une partie nommée "Les nationalités dans notre patrie. Les principales caractéristiques de notre politique des nationalités" (*Nemzetiségek hazánkban. Nemzetiségpolitikánk fő vonásai*). Il y est indiqué qu'en dépit du fait que la Hongrie est un État ne comptant que de faibles minorités nationales, le pouvoir leur accorde une attention toute particulière sur la base des principes leninistes. Le manuel – à l'instar des ouvrages de géographie analysés ultérieurement – reprend le concept du "rôle de passerelle" (*híd szerepe*) attribué aux minorités nationales, où ces dernières permettent le rapprochement de deux nations et le développement de l'internationalisme. À ce propos, l'auteure rappelle que l'État hongrois

²⁸⁵ « A román népi demokrácia a sztálini nemzetiségi elvek alapján biztosította a nemzetiségek fejlődését », Szabó László. *Földrajz: gimnáziumi első rész*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1950. p. 96.

²⁸⁶ Bárdi Nándor. « The History of Relations between Hungarian Governments », *Op. cit.* p. 64-65.

aide à maintenir et développer les relations de chaque nationalité – allemande, slovaque, yougoslave et roumaine – avec leur mère-patrie. L'évocation de ce rôle voué aux minorités nationales entre en confrontation directe avec la perception roumaine des minorités nationales. En effet, celles-ci incarnent des éléments indissociables, intrinsèques et internes à la patrie roumaine. Bien que cela se manifeste peu dans les livres scolaires, Bucarest voit d'un très mauvais œil l'intérêt de plus en plus prononcé de Budapest envers la communauté magyare de Transylvanie²⁸⁷.

En Roumanie, le manuel de Roller réserve une page et demie au sujet, tant dans les éditions de 1947 que de 1956. Le principal artisan de la stalinisation de l'historiographie roumaine énonce – à l'image des auteurs hongrois – le règlement de la question nationale par l'application des principes léninistes. Dans ce domaine également, l'Union soviétique est arborée comme le modèle parfait, puisque selon l'auteur, l'oppression des nationalités n'y existe plus²⁸⁸. Comme cela a été précédemment analysé, le retour de la Transylvanie à la suite de la Seconde Guerre mondiale est largement décrit et montré comme naturel et légitime, alors que la proclamation de la République populaire de Roumanie permet de résoudre la question nationale, comme l'esquisse le passage suivant : « Aujourd'hui, après que la glorieuse armée soviétique les eut libérés, Roumains et Hongrois se sont retrouvés dans le grand travail de construction du socialisme, dans les pas du grand peuple soviétique et avec son aide »²⁸⁹. Comme exprimé ci-dessus, il s'attache à démontrer le changement avec l'entre-deux-guerres, en fustigeant une fois de plus la politique des nationalités antérieure à mars 1945. L'arrivée au pouvoir du gouvernement de Petru Groza marque une nouvelle ère, faisant table rase du passé, tandis que l'instauration du communisme signifie pour les peuples cohabitants l'accès aux mêmes droits que les Roumains.

La ligne tracée par Mihail Roller se maintient dans les manuels de 1960 et 1969, où l'établissement du communisme coïncide toujours avec le règlement de la question nationale. Constantin Daicoviciu et Miron Constantinescu (1969) mettent tout autant en avant la lutte révolutionnaire commune des ouvriers roumains, hongrois et allemands pour une démocratisation de la patrie commune²⁹⁰. Il est à noter que dès l'ouvrage publié en 1960, seule l'expression de nationalité cohabitante est usitée²⁹¹. Ceci sous-entend qu'Allemands et

²⁸⁷ Földes György. *Magyarország, Románia*, *Op. cit.* p. 275-287.

²⁸⁸ Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, *Op. cit.* p. 806.

²⁸⁹ « Ma, miután a dicsőséges szovjet hadsereg felszabadította őket, románok és magyarok, újra egymásra találtak a szocializmus építésének nagy művében, a nagy szovjet nép példája nyomán és segítségével », Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története*, *Op. cit.* p. 577.

²⁹⁰ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, *Op. cit.* p. 351.

²⁹¹ Almaş Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, *Op. cit.* p. 383.

Hongrois de Roumanie ne sont qu'une composante de la nation roumaine, tandis que de son côté Mihail Roller utilise conjointement les termes de peuple et de nationalité cohabitante.

Le manuel d'histoire contemporaine de 1983 traite – pour des raisons évidentes – bien plus en profondeur la période consécutive à l'instauration de la République populaire roumaine le 30 décembre 1947, devenant par ailleurs la République socialiste roumaine le 28 juin 1965. Un premier renvoi aux minorités nationales est fait à l'occasion d'un passage relatif à l'élection des conseils populaires, où les Roumains et les nationalités cohabitantes élurent avec les mêmes droits les nouveaux organes locaux du pouvoir²⁹². Néanmoins, les 130 pages abordant la période consécutive à l'instauration de la république ne font que de rares références aux autres groupes nationaux vivant en Roumanie, à l'exception d'un sous-chapitre de six pages dénommé "Dans l'esprit d'unité et de fraternité" (*În spiritul unității și frăției*), dont trois pages sont constituées de photos²⁹³. À l'image des ouvrages précédents, la résolution de la question nationale demeure exposée comme l'une des priorités du Parti, dont l'unique solution est la voie vers le socialisme²⁹⁴. La justice sociale offre le cadre permettant de mettre fin à l'oppression sociale et nationale, tandis que le mérite de ces glorieux résultats revient entièrement au Parti communiste roumain. Si le Parti est à l'initiative de la résolution de la question nationale, ce dernier ne fait que s'inspirer de la tolérance naturelle des Roumains, comme l'illustre le passage suivant :

« L'écoulement de siècles de luttes tumultueuses pour la libération nationale et sociale généra une série de particularités dans le développement national du peuple roumain, se manifestant tout particulièrement par la sympathie et la solidarité avec les nationalités cohabitantes »²⁹⁵

Cette bienveillance se développa en dépit de la politique d'oppression des envahisseurs étrangers, renvoi implicite aux Ottomans, aux Habsbourg, mais aussi aux Hongrois. Ce passage se retrouvant dans la partie réservée à la description des minorités nationales permet là aussi de mettre en évidence l'exceptionnalité des Roumains. La représentation des minorités dans les organes étatiques et du Parti est montrée comme parfaite, puisque présentes dans toutes ses instances. Or, toutes ces allégations entrent en contradiction avec l'évolution de la nature de la relation entre Bucarest et ses minorités nationales, comme cela a été développé dans le premier chapitre²⁹⁶. De son côté, l'iconographie fait la part belle au "conducteur bien-aimé"

²⁹² Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*. Op. cit. p. 146.

²⁹³ Ibid. p. 162-168.

²⁹⁴ Cet aspect apparaît également dans l'ouvrage d'histoire universelle de 1979 : Mureșanu Camil, Vesa Vasile. *Probleme fundamentale*, Op. cit. p. 182.

²⁹⁵ « Scurgerea veacurilor de zbuciumate lupte desfășurate pentru elibarea națională și socială a generat o serie de particularități în dezvoltarea națională a poporului român, în mod deosebit evidențindu-se simpatia și solidaritatea cu naționalitățile conlocuitoare », Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*. Op. cit. p. 163.

²⁹⁶ Se rapporter aux pages 46-53.

(*conducătorul iubit*) puisque quatre photos montrent Nicolae Ceaușescu entouré par une foule enthousiaste lors de visites se déroulant dans le Pays sicule, bien que ce dernier ne soit pas identifié dans les récits, où seul le nom de la commune est précisé. L'une concerne une visite dans une usine et les trois autres des manifestations de soutien et de joie de la population magyare envers le "génie des Carpates". Les travaux de Csaba Zoltán Novák démontrent que le dirigeant roumain se montre volontiers avec les minorités et prononce même quelques mots en hongrois afin de témoigner de son ouverture envers les Hongrois, bien que ses gestes ne soient que symboliques et contrastent avec la gestion des minorités par Bucarest au cours des dernières décennies du régime²⁹⁷. Le manuel de géographie de 1986 corrobore ce propos et reprend la rhétorique utilisée par le Parti sur la question des minorités nationales :

« Pendant les années de construction socialiste, grâce à la politique avisée du Parti, l'égalité des droits fut établie entre le peuple roumain et les nationalités cohabitantes dans tous les domaines de la vie économique, politique, sociale et culturelle. Les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, vivent dans une véritable fraternité, participant avec un grand dévouement à la création dans notre patrie de la société socialiste multilatéralement développée »²⁹⁸

Comme cela a été précédemment développé, l'accès à l'éducation dans la langue maternelle des minorités représente depuis le XIX^e siècle l'un des épicentres des tensions roumano-hongroises. Parmi les manuels hongrois, un seul (1984) se réfère au cas des minorités vivant en Hongrie, il indique que : « L'éducation des nationalités est une tâche de l'État. L'objectif n'est pas d'enseigner le hongrois aux enfants issus des nationalités, mais plutôt de leur apprendre à parler, écrire et lire dans leur propre langue à un niveau approprié »²⁹⁹. À ce sujet, les manuels roumains exposent tous la situation comme optimale pour les minorités. Toutefois, certaines nuances sont détectables et trahissent les évolutions que connaît le pouvoir roumain sur ce point. Dans l'ouvrage de Roller, un point relatif à la culture rappelle que la communauté hongroise dispose d'une université, ainsi que de 2 119 écoles primaires et de 240 écoles secondaires pour l'année 1946-1947³⁰⁰. Les mêmes propos se retrouvent dans le manuel de géographie de 1958, où les auteurs vantent les succès du socialisme au travers de l'ouverture

²⁹⁷ Novák Csaba Zoltán. *Aranykorszak? A Ceaușescu-rendszer magyarságpolitikája*, Op. cit. p. 51-52.

²⁹⁸ « În anii construcției socialiste, datorită politicii înțelepte a partidului, între poporul român și naționalitățile conlocuitoare s-a statoricit egalitatea în drepturi în toate domeniile vieții economice, politice, sociale și culturale. Oamenii muncii, indiferent de naționalitate, trăiesc în adevărată frăție, participând cu multă dăruire la făurirea societății socialiste multilateral dezvoltate în patria noastră », Giurcădeanu Claudiu, Mușat Iuliana, Ghica Gheorghe. *Geografia Republicii Socialiste România: manual pentru clasa a VIII-a*, Editura didactică și pedagogică, Bucarest, 1986. p. 91.

²⁹⁹ « A nemzetiségi oktatás állami feladat. Ennek nem az a célja, hogy a nemzetiségi gyerekeket magyarul tanítsa meg, hanem éppen az, hogy saját nyelvükön tanuljanak megfelelő szinten beszélni, írni és olvasni », Jóvérné Szirtes Ágota. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára 1914-1945*, Op. cit. p. 208-209.

³⁰⁰ Roller Mihail (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 851.

de 3 500 établissements scolaires à destination des minorités du pays³⁰¹. En 1960, plutôt que l'existence d'un réseau d'établissements appartenant aux minorités nationales, ce sont désormais les écoles accueillant élèves roumains et ceux issus d'autres groupes nationaux qui sont considérées comme l'illustration de la résolution du problème national :

« Ces dernières années, le réseau d'écoles uniques s'est continuellement développé, où des élèves roumains, hongrois, allemands et d'autres nationalités étudient ensemble. Cela montre le profond démocratisme de notre régime démocratique-populaire dans la résolution du problème national »³⁰²

C'est notamment le sort de l'université hongroise de Cluj, unie de force avec son pendant roumain en 1959 sur l'autel de la fraternité, alors que pour les établissements du primaire et du secondaire, cette même fraternité permet leur roumanisation progressive³⁰³. En 1969, l'enseignement demeure considéré comme l'un des principales réussites du PMR/PCR. Bien que vantant toujours l'ouverture de l'enseignement à tout citoyen du pays, indépendamment de sa nationalité, là aussi le propos évolue encore :

« L'éducation dans les langues des nationalités cohabitantes a été continuellement développée, les élèves de leurs rangs ont la possibilité de fréquenter, s'ils le souhaitent, des écoles dont la langue d'enseignement est le roumain où ils peuvent également étudier leur langue maternelle, des écoles à plusieurs sections ou encore des écoles nationales »³⁰⁴

Enfin, en 1983, seules cinq lignes s'arrêtent sur l'accès à l'éducation pour les minorités, où aux côtés du développement de l'enseignement dans leur langue maternelle, il est rappelé qu'il est indispensable pour eux d'apprendre la langue roumaine afin de tendre vers une réalisation complète du principe d'égalité³⁰⁵. La comparaison avec la teneur du propos dans l'ouvrage de Roller fournit une excellente illustration de l'évolution de la perception de la question nationale en Roumanie.

Le symbole le plus équivoque d'une résolution théorique de la question nationale s'incarne par la création de la Région autonome magyare en 1952. Les manuels de géographie hongrois et roumains publiés entre 1952 et 1968 font état de la création de la RAM en tant qu'expression de la résolution de la question nationale³⁰⁶. Au-delà de cette simple observation,

³⁰¹ Tufescu C. Victor, Giurcăneanu Claudiu, Banu C. Aurel. *Geografia RPR: manual pentru clasa a XI-a*, Editura de Stat Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1958. p. 147.

³⁰² « În ultimii ani s-a dezvoltat neconvenit rețeaua școlilor unice, în care învață împreună elevi români, maghiari, germani și de alte naționalități. Această arată adîncul democratism al regimului nostru democrat-popular în rezolvarea problemei naționale », Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 403.

³⁰³ Cet aspect a été traité dans le chapitre n°2, se rapporter aux pages 72 à 75.

³⁰⁴ « S-a dezvoltat continuu învățământul în limbile naționalităților conlocuitoare, elevii din rândurile acestora au posibilitatea să frecventeze, dacă doresc, școlile cu limba de predare română, unde pot studia și limba lor maternă, școli cu mai multe secții sau școli naționale », Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 387.

³⁰⁵ Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*. Op. cit. p. 166.

³⁰⁶ Vécsey Zoltán. *Földrajz: a gimnáziumok I. osztálya számára*, 7^e éd., Tankönyvkiadó, Budapest, 1962. p. 57.

aucune analyse ou information supplémentaire n'est ajoutée dans les récits. Après 1968, ni la minorité hongroise, ni le Pays sicule ne disparaissent des ouvrages, pour autant aucun auteur ne s'attarde sur la suppression de la Région autonome hongroise ou même son existence passée³⁰⁷.

Dans le même esprit, les excellentes relations entre les démocraties populaires sous l'égide du grand frère soviétique sont mises en avant sans une once de divergence de part et d'autre de la frontière. L'opposition concerne les ennemis de l'extérieur que sont les capitalistes, les impérialistes et de l'intérieur, les partis traditionnels, les koulaks, les saboteurs. La terreur s'abattant sur la population est absente des récits, mais évoquée en filigrane par la nécessité d'une vigilance accrue, et de tout instant, face aux ennemis du peuple. Mihail Roller évoque par exemple l'aide alimentaire fournie par les pays voisins en 1945 et 1946 en raison de la sécheresse et des mauvaises récoltes qui en résultent. Côté hongrois, l'ouvrage de 1966 rappelle que les accords signés avec les pays voisins témoignent de la bonne intégration de la Hongrie dans la famille des pays socialistes³⁰⁸. L'ouvrage de 1968 – consulté dans sa version de 1975 – évoque par exemple la possibilité de coopérer pour les partis communistes en dépit des divergences existantes. Ceci marque un tournant avec les manuels des années 1950, où toute décision venant de Moscou ne peut être remise en question et où l'unité du bloc communiste est mise en avant³⁰⁹. Dans le même esprit, le manuel de géographie de 1973 met en avant la coopération économique dans le cadre du CAEM ou encore la solidarité militaire au travers du Pacte de Varsovie³¹⁰. En 1966, l'aide fournie par le camp socialiste – mais principalement par l'Union soviétique – au peuple hongrois contre la contre-révolution de 1956 est évoquée, sans faire de référence à la Roumanie³¹¹. Si la frontière s'ouvre devant les marchandises, elle demeure opaque pour les populations et tout particulièrement dans le cas roumano-hongrois, ce qui n'est pas relevé dans les manuels scolaires des deux pays³¹².

2) La frontière et le territoire dans les manuels de géographie

Si la frontière sépare, elle peut aussi connecter. Or, le passé tumultueux, la rigidité des

³⁰⁷ Voir par exemple : Tóth Aurél. *Földrajz a gimnáziumok III. osztálya számára*, 7^e éd., Tankönyvkiadó, Budapest, 1973. p. 114.

³⁰⁸ Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem az általános gimnáziumok 4. osztálya számára*, Op. cit. p. 338.

³⁰⁹ Balogh Endre. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára*, Op. cit. p. 280.

³¹⁰ Tóth Aurél. *Földrajz a gimnáziumok III.*, Op. cit. p. 5-15.

³¹¹ Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem az általános gimnáziumok 4. osztálya számára*, Op. cit. p. 315.

³¹² L'historien Pierre Bouillon rappelle par exemple la réticence du gouvernement roumain à faire transiter des troupes hongroises en Roumanie dans le cadre des manœuvres communes des membres du Pacte de Varsovie. Bouillon Pierre. « Le réduit des Carpates : la Roumanie entre stratégie de défense asymétrique et intégration au pacte de Varsovie », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°259, 2015. p. 117.

gouvernements, ainsi que le manque de relations entre les citoyens des différents États socialistes laissent penser que la seconde fonction des frontières est largement déniée par les manuels de la période en dépit du discours officiel louant la coopération entre les membres du bloc socialiste. L'État s'accorde bien plus d'un cadre bien défini, aux réalités physiques établies, sans ambiguïté territoriale. Au travers des manuels de géographie, une certaine dualité se remarque. D'une part, les deux États tendent à montrer la toute-puissance des frontières, tout comme la réalité physique du territoire national³¹³. La perfection et la légitimité de ces dernières sont largement mises en exergue dans les deux pays, bien que le phénomène prenne une toute autre ampleur en Roumanie³¹⁴. De l'autre, il convient de souligner la coopération et l'amitié indéfectible entre les membres du bloc communiste.

Dans cette partie, le rapport à la frontière, ainsi que la représentation de l'espace forment les deux centres principaux d'intérêt. Sur le sujet, les manuels de géographie hongrois publiés avant 1948 présentent d'importantes particularités en comparaison des ouvrages ultérieurs. À l'instar des manuels d'avant-guerre, c'est le bassin des Carpates qui forme le cadre national hongrois dans les cinq manuels analysés et publiés entre 1945 et 1948, comme le révèle le titre d'un ouvrage rédigé par Gusztáv Kalmár en 1947 : *A kárpáti-medence és Magyarország földrajza* (Géographie du bassin carpatique et de la Hongrie). Si le bassin des Carpates est une notion centrale, avec une mise en avant de sa légitimité naturelle et historique, il n'est plus dépeint comme l'espace vital hongrois. Ils diffèrent également sur la question révisionniste, puisque les auteurs n'intègrent aucun élément explicitement irréductible. Ces divergences notables avec les manuels de l'entre-deux-guerres attestent des spécificités de la période de transition. Ils se distinguent également des autres livres scolaires publiés entre 1945 et 1990, offrant ainsi un témoignage de l'ambivalence de la période de transition et une preuve de l'absence de contrôle total du Parti communiste sur les affaires scolaires entre 1945 et 1948.

La série de Ferenc Hajós et Sándor Láng (1947) – fait également du bassin des Carpates son cadre d'étude. Sur ce dernier, le propos est sans équivoque quant à l'identification entre l'entité géographique et le territoire hongrois, ainsi que le formule Gusztáv Kalmár (1947) :

« Le bassin des Carpates de 300 000 km² est une unité géographique grande et parfaite. Ce paysage est structurellement uniforme, car les bassins engloutis et les anciennes montagnes moyennes à structure nodulaire sont entourés par l'unité récente de la chaîne eurasienne des Carpates »³¹⁵

³¹³ Kürti László. *The Remote Borderland*, Op. cit. p. 7-23.

³¹⁴ Dans sa thèse, l'historienne Otilia Calindere s'est livrée à une analyse de la relation entre l'histoire roumaine et le territoire dans les manuels scolaires d'histoire, voir : Calindere Otilia. *L'identité nationale et l'enseignement de l'histoire*, Op. cit. p. 338-340.

³¹⁵ « A kb 300 000 km² kiterjedésű Kárpátmedence tökéletes és nagyszerű földrajzi egység. Egységes ez a táj szerkezetileg, mert a süllyedt medencéket és a rögös szerkezetű régi középegységeket a Kárpátok fiatalkorú

« L'unité du bassin des Carpates apparaît de façon la plus éclatante dans son hydrographie : chacune de ses rivières se jette dans le Danube ou dans l'un de ses affluents. L'unité d'un tel territoire est toujours et de partout adapté à la création d'un État unitaire. Dans les faits, il fut un temps où la totalité était le territoire de la Hongrie »³¹⁶

Un autre manuel destiné à la deuxième classe des lycées et également rédigé par Ferenc Hajósy et Sándor Láng relève comme Gusztáv Kalmár l'unité géologique, tout comme l'unité de son bassin hydrographique, puisqu'à l'exception de quelques cours d'eau mineurs, tous se jettent dans le Danube³¹⁷. Ces mêmes propos se retrouvent dans les autres manuels de la série, où il est par exemple écrit que : « Le principal bassin versant du bassin des Carpates en traverse les deux tiers. La frontière de la Hongrie s'y étira également pendant plus de 900 ans » ou encore que « Le bassin est une zone hydrographiquement unie »³¹⁸. La mobilisation de la géographie physique au profit de la cause magyare s'inscrit dans la continuité des manuels de l'entre-deux-guerres, allégés du révisionnisme ouvert. Si dans les faits tout tend vers la diffusion de l'idée selon laquelle les véritables frontières de la Hongrie sont délimitées par la ligne de crête des Carpates, il semble possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle Ferenc Hajósy et Sándor Láng s'attachent à justifier la légitimité d'une Transylvanie autonome, voire indépendante, par la géographie. Cet aspect se retrouve à maintes reprises dans leurs ouvrages, où ils qualifient la Transylvanie de « [...] région la plus autonome » d'un point de vue géologique³¹⁹. Un passage se trouvant dans un autre manuel rédigé par les mêmes auteurs au cours de la même année vient accréditer cette supposition :

« [...] elle doit également jouer un rôle de médiateur entre la Grande plaine et la Valachie. Sur le plan économique, le territoire transylvain est plus dépendant de la Grande plaine, bien qu'il dépende politiquement de la Roumanie. Les Hongrois et les Roumains de Transylvanie sont appelés à entretenir et à développer des relations pacifiques entre les deux régions »³²⁰

L'opposition avec les manuels des décennies suivantes se remarque également dans la perception des frontières. Cette nostalgie envers l'ancienne Hongrie s'exprime à de nombreuses reprises, alors que plusieurs manuels traitent de leur instabilité. L'ouvrage de Gusztáv Kalmár

eurázsiai láncegysége veszi körül », Hajósy Ferenc, Láng Sándor. *Földrajz. A líceum, leánylíceum és a gazdasági középiskolák II. osztálya számára*, Egyetemi Nyomda, Budapest, 1947. p. 52.

³¹⁶ « A kárpáti-medence egysége legfényesbben vízrajzában tűnik ki: minden folyója a Dunába vagy annak a mellékfolyóiba ömlik. Az ilyen egységes területek mindig és mindenhol igen alkalmasak egységes állam kialakítására. Valóban volt is idő, amikor az egész Magyarország földje volt », Kalmár Gusztáv. *A kárpáti-medence és Magyarország földrajza*, Op. cit. p. 26.

³¹⁷ Hajósy Ferenc, Láng Sándor. *Földrajz. A líceum, leánylíceum és a gazdasági középiskolák II.*, Op. cit. p. 5-24.

³¹⁸ « Kétharmadrészen a Kárpátmédence fő vízválasztóvonala fut végig. Több, mint 900 éven át húzódott Magyarország határa is » ; « A medence vízrajzilag egységes terület », Hajósy Ferenc, Láng Sándor. *Földrajz III. rész. A gimnázium és a leánygimnázium VII. osztálya számára*, Egyetemi Nyomda, Budapest, 1947. p. 22 ; 35.

³¹⁹ « [...] legönállóbb peremtája », Hajósy Ferenc, Láng Sándor. *Földrajz III. rész*, Op. cit. p. 22.

³²⁰ « [...] közvetítő szerepet is kell vállalnia az Alföld és a Havasalföld között. Gazdaságilag ugyanis a politikailag Romániától függő erdélyi terület inkább az Alföldre van ráutalva. A két táj közti békés kapcsolatok kiépítését Erdély magyarságra és románságra hivatott ápolni és fejleszteni », Hajósy Ferenc, Láng Sándor. *Földrajz. A líceum, leánylíceum és a gazdasági középiskolák II. osztálya számára*, Op. cit. p. 65.

décrit ces dernières dans les termes suivants : « La permanence des frontières d'un pays dépend toujours de la capacité d'un peuple à les protéger face à l'action d'une pression extérieure »³²¹. Il est à noter que le livre est destiné à des établissements catholiques, expliquant ainsi l'importance donnée au bassin des Carpates comme patrie naturelle des Hongrois. En effet, au cours de la période de transition, celles-ci proposent un enseignement plus conservateur que celui des établissements publics et accordent une toute autre importance aux anciens territoires. En 1946, un ouvrage destiné à la quatrième classe des écoles civiles, correspondant à une classe d'âge située entre 14 et 16 ans, se contente d'évoquer que les frontières de la Hongrie millénaire se virent modifiées au cours des siècles en raison de sanglants conflits³²².

Après 1948, toute référence au bassin des Carpates s'efface pour laisser placer au bassin du Danube. Ce dernier bénéficie d'une connotation plus neutre qui n'entre pas en contradiction avec l'internationalisme communiste. De plus, le fleuve connecte plusieurs pays appartenant au bloc communiste et permet ainsi de mettre en avant la coopération entre ces derniers³²³. La dimension politique de ces changements ne fait aucun doute, comme le prouve l'opposition aux anciennes séries exprimée en février 1948 par le ministre de l'Éducation Gyula Ortutay en raison de leur manque d'entrain pour le communisme, ainsi qu'à cause de leurs connotations nationalistes³²⁴. Dans les manuels hongrois des années 1980, une certaine modération du propos apparaît dans le rapport aux frontières, comme l'illustre le passage suivant « Les frontières continues, en ligne droite, tracées le long de cercles en largeur et en longueur, lesquelles ignorent les dispositions des nationalités, sont fréquentes entre les jeunes pays »³²⁵.

Tout comme en Hongrie avant 1945, en Roumanie, la nation organique doit disposer d'un espace parfait, délimité par des frontières évidentes. Dans le cas roumain, celles-ci sont formées par la mer Noire, le Danube, la Tisza et le Dniestr, alors que les Carpates se dressent en son centre comme une colonne vertébrale. Il est à noter que cette variante roumaine entre en opposition avec la construction hongroise, où ce sont les fleuves qui séparent et les montagnes

³²¹ « Az országhatárok állandósága ugyanis mindenkor attól függ, hogy valamely nép mennyire tudja határait a kívülről ható nyomás ellen megvédeni », Kalmár Gusztáv. *A kárpáti-medence és Magyarország földrajza: a katolikus általános iskolák V. osztálya számára*, Szent István-társulat, Budapest, 1947. p. 26.

³²² Marjalaki Lajos. *Földrajz a polgári fiúiskolák számára: IV. rész. Fizikai földrajz, térképolvasás*, Egyetemi Nyomda, Budapest, 1946. p. 56-57.

³²³ Hajdú Zoltán. « Földrajzi terek térközösségek vállalások a Kárpát-medencében », Hardi Tamás (dir.). *Terek és térkézetek: Elképzelt és formalizált terek, régiók a Kárpát-medencében, Közép-Európában*, Fórum Kisebbségkutató Intézet, Somorja – Győr, 2015. p. 41-43.

³²⁴ Mészáros István. *A tankönyvkiadás*, Op. cit. p. 136.

³²⁵ « A fiatalabb országok között gyakoriak a töretlen, egyenes vonalú, szélességi és hosszúsági körök mentén megvont határok, amelyek figyelmén kívül hagyják a nemzetiségi adottságokat », Sárfalvi Béla, Tóth Aurél. *Földrajz a gimnázium I. osztálya számára*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1981. p. 210.

qui unissent³²⁶.

Comme en Hongrie, une certaine prise de distance avec ces éléments constitutifs de la nation se remarque au cours des années 1950. Ceci est également renforcé par le fait que plusieurs manuels de géographie – et tout spécialement de géographie physique – ne sont que des traductions de livres scolaires soviétiques³²⁷. En outre, la problématique bessarienne est gelée et devient un tabou, tandis que la Tisza ne forme la frontière avec l'URSS que sur quelques kilomètres, avant de poursuivre son cours en Hongrie sur près de 1 000 kilomètres. Ainsi, toute référence à la Tisza comme frontière roumaine naturelle et légitime irait à l'encontre de l'internationalisme des années 1950³²⁸. En 1958, le rapport avec la frontière hongroise se différencie des éditions ultérieures dans la mesure où le phénomène de sanctuarisation du territoire national est bien moins présent. Il est précisé que pour moitié les frontières du pays sont naturelles et pour l'autre artificielles, notamment en ce qui concerne la frontière roumano-hongroise qui coupe la plaine de la Tisza qui n'est par ailleurs qu'une partie de la plaine de Pannonie³²⁹. En 1964, le propos évolue déjà, dans la mesure où ce sont désormais les deux tiers des frontières qui sont formées par des cours d'eau ou un littoral, ce qui permet alors d'insister sur la prévalence de frontières naturelles³³⁰. Ce même ouvrage attribue déjà à la Roumanie une position centrale en Europe, au carrefour des routes menant du sud au nord et l'est à l'ouest du continent³³¹.

Comme en atteste la perception du Second arbitrage de Vienne, véritable traumatisme roumain, le spectre d'une révision de la frontière avec la Hongrie hante l'élite politique roumaine. En la matière, le tournant apparaît avec un manuel publié en 1978. Dans ce dernier, la dimension unitaire du territoire et de l'État roumain est mise en exergue par l'insistance sur les trois composantes principales du pays : les Carpates, le Danube et le littoral de la mer Noire³³². Ces trois éléments géographiques sont également très ancrés dans les manuels d'histoire, puisqu'ils fournissent le support sur lequel le peuple roumain vit le jour et se maintint

³²⁶ Vese Vasile, Capotă Crina. « Frontiere și identități în istoriografia românească », *Codrul Cosminului*, vol. 21, n°11, 2005. p. 163-167.

³²⁷ Vitver Ivan Aleksandrovic. *Geografie : manual pentru clasa a IX-a*, Editura de Stat Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1956. 432 p.

³²⁸ Hajdú Zoltán. « A szomszédos országok középiskolai földrajzi tankönyveinek "földrajzi helyzetmeghatározásai" és viszonya a Kárpát-medencéhez », Hardi Tamás (dir.). *Terek és tér-képzetek: Elképzelt és formalizált terek, régiók a Kárpát-medencében, Közép-Európában*, Fórum Kisebbségkutató Intézet, Somorja – Győr, 2015. p. 65-86.

³²⁹ Tufescu C. Victor, Giurcăneanu Claudiu, Banu C. Aurel. *Geografie RPR*, Op. cit. p. 9.

³³⁰ Hilt Virgil, Stan Christache, Herbst Constantin. *Geografie : manual pentru clasa a IX-a*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1964. p. 13.

³³¹ Ibid. p. 9-10.

³³² Cucu Vasile, Pleșca Gheorghe, Donisă Ioan, Donisă Angelica. *Probleme fundamentale de geografie a Republicii Socialiste România : manual pentru clasa a X-a*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1978. p. 3.

depuis l'Antiquité. Dans le manuel de 1986, chaque frontière est succinctement exposée, tandis que la plaine de la Tisza n'est plus évoquée³³³. La Grande plaine hongroise, dont la partie sud-est se trouve en Roumanie après 1920, est nommée plaine de l'Ouest (*Cîmpia de Vest*). La continuité géographique avec la Hongrie – et donc l'artificialité des frontières entre les deux entités – est passée sous silence³³⁴.

Le rapport aux Carpates montre de son côté une plus grande constance. Dès 1958, dans l'ouvrage destiné à la 11^e classe, il est écrit que l'arc des Carpates « [...] forme le squelette du relief du pays »³³⁵. Une des différences majeures observées figure sur un croquis représentant l'ensemble de la chaîne des Carpates qui dévoile la Hongrie en son centre, alors que la Valachie et la Moldavie sont séparés de la Transylvanie par les montagnes³³⁶. Ce même type de croquis ou carte disparaît totalement des manuels édités à partir des années 1960. C'est par exemple le cas en 1986, où la chaîne des Carpates est décrite en quinze pages. L'arc formé par les Carpates est également représenté à l'aide d'une carte, cependant la Hongrie n'est pas citée parmi les pays qu'il traverse. Si les sommets des Carpates contournent effectivement la Hongrie, cet aspect marque la différence d'approche entre Roumains et Hongrois. Pour ces derniers, le bassin des Carpates représente leur abri naturel depuis le IX^e siècle, tandis que les Roumains sont réticents à l'idée même d'insérer la Hongrie parmi les pays carpathiques³³⁷. Dans l'ouvrage destiné à la 12^e classe, l'arc apparaît comme l'entité géographique fournissant son caractère essentiel au territoire, illustration de la pleine identification avec celui-ci. Le cadre naturel offert est utilisé comme justification à la permanence et la continuité plurimillénaire de peuplement roumain sur l'ensemble du territoire. En outre, l'importance de la chaîne de montagnes se remarque également par le fait qu'elle est décrite comme la principale attraction touristique du pays³³⁸.

De manière analogue aux manuels scolaires publiés avant 1948 en Hongrie, l'hydrographie est avancée comme preuve de l'unité et de la rationalité géographique du pays. Les Carpates forment la source dont toutes les rivières partent pour se jeter dans le Danube. De ce point de vue, elles ne constituent pas une forteresse offrant à la Hongrie des frontières

³³³ Giurcăneanu Claudiu, Mușat Iuliana, Ghica Gheorghe. *Geografia Republicii Socialiste România : manual pentru clasa a VIII-a*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1986. p. 52.

³³⁴ Tufescu Victor, Mierlă Ion, Giurcăneanu Claudiu. *Geografia Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 27.

³³⁵ « [...] formează scheletul reliefului țării », Tufescu C. Victor, Giurcăneanu Claudiu, Banu C. Aurel. *Geografia RPR*, Op. cit. p. 9.

; Tufescu Victor, Mierlă Ion, Giurcăneanu Claudiu. *Geografia Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 11.

³³⁶ Tufescu C. Victor, Giurcăneanu Claudiu, Banu C. Aurel. *Geografia RPR*, Op. cit. p. 19.

³³⁷ Giurcădeanu Claudiu, Mușat Iuliana, Ghica Gheorghe. *Geografia Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 15-16.

³³⁸ Tufescu Victor, Mierlă Ion, Giurcăneanu Claudiu. *Geografia Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 282-283.

naturelles, mais un trait d'union ou un noyau autour duquel s'articule la Roumanie et ses rivières³³⁹.

Les ouvrages des décennies 1970 et 1980 s'attachent à susciter l'amour de la patrie et démontrer la chance unique dont dispose chaque citoyen roumain. À ce titre, la position géographique de la Roumanie est décrite comme parfaite, à une distance équivalente entre l'équateur et le pôle Nord, au centre de la zone tempérée et au cœur de l'Europe, puisque la moitié de la distance entre l'océan Atlantique et l'Oural se trouve précisément en Roumanie³⁴⁰. De plus, la situation privilégiée du pays est mise en exergue avec la présence d'une interface maritime par la mer Noire, fluviale par le Danube et montagneuse par les Carpates, bases de "l'espace carpato-danubo-pontique"³⁴¹. En 1978, l'unité du territoire est continuellement soulignée, comme en atteste le passage suivant : « La spécificité géographique de cette zone de convergence tient avant tout au relief, qui a l'allure d'un bastion avec la couronne des Carpates au centre, autour duquel les collines, plateaux et plaines de Roumanie se déploient symétriquement »³⁴². L'ouvrage de 1981 destiné à la 12^e classe utilise même le titre évocateur de "L'unité et l'harmonie du territoire de la République socialiste de Roumanie" (*Unitatea și armonia teritoriului Republicii Socialiste România*), décrivant le pays comme suit :

« Le caractère unitaire du territoire de notre pays résulte donc de la combinaison harmonieuse d'éléments naturels et humains dans une association de composantes qui se complètent. On peut dire que cette unité géographique complexe du territoire de la République de Roumanie créa les conditions favorables au développement de l'unité ethnique, linguistique et à la continuité multimillénaire du peuple roumain »³⁴³

Même la géographie physique est mise au service de la cause marxiste, tandis que l'Union soviétique est érigée comme une incarnation de la perfection géographique et politique. En rupture avec les traditions nationales, l'URSS est désormais placée comme le centre d'attraction et le modèle à suivre³⁴⁴. Avant 1948, la division de l'Europe s'effectue selon

³³⁹ *Ibid.* p. 40-41.

³⁴⁰ L'étude suivante, où l'auteure se livre également à une analyse des manuels de géographie roumains, parvient aux mêmes conclusions : Miklósné Zakar Andrea. « Térselfogások, terek, régiók Romániában », Hardi Tamás (dir.). *Terek és tér-képzetek: Elképzelt és formalizált terek, régiók a Kárpát-medencében, Közép-Európában*, Fórum Kisebbségekutató Intézet, Somorja – Győr, 2015. p. 233-234.

³⁴¹ Giurcădeanu Claudiu, Mușat Iuliana, Ghica Gheorghe. *Geografia Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 5-7.

³⁴² « Specificiul geografic al acestei zone de convergență se datorează în primul rînd reliefului, care are înfățișarea unui bastion având în centru coroana Carpaților, în jurul cărora se desfășoară simetric dealurile, podișurile și cîmpurile României », Cucu Vasile, Pleșca Gheorghe, Donisă Ioan, Donisă Angelica. *Probleme fundamentale de geografie a Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 3.

³⁴³ « Caracterul unitar a teritoriului țării noastre rezultă aşadar din îmbinarea armonioasă a elementelor naturale și antropice într-o asociere de componente care se completează reciproc. Se poate spune că această unitate geografică complexă a teritoriului R.S România a creat condiții favorabile dezvoltării unității etnice, lingvistice și continuității multimilenare a poporului român », Tufescu Victor, Mierlă Ion, Giurcăneanu Claudiu. *Geografia Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 10.

³⁴⁴ Dulama Eliza Maria, Ilovan Oana-Ramona. « The Development of Geographical Education in Romania, under

l’acceptation classique entre l’Europe de l’Ouest, de l’Est, Centrale et du Sud. Dans les années 1950, l’Europe ne compte plus que deux parties, avec les blocs socialiste et impérialiste, alors qu’au cours de cette décennie la Yougoslavie est classée parmi les États capitalistes. Outre la prise de distance avec ces espaces européens, les différents chapitres se répartissent selon les continents, or c’est l’Eurasie qui est choisie aux dépens de l’Europe. Cet aspect est à mettre en perspective avec l’école géographique soviétique qui insiste sur l’Eurasie, dont la domination doit être assurée par l’Union soviétique³⁴⁵. Cet aspect traduit le degré de dogmatisation du paysage scolaire au cours des années 1950 dans les deux pays et leur convergence forcée. À partir des années 1970, les manuels de géographie des deux pays reprennent une classification des pays européens dans laquelle l’Europe centrale réapparaît³⁴⁶.

3) Les manuels de géographie et la Transylvanie

Les représentations mentales d’un territoire sont au moins aussi importantes que la réalité géographique, alors que les manuels scolaires sont l’un des vecteurs principaux de la géographie symbolique³⁴⁷. Les disparités et similitudes entre manuels hongrois et roumains concernant l’économie transylvaine ou l’aménagement du territoire permettent de se saisir de l’identification avec le territoire et ses villes, ses régions ou encore ses paysages. Les usages géographiques de la Transylvanie en tant que lieu de mémoire sont également questionnés. Cette perception proposée dans les manuels de géographie permet ainsi de mettre au jour le rapport entretenu avec cette région si particulière dans les deux constructions nationales.

À l’image de la géographie physique, les manuels publiés en Hongrie au cours de la période de transition se distinguent sur la représentation de la Transylvanie et de la Roumanie. En 1947, Ferenc Hajósy accorde cinq pages à la Roumanie dans son manuel destiné à la première classe des lycées. Beaucoup de parallèles sont dressés entre la Hongrie d’avant Trianon et la Roumanie d’après Trianon, puisque les deux États comptaient une superficie et une population équivalentes, habitant principalement dans les plaines. Il est précisé que les Roumains ne composent que les trois quarts de la population et que le pays abrite 1,8 million de Hongrois, résidant le long de la frontière de la Hongrie et dans l’est de la région³⁴⁸.

the Influence of the Soviet Education Model (1948-1962) », *Transylvanian Review*, vol. 26, n°1, 2017. p. 3-17.

³⁴⁵ Heller Michel. *Histoire de la Russie et de son empire*, Perrin, Paris, 2015. p. 27-32.

³⁴⁶ Vărășteanu I. Vasile. *Geografie : manual pentru clasa a VII-a*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1986. p. 209.

³⁴⁷ Verdier Nicolas. « La mémoire des lieux : entre espaces de l’histoire et territoires de la géographie », Takács Ádám. *Mémoire, contre-mémoire, pratique historique*, Budapest, Equinter, 2009. p. 103-122.

³⁴⁸ Hajósy Ferenc. *Földrajz II. rész. A liceum, leányliceum és a gazdasági középiskolák I. osztálya számára*, 2^e éd., Egyetemi Nyomda, Budapest, 1947. p. 18-20.

Entre 1948 et 1989, les rares mentions des pays voisins font l’apologie des relations avec les autres pays socialistes, comme l’illustre un manuel de 1983 : « Du point du vue politique, la position de notre patrie est favorable. L’Autriche est le seul pays possédant un système capitaliste, tous les autres sont des pays socialistes »³⁴⁹. Cette tendance à ne pas évoquer les pays voisins, ou à isoler le pays se remarque également sur les cartes par une représentation d’un fond blanc autour de la Hongrie. Ce choix se révèle être la norme dans les manuels de géographie traitant de la Hongrie. De plus, l’évolution de la population du pays est seulement montrée en prenant en compte les frontières post-Trianon, sans faire mention des changements de frontières³⁵⁰. En la matière, le contraste est saisissant avec les livres de géographie de l’entre-deux-guerres, où tout est rapporté à la promotion de la cause irrédentiste.

Dans l’ensemble des programmes en vigueur entre 1948 et 1990, la géographie des États socialistes est abordée. L’URSS reçoit la plus grande attention avec plusieurs chapitres, tandis que pour chaque démocratie populaire un nombre de pages équivalent est attribué. Le manuel d’Aurél Tóth (1971) consacre ainsi cinquante-sept pages à l’URSS contre quatorze à la Roumanie³⁵¹. Le même procédé est utilisé en Roumanie, comme dans le cas du manuel de géographie de 1956 qui est par ailleurs la traduction d’un ouvrage soviétique. Dans celui-ci, chaque démocratie populaire est analysée, dont la Hongrie en 6,5 pages³⁵².

En ce qui concerne l’aménagement du territoire, une fois encore, les manuels de la période de transition adoptent des positions bien plus explicites. Ferenc Hajósy et Sándor Láng (1947) accordent deux pages et demie à la Roumanie, où elle est montrée comme difficilement traversable depuis la Valachie et la Moldavie vers la Transylvanie, au contraire des communications entre cette dernière et la Grande plaine. Ceci est à interpréter comme une permanence de la perception de la chaîne des Carpates comme un obstacle naturel connectant la Transylvanie au reste du bassin des Carpates. Afin d’illustrer le propos, les auteurs rappellent que cinq lignes de chemin de fer principales et de nombreuses voies secondaires se dirigent vers la Grande plaine, contre seulement deux principales et trois secondaires vers la Valachie et la Moldavie³⁵³. À la suite du tournant politique, outre l’évolution du rapport à la Transylvanie, la

³⁴⁹ « Politikai szempontból hazánk fekvése kedvező. Egyetlen tökés rendezserű szomszédunk Ausztria, a többi mind szocialista ország », Nagy Vendelné, Udvarhelyi Károly. *Földrajz 8. Az általános iskola 8. osztálya számára*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1983. p. 48.

³⁵⁰ Markos György, Pécsi Márton, Kéz Andor, Szurovy Géza. *Földrajz: gimnázium második rész*, Op. cit., 1950. p. 118.

³⁵¹ Tóth Aurél. *Földrajz a gimnáziumok III. osztálya számára*, Op. cit. 336 p.

³⁵² Vitver I.A. *Geografie : manual pentru clasa a IX-a*, Editura de Stat Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1956. p. 34-41.

³⁵³ Hajósy Ferenc, Láng Sándor. *Földrajz. A liceum, leányliceum és a gazdasági középiskolák II. osztálya számára*, Op. cit. p. 63-64.

représentation des réseaux de communication en Hongrie change également. L'ouvrage de 1957 en fournit un très bon exemple dans une partie dédiée aux transports en Hongrie. Les auteurs soulignent le fait que l'ensemble du réseau ferroviaire hongrois se dirige vers Budapest, alors qu'il est particulièrement déficient entre les villes de province³⁵⁴. Les mêmes descriptions sont proposées dans le manuel de 1973 lorsque le réseau hongrois de voies ferrées est abordé, où aucune allusion aux pertes occasionnées par le traité de Trianon n'est faite³⁵⁵. Enfin, pour ce qui est des communications à l'intérieur de la Roumanie, Zoltán Vécsey (1962) écrit à propos du développement des communications en Roumanie que : « Le transport est rendu un peu plus difficile par le fait que la courbe des Carpates s'élève presque au milieu du pays. Cependant, la difficulté peut être surmontée à l'aide des cols et des gorges qui traversent les Carpates »³⁵⁶. Le contraste avec les explications fournies en 1947 sont manifestes et permettent de saisir de l'évolution du rapport avec l'espace transylvain.

En Roumanie, les ouvrages de 1958 et 1986 soulignent l'importance des chemins de fer construits par la Roumanie socialiste dans la partie nord du pays, sans toutefois rappeler que la ligne longeant la frontière avec la Hongrie fut construite au temps de la double-monarchie³⁵⁷. Comme précédemment traité, cette ligne revêtit d'une importance significative dans la délimitation de la frontière lors des négociations préalables à la signature du traité de Trianon. Dans le manuel de 1981, un bref historique de la construction des chemins de fer est proposé. Seules les lignes construites dans le *Regat* sont présentes dans le paragraphe, omettant les lignes construites dans le Banat et le *Partium*³⁵⁸.

De façon plus générale, les livres de géographie des deux pays mettent l'accent sur les données économiques et notamment le développement industriel des démocraties populaires, grâce à l'aide du grand frère soviétique. Cet aspect se révèle particulièrement notable jusque dans les années 1970, dans une probable entreprise de renforcement de la légitimité des partis communistes. Cette mobilisation de la géographie n'est pas cachée, comme l'illustre un ouvrage de 1954 contenant une partie intitulée "La géographie économique au service de la construction du socialisme" (*A gazdasági földrajz a szocializmus építésének szolgálatában*). Dans cette dernière, il est affirmé que la géographie économique prouve la supériorité du communisme, car

³⁵⁴ Markos György, Pécsi Márton. *Földrajz: az általános gimnáziumok és tanítóképzők III. osztálya számára*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1957. p. 157.

³⁵⁵ Tóth Aurél. *Földrajz a gimnáziumok III. osztálya számára*, Op. cit. p. 289-290.

³⁵⁶ « A közlekedést bizonyos mértékig megnehezíti az, hogy a Kárpátok íve csaknem az ország közepén magasodik. A nehézség azonban legyőzhető a Kárpátokat átszelő hágók és szorosok segítségével », Vécsey Zoltán. *Földrajz: a gimnáziumok I. osztálya számára*, Op. cit. p. 59.

³⁵⁷ Giurcădeanu Claudiu, Mușat Iuliana, Ghica Gheorghe. *Geografia Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 20.

³⁵⁸ Voir par exemple : Tufescu Victor, Mierlă Ion, Giurcăneanu Claudiu. *Geografia Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 121-123.

il permet la liberté et l'indépendance des petits peuples, la suppression du chauvinisme et de l'impérialisme, ainsi que la collaboration entre les prolétaires du monde³⁵⁹. En Hongrie, la priorité absolue reste l'étude du territoire se trouvant à l'intérieur des frontières établies par le traité de Trianon, ainsi que la mise en avant des résultats économiques obtenus par le pays depuis 1945. L'intense entreprise de dénigrement de la Hongrie horthyste se manifeste pleinement dans les ouvrages de géographie, comme en témoigne l'extrait suivant :

« Avant la libération, par exemple, on apprenait que l'industrie ne pouvait pas se développer en Hongrie parce qu'il n'y avait pas assez de matières premières. Mais la géographie fut utilisée pour attiser la haine contre les peuples voisins et le chauvinisme, ainsi que pour se préparer à la nouvelle guerre »³⁶⁰

Entre 1945 et 1948, la géographie économique des manuels scolaires hongrois sert une tout autre idée. Les auteurs s'efforcent de démontrer que la Transylvanie et la Hongrie ne forment qu'un seul et même ensemble interdépendant. En effet, il est affirmé que dans les montagnes de Transylvanie l'activité économique dominante est l'élevage. En raison de son climat et de son sol, la région ne peut produire les céréales nécessaires à l'élevage et dépend donc de la Grande plaine pour son approvisionnement. Pour cette dernière, la Transylvanie est indispensable puisqu'elle lui fournit le bois, le sel et les minerais³⁶¹. Il est par ailleurs énoncé que la Transylvanie est la région la plus riche en gisements de tout le bassin des Carpates. De plus, les trois manuels rédigés par Ferenc Hajósy et Sándor Láng comportent de nombreuses cartes du bassin des Carpates permettant d'illustrer la démonstration selon laquelle il s'agit d'un seul et même espace économique³⁶². À propos de la Roumanie, Ferenc Hajósy (1947) affirme que la Roumanie est l'un des pays européens les mieux dotés en ressources naturelles, avec entre autres les forêts des Carpates, les mines d'or, d'argent, de sel et de charbon de Transylvanie, les champs pétrolifères de la vallée de la Prahova ou encore la plaine fertile de Valachie. Les mêmes propos se retrouvent lorsque l'ouvrage relatif au bassin des Carpates aborde la Transylvanie, alors que cette fois quelques lignes descriptives sont accolées à chaque ville importante du bassin des Carpates. Les ouvrages ultérieurs s'arrêtent également sur les ressources naturelles dont dispose la Roumanie, mais aucune forme de nostalgie ou d'identification entre ce territoire et la nation hongroise ne peut être décelée³⁶³.

³⁵⁹ Koch Ferenc, Molnár Béla. *Földrajz: a középiskolák I. osztálya számára*, 4^e éd., Tankönyvkiadó, Budapest, 1954. p. 5-6.

³⁶⁰ « A felszabadulás előtt pl. nálunk is azt tanították, hogy Magyarországon nem fejlődhetik az ipar, mert nincs elég nyersanyag. De felhasználták a földrajzot a szomszéd népek elleni gyűlölet, a sovinizmus sujtására, az új háború előkészítéséhez », Koch Ferenc, Molnár Béla. *Földrajz: a középiskolák I. osztálya számára*, Op. cit. p. 6.

³⁶¹ Hajósy Ferenc, Láng Sándor. *Földrajz. A líceum, leánylíceum és a gazdasági középiskolák II. osztálya számára*, Op. cit. p. 64.

³⁶² Hajósy Ferenc. *Földrajz II. rész.*, Op. cit. p. 18-20.

³⁶³ Szabó László. *Földrajz: gimnáziumi első rész*, Op. cit. p. 94-96.

En Roumanie, les ressources naturelles de la Transylvanie sont abondamment renseignées, dans le cadre de la promotion du territoire roumain dans son intégralité. En ce sens, la Transylvanie élargie ne jouit pas d'un traitement particulier, mais à l'image de chaque région du pays, les atouts économiques sont mentionnés, comme le bois ou les minéraux. C'est par exemple le cas dans le manuel de 1964 qui attribue à la Roumanie une position centrale en Europe, où la diversité du territoire et les richesses naturelles, notamment forestières, sont relevées³⁶⁴. Outre les matières premières se trouvant à l'intérieur de l'arc des Carpates, certaines attractions touristiques ou géographiques sont fièrement affichées. Parmi celles-ci figure régulièrement le lac Sainte Anna se trouvant dans le Pays sicule ou les eaux minérales dénommées en roumain *borvizuri*, issu du hongrois (*borvizek*), bien qu'aucune explication ne soit apportée sur l'origine du terme. En 1986, le lac volcanique est également répertorié comme un phénomène géologique unique dans le pays, où toute référence au Pays sicule est là aussi absente³⁶⁵.

Lorsque l'épineuse problématique de l'utilisation de la toponymie se pose dans les manuels scolaires hongrois, trois périodes se distinguent. Avant 1948, les noms des lieux sont uniquement en hongrois, comme dans le cas du manuel rédigé en 1947 pour les établissements catholiques. Enfin, les grandes villes de Transylvanie élargie sont uniquement nommées en hongrois, sans toutefois fournir d'informations à leur sujet³⁶⁶. Au cours des années 1950, c'est la terminologie roumaine qui domine. Ceci peut être interprété comme un signe de la volonté d'effacer de la mémoire hongroise les anciens territoires et de tendre vers la construction de la fraternité avec les peuples socialistes voisins. Un exemple est fourni par le livre scolaire de László Szabó (1950), où le nom des villes et de chaque entité géographique est fourni entre parenthèse en hongrois à côté de la toponymie roumaine dans les six pages consacrées à la Roumanie, tandis que dans l'édition de 1949, aucun équivalent hongrois des villes n'est fourni³⁶⁷. En 1962, les villes sont d'abord données en hongrois, puis en roumain, tandis que pour les villes de Valachie et Moldavie le roumain est utilisé, alors que figure entre parenthèses une aide à la prononciation avec une transcription phonétique en hongrois. Ceci témoigne de la relation spéciale entretenue avec la région, puisque pour la Transylvanie c'est désormais la langue hongroise qui prime³⁶⁸. L'ouvrage d'Aurél Tóth de 1971 reprend quant à lui le nom des

³⁶⁴ Hilt Virgil, Stan Christache, Herbst Constantin. *Geografie : manual pentru clasa a IX-a*, Op. cit. p. 9.

³⁶⁵ Giurcădeanu Claudiu, Mușat Iuliana, Ghica Gheorghe. *Geografia Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 73.

³⁶⁶ Hajós Ferenc. *Földrajz II. rész.*, Op. cit. p. 18-20.

³⁶⁷ Szabó László. *Földrajz: gimnáziumi első rész*, Op. cit. 268 p. ; Szabó László. *Földrajz: a középiskolák II. és III. osztálya számára*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1949. p. 16-19.

³⁶⁸ Vécsey Zoltán. *Földrajz: a gimnáziumok I. osztálya számára*, Op. cit. p. 58-60.

villes transylvaines seulement en hongrois, puis en roumain pour les villes de Moldavie et Valachie, à l'exception de Bucarest. Pour les manuels roumains, la question est tranchée dans l'ensemble des livres scolaires et la toponymie apparaît uniquement en langue roumaine.

La roumanisation des villes de Transylvanie – en prolongement de la couverture faite du sujet pour la période de l'entre-deux-guerres – n'est pas traitée dans les manuels scolaires des deux pays. Pourtant, le sujet concentre l'attention de nombre d'intellectuels de Hongrie au cours des années 1980, comme l'illustre la brochure du comité SOS Transylvanie³⁶⁹. Dans le cas roumain, le renforcement de la proportion de Roumains en Transylvanie par une industrialisation forcée et l'installation encouragée de Roumains du Vieux royaume n'est pas repris par les manuels de géographie. Or, comme le constate Violette Rey, géographe française spécialiste de la Roumanie, les géographes roumains sont de manière générale très discrets sur la question des migrations intérieures en Roumanie³⁷⁰. Le livre scolaire de 1981 aborde les mouvements de population à l'intérieur du pays, attribués aux différences de solde naturel entre les régions, à l'exode rural en conséquence de la mécanisation de l'agriculture et au besoin de main d'œuvre des villes en raison du développement industriel. Les raisons citées ci-dessus expliquent alors le déplacement de la population de l'est vers l'ouest, bien qu'aucune région ne soit notifiée³⁷¹. La systématisation des villages apparaît dans les manuels roumains des années 1980, comme un pas déterminant vers la modernisation et l'établissement du socialisme, mais n'évoque en aucun cas la réprobation de la population et tout particulièrement des Hongrois de Roumanie.

S'il semble difficile d'affirmer que les manuels de géographie entretiennent le souvenir d'une Transylvanie hongroise, les livres de lecture géographique rédigés à partir des années 1970 divergent quelque peu sur la question. Il s'agit en effet de manuels facultatifs, dont le tirage est généralement d'environ 30 000 exemplaires contre plus de 150 000 pour les manuels obligatoires du secondaire. L'introduction de József Köves révèle ainsi que le livre de lecture géographique sert de complément au manuel et permet une étude plus approfondie de la matière³⁷². La lecture des livres de géographie de Hongrie révèle que la Transylvanie est régulièrement mentionnée. Il est possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle la relégation au second plan du sort des minorités hongroises explique ces différences. Cette curieuse dissemblance peut être le fruit de la différence entre les deux types de livres. Le premier se

³⁶⁹ SOS Transylvanie – comité de Genève. *Violation des droits de l'homme*, Op. cit. p. 14-15.

³⁷⁰ Voir par exemple : Rey Violette. « Les structures de l'espace roumain. Typologie par matrice graphique ordonnable [Typologie par matrice graphique ordonnable] », *Espace géographique*, tome 2, n°1, 1973. p. 37-49.

³⁷¹ Tufescu Victor, Mierlă Ion, Giurcăneanu Claudiu. *Geografia Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 56.

³⁷² Köves József. *Földrajzi olvasókönyv: Európa és a Szovjetunió*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1973. p. 3-4.

destine à l'ensemble des élèves hongrois, le second n'est qu'un manuel facultatif que peu d'élèves consultent. C'est ainsi que certains manuels présentent même les particularités géologiques du Pays sicule, avec une toponymie unilingue en hongrois³⁷³. Une certaine forme de libéralisation permet le retour du sujet dans les manuels, tout en restant une thématique périphérique et secondaire de l'éducation. Ainsi donc, la contrainte de synthétisation fait disparaître ce sujet, tandis que le plus grand volume des manuels facultatifs offre un espace aux minorités hongroises. De son côté, le livre de lecture de József Mérő (1972) traite de la Roumanie sans faire aucune remarque sur les Hongrois de Roumanie³⁷⁴.

Malgré tout, l'internationalisme prime et aucune forme d'animosité envers la Roumanie n'est décelable, ni une quelconque forme de nostalgie envers l'ancien tracé des frontières. Comme cela vient d'être démontré, le discours officiel fait régulièrement l'éloge du traitement des minorités dans les pays socialistes, notamment afin de montrer la supériorité du système socialiste sur son pendant capitaliste.

³⁷³ *Ibid.* p. 36-42.

³⁷⁴ Mérő József. *A változó világ: földrajzi olvasókönyv*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1972. 256 p.

XI. L'image de la population transylvaine

Avant 1945, il est courant de trouver dans les manuels de géographie des récits brossant un portrait physique et moral d'un groupe national. L'analyse de la teneur des propos se rapportant aux trois communautés nationales offre la possibilité d'une compréhension approfondie du rapport à l'autre, tout en permettant une mise en perspective de son évolution. Ce phénomène, vecteur de la propagation d'une image stéréotypée de chaque communauté nationale, devient marginal après 1945 et disparaît totalement après 1948. En apparence, les deux pays montrent une réelle convergence lorsqu'il s'agit d'évoquer les habitants de la Transylvanie et le discours se révèle être bien plus succinct pour tout ce qui concerne la description des groupes nationaux. Une illustration au phénomène se manifeste également au travers d'une internationalisation des contes, poèmes, ou chants des manuels de lecture, alors qu'avant 1945 ils sont de façon quasi-exclusive issus du réservoir national. La caractérisation des peuples s'efface des livres scolaires pour laisser place à des descriptions économiques vantant les succès des différents régimes communistes. Les éléments permettant aux lycéens de se forger une représentation des groupes nationaux ou régionaux sont donc à chercher ailleurs et sont bien plus subtils que dans les manuels des périodes précédentes.

1) Les Hongrois et les Sicules

La communauté hongroise de Roumanie représente dans l'imaginaire collectif hongrois un pilier et un gardien de la *magyarité*. Depuis le XIX^e siècle, les Transylvains – et principalement les Sicules – incarnent un sanctuaire de la tradition dans la conscience collective hongroise. Il a été démontré qu'entre 1945 et 1990, la Transylvanie telle que dépeinte par les manuels continue de jouer un rôle central dans l'histoire hongroise, bien qu'étant bien plus édulcoré que dans le récit proposé avant 1945. Mais qu'en est-il lorsqu'il s'agit de dépeindre le présent des Hongrois de Transylvanie ? D'un côté, la piété et le conservatisme paysans généralement accolés à la communauté magyare de Transylvanie sont deux éléments entrant en contradiction avec le *topos* marxiste. De l'autre, les dimensions rurale et paysanne, en opposition à la "dégénérescence" bourgeoise des villes, semblent – sur le principe – particulièrement bien adaptées à la rhétorique marxiste. En effet, en raison de la faiblesse, voire de la non-existence, d'un prolétariat urbain en Europe centrale et orientale, la paysannerie fait office de classe laborieuse. Dans le même temps, un intérêt trop prononcé pour ces citoyens d'un autre pays socialiste ne peut être que difficilement toléré. Du côté roumain, quelle place accorder à une minorité considérable et ayant dominé la région et la majorité de ses villes

pendant des siècles ? Le rapport entre la minorité, l’État d’accueil et la mère-patrie est ici étudié³⁷⁵.

En Hongrie, les manuels édités au cours des trois années de transition proposent une représentation des Hongrois de Transylvanie bien plus fournie et distincte de celle des livres scolaires ultérieurs. Ferenc Hajósy et Sándor Láng (1947) écrivent à leur propos que « Les Sicules vivant en Transylvanie constituent le groupe le plus important et le plus séparé géographiquement. Les groupes du pays de Călata, de Rimetea et les Csángós sont des groupes typiques et plus petits dans la même zone »³⁷⁶. Des propos analogues se retrouvent dans les autres manuels publiés par ces deux mêmes auteurs ou encore dans l’ouvrage de Gusztáv Kalmár (1947), notamment lorsqu’il fait référence aux Sicules, les qualifiant de « [...] véritables hommes à tout faire, les plus habiles dans le travail du bois », puis en renchérissant sur le fait que « [...] le Sicule n’est pas un simple ouvrier du bois, c’est un artiste »³⁷⁷. Si les informations peuvent sembler éparses, plusieurs aspects implicites apparaissent dans ces passages et renvoient à la perception traditionnelle des Hongrois de Transylvanie, notamment en raison de l’importance qu’ils manifestent pour les traditions³⁷⁸. Le pays de Călata est une région ethnographique à cheval sur les *județe* de Cluj et Sălaj. La vigueur du folklore et des traditions chez les Hongrois de cette région, popularisés au cours de l’entre-deux-guerres par l’architecte Károly Kós, provoque un véritable culte de la région auprès des Hongrois de Hongrie³⁷⁹. Rimetea (Toroczkó – Eisenburg) est pour sa part un village pittoresque habité par des Magyars dans le județ d’Alba, rendu célèbre par de nombreux écrivains et peintres au XIX^e siècle, lui attribuant ainsi une place importante dans le patrimoine hongrois.

Les Csángós sont quant à eux un groupe vivant en Moldavie roumaine dans le *județ* de Bacau et locuteur d’un hongrois archaïque, dont les origines sont controversées. Il s’agit vraisemblablement de Hongrois et de Sicules installés sur l’autre versant des Carpates au cours du Moyen Âge par les rois hongrois afin de défendre la frontière du royaume. L’interprétation roumaine d’obédience nationaliste selon laquelle ils seraient des Roumains magyarisés et catholisés n’est pas étayée par les résultats scientifiques. Leur piété et le maintien de leur

³⁷⁵ Les recherches de Rogers Brubaker fournissent un cadre théorique et une base de réflexion au présent chapitre, voir : Brubaker Rogers. « National Minorities, Nationalizing States and External National Homelands in the new Europe », *Daedalus*, vol. 124, n°2, 1995. p. 107-132.

³⁷⁶ « Legnagyobb számarányú és földrajzilag legjobban elkülönült csoportja az Erdélyben élő székelység. Ugyanitt jellegzetes és kisebb csoportok még a kalotaszegiek, toroczkóiak és a csángók », Hajósy Ferenc, Láng Sándor. *Földrajz III. rész.*, *Op. cit.* p. 43.

³⁷⁷ « [...] igazi ezermesterek legtűgyesebb a famunkában [...] a székely nem egyszerű famunkás, hanem művész », Kalmár Gusztáv. *A kárpáti-medence és Magyarország földrajza*, *Op. cit.* p. 108.

³⁷⁸ Ablonczy Balázs. « Promoting Tourism: Hungarian Nation-Building Policies in Northern Transylvania, 1940-1944 », p. 44-56.

³⁷⁹ Kürti László. *The Remote Borderland*, *Op. cit.* p. 92.

identité magyare, bien que formant un îlot dans une mer roumaine, expliquent le fort intérêt hongrois manifesté à leur égard³⁸⁰. Même au cours de la période de transition, peu de passages traitent de leur histoire, tandis que par la suite le manuel de géographie de 1950 se contente de préciser à leur sujet que : « Nous avons installé une partie des Csángós de Bucovine et de Transylvanie dans les anciens villages habités par des Allemands »³⁸¹. Cette phrase concerne effectivement la réinstallation des habitants des cinq villages sicules de Bucovine en 1941 dans la Bácska récupérée à la Yougoslavie, avant d'être redéplacés dans les villages souabes du comitat du sud de la Transdanubie, où la population allemande fut expulsée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale³⁸².

La notion de sanctuaire de la nation accordée à la Transylvanie s'efface des livres scolaires publiés au cours des deux décennies suivantes, avant de réapparaître à partir des années 1970 dans certains manuels. Le manuel de lecture géographique rédigé par M^{me} Nagy Vendel (1983) en fournit une illustration dans une description du folklore hongrois de Roumanie : « Les villages des Hongrois de Transylvanie et des Sicules et leurs portes sculptées, leurs meubles ornés, leurs beaux vêtements de fête qui sont encore couramment portés sont une réalité quotidienne dans de vastes zones »³⁸³. Cette recherche de l'origine, du cœur de la culture nationale s'exprime également dans un passage ultérieur : « Une bonne partie de notre poésie populaire s'est maintenue chez les Hongrois d'outre-frontières, au sein des régions de confins [...] dans les Carpates de l'Est, les ballades folkloriques »³⁸⁴. Même s'ils ne sont pas nommés, ce passage évoque ici les Sicules et rétablit leur image de gardiens des traditions hongroises. Il est également à noter que la poésie occupe une place très importante dans la culture hongroise, tout comme les danses folkloriques, dont la vigueur est particulièrement forte en Transylvanie³⁸⁵.

Un des éléments composant l'identité transylvaine est l'hymne sicule, conçu à Budapest par des étudiants sicules au lendemain de la Grande Guerre. Au cours de l'entre-deux-guerres, l'hymne reste plutôt méconnu tant en Hongrie qu'en Transylvanie, avant d'être popularisé à la suite de l'annexion hongroise de la Transylvanie du Nord entre 1940 et 1944. Après 1989, sa

³⁸⁰ Tánczos Vilmos. « Hungarians in Moldavia », *Magyar Kisebbség*, n°7-8, 1997. p. 370-390.

³⁸¹ « A bukovinai és erdélyi csángók egyrészt a volt németlakta falvakban telepítettük le », Markos György, Pécsi Márton, Kéz Andor, Szurovy Géza. *Földrajz: gimnázium második rész*, Op. cit., 1950. p. 119.

³⁸² Tóth Ágnes. « Elűözött svábok, betelepített bukovinai székelyek. A földreform és a társadalmi szerkezet változásának néhány összefüggése a Dél-Dunántúlon (1945-1949) », *Fórum Társadalomtudományi Szemle*, vol. 10, n°1, 2008. p. 152-154.

³⁸³ « A székelyek és erdélyi magyarok falvai, faragott kapui, hímes bútorai, nagy területeken ma is általánosan hordott ünnepies szép öltözékük minden nap valóság », Nagy Vendelné. *Földrajzi olvasókönyv: Magyarország*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1983. p. 111.

³⁸⁴ Nagy Vendelné. *Földrajzi olvasókönyv*, Op. cit. p. 111.

³⁸⁵ Kürti László. *The Remote Borderland*, Op. cit. p. 95-99.

popularité rebondit, ce qui en fait même une sorte de troisième hymne magyar. Une des raisons de son succès repose sur l’interdiction, tant en Hongrie qu’en Roumanie, de chanter ou de jouer l’hymne entre 1946 et 1989³⁸⁶. Dans cette mesure, aucune trace de l’hymne sicule n’apparaît dans les livres scolaires et son absence reflète d’une part la prise de distance avec un symbole des Hongrois de Transylvanie et de l’autre la difficulté à tolérer tout élément centrifuge.

Après 1948, les descriptions caractérisantes d’un groupe social donné disparaissent des manuels. En parallèle, l’internationalisme et le rejet du révisionnisme de l’entre-deux-guerres expliquent le peu d’intérêt manifesté à l’égard des communautés hongroises d’outre-frontière et la drastique réduction d’informations les concernant³⁸⁷. La question nationale est réglée et ne peut être discutée, tandis que le sort des minorités nationales devient une affaire interne au pays d’acceuil. À ce titre, très peu d’indications sur les Magyars de Roumanie sont rapportées dans les ouvrages publiés en Hongrie au cours de la première décennie subséquente à l’instauration du communisme. À partir de la fin des années 1960, les manuels de géographie mentionnent plus fréquemment l’existence des Hongrois d’outre-frontières, sans pour autant adopter une posture critique à l’égard des pays socialistes frères. En 1962, le manuel fait état de la minorité hongroise qui forme environ 10 % de la population du pays et qui vit principalement dans le Pays sicule, les villes de Transylvanie, à la lisière de la Grande plaine hongroise et à Bucarest³⁸⁸. Le manuel d’Aurél Tóth (1973) décrit comme suit la minorité magyare de Roumanie : « Près de 10 % de la population roumaine est hongroise. La plus grande moitié des Hongrois vit mélangée avec les autres peuples, la plus petite moitié en bloc compact dans les bassins sicules et des deux côtés du Harghita »³⁸⁹. De ce point de vue, le propos n’évolue guère et la représentation de la minorité hongroise de Roumanie semble en tout point analogue.

Le seul changement détectable concerne l’élévation des minorités nationales – tant en Hongrie que dans les pays voisins – au rang de garants d’une bonne relation entre les États. Cette notion de passerelle reste très théorique dans la mesure où le déséquilibre numérique entre les minorités de Hongrie et les Hongrois d’outre-frontières n’est en aucun cas relevé. En témoigne ainsi un passage tiré du manuel de Béla Sárfalvi et Aurél Tóth (1981), mais qui se retrouve dans de nombreux manuels publiés à partir de la fin des années 1960 :

³⁸⁶ Kríza Ildikó. « A székely himnusz születésének háttere », *Honismeret*, vol. 31, n°5, 2003. p. 57-68.

³⁸⁷ Voir à ce propos l’article de l’historien Lajos Für publié au début des années 1970 blâmant le manque de connaissance sur les Sicules en Hongrie et tout particulièrement le peu d’attention portée par les manuels scolaires hongrois aux Sicules : Für Lajos. « Milyen nyelven beszélnek a székelyek? », *Tiszatáj*, vol. 26, n°8, 1972. p. 57-66.

³⁸⁸ Vécsey Zoltán. *Földrajz: a gimnáziumok I. osztálya számára*, Op. cit. p. 56.

³⁸⁹ « România lakosságának közel 10 %-a magyar. A magyarság nagyobbik fele a többi néppel keverten, kisebbik fele a székely medencékben és a Hargita két oldalán egy tömbben él », Tóth Aurél. *Földrajz a gimnáziumok III. osztálya számára*, Op. cit. p. 114.

« La politique socialiste des nationalités considère de façon égale les petits et les grands peuples [...]. Près d'un tiers des quinze millions de Hongrois vivent en dehors de nos frontières, dans les pays socialistes environnants et ils remplissent un rôle important de passerelle entre notre patrie et nos voisins »³⁹⁰

Ce rôle d'intermédiaire attribué aux minorités nationales entre leur pays de résidence et la mère-patrie est une notion à très forte connotation politique. En effet, comme le démontre le spécialiste des minorités hongroises Nándor Bárdi, cette conception se voit largement diffusée par le *MSZMP* à partir de la fin des années 1960. Elle s'explique par le retour de la question des minorités hongroises dans l'espace public, alors que la solidarité entre les partis communistes ne permet en aucun cas la formulation de critiques officielles à l'égard d'un autre pays communiste³⁹¹.

Tout au long de la période, le pouvoir roumain reconnaît l'existence des minorités nationales. Considérés avant 1945 comme une nation distincte (*minoritate națională – nemzeti kisebbség*), après l'instauration du socialisme la terminologie officielle devient celle de nationalité cohabitante (*năționalitatea conlocuitoare – együttlő nemzetiségek*). Le renforcement du nationalisme et la difficulté du pouvoir à accepter la multiculturalité du pays se traduit au cours des années 1980 par la désignation de plus en plus récurrente des Hongrois comme des Roumains magyarophones (*români de limbă maghiară – magyarul beszélő románok*)³⁹². Cette tendance traduit la difficulté grandissante pour Bucarest à tolérer la double appartenance de sa minorité hongroise³⁹³. Cet aspect contraste avec l'approche hongroise selon laquelle une minorité nationale forme une passerelle entre deux nations, puisque pour le pouvoir roumain une stricte différence doit être faite entre Hongrois de Hongrie et Hongrois de Transylvanie. À l'instar des manuels hongrois traitant de la Roumanie, les auteurs s'attachent à vanter les mérites du régime "populaire-démocrate", ainsi que la construction du socialisme, lorsqu'il s'agit d'aborder la Hongrie. La représentation de la Hongrie dans l'ouvrage de 1964 est celle d'un petit pays européen, alors que l'existence d'une minorité roumaine n'est pas relevée³⁹⁴. Dans une édition ultérieure du même ouvrage (1971), ce passage disparaît, vraisemblablement

³⁹⁰ « A szocialista nemzetiségi politika a kis és nagy népeket egyrangúnak tekinti [...] A 15 milliós magyarság közel 1/3 a határainkon kívül, a környező szocialista országokban él, és fontos hídszerepet tölt be hazánk és szomszédjaink között », Sárfalvi Béla, Tóth Aurél. *Földrajz a gimnázium I. osztálya számára*, Op. cit. p. 231.

³⁹¹ Bárdi Nándor. « The History of Relations between Hungarian Governments », Op. cit. p. 65.

³⁹² Dans son étude portant sur l'image des Hongrois dans les manuels scolaires roumains utilisés pendant le communisme, Mihály Zoltán Nagy relève également cette tendance, voir : Nagy Mihály Zoltán. « A múltszemlélet "színeváltozása" Romániában. A közös hagyományuktól a kirekesztésig. A magyarságkép változása a romániai történelemtankönyvekben 1947-1989 között », Hornyák Árpád, Vitári Zsolt (dir.). *Kutatási füzetek 14.: A magyarságkép a közép-európai tankönyvekben a 20. században*, Pécsi Tudományegyetem, Pécs, 2009. p. 413.

³⁹³ Vincze Gábor. « A nemzeti kisebbségtől a "magyar nemzetiségi románok"-ig », Bárdi Nándor (dir.). *Források és stratégiák*, Pro-Print, Miercurea-Ciuc, 1999. p. 217-218.

³⁹⁴ Hilt Virgil, Stan Christache, Herbst Constantin. *Geografie : manual pentru clasa a IX-a*, Op. cit. p. 46-49.

car la remarque a pu être jugée malveillante à l'égard de la Hongrie³⁹⁵. Aucune observation n'a trait à un lien entre la Hongrie et la communauté hongroise de Roumanie ou à l'existence d'importantes minorités magyares dans les pays voisins.

Une illustration du changement s'orchestrant dans la perception de la minorité hongroise se remarque au travers des parties didées au développement culturel dans la Roumanie socialiste. En 1960, Dumitru Almaş, George Georgescu-Buzău et Aron Petric mentionnent plusieurs auteurs issus de la communauté hongroise tels qu'András Sütő, István Nagy ou encore István Asztalos lorsque les grands écrivains de la littérature marxiste de Roumanie sont énumérés³⁹⁶. En 1969, cette même liste comporte un seul nom hongrois en la personne d'István Asztalos, tout comme en 1983, où cette fois seul István Nagy apparaît³⁹⁷.

Du côté des manuels de géographie, la présence de minorités nationales n'est pas niée, bien qu'il soit toujours précisé que les Roumains forment la majorité absolue de la population. La dénomination de Pays sicule n'apparaît dans aucun ouvrage roumain de géographie publié entre 1945 et 1990. Tout au plus, les Sicules sont désignés, comme dans l'ouvrage de 1958, où il est énoncé que des 1,5 million de Hongrois que compte le pays, le groupe le plus significatif vit dans le Région autonome hongroise, créée en 1952. Ses habitants sont appelés Sicules et furent installés au XIII^e siècle pour protéger les cols des Carpates orientales. Il est également rappelé qu'au cours de l'histoire, paysans magyars et roumains prirent toujours les armes côte à côte pour la liberté³⁹⁸. Sa création est érigée comme une preuve de la résolution de la question nationale selon les principes léninistes.

Au travers de l'analyse de l'histoire de la Transylvanie élargie, il a été montré que l'une des problématiques clés de la Transylvanie repose sur ses villes. En effet, elles revêtent une importance historique majeure dans la construction nationale hongroise, alors que dans le paysage urbain, l'élément roumain est largement en retrait, bien que formant la majorité de la population de la région. La roumanisation des villes, orchestrée depuis l'entre-deux-guerres, est poursuivie et à la fin de la période, l'ensemble des villes sont désormais à majorité roumaine, à l'exception de celles se trouvant dans le Pays sicule.

Cluj-Napoca, plus grande ville de la région, dispose dans la conscience collective hongroise d'une place sans égal. Elle joue un rôle prépondérant dans le développement culturel

³⁹⁵ Hilt Virgil, Stan Christache, Herbst Constantin. *Geografie : manual pentru clasa a X-a – liceu și anul I – licee de specialitate*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1971. p. 42.

³⁹⁶ Almaş Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României*, Op. cit. p. 405.

³⁹⁷ Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României*, Op. cit. p. 389. ; Petric Aron, Ioniță Gheorghe. I. *Istoria Contemporană a României*, Op. cit. p. 264.

³⁹⁸ Tufescu C. Victor, Giurcăneanu Claudiu, Banu C. Aurel. *Geografia RPR*, Op. cit. p. 146.

hongrois, alors que ses monuments, tels que la statue équestre du roi Mathias, sa maison de naissance, l'église Saint Michel ou encore le cimetière historique, incarnent des lieux de mémoire pour l'ensemble de la nation hongroise³⁹⁹. En Hongrie, c'est dans les manuels publiés au cours de la période de transition que le souvenir de la ville est le plus vivement entretenu. En 1947, il est possible de lire au sujet de Cluj qu'il s'agit de « la capitale de la Transylvanie, le centre culturel des Hongrois de Transylvanie [...]. L'une des villes au plus grand passé de l'histoire magyare (le précieux Cluj) »⁴⁰⁰. Après 1948, les mentions de la ville sont bien plus rares, d'une part car la Transylvanie est abordée uniquement lorsque la géographie de la Roumanie l'est, et de l'autre, car la description des grandes villes d'un pays donné est un procédé qui tombe en désuétude. Ainsi, en 1962 lorsque la ville est décrite comme le centre économique et intellectuel de Transylvanie, aucune information, explicite ou implicite, ne concerne le rapport entre la ville et les Hongrois⁴⁰¹.

En Roumanie, la ville est longuement décrite, soulignant exhaustivement son industrialisation ou son développement depuis l'avènement du socialisme. Pour ce qui est de la mémoire de Cluj-Napoca, une photographie de la place principale de Cluj est intégrée à la description dans l'ouvrage de 1958, faisant donc apparaître la statue équestre du roi Mathias⁴⁰². Si l'histoire de la ville est présentée sur une demi-page, aucune référence ne renvoie aux Hongrois⁴⁰³. En 1981, la succincte description de Cluj-Napoca évoque sa fondation par les Romains ou encore la présence de la maison de naissance de Mathias Corvin, sans explication supplémentaire sur le roi hongrois. Pour les villes de Transylvanie fondées au cours de la période médiévale, seule la première mention de la ville dans la source apparaît, tandis que toute référence à sa création par les Hongrois ou les Saxons est absente⁴⁰⁴.

De son côté, dans un manuel hongrois de 1962, Târgu Mureş est présentée comme la plus grande ville du Pays sicule, ainsi que comme le centre institutionnel de la culture magyare⁴⁰⁵. Dans les manuels roumains, comme celui de 1981, la ville est simplement présentée comme médiévale, ainsi que comme l'une des principales agglomérations du pays⁴⁰⁶. De

³⁹⁹ Feischmidt Margit. « The Hungarian Transylvania: Symbolic Reconstruction of Lost Territories », *Hungarian Studies*, vol. 22, n°1-2, 2008. p. 121-126.

⁴⁰⁰ « Erdély fővárosa, az erdélyi magyarság kulturális központja [...]. Egyike a magyar történelem legnagyobb multú városainak (kincses Kolozsvár) », Hajósy Ferenc, Láng Sándor. *Földrajz. A líceum, leánylíceum és a gazdasági középiskolák II. osztálya számára*, Egyetemi Nyomda, Budapest, 1947. p. 52.

⁴⁰¹ Vécsey Zoltán. *Földrajz: a gimnáziumok I. osztálya számára*, Op. cit. p. 60.

⁴⁰² Pour le conflit mémoriel autour de la ville de Cluj, voir : Botea Bianca. « Mémoires et patrimonialisation dans un territoire-frontière », Op. cit. p. 383-396.

⁴⁰³ Tufescu C. Victor, Giurcăneanu Claudiu, Banu C. Aurel. *Geografia RPR*, Op. cit. p. 153.

⁴⁰⁴ Tufescu Victor, Mierlă Ion, Giurcăneanu Claudiu. *Geografia Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 59.

⁴⁰⁵ Vécsey Zoltán. *Földrajz: a gimnáziumok I. osztálya számára*, Op. cit. p. 60.

⁴⁰⁶ Tufescu Victor, Mierlă Ion, Giurcăneanu Claudiu. *Geografia Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 62.

manière générale, de nombreuses villes de Transylvanie sont citées au sein de la partie réservée à l'industrie du pays. Cependant, les auteurs font l'apologie de l'industrialisation du pays dans son ensemble, la région n'est donc pas perçue comme le cœur économique de la Roumanie. Le traitement des villes transylvaines tel que proposé dans les manuels de géographie soutient l'hypothèse selon laquelle le pouvoir roumain tend à minimiser – voire à effacer – la mémoire hongroise ou allemande des villes.

2) Les Roumains

À l'instar des Hongrois de Roumanie, peu d'informations relatives aux Roumains de Transylvanie existent dans les manuels hongrois. Une fois de plus, l'exception notable provient des manuels de la période de transition. Les géographes perpétuent un procédé largement usité depuis le XIX^e siècle dans les manuels scolaires européens, consistant à fournir un portrait physique et moral de chaque groupe national. Ce type de généralisation – mine d'or pour les chercheurs – permet ainsi de mettre au jour la vision de chaque communauté. Gusztáv Kalmár (1947), qui publie par ailleurs plusieurs livres scolaires au cours de l'entre-deux-guerres à destination des écoles catholiques, propose une caractérisation du Roumain conforme aux stéréotypes qui lui sont attribués par les Hongrois, comme l'illustre le passage suivant :

« Les habitants des plaines ou des piémonts ont emprunté des connaissances plus avancées, mais ceux des montagnes sont encore d'une érudition très simple. La maison du berger roumain des montagnes est construite avec des poutres grossièrement assemblées. Il n'y a pas un seul morceau de fer dedans »⁴⁰⁷

Ferenc Hajósy et Sándor Láng (1947) ne sont pas en reste et proposent eux aussi une caractérisation des Roumains fortement connotée : « Les Roumains sont un peuple calme et paisible, vivant principalement de l'élevage dans les montagnes et de l'agriculture dans les vallées et les bassins. Certains de ses groupes ont de très beaux costumes folkloriques »⁴⁰⁸. Dans un autre ouvrage des deux mêmes auteurs, également de 1947, il est avancé que « Dans le passé, il y avait beaucoup de gens qui ne savaient ni lire ni écrire parmi les habitants du pays, plus récemment, de nombreuses écoles ont été créées et le niveau d'éducation a beaucoup augmenté »⁴⁰⁹. Cette perception des Roumains fait écho aux discours propagée sur les Roumains depuis

⁴⁰⁷ « A síkságiai és a domavidékiek átvették a fejlettebb műveltséget, de a hegyvidékiek még igen egyszerű műveltségük. A havasi román pásztor háza durván összerőtt gerendákból épült. Nincs benne egyetlen darab vas sem », Kalmár Gusztáv. *A kárpát-medence*, Op. cit. p. 108.

⁴⁰⁸ « A románság csendes, békés nép, a hegyvidéken főleg állattenyésztéssel, a völgyekben és a medencekben pedig földműveléssel foglalkozik. Egyes csoportjainak igen szép a népviselete », Hajósy Ferenc, Láng Sándor. *Földrajz III. rész.*, Op. cit. p. 44.

⁴⁰⁹ « Régebben az ország lakói között sok volt az írni-olvasni nem tudó ember, újabban számos iskola létesült és a műveltség sokat emelkedett », Hajósy Ferenc. *Földrajz II. rész*, Op. cit. p. 18.

le XIX^e siècle. Ils sont loués pour leur gentillesse et leur tranquillité, mais montrent de fâcheuses tendances à la paresse et sont caractérisés par le manque d'organisation et la saleté⁴¹⁰.

Après 1948, ces descriptions disparaissent et aucune caractérisation nationale ou régionale ne peut être répertoriée dans les manuels scolaires hongrois et roumains. En Roumanie, peu d'informations permettent d'établir les spécificités des Roumains de Transylvanie. Seul l'ouvrage de 1958 propose un paragraphe traitant du Pays des Moți dans lequel les attributs classiques accolés à ses habitants se retrouvent. Leur goût pour le travail difficile ou encore leur esprit de révolte sont soulignés, ajoutant à ce propos que : « Par leur détermination, ces habitants se sont souvent opposés à l'oppression féodale au cours de l'histoire. Leurs soulèvements sont des pages rayonnantes de l'histoire de notre pays »⁴¹¹.

En Roumanie, l'analyse a montré les modifications s'opérant dans la narration de l'histoire nationale. La période internationaliste, s'incarnant dans le manuel de Roller, dépeint le peuple roumain comme le résultat d'une triple ethnogenèse dace, romaine et slave. Le retour du national à partir de la fin des années 1950, puis sa mobilisation à outrance durant le national-communisme de Ceaușescu conduit à une réinterprétation de la nation. Sa dimension constructiviste est délaissée au profit d'un discours privilégiant une acceptation ethnique – voire mystique – de la nation roumaine, où le discours converge vers l'unité et l'homogénéité du peuple roumain depuis la nuit des temps⁴¹².

La rareté des informations sur les Transylvains s'explique donc par l'apologie de l'unité roumaine, quelle soit historique, ethnique, culturelle ou linguistique⁴¹³. Ceci s'illustre par exemple au travers des observations concernant les différents types de villages du pays. Les villages compacts, dispersés ou construits le long d'une voie de communication sont caractéristiques de sous-régions géographiques, comme des plaines, des collines ou des montagnes. Néanmoins, cette diversité n'est pas dépeinte comme une spécificité régionale et témoigne au contraire de l'unité roumaine⁴¹⁴. Un autre aspect allant dans le sens d'une mise en exergue de l'unité roumaine se manifeste lorsque les auteurs soulignent le fait que les Roumains vivent en majorité absolue dans le pays. En 1958, les Roumains, descendants des Géto-Daces, des Romains et des Slaves, sont les plus vieux habitants du pays et composent 85 % de la

⁴¹⁰ Floutier Jérémie. « La construction de l'identité nationale par le livre scolaire : le cas de la Transylvanie au temps de l'Empire austro-hongrois (1867-1918) », *Chronica*, n°16, 2017. p. 174-175.

⁴¹¹ « Prin dîrzenia lors acești locuitori s-au opus deselor în cursul istoriei asuprîrii feudalilor. Răscoalele lor constituie pagini însuflare ale istoriei țării noastre », Tufescu C. Victor, Giurcăneanu Claudiu, Banu C. Aurel. *Geografia RPR*, *Op. cit.* p. 57.

⁴¹² Petrescu Cristina. « Historiography of nation-building in communist Romania », *Op. cit.* p. 163-164.

⁴¹³ Petrescu Dragoș. « Building the Nation, Instrumentalizing Nationalism: Revisiting Romanian National-Communism, 1956-1989 », *The Journal of Nationalism and Ethnicity*, vol. 37, n°4, 2009. p. 534-536.

⁴¹⁴ Tufescu Victor, Mierlă Ion, Giurcăneanu Claudiu. *Geografia Republicii Socialiste România*, *Op. cit.* p. 63-64.

population⁴¹⁵. En 1964, seule la présence roumaine est spécifiée, puisque s'il est énoncé que 14 % de la population n'est pas roumaine, aucune autre information supplémentaire n'est livrée⁴¹⁶. Il est à noter que ces chiffres sont régulièrement mis à jour dans les manuels, puisque s'il est écrit que les minorités forment 14 % de la population en 1964, ce chiffre passe à 12,2 % en 1971⁴¹⁷.

Au-delà de la différence d'appréciation de la nation dans les livres d'histoire, les manuels de géographie roumains proposent des données proches dans la description des Roumains de Transylvanie. À l'image de l'importance des Carpates dans la définition du territoire national, la chaîne de montagnes joue également un rôle historique prépondérant. Les auteurs des ouvrages de 1958, 1981 et 1986 rappellent par exemple que la capitale du royaume dace antique se trouvait dans le *județ* de Hunedoara ou encore que la terre de Hațeg formait le centre de la Dacie de Décébale⁴¹⁸. Une autre illustration au phénomène apparaît dans les succinctes présentations des principales villes de Roumanie, où la mention des villes fondées par les Daces ou les Romains est toujours faite, au contraire de celles construites par les Hongrois ou les Saxons. Dans les manuels de géographie de 1981 et 1986, un récapitulatif des différentes vagues de création de centres urbains mentionnent quatre villes d'origine dace, dont trois sont situées en Transylvanie (Cluj-Napoca, Turda et Alba Iulia)⁴¹⁹. Tous ces éléments semblent attester de la volonté de perpétuer l'idée selon laquelle la Transylvanie constitue le noyau de la nation roumaine et le lieu de son ethnogénèse, bien que cela soit largement réfuté par les historiens hongrois⁴²⁰.

3) Les Allemands de Roumanie

Le cas de la minorité allemande diverge sensiblement de celui des Hongrois. Aucun État germanophone ne peut être accusé de nourrir des prétentions territoriales aux dépens de la Roumanie. La relative faiblesse du poids démographique des communautés saxonne ou souabe ne mène pas à la perception des Allemands de Roumanie comme un danger pour le pays. Pour autant, les territoires sous domination soviétique procèdent dans l'immédiat d'après-guerre à de larges expulsions des minorités germanophones au nom de la "culpabilité collective" du peuple allemand, bien que la Roumanie soit le pays le moins concerné. Environ quatre-vingt

⁴¹⁵ Tufescu C. Victor, Giurcăneanu Claudiu, Banu C. Aurel. *Geografia RPR*, Op. cit. p. 145-146.

⁴¹⁶ Hilt Virgil, Stan Christache, Herbst Constantin. *Geografie : manual pentru clasa a IX-a*, Op. cit. p. 10.

⁴¹⁷ Hilt Virgil, Stan Christache, Herbst Constantin. *Geografie : manual pentru clasa a X-a*, Op. cit. p. 8.

⁴¹⁸ Voir par exemple : Tufescu Victor, Mierlă Ion, Giurcăneanu Claudiu. *Geografia Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 17-19.

⁴¹⁹ Ibid. p. 59.

⁴²⁰ Miskolczy Ambrus. « A román nép születése », Op. cit. p. 159-160.

mille Allemands de Roumanie sont envoyés en Union soviétique pour y effectuer des travaux forcés. Selon Ferenc Pozsony environ 1/5^e de ces travailleurs forcés perdent la vie en URSS, et lors de leur libération, ils optent bien souvent pour un établissement en RFA plutôt que pour un retour en Roumanie⁴²¹. En conséquence des pertes humaines de la guerre, des déplacements volontaires et forcés, le poids de la communauté germanophone de Roumanie passe de 252 511 à 173 735 personnes entre 1939 et 1948. À titre illustratif, il convient de rappeler que les Allemands de Roumanie ne retrouvent le droit de vote qu'en 1950, malgré la portée uniquement symbolique du vote⁴²².

C'est au travers du prisme de la culpabilité collective que s'exprime la perception des Allemands dans les livres scolaires des deux pays jusqu'à la fin des années 1950. Les manuels des deux pays – proposant par ailleurs un discours analogue sur la question – ne cachent en rien cette expulsion de masse. Gusztáv Kalmár (1947) évoque la difficulté à connaître le nombre exact d'Allemands en Transylvanie et dans le Banat puisqu' « [...] au cours de la guerre récemment terminée, la plus grande partie a émigré. Il n'est pas encore possible de savoir combien sont restés »⁴²³. Ferenc Hajósy et Sándor Láng se montrent pour leur part bien plus sévères à leur égard, décrétant par exemple que « Les Allemands payèrent le pain hongrois avec ingratITUDE : pendant la Seconde Guerre mondiale, dans le bassin des Carpates ils devinrent les complices du fascisme qui dévasta l'Europe. Leur nombre dépassait largement le million et demi »⁴²⁴. Le tournant politique de 1947-1948 n'apporte pas d'évolution majeure sur le sujet, comme le révèle ce passage relatif aux Allemands de Hongrie, tiré d'un manuel de géographie de 1950 : « La nationalité la plus nombreuse était celle des Allemands. [...] Après la guerre, les éléments traîtres de la population allemande, qui coopérèrent avec les fascistes, furent expulsés du pays aux termes du traité de paix. [...] Ainsi, à l'heure actuelle, la proportion des nationalités n'est que d'environ 2 à 3 % »⁴²⁵. Dans les manuels d'histoire, il a été montré que les Saxons sont abondamment présents et leur rôle d'élite culturelle et économique en Transylvanie explique la connotation négative accolée aux Saxons. De manière plus générale, les Allemands sont décrits comme des colonialistes ou encore comme des pionniers de la bourgeoisie.

⁴²¹ Pozsony Ferenc. *Erdély népei*, Op. cit. p. 52-53.

⁴²² Ibid. p. 54-56.

⁴²³ « A nem rég befejezett háború alatt azonban a legnagyobb részük elvándorolt. Hogy mennyi maradt itt, még nem lehet tudni », Kalmár Gusztáv. *A kárpáti-medence és Magyarország földrajza*, Op. cit. p. 37.

⁴²⁴ « A németek a magyar kenyérért háláltansággal fizettek: a második világháború idején a Kárpátmédencében ők lettek az Európát rombadontó fasizmus szálláscsinálói. Számuk jóval több, mint másfélmillió volt », Hajósy Ferenc, Láng Sándor. *Földrajz III. rész.*, Op. cit. p. 45.

⁴²⁵ « A legnagyobb számú nemzetiség a német volt. [...] A háború után a békeszerződés határozatai értelmében a német lakosság hazaáruló elemeit, akik a fasisztákkal együttműködtek, kitelepítették az országból. [...] Így jelenleg a nemzetiségek arányszáma csupán kb. 2-3 % », Markos György, Pécsi Márton, Kéz Andor, Szurovy Géza. *Földrajz: gimnázium második rész. Magyarország földrajza*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1950. p. 119.

À la suite du tournant politique de 1948, les manuels de géographie hongrois n'accordent – à l'instar de la minorité magyare – que peu d'espace à la minorité germanophone de Roumanie, bien que la mention en soit faite dans le paragraphe relatif à la composition nationale de la population de Roumanie. Cet aspect peut être interprété comme le signe du désintérêt pour la minorité hongroise, puisque si l'existence des deux communautés est reconnue, le peu d'informations à leur sujet démontre l'identification toute relative avec les Magyars de Transylvanie.

L'analyse de l'image des Allemands dans les manuels scolaires roumains a déjà été menée par l'historien luxembourgeois Philippe Henri Blasen. Ses recherches montrent qu'à l'image des autres démocraties populaires, toute référence aux Allemands de Roumanie colporte une connotation négative jusqu'au début des années 1960⁴²⁶. Leur présence significative dans les *județe* de Staline/Brașov, Sibiu pour les Saxons et de Timiș pour les Souabes apparaît régulièrement⁴²⁷. En 1958, 372 000 Allemands vivent en Roumanie, soit 2,48 % de la population totale, alors que selon le manuel de 1981, ils ne forment plus qu'1,6 % de la population. En 1986, il est seulement mentionné qu'aux côtés des Roumains, des Roumains de nationalité hongroise ou allemande vivent également dans le pays, bien qu'aucun chiffre ne soit fourni⁴²⁸. Au-delà de leur mention, étayée ou non de chiffres, rien ne concerne la baisse significative du nombre d'Allemands vivant dans le pays. La politique de vente des Saxons et des Souabes à la République fédérale allemande est totalement passée sous silence.

À l'image de la représentation des Hongrois, l'héritage allemand est largement négligé. Contrairement aux villes fondées par les Daces et les Romains, comme Cluj-Napoca, Turda ou Alba Iulia, rien n'est dit sur le rôle des Saxons dans la fondation, puis dans le développement de nombreuses villes transylvaines⁴²⁹. En 1981, le manuel destiné à la 12^e classe reproduit le même discours, ajoutant même que Sibiu – deuxième plus grande ville saxonne de Transylvanie – est à l'origine un village fondé par les Daco-romains⁴³⁰. Le même discours se retrouve dans le cas de Brașov, décrit comme un centre urbain roumano-slave, colonisé par les Saxons au Moyen Âge⁴³¹. Aucune référence à la communauté germanophone n'est faite non plus lorsque

⁴²⁶ Blasen Philippe Henri. « Darstellung der Deutschen und der deutschen Minderheiten Rumäniens in den rumänischen Schulbüchern für Geschichte und für Erdkunde der 3. bis 10. / 12. Klasse 1948 – 1989: Eine Periodisierung », *Analele Banatului*, vol. 22, 2014. p. 508-509.

⁴²⁷ Voir par exemple : Tufescu Victor, Mierlă Ion, Giurcăneanu Claudiu. *Geografia Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 57-58.

⁴²⁸ Giurcădeanu Claudiu, Mușat Iuliana, Ghica Gheorghe. *Geografia Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 91.

⁴²⁹ Ibid. p. 93.

⁴³⁰ Tufescu C. Victor, Giurcăneanu Claudiu, Banu C. Aurel. *Geografia RPR*, Op. cit. p. 155.

⁴³¹ L'étude suivante dresse les mêmes enseignements de la représentation des villes saxones de Transylvanie : Blasen Philippe Henri. « Darstellung der Deutschen und der deutschen Minderheiten Rumäniens », Op. cit. p. 511-512.

la ville de Timișoara, centre souabe du Banat, est décrite. Comme dans le cas des autres villes, seule la beauté de la ville et son développement industriel sont relevés⁴³². L'héritage architectural saxon, comme l'église de noire de Brașov, le palais Bruckenthal de Sibiu ou les églises fortifiées, est intégré au patrimoine roumain, sans en spécifier son origine saxonne⁴³³.

Dès 1958, la représentation négative des Saxons s'efface, en accord avec la périodisation proposée par Philippe Henri Blasen⁴³⁴. Ce même manuel rapporte désormais que l'installation des Saxons aux XIII^e et XIV^e siècles aux côtés des Roumains participa au développement de la région, notamment grâce à leur maîtrise de l'artisanat⁴³⁵. Cependant, l'histoire de la minorité allemande est utilisée comme un miroir afin de sublimer le peuple roumain. En effet, celle-ci permet de mettre en avant la bonté des Roumains et leur tolérance naturelle pour les nationalités cohabitantes, alors que dans le même temps chaque minorité œuvre également à la réalisation de l'unité roumaine selon le discours proposé dans les manuels⁴³⁶.

⁴³² Tufescu C. Victor, Giurcăneanu Claudiu, Banu C. Aurel. *Geografia RPR*, Op. cit. p. 156.

⁴³³ Ibid. p. 155.

⁴³⁴ Blasen Philippe Henri. « Darstellung der Deutschen und der deutschen Minderheiten Rumäniens », Op. cit. p. 516.

⁴³⁵ Tufescu Victor, Mierlă Ion, Giurcăneanu Claudiu. *Geografia Republicii Socialiste România*, Op. cit. p. 72.

⁴³⁶ Blasen Philippe Henri. « Darstellung der Deutschen und der deutschen Minderheiten Rumäniens », Op. cit. p. 512-514.

Conclusion

La Transylvanie, terre à l'histoire mouvementée, représente une composante essentielle et indissociable de l'histoire et du patrimoine des nations roumaine et hongroise. La région se mue en fournisseur de lieux de mémoire pour les deux nations, où deux territoires-patrimoines coexistent, l'*Ardeal* roumaine et l'*Erdély* hongroise⁴³⁷. L'attachement au territoire transylvain est réel et la gestion de cet héritage se montre particulièrement épineux de part et d'autre de la frontière. Bien souvent, ces deux mémoires fonctionnent en miroir et n'interagissent qu'à l'occasion de conflits, Béni L. Balogh écrit à ce propos que : « ce qui pour un peuple était un triomphe et une célébration de joie, signifiait dans bien des cas une tragédie et un chagrin pour l'autre »⁴³⁸. Depuis le XIX^e siècle, cette appartenance plurielle se trouve au cœur d'une intense querelle territoriale, débordant sur le terrain historique et mémoriel. Dans la première moitié du XX^e siècle, ces tensions sont exacerbées par les changements territoriaux successifs dans le contexte des grands bouleversements traversés par le continent européen. Le manuel scolaire, et plus généralement l'éducation, forme depuis le XIX^e siècle la pomme de la discorde entre d'une part la minorité nationale, parfois centrifuge – ou tout du moins perçue comme tel – et de l'autre l'État centralisateur.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il serait aisément d'imaginer que l'histoire de ce territoire contesté devienne – tout du moins en Hongrie – un tabou. Il est vrai que l'instauration de régimes communistes en 1947-1948 fait évoluer la représentation de la région et remodule en profondeur le discours historique. Nonobstant l'appartenance de la Transylvanie à la Roumanie depuis 1918/1920, elle n'est pas effacée des manuels scolaires hongrois. Pourtant, il eût été possible de sacrifier l'histoire de la région sur l'autel de l'internationalisme, mais même au sommet du dogmatisme marxiste des années 1950, la Transylvanie demeure présente. De 1945 à 1990, les manuels scolaires d'histoire des deux pays placent la région au cœur de la quasi-totalité des chapitres consacrées à l'histoire nationale. Traditionnellement, les exemples de coopération ou d'entraide pèsent bien peu et c'est précisément ce à quoi les auteurs de livres scolaires tentent de remédier après 1945.

La représentation de la Transylvanie telle que proposée dans les manuels de la période semi-démocratique de transition, comprise entre 1945 et 1947 en Roumanie et jusqu'en 1948 dans le cas hongrois, traduit les spécificités de ces années. Du côté hongrois, le révisionnisme est abandonné, alors que la certitude d'une pleine magyarité du territoire est également remise

⁴³⁷ Concept développé par l'ethnologue Bianca Botea : Botea Bianca. *Territoires et frontières, mémoires et patrimoines. Pratiques de cohabitation en milieu urbain en Transylvanie et dans le Banat*, vol. 2, Mémoire de synthèse HDR, Université Jules Verne de Picardie, 2021. 171 p.

⁴³⁸ « Ami az egyik népnek diadal és örömmünne volt, az a másiknak sok esetben tragédiát és gyászt jelentett », Balogh L. Béni. « Impériumváltások Erdélyben és az 1944-1945-ös fordulat », *Op. cit.* p. 73.

en question. Les auteurs – jeunes historiens déjà confirmés – ne sont toutefois pas en rupture totale avec le roman national de l'entre-deux-guerres, témoignage de la continuité et des changements s'opérant parallèlement entre 1945 et 1947/1948.

Entre 1947-1948 et 1989 le contexte international joue un grand rôle dans la représentation de la Transylvanie. L'école et la production historique sont mises au service d'une idéologie et d'un régime, où les contrepoids à la propagande officielle subsistent difficilement, bien qu'ils ne s'effacent pas totalement. L'État détient alors un quasi-monopole dans la gestion du passé. Le marxisme devient le seul prisme de lecture possible de l'histoire, bien que sa vigueur s'estompe quelque peu à partir des années 1960. L'Union soviétique – qui confie le pouvoir aux partis communistes – détermine largement l'établissement du canon historiographique, mais son influence diminue progressivement à partir du début des années 1960. De profonds changements adviennent dans le rapport aux questions territoriales, ainsi qu'envers les désormais "peuples socialistes frères". Pour autant, la région apparaît sur l'ensemble du spectre chronologique couvert par le programme scolaire, témoignage de sa centralité pour les deux nations au cours des quatre grandes périodes historiques.

La convergence forcée, en vigueur jusqu'à la fin des années 1950, implique une large révision du discours traditionnel qui se caractérise par un refus total du révisionnisme, l'adoption d'un discours particulièrement élogieux à l'endroit des Slaves et de l'Union soviétique ou encore la formulation d'acerbes critiques envers l'Ouest et les élites par la simplification à outrance de l'histoire résumée à un combat entre forces réactionnaires et progressistes. Pour autant, dans le sillage de la quête de légitimité lancée par les deux partis, qui leur fait par ailleurs cruellement défaut, les discours s'adaptent aux sensibilités de chaque mémoire collective. Conscients de la charge émotive de ce territoire pour les deux peuples, la Transylvanie n'est pas délaissée, mais sa place est repensée. Cet intervalle de rapprochement du discours historico-mémoriel dans les manuels des deux pays est aussi à mettre en parallèle avec la nature des relations entre Bucarest et Budapest. Le rejet du révisionnisme d'un côté et l'octroi de droits collectifs à la minorité magyare de l'autre, matérialisé par la Région autonome hongroise, auxquels s'ajoute la proximité idéologique des dirigeants, font de la décennie 1950 un âge d'or des relations roumano-hongroises. Le paradoxe est de taille, puisque dans le même temps la terreur stalinienne s'abat sur la population des deux pays et que la privation des libertés individuelles atteint son apogée.

En Hongrie, lorsque l'histoire des origines et l'ethnogenèse sont abordées, la théorie d'une origine hunnique des Magyars ou d'une filiation avec les Huns, où les Sicules de Transylvanie formeraient le trait d'union entre ces derniers et les Hongrois, est totalement

abandonnée. La passion des Hongrois pour leur langue unique, souvent confondue avec une spécificité ethnique magyare, évolue considérablement. Désormais, les Hongrois et leur langue sont d'origine finno-ougrienne et aucun manuel ne se détourne de ce chemin. En Roumanie, outre les Daces et les Romains, une troisième composante du peuple roumain est ajoutée avec les Slaves, illustration de la volonté de rapprocher les Roumains de tout ce qui dénote une appartenance slave, russe et par conséquent soviétique. La Transylvanie n'est plus expressément désignée comme le lieu de l'ethnogenèse roumaine, bien que la continuité de peuplement protoroumain sur l'ensemble de la Roumanie contemporaine ne soit jamais remise en question. En Hongrie, la continuité daco-roumaine à l'intérieur de l'arc des Carpates est passée sous silence au cours des années 1950. Elle n'est donc pas niée, mais son omission témoigne du fossé historiographique hungaro-roumain qui ne peut être comblé par le discours marxiste.

La narration de l'histoire au cours des années 1950 accorde un intérêt démesuré aux révoltes sociales émaillant la période médiévale, dont les deux plus importantes sont étroitement liées à la Transylvanie, ce qui confère à la région un rôle central. Le Moyen Âge devient ainsi le sommet de la coopération entre les deux peuples, uniquement incarnés par la paysannerie et les habitants pauvres des villes, contre la noblesse. Cette construction met en point d'orgue le combat commun des Roumains, des Hongrois, auxquels sont parfois intégrés les Saxons, contre les forces réactionnaires, formées par la noblesse et l'Église. C'est selon ce même modèle que s'exprime la lutte face aux Ottomans, alors que le conflit mémoriel entourant les deux figures de proue de ces guerres est désormais réglé, puisque l'origine roumaine de la famille Hunyadi est complaisamment reprise dans les manuels des deux pays. Le culte des héros nationaux est conservé mais adapté à la sémantique marxiste. Leur image est polie afin de les dépeindre comme des défenseurs du peuple et des précurseurs de la lutte des classes.

À la suite de la division du royaume de Hongrie dans la première moitié du XVI^e siècle, la Transylvanie incarne en Hongrie la continuité étatique et son rôle de sanctuaire de la nation s'en trouve renforcé. En parallèle, le rôle dévolu à la région dans le développement de la culture nationale atteste de son poids dans la mémoire collective et elle fournit le cadre géographique et politique dans lequel la nation hongroise moderne peut se préformer. En Roumanie, le discours selon lequel la Transylvanie s'oriente vers la Valachie et la Moldavie et la similarité entre les "trois pays roumains" perd en intensité, bien que toujours présent. En ce sens, une ligne de démarcation aisément perceptible se maintient dans l'interprétation de la principauté de Transylvanie. Néanmoins, un important point de convergence concerne le dénigrement commun de la dynastie des Habsbourg. En Hongrie, la récupération du patrimoine *kuruc* permet

de mettre en exergue la lutte pour l'indépendance et la justice sociale, dont le point culminant est formé par l'instauration du communisme dans le pays. L'histoire de la lutte pour l'indépendance est utilisée comme un levier de glorification de la nation et donc du Parti. En Roumanie, une image tout aussi maléfique des Habsbourg est construite jusqu'à la fin des années 1960. Elle permet d'une part d'expliquer tous les maux des Roumains de Transylvanie et de l'autre d'épargner les Hongrois d'attaques trop frontales.

La conquête de l'ensemble du bassin des Carpates par les Habsbourg à la fin du XVII^e siècle provoque d'importants changements démographiques, dont la narration diverge sensiblement de part et d'autre de la frontière. Si les auteurs hongrois adressent d'ardentes critiques à l'égard de la politique de repeuplement des Habsbourg, leurs homologues roumains ne montrent que peu d'intérêt pour cette thématique. Dans le sillage de l'affirmation du sentiment national et du développement des nations modernes, les relations hungaro-roumaines prennent un tournant décisif, comme le révèle la révolution de 1848-1849. Il est toutefois possible d'assister à un rapprochement dans les deux discours, où les manuels des deux pays critiquent le nationalisme exacerbé de chaque mouvement et regrettent les allures de guerre civile prises par les événements en Transylvanie. Le phénomène s'illustre du côté roumain avec la prise de distance avec l'héritage de personnages clés comme Avram Iancu. Néanmoins, la révolution reste une étape incontournable des deux romans nationaux. De plus, du côté hongrois, cette même région représente l'un des épicentres des combats menés, ce qui n'est pas omis par les manuels de cette décennie. Ceci renforce incontestablement l'image de la Transylvanie comme celle d'un territoire sanctuaire de la nation, où se manifeste le patriotisme des Sicules, perpétuant ainsi la passion singulière des Hongrois pour ces derniers.

La représentation du dualisme ou de la Première Guerre mondiale suit elle aussi ce processus de convergence. Les auteurs des deux pays sont particulièrement critiques envers le dualisme, où la double oppression, sociale et nationale, est pareillement mise en exergue. En ce qui concerne la Grande Guerre, elle est unanimement décrite comme le résultat de l'impérialisme et du capitalisme, alors qu'aucun culte du soldat n'est inculqué. De part et d'autre de la frontière, mais principalement en Hongrie, le récit se concentre sur la République des conseils de 1919 et éclipse quelque peu le conflit ou encore le transfert de la Transylvanie élargie vers la Roumanie. Le traité de Trianon n'est d'ailleurs plus dépeint comme un traumatisme collectif, tandis qu'au cours de cette même décennie, les manuels roumains présentent une certaine dichotomie sur le sujet. L'union d'Alba Iulia incarne d'une part une caisse de résonnance indissociable de l'histoire nationale, tandis que la formation de la Grande Roumanie ne peut être exprimée qu'au travers de la Transylvanie élargie, la question

bessarabienne étant gelée. De l'autre, le récit insiste sur la dimension antirévolutionnaire et bourgeoise de l'union. La sacralisation du territoire national se matérialise plutôt par la perception du traité comme un processus logique et naturel de l'histoire roumaine, dont le mérite revient aux classes populaires.

En Hongrie, l'identification avec la région est complète dans les manuels de géographie publiés entre 1945 et 1947, avant d'être abandonnée après 1948 jusqu'au début des années 1960. Aucun renvoi n'est fait au bassin des Carpates, référence trop explicite au territoire de la Hongrie historique, tandis que l'emploi de la toponymie unique en roumain dénote la volonté de séparer le territoire du corps de la nation hongroise. En Roumanie, l'arc formé par la chaîne des Carpates est mobilisé comme preuve de l'homogénéité et de la cohérence géographique du territoire roumain.

La relative libéralisation du régime kádárien, amorcée à partir des années 1960, entraîne un accroissement de l'intérêt porté par les intellectuels envers les minorités hongroises et une différenciation relative de l'historiographie. En Roumanie, le tournant national amorcé dès la fin des années 1950 induit des changements bien plus marqués, alors que ces deux phénomènes, accentuent l'écart entre les interprétations hongroises et roumaines. Dans le cas roumain, ces évolutions se traduisent dans les livres scolaires de 1960 et 1969, à mi-chemin entre l'internationalisme du manuel de Roller et le national-communisme débridé des années 1970 et 1980. Ainsi, le rôle des Slaves dans l'ethnogenèse et l'histoire du peuple roumain reflué, alors que les manuels insistent avec une vigueur renforcée sur l'héritage dace. La Transylvanie médiévale est désormais décrite comme une entité quasi-indépendante du royaume de Hongrie, alors que du côté hongrois, les auteurs affirment plus explicitement l'appartenance de la voïvodie au royaume. Cette même tendance se retrouve lors de l'appréciation de la principauté de Transylvanie. De part et d'autre, les conflits sociaux et/ou nationaux demeurent le fruit d'une union entre les paysans hongrois, roumains et saxons, bien qu'en Roumanie, la noblesse hongroise soit désormais désignée comme l'ennemi de classe.

Ce même discours prévaut pour l'appréciation de la période dualiste, où la coercition nationale est désormais placée sur un pied d'égalité avec l'oppression sociale. La représentation binaire de l'histoire se réduit, ce qui se traduit en Hongrie par une pondération toute relative dans les jugements réservés à la noblesse, voire aux Habsbourg. Enfin, l'exposé fait du XX^e siècle suit dans les grandes lignes celui de la décennie précédente et ne connaît que des évolutions mineures. L'identification hongroise avec la Transylvanie devient plus subtile, tout en se tenant à une résolution de la question nationale dans l'ensemble des pays socialistes par l'application des principes léninistes.

Les deux dernières décennies des démocraties populaires de Hongrie et de Roumanie démontrent un éloignement des deux discours sur l'histoire de Transylvanie. Le renforcement de ces divergences fait écho à la prise de distance politique entre Budapest et Bucarest, les deux régimes constituant même au cours des années 1980 les deux pôles les plus distants au sein du bloc soviétique. En Hongrie, la région gagne en importance dans le discours historique, comme l'illustre la représentation des périodes médiévales ou modernes. Les XIX^e et XX^e siècles connaissent eux aussi une réinterprétation, avec une réappropriation de l'héritage de l'empire austro-hongrois, tandis que les conséquences du traité de Trianon sont exposées et dépassent les seules critiques réservées à l'Ouest impérialiste jusqu'ici proposées dans les livres scolaires antérieurs. En Roumanie, l'avènement du national-communisme se caractérise par une vision de l'histoire nationale au travers de quatre piliers que sont l'ancienneté, la continuité, l'unité, l'indépendance, que transcende la dialectique marxiste. Dès lors, le récit narre l'histoire de la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie comme celle de trois pays roumains cherchant à s'unifier depuis le Moyen Âge. Les révoltes sociales revêtent désormais une parure nationale, où la collaboration entre classes laborieuses contre la classe dirigeante est négligée au profit d'une lutte de la nation roumaine contre une élite étrangère, comme l'illustre le récit des soulèvements de 1437 ou de 1784. Les guerres face à l'Empire ottoman sont désormais menées de concert entre les trois pays roumains et permettent de sauver l'Occident chrétien grâce aux sacrifices des Roumains, alors que les interactions avec les autres peuples de la région sont minimisées. Dans le même esprit, la création de l'État-nation roumain en 1918 consacre la volonté pluriséculaire du peuple roumain, en réduisant à son minimum le rôle de l'Entente.

Les grands personnages de l'histoire nationale, de Décébale à Bălăescu, en passant par Michel le Brave, sont mobilisés afin de constituer un point de référence au présent et de servir le culte de la personnalité de Nicolae Ceaușescu, qui s'inscrit alors dans la lignée de grands dirigeants au service de la patrie. Tous cherchèrent à créer l'État national roumain et l'histoire des trois entités est confondue dans les manuels. Le protochronisme, concept selon lequel tout grand courant culturel traversant l'Europe trouve ses origines en Roumanie, est incorporé aux manuels scolaires. Dès lors toute interaction avec d'autres groupes nationaux est minimisée afin de faire ressortir la spécificité et le génie roumains, dont l'origine se perd dans un temps immémorial. La sacralisation du territoire national passe également par la géographie, où l'espace carpato-danubo-pontique est le terreau de la nation roumaine depuis la nuit des temps, alors qu'au contraire de la construction hongroise, les Carpates ne sont pas une frontière, mais un axe de communication entre les trois pays roumains. La rhétorique antimagyare

s'accentue, notamment en raison de la difficulté grandissante à tolérer une narration concurrente de l'histoire transylvaine.

Les résultats obtenus confirment l'hypothèse selon laquelle le manuel forme un double miroir, de la période traitée, mais aussi – et surtout – de celle où cours de laquelle il est rédigé. En d'autres termes, il porte toujours la marque de son époque. Le livre scolaire intègre une partie des travaux historiographiques, alors que ces derniers sont largement influencés par le pouvoir politique. Les évolutions constatées dans l'interprétation de l'histoire de la Transylvanie témoignent des changements politiques à l'œuvre dans les deux pays, dont découlent la perception de cette région contestée. Une corrélation peut être établie entre la perception de l'histoire des Hongrois et la gestion de la minorité hongroise par Bucarest, tandis que du côté hongrois la place accordée à la Transylvanie traduit également l'intérêt manifesté envers la minorité hongroise de Roumanie.

Comme le prédisait dès 1990 l'intellectuel magyar de Transylvanie Lajos Kántor : « La chute d'une dictature n'efface nullement les modes de pensée, les préjugés accumulés depuis des décennies »⁴³⁹. Par ailleurs, en Hongrie les mêmes manuels demeurent sur le marché lors des premières années postérieures au changement de régime. En Roumanie, au lendemain de la révolution de décembre 1989, un manuel de 1942 est réédité, puis redistribué aux établissements scolaires du pays. Le scandale national occasionné par la publication d'une série de manuels scolaires en rupture avec les mythes nationaux roumains dans la seconde moitié des années 1990 fournit un témoignage de la sensibilité de la question, ainsi que des limites du changement de régime dans ce domaine. Le processus de réconciliation roumano-hongrois initié après 1990 n'a connu que des succès partiels et ne représente qu'une pâle copie du rapprochement franco-allemand amorcé dès les années 1960⁴⁴⁰. La problématique transylvaine n'est pas entièrement résolue entre Budapest et Bucarest⁴⁴¹. Ces dernières années, la montée en puissance du nationalisme agressif, autoritaire et exclusif en Europe ne va pas dans le sens d'une amélioration des relations hungaro-roumaines, comme en témoignent les réguliers échanges houleux par voie de presse interposée entre les deux gouvernements, alors que de nombreux chapitres de l'histoire transylvaine continuent d'être le théâtre de profondes divergences historiographiques entre Hongrois et Roumains.

⁴³⁹ Kántor Lajos. « Sur la situation des Hongrois en Transylvanie. (Entretien) », *Lignes*, vol. 10, n°2, 1990. p. 130.

⁴⁴⁰ L'article suivant fournit une base de réflexion sur le sujet : Trifescu Valentin. « For a Comparative History of Alsace and Transylvania », *Diacronia*, n°1, 2015. p. 1-9.

⁴⁴¹ Durandin Catherine. « Roumanie / Hongrie : peut-il y avoir réconciliation ? », *Politique étrangère*, vol. 61, n°2, 1996. p. 385-395.

D'innombrables terrains de recherche demeurent inexplorés, comme l'analyse de l'image de la Transylvanie dans les manuels scolaires des deux pays depuis 1990 ou encore l'examen de cette même thématique dans les manuels utilisés depuis le XIX^e siècle jusqu'à nos jours. La perception transversale de territoires contestées dans les manuels scolaires est amenée à s'ouvrir vers d'autres cas de l'espace centre-européen.

Toponymie⁴⁴²

roumain	hongrois	allemand	autre
-	Ada	-	Ada (serbe)
Aiud	Nagyenyed	Straßburg am Mieresch	
Alba	Fehér	Weissenburg	
Alba Iulia	Gyulaféhérvár	Karlsburg	
Ardeal, Transilvania	Erdély	Siebenbürgen	Transylvanie
Bihor	Bihar	Bihar	
Bistrița-Năsăud	Beszterce-Naszód	Bistritz-Nassod	
Blaj	Balázsfalva	Blasendorf	
Boarta	Mihályfalva	Micheldorf	
Bobâlna	Alparét	Krautfeld	
Brașov	Brassó	Kronstadt	
Caraș-Severin	Krassó-Szörény	-	
Carei	Nagykároly	Großkarol	
Câmpul Pâinii	Kenyérmező	Brodfeld	
Cehu Silvaniei	Szilágycséh	Bömischtorf	
Cluj	Kolozs	-	
Cluj	Kolozsvár	Klausenburg	
Cluj-Mănăstur	Kolozsmonostor	Abtsdorf	
Covasna	Kovászna	Kovasna	
Dej	Dés	Desch	
Căpâlna	Csicskápolna	-	
Carloviț	Karlóca	Karlowitz	Sremski Karlovci (serbe)
Harghita	Hargita	-	
Hațeg	Hátszeg	Hotzing	
Hunedoara	Vajdahunyad	Eisenmarkt	
Iași	Jászvásár	Jassenmarkt	
Ip	Ipp		

⁴⁴² La toponymie des communes et lieux de la Transylvanie élargie est tirée de l'ouvrage suivant : Varga E. Árpád. *Erdély etnikai és felekezeti statisztikája, 1850-1992. Helységnévtár : összesített mutató az I-V. kötetekhez*, Pro-Print, Miercurea-Ciuc, 2002. 556 p.

-	Kassa	Kaschau	Košice (slovaque)
Maramureş	Máramaros	Marmarosch	
Mureş	Maros	Mieresch	
Munţii Apuseni	Erdélyi-középhegység	-	
Miercurea-Ciuc	Csíkszereda	Szeklerburg	
Odorheiu Secuiesc	Székelyudvarhely	Oderhellen	
Oradea	Nagyvárad	Großwardein	
Pământul Crăiesc	Királyföld	Königsboden	Terre royale
Rimetea	Toroczkó	Eisenburg	
Sălaj	Szilág	Waldland	
Satu Mare	Szatmár	Sathmar	
Satu Mare	Szatmárnémeti	Sathmar	
Şelimbar	Sellenberk	Schellenberg	
-	Szepes	Zips	Spiš (slovaque)
Siculeni	Madéfalva	-	
Sighetu Marmaťiei	Máramarossziget	Marmaroschsiget	
Sighișoara	Segesvár	Schäßburg	
Sibiu	Nagyszében	Hermannstadt	
Siculeni	Madéfalva	-	
Şiria	Világos	Hellburg	
Someşeni	Számosfalva	Mikeldorf	
Țara călatei	Kalotaszeg	-	
Țara Moților	Mócvidék	Motzenland	
Târgu Mureş	Marosvásárhely	Neumarkt am Mieresch	
-	Terbegec	-	Trebúšovce (slovaque)
Timiş	Temes	Temesch	
Timişoara	Temesvár	Temeschburg	Temišvar (serbe)
Ținutul Secuiesc	Székelyföld	Szeklerland	Terra Siculorum (latin)
Tisa	Tisza	Theiß	
Trei Scaune	Háromszék	-	
Treznea	Ördögkút	Teufelsbrunnen	
-	Ungvár	-	Oujhorod (ukrainien)
Zalău	Zilah	Zillenmarkt	

Liste des abréviations

- ASTRA (*Asociația Transilvană pentru Literatura Română și Cultura Poporului Român*) : Association transylvaine pour la littérature et la culture du peuple roumain
- CSCITM (*Centrul de Studii și Cercetări de Istorie și Teorie Militară*) : Centre d'études et recherches d'histoire et de théorie militaire
- CEAM : Conseil d'assistance économique mutuelle
- DISZ (*Dolgozó Ifjúság Szövetsége*) : Union de la jeunesse travailleuse
- ISISP (*Institutul de Studii Istorice și Social-Politice*) : Institut d'études historiques et sociaux-politiques
- MDP (*Magyar Dolgozók Pártja*) : Parti des travailleurs hongrois
- MKP (*Magyar Kommunista Párt*) : Parti communiste hongrois
- MNL CsML (*Magyar Nemzeti Levéltár Csongrád Megyei Levéltár*) : Archives nationales hongroises, archives du comitat de Csongrád
- MSZMP (*Magyar Szocialista Munkáspárt*) : Parti socialiste ouvrier hongrois
- MTA (*Magyar Tudományos Akadémia*) : Académie hongroise des sciences
- OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
- ONI (*Országos Neveléstudományi Intézet*) : Institut national des sciences de l'éducation
- OPI (*Országos Pedagógiai Intézet*) : Institut national de pédagogie
- PCR (*Partidul Comunist Român*) : Parti communiste roumain
- PCS : Parti communiste soviétique
- PMR (*Partidul Muncitoresc Român*) : Parti ouvrier roumain
- RAM (*Magyar Autonóm Tartomány – Regiunea Autonomă Maghiară*) : Région autonome hongroise
- RDA : République démocratique allemande
- SAP (*Secția Agitație și Propagandă*) : Section d'agitation et de propagande

Bibliographie

Sources secondaires :

- Ablonczy Balázs. « Promoting Tourism: Hungarian Nation-Building Policies in Northern Transylvania, 1940-1944 », p. 44-56.
- Ablonczy Balázs. *Keletre, magyar! A magyar turanizmus története* [À l'Est Hongrois ! L'histoire du tourisme hongrois], Jaffa, Budapest, 2016. 296 p.
- Ablonczy Balázs. *Trianon-legendák* [Les légendes de Trianon], Jaffa, Budapest, 2015. 150 p.
- Ablonczy Balázs. *A visszatért Erdély, 1940-1944* [La Transylvanie retournée, 1940-1944], Jaffa, Budapest, 2011. 280 p.
- Abrudeanu Ion Rusu. *Moții, calvarul unui popor eroic, dar nedreptăjit* [Les Moți, le calvaire d'un peuple héroïque, mais lésé], Cartea Românească, Bucarest, 1928. 544 p.
- Achim Viorel. *Cigányok a román történelemben* [Les Roms dans l'histoire roumaine], Osiris, Budapest, 2001. 256 p.
- Albert B. Gábor. « A történelmi tudat alakulása a Kádár-korszak egyes általános és középiskolai történelemtankönyveiben » [La formation du savoir historique dans certains manuels scolaires d'histoire de l'école primaire et secondaire de la période kádárienne], Albert B. Gábor (dir.). *Tudatformálás vagy tudattorztatás?*, Kölcsey Intézet, Budapest, 2004. p. 7-64.
- Albert B. Gábor. « Az "első órák" történelemtankönyvei a második világháború hullámverésében (Korirányok, geopolitikai irányváltások 1938 és 1945 között a jelenkor-történeti részek tárgyalásakor) [Les manuels d'histoire des "premières heures" au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (Tendances temporelles, changements d'orientation géopolitiques entre 1938 et 1945 lors de l'examen des parties d'histoire contemporaine)] », *Neveléstudomány: oktatás – kutatás – innováció*, vol. 7, n°3-4, 2019. p. 45-53.
- Albert B. Gábor. « Történelemtankönyvek és tudatformálás – Unger Mátyásra emlékezve » [Manuels d'histoire et formation de la conscience – à la mémoire de Mátyás Unger], *Újkor*, 2021. <https://ujkor.hu/content/unger-matyasra-emlekezve>
- Andrescu Ștefan. « La constitution des principautés roumaines », Fischer Galati Stephen, Giurescu Dinu, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Une histoire des Roumains*, Vaillant, Nice, 2013. p. 62-83.
- Anghelache Constantin, Petrescu Iordan, Anghel Mădălina Gabriela, Gogu Emilia. *Evoluția centenară a învățământului în România* [L'évolution centenaire de l'enseignement en Roumanie], Editura Economică, Bucarest, 2018. 574 p.
- Apor Péter. *Fabricating Authenticity in Soviet Hungary: The Afterlife of the First Hungarian Soviet Republic in the Age of State Socialism*, Anthem Press, Londres, 2014. 228 p.
- Apostu Otilia, Fartușnic Ciprian. « L'enseignement obligatoire en Roumanie : une panoplie de réformes », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, n°73, 2016. p. 107-118.
- Arendt Hannah. *The Origins of Totalitarianism*, Schocken Books, New York, 1951. 704 p.
- Artimon Teodora. *The Proto-Myth of Stephen the Great*, Thèse de doctorat, Université d'Europe centrale, Budapest, 2015. 295 p.
- Baier Hannelore. *Deportarea etnicilor germani din România în uniunea sovietică 1945* [La déportation des Allemands ethniques de Roumanie vers Union soviétique en 1945], Forumul Democrat al Germanilor din România, Sibiu, 1994. 128 p.
- Balog Iosif Marin. « Revoluția de la 1848-1849 în Transilvania : vechi și noi controverse istoriografice » [La révolution de 1848-1849 en Transylvanie : anciennes et nouvelles controverses historiographiques], *Anuarul Institutului de Istorie George Barițiu*, vol. 53, 2019.

p. 73-83.

Balogh Edgár (dir.). *Romániai magyar irodalmi lexikon: Szépirodalom, közírás, tudományos irodalom, művelődés II. (G-Ke)* [Lexique littéraire hongrois de Roumanie : littérature, écrits politiques, littérature scientifique, culture II, (G-Ke)], Kriterion, Bucarest, 1991. <https://mek.oszk.hu/03600/03628/html/>

Balogh Júlia. *Az erdélyi hatalomváltás és a magyar közoktatás 1918-1928* [Le changement de souveraineté en Transylvanie et l'éducation publique hongroise 1918-1928], Püski, Budapest, 1996. 204 p.

Balogh L. Béni, Olti Ágoston. « A román-magyar lakosságcsere kérdése 1940-1947 között » [La question de l'échange de population roumano-hongrois entre 1940 et 1947], *Kisebbségkutatás*, n°4, 2006. p. 597-620.

Balogh L. Béni. « Dictat sau arbitraj ? Al doilea arbiraj de la Viena și consecințele sale în istoriografia maghiară și românească », [Diktat ou arbitrage ? Le Second arbitrage de Vienne et ses conséquences dans les historiographies hongroise et roumaine], *Erdélyi Krónika*, 30-08-2022, [Consulté le 19-10-2022] <https://erdelyikronika.net/2022/08/30/dictat-sau-arbitraj-al-doilea-arbiraj-de-la-viena-si-consecintele-sale-in-istoriografia-maghiara-si-romaneasca/>

Balogh L. Béni. « Impériumváltások Erdélyben és az 1944-1945-ös fordulat » [Les changements de pouvoir en Transylvanie et le tournant de 1944-1945], *Korunk*, vol. 26, n°5, 2015. p. 72-79.

Balogh Piroska. « Transylvanianism: Revision or Regionalism? », Romsics Ignác, Király K. Béla (dir.). *Geopolitics in the Danube Region. Hungarian Reconciliation Efforts, 1848-1998*, Central European University Press, Budapest, 1999. p. 243-262.

Bárány Attila. « The Expansions of the Kingdom of Hungary in the Middle Ages (1000-1490) », Berend Nóra (dir.). *The Expansion of Central Europe in the Middle Ages*, Routledge, New-York, 2012. p. 333-380.

Bărbulescu Ana, Degeratu Laura, Gușu Cosmina. « The Holocaust as Reflected in Communist and Post-Communist Romanian Textbooks », *Intercultural Education*, vol. 24, n°1-2, 2013. p. 41-60.

Bărbulescu Constantin. « Mariage, race et eugénisme en Roumanie de la fin du XIX^e siècle au milieu du XX^e siècle », *Annales de démographie historique*, n°127, 2014. p. 235-265.

Bárdi Nándor, Pál Judit (dir.). *Székelyföld Története: III. kötet 1867-1990* [L'histoire du Pays sicule : volume n°3 1867-1990], MTA BTK-EME-HRM, Odorheiu Secuiesc, 2016. 574 p.

Bárdi Nándor. « The History of Relations Between Hungarian Governments and Ethnic Hungarians Living Beyond the Borders of Hungary », Kántor Zoltán (dir.). *The Hungarian Status Law: Nation Building and/or Minority Protection*, Hokkaido University, Sapporo, 2004. p. 58-84.

Bárdi Nándor. *Otthon és hazai. Tanulmányok a romániai magyar kisebbség történetéről* [Chez soi et à la maison. Études sur l'histoire de la minorité hongroise de Roumanie], Spectrum Hungarologicum, Jyväskylä – Pécs, 2013. 647 p.

Bárdi Nándor. *Tény és való: a budapesti kormányzatok és a határon túli magyarság kapcsolattörténete* [Fait et véridique : les gouvernements de Budapest et l'histoire de leurs relations avec les Hongrois d'outre-frontières], Kalligram, Bratislava, 2004. 272 p.

Báthory Zoltán. « A maratoni reform » [La réforme marathonienne], *Iskolakultúra*, n°11, 2000. p. 3-26.

Baumgartner Bernadette. « Német származás, magyar iskola, román iskolapolitika: a szatmári

sváb eredetű falvak katolikus iskolái 1918-1940 között » [Origine allemande, école hongroise, politique scolaire roumaine : les écoles catholiques des villages d'origine souabe de Satu Mare entre 1918 et 1940], *Prominoritate*, n°1, 2012. p. 173-193.

Bauquet Nicolas. *Pouvoir, Église et société en Hongrie communiste, 1944-1964 : histoire intérieure d'une domination*, Thèse de doctorat, Institut d'Études Politiques de Paris, 2013. 832 p.

Bellér Béla. « A nemzetiségi iskolapolitika története Magyarországon 1918-ig » [L'histoire de la politique scolaire des nationalités en Hongrie jusqu'en 1918], *Magyar pedagógia*, vol. 74, n°1, 1974. p. 47-65.

Bencsik Péter. « Hidegháborúk a kelet-közép-európai kommunista államok között » [Guerres froides entre les États communistes d'Europe centrale et orientale], *Máltunk*, vol. 62, n°3, 2017. p. 152-189.

Benedict Anderson. *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, 2^e éd., Londres, Verso, 2006. 240 p.

Berecz Ágoston. *The Politics of Early Language Teaching: Hungarian in the Primary Schools of the late Dual Monarchy*, Central European University, Budapest, 2013. 284 p.

Berend Nőra. « Défense de la Chrétienté et naissance d'une identité. Hongrie, Pologne et péninsule ibérique au Moyen Âge », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 58, n°5, 2003. p. 1009-1027.

Berend Nőra. *At the Gate of Christendom: Jews, Muslims and "Pagans" in Medieval Hungary, c. 1000 – c. 1300*, University Press, Cambridge, 2001. 340 p.

Bérenger Jean. *La Hongrie des Habsbourg : tome 1 de 1526 à 1790*, PUR, Rennes, 2010. 402 p.

Berezhnaya Liliya, Hein-Kircher Heidi (dir.). *Rampart Nations. Bulwark Myths of East European Multiconfessional Societies in the Age of Nationalism*, Bergahn, New-York, 2019. 406 p.

Berindei Dan. « Le XIX^e siècle », Fischer Galati Stephen, Giurescu Dinu, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Une histoire des Roumains*, Vaillant, Nice, 2013. p. 219-245.

Berindei Dan. *Revoluția română din 1848-1849 : Considerații și reflexii* [La révolution roumaine de 1848-1849 : considérations et réflexions], Fundația Culturală Română, Cluj-Napoca, 1997. 408 p.

Betea Lavinia. « Les stratégies de Ceaușescu dans la gestion et le remboursement des crédits extérieurs », *Transylvanian Review*, vol. 26, n°1, 2017. p. 249-260.

Betea Lavinia. *Lucrețiu Pătrășcanu : moartea unui lider comunist : studiu de caz* [Lucrețiu Pătrășcanu : la mort d'un dirigeant communiste : étude de cas], Humanitas, Bucarest, 2001. 428 p.

Bibó István. *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, Albin Michel, Paris, 1993. 434 p.

Blasen Philippe Henri. « Darstellung der Deutschen und der deutschen Minderheiten Rumäniens in den rumänischen Schulbüchern für Geschichte und für Erdkunde der 3. bis 10. / 12. Klasse 1948-1989 : Eine Periodisierung », *Analele Banatului*, vol. 22, 2014. p. 487-518.

Bloch Marc. « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de synthèse historique*, n°46, 1928, p. 15-50.

Blomqvist Anders. « Competing Stories about Transylvania's Past – National Stories in an International Context », Rindzevičiūtė Eglė (dir.). *Re-approaching East Central Europe: Old Region, New Institutions?*, Södertörns högskola, Stockholm, 2006. p. 265-358.

Bodale Suzana. « Problema constituirii Regatului României în manualele școlare din perioada comună » [Le problème de la constitution du royaume de Roumanie dans les manuels scolaires de la période communiste], Cliveti Gheorghe (dir.). *Clio în oglindiri de sine : Omagiu Academicianului Alexandru Zub*, Editura universității Alexandru Ioan Cuza, Iași, 2014. p. 581-589.

Boia Lucian. *Capcanele istoriei : elita intelectuală românească între 1930 și 1950* [Les pièges de l'histoire : l'élite intellectuelle roumaine entre 1930 et 1950], Humanitas, Bucarest, 2012. 362 p.

Boia Lucian. *De la Dacia antică la Marea Unire, de la Marea Unire la România de azi* [De la Dacie antique à la Grande union, de la Grande union à la Roumanie d'aujourd'hui], Humanitas, Bucarest, 2018. 104 p.

Boia Lucian. *History and Myth in Romanian Consciousness*, Central European University Press, Budapest, 2001. 286 p.

Boia Lucian. *Strania istorie a comunismului românesc (și nefericitele ei consecințe)* [L'étrange histoire du communisme roumain (avec également ses malheurs et conséquences)], Humanitas, Bucarest, 2016. 240 p.

Boisdrón Matthieu. « Le cardinal Mindszenty », *Le Courrier d'Europe centrale*, 2019. 38 p.

Bolovan Ioan, Bolovan Sorina Paula. « Granița militară austriacă și Români din Transilvania în sec. XVIII-XIX : studiu de caz : zona Năsăud » [La frontière militaire autrichienne et les Roumains de Transylvanie aux XVIII^e et XIX^e siècles : étude de cas : la zone de Năsăud], Andea Susana, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Pe urmele trecutului : profesorului Nicolae Edroiu la 70 de ani*, Centrul de Studii Transilvane, Cluj-Napoca, 2009. p. 437-446.

Bolovan Sonna Paula, Bolovan Ioan, « Politică și demografie în mișcarea de emancipare națională a românilor din Transilvania în epoca modernă » [Politique et démographie dans le mouvement d'émancipation nationale des Roumains de Transylvanie à l'époque moderne], Pop Ioan-Aurel, Bolovan Ioan, Maior Liviu (dir.). *Călător prin istorie: omagiu profesorului Liviu Maior la împlinirea vîrstei de 70 de ani*, Centrul de Studii Transilvane, Cluj-Napoca, 2010. p. 375-392.

Bordei-Boca Ramona. « La latinité : repère identitaire roumain », Delsol Chantal, Maslowski Michel, Nowicki Joanna (dir.). *Mythes et symboles politiques en Europe Centrale*, PUF, Paris, 2002. p. 500-518.

Borsi-Kálmán Béla. *Au berceau de la nation roumaine dans le miroir hongrois*, Éditions des Archives Contemporaines, Paris, 2018. 296 p.

Bosomitu Ștefan, Burcea Mihai. « Mihail Roller (1908-1958). O scurtă biografie » [Mihail Roller (1908-1958). Une courte biographie], Luciana-Mărioara Jinga (dir.). *Identitate, social și cotidian în România comună*, vol. 7, Polirom, Iași, 2012. p. 19-65.

Bosomitu Ștefan. « Miron Constantinescu – Profilul intelectualului angajat » [Miron Constantinescu – le profil de l'intellectuel engagé], Mareș Clara (dir.). *Intelectualii și regimul comună : Istoriile unei relații*, Polirom, Iași, 2009. p. 167-194.

Bosomitu Ștefan. « The Biographies of the Romanian Underground Communists. Between Myth and Reality », Dobre Claudia-Florentina, Epurescu-Pascovici Ionuț, Ghiță Cristian Emilian (dir.). *Myth-Making and Myth-Breaking in History and the Humanities*, Proceedings of the Conference held at the University of Bucharest, 6-8 October 2011. p. 171-186.

Botea Bianca. « Mémoires et patrimonialisation dans un territoire-frontière : la Transylvanie », *Journal des anthropologues*, n°108-109, 2007. p. 383-396.

Bottoli Stefano. « "Majdnem Nyugat" a szomszédban. A magyar-jugoszláv kapcsolatok az 1950-1980-as években » ["Presque l'Ouest" dans le voisinage. Les relations hungaro-yougoslaves dans les années 1950 et 1980], *História*, n°1-2, 2010. p. 44-47.

Bottoli Stefano. « The Creation of the Hungarian Autonomous Region in Romania (1952): Premises and Consequences », *Regio*, vol. 6, n°1, 2003. p. 71-94.

Bottoli Stefano. « De la répression politique à la purge ethnique ? L'impact de la révolution de 1956 sur le modèle communiste roumain », Cătănuș Dan, Buga Vasile (dir.). *Lagărul comunista sub impactul destalinizării 1956*, Institutul Național pentru Studiul Totalitarismului, Bucarest, 2006. p. 362-399.

Bottoli Stefano. *Long awaited West: Eastern Europe since 1944*, Indiana University Press, Bloomington, 2017. 306 p.

Bottoli Stefano. *Stalin's Legacy in Romania: The Hungarian Autonomous Region, 1952-1960*, Lexington Books, Lanham, 2018. 397 p.

Bouillon Pierre. « Le réduit des Carpates : la Roumanie entre stratégie de défense asymétrique et intégration au pacte de Varsovie », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°259, 2015. p. 114-128.

Bozóky Edina. « Huns et Hongrois, une seule nation... », Société des historiens médiévistes de l'Enseignement supérieur public (dir.). *Nation et nations au Moyen Âge*, Éditions de la Sorbonne, Paris, 2014. p. 37-50.

Bödy Paul. « József Eötvös and the Modernization of Hungary 1840-1870 », *Transactions of the American Philosophical Society*, vol. 62, n°2, 1972. 134 p.

Braham L. Randolph. *The Politics of Genocide: The Holocaust in Hungary*, vol. 1, Columbia University Press, New York, 2000. 322 p.

Brubaker Rogers. « National Minorities, Nationalizing States and External National Homelands in the new Europe », *Daedalus*, vol. 124, n°2, 1995. p. 107-132.

Cabanel Patrick. « École et nation : l'exemple des livres de lecture scolaires (XIX^e et première moitié du XX^e siècles) », *Histoire de l'éducation*, n°126, 2010. p. 33-54.

Cabanel Patrick. *La question nationale au XIX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2015. 128 p.

Calcan Gheorghe. « Perception of the Romanian-Ottoman Relationships in the Romanian History Textbooks », *Pamukkale Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, n°6, 2010. p. 21-30.

Calindere Otilia. *L'identité nationale et l'enseignement de l'histoire. Analyse comparée des contributions scolaires à la construction de l'identité nationale en France et Roumanie (1950-2005)*, Thèse de doctorat, Université Montesquieu – Bordeaux IV, SPIRIT, 2010. 371 p.

Capelle-Pogacean Antonela. « Roumanie : l'utopie unitaire en question », *Critique internationale*, vol. 6, 2000. p. 101-120.

Carr Edward Hallett. *What is History?*, 2^e éd., Penguin books, Londres, 1990. 190 p.

Carrère D'encausse Hélène. « Les réalités contre l'idéologie. Classes et nations dans l'Europe socialiste », *Revue française de science politique*, vol. 19, n°1, 1969. p. 11-45.

Cazes Sandrine. « Hongrie », *Revue de l'OFCE : Observations et diagnostics économiques*, n°34, 1990. p. 103-115.

Ceaüşescu Ilie, Constantiniu Florin. *Transilvania, străvechi pământ românesc* [La Transylvanie, une ancienne terre roumaine], Editura Militară, Bucarest, 1984. 210 p.

Cercel Cristian. « Transylvanian Saxon Symbolic Geographies », *Civilisations*, vol. 60, n°2, 2012. p. 83-101.

Chenaux Philippe. *L'ultima eresia : la Chiesa cattolica e il comunismo in Europa da Lenin a Giovanni Paolo II*, Carocci, Rome, 2011. 347 p.

Chiriac Bogdan. *The Retrial of Marshall Antonescu in Postcommunist Romanian Historiography*, Mémoire de Master, Université d'Europe centrale, Budapest, 2015. 72 p.

Choppin Alain. « L'édition scolaire française et ses contraintes : une perspective historique », Bruillard Éric (dir.). *Manuels scolaires, regards croisés*, CRDP Basse Normandie, Caen, 2005. p. 39-53.

Choppin Alain. « Le manuel scolaire, une fausse évidence historique », *Histoire de l'éducation*, n°117, 2008. p. 7-56.

Christian Michel, Kott Sandrine. « Introduction. Sphère publique et sphère privée dans les sociétés socialistes. La mise à l'épreuve d'une dichotomie », *Histoire@Politique*, n°7, 2009. p. 1-13.

Cioflâncă Adrian. « A "Grammar of Exculpation" in Communist Historiography: Distortion of the History of the Holocaust under Ceausescu », *Romanian Journal of Political Science*, vol. 4, n°2, 2004. p. 29-46.

Cioflâncă Adrian. « Rolul UTC în angrenajul totalitar » [Le rôle de l'UTC dans l'engrenage totalitaire], *Revista 22*, vol. 15, n°876, 2006. p. 12-22.

Cioroianu Adrian. *Le mythe, les représentations et le culte du dirigeant dans la Roumanie communiste*, Thèse de doctorat, Université de Laval, 2002. 382 p.

Ciula Cristian-Ioan. *Istorie și ideologie : Primul război mondial în manualele de istorie din România și Ungaria 1948-1989* [Histoire et idéologie : la Première Guerre mondiale dans les manuels scolaires de Hongrie et de Roumanie 1948-1989], Thèse de doctorat, Université George Emil Palade, Târgu Mureş, 2020.

Codarcea I. Cornelius. *Le litige roumano-hongrois*, Universul, Bucarest, 1937. 186 p.

Colceru Emilian. « De la istorie națională la istorie europeană în școlile românești » [De l'histoire nationale à l'histoire européenne dans les écoles roumaines], *Polis*, vol. 4, n°11, 2016. p. 85-96.

Colceru Emilian. « L'entrée du totalitarisme dans les manuels scolaires roumains », *Histoire et Liberté*, n°42, 2010. 266 p.

Constantiniu Florin. « La Roumanie de 1944 à 1989 », Fischer Galati Stephen, Giurescu Dinu, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Une histoire des Roumains*, Vaillant, Nice, 2013. p. 337-410.

Corduneanu Victoria Isabela. « State Socialism and Hungarian Minority: Official History and Historical Narratives », Koleva Daniela (dir.). *Talking History*, LIK, Sofia, 2000. p. 184-199.

Curta Florin. « Transylvania around A.D. 1000 », Urbańczyk Przemysław (dir.). *Europe around the year 1000*, Wydawn, Varsovie, 2001. p. 141-165.

Csatári Dániel. *Román-magyar kapcsolatok* [Les relations roumano-hongroises], Kossuth, Budapest, 1958. 294 p.

Csernus Sándor. « La Hongrie, le rempart de la chrétienté : naissance et épanouissement de l'idée d'une mission collective », Nowicki Joanna, Masłowski Michel (dir.). *Mythes et symboles politiques en Europe Centrale*, PUF, Paris, 2002. p. 149-170.

Csík Tibor. *A külföldi tankönyvek magyarságképe* [L'image de la Hongrie dans les manuels

- étrangers], Oktatáskutató és Fejlesztő Intézet, Budapest, 2016. 167 p.
- Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron. *Brève histoire de la Transylvanie*, Académie de la République socialiste de Roumanie, Bucarest, 1965. 467 p.
- De Tregomain Pierre. « Le syndrome du peuple élu : les Saxons de Transylvanie et la destruction des confins », Bechtel Delphine, Galmiche Xavier (dir.). *La destruction des confins*, Centre Interdisciplinaire de Recherches Centre-Européennes, Paris, 2005. p. 151-167.
- Deák Ágnes. « Who is the Father of the Compromise? », Gyáni Gábor (dir.). *The Creation of the Austro-Hungarian Monarchy: A Hungarian Perspective*, Rootledge, New-York, 2022. p. 119-148.
- Deletant Dennis. « Some Considerations on the Emergence of the Principality of Moldavia in the Middle of the Fourteenth Century », Deletant Dennis, Hanak Harry (dir.). *Historians as Nation-Builders: Central and South-East Europe*, Macmillan, Londres, 1988. p. 32-50.
- Demeter Csanád. « A székelyföldi oktatás az 1960-1980-as években » [L'éducation dans le Pays sicule dans les années 1960-1980], *Prominoritate*, n°1, 2012. p. 93-109.
- Dennis Deletant. *Hitler's Forgotten Ally: Ion Antonescu and his Regime, Romania 1940-44*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2006. 379 p.
- Dévényi Anna, Gözsy Zoltán. « Szempontok a történelem tankönyvek dekódolásához » [Aspects du décodage des manuels d'histoire], Csóka-Jaksa Helga, Schmelczer-Pohánka Éva, Szeberényi Gábor (dir.). *Ünnepi tanulmányok F. Dárdai Ágnes tiszteletére*, PTE Egyetemi Könyvtár és Tudásközpont, Pécs, 2014. p. 145-166.
- Dévényi Anna. « A magyar történelem tankönyvek ideológiai-szemléleti és didaktikai változásai 1945 és 1989 között – egy ellenforradalmi miniszterelnök példáján » [Les changements idéologico-conceptuels et didactiques des manuels d'histoire hongrois entre 1945 et 1989 – sur l'exemple d'un Premier ministre contre-révolutionnaire], *Történelemtanítás*, vol. 2, n°1, 2011. p. 1-18.
- Docea Vasile. « The Historical Monographs of Banat Germans as Identity Discourse », Docea Vasile (dir.). *Paths to Belonging. Constructing Local Identity in Banat by Means of Monuments, Cultural Heritage and Historiography*, Nomos, Baden-Baden, 2016. p. 189-200.
- Doll Jörg, Frank Keno, Fickermann Detlef, Schwippert Knut. *Schulbücher im Fokus. Nutzungen, Wirkungen und Evaluation*, Waxmann Verlag GmbH, Münster, 2012. 220 p.
- Donáth Péter. « A "kettős nevelés"-ről az ötvenes években » [À propos de la double éducation dans les années 1950], *Valóság*, vol. 43, n°7, 2000. p. 64-79.
- Dovbiscenko Mixajlo. « La proclamation de l'union et les controverses religieuses en Volhynie (fin du XVI^e siècle – première moitié du XVII^e siècle) : mythes et réalités », *Dix-septième siècle*, n°220, 2003. p. 467-499.
- Dufaud Grégory. « La déportation des Tatars de Crimée et leur vie en exil (1944-1956). Un ethnocide ? », *Vingtième Siècle*, vol. 96, n°4, 2007. p. 151-162.
- Dulama Eliza Maria, Ilovan Oana-Ramona. « The Development of Geographical Education in Romania, under the Influence of the Soviet Education Model (1948-1962) », *Transylvanian Review*, vol. 26, n°1, 2017. p. 3-17.
- Durandin Catherine. « Roumanie / Hongrie : peut-il y avoir réconciliation ? », *Politique étrangère*, vol. 61, n°2, 1996. p. 385-395.
- Durandin Catherine. *Histoire des Roumains*, Fayard, Paris, 1995. 573 p.

Durandin Catherine. *L'engagement des intellectuels à l'Est – Mémoires et analyses de Roumanie et de Hongrie*, L'Harmattan, Paris, 1995. 160 p.

Egry Gábor. « A Mócock útján Székelyföldre? Elmaradottság, fejlesztéspolitika és regionalizmus a 20. század első felében » [Sur la route des Moții vers le Pays sicule ? Retard, politique de développement et régionalisme dans la première moitié du XX^e siècle], Orbán Zsolt (dir.). *Székelyföld és a Nagy Háború: Tanulmánykötet az első világháború centenáriuma alkalmából*, Csíkszereda Kiadóhivatal, Miercurea-Ciuc, 2018. p. 486-504.

Egry Gábor. « An Obscure Object of Desire: the Myth of Alba Iulia and its Social Functions », Dobre Claudia-Florentina, Ghiță Cristian Emilian (dir.). *Quest for a Suitable Past: Myth and Memory in Central and Eastern Europe*, Central European University Press, Budapest, 2017. p. 11-28.

Egry Gábor. « Az Antonescu-korszak nemzetiségpolitikája Romániában » [La politique des nationalités dans la Roumanie de la période Antonescu], *Limes*, vol. 24, n°2, 2011. p. 11-28.

Egry Gábor. « Phantom Menaces? Ethnic Categorization, Loyalty and State Security in Interwar Romania », *The Hungarian Historical Review*, vol. 3, n°3, 2014. p. 650-682.

Egyed Ákos, Hermann Gusztáv Mihály, Oborni Teréz (dir.). *Székelyföld története II. 1562-1867* [L'histoire du Pays sicule II : 1562-1867], Magyar Tudományos Akadémia Bölcsészettudományi Kutatóközpont, Budapest, 2016. 735 p.

Egyed Ákos. « A székelyek az 1848-1849-es forradalomban és szabadságharcban » [Les Sicules dans la révolution et la guerre d'indépendance de 1848-1849], *Acta*, n°1, 1995. p. 193-204.

Engel Pál. *The Realm of St Stephen: a History of Medieval Hungary, 895-1526*, Tauris, New-York, 2001. 452 p.

Erich Agnes Terezia. « Filip Moldoveanul – the First Romanian-Language Typographer in Sibiu », *Journal of Romanian Literary Studies*, n°12, 2007. p. 28-31.

Falls Irina. « Family and Child Education in Communist Romania: Consequences of the Duality of Values and Behaviors », *International Journal of Humanities and Social Science*, vol. 1, n°13, 2011. p. 33-37.

Farkas Richárd Zoltán. « A "kettős honfoglalás" » elméletének rövid historiográfiája » [Brève historiographie de la théorie de la "double conquête"], *Belvedere Meridionale*, vol. 23, n°4, 2011. p. 15-33.

Faur Antonio. « Considerații cu privire la discursurile roșite la Cluj în iunie 1945 și 1946 de către Lucrețiu Pătrășcanu, ministru de justiție » [Considérations concernant les discours prononcés à Cluj en juin 1945 et 1946 par Lucrețiu Pătrășcanu, ministre de la justice], *Analele banatului*, n°16, 2008. p. 333-341.

Febvre Lucien. « L'Histoire dans le monde en ruines », *Revue de synthèse historique*, vol. 30, 1920. p. 315-329.

Feischmidt Margit. « The Hungarian Transylvania: Symbolic Reconstruction of Lost Territories », *Hungarian Studies*, vol. 22, n°1-2, 2008. p. 119-133.

Fejtő François. « L'affaire Rajk quarante ans plus tard », *Vingtième Siècle*, n°25, 1990. p. 75-83.

Fejtő François. « Le mouvement communiste international : l'évolution des relations entre les partis communistes », *Études internationales*, n°3-4, 1972. p. 451-472.

Ferretti Maria. « La mémoire refoulée. La Russie devant le passé stalinien », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 50, n°6, 1995. p. 1237-1257.

Fischer Holger. « Történetírás a szocialista Magyarországon – periodizációs kísérlet külső szemszögből » [L'histoiregraphie dans la Hongrie socialiste – tentative de périodisation d'un point de vue extérieur], Erős Vilmos, Takács Ádám (dir.). *Tudomány és ideológia között. Tanulmányok az 1945 utáni magyar történetírásról*, ELTE Eötvös, Budapest, 2012. p. 10-21.

Fitzpatrick Sheila. *Everyday Stalinism. Ordinary Life in Extraordinary Times: Soviet Russia in the 1930's*, Oxford University Press, New York, 2000. 288 p.

Floutier Jérémie. « La période ottomane en Hongrie et en Roumanie dans les manuels scolaires de l'entre-deux-guerres : un traumatisme collectif ? », *Les Cahiers Sirice*, n°23, 2019. p. 13-28.

Floutier Jérémie. « La construction de l'identité nationale par le livre scolaire : le cas de la Transylvanie au temps de l'Empire austro-hongrois (1867-1918) », *Chronica*, n°16, 2017. p. 161-176.

Fodor Pál. « La Hongrie entre Orient et Occident : l'héritage turc », *Histoire, Economie et Société*, vol. 3, n°34, 2015. p. 19-35.

Földes György. *Magyarország, Románia és a nemzeti kérdés: 1956-1989* [La Hongrie, la Roumanie et la question nationale : 1956-1989], Napvilág, Budapest, 2007. 562 p.

Földesi Margit. *A Szövetséges Ellenőrző Bizottság Magyarországon, 1945-1947* [Le Comité allié de contrôle en Hongrie, 1945-1947], IKVA, Budapest, 1995. 203 p.

Frank Tibor. « A magyar történettudomány és nyugati kapcsolatai az 1970-es években » [Les sciences historiques hongroises et ses relations avec l'Ouest dans les années 1970], *Máltunk*, vol. 61, n°4, 2016. p. 72-84.

Fülöp Anna. *La Transylvanie dans les relations roumano-hongroises vues du quai d'Orsay (septembre 1944-décembre 1947)*, Centre de ressources pour la diversité ethnoculturelle, Cluj-Napoca, 2006. 269 p.

Für Lajos. « Milyen nyelven beszélnek a székelyek? » [Quelle langue parlent les Sicules ?], *Tiszatáj*, vol. 26, n°8, 1972. p. 57-66.

Géczi János, Darvai Tibor. « A sajtófotók gyermekképe a nevelésügyi folyóiratokban 1960-1980 » [L'image de l'enfant dans les photos des journaux des revues pédagogiques 1960-1980], *Iskolakultúra*, vol. 20, n°7-8, 2010. p. 35-53.

Géczi János. « A szocialista nevelésügy a két képi hangsúlya » [L'emphase de deux images de l'éducation socialiste], *Iskolakultúra*, vol. 20, n°1, 2010. p. 79-91.

Gergely András. « Kísérlet mesterelbeszélés megalkotására: a "tízkötetes" Magyarország története » [Tentative de création d'un récit faisant autorité : l'Histoire de la Hongrie en dix volumes]. Dénes Iván Zoltán (dir). *A magyar történetírás kánonjai*, Ráció Kiadó, Budapest, 2015. p. 206-213.

Gheorghiu Teodor Octavian. « Habitatul din perspectiva administrației habsurgice » [L'habitat du point de vue de l'administration des Habsbourg], Neumann Victor (dir.). *Istoria Banatului : studii privind particularitatele unei regiuni transfrontaliere*, Editura Academiei Române, Bucarest, 2015. p. 221-234.

Gianone András. « L'Association de défense de l'enseignement catholique en Hongrie entre 1945 et 1948 », *Hungarian Studies*, vol. 32, n°1, 2018. p. 101-111.

Gidó Attila. « L'enseignement préscolaire et pré-universitaire juif de Cluj à l'époque de l'entre-deux-guerres », *Revue de Transylvanie*, vol. 18, n°2, 2009. p. 106-123.

Gidó Attila. « Az észak erdélyi holokauszt romániai historiográfiája és interpretációja »

[L'histoire roumaine de l'Holocauste en Transylvanie du Nord et son interprétation], *REGIO*, vol. 27, n°1, 2019. p. 134-184.

Gidó Attila. *School Market and the Educational Institutions in Transylvania, Partium and Banat between 1919 and 1948*, Institutul Pentru Studierea Problemelor Minorităților Naționale, Cluj-Napoca, 2011. 140 p.

Gilles Olivier. « L'histoire de la Transylvanie : le différend historiographique hungaro-roumain », *Revue belge de philologie et d'histoire*, tome 75, fasc. 2, 1997. p. 457-485.

Ginsburger Nicolas. « L'expertise territoriale et cartographique des vaincus austro-hongrois. Robert Sieger, Pál Teleki et les traités de Saint-Germain et de Trianon », *Cartes & Géomatique*, n°228, 2016. p. 1-21.

Giurescu C. Dinu. « La Roumanie dans la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) », Fischer-Galați Stephen, Giurescu C. Dinu, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Une histoire des Roumains*, Vaillant, Nice, 2013. p. 286-336.

Glatz Ferenc. « Kosáry Domokos, a történész életútja » [Domokos Kosáry, le parcours de l'historien], *Magyar Tudomány*, vol. 174, n°12, 2013. p. 1414-1436.

Golnhofer Erzsébet, Szabolcs Éva. « Pedagógia a tankönyvekben az ötvenes évesek első felében » [La pédagogie dans les livres scolaires de la première moitiée des années 1950], *Könyv és nevelés*, vol. 16, n°1, 2014. p. 88-101.

Golnhofer Erzsébet. *Hazai pedagógiai nézetek: 1945-1949* [Les vues de la pédagogie nationale : 1945-1949], Iskolakultúra, Pécs, 2004. 150 p.

Górny Maciej. « Past in the Future: National Tradition and Czechoslovak Marxist Historiography », *European Review of History*, n°10, 2003. p. 103-114.

Gorun-Kovács Blanka. *A Horea-felkelés és magyarországi forrásai* [Le soulèvement d'Horea et ses sources en Hongrie], Thèse de doctorat, Université de Debrecen, 2008. 208 p.

Gottfried Barna, Nagy Szabolcs. *A Székely Hadosztály története* [L'histoire de la Division sicule], Tortoma, Barót, 2011. 222 p.

Gödri Irén. « A Special Case of International Migration: Ethnic Hungarians Migrating from Transylvania to Hungary », *Yearbook of population research in Finland*, n°40, 2004. p. 45-72.

Gőzsy Zoltán, Dévényi Anna. *A történelem tanításának tartalmi és módszertani változásai* [Changements de contenu et de méthodologie dans l'enseignement de l'histoire], Pécsi Tudományegyetem Bölcsészettudományi Kar Történettudományi Intézet, Pécs, 2011. 152 p.

Gőzsy Zoltán. « A magyarságkép a közép-európai tankönyvekben a 20. században » [L'image des Hongrois dans les manuels d'Europe centrale au XX^e siècle], *Történelemtanítás*, vol. 46, n°3, 2009. <http://www.folyoirat.torteneleMTAnitas.hu/2011/10/gozsy-zoltan-a-magyarsagkep-a-kozep-europai-tankonyvekben-a-20-szazadban-02-03-08/> [Consulté le 02-08-2022]

Gradvohl Paul, Tollet Daniel, Köpeczi Béla, Benda Kálmán. « Dossier autour de l'Histoire de Transylvanie », *Cahiers d'Etudes Hongroises*, n°5, 1993. p. 179-210.

Gradvohl Paul. « Des luttes fratricides à la gloire de l'injustice subie : Grande Guerre et petites guerres dans la mémoire hongroise du premier conflit mondial », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°228, 2007. p. 71-80.

Gradvohl Paul. « Istvan Bibo, l'insubmersible », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 1067, n°3, 2008. p. 134-139.

Grandhomme Jean-Noël. « "L'homme fort du royaume". La reine Marie et la construction de la

Grande Roumanie (1913-1922) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°264, 2016. p. 7-22.

Granville Johanna. « Forewarned is Forearmed: How the Hungarian Crisis of 1956 Helped the Romanian Leadership », *Europe-Asia Studies*, vol. 62, n°4, 2010. p. 615-645.

Graziosi Andrea. *Histoire de l'URSS*, Presses Universitaires de France, Paris, 2010. 624 p.

Gridan Irina. « Du communisme national au national-communisme. Réactions à la soviétisation dans la Roumanie des années 1960 », *Vingtième Siècle*, n°109, 2011. p. 113-127.

Gridan Irina. « La Roumanie de Gheorghiu-Dej, satellite récalcitrant de l'URSS : acteurs, vecteurs et enjeux d'une politique extérieure sous influence, 1944-1965 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°39, 2014. p. 147-154.

Groza Alexandru Cristian. « The Sovietisation of Romania – the first two years behind the Curtain of Propaganda », *Journal of Education Culture and Society*, vol. 7, n°2, 2016. p. 364-376.

Guesnier Lucie. « La jacquerie du printemps 1907. Regards sur la modernité en crise », *Page 19*, n°3, 2015. p. 89-105.

Gyáni Gábor. « A magyar emlékezet helyei és a traumatikus múlt » [Les lieux de la mémoire hongroise et le passé traumatisque], *Studia Literaria*, n°1-2, 2012. p. 41-50.

Gyáni Gábor. « Történetírásunk az évezred fordulóján » [Notre historiographie au tournant du millénaire]. Gyáni Gábor (dir). *Történészdiskurzusok*, L'Harmattan, Budapest, 2002. p. 35-58.

Gyáni Gábor. *Nemzeti vagy transznacionális történelem* [Histoire nationale ou transnationale], Kalligram, Bratislava, 2018. 440 p.

Györfy György. *Tanulmányok a magyar állam eredetéről. A nemzetiségtől a vármegyéig, a törzstől az országig* [Études sur l'origine de l'État hongrois. Du clan au comitat, de la tribu au pays], Akadémiai Kiadó, Budapest, 1959. 168 p.

Hajdú András. « Magyarországi és szlovákiai középiskolai történelem tankönyvek tartalmi-szerkezeti különbségei » [Différences dans le contenu et la structure des manuels d'histoire des lycées hongrois et slovaques], Szoták Szilvia (dir.). *Határhelyzetek Sztereotípiák, választások, túlélési stratégiák kisebbségi léthelyzetekben*, Balassi Intézet, Budapest, 2013. p. 103-125.

Hajdú Zoltán. « Földrajzi terek, térközösség-vállalások a Kárpát-medencében » [Espaces géographiques, engagements communautaires spatiaux dans le bassin des Carpates], Hardi Tamás (dir.). *Terek és tér-képzetek: Elképzelt és formalizált terek, régiók a Kárpát-medencében, Közép-Európában*, Fórum Kisebbségkutató Intézet, Somorja – Győr, 2015. p. 13-64.

Hajdú Zoltán. « A szomszédos országok középiskolai földrajzi tankönyveinek "földrajzi helyzetmeghatározásai" és viszonya a Kárpát-medencéhez » [Les déterminants de lieux géographiques dans les manuels scolaires de géographie des pays voisins et leur rapport au bassin des Carpates], Hardi Tamás (dir.). *Terek és tér-képzetek: Elképzelt és formalizált terek, régiók a Kárpát-medencében, Közép-Európában*, Fórum Kisebbségkutató Intézet, Somorja – Győr, 2015. p. 65-86.

Harald Roth (dir.). *Die Szekler in Siebenbürgen*, Böhlau, Vienne, 2009. 280 p.

Heckenast Gusztáv, Ember Győző (dir.). *Magyarország története tízkötetben: 1686-1790* [L'histoire de la Hongrie en dix volumes : 1686-1790], vol. 4/2, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1989. 1569 p.

Heckenast Gusztáv, Karácsonyi Béla, Lukács Lajos, Spira György. *A magyar nép története: rövid áttekintés* [L'histoire du peuple hongrois : un bref aperçu], Művelt Nép, Budapest, 1951. 538 p.

Hegyi Géza, W. Kovács András. « Megjegyzések az 1437-1438. évi parasztfelkelés történetéhez » [Remarques sur l'histoire de la révolte paysanne de 1437-1438], *Korunk*, vol. 29, n°2, 2018. p. 18-24.

Heller Michel. *Histoire de la Russie et de son empire*, Perrin, Paris, 2015. 1504 p.

Herber Attila. « A történelemi tudat formálásának eszköztára a rendszerváltás előtti tankönyvekben » [La caisse à outils de la formation du savoir historique dans les manuels scolaires d'avant le changement de régime], *Történelemtanítás*, vol. 1, n°4, 2010. 36 p.

Herber Attila. *A történelmi kánon paradigmarendszerének alakulása és változatai a magyar középfokú oktatásban, a hatvanas-hetvenes években* [L'apparition et les changements du système de paragdime du canon historique dans l'éducation secondaire hongroise dans les années soixante et soixante-dix], Thèse de doctorat, Université Eötvös Loránd, Budapest, 2014. 290 p.

Hermann Róbert. *Forradalom és szabadságharc 1848-1849* [Révolution et guerre d'indépendance 1848-1849], Kossuth, Budapest, 2009. 112 p.

Hobsbawm Eric. *The Age of Revolution: 1789-1848*, New American Library, New York, 1962. 416 p.

Hóman Bálint, Szekfű Gyula. *Magyar történet* [Histoire hongroise], vol. 1, Királyi Magyar Egyetemi Nyomda, Budapest, 1928. 685 p.

Hóman Bálint, Szekfű Gyula. *Magyar történet* [Histoire hongroise], vol. 4, 2^e éd., Királyi Magyar Egyetemi Nyomda, Budapest, 1936. 664 p.

Horel Catherine. « János Kádár, le bâtisseur de la "baraque la plus gaie du camp" », Fabreguet Michel, Henky Danièle (dir.). *Les "héros du retrait" dans les mémoires et les représentations de l'Europe contemporaine. Histoire et fictions*, L'Harmattan, Paris, 2020 p. 79-94.

Horel Catherine. « La politique culturelle de la Hongrie dans l'entre-deux-guerres: une arme au service du révisionnisme ? », Dulphy Anne, Frank Robert, Matard-Bonucci Marie-Anne, (dir.). *Les relations culturelles internationales au XX^e siècle : de la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Peter Lang, Bruxelles, 2011. p. 59-70.

Horel Catherine. « Mohács 1526. Mort de la nation hongroise et introspection victimaire », Davion Isabelle, Heuser Béatrice (dir.). *Batailles. Une histoire des grands mythes nationaux*, Belin, Paris, 2020. p. 169-184.

Horel Catherine. *L'histoire de la nation hongroise. Des premiers magyars à Viktor Orbán*, Tallandier, Paris, 2021. 384 p.

Hornyák Árpád, Vitári Zsolt (dir.). *A magyarságkép a közép-európai tankönyvekben a 20. században* [L'image des Hongrois dans les manuels d'Europe centrale au XX^e siècle], Pécsi Tudományegyetem, Pécs, 2009. 527 p.

Horváth Sz. Franz. « Ethnic Policies, Social Compensation, and Economic Reparations: The Holocaust in Northern Transylvania », *East central Europe - L'Europe du centre-est*, vol. 39, n°1, 2012. p. 101-136.

Horváth Zita. « A parasztfelkelés hatása a paraszti társadalomra – historiográfiai megközelítésben », *Acta Academiae Agriensis. Sectio Historiae*. vol. 42, 2014. p. 3-19.

Hroch Miroslav. « A nemzeti mozgalomtól a nemzet teljes kifejlődéséig: a nemzetépítés folyamata Európában » [Du mouvement national au plein épanouissement de la nation : le processus de construction nationale en Europe], Kántor Zoltán (dir.). *Nacionalizmuselméletek. Szöveggyűjtemény*, Rejtjel, Budapest, 2004. p. 230-247.

Iacob Cristian Bogdan. *Stalinism, History and the Nation: History Production under Communism in Romania (1955-1966)*, Thèse de doctorat, Central European University, Budapest, 2011. 560 p.

Institutul central de statistică. *Recensământul general al populației din 1930* [Recensement général de la population de 1930], vol. 2, Bucarest, 1930. 528 p.

Ioanid Radu. *The Ransom of the Jews: the Story of Extraordinary Secret Bargain between Romania and Israel*, Ivan R. Dee, Chicago, 2005. 244 p.

Iorga Nicolae. *Histoire des Roumains et de la Romanité orientale : les fondateurs d'États*, vol. 3, Imprimerie de l'État, Bucarest, 1937. 424 p.

Iorga Nicolae. *Histoire des Roumains et de leur civilisation*, Henri Paulin, Paris, 1920. 308 p.

Islamov Tofik, Miller Alexey, Pavlenko Olga, Glazkova Marina, Romanenko Sergei. « Soviet Historiography on the Habsburg Empire », *Austrian History Yearbook*, n°26, 2009. p. 165-188.

Jáki László. « Mozaikok a magyar pedagógiai folyóiratok kiadása történetéből » [Mosaïques de l'histoire de la publication des revues pédagogiques hongroises], *Könyv és nevelés*, n°4, 2008. http://epa.oszk.hu/01200/01245/00040/j1_0804.htm

Jankovics Marcell, Kríza Ildikó. *Mesék és mondák Mátyás királyról* [Contes et légendes sur le roi Mathias], Magyar Könyvklub, Budapest, 1999. 214 p.

Jinga Luciana-Mărioara. *Les femmes dans le Parti communiste roumain (1944-1989)*, Thèse de doctorat, Université d'Angers – Université Al. I. Cuza Iași, 2011. 349 p.

Julien Élise. « Le comparatisme en histoire : Rappels historiographiques et approches méthodologiques », *Hypothèses*, vol. 8, n°1, 2005. p. 191-201.

Jutteau Kati. *L'enfance embrigadée dans la Hongrie communiste*, L'Harmattan, Paris, 2007. 288 p.

Kádár B. Zsuzsanna. « Centrum és periféria a történetírásban, avagy hol helyezkedett el a Párttörténeti Intézet folyóirata » [Centre et périphérie dans l'historiographie, soit où se placait la revue de l'Institut d'histoire du Parti], *Educatio*, vol. 27, n°1, 2018. p. 74-83.

Kalmár Melinda, Békés Csaba. « A szovjet-kelet-európai viszony átalakulása a korai Hruscsov korszakban » [La modification de la relation soviétique avec l'Europe de l'Est au début de la période Kroutchev], *Acta Scientiarum Socialium*, n°46, 2016. p. 17-33.

Kalmár Melinda. *Történelmi galaxisok vonzásában: Magyarország és a szovjetrendszer, 1945-1990* [Dans le champ d'attraction des galaxies historiques : la Hongrie et le système soviétique, 1945-1990], Osiris, Budapest, 2014. 776 p.

Kálnoky Nathalie. *Les constitutions et priviléges de la noble nation sicule : Acculturation et maintien d'un système coutumier dans la Transylvanie médiévale*, Institut Hongrois de Paris, Paris, 2004. 286 p.

Kántor Lajos. « Sur la situation des Hongrois en Transylvanie. (Entretien) », *Lignes*, vol. 10, n°2, 1990. p. 129-136.

Karády Viktor, Nagy Péter Tibor. *Educational Inequalities and Denominations, 1910: Database for Transylvania*, vol. 3, John Wesley, Budapest, 2012. 309 p.

Karády Viktor. « Les inégalités ethniques et confessionnelles dans les performances scolaires des bacheliers en Hongrie 1851-1918 », *Histoires et mesures*, vol. 29, 2014. p. 167-194.

Kardos József. « Fordulat a magyar iskolák életében: a Rákosi-időszak oktatáspolitikája » [Le

- tournant dans la vie des écoles hongroises : La politique scolaire de la période Rákosi], *Iskolakultúra*, vol. 13, n°6-7, 2003. p. 73-80.
- Kardos József. *Iskola a politika sodrásában: 1945-1993* [L'école dans le courant de la politique], Gondolat, Budapest, 2007. 200 p.
- Karlovitz János Tibor. « A tankönyvjóváhagyás története Magyarországon » [L'histoire de l'approbation du manuel scolaire en Hongrie], Torgyik Judit. *Válogatott tanulmányok a társadalomtudományok köréből*, International Research Institute, Komárno, 2017. p. 351-362.
- Karlovitz János Tibor. « Tankönyvkutatási perspektívák » [Perspectives de recherche sur les manuels scolaires], *Publicationes Universitatis Miskolciensis*, vol. 12, n°1, 2007. p. 47-62.
- Karlovitz János. « A tankönyvkiadás modelljei és alternatívái » [Les modèles et les alternatives de la publication du livre scolaire], *Iskolakultúra*, vol. 2, n°17-18, 1992. p. 8-13.
- Katona András. « Egy példamutató életpálya. Eperjessy Géza Tanár Úr, a tanszékalapító » [Une carrière exemplaire. Le professeur Géza Eperjessy, le fondateur du département], *Pedagógusképzés*, vol. 34, n°3, 2007. p. 65-73.
- Katona András. « Az iskolai felügyelet története Magyarországon II. (1935-től a rendszerváltoztatásig) » [Histoire de la supervision scolaire en Hongrie n°2 (de 1935 au changement de régime)], *Történelemtanítás*, vol. 7, n°1-2, 2016. p. 1-27.
- Katona András. « Képek és arcképek a magyarországi történelemtanítás múltjából VI. A rövid demokratikus átmenet és az "ötvenes évek" történelemtanítása (1945-1956) » [Images et portraits du passé de l'enseignement de l'histoire en Hongrie VI. L'enseignement de l'histoire de la courte transition démocratique et des années 1950 (1945-1956)], *Történelem : tanári kincstár*, vol. 8, n°27, 2007. p. 1-24.
- Katona András. « Képek és arcképek a magyarországi történelemtanítás múltjából VII. kitekintés a Kádár-korszak történelemtanítására (1957-1989) » [Images et portraits du passé de l'enseignement de l'histoire en Hongrie VII. Aperçu de l'enseignement de l'histoire de la période kádárienne], *Történelem : tanári kincstár*, vol. 8, n°28, 2007. p. 1-30.
- Katona András. « Szarajevótól Trianonig II. Az első világháború és következményei a pártállami időszak történelemtankönyveiben (1945-1956) » [De Sarajévo à Trianon II. La Première Guerre mondiale et ses conséquences dans les manuels d'histoire de la période de l'État-parti], *Könyv és nevelés*, vol. 27, n°4, 2015. p. 74-93.
- Kende Pierre. « Hongrie : de la réforme à la transformation », *Politique étrangère*, n°1, 1990. p. 35-44.
- Kende Tamás. « Párttörténet: kritika és program » [Histoire du Parti : critique et programme], Dénes Iván Zoltán (dir). *A magyar történetírás kánonjai*, Ráció Kiadó, Budapest, 2015. p. 175-188.
- Kenyeres Ágnes (dir.). *Magyar életrajzi lexikon* [Encyclopédie biographique hongroise], vol. 4, Akadémiai kiadó, Budapest, 1994. <https://mek.oszk.hu/00300/00355/html/index.html>
- Kéri Katalin, Varga Attila. « A pártideológia tükröződése az 1950-1953 között kiadott alsó tagozatos tankönyvekben » [Le reflet de l'idéologie du Parti dans les manuels de la section inférieure publiés entre 1950 et 1953], *Acta paedagogica*, vol. 4, n°1-2, 2004. p. 23-33.
- Király Károly. *Nyílt kártyákkal. I. Önéletírás és naplójegyzetek* [À cartes ouvertes. 1^{er} écrit autobiographique et notes de journal], Sétatér Alapítvány, Pécs, 2013. 545 p.
- Kiss Márton. « II. Rákóczi Ferenc alakjának identitásképző ereje Kassa példáján » [La force de formation identitaire de la figure de Ferenc II Rákóczi par l'exemple de Košice], *Köztes-Európa*,

vol. 12, n°28, 2020. p. 75-88.

Klaniczay Gábor. « L'underground politique, artistique, rock (1970-1980) », *Ethnologie française*, vol. 36, n°2, 2006. p. 283-297.

Klaniczay Tibor. *Pages choisies de la littérature hongroise. Des origines au milieu du XVII^e siècle*, Corvina kiadó, Budapest, 1981. 256 p.

Kordé Zoltán. « Le problème de l'origine des Sicules dans l'historiographie roumaine », *Romanica*, vol. 19, n°13, 1988. p. 131-149.

Kordé Zoltán. « A székelykérdés Hunfalvy Páltól Hasan Erenig » [La question sicule de Pál Hunfalvy à Hasan Eren], Kincses Nagy Éva. *Őstörténet és nemzettudat, 1919-1931*, Balassi Kiadó, Szeged, 1991. p. 34-39.

Kovách Géza. *A Bánság demográfiai és gazdasági fejlősséde (1716-1848)* [Le développement démographique et économique du Banat (1716-1848)], Dél-alföldi Évszázadok 11., Szeged, 1998. 370 p.

Kovács E. Péter. « La Hongrie dans le bas Moyen Âge (1382-1526) », Tóth István György. *Mil ans d'histoire hongroise*, Osiris, Budapest, 2003. p. 129-202.

Kovács Emőke. « A gimnáziumi történelemtankönyvek tartalmi és szemléleti változásai 1945 és 1962 között » [Les changements de contenu et d'aspect des manuels scolaires d'histoire du secondaire entre 1945 et 1962], *Educacio*, vol. 15, n°3, 2006. p. 630-644.

Kovács Éva. « The Politics of Memory in the "Long" Twentieth Century: the Hungarian case in a European comparative perspective », Olson E. Judith (dir.). *Sovereignty, Compromise, and the Making of Modern Hungary: 1867 and Beyond*, Ryerson University, Toronto, 2017. p. 1-9.

Köpeczi Béla (dir.). *Histoire de la Transylvanie*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1992. 781 p.

Köpeczi Béla. *La France et la Hongrie au début du XVIII^e siècle : étude d'histoire des relations diplomatiques et d'histoire des idées*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1971. 624 p.

Kövér György. « A magyar történettudomány első ötéves terve és a gazdaságtörténet-írás » [Le premier plan quinquennal des sciences historiques hongroises et l'historiographie de l'histoire économique], Erős Vilmos, Takács Ádám (dir.). *Tudomány és ideológia között. Tanulmányok az 1945 utáni magyar történetírásról*, ELTE Eötvös, Budapest, 2012. p. 22-41.

Kövér György. « Long Swings in the Historiography of the Austro-Hungarian Monarchy », Gyáni Gábor (dir.). *The Creation of the Austro-Hungarian Monarchy: A Hungarian Perspective*, Routledge, New-York, 2022. p. 93-115.

Kövér György. « Kanyarodás keletre, nyitás nyugatra: Pach Zsigmond Pál pályafordulása » [Tournant vers l'Est, ouverture vers l'Ouest : le virage de la carrière de Pál Zsigmond Pach], *Századok*, vol. 154, n°6, 2020. p. 1255-1291.

Krause Anthony. « Les écrivains hongrois face à la normalisation kadarienne. Le cas Tibor Déry », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 2, n°49, 2002. p. 203-223.

Kristó Gyula. « L'An Mil : changement de régime en Hongrie », Csernus Sándor, Korompay Klára (dir.). . p. 11-25.

Kristó Gyula. *Histoire de la Hongrie médiévale. Tome I : le temps des Árpáds*, PUR, Rennes, 2000. 230 p.

Kríza Ildikó. « A székely himnusz születésének háttere » [L'arrière-plan de la naissance de l'hymne sicule], *Honismérét*, vol. 31, n°5, 2003. p. 57-68.

Krizmanits Réka. *Fruitful Inconsistencies: Historical Knowledge Production in Late Socialist Hungary and Croatia*, Thèse de doctorat, Université d'Europe Centrale, Budapest, 2020. 276 p.

Kunt Gergely. "aki uralja a jelent, az uralja a múltat is". *Összehasonlító politikai kultusztörténet* ["celui qui contrôle le présent contrôle aussi le passé". Une histoire comparée des cultes politiques], MAKAT – Antropoport, Budapest, 2014. 101 p.

Kürti László. *The Remote Borderland: Transylvanian in the Hungarian Imagination*, State University of New York Press, Albany, 2001. 259 p.

L. Balogh Béni. « 1916 – A fordulat éve: Románia hadba lépése és az erdélyi románság » [1916 – L'année du tournant, l'entrée en guerre de la Roumanie et les Roumains de Transylvanie], *Pro Minoritate*, n°4, 2016. p. 18-25.

L. Balogh Béni. *Románia és az erdélyi kérdés 1918-1920-ban – dokumentumok* [La Roumanie et la question transylvaine en 1918-1920 – documents], Bölcsészettudományi Kutatóközpont Történettudományi Intézet, Budapest, 2020. 260 p.

Laczkó Miklós. « Molnár Erik és a 60-as évek történész-vitája » [Erik Molnár et le débat d'historiens des années 1960], *Századok*, n°6, 2008. p. 1483-1536.

Lajtai L. László. « Trendek és elméletek a nemzet- és nacionalizmuskutatásban: vázlatos kutatástörténeti áttekintés » [Tendances et théories de la recherche sur la nation et le nationalisme : un bref aperçu de l'histoire de la recherche], *Prominoritate*, vol. 24, n°3, 2015. p. 115-147.

Lajtai L. László. « Genealógia és nemzetépítés: Hunyadi János származásának újraértelmezései a 19. század és a 20. század elejének magyarországi történetírásában és tankönyveiben » [Généalogie et construction de la nation : réinterprétations de l'origine de János Hunyadi dans l'historiographie et les manuels hongrois du XIX^e et du début du XX^e siècle], *Kommentár*, n°2, 2017. p. 100-127.

Lakatos Artúr. « Land Reform in Romania, 1945: Motives and Consequences », *Philobiblon*, vol.19, n°2, 2014. p. 447-468.

Lakatos Maria. « La Hongrie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 10, n°1-2, 1979. p. 93-132.

Lăncrăjan Ion. *Cuvânt despre Transilvania* [Mot sur la Transylvanie], Editura Sport-Turism, Bucarest, 1982. 187 p.

Landais Benjamin. *Nations, priviléges et ethnicité à l'époque des Lumières : l'intégration de la société banataise dans la monarchie habsbourgeoise au XVIII^e siècle*, Thèse de doctorat, Université de Strasbourg, 2013.

László Gyula. *A "kettős honfoglalás"* [La "double conquête"], Magvető, Budapest, 1978. 214 p.

László László. *Visul meu... Interferențe istorice și culturale româno-maghiare* [Mon rêve... Les interférences historiques et culturelles roumano-hongroises], Caiete Silvane, Zalău, 2019. 183 p.

László Márton, Novák Csaba Zoltán. *A szabadság terhe. Marosvásárhely, 1990. március 16-21.* [Le fardeau de la liberté. Târgu Mureş, 16-21 mars 1990], Pro-Print, Miercurea-Ciuc, 2012. 299 p.

Le Cacheux Jacques, Babikian Bénédicte. « Roumanie », *Revue de l'OFCE : Observations et diagnostics économiques*, n°34, 1990. p. 117-128.

Le Calloc'h Bernard. *Les Unitariens de Transylvanie*, Glyphe, Paris, 2007. 49 p.

Le Marec Yannick. « L'analyse du contenu des manuels d'histoire. De la critique idéologique à l'exigence épistémologique », Bruillard Éric (dir.). *Manuels scolaires, regards croisés*, CRDP Basse Normandie, Caen, 2005. p. 123-139.

Lebedinsky Iaroslav. *Les Scythes : les Scythes d'Europe et la période scythe dans les steppes d'Eurasie VII^e-III^e siècles av. J.-C.*, 2^e éd., Errance, Paris, 2010. 309 p.

Leersen Joep. « The Rural Outlaws in East-Central Europe », Cornis-Pope Marcel, Neubauer John (dir.), *History of the Literary Cultures of East-Central Europe*, John Benjamins, Amsterdam, Philadelphia, 2010. p. 407-440.

Lees Paul. « Autour des fondamentaux théoriques sur le concept de "nation" », *E-crini*, n°7, 2014. https://crini.univnantes.fr/medias/fichier/paul_lees_1417018539726.pdf?ID_FICHE=728656&INLINE=FALSE

Lengyel K. Zsolt. *A kompromisszum keresése: tanulmányok a 20. századi transzsilvanizmus korai történetéhez* [La recherche du compromis : études sur l'histoire précoce du transylvanisme au XX^e siècle], Pro-print, Miercurea-Ciuc, 2007. 382 p.

Levy Robert. *Ana Pauker: the Rise and Fall of a Jewish Communist*, University of California Press, Los Angeles, 2001. 408 p.

Lévy-Bruhl B. « Réforme de l'enseignement en Hongrie », *Enfance*, tome 2, n°1, 1949. p. 82-88.

Lipset Seymour Martin, Bence György. *Szovjetológia a szovjetrendszer alkonyán* [Soviétologie au crépuscule du système soviétique], Századvég Kiadó, Budapest, 1994. p. 34-47.

Litván György. « Mihály Károlyi et la France », *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, vol. 23, n°1-2, 1977. p. 133-150.

Livezeanu Irina. *Cultural Politics in Greater Romania Regionalism, Nation Building, and Ethnic Struggle (1918-1930)*, Cornell University Press, Ithaca – London, 1995, 340 p.

Lupescu Radu. « Ethnicity in Transylvania. From Medieval Peoples to Modern Nations », *Historia Actual Online*, n°34, 2014. p. 119-132

Lyotard Jean-François. *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1979. 114 p.

Magnus Enzensberger Hans. « L'imbroglio hongrois », *Le Débat*, n° 39, 1986/2. p. 123-151.

Măgureanu Andrei. « Dezbateri privind etnogeneza Românilor în anii '50 » [Débats sur l'ethnogenèse des Roumains dans les années 1950], *Studii și Cercetări de Istorie veche și Arheologie*, vol. 18, n°3-4, 2007. p. 289-319.

Magyar Sándor. « Román nemzetiséggű katonák a szabadságharc honvédhadseregében » [Soldats de nationalité roumaine dans l'armée de la guerre d'indépendance], Marjanucz László, Zakar Péter, Kiss Gábor Ferenc (dir.). *Katonák, papok, polgárok 1848/49-ben*, Belvedere Meridionale, Szeged, 1999. p. 77-85.

Mahieu Stéphanie. « Une Église dissidente ? L'Église gréco-catholique roumaine pendant la période communiste (1948-1989) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 35, n°4, 2004. p. 93-126.

Makkai Béla. *Magyarok temetője, Ó-România. A regáti magyarság a dualizmus kori nemzetpolitikában* [Cimetière des Hongrois, la vieille Roumanie. Les Hongrois du Regat dans la politique nationale du dualisme], Magyarságkutató Intézet, Budapest, 2021. 456 p.

Makkai László. *Magyar-román közös múlt* [Passé commun hungaro-roumain], Teleki Pál Tudományos Intézet, Budapest, 1948. 278 p.

Marcou Lilly. « La république socialiste de Roumanie : l'évolution de la recherche historique et idéologique », *Revue française de science politique*, 23^e année, n°3, 1973. p. 595-616.

Marin Gabriel. « Comment construire en Roumanie une identité nationale et européenne ? Les nouveaux manuels d'histoire des Roumains », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 35, n°3, 2004. p. 5-38.

Marin Gabriel. *Apprendre l'histoire à l'école communiste. Mémoire et crise identitaire à travers les manuels scolaires roumains*, L'Harmattan, Paris, 2013. 412 p.

Marjanucz László. « A bánsági románok magatartása 1848 tavaszán » [Le comportement des Roumains du Banat au printemps 1848], Kiss Gábor Ferenc, Zakar Péter (dir.). *A nemzetiségi kérdés Kossuth és kortársai szemében*, Belvedere Meridionale, Szeged, 2003. p. 51-66.

Martin Mevius. « Reappraising Communism and Nationalism », *The Journal of Nationalism and Ethnicity*, vol. 37, n°4, 2009. p. 377-400.

Mârza Radu. « Primul război mondial reflectat în manualele școlare de istorie din România (până la 1989) » [La Première Guerre mondiale reflétée dans les manuels scolaires d'histoire de Roumanie (jusqu'en 1989)], Bolovan Ioan, Ghitta Ovidiu (dir.). *Istoria ca datorie : Omagiu academicianului Ioan-Aurel Pop la împlinirea vîrstei de 60 de ani*, Centrul de Studii Transilvane, Cluj-Napoca, 2015. p. 1035-1049.

Massino Jill. « From Black Caviar to Blackouts: Gender, Consumption, and Lifestyle in Ceaușescu's Romania », Bren Paulina, Neuburger Mary. *Communism Unwrapped: Consumption in Cold War Eastern Europe*, Oxford University Press, New-York, 2012. p. 226-253.

Mészáros István. « Magyar Paedagogia – Magyar Pedagógia: 1892-1992 » [Pédagogie hongroise : 1892-1992], *Magyar Pedagógia*, vol. 92, n°1, 1992. p. 5-24.

Mészáros István. *A magyar nevelés és iskolatörténet kronológiája 996-1996* [L'éducation hongroise et la chronologie de l'histoire de l'école 996-1996], Nemzeti tankönyvkiadó, Budapest, 1996. 316 p.

Mészáros István. *A tankönyvkiadás története Magyarországon* [L'histoire de la publication du livre scolaire en Hongrie], Dabas tankönyvkiadó, Budapest, 1989. 183 p.

Mevius Martin. *Agents of Moscow: the Hungarian Communist Party and the Origins of Socialist Patriotism (1941-1953)*, Oxford University Press, Norfolk, 2005. 296 p.

Mihalache Andi. « Iluminismul transilvan în istoriografia perioadei 1948-1965 » [Les Lumières de Transylvanie dans l'histoire de la période 1948-1965], *Annales Universitatis Apulensis Series Historica*, n°4-5, 2001. p. 197-202.

Mihalache Cătălina. « Reforma școlară din 1948, un succes al propagandei comuniste » [La réforme scolaire de 1948, un succès de la propagande communiste], *Anuarul Institutului de Istorie A.D. Xenopol*, n°45, 2008. p. 365-388.

Mihalache Cătălina. « Antireformă și reformă în școală, la căderea regimului comunist » [Antiréforme et réforme à l'école, la chute du régime communiste], *Romanian Political Science Review*, vol. 8, n°4, 2008. p. 849-868.

Miklósne Zakar Andrea. « Térselfogások, terek, régiók Romániában » [Perceptions de l'espace, espaces et régions en Roumanie], Hardi Tamás (dir.). *Terek és tér-képzetek: Elképzelt és formalizált terek, régiók a Kárpát-medencében, Közép-Európában*, Fórum Kisebbségkutató

- Intézet, Somorja – Győr, 2015. p. 227-278.
- Mirel Marin Stănescu. « Ziua națională a României și simbolurile ei » [La fête nationale de la Roumanie et ses symboles], *Memoria*, n°47-48, 2004. p. 209.
- Mișcoiu Sergiu. *Formarea națiunii. O teorie socio-constructivistă* [La formation des nations. Une théorie socio-constructiviste], Efes, Cluj-Napoca, 2006. 130 p.
- Miskolczy Ambrus. « A román nép születése – avagy egy rejtély filológiája » [La naissance du peuple roumain – ou la philologie d'un mystère], *AETAS*, vol. 33, n°4, 2018. p. 134-166.
- Mitu Sorin. « Hungarians and Romanians: how were two Images of Hostility Born? », Trencsényi Balázs, Iordachi Constantin, Blomqvist Anders. *Hungary and Romania Beyond National Narratives: Comparisons and Entanglements*, Peter Lang, Oxford, 2013. p. 35-92.
- Mód Aladár. *400 év küzdelem az önálló Magyarországról* [400 ans de lutte pour la Hongrie indépendante], Szikra, Budapest, 1954. 743 p.
- Molnár Erik, Pamlényi Ervin, Székely György (dir.). *Magyarország története: I. kötet* [Histoire de la Hongrie : volume 1], Gondolat, Budapest, 1964. 626 p.
- Molnár Erik. *A magyar társadalom története az őskortól az Árpádkorig* [L'histoire de la société hongroise de la préhistoire au temps d'Árpád], Szikra, Budapest, 1949. 344 p.
- Molnár Miklós. *Victoire d'une défaite*, Budapest 1956, Fayard, Paris, 1996. 368 p.
- Monnet Pierre. « Nation et nations au Moyen Âge : introductions », Société des historiens médiévistes de l'Enseignement supérieur public (dir.). *Nation et nations au Moyen Âge*, Éditions de la Sorbonne, Paris, 2014. p. 9-34.
- Muller Jean-Léon. *L'expulsion des Allemands de Hongrie, 1944-1948 : politique internationale et destin méconnu d'une minorité*, l'Harmattan, Paris, 2001. 236 p.
- Muresan Cornelia. « L'évolution démographique en Roumanie : tendances passées (1948-1994) et perspectives d'avenir (1995- 2030) », *Population*, vol. 51, n°4-5, 1996. p. 813-844.
- Murgescu Mirela Luminita. « L'enseignement de l'histoire dans les écoles roumaines, 1831-1944 », Histoire de l'éducation, n°86, 2000. p. 115-142.
- Murgescu Mirela-Luminița. *Între "bunul creștin" și "bravul român" : rolul școlii primare în construirea identității naționale românești (1831-1878)* [Entre le "bon chrétien" et le "brave roumain" : le rôle de l'école primaire dans la construction de l'identité nationale roumaine (1831-1878)], Editura A '92, Iași, 1999. 260 p.
- Nagy László. « Mihály vajda a magyar históriában » [Le voïvode Michel dans l'histoire hongroise], *Hadtörténelmi Közlemények*, vol. 103, n°3, 1990. p. 1-29.
- Nagy Mariann. « The Discourse of the "Colonization" of Hungary in Hungarian History Textbooks », Popp Susanne, Gorbahn Katja, Grindel Susanne (dir.). *History Education and (Post)Colonialism: International Case Studies*, Peter Lang, Berlin, 2019. p. 259-275.
- Nagy Mariann. « A nemzetiségi kérdés a 20. század (1928-1948) tankönyveiben », *Árkádia*, n°7, 2012. <http://arkadiafolyoirat.hu/index.php/7-a-sokszinu-tortenelem/91-a-nemzetisegi-kertes-a-20-szazad-1928-1948-tankonyveiben>
- Nagy Mihály Zoltán, Vincze Gábor (dir.). *Autonomiști și centraliști enigmele unor decizii istorice. Transilvania de Nord din septembrie 1944 până în martie 1945* [Autonomistes et centralistes, les énigmes des décisions historiques. La Transylvanie du Nord de septembre 1944 à mars 1945], Centrul de Resurse pentru Diversitate Etnoculturală, Cluj-Napoca, 2008. 200 p.

Nagy Mihály Zoltán. « A múltszemlélet "színeváltozása" Romániában. A közös hagyományuktól a kirekesztésig. A magyarságkép változása a romániai történelemtankönyvekben 1947-1989 között » [Le "changement de couleur" de la perception du passé en Roumanie. Des traditions partagées à l'exclusion. Évolution de l'image des Hongrois dans les manuels d'histoire roumains entre 1947 et 1989], Hornyák Árpád, Vitári Zsolt (dir.). *Kutatási füzetek 14.: A magyarságkép a közép-európai tankönyvekben a 20. században*, Pécsi Tudományegyetem, Pécs, 2009. p. 411-430.

Nagy Péter Tibor. « Állam, egyház, oktatás » [État, Eglise, éducation], *Educatio*, vol. 4, n°1, 1992. p. 34-45.

Nagy Péter Tibor. « The Historical and Political Context of the Teaching of History before and after the Fall of Communism », *International Society for History Didactics*, n°1, 1999. p. 78-86.

Nagy Péter Tibor. « Nemzetiségi és oktatás a dualizmuskorai Magyarországon » [Nationalité et éducation dans la Hongrie dualiste], *Educatio*, n°2, 1993. p. 253-269.

Nóbik Attila. « Neveléstörténet tankönyvek az ötvenes években » [Les manuels d'histoire de l'éducation dans les années 1950], *Iskolakultúra*, n°3-4, 2008. p. 39-49.

Norkus Zenonas. « Max Weber on Nations and Nationalism: Political Economy before Political Sociology », *The Canadian Journal of Sociology*, vol. 29, n°3, 2004. p. 389-418.

Novák Csaba Zoltán. « A megyésítés előkészítése és a nemzetiségi kérdés Romániában (1968) » [La préparation de la départementalisation et la question des nationalités en Roumanie (1968)], Bárdi Nándor, Simon Attila. *Integrációs stratégiák a magyar kisebbségek történetében*, Fórum Kisebbségkutató Intézet, Somorja, 2006. p. 405-420.

Novák Csaba Zoltán. *Aranykorszak? A Ceaușescu-rendszer magyarságpolitikája I. 1965-1974* [Un âge d'or ? La politique hongroise du système Ceaușescu I. 1964-1974], Pro-Print, Miercurea-Ciuc, 2011. 576 p.

Novák Csaba Zoltán. *Holtvágányon. A Ceaușescu-rendszer magyarságpolitikája II. 1974-1989* [Sur une voie morte. La politique hongroise du système Ceaușescu II. 1974-1989], Pro-Print, Miercurea-Ciuc, 2017. 430 p.

Oanță Katalin. « Situația învățământului în limba maghiară sub regimul lui Gheorghe Gheorghiu-Dej » [La situation de l'enseignement en langue hongroise sous le régime de Gheorghe Gheorghiu-Dej], *Anuarul Institutului de Istorie George Barițiu*, n°54, 2015. p. 223-247.

Oborni Teréz. « Le royaume des Szapolyai, du royaume de Hongrie orientale à la principauté de Transylvanie (1541-1571) », *Histoire, économie & société*, vol. 34, n°3, 2015. p. 65-77.

Oborni Teréz. *Az ördöngös barát. Fráter György, 1482-1551*, Kronosz – MTT, Pécs – Budapest, 2017. 355 p.

Oborni Teréz. *Erdélyfejedelmei* [Les princes de Transylvanie], Pannonica, Budapest, 2002. 221 p.

Office central de la statistique du royaume de Hongrie. « Recensement général de la population des Pays de la Sainte Couronne hongroise en 1910 », *Publications statistiques hongroises*, vol. 42, Atheanum, Budapest, 1913. p. 17-18.

Ojoga Ecaterina. *L'aura mondiale d'un parti insignifiant. La "solidarité internationale" dans la défense et la promotion du premier communisme roumain (1917-1940)*, Thèse de doctorat, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2022. p.

Olasz Lajos. « Magyarország második világháborús részvételének ábrázolása a történelemkönyvekben (1945-1995) » [La représentation de la participation de la Hongrie

à la Seconde Guerre mondiale dans les manuels scolaires d'histoire (1945-1995)], Karlovitz János Tibor, Torgyik Judit (dir.). *Oktatás, kutatás és módszertan: Neveléstudományi és Szakmódszertani Konferencia*, International Research Institute, Komárno, 2013. p. 91-99.

Olay Ferenc. *Les frontières de la Hongrie de Trianon*, Édition de la Fédération nationale hongroise, Budapest, 1935. 109 p.

Olti Ágoston. « Comuniștii români și problema Ardealului, 1944-1946 » [Les communistes roumains et le problème de la Transylvanie, 1944-1946], Olti Ágoston, Gidó Attila. *Minoritatea maghiară în perioada comunistă*, Kriterion, Cluj-Napoca, 2009. p. 77-114.

Orbán Zsolt. « Az első világháború a romániai történelemtankönyvekben » [La Première Guerre mondiale dans les livres scolaires roumains d'histoire], Peregi Tamás (dir.). *Az első világháború a szomszédos országok és hazánk történelemtankönyveiben*, Oktatáskutató és Fejlesztő Intézet, Budapest, 2015. p. 47-73.

Ormos Mária. *Padovától Trianonig: 1918-1920* [De Padoue à Trianon : 1918-1920], Kossuth, Budapest, 1984. 454 p.

Otu Petre, Scurtu Ioan. « P. C. R. și legionarii : Petre P. Panaiteescu » [Le PCR et les légionnaires : Petre P. Panaiteescu], *Magazin istoric*, n°1, 1997. p. 3-11.

Pach Zsigmond Pál (dir.). *Magyarország története tíz kötetben 1/1. Előzmények és magyar történet 1242-ig* [Histoire de la Hongrie en dix tomes 1/1. Antécédents et histoire hongroise jusqu'en 1242], Akadémiai kiadó, Budapest, 1984. 890 p.

Pach Zsigmond Pál (dir.). *Magyarország története tíz kötetben 1/2. Előzmények és magyar történet 1242-ig* [Histoire de la Hongrie en dix tomes 1/2. Antécédents et histoire hongroise jusqu'en 1242], Akadémiai kiadó, Budapest, 1984. 916 p.

Pach Zsigmond Pál (dir.). *Magyarország története tíz kötetben 3/1. 1526-1686*, Akadémiai kiadó, Budapest, 1985. 931 p.

Pál Judit. « Az erdélyi társadalomtörténet-írás helyzete 1945 után » [La situation de l'historiographie transylvaine en sciences sociales après 1945], Erős Vilmos, Takács Ádám (dir.). *Tudomány és ideológia között. Tanulmányok az 1945 utáni magyar történetírásról*, ELTE, Budapest, 2012. p. 42-55.

Pálffy Géza. « Le siècle des ruptures et compromis : nouvelle approche de l'histoire du royaume de Hongrie au cours du XVII^e siècle », *Histoire, économie & société*, vol. 34, n°3, 2015. p. 78-89.

Pap József. « A passzív ellenállás, a neoabszolutizmus korának mítosza? » [La résistance passive, mythe de la période néoabsolutiste ?], *AETAS*, vol. 18 n°4, 2003. p. 119-136.

Papp Sándor. « Bethlen Gábor, a Magyar Királyság és a Porta (1619-1621) » [Gabriel Bethlen, le royaume de Hongrie et la Porte (1619-1621)], *Századok*, vol. 145, n°4. p. 915-973.

Papu Edgar. « Protocronismul românesc » [Le protochronisme roumain], *Secoul 20*, n°5-6, 1974. p. 8-11.

Paraianu Razvan. « The History Textbooks Controversy in Romania », *Magyar letter Internationale*, n°58, 2005. p. 1-10.

Pascu Ștefan, Mușat Mircea, Constantiniu Florin. « Tudatos történelemhamisítás a Magyar Tudományos Akadémia égisze alatt » [Falsification consciente de l'histoire sous les auspices de l'Académie hongroise des sciences], *Előre*, n°41, 13 mars 1987. p. 4-5.

Pascu Ștefan. *Răscoale săracene în Transilvania* [Les révoltes paysannes en Transylvanie], Cartea

- Românească, Cluj, 1947. p. 144.
- Pascu Ștefan. *Războiul țăranilor din 1784 sub conducerea lui Horea, Cloșca și Crișan* [La guerres des paysans sous la conduite de Horea, Cloșca et Crișan], Casa Scînteii, Bucarest, 1957. 59 p.
- Pascu Ștefan. *Revoluția populară de sub conducerea lui Horea* [La révolution populaire sous la conduite de Horea], Editură militară, Bucarest, 1984. 534 p.
- Pascu Ștefan. *Voievodatul Transilvaniei* [La voïvodie de Transylvanie], vol. 4, Editura Dacia, Cluj-Napoca, 1989. 568 p.
- Pascu Ștefan. *Voievodatul Transilvaniei* [Le voïvodat de Transylvanie], vol. 1, Editura Dacia, Cluj, 1971. 595 p.
- Pászkán Zsolt. « Centenárumi România – Nemzetépítés és zűrzavar » [Roumanie centenaire – Édification nationale et confusion], *Kisebbségi Szemle*, n°1, 2018. p. 7-24.
- Pataki N. Márta, Timkó György. A *Kossuth Nyomda története: 1945-1994* [L'histoire de l'imprimerie Kossuth : 1945-1994], vol. 2, Kossuth kiadó, Budapest, 1994. 803 p.
- Pavelescu Tudor Alina. *Le Conducător, le Parti et le Peuple : le discours nationaliste comme discours de légitimation dans la Roumanie de Ceaușescu (1965-1989)*, Thèse de doctorat, Institut d'Etudes Politiques de Paris – Université de Bucarest, 2009. 532 p.
- Pecican Ovidiu. « Stefan Pascu and the Historiography of Ceausescu's Dictatorship », *Anuarul Institutului de Cercetări Socio-Umane "Gheorghe Sincai"*, n°15, 2012. p. 68-89.
- Péteri György. « External Politics – Internal Rivalries Social Science Scholarship and Political Change in Communist Hungary », *East Central Europe*, n°44, 2017. p. 309-339.
- Péteri György. *Academia and State Socialism: Essays on the Political History of Academic Life in Post-1945 Hungary and Eastern Europe*, Columbia University Press, New-York, 1998. 250 p.
- Petrescu Cristina. « Historiography of Nation-Building in Communist Romania », Kolář Pavel, Řezník Miloš (dir.). *Historische Nationsforschung im geteilten Europa 1945-1989*, SH Verlag, Köln, 2012 p. 149-168.
- Petrescu Cristina. « Who was the First in Transylvania? On the Origins of the Romanian-Hungarian Controversy over Minority Rights », *Studia Politica*, vol. 3, n°4, 2003. p. 1119-1148.
- Petrescu Dragoș. « Building the Nation, Instrumentalizing Nationalism: Revisiting Romanian National-Communism, 1956-1989 », *The Journal of Nationalism and Ethnicity*, vol. 37, n°4 2009. p. 523-544.
- Petrusány György. « Kossuth és Bălcescu » [Kossuth et Bălcescu], Kiss Gábor Ferenc, Zakar Péter (dir.). *A nemzetiségi kérdés Kossuth és kortársai szemében*, Belvedere Meridionale, Szeged, 2003. p. 99-114.
- Pieter M. Judson. *The Habsburg Empire: A New History*, The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge, 2016. 574 p.
- Pinilla Louise. *Étude comparée de la mémoire de l'empire austro-hongrois en Autriche et en Hongrie pendant la Guerre Froide, à l'aune de l'enseignement scolaire (1947-1989)*, Mémoire de Master, École Normale Supérieure – École nationale des Chartes, 2017. 166 p.
- Platon Gheorghe. « Entre les empires ottomans, autrichien et russe », Fischer Galati Stephen, Giurescu Dinu, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Une histoire des Roumains*, Op. cit. p. 167-189.

Pleşa Liviu. « Mihail Roller și "stalinizarea" istoriografiei românești » [Mihail Roller et la stalinisation de l'historiographie roumaine], *Annales Universitatis Apulensis*, vol. 10, n°1, 2006. p. 165-177.

Pompiliu Teodor. *Istoricci români și probleme istorice* [Historiens roumains et problèmes historiques], Fundația culturală cele trei crășuri, Oradea, 1993. 196 p.

Pop Ioan-Aurel. « Le voïvodat de Transylvanie et les régions occidentales du XII^e au XVI^e siècle », Fischer Galati Stephen, Giurescu Dinu, Pop Ioan-Aurel (dir.). *Une histoire des Roumains*, Vaillant, Nice, 2013. p. 84-143.

Popa C. Casian. *Formarea poporului român reflectată în manualele de istorie ale secolului al XX-lea : elemente constitutive, stereotipuri și "public use" al strămoșilor* [La formation du peuple roumain reflétée dans les manuels d'histoire du XX^e siècle : éléments constitutifs, stéréotypes et "usage public" des ancêtres], Thèse de doctorat, Université Babeș-Bolyai, 2013. 590 p.

Popa-Gorjanu Cosmin. « Transylvanian Identities in the Middle Ages », Sabaté Flore (dir.). *Identitats*, Pagés, Lleida, 2009. p. 175-190.

Popescu Mircea. « Reforma comunistă din învățământul preuniversitar. Acțiuni disidente » [Réforme communiste de l'enseignement préuniversitaire. Actions dissidentes], *Memoria*, n°47-48, 2004. p. 148-159.

Popescu-Matei Florian. « Imaginea Daciei romane în istoriografia românească între 1945-1960 » [L'image de la Dacie romaine dans l'historiographie roumaine entre 1945 et 1960], *SCIVA*, vol. 58, n°3-4, 2007. p. 265-288.

Pótó János. *Az emlékeztetés helyei. Emlékművek és politika* [Les lieux de la mémoire. Monuments et politique], Osiris, Budapest, 2003. 310 p.

Pozsonyi Ferenc. *Erdély népei: szászok, örmények, székely szombatosok, cigányok* [Les peuples de Transylvanie : Saxons, Arméniens, Sicules sabbataires, Tziganes], BBTE, Kolozsvár, 2009. 240 p.

Pritz Pál. « Après Béla Kun – Avant Miklós Horthy : la Hongrie et l'Entente en été 1919 », *Hungarian studies*, n°25, 2011. p. 153-172.

Prodan David. *Răscoala lui Horea* [La révolte de Horea], vol. 1, Editura Științifică și Encyclopedică, Bucarest, 1979. 602 p.

Pukánszky Béla, Németh András (dir.). *Neveléstörténet* [Histoire de l'éducation], Tankönyvkiadó, Budapest, 1996. 679 p.

Puttkamer Joachim von. « Framework of Modernization: Government Legislation and Regulation on Schooling in Transylvania 1780-1914 », Karady Viktor, Török Borbála Zsuzsanna (dir.). *Cultural Dimensions of Elite Formation in Transylvania (1770–1950)*, Ethnocultural Diversity Resource Center, Cluj-Napoca, 2008. p. 15-23.

Radosav Doru. « Cultura românească din Transilvania în secolul al XVII-lea » [La culture roumaine de Transylvanie au XVII^e siècle], *Istoria Transilvaniei*, vol. 2, 2005. p. 311-328.

Rădulescu Dan Constantin. « Învățământul românesc 1948-1989 – între derivă și recuperare instituțional funcțională » [L'enseignement roumain 1948-1989 – entre dérive et récupération institutionnelle fonctionnelle], *Calitatea vieții*, vol. 17, n°3-4, 2006. p. 307-318.

Rainer M. János. *Bevezetés a kádárizmusba* [Introduction au kádárisme], 1956-os Intézet – L'Harmattan, Budapest, 2011. 349 p.

Rainer M. János. *Imre Nagy: a Biography*, Tawris, Londres, 2009. 258 p.

Rey Violette. « Les structures de l'espace roumain. Typologie par matrice graphique ordonnable [Typologie par matrice graphique ordonnable] », *Espace géographique*, tome 2, n°1, 1973. p. 37-49.

Romsics Ignác. « A Molnár Erik-féle nemzet vita és Szűcs Jenő » [Le débat sur la nation d'Erik Molnár et Jenő Szűcs], *168 Óra*, 2018. <https://168ora.hu/itthon/romsics-ignac-a-molnar-erik-fele-nemzet-vita-es-szucs-jeno-158572>

Romsics Ignác. « Erdély helye a magyar külpolitikai gondolkodásban, 1918-1947 » [La place de la Transylvanie dans la réflexion de la politique étrangère hongroise, 1918-1947], *Acta Academiae Agriensis*, n°44, 2017. p. 535-550.

Romsics Ignác. « La Hongrie et la question nationale en 1918-1919 », *Les cahiers Irice*, n°13, 2015. p. 91-104.

Romsics Ignác. « La politique des grandes puissances et la Hongrie: pendant et après la Deuxième Guerre mondiale », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°200, 2001. p. 83-98.

Romsics Ignác. *Clio bűvöletében. Magyar történetírás a 19-20. században – nemzetközi kitekintéssel* [Sous le charme de Clio. L'historiographie hongroise aux XIX^e et XX^e siècles – avec une mise en perspective internationale], Osiris, Budapest, 2011. 628 p.

Romsics Ignác. *Magyarország története a XX. században* [L'histoire de la Hongrie au XX^e siècle], 4^e éd., Osiris, Budapest, 2010. 480 p.

Rusu Mihai Stelian. « Topografii ale trecutului : structurarea și restructurarea conștiinței istorice românești prin manualele naționale de istorie » [Topographies du passé : structuration et restructuration de la conscience historique roumaine à travers les manuels nationaux d'histoire], *Sociologie Românească*, vol. 11, n°1, 2013. p. 84-102.

Rusu Mihai Stelian. *Memoria națională românească. Facerea și prefacerile discursive ale trecutului național* [La mémoire nationale roumaine. Créations et transformations discursives du passé national], Institutul European, Iași, 2015. 466 p.

Rusu Mircea. « The Autochthonous Population and the Hungarians on the Territory of Transylvania in the 9th and 11th centuries », Constantinescu Miron, Pascu Ștefan, Diaconu Petre (dir.). *Relations between the Autochtonous Population and the Migratory Populations on the Territory of Romania: a Collection of Studies*, Editura Academiei Republicii Socialiste România, Bucarest, 1975. p. 201-217.

Sándor Klára. *A székely írás nyomában* [Dans les traces de l'écriture sicule], Typotex, Budapest, 2014. 350 p.

Sándor Tamás. « Tankönyveink a Magyarországi Tanácsköztársaságról » [Nos manuels scolaires sur la République des conseils de Hongrie], *Könyv és Nevelés*, vol. 10, n°1, 2008. https://epa.oszk.hu/01200/01245/00037/st_0801.htm

Sandu Traian. « La Roumanie, une victoire à la Pyrrhus », *Les cahiers Irice*, n°1, vol. 13, 2015. p. 155-170.

Sáska Géza. « Az általános iskola és az emlékezetpolitika. A szovjet forgatókönyv és a nemzetnevelők » [L'école primaire et la politique de la mémoire. Le scénario soviétique et les éducateurs de la nation], *Educatio*, vol. 24, n°4, 2015. p. 44-66.

Sata Koretta Kinga. « The Idea of the "Nation" in Transylvanianism », Trencsényi Balázs, Petrescu Dragoș, Petrescu Cristina (dir.). *Nation-building and Contested Identities: Romanian and Hungarian Case Studies*, Regio Books – Editura Polirom, Iași – Budapest, 2001. p. 42-60.

Scherrer Jutta. « To catch up and Overtake the West: Soviet Discourse on Socialist Competition »,

Miklóssy Katalin, Ilic Melanie (dir.). *Competition in Socialist Society*, Routledge, Abingdon, 2014. p. 10-22.

Schramm Gottfried. *Korai román történelem. Nyolc tézis a délkelet-európai latin kontinuitás helyének meghatározásához* [Histoire roumaine primitive. Huit thèses pour définir le lieu de la continuité latine du sud-est européen], Csokonai, Debrecen, 1997. 116 p.

Scurtu Ioan. « Dumitru Almaş – Omul și Opera » [Dumitru Almaş – l'homme et l'oeuvre], *Studii și Comunicări*, vol. 1, 2008. p. 153-175.

Scurtu Ioan. *Politică și viață cotidiană în România : în secolul al XX-lea și începutul celui de-al XXI-lea* [Politique et vie quotidienne en Roumanie : au XX^e siècle et au début du XXI^e], Mica Valahie, Bucarest, 2012. 488 p.

Sédiot Patrick (dir.). *Langue et nation en Europe centrale et orientale du XVIII^e siècle à nos jours*, Presses Centrales de Lausanne, Lausanne, 1996. 360 p.

Simon Attila. « Közös múlt, egymással feleselő történelem! » [Un passé commun, une histoire solidaire !], *Történelemtanítás*, vol. 46, n°3, 2009. <http://www.folyoirat.torteneleMTAnitas.hu/2011/10/simon-attila-kozos-mult-egymassal-feleselo-tortenelem-02-03-02/>

Smith D. Anthony. *The Nation in History. Historiographical Debates about Ethnicity and Nationalism*, Polity Press, Cambridge, 2009. 195 p.

Société des Nations. *Recueil des traités*, vol. 5, n°140, 1921. 444 p.

Soica Sergiu. *Biserica greco-catolică din Banat în perioada anilor 1920-1948* [L'Église gréco-catholique du Banat dans la période des années 1920-1948], Eurostampa, Timișoara, 2011. 205 p.

Somorjai Szabolcs. « A reformkor ábrázolása a XX. századi történelemtankönyvekben. Az 1922-1988 közötti időszak gimnáziumi tankönyvei alapján » [La représentation de l'ère des réformes est dans les manuels d'histoire du XX^e siècle. Sur la base des manuels scolaires du secondaire de la période 1922-1988], *Könyv és nevelés*, vol. 13, n°1, 2011. p. 1-28.

SOS Transylvanie – comité de Genève. *Violation des droits de l'homme, des minorités en Transylvanie*, Genève, 1989. 28 p.

Staline Joseph. *Le marxisme et la question nationale*, Éditions Sociales, Paris, 1950. 174 p.

Stamati Iurie. « Pourquoi les Roumains ne sont-ils pas devenus un peuple slave ? Essai sur la place des Slaves médiévaux dans l'historiographie nationale roumaine (XVII^e siècle – début du XX^e siècle) », *Ethnologies*, vol. 37, n°2. p. 53-80.

Stamati Iurie. « Two Chapters in the Sovietization of Romanian Archaeology (From the Late 1940s to the Mid-1950s) », *Archaeologia Bulgarica*, vol. 19, n°1, 2015. p. 81-95.

Stan Catinca Adriana. « La réforme scolaire au service du pouvoir politique : le cas des manuels scolaires roumains », *Initio*, n°3, 2013. p. 86-105.

Stan Catinca Adriana. *Des héros pour référence identitaire : les manuels scolaires de littérature roumaine, 1859-2009*, Thèse de doctorat, Université de Laval, 2010. 351 p.

Sudár Balázs « Az Árpádok, Attila és a dinasztikus hagyományok » [Les Árpadiens, Attila et les traditions dynastiques], *Századok*, vol. 150, n°2, 2016. p. 431-442.

Szabó Csaba. « Bodor András (1915-1999) », *A kolozsvári Magyar Történeti Intézet Évkönyve*, n°1, 2016. p. 219-227.

Szabolcs Ottó. *Külföldi tankönyvek magyarságképe* [L'image de la Hongrie dans les manuels étrangers], Tankönyvkiadó, Budapest, 1990. 261 p.

Szakács Erich Noris. « Transilvania secolului al XIII-lea în lucrările de sinteză. Studiu asupra istoriografiei române din secolul XX. în căutarea istoriei oficiale » [La Transylvanie du XIII^e siècle dans les ouvrages de synthèse. Étude sur l'historiographie roumaine du XX^e siècle à la recherche de l'histoire officielle], *Studia Universitatis Moldavie*, vol. 104, n°4, 2017. p. 115-122.

Szakács Simona. « Now and Then: National Identity Construction in Romanian History. A Comparative Study of Communist and Post-Communist School Textbooks », *Internationale Schulbuchforschung*, n°29, 2007. p. 23-47.

Szász Zoltán. « A tüskehúzás kísérlete: a Magyar-Román Történész Vegyesbizottság » [La tentative de tirage d'épines : le Comité mixte d'historiens roumano-hongrois], *Korunk*, vol. 8, n°3, 1997. p. 99-102.

Szebenyi Péter. « A történelemtankönyvekre ható tényezők történeti változásai » [Les changements historiques des facteurs influençant les manuels scolaires d'histoire], *Iskolakultúra*, vol. 2, n°9, 2001. p. 13-20.

Székely György. « Antal Budai Nagy et la guerre paysanne de Transylvanie », *Studia Historica*, vol. 136, 1980. 17 p.

Szekér Nóra. « Átkelés a Rubiconon: az Erdély-tüntetés 1988-ban » [Le franchissement du Rubicon : la manifestation pour la Transylvanie en 1988], *Retörki*, vol. 3, n°2, 2018. p. 4-13.

Szlucska János. "Pünkösdi királyság": az észak-erdélyi oktatásiügy története, 1940-1944 [« Le royaume de Pentecôte » : l'histoire de l'éducation en Transylvanie du Nord, 1940-1944], Gondolat, Budapest, 2009. 580 p.

Szűcs Jenő. « Ferences ellenzéki áramlat a magyar parasztháború és reformáció hátterében » [Courant d'opposition franciscain en arrière-plan de la guerre paysanne hongroise et de la réforme], *Irodalomtörténeti Közlemények*, vol. 78, n°4, 1974. p. 409-435.

Szűcs Jenő. *A magyar nemzeti tudat kialakulása* [L'apparition de la conscience nationale hongroise], Osiris, Budapest, 1997. 457 p.

Takács Ádám. « A történetírás ideológiai funkciói Magyarországon az 1960-as és az 1970-es években » [Les fonctions idéologiques de l'historiographie en Hongrie dans les années 1960 et 1970], Erős Vilmos, Takács Ádám (dir.). *Tudomány és ideológia között. Tanulmányok az 1945 utáni magyar történetírásról*, ELTE, Budapest, 2012. p. 91-100.

Tănasie Loredana. « Anul 1948 și învățământul românesc » [L'année 1948 et l'enseignement roumain], *Memorial 1989. Buletin științific și de informare*, n°14, 2014. p. 108-118.

Tánczos Vilmos. « Hungarians in Moldavia », *Magyar Kisebbség*, n°7-8, 1997. p. 370-390.

Tibori Szabó Zoltán. « The Holocaust in Transylvania », Braham L. Randolph, Kovács András (dir.). *The Holocaust in Hungary: Seventy Years Later*, Central European University Press, New York-Budapest, 2016. p. 147-182.

Tintă Aurel. *Colonizările habsburgice în Banat. 1716-1740* [Colonisation des Habsbourg dans le Banat. 1716-1740], Facla, Timișoara, 1972. 216 p.

Tomka Béla. « Az összehasonlító módszer a történetírásban – eredmények és kihasználatlan lehetőségek » [La méthode comparative dans l'historiographie – résultats et possibilités inutilisées], *Aetas*, vol. 20, n°1-2, 2005. p. 243-258.

Tomka Béla. *Európa társadalomtörténete a 20. Században* [L'histoire sociétale de l'Europe au XX^e siècle], Osiris, Budapest, 2009. 651 p.

Tosh John (dir). *The Pursuit of History: Aims, Methods and New Directions in the Study of Modern History*, Longman, Londres, 2002. 324 p.

Tóth Ágnes. « Elűzött svábok, betelepített bukovinai székelyek. A földreform és a társadalmi szerkezet változásának néhány összefüggése a Dél-Dunántúlon (1945-1949) » [Souabes expulsés, Sicules de Bucovine installés. Quelques liens entre la réforme agraire et les changements de la structure sociale dans le sud de la Transdanubie (1945-1949)], *Fórum Társadalomtudományi Szemle*, vol. 10, n°1, 2008. p. 145-161.

Tóth Ágnes. « Nemzetiségi oktatás Magyarországon az 1950-es évek második felében » [L'éducation des nationalités en Hongrie dans la seconde moitié des années 1950], *Századok*, vol. 148, n°6, 2014. p. 1385-1423.

Tóth István György. « La Hongrie divisée en trois parties (1526-1711) », Tóth István György (dir.). *Mil ans d'histoire hongroise. Histoire de la Hongrie de la Conquête jusqu'à nos jours*, Osiris, Budapest, 2003. p. 201-331.

Tourret Marc. « Qu'est-ce qu'un héros ? », *Inflexions*, vol. 16, n°1, 2011. p. 95-103.

Traian Sandu. *Un fascisme roumain : histoire de la Garde de fer*, Perrin, Paris, 2014. 494 p.

Trașcă Ottmar. « Relațiile româno-ungare și problema Transilvaniei, 1940-1944 (I-II) » [Les relations roumano-hongroises et le problème de la Transylvanie, 1940-1944 (I-II)], *Anuarul Institutului de Istorie "A. D. Xenopol"*, n°41-42, 2004-2005. p. 311-349 ; 377-408.

Trifescu Valentin. « For a Comparative History of Alsace and Transylvania », *Diacronia*, n°1, 2015. p. 1-9.

Turbucz Dávid. « Az ellenkultusz évtizedei: Horthy Miklós az 1945-1989 közötti történelemtankönyvekben » [Les décennies de l'anticulte : Miklós Horthy dans les livres scolaires d'histoire d'entre 1945 et 1989], *Múlt-Kor*, n°6, 2015. p. 112-117.

Túri László. « A verecke honfoglalási emlékmű "mitolójájának" kialakulása és újraértelmezése mélyinterjúk tükrében » [L'apparition et la réinterprétation de la "mythologie" du monument de la conquête de Verecke dans le miroir d'interviews approfondis], Szoták Szilvia (dir.). *Határhelyzetek. Szttereotípiák, választások, túlélési stratégiák kisebbségi léthelyzetekben*, Balassi Intézet, Budapest, 2013. p. 88-103.

Ungváry Krisztián. *Budapest ostroma* [Le siège de Budapest], Corvina, Budapest, 2013. 360 p.

Vago Raphael. « The unexpected cosmopolitans – Romania's Jewry facing the Communist system », *European Review of History*, vol. 17, n°3, 2010. p. 491-504.

Valuch Tibor. *Magyar hétköznapok: fejezetek a minden nap élet történetéből a második világháborútól az ezredfordulóig* [Le quotidien hongrois : chapitres de l'histoire de la vie quotidienne de la Seconde Guerre mondiale au tournant du millénaire], Napvilág, Budapest, 2013. 348 p.

Valuch Tibor. *Magyarország társadalomtörténete a XX. század második felében* [L'histoire sociétale de la Hongrie dans la seconde moitié du XX^e siècle], Osiris, Budapest, 2001. 389 p.

Varga E. Árpád. « Erdély magyar népessége 1870-1995 között » [La population hongroise de la Transylvanie entre 1870 et 1995], *Magyar Kisebbség*, n°3-4, 1998. p. 331-347.

Varga E. Árpád. *Erdély etnikai és felekezeti statisztikája, 1850-1992. Helységnévtár: összesített mutató az I-V. kötetekhez* [Statistiques ethniques et confessionnelles de la Transylvanie, 1850-

1992. Toponymie : Indicateur global pour les volumes I à V], Pro-Print, Csíkszereda, 2002. 556 p.

Varga E. Árpád. *Erdély etnikai és felekezeti statisztikája. IV. Fehér, Beszterce-Naszód és Kolozs megye. Népszámlálási adatok 1850-1992 között* [Statistiques ethniques et confessionnelles de la Transylvanie n°4. Les départements de Fehér, Beszterce-Naszód és Kolozs megye. Les données des recensements entre 1850 et 1992], Pro-Print, Miercurea-Ciuc, 2001. 792 p.

Várkonyi Ágnes. « La principauté de Transylvanie », Köpeczi Béla (dir.). *Histoire de la Transylvanie*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1992. p. 239-394.

Vasile Aurelia. *Le cinéma roumain dans la période communiste. Représentations de l'histoire nationale*, Thèse de doctorat, Université de Bourgogne – Université de Bucarest, 2011. 600 p.

Vasile Cristian. « Imposing Control and Mechanisms of Escape: Education in Communist Romania during the Stalinist Period », *Historical Yearbook*, vol. 3, 2006. p. 215-226.

Vasile Cristian. « Propaganda and Culture in Romania at the Beginning of the Communist Regime », Tismăneanu Vladimir (dir.). *Stalinism Revisited: The Establishment of Communist Regimes in East-Central Europe*, Central European University Press, Budapest, 2009. p. 367-386.

Vasile Cristian. « Sistemul de învățământ românesc în epoca stalinistă (1947-1953). considerații » [Le système éducatif roumain au cours de l'époque staliniste (1947-1953). Considérations], *Revista istorică*, vol. 20, n°1-2, 2009. p. 115-137.

Vasile Cristian. « A magyar katolikus veszedelem és a görögkatolikus egyház elleni kommunistákoffenzíva a háború utáni Romániában » [Le danger catholique hongrois et l'offensive communiste contre l'Église gréco-catholique dans la Roumanie d'après-guerre], *Rubicon*, n°334, 2019. p. 64-67.

Vasile Cristian. « Ideologie și istoriografie : Secția Propagandă și Agitație și problematica Primului Război Mondial la începuturile regimului comunist (1947-1956) » [Idéologie et historiographie : la Section de propagande et d'agitation et la problématique de la Première Guerre mondiale au début du régime communiste (1947-1956)], *Revista istorică*, vol. 27, n°1-2, 2016. p. 125-134.

Vasile Cristian. « Towards a New Law on Education: some Reflections Regarding the Communist Educational Policies under the Ceaușescu Regime », *Revista istorică*, vol. 25, n°5-6, 2014. p. 493-502.

Vasile Cristian. *Biserica Ortodoxă Română în primul deceniu comunista (1945-1959)* [L'Église orthodoxe roumaine au cours de la première décennie communiste (1945-1959)], Curtea Veche, Bucarest, 2005. 296 p.

Vass Henrik. « Megnyitó » [Ouverture], Csatári Dániel (dir.). *A magyar és a román történettudomány negyedszázados fejlődése*, Akadémia, Budapest, 1974. p. 9-11.

Vékony Gábor. *Dacians, Romans, Rumanians*, Matthias Corvinus Publishing, Hamilton – Buffalo, 2000. 248 p.

Velimirovici Felician. *Istorie și istorici în România comunistă (1948-1989)* [Histoire et historiens dans la Roumanie communiste (1948-1989)], Mega, Cluj-Napoca, 2015. 330 p.

Verdery Katherine. *National Ideology under Socialism: Identity and Cultural Politics in Ceausescu's Romania*, University of California Press, Berkeley, 1991. 407 p.

Verdier Nicolas. « La mémoire des lieux : entre espaces de l'histoire et territoires de la géographie », Takács Ádám (dir.). *Mémoire, contre-mémoire, pratique historique*, Budapest, Equinter, 2009. p. 103-122.

- Vese Vasile, Capotă Crina. « Frontiere și identități în istoriografia românească » [Frontière et identité dans l'historiographie roumaine], *Codrul Cosminului*, vol. 21, n°11, 2005. p. 163-170.
- Vincze Gábor. « A romániai magyar kisebbség oktatásügye 1944 és 1989 között. III. rész. (1965-1989) » [Le cas de l'éducation de la minorité hongroise de Roumanie entre 1944 et 1989. 3^e partie (1965-1989)], *Magyar Kisebbség*, n°1, 1998. p. 289-317.
- Vincze Gábor. « A nemzeti kisebbségtől a "magyar nemzetiségi románok"-ig » [De la minorité nationale aux "Roumains de nationalité hongroise"], Bárdi Nándor (dir.). *Források és stratégiák*, Pro-Print, Miercurea-Ciuc, 1999. p. 170-231.
- Vincze Gábor. « A romániai magyar kisebbség oktatásügye 1944 és 1989 között. I. rész. (1944-1948) » [Le cas de l'éducation de la minorité hongroise de Roumanie entre 1944 et 1989. 1^{ère} partie (1944-1948)], *Magyar Kisebbség*, n°1-2, 1997. p. 393-414.
- Vincze Gábor. « A romániai magyar kisebbség oktatásügye 1944 és 1989 között. II. rész. (1948-1965) » [Le cas de l'éducation de la minorité hongroise de Roumanie entre 1944 et 1989. 2^e partie (1948-1965)], *Magyar Kisebbség*, n°3-4, 1997. p. 375-403.
- Vincze Gábor. « Lăncrănjantól Lăncrăjanig. Fejezet a magyar-román kapcsolatok nyolcvanas évekbeli történetéből » [De Lăncrăjan à Lăncrăjan. Chapitre de l'histoire des relations hungaro-roumaines des années 1980], *Magyar Kisebbség*, n°3-4, 2006. p. 262-361.
- Vörös Boldizsár. « "Ha az egészet még be is kellett vonni marxista mázzal". Néhány sajátos eljárás a szakmai eredmények közreadásánál az 1949-1989 közötti magyar történettudományban » ["Et même s'il fallait tout recouvrir d'un enduit marxiste". Quelques procédures particulières dans la publication des résultats professionnels des études historiques hongroises entre 1949 et 1989], Erős Vilmos, Takács Ádám (dir.). *Tudomány és ideológia között. Tanulmányok az 1945 utáni magyar történetírásról*, ELTE, Budapest, 2012. p. 61-73.
- Weber Petru. « Problema refugiaților din România reflectată în mass-media ungără de la finele anilor 1980 » [Le problème des réfugiés de Roumanie reflété dans les médias hongrois de la fin des années 1980], Laza Ioan, Ardelean Florin (dir.). *Mass-media și istoria recentă. Mecanism de construcție simbolică a realității*, Tritonic, Bucarest, 2018. p. 163-173.
- Xenopol Alexandru Dimitrie. *Histoire des Roumains de la Dacie trajane : depuis les origines jusqu'à l'union des principautés en 1859*, E. Leroux, Paris, 1896. 548 p.
- Zahorán Csaba. « "Towns in captivity". Transformation of the Towns of Transylvania in the Interwar Period: the Hungarian Point of View », *Central European Horizons*, vol. 2, n°1, 2021. p. 93-125.
- Zahorán Csaba. « Trianon párhuzamos emlékezetei – a történelmi magyarország felbomlása a rendszerváltás utáni szlovák és román történetírásban » [Les mémoires parallèles de Trianon – la désintégration de la Hongrie historique dans l'historiographie slovaque et roumaine après le changement de régime], *Magyar Tudomány*, n°181, 2022. p. 774-785.
- Zavatti Francesco. « Romans, Dacians, Thracians, Slavs, or Pelasgians? A History of the Debate on the Ethnogenesis of the Romanian People since 17th Century until the Computer Age », *Cadernos do Tempo Presente*, n°17, 2014. p. 41-54.
- Zavatti Francesco. *Writing History in a Propaganda Institute: Political Power and Network Dynamics in Communist Romania*, Elanders, Stockholm, 2016. 394 p.
- Zeidler Miklós. *A magyar irredenta kultusz a két világháború között* [Le culte hongrois de l'irrédentisme au cours de l'entre-deux-guerres], Regio, Budapest, 2002. 137 p.
- Zeidler Miklós. *A revíziós gondolat* [La pensée révisionniste], Kalligram, Bratislava, 2009. 390 p.

Zimonyi István. « Préhistoire hongroise : méthode de recherche et vue d'ensemble », Csernus Sándor, Korompay Klára (dir.). *Les Hongrois et l'Europe : conquête et intégration*, Publications de l'Institut Hongrois de Paris, Paris-Szeged, 1999. p. 29-44.

Sources primaires⁴⁴³ :

Manuels scolaires publiés en Hongrie :

Chant – musique :

Lukin László, Ugrin Gábor. *Ének-zene a gimnázium I. osztálya számára* [Chant-musique à destination de la 1^{ère} classe du lycée], 7^e éd., Tankönyvkiadó Budapest, 1985. 136 p.

Lukin László, Ugrin Gábor. *Ének-zene a gimnázium II. osztálya számára* [Chant-musique à destination de la 2^e classe du lycée], 4^e éd., Tankönyvkiadó Budapest, 1984. 150 p.

Lukin László, Ugrin Gábor. *Ének-zene a gimnázium III. osztálya számára* [Chant-musique à destination de la 3^e classe du lycée], 4^e éd., Tankönyvkiadó Budapest, 1987. 160 p.

Géographie :

Kalmár Gusztáv. *A kárpáti-medence és Magyarország földrajza : a katolikus általános iskolák V. osztálya számára* [Géographie du bassin des Carpates et de la Hongrie : à destination de la 5^e classe des écoles primaires catholiques], Szent István-társulat, Budapest, 1947. 120 p.

Marjalaki Lajos. *Földrajz a polgári fiúiskolák számára: IV. rész. Fizikai földrajz, térképolvasás* [Géographie pour les écoles civiles de garçons : 4^e partie. Géographie physique, lecture de cartes], Egyetemi Nyomda, Budapest, 1946. 80 p.

Hajósy Ferenc. *Földrajz II. rész. A liceum, leányliceum és a gazdasági középiskolák I. osztálya számára* [Géographie 2^e partie. À destination du lycée, du lycée de filles et de la 1^{ère} classe des lycées économiques], 2^e éd., Egyetemi Nyomda, Budapest, 1947. 216 p.

Hajósy Ferenc, Láng Sándor. *Földrajz. A liceum, leányliceum és a gazdasági középiskolák II. osztálya számára* [Géographie. À destination du lycée, du lycée de filles et de la 2^e classe des lycées économiques], Egyetemi Nyomda, Budapest, 1947. 80 p.

Hajósy Ferenc, Láng Sándor. *Földrajz III. rész. A gimnázium és a leánygimnázium VII. osztálya számára* [Géographie III^e partie. À destination de la 7^e classe du lycée et du lycée des filles], Egyetemi Nyomda, Budapest, 1947. 171 p.

Szabó László. *Földrajz: a középiskolák II. és III. osztálya számára* [Géographie: à destination des 2^e et 3^e classes des écoles secondaires], Tankönyvkiadó, Budapest, 1949. 160 p.

Szabó László. *Földrajz: gimnáziumi első rész* [Géographie : première partie du lycée], Tankönyvkiadó, Budapest, 1950. 268 p.

Koch Ferenc, Molnár Béla, Kazár Leona. *Földrajz: a középiskolák I. osztálya számára* [Géographie : à destination de la 1^{ère} classe des écoles secondaires], 4^e éd., Tankönyvkiadó, Budapest, 1954. 84 p.

Markos György, Pécsi Márton, Kéz Andor, Szurovy Géza. *Földrajz: gimnázium második rész. Magyarország földrajza* [Géographie : deuxième partie du lycée. Géographie de la Hongrie], Tankönyvkiadó, Budapest, 1950. 248 p.

Markos György, Pécsi Márton. *Földrajz: az általános gimnáziumok és tanítóképzők III. osztálya*

⁴⁴³ Pour des motifs d'accessibilité, la bibliographie des manuels scolaires ne se fait pas par ordre alphabétique, mais plutôt en restituant chronologiquement les séries de livres scolaires.

számára [Géographie : à destination de la 3^e classe des lycées généraux et des instituts de formation des instituteurs], Tankönyvkiadó, Budapest, 1957. 192 p.

Vécsey Zoltán. *Földrajz: a gimnáziumok I. osztálya számára* [Géographie : à destination de la 1^{ère} classe du lycée], 7^e éd., Tankönyvkiadó, Budapest, 1962. 134 p.

Tóth Aurél. *Földrajz a gimnáziumok III. és a közigazdasági szakközépiskolák II. osztálya számára* [Géographie à destination de la 3^e classe des lycées et de la 2^e classe des écoles professionnelles économiques], Tankönyvkiadó, Budapest, 1971. 336 p.

Sárfalvi Béla, Tóth Aurél. *Földrajz a gimnázium I. osztálya számára* [Géographie à destination de la 1^{ère} classe du lycée], Tankönyvkiadó, Budapest, 1981. 300 p.

Probáld Ferenc. *Földrajz a gimnázium II. osztálya számára* [Géographie à destination de la 2^e classe du lycée], Tankönyvkiadó, Budapest, 1981. 271 p.

Nagy Vendelné, Udvarhelyi Károly. *Földrajz 8. Az általános iskola 8. osztálya számára* [Géographie 8. A la destination de la 8^e de l'école primaire], Tankönyvkiadó, Budapest, 1983. 216 p.

Histoire :

Marczinkó Ferenc, Pálfi János, Várady Erzsébet. *A magyar nemzet elbeszélő története* [L'histoire narrative de la nation hongroise], Királyi Magyar Egyetemi Nyomda, Budapest, 1939. 136 p.

Marczinkó Ferenc, Pálfi János, Várady Erzsébet. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig: gimnázium és leánygimnázium 8. osztálya számára* [L'histoire de la Hongrie de la Paix de Szatmár à nos jours : à destination de la 8^e classe du lycée et du lycée des filles], Királyi Magyar Egyetemi Nyomda, Budapest, 1942. 136 p.

Benda Kálmán. *Magyarország története az őskortól napjainkig. Polgári iskolák III-IV. és a gimnáziumok III. osztálya számára* [Histoire de la Hongrie de la préhistoire à nos jours. A destination des 3^e et 4^e classes des écoles bourgeoises et de la 3^e classe du lycée], Szikra, Budapest, 1945. 136 p.

Ferenczy Endre. *Világtörténelem. Az ókor és középkor Nagy Károlyig, a gimnáziumok IV., a liceumok és a gazdasági középiskolák I. osztálya Számára* [Histoire mondiale. L'Antiquité et le Moyen Âge jusqu'à Charlemagne. À destination de la 4^e classe des lycées et de la 1^{ère} classe des lycées d'économie], vol. 1, Szikra, Budapest, 1945. 160 p.

Kosáry Domokos. *Magyarország története az őskortól a szatmári békéig: a gimnáziumok VII., a liceumok és gazdasági iskolák III. osztálya számára* [Histoire de la Hongrie de la préhistoire jusqu'à la paix de Szatmár. À destination de la 7^e classe des écoles secondaires et à la 3^e classe des lycées et des écoles d'économie], vol. 2, Szikra, Budapest, 1945. 136 p.

Kosáry Domokos, Mérei Gyula. *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig: a gimnáziumok VIII., a liceumok, gazdasági középiskolák és a tanító-(nő)-képző intézetek IV. osztálya számára* [Histoire de la Hongrie de la paix de Szatmár jusqu'à nos jours. À destination de la 8^e classe des écoles secondaires et à la 4^e classe des lycées, des écoles d'économie et des instituts de formation des instituteurs], vol. 1, Szikra, Budapest, 1945. 176 p.

Hahn István, Szabó Árpád, Teleki Zsigmond, Harmatta János. *Történelem a középiskolák I. osztálya számára* [Histoire à destination de la 1^{ère} classe des écoles secondaires], Tankönyvkiadó, Budapest, 1949. 355 p.

Karácsonyi Béla. *A magyar nép története (1526-ig) I. osztály számára* [L'histoire du peuple

hongrois (jusqu'en 1526) à destination de la 1^{ère} classe], Tankönyvkiadó, Budapest, 1951. 112 p.

Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész (1526-1849)* [L'histoire du peuple hongrois, 2^e partie 1526-1849], Tankönyvkiadó, Budapest, 1951. 231 p.

Lukács Lajos. *A magyar nép története III rész 1849-1950: ideiglenes tankönyv* [Histoire du peuple hongrois, 3^e partie 1849-1950 : manuel temporaire], Tankönyvkiadó, Budapest, 1951. 248 p.

Hanák Péter. *Egyetemes történelem (Legújabb kor): középiskolák számára* [Histoire universelle (époque contemporaine) : pour les lycées], 3^e éd., Tankönyvkiadó, Budapest, 1952. 131 p.

Makkai László. *Történelem az általános gimnáziumok II. osztálya számára: A középkori egyetemes történelem áttekintése 1640-ig – Magyarország története 1526-ig* [Histoire à destination de la 2^e classe des lycées généraux : aperçu de l'histoire universelle médiévale jusqu'en 1640 – Histoire de la Hongrie jusqu'en 1526], 10^e éd., Tankönyvkiadó, Budapest, 1966. 246 p.

Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III. osztálya számára* [Histoire à destination de la 3^e classe du lycée], Tankönyvkiadó, Budapest, 1957. 364 p.

Nagy Imrének, Kempelen Imre, Bellér Béla. *A magyar nép története III. rész 1849-1919: ideiglenes tankönyv* [Histoire du peuple hongrois 3^e partie 1849-1919 : manuel temporaire], 3^e éd., Tankönyvkiadó, Budapest, 1957. 165 p.

Szamuely Tibor, Kis Aladár, Urbán Aladár. *Egyetemes történelem (1849-1945): a gimnáziumok IV. osztálya számára: ideiglenes tankönyv* [Histoire universelle (1849-1945) : manuel provisoire à destination de la 4^e classe des lycées], 2^e éd., Budapest, Tankönyvkiadó, 1958. 227 p.

Szamuely Tibor, Ránki György (dir.). *Történelem az általános gimnáziumok 4. osztálya számára* [Histoire à destination de la 4^e classe des lycées généraux], 7^e éd., Budapest, Tankönyvkiadó, 1966. 360 p.

Eperjessy Géza, Benczédi László. *Történelem a gimnáziumok II. osztálya számára* [Histoire à destination de la 2^e classe des lycées], Tankönyvkiadó, Budapest, 1967. 271 p.

Unger Mátyás. *Történelem a gimnázium III. osztálya számára* [Histoire à destination de la 3^e classe du lycée], 9^e éd., Tankönyvkiadó, Budapest, 1975. 328 p.

Balogh Endre. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára* [Histoire à destination de la 4^e classe du lycée], Tankönyvkiadó, Budapest, 1967. 320 p.

Balogh Endre. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára* [Histoire à destination de la 4^e classe du lycée], 8^e éd., Tankönyvkiadó, Budapest, 1975. 348 p.

Eperjessy Géza. *Történelem a gimnáziumok II. osztálya számára* [Histoire à destination de la 2^e classe des lycées], Tankönyvkiadó, Budapest, 2^e éd., 1981. 274 p.

Závodszky Géza. *Történelem a gimnázium III. osztálya számára: az újkor története* [Histoire à destination de la 3^e classe du lycée : histoire de la période moderne], Tankönyvkiadó, Budapest, 1983. 233 p.

Gyapay Gábor, Ritoók Zsigmond. *Histoire : lycées 1^{ere} année*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1988. 364 p.

Walter Mária. *Histoire II*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1989. 420 p.

Závodszky Géza. *Histoire III*, Tankönyvkiadó, Budapest, 1990. 276 p.

Jóvérné Szirtes Ágota, Sipos Péter. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára 1914-1945* [Histoire à destination de la 4^e classe du lycée 1914-1945], Tankönyvkiadó, Budapest, 1984. 174 p.

Livres de lecture :

Magyar könyv az általános iskolák VI. osztálya számára [Livre de hongrois à destination de la 6^e classe des écoles primaires], Tankönyvkiadó, Budapest, 1950.

Besnyő Miklós. *Történetek a középkorból: történelmi olvasókönyv az általános iskola 6. osztálya számára* [Histoires du Moyen Âge : livre de lecture historique pour la 6^e classe de l'école primaire], 8e eds., Tankönyvkiadó, Budapest, 1988. 280 p.

Köves József. *Földrajzi olvasókönyv: Európa és a Szovjetunió* [Livre de lecture géographique : l'Europe et l'Union soviétique], Tankönyvkiadó, Budapest, 1973. 277 p.

Mérő József. *A változó világ: földrajzi olvasókönyv* [Le monde changeant : manuel de lecture géographique], Tankönyvkiadó, Budapest, 1972. 256 p.

Nagy Vendelné. *Földrajzi olvasókönyv: Magyarország* [Manuel de lecture géographique : la Hongrie], Tankönyvkiadó, Budapest, 1983. 216 p.

Programmes scolaires :

Tanterv az általános iskola számára [Programme à l'intention des écoles primaires], Országos Köznevelési Tanács, Budapest, 1946. 75 p.

Darvas József. *Tanterv az általános gimnáziumok számára* [Programme à l'intention des lycées], Tankönyvkiadó, Budapest, 1950. 61 p.

Manuels scolaires publiés en Roumanie :

Géographie :

Vitver Ivan Aleksandrovic. *Geografie : manual pentru clasa a IX-a* [Géographie : manuel pour la 9^e classe], Editura de Stat Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1956. 432 p.

Tufescu C. Victor, Giurcăneanu Claudiu, Banu C. Aurel. *Geografie RPR : manual pentru clasa a XI-a* [Géographie de la RPR : manuel pour la 11^e classe], Editura de Stat Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1958. 305 p.

Hilt Virgil, Stan Christache, Herbst Constantin. *Geografie : manual pentru clasa a IX-a* [Géographie : manuel pour la 9^e classe], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1964. 232 p.

Hilt Virgil, Stan Christache, Herbst Constantin. *Geografie : manual pentru clasa a X-a - liceu și anul I - licee de specialitate* [Géographie : manuel pour la 10^e classe, 1ere classe du lycée, lycée de spécialité], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1971. 223 p.

Cucu Vasile, Pleșca Gheorghe, Donisă Ioan, Donisă Angelica. *Probleme fundamentale de geografie a Republicii Socialiste România : manual pentru clasa a X-a*, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1978. 144 p.

Vărășteanu I. Vasile. *Geografie : manual pentru clasa a VII-a* [Géographie. Manuel pour la 7^e classe], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1986. 211 p.

Giurcăneanu Claudiu, Mușat Iuliana, Ghica Gheorghe. *Geografie Republicii Socialiste România : manual pentru clasa a VIII-a* [Géographie de la République socialiste de Roumanie : manuel pour la 8^e classe], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1986. 177 p.

Tufescu Victor, Posea Grigore, Cucu Vasile, Velcea Ion, Mândruț Octavian. *Geografia economică și a populației : manual pentru clasa a X-a* [Géographie économique et de la population : manuel pour la 10^e classe], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1985. 129 p.

Tufescu Victor, Mierlă Ion, Giurcăneanu Claudiu. *Geografia Republicii Socialiste România : manual pentru clasa a XII-a* [Géographie de la République socialiste de Roumanie : manuel pour la 12^e classe], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1981. 145 p.

Histoire :

Panaitescu P. Petre. *Istoria Românilor pentru clasa VIII-a secundară* [L'histoire des Roumains à destination de la 8^e classe du secondaire], 6^e éd., Editura Scrisul Românesc, Craiova, 1942. 328 p.

Roller Mihail (dir.). *Istoria României. Manual unic pentru clasa a III-a gimnaziul unic și clasa IV-a secundara* [L'histoire de la Roumanie. Manuel unique pour la 3^e classe du gymnase unique et la 4^e classe du secondaire], Editura de Stat, Bucarest, 1947. 350 p.

Roller Mihail (dir.). *Istoria României. Manual unic pentru clasa a VIII-a secundara* [L'histoire de la Roumanie. Manuel unique pour la 8^e classe du secondaire], Editura de Stat, Bucarest, 1947. 863 p.

Roller Mihail (dir.). *Istoria României. Manual unic pentru clasa a IX-a medie* [L'histoire de la Roumanie. Manuel unique pour la 11^e classe], Editura de Stat, Bucarest, 1948. 777 p.

Istoria evului mediu : manual unic pentru clasa a IX-a medie [Histoire du Moyen Âge : manuel unique pour la 9^e classe], Editura de Stat, Bucarest, 1949. 346 p.

Istoria modernă și contemporană : manual unic pentru clasa a X-a medie [Histoire moderne et contemporaine : manuel unique pour la 10e classe], Editura de Stat, Bucarest, 1949. 262 p.

Galkin I. S. *Istoria modernă. Partea 2 : manual pentru clasa a IX-a* [Histoire moderne. 2^e partie : manuel pour la 9^e classe], Editura de Stat Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1952. 260 p.

Roller Mihail (dir.). *A Román Népköztársaság története: tankönyv a középiskolák számára* [L'histoire de la République populaire roumaine : manuel scolaire à destination des écoles secondaires], Állami tanügy és pedagógiai kiadó, Bucarest, 1956. 872 p.

Pall Francisc, Mureșan Camil. *A középkor története: tankönyv a líceumok X. osztálya számára* [L'histoire du Moyen Âge : manuel pour la 10^e classe des lycées], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1969. 296 p.

Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României – manual pentru clasa a XI-a* [L'histoire de la Roumanie : manuel pour la 11^e classe], Editura de Stat Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1960. 424 p.

Vianu Alexandru, Almaș Dumitru. *Az újkor és a jelenkor története: tankönyv a líceumok XI. osztálya számára* [L'histoire des périodes moderne et contemporaine : manuel à destination de la 11^e classe des lycées], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1969. 290 p.

Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României : manual pentru clasa a XII-a* [L'histoire de la Roumanie : manuel pour la 12^e classe], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1969. 446 p.

Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României : manual pentru clasa a XII-a* [L'histoire de la Roumanie : manuel pour la 12^e classe], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1978. 392 p.

Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică și Medie a României :*

manual pentru clasa a VIII-a [Histoire antique et médiévale de la Roumanie à destination de la 8^e classe], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1984. 241 p.

Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României : manual pentru clasa a IX-a* [Histoire moderne de la Roumanie : manuel pour la 9^e classe], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1988. 236 p.

Petric Aron, Ioniță Gheorghe I. *Istoria Contemporană a României : clasa a X-a* [Histoire contemporaine de la Roumanie : 10^e classe], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1983. 273 p.

Pascu Ștefan, Georgian Lucia, Bodor András, Neagu Vasilicá. *Problemele fundamentale ale istoriei lumii antice și medievale* [Problèmes fondamentaux de l'histoire antique et médiévale], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1989. 160 p.

Mureșanu Camil, Vesa Vasile. *Probleme fundamentale ale istoriei lumii moderne și contemporane : manual pentru clasa a XII-a licee de filologie-istorie* [Problèmes fondamentaux de l'histoire des mondes moderne et contemporain : manuel pour la XII^e classe des lycées de philologie et d'histoire], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1979. 262 p.

Livres de lecture :

Almaș Dumitru. *Povestiri istorice pentru copii și școlari : șoimi ai patriei și pionieri. Partea a III-a* [Contes historiques à destination des enfants et des écoliers : faucons de la patrie et pionniers. Troisième partie], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1984. 79 p.

Littérature :

Kozma Dezső. *Magyar irodalom tankönyv a IX. osztály számára* [Manuel de littérature hongroise à destination de la 9^e classe], Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, 1978. 272 p.

Publications de sources et archives scolaires :

« 1908. évi XLVI. Törvénycikk az elemi népiskolai oktatás ingyenességéről » [Article de loi n°46 de l'année 1908 sur la gratuité de l'enseignement primaire].

« 1907. évi XXVII. törvénycikk a nem állami elemi népiskolák jogviszonyairól és a községi és hitfelekezeti néptanítók járandóságairól » [Article de loi n°27 de l'année 1907 sur les relations juridiques des écoles élémentaires non étatiques et la rémunération des enseignants des écoles communales et confessionnelles].

« A deszki Állami Általános Iskola iratai 1947-1966 » [Écrits de l'école primaire de Deszk 1947-1966], XXVI. intézetek, intézmények, 113/0.52 fm. MNL CsML.

« Az algyői állami általános iskola iratai: általános iratok 1950 » [Écrits de l'école primaire d'Algyő : écrits généraux 1950], VIII., 1.52 fm. MNL CsML.

Bólyai Imréne. « Történelmi tankönyvbírálat » [L'évaluation des livres scolaires d'histoire], *Köznevelés*, n°12, 1951. p. 541.

Bunescu Gheorghe (dir.). *Antologia legilor învățământului din România* [Anthologie des lois de l'enseignement de Roumanie], Institutul de științe ale Educației, Bucarest, 2004. 490 p.

Dancs Istvánné. *Dokumentumok a magyar közoktatás reformjáról 1945-1948, Források a magyar népi demokrácia történetéhez 3.* [Documents sur la réforme de l'éducation publique hongroise 1945-1948. Sources pour l'histoire de la démocratie populaire hongroise 3], Kossuth, Budapest, 1979. 864 p.

Kardos József, Kornidesz Mihály. *Dokumentumok a magyar oktatáspolitika történetéből II : 1954-1972* [Documents de l'histoire de la politique hongroise d'enseignement II : 1954-1972],

Tankönyvkiadó, Budapest, 1990. 716 p.

Publications des Partis communistes hongrois et roumains :

Programul Partidului Comunist Român de făurire a societății socialiste multilateral dezvoltate și de înaintare a României spre comunism [Le programme du Parti communiste roumain pour l'édification de la société socialiste développée multilatéralement et l'avancement de la Roumanie vers le communisme], Editura politică, Bucarest, 1975. 187 p.

Comité central du MSZMP. *Az állami oktatás helyzete és fejlesztésének feladatai* [La situation de l'éducation d'État et ses tâches pour le développement], Tankönyvkiadó, Budapest, 1973. 414 p.

Tribuna Școlii, vol. 1, n°2, 14-05-1971. p. 1-12.

Index

Aczél.....	38
Aladár	103, 104, 296, 385, 398
Almaş	84, 85
Almaş	84, 85, 109, 124, 134, 140, 141, 148, 163, 167, 172, 178, 179, 186, 193, 196, 199, 201, 206, 209, 216, 217, 223, 231, 237, 245, 246, 250, 253, 254, 256, 262, 268, 272, 273, 277, 283, 287, 288, 294, 297, 298, 299, 301, 302, 307, 310, 316, 320, 324, 327, 347, 390, 400, 401, 414
Andics.....	88, 90, 93
Antal Budai Nagy.....	164, 167, 392
Antonescu.....	32, 39, 40, 61, 310, 374
Apponyi.....	56, 270
Ardeleanu	97
Áron.....	2, 110, 250, 252, 254
Aron Márton	110
Árpád	10, 47, 61, 78, 90, 131, 133, 141, 317, 363, 385, 393, 397
Attila.	58, 59, 60, 61, 65, 67, 78, 81, 82, 131, 133, 134, 135, 150, 368, 376, 378, 381, 386, 391
Avars.....	133, 134, 135, 136, 144
Bach.....	261, 262
Bălcescu	241, 245, 254, 255
Balogh	45, 58, 60, 76, 298, 300, 311, 314, 328, 368, 382, 398, 421
Bărnuțiu	255
Basta	202, 203
Báthory	68, 82, 191, 369
Béla Kun.....	280, 281, 292, 389
Bem	252, 253
Benczedi	139, 144, 151, 152, 184, 186, 187, 189, 223
Benczédi	130, 144, 152, 184, 187, 189, 223, 398
Benda	51, 76, 129, 136, 138, 144, 147, 162, 164, 171, 174, 187, 192, 203, 204, 208, 213, 215, 218, 222, 234, 243, 249, 267, 279, 282, 291, 302, 377, 397, 415, 419
Benedek	108
Besarab I ^{er}	151
Bethlen	40, 189, 190, 196, 197, 204, 205, 207, 387
Bibó	93, 115
Bocskai	188, 189, 190
Bodor.....	86, 125, 126, 128, 134, 140, 148, 157, 168, 172, 182, 201, 391, 401, 411
Bogdan	91, 93, 152, 154, 175, 245, 379
Brătianu	88, 276
Burebista.....	123, 124, 126
Carol II	39
Ceaușescu	35, 36, 39, 47, 49, 50, 68, 69, 73, 84, 85, 86, 92, 94, 97, 98, 100, 106, 112, 125, 199, 201, 235, 326, 370, 372, 384, 386, 388, 394
Charles Robert.....	151, 152, 154
Cloșca	105, 233, 388
Condurachi	94
Constantin Daicoviciu	85, 94, 99, 118, 123, 124, 127, 137, 141, 155, 160, 167, 169, 176, 181, 186, 199, 217, 219, 222, 224, 226, 228, 231, 232, 236
Constantinescu	85, 93, 99, 100, 118, 123, 124, 125, 127, 137, 140, 141, 148, 153, 155, 160, 161,

162, 163, 167, 168, 169, 170, 176, 181, 186, 187, 193, 199, 202, 207, 209, 217, 219, 222, 224, 226, 228, 231, 232, 238, 246, 247, 251, 252, 254, 256, 264, 268, 269, 272, 278, 279, 284, 288, 294, 298, 299, 301, 307, 312, 316, 317, 320, 324, 327, 347, 373, 390, 400, 423	
Constantinu	34, 100, 101, 372, 387
Coumans	151, 161
Crișan	105, 233, 388
Csatári	99, 373, 394
Dávid	204
Décébale	123
Dózsa	164, 170, 171, 172, 173
Dragomir	88
Dragoș	52, 154, 390
École transylvaine	119, 229, 230, 231
Église catholique	65, 66, 152, 166, 167, 204, 212, 224, 226
Engels	92, 107, 165, 204, 243
Eötvös	55, 81, 82, 90, 266, 370, 375, 378, 381, 387, 392, 395
Eperjessy	81, 130, 135, 139, 144, 151, 152, 154, 159, 162, 163, 166, 176, 181, 184, 186, 187, 189, 193, 203, 205, 208, 209, 223, 227, 380, 398, 409
Étienne III le Grand	149, 182, 183
Étienne le Grand	154, 182, 200
Ferenc Deák	261, 263
Ferenczy	76, 129, 397
Georgescu-Buzău	84
Georgescu-Buzău	124, 134, 140, 141, 148, 163, 167, 172, 178, 179, 186, 193, 196, 199, 201, 206, 209, 216, 223, 226, 231, 237, 246, 250, 253, 254, 256, 262, 268, 272, 273, 277, 283, 287, 288, 294, 297, 298, 299, 301, 302, 307, 310, 316, 320, 324, 327, 347, 400, 414
Gerő	42
Gheorghiu-Dej	33, 34, 35, 36, 47, 49, 69, 72, 73, 92, 93, 377, 386
Giurescu	32, 34, 88, 93, 128, 139, 150, 194, 263, 314, 367, 369, 373, 376, 389
Groza	32, 47, 71, 311, 314, 315, 320, 377
Gyapay	81, 130, 133, 134, 143, 144, 398
Habsbourg	11, 121, 133, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 195, 202, 205, 211, 212, 213, 214, 217, 219, 220, 222, 224, 225, 227, 230, 231, 232, 233, 236, 237, 240, 250, 254, 276, 299, 369, 392
Hadrian Daicoviciu	85, 118, 125, 127, 142, 145, 149, 154, 155, 160, 162, 163, 170, 173, 179, 180, 182, 186, 193, 195, 197, 200, 201, 202, 207, 217, 219, 222, 224, 226, 231, 238
Hahn	80, 104, 129, 133, 397
Haïdouks	
Haïdouk	127
Hanák	78, 88
Heckenast	79, 158, 162, 173, 176, 183, 185, 187, 188, 190, 191, 192, 193, 203, 204, 214, 218, 220, 221, 222, 227, 229, 230, 234, 243, 244, 248, 254, 257, 378, 397, 413
Hitler	305, 306, 309, 310, 373
Horea	105, 233, 235, 376, 388, 389
Horthy	283, 285, 292, 296, 302, 303, 304, 305, 308, 389, 393
Hunyadi	149, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 200, 212
Hurezeanu	85, 224, 229, 246, 247, 252, 254, 256, 257, 265, 267, 268, 269, 270, 272, 273, 278, 289, 400, 418
Iancu	54, 149, 182, 254, 256
Imre Nagy	37, 67, 389

Ioniță.....	86
Ioniță	284, 289, 294, 297, 298, 299, 301, 308, 310, 311, 312, 315, 316, 318, 321, 325, 327, 347, 400
Iorga.....	93, 139, 194, 235, 298, 379
István Tisza.....	268, 275
Jászi	273
Joseph II	221, 230, 233, 234
Jovérné	286, 293, 296, 297, 300, 302, 305, 306, 323, 326, 398
Józsa	308
Kádár	37, 38, 50, 70, 81, 89, 103, 367, 379, 380
Kálmán Tisza.....	270
Karácsonyi.....	129, 130, 132, 138, 147, 151, 159, 162, 165, 169, 171, 174, 179, 397
Károlyi.....	274, 279, 291, 383
Khrushchev.....	280
Klebersberg	303
Köpeczi	10, 68, 101, 128, 137, 141, 142, 150, 162, 165, 192, 211, 226, 234, 255, 269, 377, 381, 393
Kosáry	76, 90, 93, 129, 132, 135, 138, 150, 151, 162, 170, 173, 174, 178, 187, 202, 213, 229, 243, 248, 249, 263, 266, 269, 275, 279, 291, 303, 305, 313, 397
Kossuth	65, 76, 78, 79, 99, 240, 241, 244, 245, 248, 249, 250, 253, 255, 263, 373, 378, 384, 388, 401
Kroutchev	34, 379
Lénine.....	92, 107, 109
Louis I ^{er}	152, 159, 176
Louis I ^{er} le Grand.....	152
Luca	33, 316
Lukács	208, 261, 262, 263, 266, 267, 270, 276, 281, 282, 292, 299, 303, 304, 305, 306, 308, 309, 312, 314, 319, 398, 420
Makkai	80, 130, 132, 135, 136, 139, 143, 144, 147, 150, 152, 155, 159, 161, 165, 166, 180, 398
Maniu	286, 298
Martinuzzi	186
Marx	92, 107, 165, 243, 245
Mathias	154, 155, 169, 177, 179, 180, 181, 182, 189, 191, 215, 379
Maurer	35
Mérei	78, 213, 229, 243, 248, 249, 253, 263, 266, 269, 275, 279, 291, 303, 305, 313, 397
Michel I ^{er}	32
Michel le Brave	112, 156, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 224
Mindszenty	65, 370
Mircea.....	97, 101, 125, 176, 177, 200, 387, 390
Mocsáry	265, 273
Molnár	37, 90, 92, 93, 95, 96, 128, 132, 135, 147, 150, 164, 175, 183, 197, 233, 300, 338, 382, 385, 389, 396
Mureșan	124, 140, 141, 148, 155, 160, 162, 163, 174, 180, 195, 196, 206, 400
Mureșan	85, 170, 178, 180, 195, 196, 206
Mureșanu	86
Murgu	254
Mușat	97, 101, 333, 387, 399
Neagoe	98
Ortutay	65, 70, 78
Ottomans	175, 176, 181, 182, 183, 187, 190, 191, 198, 199, 200, 202, 215, 216

Pach	88, 96, 128, 135, 147, 158, 183, 382, 387
Pall.....	85, 124, 140, 141, 148, 155, 160, 162, 163, 170, 174, 178, 180, 195, 196, 206, 400
Panaitescu.....	92, 103, 122, 164, 225, 233, 241, 387, 400
Pascu	85, 86, 101, 105, 125, 126, 128, 134, 136, 139, 140, 147, 148, 157, 158, 161, 164, 168, 170, 172, 177, 180, 181, 182, 194, 201, 235, 236, 387, 388, 390, 401, 411
Pătrășcanu.....	47, 370, 375
Pauker.....	33, 41, 383
Petchenègues	151
Petőfi	67, 252, 253
Petric	84, 86, 124, 134, 140, 141, 148, 163, 167, 172, 178, 179, 186, 193, 196, 199, 201, 206, 209, 216, 223, 226, 231, 237, 246, 250, 253, 254, 256, 262, 268, 272, 273, 277, 283, 284, 287, 288, 289, 294, 297, 298, 299, 301, 302, 307, 308, 310, 311, 312, 315, 316, 318, 320, 321, 324, 325, 327, 347, 400, 414
Rădescu	314, 315
Rákóczi.....	191, 192, 193, 194, 195, 204, 211, 381
Rákosi.....	32, 36, 37, 42, 67, 92, 109, 165, 171, 192, 380
Ránki	80, 248, 262, 263, 265, 266, 279, 280, 282, 290, 292, 293, 304, 305, 310, 314, 319
Ritoók	81, 130, 133, 134, 143, 144, 398
Roller	83, 84, 85, 91, 92, 93, 102, 103, 118, 121, 122, 123, 124, 127, 134, 136, 138, 139, 140, 141, 148, 153, 155, 156, 159, 163, 166, 167, 168, 169, 171, 172, 173, 174, 176, 178, 180, 181, 186, 193, 194, 195, 196, 198, 199, 201, 202, 205, 206, 209, 211, 216, 218, 219, 221, 223, 225, 226, 228, 230, 232, 235, 236, 237, 242, 244, 245, 250, 252, 253, 254, 255, 257, 268, 271, 272, 273, 276, 277, 286, 287, 293, 296, 297, 298, 300, 306, 307, 309, 312, 313, 315, 316, 318, 319, 324, 326, 350, 371, 388, 400, 410, 422
Şaguna	255
Saint Étienne	61, 113, 134, 143, 185, 189, 285, 291, 302, 303
Sănătescu	314, 315
Saxons	10, 12, 44, 57, 158, 159, 160, 161, 162, 164, 168, 169, 174, 205, 207, 208, 212, 223, 226, 228, 243, 352, 389
Scythes	122, 123, 383
Sicule	161, 173, 249, 343
Sicules	135
Sigismond de Luxembourg	176, 178
Smarandache	85, 224, 229, 247, 252, 254, 256, 257, 265, 267, 268, 269, 270, 272, 273, 278, 289, 400, 418
Spira	88, 162, 173, 176, 183, 185, 187, 188, 190, 191, 192, 193, 203, 204, 214, 218, 220, 221, 222, 227, 229, 230, 234, 243, 244, 248, 254, 257, 397, 413
Staline	34, 36, 37, 46, 47, 92, 95, 109, 165, 222, 323
Szamuely	248, 262, 263, 265, 266, 279, 280, 282, 290, 292, 293, 296, 304, 305, 310, 314, 319, 398
Szapolyai	183, 185, 386
Szekfű	138, 233, 234, 378
Szemere	243
Szírves Jóvérné.....	297
Szűcs.....	95, 104, 170, 389, 392
Teleki	290, 305
Thraces	122
Titulescu	299
Totu	85, 224, 228, 229, 231, 247, 252, 254, 256, 257, 265, 267, 268, 269, 270, 272, 273, 278, 289, 400, 418

Trefort.....	56
Unger	81, 82, 147, 156, 183, 184, 186, 188, 189, 190, 191, 192, 203, 205, 214, 215, 219, 222,
	223, 227, 230, 235, 242, 243, 244, 248, 249, 250, 254, 255, 262, 266, 367, 398
Vadim Tudor.....	98
Vajk.....	177, 178
Vesa	86
Vianu	85, 193, 216, 217, 237, 245, 400
Vlad III l'Empaleur.....	149, 182, 183
Walter	82, 130, 147, 151, 152, 153, 155, 159, 165, 166, 176, 180, 181, 186, 189, 191, 192, 204,
	208, 209, 398
Závodszky	156, 215, 216, 218, 223, 227, 235, 249, 253, 254, 262, 263, 267, 270, 303, 319, 398,
	417
Zelk.....	109
Zrínyi.....	191, 205

Table des annexes

- 1 Eperjessy Géza. *Történelem a gimnáziumok II. osztálya számára*, Op. cit. 1967. p. 128. .412
- 2 Roller Mihail (dir.). *Istoria României. Manual unic pentru clasa a VIII-a secundara*, Op. cit. 1947. p. 130.....413
- 3 Pascu Ștefan, Georgian Lucia, Bodor András, Neagu Vasilică. *Problemele fundamentale ale istoriei lumii antice și medievale*, Op. cit. 1989. p. 82-83.414
- 4 Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică și Medie a României : manual pentru clasa a VIII-a* Op. cit. 1984. p. 238-239.414
- 5 Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész (1526-1849)*, Op. cit. 1951. p. 14.
- 6 Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României – manual pentru clasa a XI-a*, Op. cit. 1960. p. 98.416
- 7 Benda Kálmán. *Magyarország története az őskortól napjainkig. Polgári iskolák III-IV. és a gimnáziumok III. osztálya számára*, Op. cit. 1945. p. 106.418
- 8 Istoria modernă și contemporană : manual unic pentru clasa a X-a medie, Op. cit. 1949. p. 117.419
- 9 Závodszky Géza. *Történelem a gimnázium III. osztálya számára: az újkor története*, Op. cit. 1983. p. 135.420
- 10 Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României manual pentru clasa a IX-a*, Op. cit. 1988. p. 56.421
- 11 Benda Kálmán. *Magyarország története az őskortól napjainkig. Polgári iskolák III-IV. és a gimnáziumok III. osztálya számára*, Op. cit. 1945. p. 131.422
- 12 Lukács Lajos. *A magyar nép története III rész 1849-1950: ideiglenes tankönyv*, Op. cit. 1951. p. 160.423
- 13 Balogh Endre. *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára*, Op. cit. 1975. p. 195.424
- 14 Roller Mihail (dir.). *Istoria României. Manual unic pentru clasa a VIII-a secundara*, Op. cit. 1947. p. 630.....425
- 15 Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României : manual pentru clasa a XII-a*, Op. cit. 1969. p. 284.
- 16 Hajós Ferenc, Láng Sándor. *Földrajz. A líceum, leánylíceum és a gazdasági középiskolák II. osztálya számára*, Op. cit. 1947. p. 65.....426
- 17 Tufescu Victor, Mierlă Ion, Giurcăneanu Claudiu. *Geografia Republicii Socialiste România : manual pentru clasa a XII-a*, Op. cit. 1981. p. 10.428

Az egyházi hierarchia ellen intézett támadások elsősorban a Délyidéken és Erdélyben kelettek visszhangot. Különösen Erdélyben öltött súlyos méreteket a földesúri — főként egyházi — kizsákmányolás. A szabad költözés korlátozása itt haladt előre a legtovább. A magyar jobbágyok sérelmei Erdélyben szorosan összefonódtak a görögkeleti román parasztok sérelmeivel, akiket a katolikus egyház erőszakos térítéssel akart tizedfizetésre kényszeríteni. Elégedetlenkedtek a kisnemesek is, akiket szintén egyházi adózás alá akartak vetni.

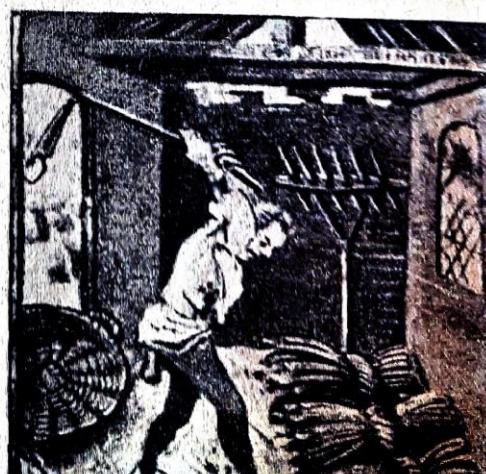
Az egyház könnyortelen erőszakkal igyekezett megakadályozni a paraszti engedetlenség és a huszita tanok terjedését. A lappangó tüzet csak a Délyidéken tudta kíméletlen inkvizíciós módszerekkel elfojtani. Erdélyben viszont 1437-ben hatalmas méretű jobbágycsereből robbant ki.

AZ ERDÉLYI PARASZTFELKELÉS. A természeti gazdálkodás korának egy-egy falura vagy uradalomra korlátozódó mozgalmai után, az 1437-es erdélyi felkelés az első tartományi méretű parasztmegmozdulás a magyar és a román nép történetében. Közvetlen oka az volt, hogy Lépes György erdélyi püspök 3 évig nem szedett tizedet, majd amikor jó pénzt bocsátottak ki, visszamezőleg egyszerre követelte a hátralék megfizetését.

A magyar és a román jobbágyok ekkor fegyvert fogtak közös elnyomóik ellen. Az összesereglett parasztok az Alparét község határában fekvő Bábolna hegy oldalán ütötték táborit. Vezérük egy kisbirtokos nemes, Budai Nagy Antal lett. A városok közül Kolozsvár kézműves és plebejus lakói támogatták őket: fegyvert gyártottak, és menedéket nyújtottak nekik.

A felkelők egyezkedési kísérletére az uralkodó osztály a parasztkövetek lefejezésével válaszolt. Ezután tört ki a fegyveres összecsapás, amelyben a jobbágyseregek fényes győzelmet arattak. Az erdélyi urak tárgyalásra kényszerülték megvetett jobbágyaikkal. A parasztok és földesurak közötti

Vető, arató, cséplő (XV. századi munkaadábrázolások)



Răscoala țăranilor din Transilvania 1437 (Bobâlna)

Generalizarea iobăgiei în Transilvania a mers paralel cu înrăutătirea stării țărănimii. Țărani aveau îndatoriri față de stat și trebuiau să plătească dări anuale către rege. Ei trebuiau să plătească dări extraordinare Bisericii catolice și clerului. În sfârșit, trebuiau să plătească dijma și fel de fel de corvezi marilor proprietari (nobili, grofi, etc.)

Acestea au făcut ca situația țărănimii să fie foarte grea iar nemulțumirile ei să se manifesteze în diferite forme. Iată cauza contrazicerii fundamentale care exista între marea massă țărănească — Români sau Unguri — și pătura conduceătoare feudală.

Dacă în această stare generală a țărănimii găsim izvorul principal al tuturor răscoalelor din Transilvania, cauza imediată a marii răscoale a țăranilor din anul 1437 o găsim în măsurile hrăpărețe luate de către Biserica catolică pentru strângerea zeciuiei dela țărani. Datorită unor împrejurări speciale (năvălirea turcească — 1435-36), țărănamea rămăsese în urmă cu plata acestor zeciuieri. Episcopul catolic al Transilvaniei, Gheorghe Lepeș, a dat dispoziții ca să se strângă de îndată toate restantele dela țărani.

Regele Sigismund sprijini acțiunea episcopului Gheorghe Lepeș și amenință cu măsuri aspre în cazul că se va continua cu refuzul de a se plăti.

Dar țărănamea refuza cu îndărjire. Aceasta a avut ca urmare că episcopul a dat dispoziții preoților să nu mai slujească la botezuri, cununii, înmormântări celor ce nu plătiseră și să excomunice satele ce refuzau plata, ceea ce însemna pentru țărănamea, care avea un nivel cultural foarte scăzut, o mare lovitură. Aceasta a ascuțit mai mult contrazicerile și ura împotriva clerului. De altfel, măsura luată înainte de Biserica catolică, prin care impunea plata zeciuiei nu numai

3 Pascu Ștefan, Georgian Lucia, Bodor András, Neagu Vasilicá. *Problemele fundamentale ale istoriei lumii antice și medievale*, Op. cit. 1989. p. 82-83.

Mari răscoale țărănești au avut loc și în Transilvania. Cea dintâi a izbucnit în anul 1437 și este cunoscută sub numele de răscoala de la Bobîlna. Abuzurile episcopului catolic de la Alba-Iulia și influența mișcării husite au făcut să crească spiritul de revoltă în rîndul țăranilor, ducind la izbucnirea răscoalei de la Bobîlna (1437). Deși armatele răsculaților, organizate după modelul husit, au cîștigat strălucite victorii asupra nobililor, în cele din urmă aceștia au reușit să înăbușe răscoala. Nobili maghiari au încheiat o alianță cu fruntașii sașilor și secuilor (păturile privilegiate din Transilvania), *Unio*

82

— Probleme fundamentale ale istoriei lumii antice și medievale —

trium nationum, cu scopul de a-i lipsi pe români de orice drept politic. Țăranii, în majoritate români, au fost izolați și înfrânti. Alianța celor trei categorii privilegiate se va menține și va acționa, veacuri de-a rîndul ca instrument de opresiune socială și națională asupra românilor

⁴ Daicoviciu Hadrian, Teodor Pompiliu, Cîmpeanu Ioan. *Istoria Antică și Medie a României : manual pentru clasa a VIII-a, Op. cit.* 1984. p. 238-239.



5 Heckenast Gusztáv, Spira György. *A magyar nép története II. rész (1526-1849)*, Op. cit. 1951.
p. 14.

utolsó nagy hódító vállalkozása ; Zrínyiék hősi önfeláldozás
közel 100 évre megmentette a nyugati országokat a török hódító
hadjáratuktól.

A végvári vitézek életének és hősi harcainak a korszak leg-
nagyobb magyar költője, *Balassi Bálint* állított maradandó
emléket verseiben.

A magyar nép és a vele együtt harcoló csehek, lengyelek,
románok, délszlávok, németek és osztrákok hősi küzdelme meg-
állította a 16. század derekán a török birodalom egész Európát
fenegető terjeszkedését.

Az erdélyi fejedelemségek

János Zsigmond (1540—1571) országa, a későbbi erdélyi fe-
delemség Erdélyből és az Alföld keleti megyéiből, az ú. n. Részek-
ből állt. Amíg az ország középső részén és Budán a török volt
az úr, a kelet felé terjeszkedő Habsburg-birodalom nem tudta
huzamosabb ideig kiterjeszteni hatalmát az erdélyi fejedelem-
ségre. Igy lett Erdély alapja és kiindulópontja 16—17. századi
nemzeti függetlenségi harcainknak. Ezért joggal tekinthetjük a
különálló Erdélyt a török és Habsburg hódítás előtti magyar
állam folytatásának.

Az erdélyi fejedelemség nem volt teljesen független állam.
Keletről, délről és nyugatról egyaránt török, vagy a töröktől
függő terület határolta, ezért az erdélyi fejedelem elismerte a
szultán fennhatóságát, rendszeres évi adót fizetett neki, és a
török beleegyezése nélkül nem indíthatott háborút, nem köt-
hetett szövetséget más országokkal. Belső ügyeiben a fejedelem-
ség önálló volt.

Országgyűlés

A fejedelem gyakran hívta össze országa rendjeit fővárosába,
Gyulafehérvárra, országgyűlésre. Az országgyűlésen a Részek
birtokos nemes urai mellett az erdélyi három kiváltságos »nemzet«
(a magyar, a székely és a szász) követei vettek részt. A magyar,
a székely és a szász »nemzet« természetesen a magyar nemeseket,
a székely előkelőket és a *vagyinos* szász polgárokat jelentette; a
magyar és román jobbágyoknak, a szász városi plebejusoknak
és falusi parasztoknak, valamint a közszékelyeknek országgyűlési
képviseletük nem volt.

6 Almaș Dumitru, Georgescu-Buzău George, Petric Aron. *Istoria României – manual pentru clasa a XI-a*, Op. cit. 1960. p. 98.

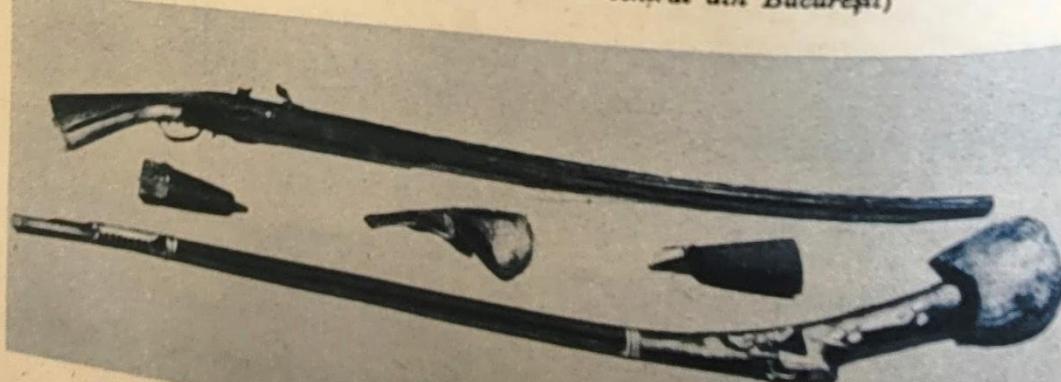


Intrarea lui Mihai Viteazul în Alba-Iulia

din Transilvania, prin tainica lucrare a preoților săi" ... Andrei Báthory a fost surprins nepregătit. Secuii se alăturără lui Mihai. La fel sașii din Brașov. Tăranii începură să se răscoale. Mihai înaintă grabnic spre Sibiu, unde aflase că nobilimea maghiară, în frunte cu Andrei Báthory, stringea oastea în tabără. Lupta se dădu la Șelimbăr, lîngă Sibiu (28 oct. 1599). Oștirea lui Mihai zdrobi trupele lui Andrei Báthory și le puse pe fugă. Un rol însemnat în dobândirea acestei victorii l-a avut bătrînul Baba Novac.

Cu mare alai, Mihai intră în Alba-Iulia (1 noiembrie 1599), capitala Transilvaniei. Nobilimea transilvăneană i se închină. Mihai luă unele măsuri de reorganizare a țării. În cetăți au fost instalate garnizoane conduse de oamenii lui. Faima de conducător de oști a lui Mihai spori mult.

Puști cu fțili (din colecția Muzeului militar central din București)



7 Benda Kálmán. *Magyarország története az ōskortól napjainkig. Polgári iskolák III-IV. és a gimnáziumok III. osztálya számára, Op. cit.* 1945. p. 106.

106

A nem magyar nemzetiségek körében a XIX. század elején éppúgy megindult a nemzeti ébredés és öntudatosodás, akárcsak a magyarságnál. A nemzeti ügy és gondolat ébresztője közöttük is az irodalom volt. A nemzeti nyelvért vívott harcban ugyanazokkal a jelenségekkel találkozhatunk náluk, mint a magyaroknál. A nemzeti ébredésnek ebben a kezdő, forrongó időszakában a más nemzetiségekkel való együttműködés gondolata még alig merült föl. Mindegyik nemzetiség úgy érezte, eljött az idő évszázados vélt, vagy igaz sérelmeinek megbosszulására, arra, hogy a mellőztetésből az évre kerüljön. A horvátok, szerbek, románok, szlovákok meg az erdélyi szászok már régóta féltékenyen figyelték a magyarság hatalmas iramú előretörését. Ébredező nemzetiségük mindebben a maguk fejlődésének sérelmét látta, s a bécsi kormány ügynökeinek könnyű volt őket a magyarság ellen fordítani.

A nemzetiségek magyarellenés érzeseiktől, meg a bécsi igéretekkel vezetve így lettek a magyarságnak és rajta keresztül a szabadság eszméinek elgáncsolóivá. A magyar országgyűlés nemzetiségre való tekintet nélkül szabadította fel a jobbágyokat, s magyart és nem-magyart egyformán szabad, egyenlő állampolgárrá nyilvánított. A reformnemzedék nem tett különbsséget jog szempontjából az ország nemzetiségei között és mindenjuk szabadságát képviselte, amikor az áprilisi törvényekért síkra szállt az uralkodóval szemben. Petőfit és társait nemcsak a magyar, de a világszabadság eszméi lelkesítették. A nemzetiségek nagyrésze azonban nem akarta észrevenni, hogy belső fejlődésük csak a magyarság győzelmével remélhet kibontakozást. Nem látták meg, hogy maguk alatt vágják a fát, ha a szabadságot védő magyarság ellen fordulnak.

De itt sem általánosíthatunk. A nemzetiségek egy tekintélyes része ugyanis, ekkor is a magyarsággal érzett, nyiltan is a magyar ügy mellé állt az elkövetkező nagy küzdelemben. A német városi polgárok igen tekintélyes része ekkor tagadta meg származását, hogy a szabadság ügyéért a magyarság oldalán szembeforduljon az uralkodóval. A szlovákok nagyrésze is ott harcolt Kossuth seregében.

A bécsi kormány ügyes politikája azonban a nemzetiségek többségét megnyerte a magyarság ellen. Különösen a horvátok tüntettek magyarellenességgükkel. Horvát bánná a magyarság nagy ellenségét, a bécsi reakciós körökhöz szító Jelasics tábornokot neveztek ki. A magyar kormány minden-

LECTIA a XIX-a

1848 în Ungaria, Transilvania, Moldova și Muntenia

Revoluția din Ungaria și Transilvania.

Incă din 1848 începuse revoluția în Ungaria. Dar abia în primăvara anului 1849, armatele austriace și-au îndreptat toate forțele împotriva poporului ungur, care se răsculase. Tânărui au intrat pe moșile grofilor, iar parlamentul, având în frunte pe Kossuth, a declarat independența Ungariei. Forțele reacționare din mijlocul și răsăritul Europei și-au dat seama de consecințele importante pe care putea să le aibă, în întreaga Europă, victoria revoluției ungare. Ungurii ar fi putut începe ofensiva Vienei și acest atac ar fi ridicat valul revoluționar în întreaga Europă.

De aceea, împăratul Austriei s'a adresat țărului Nicolae I pentru ca acesta să-i ajute la înăbușirea răscoalei poporului ungur.

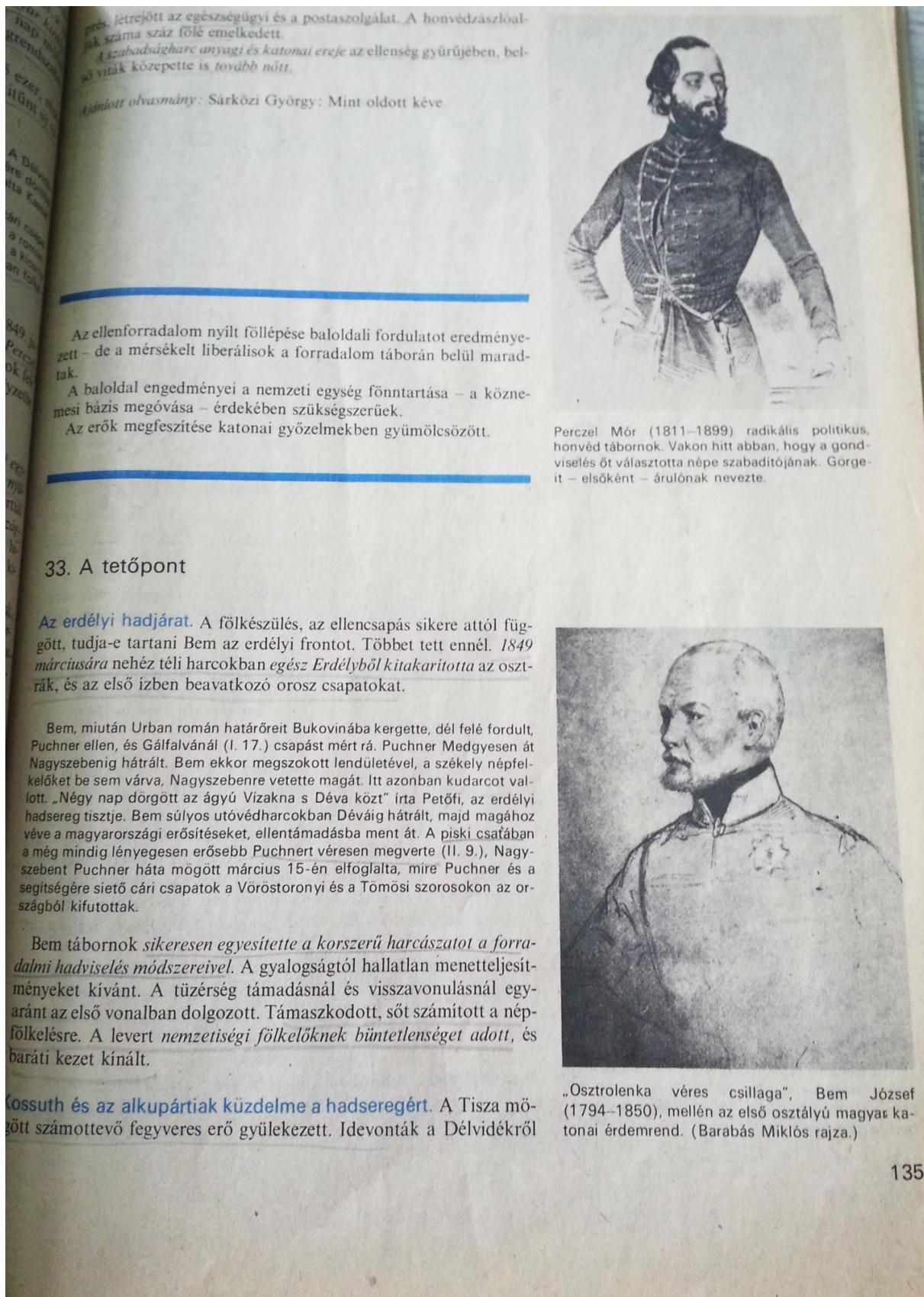
Cu acest ajutor, armatele imperiului habsburgic au înăbușit revoluția ungă. Comandanți armatei ungare au fost spânzurați; satele au fost împânzite de detașamente de pedepere, care judecau și executaau pe tânărui suspecți.

Când în 1848 se auzi de revoluția din Viena, Dieta Ungariei alcătui în grabă o constituție după care Ungaria formă un stat independent, care cuprindea și Transilvania. Națiunea română, în majoritate iobagă, nu intra în vederile noii Constituții.

La marea adunare de protest din 3/15 Mai dela Blaj, în fața a 40.000 tânărui iobagi, Simeon Bărnutiu condiționa unirea Transilvaniei cu Ungaria. Cererile tânărului român erau: egalitatea tuturor națiunilor din Transilvania, înălțarea iobagiei și a mijilor, reprezentare proporțională în Dietă, administrație, justiție și armată, gardă națională, școli românoști de toate gradele etc., etc., precum și o constituție cu înălțarea priilegiilor.

Dar Dieta votă unirea Transilvaniei cu Ungaria și împăratul sănctionă această unire. Pentru libertate națională se răsculă și Sârbii, Croații și Slovacii. Începură cicioiri violente între o parte dintre Români și Unguri. Atât conducătorii Ro-

9 Závodszky Géza. *Történelem a gimnázium III. osztálya számára: az újkor története*, Op. cit. 1983. p. 135.



33. A tetőpont

Az erdélyi hadjárat. A fölkészülés, az ellencsapás sikere attól függött, tudja-e tartani Bem az erdélyi frontot. Többet tett ennél. 1849 márciusára nehéz téli harcokban egész Erdélyből kitakarította az osztákat, és az első ízben beavatkozó orosz csapatokat.

Bem miután Urban román határőreit Bukovinába kergette, dél felé fordult, Puchner ellen, és Gálfalvánál (I. 17.) csapást mért rá. Puchner Medgyesen át Nagyszebenig hátrálta. Bem ekkor megszokott lendületével, a székely népfelkelőket be sem várva, Nagyszebenre vetette magát. Itt azonban kudarcot valott. „Négy nap dörgött az ágyú Vizakna s Déva között” írta Petőfi, az erdélyi hadsereg tiszte. Bem súlyos utóvédharcokban Déváig hátrálta, majd magához véve a magyarországi erősítéseket, ellentámadásba ment át. A piski csatában a még mindig lényegesen erősebb Puchnert véresen megverte (II. 9.), Nagyszebent Puchner háta mögött március 15-én elfoglalta, mire Puchner és a segítségére siető cári csapatok a Vöröstoronyi és a Tömösi szorosokon az országból kifutottak.

Bem tábornok sikeresen egyesítette a korszerű harcászatot a forradalmi hadviselés módszereivel. A gyalogságtól hallatlan menetteljesítémenyeket kívánt. A tüzérség támadásnál és visszavonulásnál egyaránt az első vonalban dolgozott. Támaszkodott, sőt számított a népfölkelésre. A levert nemzetiségi fölkelőknek büntetlenséget adott, és baráti kezet kínált.

Kossuth és az alkupártiak küzdelme a hadseregről. A Tisza mögött számottevő fegyveres erő gyülekezett. Ide vonták a Délvidékről



„Osztrolenka véres csillaga”, Bem József (1794–1850), mellén az első osztályú magyar katonai érdemrend. (Barabás Miklós rajza.)

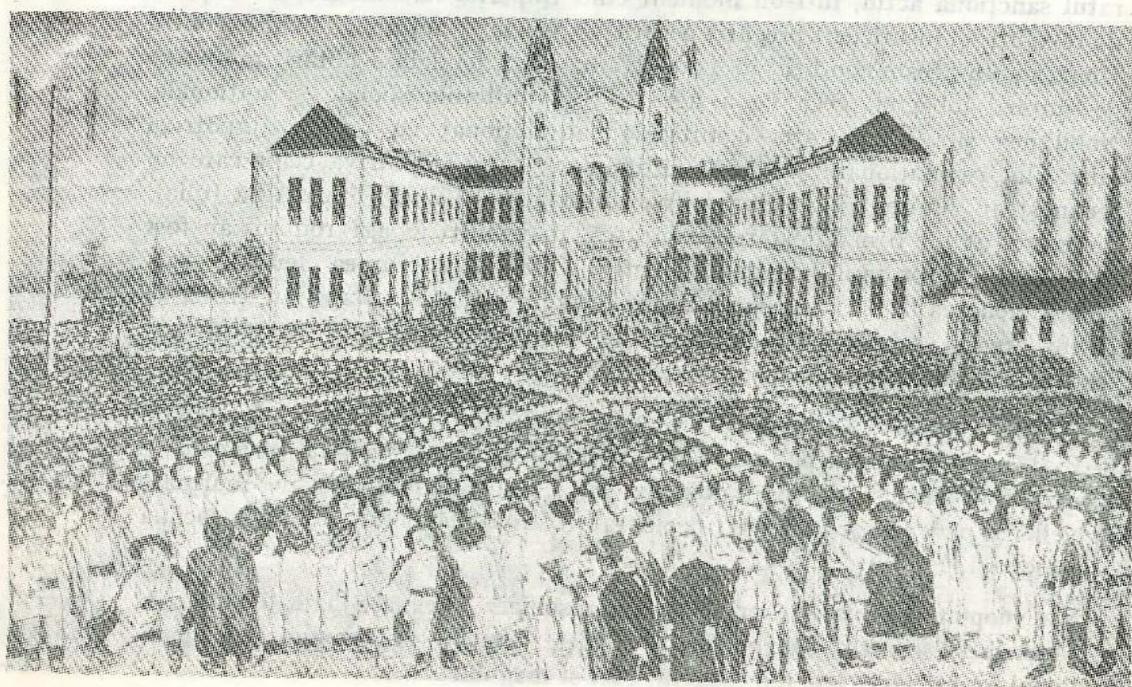
10 Hurezeanu Elisabeta, Smarandache Gheorghe, Totu Maria. *Istoria modernă a României* manual pentru clasa a IX-a, Op. cit. 1988. p. 56.

Curînd după aceea, o adunare a sașilor din Sibiu (30 septembrie), la care participă și țărani români, adoptă rezoluția de la Blaj, iar St. L. Roth propune o cît mai largă popularizare a acesteia.

Masele populare adunate la Blaj au împoternicit *Comitetul național român* în frunte cu Bărnuțiu, care acționa ca un adevărat guvern revoluționar românesc, să ia toate măsurile în vederea organizării unor efective militare capabile să apere ființa națională și drepturile sociale ale poporului român. Au fost înființate 15 legiuni românești, comandate de către un prefect și un viceprefect; legiunile erau alcătuite din cete comandate de tribuni și vice-tribuni. Rezistența revoluționară românească în Munții Apuseni a avut în frunte prefecti cu mari calități ca: *Avram Iancu, Ioan Buteanu, Petre Dobra, Ioan Axente Sever, Simion Balint, Iovian Brad, Nicolae Corcheș, Vasile Fodor, Ioan Vlăduțiu, Vasile Moldovan*, bărbați hotărîți să-și jertfească viața pentru binele națiunii. În multe localități masele țărănești instaurează o administrație nouă, a poporului. În Munții Apuseni, Avram Iancu a constituit o adevărată „republică românească”. „*Acest ţinut al minelor — arăta K. Marx — deveni centrul unui adevărat război național*“. Pregătiri de luptă au loc și la Orlat și Năsăud pe raza regimentelor grănicerești formate din români.

Rezistența revoluționară românească. Încercările de a preveni ciocnirile armate au fost zadarnice. Începe unul dintre cele mai tragice capitole din istoria Transilvaniei, care va constitui o grea lovitură pentru cauza revoluției,

Adunarea de la Blaj (mai)



11 Benda Kálmán. *Magyarország története az ōskortól napjainkig. Polgári iskolák III-IV. és a gimnáziumok III. osztálya számára*, Op. cit. 1945. p. 131.

A szövetséges hatalmakkal Páris mellett az ú. n. trianoni kastélyban kötötték meg a békét (1920 június 4.). Ebben a békében az angol, amerikai és francia államférfiak a románoknak, cseheknek és szerbeknek adott korábbi kötelező igéreteikhez voltak kénytelenek ragaszkodni. Ezeknek az ú. n. utódállamoknak kívánságára, a Kárpáti Medencét, a történelmi Magyarországot, nagyrészt a nemzetiségi elvek szerint széjjeldarabol-ták. Magyarországnak a középső alföldi és dunántúli részek maradtak. Korábbi 325.000 négyzetkilométernyi területéből 92.000 maradt meg, 21 milliónyi lakosából 8 millió. Románia megkapta Erdélyt az Alföld peremvidékeivel, rajta két és fél millió magyarral. A szlováklakta területek, az északnyugati Felvidék csatlakozott a csehekhez. Közös államuk új neve Csehszlovákia lett. De Csehszlovákiának ítélték a színmagyar Csallóközt és a szintén magyar alföldi peremvidéket, meg a kárpátukránoktól (rutének) lakott Kárpátalját. A szerbekhez a Bácska és a Bánság került, Szabadka és környékének magyar vidékeivel együtt. Az új délszláv államhoz csatlakozott Horvát-Szlavonország is.

A trianoni Magyarország megszűkített keretei között rengeteg anyagi, gazdasági és egyéb nehézséggel küzdött. Az utódállamokhoz csatolt területekről magyar menekültek tízezrei áradtak az országba, pedig a kormányzat az itt elők-ről is alig tudott gondoskodni. Az ipar, a kereskedelem lehetőségei megcsökkenek. Az ország bányászati, ipari üzemei legnagyobbrészt leszakadtak. Magyarország egyoldalúan mezőgazdasági állammá lett.

A hatalmon lévő társadalmi osztályt azonban a trianoni béke nagy csapása sem tudta a helyes útra téri-teni. Ahelyett, hogy a megmaradt kis országban gazdasági, szociális reformokkal erősíteni igyekeztek volna a magyarságot, minden a régi mederben folyt tovább. Magyarország elérte független állami létét, amiért a közigögi harrok során az ellenzék annyit harcolt. Most azonban kiderült, hogy a függetlenség leghangosabb harcosai sem tudtak élni ezzel a függetlenséggel. A szociális reformok, a választói jog kiterjesztése és mindenekelőtt a földreform megint elmaradt, ez megint nem volt sürgős. A munkásság szervezkedését minden lehető módon gáncsolták. A belpolitikában az uralkodó osztályok semmit sem tanultak.

Ugyanezt mondhatjuk a külpolitikáról is. Elmulasztották a szomszédokkal való békés megegyezést, amikor erre még lett

A békékötés

A magyar uralkodóosztályok meghálálták, hogy az antant jut. tatta hatalomra őket és 1920 június 4-én aláírták Trianonban (Párizs mellett) a békét.

A súlyos feltételeket szabó imperialista békét annál is inkább elfogadták a magyar uralkodóosztályok, hogy teljes erejükkel a belső forradalmi erők, a munkásosztály, a dolgozó nép ellen fordulhassanak. Ehhez az antant a békékötés gyors véghezvitelével hozzásegítette az ellenforradalmi rendszert.

A Horthy-rendszer természetesen minden megtett, hogy a trianonai békét igazi hátterét elleplezze. Hazug soviniszta, revisionista propagandáját egybekötötte a kommunisták elleni uszítással, a Tanácsköztársaság gyalázásával.

Csak egy állam volt, mely soha nem ismerte el a Párizs-környéki imperialista békéket, köztük a trianonit sem, és ez a Szovjetunió. A magyar ellenforradalmi rendszer nemzetellenességét, hazaifatlanságát teljesen leleplezte Szovjetunió-ellenes politikája. A külpolitikai helyzet pedig a Szovjetunióhoz való közeledésre ekkor különösen alkalmas volt. A magyar uralkodó rétegek a maguk szűk osztályérdekét, mint minden, a nemzet érdekeinél előbbre helyezték. Igy, mint az előre várható volt, a Horthy-rendszernek a dolgozók állama iránti mély gyűlölete megakadályozta a kapcsolatok felvételét a Szovjetunióval.

A magyar uralkodóosztályok nem megegyezés útján törekedtek a trianoni súlyos feltételeken változtatni, hanem a sovinizmus, a környező népek elleni féktelen gyűlölet szításával. A revisionista politika a magyar imperializmus alapja lett. Hazafias szólamokkal fedték el a magyar uralkodóosztályok hódító törekvéseket, terveziket más népek leigázására.

A Horthy-rendszer, mely befelé mélyen népellenes és reakciós volt, kifelé agresszív imperialista támadó külpolitikát folytatott.

A kormányzóválasztás után a legjelentősebb esemény a békeszerződés aláírása volt.

Az antant – mint láttuk – a versailles-i békéröndező keretében rendezte újjá – érdekeinek megfelelően – Európát, és igyekezett a megrendült kapitalista rendszert megerősíteni. A versailles-i Kis-Trianon-kastélyban Magyarországgal megkötött békeszerződés (1920) súlyos föltételeket tartalmazott. A régi Magyarország területén élt, nemzetté vált szlovák, román, szerb és horvát nép, továbbá az osztrákok a szomszéd államokhoz kerültek.

A TRIANONI
BÉKESZERZÖDÉS

A békészerződés azonban a túlnyomóan nemzetiségi területek mellett zömmel magyarlakta területeket is elcsatolt. Közel 3 millió magyar került az utódállamokba, melyeknek uralkodó osztályai éppen olyan nacionalista elfogultságot mutattak velük szemben, mint egykor a magyar uralkodó körök Magyarország nem magyar népeivel szemben. A területi rendelkezéseken kívül a békészerződés jóvátételt is rótt az országra; továbbá gazdasági, pénzügyi, katonai korlátozásokat és ellenőrzést léptetett életbe.

A trianoni béke imperialista béke volt, az imperialista „háború folytatása a béke eszközeivel”. A győztesek kíméletlenül kihasználták lehetőségeiket, annak következtében, hogy a Monarchia szétesése nem az elnyomott népek közös szabadságharcának volt az eredménye, hanem az antanthatalmak katonai győzelmével függött össze. Így újabb viszályok és háború magvát vetették el.

Az antanthatalmakat a trianoni béke megkötésekor két fő szempont vezette. Egyrészt a magyarnál erősebbnek mutatkozó cseh, román és jugoszláv burzsoáziának kedveztek, mert szovjetellenes terveikben elsősorban rájuk kívántak támaszkodni, másrészről Magyarországon is biztosítani akarták a kapitalista termelési viszonyok fennmaradását.

A magyar uralkodó osztályok kénytelenek voltak elfogadni a békés föltételeket, mert az antanthatalmaknak köszönhetően uralmuk viszsaállítását, és csakis ezúton érhették el az ellenforradalmi rendszer nemzetközi elismerését. Az országon belül pedig igyekeztek háborús felelősségiükkel elhárítani. A gazdasági és társadalmi problémák valójáos okáról: a finánctőkés és nagybirtokos rendszerről elterelve a igyelmet, a tömegeket a szomszéd népekre uszították.

— 630 —

Desăvârsită libertate de presă, asociere și întrunire, liberă propagandă a tuturor gândurilor omenești.

Reforma agrară radicală. Se va face conserierea tuturor proprietăților, în special a proprietăților mari. În baza acestei conserieri, care desfințează fidei-comisele și în temeiul dreptului de a micșora după trebuință latifundiile, și se va face posibil țăranului să-și creieze o proprietate (arătură, pășune, pădure), cel puțin atât cât să o poată munci el și familia lui. Prințipiu conducător al acestei politici agrare, e pe de o parte, promovarea nivelării sociale, pe de alta potențial a producționi.

Muncitorimii industriale i se asigură aceleași drepturi și avantajii, cari sunt legiferate în cele mai avansate State industriale", etc.

Sub presiunea armatelor române, care înaintează în Transilvania, și pentru a dobândi un sprijin împotriva frământărilor revoluționare, partidul național presidat de Iuliu Maniu, acceptă unirea Transilvaniei cu România.

Clasa stăpânitoare din România, punându-se în slujba aliaților cărora le oferă România ca un „centru strategic” de seamă în lupta împotriva luptelor revoluționare ale multimei din această parte a Europei, deslăնtuije, după alipirea Transilvaniei, intervenția militară împotriva revoluției din Unagria.

Deși guvernul revoluționar maghiar recunoaște pretențiile teritoriale naționale ale României față de Ungaria, guvernul român deschide ostilitățile față de aceasta și contribue la răsturnarea guvernului revoluționar maghiar ce va fi înlocuit cu guvernul dictatorial și revisionist al lui Horthy, care, vreme de peste două decenii, a îngenuchiat poporul maghiar și a pricinuit multe greutăți statului român.

In urma tratatelor de pace care se închetează la Versailles (28 Iunie 1919), la Saint-Germain (10 Sept. 1919), Neuilly-sur-Seine (27 Noembrie 1918) și la Trianon (4 Iunie 1920), România capătă Transilvania, Banatul, Crișana, Maramureșul, Bucovina și sudul Dobrogei.

15 Daicoviciu Constantin, Constantinescu Miron (dir.). *Istoria României : manual pentru clasa a XII-a*, Op. cit. 1969. p. 284.

Perioada dintre cele două războaie mondiale

România în primii ani după război

Situația internațională 1918—1921

Primul război mondial s-a încheiat prin capitularea necondiționată a «Puterilor Centrale» în fața Antantei victorioase și prin semnarea armistițiului, la 11 noiembrie 1918, între Germania și Puterile Aliate. El a luat sfîrșit, după ce timp de patru ani a mistuit ca o flacără uriașă principalele forțe militare și economice ale celor treizeci și trei de țări participante. Cea mai mare parte a industriei acestor țări a fost distrusă, transporturile, comerțul și finanțele au fost dezorganizate, agricultura s-a ruinat, iar viața științifică și culturală a stagnat.

Frământările adînci ale maselor populare și înfrângerea Puterilor Centrale de către coaliția statelor Antantei au determinat schimbarea configurației politice și teritoriale a Europei din perioada postbelică. Marile probleme de ordin economic, financiar, teritorial și național ce se ridicau în fața statelor europene au fost pe larg dezbatute la Conferința Păcii care s-a deschis la Paris în 18 ianuarie 1919 și a luat sfîrșit în luna noiembrie 1920.

Rezultatele dezbatelor au fost fixate în tratatele de pace. Astfel, la 28 iunie 1919, Antanta a semnat la Versailles tratatul de pace cu Germania, iar la 10 septembrie 1919 a fost semnat la Saint-Germain tratatul de pace cu Austria. Ca urmare, fostele imperii german și austro-ungar pierdeau în folosul Angliei și Franței o mare parte din vechile lor colonii și totodată ieșeau din rîndul marilor puteri. După dezmembrarea Imperiului austro-ungar au apărut și s-au reconstituit noi state naționale, ca: Cehoslovacia, Ungaria, Austria, Polonia, Iugoslavia. Au fost semnate apoi, la 27 noiembrie 1919, tratatul de pace cu Bulgaria la Neuilly, la 4 iunie 1920, tratatul de pace cu Ungaria la Trianon și, la 10 august 1920, tratatul de pace cu Turcia la Sèvres.

Marile puteri din cadrul Antantei, profitând de situația lor de învingători, și-au asigurat mari avantaje teritoriale și financiare pe seama statelor învinse. Mai mult, ele au atins chiar drepturile statelor mici aliate pe care nu le-au admis la conferință, decât ca țări cu așa-numite interese speciale. Cu toate acestea, ele au fost nevoie să recunoască realitatea marcată în special de prăbușirea Imperiului habsburgic și alcătuirea statelor naționale.

Viața economică; reforma agrară din 1921

În anii care au urmat imediat după închiderea primului război mondial, viața social-economică a României a trecut prin multiple și însemnate prefaceri.

alfölddel minden össze két vasúti fővonal és három mellékvonallal kapcsolja össze. Az utak az erősen felárkolt Erdélyi-medencében is a völgyekben vezetnek, forgalmi hálózata tehát viszonylag gyér. A 4000 km-es vasúthálózat vonalhossza nincs arányban annak forgalmi értékével, mivel többszáz km hosszú a keskenyvágányú vonal, kétvágányú vonalszakasz pedig alig van.

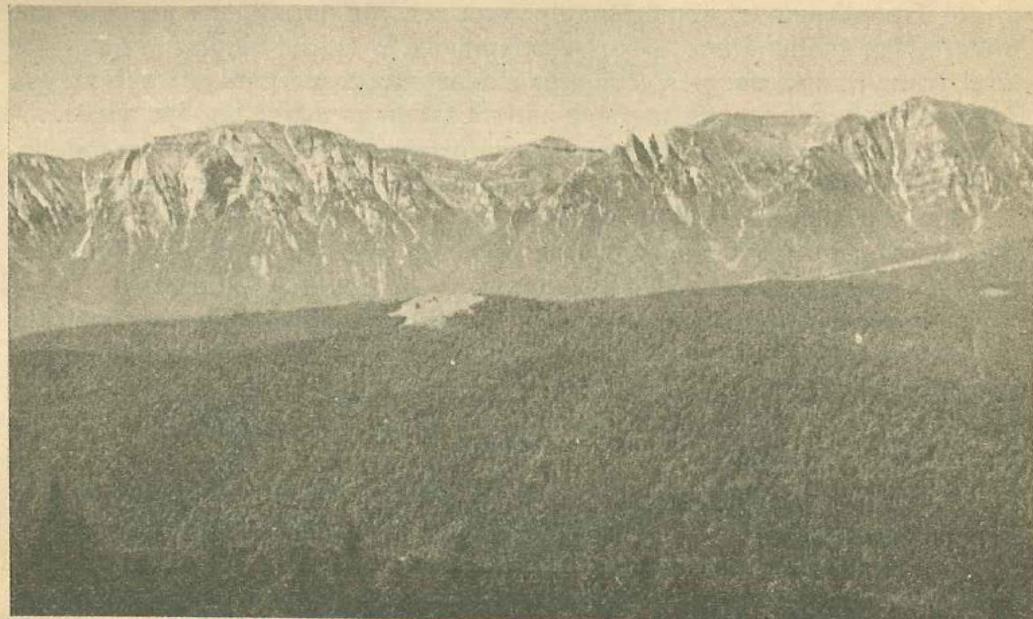
Erdély települései a falvak és a városok, valamint a magános, széjjel-szórt havasi települések. A magyarság falvaiban igen gyakran csoportosan építettek egymás mellé a házak. A szász falvak utcásan építettek, az utca két-oldalán a keskeny telkek egymásutáni szalagjaival. A románság házainak laza csoportjai a népesség szaporodásával jobban összefüggő halmazfaluakká fejlődtek. A városok telepítőenergiái sokfélék voltak. Legtöbb városa az Erdélyi-medence szélén kialakult vásárvároknak van (pl. Kolozsvár, Dés, Beszterce, Marosvásárhely, Székelyudvarhely, Gyulafehérvár, Torda). Medenceközpontok: Gyergyószentmiklós, Csíkszereda, Sepsiszentgyörgy, Kézdivásárhely, Brassó, Fogaras, Zilah, Kapuváros; Brassó, Nagyszeben, Déva. Helyi energia folytán jött létre (bányaváros) pl. Abrudbánya, Verespatak, Resicabánya, Petrozsény. Itt is érvényes azonban az, ami a Kárpátmédence többi tájára is jellemző, hogy egy-egy városcsoportha nagyon sokféle rangú és értékű várost lehet foglalni. A helyi és helyzeti városfejlesztő energiák tehát sehol sem működnek egyformán.

Erdély területe a magyar honfoglalás után *magyar településtérré* változott. A magyarság akkor a székely medencéket, az Erdélyi-medencét, a Szilágyságot és az Alföldre néző nagy folyók kapuit és közbülső völgy-medencéit szállta meg. A XII. sz.-ban Nagyszeben vidékére (Királyföld) és Beszterce környékére szászok települtek. A századfordulókor pedig jobban feltűnnek az Erdélyi-havasokon már jelenlévő románok. Leereszkedtek a völgyekbe is, ahol mint a királyi, földesúri birtokok új adózóit, szívesen látták őket. Később az egyre jobban benépesülő tájban a románság jut számbeli fölénnyez. Körülzárja a török dúlások miatt egyre jobban elvesző magyarság fogyatkozó szigeteit és Erdély É-i részén megszakítja a nyelvi összeköttetést a székelység és a magyarság között. Ezeken a területeken kisebb-nagyobb szigetekre és szóríványokra szorul össze a magyarság. De ugyancsak jól körülzárja a földművelésre áttérő románság a szászok kis lakosságszámú szigeteit is, amint megszállja a magyar és szász települések följai körüli lakatlan területeket, vagy még be nem népesített birtokokat.

Területén mintegy 4,5 millió lakos él. Ebből magyar több mint 1,5, román pedig 2,6 millió. A népsűrűség aránylag ritka. De ha csak a szántó-földekre eső népesség sűrűségét vesszük alapul, itt is jóval nagyobb népsűrűséget ($100-200/km^2$) kapunk, mint az Alföldön. Úgy, hogy pl. Csík megye 29-es, vagy Háromszék 38-as népsűrűségeadata önmagában még nem jelent sokat. A néptörömörítő területek csak a belterjesebb földművelésre alkalmas kis medencék és a szélesebb, termékenyebb völgylapályok.

Erdélynek a neve *kitörölhetetlen* a magyarság ezeréves történelméből. Mint legönállóbb peremtáj, kiválóan alkalmas volt arra, hogy a magyar nemzetre annyi szerencsétlenséget zúditó török hódoltság korában önálló fejedelemseg formájában a törökötől is, a németektől is független magyar politikát folytasson. Romániához való csatolása óta sajátos földrajzi helyzete következtében közvetítő szerepet is kell vállalnia az Alföld és a Havasalföld között. Gazdaságilag ugyanis a politikailag Romániától függő erdélyi terület inkább az Alföldre van ráualalva. A két táj közti békés kapcsolatok kiépítését Erdély magyarsága és románsága hivatott ápolni és fejleszteni.

17 Tufescu Victor, Mierlă Ion, Giurcăneanu Claudiu. *Geografia Republicii Socialiste România : manual pentru clasa a XII-a*, Op. cit. 1981. p. 10.



Creastă muntoasă înaltă din Carpați

Ferăstruind munții, ele au creat văi transversale în lungul căroror căile de comunicație asigură legăturile transcarpatice.

În ansamblu teritoriul țării noastre ocupă o suprafață de 237 500 km² și este locuit aproape peste tot.

Diversitatea reliefului și structurii geologice s-au răspândit și în diferențierea resurselor naturale ca o compensare de la o zonă la alta. Sub raport economic s-au creat curenți de materii prime, produse industriale și fluxuri de forță de muncă între diferite regiuni ale țării, generând locuri de concentrare a populației și a activității umane — orașele. Caracterul de *complementaritate* între regiunile țării are tradiții vechi, menționate și pe vechile hărți ca: drumurile oilor, drumurile sării, lemnului, grînelor, păcurei, vinului etc.

Caracterul unitar al teritoriului țării noastre rezultă aşadar din îmbinarea armonioasă a elementelor naturale și antropice într-o asociație de componente care se completează reciproc. Se poate spune că această unitate geografică complexă a teritoriului R.S. România a creat condiții favorabile dezvoltării unității etnice, lingvistice și continuității multimilenare a poporului român.